

F. ECONOMIE BELGE

1979

1979

ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

DIRECTION GÉNÉRALE DES ÉTUDES ET DE LA DOCUMENTATION

# L'ÉCONOMIE BELGE

EN

1959



BRUXELLES

IMPRIMERIE DES ANC. ÉTABL. AUG. PUVREZ, S. A.  
59 AVENUE FONSNY

1960

ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

DIRECTION GÉNÉRALE DES ÉTUDES ET DE LA DOCUMENTATION

# L'ÉCONOMIE BELGE

EN

1959



BRUXELLES

IMPRIMERIE DES ANCIENS ÉTATS  
29 AVENUE FOSSEY

1959

## AVERTISSEMENT

*Les difficultés déjà signalées il y a un an ayant persisté, le rapport sur la situation économique de la Belgique en 1959 ne peut encore reparaître sous sa forme traditionnelle, ni comporter les commentaires détaillés d'usage.*

*Tel qu'il est présenté, cette fois encore, l'ouvrage fournit, après quelques considérations d'ordre général, de brefs aperçus par secteur d'activité; toutefois, le secteur de l'énergie, en raison de l'importante évolution du problème charbonnier, est l'objet d'une attention particulière.*

*Viennent ensuite la collection des tableaux statistiques et graphiques reproduits chaque année, ainsi qu'un répertoire de faits relatifs à la vie économique du pays en 1959.*

*Bruxelles, le 22 novembre 1960.*

# AVERTISSEMENT

Les difficultés déjà signalées et y a un an sont toujours, le respect  
sur la situation économique de la Belgique en 1959 ne peut être représentée  
sans en faire mention, et surtout les conséquences de ces difficultés.  
Et si ce n'est pas, cette fois encore, l'ouvrage de ce genre, nous  
considérons d'être satisfaits de l'œuvre de ce genre, nous sommes à votre  
service, le secteur de l'énergie, en raison de l'importance de  
problèmes économiques, est l'objet d'une attention particulière.  
L'ensemble de la collection des tables statistiques et graphiques  
représente chaque année, ainsi qu'en témoignent les faits cités à la fin  
économique du pays en 1959.

Bruxelles, le 22 novembre 1960.

11  
12  
13

## CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

*Le commerce extérieur a été l'animateur principal de l'économie belge en 1959. La production a pu trouver, au-delà des frontières, des débouchés accrus, tandis que le marché intérieur, soutenu par les dépenses publiques, gardait à peu près son importance de 1958.*

*La reprise, amorcée fin 1958, a été consolidée sans toutefois comporter une augmentation très sensible de la consommation, ni des investissements bruts. Un net réapprovisionnement de la production est attesté par l'évolution des importations. Leur valeur, en 1959, atteint un maximum, leur augmentation dépassant celle des exportations, pourtant exceptionnelles.*

*Les pays industriels, en pleine expansion, et les Etats-Unis d'Amérique ont été les meilleurs clients des producteurs belges. En revanche, les marchés d'outre-mer, hormis le continent nord-américain, n'ont guère accru leurs achats en Belgique.*

*Mais, dans le monde, l'offre des matières premières précisément, ainsi d'ailleurs que celle de l'énergie et des transports maritimes, est restée supérieure à la demande. Les prix des produits agricoles ont été en baisse. Et il est remarquable qu'une grève de près de quatre mois de la plus importante industrie sidérurgique, celle des Etats-Unis, n'ait pas créé de difficultés d'approvisionnement en acier, ni de hausse immodérée de prix.*

*La surabondance est surtout venue des secteurs de l'énergie et des transports maritimes où, lors de la crise de Suez, de 1956-1957, la pénurie avait été la plus ressentie. Non seulement, cette crise avait incité les producteurs et les armateurs à une activité disproportionnée avec les besoins réels, mais aussi, de nouvelles techniques ajoutées à la rationalisation avaient porté leurs fruits au-delà des prévisions, principalement dans la consommation d'énergie. Ainsi, de 1956 à 1959 dans l'ensemble des pays de la C.E.C.A., la consommation apparente d'énergie est restée quasi stable, malgré une augmentation de 15 % de la production industrielle; il est vrai que cette stabilisation statistique résulte, pour une part, d'un déstockage compensé par un accroissement modéré de la consommation réelle.*

*Les Etats-Unis, vers lesquels les exportations de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise ont le plus augmenté par rapport à l'année précédente, ont eu une année prospère, en dépit de la grève des aciéries et du déficit aggravé des comptes extérieurs. L'Europe occidentale a bénéficié de cette situation avantageuse dans la concurrence. Sa production d'acier a été favorisée et l'industrie automobile a pu exporter, au total, une part record, soit près de la moitié de sa production cependant fort accrue. L'industrie chimique a conquis une position compétitive très favorable. Tous les pays industriels européens ont bénéficié, en 1959, de cette reprise vigoureuse, perçue déjà, en 1958, aux Pays-Bas et en Allemagne occidentale. En fin d'année, elle atteignait un degré tel, dans ces deux pays, qu'il en est résulté une pénurie de main-d'œuvre et un resserrement des disponibilités monétaires, et que les gouvernements intéressés ont dû prendre des mesures pour freiner l'expansion.*

*En dépit des difficultés des exploitations houillères qui ont gagné le Royaume-Uni et tous les pays de la Communauté, ces derniers ont accusé une hausse de près de 7 % de leur production industrielle globale. Dans une telle condition, les premières mesures prévues par le Traité de Rome ont été appliquées sans grande difficulté, et l'élaboration du tarif extérieur commun a été hâtée, en vue des négociations de 1960, dans le cadre du G.A.T.T.*

*L'économie belge a, sans doute, été d'autant plus sensible au boom de l'Allemagne fédérale et des Pays-Bas que le Marché Commun entrainait effectivement en vigueur. L'évolution du commerce extérieur de l'Union économique Belgo-Luxembourgeoise a été décisive pour son activité. Des progrès étaient déjà apparus dans ce secteur, à la fin de l'été 1958, entraînant d'ailleurs une amélioration de l'activité transformatrice. En février 1959, pour les importations, et en avril 1959, pour les exportations, les montants mensuels ont dépassé ceux des mois correspondants de l'année précédente, à cause d'une forte augmentation des quantités compensant, et au-delà, la diminution de la valeur moyenne des marchandises échangées.*

*Cependant, les autres pays de la Communauté ont bénéficié, en 1959, de valeurs globales d'exportations en hausse plus importante encore, par rapport à 1958, que celles de l'U.E.B.L.*

*Les deux secteurs de l'économie belge les plus importants dans l'échelle des exportations de l'U.E.B.L., la sidérurgie avec 23 % et les fabrications métalliques avec 17 %, n'ont que peu augmenté leurs ventes à l'étranger. A cet égard, l'absence d'une véritable industrie automobile n'a permis que partiellement à l'économie belge de bénéficier de la vague d'exportation des voitures observée dans certains pays voisins. En définitive, c'est le troisième secteur en importance (15 %), celui de l'industrie textile, qui a surtout assuré, malgré une vive concurrence étrangère, l'expansion des exportations. Comme clients, les Etats-Unis, par leurs achats exceptionnels d'acier, de diamants et de textiles, se sont classés au même niveau que l'Allemagne occidentale. Les ventes aux pays en voie de développement ont fort diminué.*

*Le besoin accru de matières premières et auxiliaires, ainsi que de biens de consommation et de véhicules, dû à la reprise économique, a stimulé les achats de la Belgique, a peu près dans toutes les parties du monde : surtout dans les pays européens, moins en Afrique et en Asie. Cette évolution confirme la tendance des dernières années à une intensification des échanges entre les pays les plus industrialisés.*

*Au total, les achats à l'étranger ont plus augmenté que les ventes, et la balance commerciale a laissé un déficit accru, surtout envers les pays de l'O.E.C.E. Toutefois, vers la zone dollar, le déficit quasi traditionnel a fait place à un boni.*

*Le solde négatif des opérations en marchandises est aggravé par une diminution sensible de l'excédent des transactions invisibles, les sorties de capitaux ayant augmenté, notamment dans les mouvements de capitaux officiels, la balance des paiements laisse un déficit succédant au boni très important de 1958. Si le financement monétaire des pouvoirs publics, par achats de devises, a été négatif, le marché financier belge a été fort sollicité par l'Etat en vue de couvrir l'impasse budgétaire. Le marché a pu lui répondre grâce à sa liquidité exceptionnelle, les émissions du secteur privé ayant été moins importantes, malgré la reprise de l'activité économique.*

*Néanmoins, les taux d'intérêt ont repris leur tendance à la hausse, sous l'influence extérieure et à cause de l'augmentation des besoins de l'Etat, l'accroissement sensible*

des recettes fiscales n'ayant pas suffi à les couvrir. Tout en augmentant les dépenses d'investissements publics, l'Etat a précisément entendu, par une aide accrue, favoriser la reprise de l'activité économique et renforcer la capacité concurrentielle en améliorant la structure de l'industrie. D'autre part, il a élargi les ressources des consommateurs, en dispensant des subventions plus abondantes.

La consommation privée a ainsi marqué certains progrès, mais les investissements bruts n'ont augmenté que dans le secteur public. En 1959, ils étaient sur le point de s'accélérer dans le secteur privé, comme en atteste l'augmentation des commandes à l'industrie des fabrications métalliques.

En conséquence, l'accroissement du revenu national, qui est, selon les données provisoires, nettement plus important de 1958 à 1959 que de 1957 à 1958 a, selon toute apparence, alimenté surtout l'épargne, laquelle a fort progressé.

Le volume global des rémunérations a été à peu près le même qu'en 1958; la masse des traitements payés aux employés, dont le nombre croît toujours, a augmenté et le montant total des salaires a diminué, à cause de la crise des charbonnages. En termes réels, ce revenu a dû être un peu moindre, étant donné l'évolution des prix de détail, influencés par la hausse des produits alimentaires.

Les prix de gros, en Belgique, ont évolué en hausse, après la baisse des années précédentes; mais leur niveau moyen, en 1959, a été le même qu'en 1958. Dans l'ensemble, pour l'année, l'approvisionnement de l'industrie a donc pu se faire aux mêmes conditions qu'un an auparavant.

Au total, les exportations, la consommation, les investissements ont stimulé, à des degrés divers, la production industrielle. Mais la reprise a été plus lente, en Belgique, que dans la moyenne des pays voisins à cause de la baisse exceptionnelle de l'extraction du charbon. Aucune tension ne s'est manifestée, ni dans l'approvisionnement en matières premières, ni dans l'utilisation de l'appareil de production, ni dans celle de la main-d'œuvre.

La production de fonte et d'acier brut a beaucoup progressé, mais, si le poids global des livraisons de produits des fabrications métalliques a nettement augmenté, leur valeur n'a guère crû d'une année à l'autre. Les principales causes du caractère limité de cette hausse sont la longueur des délais de livraison pour les ordres à prix élevés, le niveau relativement bas des prix obtenus par les nouvelles commandes et la part plus grande, dans les expéditions, de produits à valeur unitaire moins élevée.

Le secteur qui a ressenti le plus l'impulsion due à l'accroissement de la demande extérieure est celui de l'industrie textile et, plus spécialement, de la laine, du lin et du jute.

Le seul exemple d'influence notable de l'augmentation de la demande intérieure sur l'activité économique du pays a été celui des travaux de génie civil, y compris le bâtiment, et de l'industrie des matériaux de construction, favorisée par l'intensification des travaux publics.

L'évolution des transports a été, à la fois marquée par les facteurs conjoncturels qui ont provoqué un trafic plus intense des marchandises, et par des facteurs structurels, tels que l'emploi accru des combustibles liquides aux détriments des solides et la concurrence de la navigation intérieure et de la route aux chemins de fer.

## Revenu national belge de 1951 à 1959 (a)

(aux prix courants - en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959 (b)
1. <i>Rémunération des salariés (avant taxation).</i>	164,27	173,84	176,99	183,04	194,55	208,99	227,37	234,34	236,28
a) Salaires et traitements .....	139,39	144,87	146,91	151,90	160,86	173,30	187,52	192,98	195,00
b) Rémunération des forces armées ...	6,59	8,08	8,70	9,04	9,61	9,36	9,90	10,63	11,45
c) Contribution des employeurs à la sécurité sociale .....	18,29	20,89	21,38	22,10	24,08	26,33	29,95	30,73	29,83
2. <i>Revenu des travailleurs indépendants (avant taxation) .....</i>	94,08	91,73	96,84	100,02	103,02	104,58	108,07	108,11	111,71
a) Agriculture, horticulture et sylviculture .....	21,58	20,45	22,09	21,43	21,61	20,83	23,27	22,26	23,42
b) Professions libérales .....	7,90	8,38	8,65	9,29	9,51	9,25	10,20	11,15	11,99
c) Commerce et artisanat .....	64,60	62,90	66,10	69,30	71,90	74,50	74,60	74,70	76,30
3. <i>Revenu de l'entreprise résultant de l'activité exercée par des sociétés de personnes (après taxation) .....</i>	5,22	4,86	4,86	5,31	6,07	6,51	6,28	5,73	6,22
4. <i>Intérêts, loyers et dividendes versés aux particuliers et institutions privées sans but lucratif (avant taxation).</i>	34,38	36,91	42,20	46,52	50,19	54,71	57,49	59,98	62,67
a) Intérêts .....	7,79	8,49	9,51	10,68	11,87	12,78	13,56	14,67	15,71
b) Loyers .....	18,00	19,20	23,90	26,90	28,00	30,00	31,00	33,40	35,80
c) Dividendes et tantièmes .....	8,59	9,22	8,79	8,94	10,32	11,93	12,93	11,91	11,16
5. <i>Libéralités des sociétés .....</i>	0,40	0,36	0,34	0,39	0,48	0,53	0,49	0,40	0,40
6. <i>Revenus non distribués des sociétés par actions (après taxation) .....</i>	9,81	6,56	6,24	8,80	11,38	12,51	9,40	6,30	10,59
7. <i>Impôts directs des sociétés, quelle que soit leur forme juridique .....</i>	8,22	9,21	7,33	6,87	6,74	8,26	8,66	7,84	7,60
8. <i>Revenus de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat .....</i>	0,91	1,47	1,89	1,67	1,56	1,43	1,43	0,09	1,46
9. <i>Revenus non distribués des entreprises publiques autonomes .....</i>	0,51	0,29	0,52	0,72	0,97	0,82	0,84	0,92	0,79
10. <i>Moins : intérêt de la dette publique ....</i>	- 7,30	- 7,65	- 8,22	- 8,98	- 10,09	- 10,62	- 11,04	- 11,89	- 13,20
<i>Revenu national net au coût des facteurs ...</i>	<b>310,50</b>	<b>317,58</b>	<b>328,99</b>	<b>344,36</b>	<b>364,87</b>	<b>387,72</b>	<b>408,99</b>	<b>411,82</b>	<b>424,52</b>

Source : Institut National de Statistique.

(a) Les résultats ont été obtenus en appliquant la méthode décrite dans le *Bulletin de Statistique*, 42<sup>e</sup> année, n<sup>o</sup> 3, mars 1956, p. 581-618. Le revenu national ainsi calculé est donc conforme aux normes admises par la Commission du Revenu National (actuellement remplacée par la Commission de la Comptabilité Nationale). Pour passer de cette notion à celle qui est définie par l'O.E.C.E. et l'O.N.U., il convient d'ajouter les deux premiers postes ci-contre indiqués au montant établi, et d'en soustraire les deux derniers postes.

(b) Données provisoires.

DÉSIGNATION	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959 (b)
1. Frais de transport et cotisations syndicales	3,38	3,52	3,68	3,79	3,87	4,08	4,27	4,35	4,39
2. Intérêts imputés pour services gratuits d'organismes financiers	2,02	2,25	2,27	2,30	2,50	2,70	2,90	3,20	3,60
3. Impôt foncier et contribution nationale de crise sur les propriétés bâties appartenant aux particuliers .....	-2,26	-2,35	-2,50	-2,64	-2,84	-3,08	-3,49	-3,67	-4,26
4. Impôt foncier et contribution nationale de crise sur les bâtiments d'exploitation des sociétés ...	-0,51	-0,53	-0,56	-0,61	-0,64	-0,69	-0,80	-0,86	-1,01

*L'évolution économique retracée ci-dessus s'est répercutée sur l'utilisation de la main-d'œuvre. Si l'emploi était, en fin d'année, plus important qu'un an auparavant, dans la plupart des secteurs industriels, la moyenne annuelle n'a été plus élevée que dans quelques branches. Les effets de la rationalisation apparaissent dans l'augmentation du rendement physique, classique dans la première phase d'une reprise.*

\* \* \*

*L'année 1959 a été, pour l'économie belge, une période de reprise très nette, accompagnée de signes de progrès ultérieurs.*

*Pourtant, l'expansion du commerce extérieur a été en grande partie due à l'augmentation des ventes des produits mi-finis et de biens de consommation, de textiles surtout, elle n'a que peu profité à l'industrie des fabrications métalliques. Apparemment, les efforts de diversification et d'augmentation du degré d'élaboration de la production ainsi que la recherche de nouveaux débouchés extérieurs, n'ont pas encore eu de résultats très nets en 1959 ou ont été insuffisants.*

*Au total, l'activité économique générale de la Belgique a, contrairement à la tradition, réagi moins rapidement que celle des pays voisins, aux facteurs conjoncturels de l'expansion.*

Table 1. Summary of the results of the investigation.

Year	Percentage of total population									
	1900	1901	1902	1903	1904	1905	1906	1907	1908	1909
Total population	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Male	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0
Female	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0
Under 15	25.0	25.0	25.0	25.0	25.0	25.0	25.0	25.0	25.0	25.0
15-25	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0
25-35	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0
35-45	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0
45-55	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0
55-65	4.0	4.0	4.0	4.0	4.0	4.0	4.0	4.0	4.0	4.0
65-75	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0
75-85	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0
85+	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5
White	90.0	90.0	90.0	90.0	90.0	90.0	90.0	90.0	90.0	90.0
Black	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0
Other	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0

Table 1. Summary of the results of the investigation.

The following table shows the percentage of the total population in each age group, sex, and race, for each year from 1900 to 1909. The data is presented in a tabular format with columns for the years and rows for the demographic categories. The percentages are rounded to one decimal place.

Year	1900	1901	1902	1903	1904	1905	1906	1907	1908	1909
Total population	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Male	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0
Female	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0
Under 15	25.0	25.0	25.0	25.0	25.0	25.0	25.0	25.0	25.0	25.0
15-25	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0
25-35	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0
35-45	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0
45-55	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0
55-65	4.0	4.0	4.0	4.0	4.0	4.0	4.0	4.0	4.0	4.0
65-75	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0
75-85	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0
85+	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5
White	90.0	90.0	90.0	90.0	90.0	90.0	90.0	90.0	90.0	90.0
Black	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0
Other	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0

## APERÇU PAR SECTEUR

### Population

Depuis quelques années, les tendances fondamentales de l'évolution démographique accusent une augmentation régulière du nombre des naissances, une stabilisation du nombre des décès et une variation du solde migratoire en liaison avec l'état de la conjoncture économique.

En 1959, la nouvelle augmentation de la fécondité a entraîné un accroissement plus important du nombre des naissances qu'en 1958 et le nombre des décès a diminué en dépit du vieillissement de la population. L'accroissement naturel est ainsi passé à 6,3 ‰ de la population totale, contre 5,6 ‰ en 1958.

L'accroissement total a cependant été plus faible qu'au cours des années précédentes, où un surplus d'immigration, parfois considérable, s'ajoutait à l'accroissement naturel. Considéré d'après sa répartition géographique, il touche surtout les régions flamandes et le Brabant. En Wallonie, l'augmentation de la population est faible.

En 1959, s'est présenté en Belgique, pour la première fois depuis 1954, un solde migratoire négatif.

### Emploi

Il est dû avant tout à la crise charbonnière, qui a arrêté l'immigration de mineurs et incité de nombreux travailleurs à quitter le pays : l'important solde d'émigration de la province du Hainaut en témoigne. De plus, le nombre de permis de travail délivrés à des immigrants a continué de décroître. Le redressement conjoncturel a entraîné, à partir du deuxième trimestre de 1959, un accroissement de la demande de main-d'œuvre ; mais la réserve globale était encore assez importante pour répondre rapidement à la plupart des offres d'emploi. Hormis la pénurie presque permanente de certains ouvriers spécialisés, aucune tension ne s'est manifestée, situation qui contraste avec celle de pays voisins, l'Allemagne occidentale et les Pays-Bas notamment.

Le recrutement de nouveaux travailleurs n'a que peu progressé. Au début, l'accroissement de la demande a pu être satisfait par la main-d'œuvre déjà en place, soit en augmentant la régularité de son emploi, soit en allongeant ses prestations. D'autre part, la rationalisation de nombreuses entreprises a ralenti l'augmentation de l'emploi : dans la quasi-totalité des branches industrielles le rendement physique a augmenté, phénomène normal au cours de la première phase d'une reprise économique.

L'emploi était, dans la plupart des secteurs industriels, plus élevé à la fin de l'année qu'un an auparavant. La moyenne annuelle, au contraire, n'a été supérieure à 1958 que dans quelques branches, comme

la verrerie et la bonneterie. L'indice général, calculé par le Ministère du Travail (ouvriers seulement, sur la base 1953 = 100), bien que fort influencé par l'activité décroissante des charbonnages, était, en décembre, de 1 % plus élevé qu'un an auparavant. L'accroissement est plus important que cette moyenne dans les industries manufacturières ainsi que dans la construction, favorisée par les facilités accordées pour l'obtention de primes.

Les statistiques de l'Office National de la Sécurité sociale accusent, au 30 juin, un nombre global de salariés moins élevé qu'un an auparavant, le nombre des employés continuant à croître; le glissement de la catégorie des ouvriers, vers celle des employés, déjà observé auparavant n'a donc pas cessé, mais il est moins accusé qu'en 1958.

## Chômage

Le progrès assez lent de l'emploi est confirmé par les statistiques du chômage. La moyenne journalière du nombre de jours de chômage a encore été de 10 % plus élevée qu'en 1958, alors que les conséquences défavorables de la récession étaient en partie compensées par l'Exposition.

Le chômage partiel a diminué beaucoup plus vite que le chômage complet, phénomène tout à fait normal lors d'une reprise conjoncturelle, les entreprises utilisant complètement le personnel en place avant d'embaucher de nouveaux travailleurs. Au début de l'année, des circonstances défavorables, en particulier le mauvais temps et la grève des frontaliers, ont provoqué un sommet saisonnier anormalement élevé. Ensuite, le chômage partiel est tombé rapidement en dessous du niveau de l'année précédente. Si les interruptions de travail n'avaient pas augmenté dans les mines, le chômage par roulement aurait été, fin 1959, moins important qu'en 1957.

L'évolution du chômage complet a été moins favorable. Le nombre des chômeurs complets n'a diminué que lentement, après le sommet saisonnier de février. L'évolution a été influencée par les fermetures de mines, le besoin limité de travailleurs saisonniers dans l'agriculture et la réduction du contingent sous les armes. Fin 1959, il n'y avait que 18.700 demandeurs d'emploi (chômeurs complets ou mis au travail par les autorités) de moins que fin 1958, mais, au même moment, le nombre de travailleurs touchés directement ou indirectement par la crise structurelle des charbonnages était évalué à environ 25.000, compte non tenu de la main-d'œuvre étrangère ayant quitté la Belgique.

L'évolution a été très différente selon les régions. L'augmentation relative du nombre de journées de chômage a été la plus forte dans les provinces du Hainaut et du Limbourg, ayant pour cause principale la crise charbonnière. En Brabant, où en 1958 l'activité était stimulée par l'Exposition universelle, l'accroissement a également été considérable. En Flandre orientale, par contre, grâce à l'évolution favorable du textile, il y a eu moins de chômeurs qu'un an auparavant.

Le deuxième recensement semestriel des chômeurs complets (16 novembre 1959) fournit des indications complémentaires au sujet de la composition de la réserve de l'emploi. Selon les résultats de ce recen-

sement, la réserve de main-d'œuvre réellement disponible semble beaucoup plus faible qu'il ne ressort de la moyenne journalière de chômage complet. Environ 41,5 % du nombre total des demandeurs d'emploi masculins ont été estimés moins aptes à une mise au travail. Le pourcentage de handicapés est plus faible, pour la main-d'œuvre féminine.

La répartition du chômage, selon sa durée, a été modifiée par l'influence de la reprise, l'importance relative du chômage de courte durée a beaucoup diminué.

La répartition suivant les classes d'âge a aussi changé à cause de la reprise, la proportion des classes plus vieilles a augmenté. Fin 1958, 48 % des chômeurs complets masculins avaient 50 ans et plus, fin 1959, cette part avait atteint 54 %. Elle prend donc plus d'importance à mesure que le volume total du chômage décroît et inversement.

L'utilisation de la main-d'œuvre a été liée à l'évolution économique des différents secteurs d'activité.

**Agriculture** Malgré la sécheresse, le revenu net des exploitations agricoles et horticoles a augmenté par rapport à 1958. La valeur brute de la production agricole a, d'ailleurs, haussé sensiblement. Même celle des produits de culture a été supérieure, la hausse des prix étant toutefois seule en cause ; d'après l'indice du Ministère de l'Agriculture, ce renchérissement des produits végétaux, qui atteint 15 %, est dû aux mesures prises en faveur des céréales fourragères ainsi qu'aux prix élevés des pommes de terre. L'augmentation de la valeur des produits de l'élevage tient à deux causes : la hausse des prix et l'accroissement de la production de viande. Quant à la valeur de la production horticole, elle a progressé de plus de 10 % par rapport à l'année précédente ; si la production de légumes a été très faible, par suite du temps exceptionnel, cette perte a, en général, été largement compensée par la hausse des prix ; par ailleurs, la production fruitière a été satisfaisante.

Compte tenu des circonstances, la plupart des récoltes ont été assez bonnes. Le rendement à l'hectare a, cependant, dans la plupart des cas, été moindre que l'année précédente ; par contre, pour les céréales, l'avoine exceptée, il a été plus élevé. Si la production des pommes de terre a diminué, malgré une légère extension des superficies plantées, sa valeur a été bien plus grande. Le rendement des betteraves a été exceptionnellement bas et la production sucrière n'a atteint que la moitié de celle de 1958. La qualité du lin a été bonne, mais la récolte faible, d'autant plus que les superficies semées avaient encore diminué. Pour les plantes fourragères, dont la première coupe a été très abondante, la diminution des rendements a été plus faible que pour beaucoup d'autres productions ; elle a cependant eu une influence défavorable sur l'approvisionnement en alimentation du bétail.

Le cheptel chevalin a encore diminué, par suite de la motorisation et de la mécanisation ; le nombre des pores et des bovidés a progressé. Comme le cheptel laitier a augmenté, la production de lait a crû légèrement, en dépit de sa diminution par unité. Les fournitures de lait

aux consommateurs ont accusé un accroissement satisfaisant. Par ailleurs, les quantités de lait utilisées pour la nourriture du bétail et la production de dérivés ont aussi augmenté, et une quantité moindre a servi à la fabrication du beurre. A l'opposé de 1958, année pendant laquelle 5.000 tonnes de beurre ont été exportées, une certaine quantité a été importée en 1959. Les prix moyens au producteur pour le beurre de laiterie et le beurre de ferme ont été plus élevés qu'en 1958, en partie par suite de la sécheresse qui a fortement influencé les prix mondiaux. Dès la fin novembre, toutefois, le marché mondial connut une détente et, en Belgique aussi, les prix ont manifesté une tendance à la baisse.

La consommation de viande ayant moins augmenté que la production, le surplus d'importation a quelque peu diminué. Le bétail a été plus cher que l'année précédente. Pour les bovins, la résorption des réserves formées en 1958, à l'occasion de l'Exposition universelle, s'est faite normalement. Au deuxième semestre, une certaine saturation est apparue, notamment par suite de la sécheresse. Les prix ont été assez stables; à la fin de l'année, ils étaient à peu près au même niveau qu'un an auparavant. Les prix des porcs ont haussé dans la première moitié de 1959; l'accroissement trop considérable du cheptel a suscité une offre abondante au dernier semestre qui a fait baisser les prix. La moyenne annuelle a toutefois été très bonne.

La politique agricole n'a pas subi de modification importante, mais certaines adaptations sont intervenues. A l'application du régime des prix minima pour les échanges intra-Benelux a été substituée la réglementation prévue par le Traité de Rome. De ce fait, un système de prix minima a été instauré pour les importations de fruits et légumes de tous les pays, tandis que les produits laitiers, le beurre et les œufs ont été soumis au contingentement. Par ailleurs, les circonstances ont nécessité diverses mesures; la liquidation de la récolte de froment de 1958 n'ayant été achevée qu'en octobre, des mesures d'assainissement ont dû être prises. Pour dégager le marché, une certaine quantité de froment a été exportée et une autre dénaturée. Certaines dispositions ont été prises pour aider les cultivateurs ayant subi un préjudice considérable par la sécheresse: octroi de crédits à taux réduit, importation de nourriture pour le bétail et mesures pour assurer l'approvisionnement en semences. En outre, le prix du lait a été relevé et l'Office commercial du Ravitaillement est intervenu sur le marché de la viande.

#### **Pêche maritime**

Pour la pêche maritime, l'année 1959 a encore été plus défavorable que la précédente. L'apport de poisson dans les ports belges a diminué, tant en poids qu'en valeur. Ceci vaut spécialement pour le poisson de fond.

La situation de la pêche côtière a été plus favorable, grâce aux prix plus élevés et au temps doux qui a favorisé la pêche aux crevettes. Malgré la baisse des prix, la valeur des arrivages de poisson pélagique a aussi été plus élevée que l'année précédente, mais elle est néanmoins assez faible.

## Industrie

L'amélioration de l'activité industrielle, déjà perçue, dans certains secteurs, pendant les derniers mois de 1958, a été très accentuée dans presque toutes les branches, en 1959. Pourtant, la progression d'ensemble a été plus faible que dans les autres pays industriels, les charbonnages ayant subi en Belgique une crise plus profonde qu'ailleurs. Pour les seules industries manufacturières, le taux de croissance a été comparable à celui de la moyenne des pays du Marché Commun ; les années précédentes il avait été moindre.

Les progrès ont été favorisés par la demande étrangère et notamment par celle des États-Unis touchés par des grèves. Mais, à la différence de ce qui s'est passé dans certains pays voisins, ils n'ont suscité, en Belgique, aucune tension ; l'approvisionnement en matières premières a été aisé et bon marché, l'argent est demeuré abondant, l'augmentation de la production n'a entraîné que peu d'embauches et, dans certaines branches d'activité, le nombre des travailleurs a encore décliné.

La faiblesse du marché intérieur s'explique, notamment, du fait que la demande de biens de consommation a été freinée par l'existence de stocks, tandis que les investissements privés, les habitations exceptées, n'augmentaient que lentement. Les efforts d'adaptation de l'industrie, au Marché Commun, se sont surtout manifestés par une rationalisation de l'appareil de production et par l'établissement en Belgique d'entreprises étrangères.

## Energie

En dépit de l'amélioration de la conjoncture, la demande mondiale des différentes formes d'énergie primaire a peu augmenté, par rapport au bas niveau de 1958 ; les stocks de combustibles solides, faits par les consommateurs et le commerce, lors de la crise de Suez, ont encore pesé sur le marché, tandis que l'utilisation rationnelle de l'énergie a fait de grands progrès.

L'offre a été plus importante que jamais, parce que la production charbonnière d'Europe occidentale est rigide, parce que les contrats à long terme d'achats de charbons américains devaient être exécutés et, enfin parce que le pétrole et le gaz naturel sont exceptionnellement abondants sur le marché mondial. De nouvelles baisses de prix en sont résultées, accentuées, en Europe occidentale, par la persistance du recul des frets maritimes.

L'évolution du marché de l'énergie a mis en relief l'aspect structurel de la crise charbonnière amorcée au milieu de 1957. A partir des mines belges, dont les prix de revient sont parmi les plus élevés, cette crise s'est étendue à toute l'Europe occidentale. Sa politique énergétique, pour les prochaines années, en a été complètement modifiée. Auparavant, la priorité avait été donnée à la sécurité de l'approvisionnement en énergie, par l'extension de la production européenne. En raison de la dispersion géographique des sources extra-européennes d'énergie et de leurs bas prix, il est maintenant envisagé d'assurer surtout un approvisionnement au meilleur compte. Dans tous les pays de l'Europe occidentale,

les programmes nucléaires et hydroélectriques ont été étalés. Pour le charbon, il est procédé à une réduction des coûts, au dépens de la capacité de production.

La rigidité de la production charbonnière ne permettant pas de la modifier promptement et la crise actuelle mettant en cause la réussite des programmes à long terme, tout en pouvant entraîner d'importantes conséquences sociales, la plupart des pays producteurs de charbon de l'Europe occidentale ont pris des mesures temporaires pour atténuer la concurrence des charbons importés et du pétrole et, autant que possible, pour remédier aux graves répercussions sociales de la situation.

Quoique la *consommation intérieure brute apparente d'énergie primaire en Belgique* ait augmenté de 2,7 % en 1959, par rapport à l'année précédente, elle est restée en deçà du niveau de 1957, 1956, 1955 et 1951 alors que les stocks non recensés de combustibles solides, détenus par les consommateurs et le commerce étaient apparemment beaucoup plus volumineux. D'ailleurs, la consommation d'énergie ne progresse que peu, à cause de la substitution, au charbon, d'autres formes d'énergie, et à cause des efforts pour l'économiser. Ces efforts sont surtout sensibles dans la sidérurgie et dans les centrales électriques. De 1948 à 1959, à travers les fluctuations conjoncturelles, la croissance annuelle de la consommation d'énergie suit une tendance rectiligne. Cette croissance est équivalente à 499.000 tonnes de charbon par an, soit 1,6 % de la moyenne annuelle pour la période considérée, pendant laquelle le taux de croissance annuel de l'indice de la production industrielle (1) a atteint 2,8 % de la moyenne.

La consommation brute apparente de charbon et de ses dérivés, exprimée en énergie primaire, a augmenté en 1959, de 2,3 % atteignant 24,4 millions de tonnes, quantité inférieure aux 29,2 millions de tonnes de 1956. L'écoulement du charbon destiné à produire du coke, de l'électricité et du ciment, a progressé en 1959 et atteint 58 % des livraisons totales de charbon. Le recul des ventes, aux autres secteurs, a cessé. Pour l'ensemble des années 1948-1959, la tendance linéaire de la consommation est en légère baisse ; la diminution annuelle est de 140.000 tonnes, soit 0,5 % de la consommation moyenne en cette période.

La progression, constante depuis des années, de la consommation de produits pétroliers a été atténuée en 1959, atteignant 5 % ou 400.000 t d'équivalent charbon, tandis que, depuis 1948, la croissance annuelle a été de 623.000 tonnes d'équivalent charbon, soit 12,6 % de la moyenne. Plus que jamais, l'avance globale a été due aux progrès de l'écoulement d'huiles combustibles, la consommation d'essence n'ayant guère changé.

La part du charbon dans la consommation totale de l'énergie a donc encore diminué, en dépit des nouvelles baisses de prix et de la taxation accrue des produits pétroliers, mais elle reste encore beaucoup plus grande que dans les autres pays de la Communauté Economique Européenne, sauf au Grand-Duché de Luxembourg.

---

(1) Calculé par l'Institut de Recherches Economiques et Sociales de Louvain (1953 = 100).

En quantité, le solde importateur global de l'U.E.B.L. a beaucoup augmenté, mais la baisse des prix, à l'importation et à l'exportation, de la plupart des formes d'énergie, a limité les conséquences en valeur de cet accroissement. De ce point de vue, le solde atteint 11.750 millions de francs, à comparer au solde négatif de l'ensemble de la balance commerciale de l'U.E.B.L. qui n'a été que de 7.333 millions de francs.

En 1959, la *production charbonnière belge* a diminué de 5,7 millions de tonnes, soit de 16 %. Une capacité de production de l'ordre de 2,5 millions de tonnes a été éliminée, le recrutement d'ouvriers-mineurs arrêté et un chômage systématique, correspondant à une perte de production plus que double de celle de 1958, a été mis en pratique. Mais, par ailleurs, la productivité pour le fond et la surface réunis a progressé de 7,7 %. Du fait de la baisse de 9,3 % du prix moyen, la valeur de la production charbonnière est inférieure de 23,8 % à celle de 1958. La perte totale des charbonnages est restée un peu en deçà du niveau de 1958, mais, par tonne, elle a été supérieure, surtout au Limbourg.

La production ayant diminué et l'écoulement intérieur, plus favorable aux charbonnages belges, ayant compensé en partie le nouveau recul des exportations, l'augmentation des stocks sur le carreau des mines a été moins forte qu'en 1958.

Au début de 1959, un plan d'assainissement très poussé a été appliqué pour intégrer le marché belge à la C.E.C.A. et l'adapter au recul structurel des débouchés du charbon. A la fin de 1958, le Groupe d'experts du Conseil National des Charbonnages avait décidé des prix d'orientation fondés sur les bases suivantes : pour les charbons industriels, le prix départ-mine ne peut pas dépasser celui de la Ruhr, la protection géographique ne jouant guère, en raison du niveau élevé des frets de la navigation intérieure belge, et ces charbons étant concurrencés par le pétrole ; pour les charbons cokéfiabiles, le prix intérieur ne peut être supérieur au prix allemand que de 10 % pour les bas-produits consommés par les centrales électriques ; la protection géographique est réelle, à condition que le transport soit réduit au minimum ; enfin, l'antracite classé n'étant guère abondant en Europe Occidentale, son écoulement est facile. Après avoir confronté les prix de revient et ces prix d'orientation, le Conseil National des Charbonnages, le Gouvernement et la Haute Autorité ont adopté un programme prévoyant pour fin 1963, une réduction de 5,5 millions de tonnes de la capacité de production de 1957. Le Gouvernement, après approbation de la C.E.C.A., limitera l'octroi des subsides et avances aux seules mines susceptibles de devenir compétitives ; la C.E.C.A., de son côté, donnera des allocations de réadaptation aux ouvriers devenus chômeurs par les fermetures de charbonnages approuvées avant le 10 février 1960 par la Haute Autorité.

Les prix du charbon ont été diminués à plusieurs reprises en Belgique mais aussi dans les pays voisins. Les tarifs de la batellerie protégée ont été un peu réduits. En attendant les résultats de l'assainissement, les

mesures de protection ont été renforcées vis-à-vis des importations en provenance des pays extérieurs à la Communauté. Le financement des stocks sur le carreau des mines a été facilité, notamment par l'instauration de « warrants charbonniers » ; d'autre part, la C.E.C.A. a accordé, aux mines ayant des stocks exceptionnels, un sursis sans intérêt pour le paiement de la redevance. La consommation de schistes de terril, en tant que combustibles, a été défendue. Les huiles combustibles ont été soumises à une légère taxation.

Dans l'ensemble, on ne peut pas considérer comme satisfaisants les résultats de toutes ces mesures. Les importations de charbons américains ont été ramenées de 1,9 à 1,1 million de tonnes, mais celles venant des autres pays de la Communauté, qui ne pouvaient plus être limitées en vertu du Traité, ont augmenté de 2,9 à 3,4 millions de tonnes. Les interruptions de travail ont été plus fréquentes, les stocks sur le carreau des mines ont crû jusqu'en septembre. La concurrence anormale des mines dont la fermeture était prévue, a détérioré la situation des charbonnages viables.

Dès lors, des mesures plus énergiques tant à court qu'à moyen terme s'imposaient et, notamment, un isolement partiel du marché charbonnier belge dans le Marché Commun, ainsi qu'une accélération et un renforcement des mesures d'assainissement.

La Haute Autorité a décidé que l'exécution du plan des experts devait être achevée au milieu de 1961, plutôt qu'à fin 1963, et qu'une élimination complémentaire de 4 millions de tonnes de capacité de production devait être prévue.

Cependant, la réalisation de ce programme n'a été jugée possible et acceptable que si la limitation des importations était prolongée au-delà de la période de transition fixée au 10 février 1960. En échange de quoi, la Belgique s'est engagée à ne pas augmenter ses exportations vers la République Fédérale Allemande, les Pays-Bas, la France et le Grand-Duché de Luxembourg. De plus, les stocks sur le carreau des mines doivent être maintenus dans d'étroites limites, afin de préserver l'écoulement de la production, de réduire le chômage partiel et de faciliter la réorganisation des charbonnages.

Enfin, l'allocation complémentaire aux chômeurs partiels, qui avait pris fin au 31 octobre 1959, a été reconduite jusqu'à la fin de l'année, pour être remplacée alors par une allocation dégressive.

En exécution de la décision de la Haute Autorité, quatre arrêtés royaux ont été pris le 30 décembre 1959 dans le cadre de la loi des pleins pouvoirs. Ils permettent au Ministre des Affaires économiques d'imposer un taux d'activité pour chaque charbonnage ainsi que des prix maxima et minima pour les charbons produits en Belgique, afin de réserver l'écoulement de préférence aux charbonnages à maintenir et d'empêcher les sous-cotations. Les importations en Belgique sont dorénavant limitées aux importateurs organisés, selon un programme

du Ministre. Enfin, il est défendu, sauf autorisation du Ministre, de disposer de plus de 20 % des stocks non saisonniers sur le carreau des mines.

Par ailleurs, la réorganisation des ventes, sur le marché belge, a été amorcée ; les sociétés pétrolières ont accepté que l'accroissement de leurs livraisons sur le marché belge en 1960 demeure limité à 5 % ; pour promouvoir la consommation d'électricité et donc, indirectement, celle de bas-produits de charbon, il a été obtenu des sociétés d'électricité que les tarifs de l'électricité consommée par l'industrie soient de nouveau abaissés, le 1<sup>er</sup> janvier 1960.

Le Gouvernement, aidé par la C.E.C.A. et la C.E.E., essaie de pallier les conséquences sociales des fermetures de mines et de la diminution de l'activité des industries et des services travaillant pour les charbonnages, en favorisant la reconversion économique des régions touchées. Les fermetures soulèvent un problème de vitalité régionale plutôt qu'un problème d'emploi, les ouvriers du fond pouvant d'ailleurs sans peine être engagés ailleurs.

La consommation d'électricité a augmenté de 4,3 %, soit 4,0 % en haute tension et 5,7 % en basse tension ; les charbonnages qui, en 1958, intervenaient pour 22 % dans la consommation industrielle totale, ont réduit leur consommation de 10,5 %, tandis que les autres industries l'ont accrue de 8,3 %.

La baisse des tarifs de la consommation industrielle, décidée pour le 1<sup>er</sup> janvier 1960, porte la diminution à 22,5 % par rapport à fin 1958 et ramène les tarifs belges à peu près au niveau de ceux des pays voisins. Les prix moyens par kWh réellement payés sont, pour la basse tension, en baisse continue depuis 1952 ; pour 1959, la réduction par rapport à l'année précédente a atteint 4,9 %. En haute tension, le relèvement de 1958 a fait place à une diminution de 9,1 %.

La consommation spécifique de combustibles par les centrales des producteurs-distributeurs et par les centrales communes des auto-producteurs, a été ramenée en 1959 à 3.191 kcal/kWh en moyenne, soit 3,4 % de moins qu'en 1958 et 16,8 % de moins qu'en 1939. La part des combustibles solides, en recul continu au cours des dernières années, a progressé, en 1959, au détriment de celle des produits pétroliers, ceux-ci servant surtout à améliorer la combustion des bas-produits et des schistes de terril qui ont été moins utilisés.

En dépit de la réduction des livraisons de grisou, entraînée par les fermetures de mines, la production totale de gaz a augmenté de 2,5 %. La consommation industrielle, en recul en 1958, a sensiblement progressé en 1959, mais la consommation domestique, subissant la concurrence des huiles combustibles et de l'électricité, a diminué.

L'accroissement des achats de coke par la sidérurgie n'a pas atteint le taux prévu, étant donné les effets de la rationalisation.

Les raffineries de *pétrole* n'ont guère traité plus de pétrole brut qu'en 1958, le progrès du premier semestre ayant été perdu au second ; il en fut inversement pour la consommation. Sous l'influence d'une aggravation des droits d'accise, la consommation d'essence n'a presque pas augmenté ; par contre celle des huiles combustibles, dont les taxes avaient aussi été un peu relevées, a continué à progresser, mais à un taux inférieur à celui des années précédentes.

Les indices belges des prix de gros des produits pétroliers (avant taxation), qui avaient sensiblement reculé après la crise de Suez, surtout par suite de l'effondrement des frets maritimes, ont un peu repris en 1959 ; les prix moyens à l'importation pour le pétrole brut et les produits pétroliers, par contre, ont continué leur baisse. Des huiles combustibles en provenance de l'Europe orientale ont été importées à des prix inférieurs de 30 à 40 % à celles d'autres provenances ; ces importations ont cependant été freinées quand l'obligation de détenir des stocks a été étendue aux firmes indépendantes.

**Industries  
manufacturières**

Dans la *sidérurgie*, la reprise s'est dessinée dès le deuxième trimestre, grâce à l'augmentation de la demande de biens de consommation durables. Ensuite, les grèves des aciéries américaines, l'accroissement de l'activité des industries de biens d'équipement et le rétablissement des stocks à un niveau normal ont entraîné, à la fin de l'année, la pleine utilisation de la capacité de production dans la plupart des entreprises. Pour la fonte et l'acier brut, cette capacité a augmenté respectivement de 2,3 et 1,9 % par rapport à 1958. Cette évolution est moins due à une politique systématique d'expansion qu'à la conséquence inéluctable du progrès technique.

La production de fonte et celle d'acier brut ont dépassé, en 1959, les sommets atteints en 1956 et 1957. La production de laminés a aussi augmenté, sans toutefois atteindre le chiffre record de 1956. L'augmentation de la production de fil machine et de tôles laminées à froid, qui évincent de plus en plus, du marché, les tôles laminées à chaud, a persisté à cause de l'accroissement de la demande. Dans le secteur des aciers marchands et des feuillards, dont les stocks mondiaux semblent avoir considérablement diminué, la reprise a été d'autant plus nette qu'il s'agit des produits spécifiques d'exportation vers les Etats-Unis. La mise en marche de nouvelles installations a permis l'augmentation de la production des tôles galvanisées. Les commandes et les livraisons de tôles fortes et d'autres produits lourds employés pour les biens d'équipement, la construction navale et le matériel ferroviaire ont encore diminué.

L'accroissement des livraisons de produits sidérurgiques au marché intérieur n'a compensé qu'en partie la baisse de 1958. Les importations ont suivi la tendance ascendante, amorcée lors de la mise en application du traité de la C.E.C.A. Les exportations belges ont aussi beaucoup augmenté vers les pays de la Communauté, la France exceptée. Malgré l'augmentation des ventes sur le marché américain — augmentation d'ailleurs moindre que celle des autres pays de l'Europe occidentale —

les exportations globales de la Belgique, vers les pays tiers, marquent un léger recul de 1,9 %. Mais 1958 avait connu des exportations records vers les pays tiers, en progrès de 10,5 % sur 1957.

La demande croissante des produits laminés a favorablement influencé les prix à l'exportation vers les pays tiers, bien que parfois de vives fluctuations aient été enregistrées selon la nature des produits.

Le secteur des *métaux non ferreux* a été lui aussi en reprise. La production de cuivre surtout — stimulée par la grève de l'industrie cuprifère américaine — et celle des produits demi-finis en aluminium, secteur en expansion continue, ont atteint des records. La baisse fondamentale de la production de plomb persiste.

Dans l'*industrie des fabrications métalliques* les commandes, en diminution depuis le deuxième trimestre de 1957, ont de nouveau augmenté, dans la deuxième moitié de 1959. Quelques facteurs défavorables, comme le recul de la demande congolaise, la diminution des ordres des charbonnages et la crise dans la construction navale, ont cependant freiné l'expansion des commandes globales. Le principal stimulant de la reprise est venu des autres pays. Etant donné les longs délais de livraison et l'importance des ordres en carnet, les expéditions ont été, pendant la plus grande partie de l'année, à un niveau stable.

L'expansion de la production des tréfileries, des tôleries, des fabriques d'accessoires métalliques pour le bâtiment, des machines pneumatiques et des machines et installations pour diverses industries a été une conséquence du développement des exportations. Le recul des livraisons des aciéries de fer et des fonderies de moulage a persisté, par suite de la crise de l'industrie du matériel ferroviaire, de la construction navale et de l'industrie extractive. Le recul du marché congolais — où les ventes de produits métalliques ont diminué d'un tiers par rapport à 1958 — a surtout été défavorable pour les secteurs des « ponts, charpentes, grosse chaudronnerie et chaudières » et « machines motrices ». Dans les autres secteurs de biens d'équipement, une reprise modérée est apparue.

L'emploi n'a que peu augmenté et est resté très inférieur à celui de la précédente haute conjoncture. Il faut noter que la plupart des secteurs de l'industrie des fabrications métalliques font des efforts considérables pour se préparer à l'entrée dans le Marché Commun.

L'activité de l'*industrie chimique* a notablement augmenté en 1959. L'accroissement de la production de produits de base, dans le secteur de la chimie minérale, fut quasi général.

Le progrès est marqué pour le carbonate de sodium, l'ammoniaque primaire et l'acide sulfurique. Dans l'industrie chimique organique qui, en 1959, était encore presque exclusivement fondée sur le charbon, la consommation des principales matières premières d'origine pétrolière a augmenté d'un tiers à la moitié par rapport à 1958. En ce qui concerne la pétroléochimie, les capacités de production ont été accrues et une

nouvelle usine de matières premières plastiques est en construction. Le secteur des peintures et vernis progresse régulièrement mais le rythme d'expansion semble rester inférieur à celui de la plupart des autres pays de l'O.E.C.E. La production de savon a fort reculé, surtout celle de poudre à lessiver (— 43,5 %), par suite des ventes croissantes de détergents synthétiques liquides ; cependant, la production de ces derniers a aussi baissé et était déjà inférieure de moitié à celle de 1953, la préférence des utilisateurs allant vers des produits fort concentrés. La production de spécialités pharmaceutiques, de matériel photographique et d'explosifs a bénéficié d'une nouvelle extension.

La reprise dans l'*industrie textile*, amorcée au deuxième semestre de 1958, s'est graduellement renforcée en 1959. Cette évolution a été due à un accroissement de la demande intérieure, les stocks étant fort réduits, et à la continuation du progrès des exportations. Le sommet de la précédente haute conjoncture a presque été atteint en fin d'année, mais la situation a différé suivant les secteurs. La production de tapis de laine, destinée surtout à l'exportation aux Etats-Unis, celle d'épinglé et celle de vêtements tricotés ont atteint un niveau élevé. Ceci a accru la demande de fibres synthétiques et de filés, de laine peignée et de fils de jute. En général, les prix sont cependant demeurés au niveau peu élevé de 1958.

Malgré l'activité croissante du secteur du coton, le recul de 1958, par rapport à 1957, n'a pas été rattrapé. L'activité de la branche des tissus classiques, c'est-à-dire à l'exclusion des tissus d'ameublement et des tapis, n'a pas connu une reprise aussi forte que celle de la filature. D'autre part, les exportations de fils sont restées inférieures à la moyenne mensuelle atteinte entre 1952 et 1955. Les importations, déjà élevées, de fils et de tissus de coton à des prix anormalement bas, ont continué à augmenter en 1959. L'accroissement de la consommation a entraîné une amélioration considérable de l'activité des filatures de laine. Mais, dans les tissages de tissus de laine vestimentaires, la crise a perduré ; en effet, les importations de ces produits ont augmenté de près de la moitié par rapport à 1958 et représentent un tiers de la production totale.

L'accroissement de la demande extérieure est à la base de l'évolution favorable de la production des filatures de lin.

Par suite de la demande considérable des fabricants de tapis et de l'accroissement des exportations, les filatures de jute ont atteint une production record. Dans les tissages, par contre, la limitation de la production a persisté.

La situation ne s'est que peu améliorée dans le secteur des fils de rayonne. L'état des marchés mondiaux de la fibranne explique l'augmentation assez faible de la production, malgré un accroissement sensible des livraisons sur le marché belge. Le développement de la production des fibres synthétiques, qui n'avait pas subi les effets de la dernière récession, a persisté en 1959. L'effort de pénétration sur les marchés étrangers a été ralenti par la demande intérieure.

L'activité a augmenté dans la bonneterie, sans que le niveau de 1957 ait cependant été atteint.

En ce qui concerne le secteur de la confection, la situation a été satisfaisante dans son ensemble.

Dans les *tanneries*, où l'on travaille le cuir lourd à semelles, la capacité de production n'a été utilisée qu'à concurrence de 40 %, tandis que les stocks représentaient neuf mois de production. La disparition de la demande traditionnelle et la concurrence des produits de substitution, comme le caoutchouc et le plastique, sont causes de cette situation. Les perspectives favorables des tanneries de cuir léger ont été confirmées par un important accroissement de la production de chaussures.

L'indice général de l'activité des *industries alimentaires, des boissons et du tabac*, a fléchi légèrement par rapport à 1958. Mais tandis que par suite de la sécheresse, la production des confitures et celle du sucre ont diminué, la quantité de bière brassée a atteint un record. En Belgique, comme dans le reste du monde, l'accroissement de la production de margarine est notable.

La capacité de production de l'*industrie du papier* a augmenté ; la production même n'a crû qu'à un rythme très faible. La part de cette capacité restée inemployée demeure, de ce fait, une des plus importantes de tous les pays de l'Europe occidentale, la France exceptée. Ceci explique aussi que les prix soient demeurés déprimés. Pour les papiers et cartons non transformés, la consommation et l'importation ont augmenté plus que la production.

Dans l'*industrie de la construction*, la situation diffère selon les secteurs. Pour les habitations, les autorisations de bâtir accordées et le nombre des primes octroyées ont atteint un record. Le nombre de maisons terminées a été un peu plus élevé qu'en 1958. Pour les autres immeubles, le nombre des constructions achevées a sensiblement décliné d'une année à l'autre. D'autre part, les montants payés pour des travaux publics de génie civil ont été les plus importants de l'après-guerre.

A la suite de l'accroissement de l'activité dans la construction, la demande de *matériaux* a augmenté. La production cimentière belge — à l'encontre de celle des autres pays du Marché Commun — est demeurée, par suite du recul des exportations, inférieure au record de la précédente haute conjoncture, de sorte que n'a été utilisée, en général, que 60 % de la capacité totale de production. Pour ne pas augmenter les stocks, la production de briques a été freinée ; elle a été moins élevée qu'en 1953-1958. Bénéficiant d'exportations croissantes, l'industrie du verre a été en grande expansion ; la production de verre à vitre a atteint un nouveau sommet, tandis que les glacières retrouvaient le maximum de 1955.

La conjoncture favorable a suscité un léger accroissement du trafic de marchandises, plus prononcé après l'été. Des modifications structurelles de l'économie, notamment l'emploi de plus en plus répandu des

Transport

combustibles liquides au détriment des solides, ont toutefois influencé l'ampleur du trafic de marchandises et entraîné de nouveaux déplacements entre les différents moyens de transport.

Les transports par camions ne font pas l'objet de relevés statistiques, mais les ventes de nouveaux véhicules sont connues. Ces ventes, sensibles à la conjoncture, avaient fort diminué par suite de la récession, mais, au cours des derniers mois de 1959, une assez nette reprise s'est produite; d'après les évaluations, le nombre de véhicules servant au transport de marchandises, en usage au 1<sup>er</sup> août 1959, était de 2 à 3 % plus élevé qu'un an auparavant.

Le trafic de marchandises par wagons complets de la Société nationale des Chemins de Fer belges a augmenté après l'été, mais les montants annuels n'ont pas été beaucoup plus importants que ceux de 1958, et ils sont demeurés inférieurs à ceux de 1957. Le parcours moyen a cependant encore augmenté. Cette situation semble imputable au recul structurel de la consommation et du transport de charbon, alors que, seules, de faibles quantités de produits pétroliers sont transportées par chemin de fer. Mais, d'autre part, les transports de minerai ont crû. La mauvaise récolte de betteraves, due à la sécheresse, a aussi influencé le volume des transports de marchandises.

La navigation intérieure, qui avait peu ressenti la récession, a été beaucoup plus sensible à la reprise, en partie à cause de la moindre part prise habituellement par le charbon, dans les cargaisons transportées par voie d'eau. Le parcours moyen a grandi graduellement au cours des dernières années et le nombre de tonnes-kilomètres a atteint un record en 1959. Le trafic a surtout augmenté sur les canaux campinois, plus particulièrement sur le canal Albert, où son volume a doublé depuis 1951.

A la suite de l'ampleur des ordres passés au cours de la précédente période de haute conjoncture, le nombre de bâtiments de mer battant pavillon belge et, plus encore, leur tonnage global ont fort augmenté dans les dernières années. En 1959, cette évolution s'est arrêtée, la construction de nouvelles unités ne dépassant plus que de peu les démolitions et les ventes à l'étranger.

Au port d'Anvers, l'activité est demeurée à peu près la même qu'en 1958 et le volume global des marchandises transbordées a été égal à celui de l'année précédente, malgré la reprise survenue après l'été. L'influence des déplacements structurels dans la consommation de combustibles a été considérable; le volume des cargaisons sèches, autres que les combustibles solides, est passé de 23,4 millions de tonnes, en 1958, à 24,9 millions de tonnes, en 1959, soit une augmentation de 6 %, mais celui du charbon et du coke a diminué de moitié. Les arrivages d'huile minérale brute ont été un peu plus importants qu'en 1958. Dans les autres ports, la navigation a été moins intense et les transbordements de marchandises ont été moindres qu'en 1958.

En 1959, la quantité de fret transbordée sur les 'aérodromes belges a encore augmenté mais beaucoup moins qu'en 1958, l'Exposition universelle ayant provoqué un accroissement exceptionnel ; par rapport à 1957, elle a été de 40 % plus élevée. Quant au nombre des passagers des avions, l'influence de l'Exposition a été encore beaucoup plus forte ; en 1959, il est revenu à un niveau fort inférieur, mais qui est cependant encore supérieur de 10 % à celui de 1957.

Abstraction faite de l'influence occasionnelle de l'Exposition universelle, il semble que, depuis 1956, le trafic de voyageurs de la Société nationale des Chemins de Fer vicinaux diminue, en dépit des améliorations techniques et de l'extension du réseau. Les prix, après les hausses successives, ont peut-être atteint la limite de l'élasticité de la demande. De plus, la concurrence des véhicules privés est sensible pour les parcours assez courts comme ceux qu'effectuent les vicinaux. La réduction de la semaine de travail à cinq jours a aussi influencé le trafic des voyageurs de la Société nationale des Chemins de Fer vicinaux tout comme celui de la Société nationale des Chemins de Fer belges, et dans ce dernier cas, surtout les voyages par abonnement. Le trafic par abonnement ordinaire augmente depuis des années à la S.N.C.B., mais celui par abonnement à la semaine ou par abonnement de travail diminue depuis 1957. Ce dernier est indirectement lié à l'emploi dans certaines régions ; il subit notamment l'influence des fermetures de charbonnages du sud du pays. Les voyages par billet ordinaire ont fluctué, en 1959, à un niveau quelque peu supérieur à celui de 1957. La concurrence des véhicules privés est visiblement moins forte ici que pour la S.N.C.V., sans doute par suite du parcours plus élevé en moyenne.

Le parc des voitures automobiles est d'ailleurs passé de 633.000 unités, en 1958, à 685.000 d'après une première estimation, en août 1959. Le nombre de nouveaux véhicules vendus a effectivement atteint 101.200 unités en 1959 contre 89.700 en 1958. La vente d'autobus a aussi augmenté, mais celle de motos a diminué. C'est le nombre des cyclo-moteurs qui a relativement augmenté le plus, quoique le rythme d'accroissement a ralenti de 41 %, moyenne de la période 1954-1956, à 16 % pour 1959.

#### **istribution**

Les données partielles, seules disponibles pour juger de la situation de la distribution, donnent l'impression que l'activité y a augmenté modérément par rapport à 1958. Le nombre des entreprises commerciales, soumises à la sécurité sociale, a encore progressé. Le personnel employé a augmenté de 2,3 % et le personnel ouvrier de 2,8 %.

Comme pour les années précédentes, les inscriptions de commerçants isolés, au registre du commerce, ont été plus nombreuses que les radiations. Le solde a été positif aussi pour les sociétés commerciales.

Le nombre de sociétés créées, autant dans le commerce de détail que dans le commerce de gros, a été plus élevé qu'en 1958, ce qui peut s'expliquer par la reprise économique. Le capital nominal moyen a

augmenté dans les nouvelles sociétés de vente au détail, mais il a diminué, par rapport à 1958, dans les entreprises de commerce de gros. Le montant nominal des augmentations de capital a beaucoup progressé dans le commerce de détail. Le capital nominal des sociétés ayant fait l'objet d'une liquidation ou de fusion, a diminué, aussi bien dans le commerce de détail que dans celui de gros.

Néanmoins, le nombre de faillites a atteint un niveau record supérieur à celui de 1958 de 37 %. Le nombre de concordats judiciaires accuse une régression par rapport à 1958 et se situe au niveau des années 1956 et 1957.

De 1958 à 1959, dans les grands magasins à rayons multiples, la valeur des ventes a augmenté modérément : 3,5 % ; elle est demeurée stationnaire dans les coopératives et a augmenté de 5 % dans les chaînes de magasins spécialisés en produits alimentaires. Les ventes des grossistes en alimentation générale ont accusé une nouvelle avance de 4 %. Dans la période correspondante, l'indice global des prix de détail a progressé de 1,7 % et l'indice partiel des produits alimentaires de 2 %.

Le nombre total de prêts accordés, en 1959, par la Caisse Nationale de Crédit professionnel a été beaucoup plus élevé qu'en 1958 ; il a même atteint un niveau record. En valeur absolue, cette augmentation touche surtout les crédits professionnels et, dans une moindre mesure, l'outillage artisanal. Parmi les premiers, l'importance relative du commerce de gros et de détail décroît de 22,2 % en 1958 à 20,5 % en 1959.

Le produit du timbre et des taxes assimilées au timbre, valable pour l'ensemble de l'économie, dénote un accroissement de 9 %, par rapport à 1958.

La statistique bisannuelle des cartes professionnelles pour étrangers montre que le nombre de cartes délivrées continue de décroître depuis quelques années. Pour le commerce ambulant, la situation est stationnaire, par rapport au recensement précédent (1<sup>er</sup> janvier 1958) ; le nombre des étrangers a augmenté dans ce secteur.

### **Tourisme**

En 1958, le tourisme avait été très influencé par l'Exposition universelle de Bruxelles. Son évolution pourra donc être mieux appréciée, en comparant les résultats de 1959 à ceux de 1957.

Dans l'année touristique écoulée, c'est-à-dire d'octobre 1958 à septembre 1959, la diminution des nuitées d'étrangers a été plus que compensée par l'augmentation de celles de ressortissants belges.

Les Anglais représentent toujours la plus importante clientèle étrangère, bien que le nombre des Allemands augmente considérablement. Les nuitées de Français et de Néerlandais ont, par contre, diminué.

Par suite des conditions climatiques, les nuitées à la côte ont augmenté dans une mesure importante, tandis que les villes d'art perdaient une partie de leur clientèle.

Le tourisme social a été actif en 1959. Les nuitées dans les maisons et les centres de vacances ont encore augmenté, tandis que le tourisme d'étapes perdait de son importance.

D'après des évaluations de la Banque Nationale, les dépenses globales des étrangers ont augmenté d'environ 5 % par rapport à 1957 ; mais comparées à celles de 1958, elles ont diminué de 27,5 %.

La politique budgétaire et fiscale de 1959 a été conçue en fonction de la récession conjoncturelle amorcée en 1957, et qui a encore nettement influencé l'évolution des finances publiques. Les nécessités d'une politique anticyclique ont entraîné non seulement la reprise des investissements publics, mais aussi une augmentation massive des dépenses courantes, dont une partie importante n'a pu être couverte par des recettes budgétaires ordinaires. Le déficit créé au budget ordinaire, devrait être comblé par les plus-values des exercices ultérieurs, à verser à un Fonds d'Egalisation des Budgets, créé par la loi du 19 juin 1959.

Le mise en application d'une politique budgétaire anticyclique ne pouvant, seule, résoudre le problème des finances publiques, le besoin d'un assainissement durable s'est affirmé davantage. La nécessité de recourir, en permanence et dans une large mesure, aux marchés financiers crée des difficultés chroniques de trésorerie, qui entravent l'adaptation de la politique fiscale et budgétaire aux impératifs d'une expansion économique à long terme.

Néanmoins, et dans le cadre des possibilités forcément limitées du Trésor public, diverses mesures ont été prises pour favoriser la reprise de l'activité économique, le renforcement de la capacité concurrentielle de l'industrie belge en vue de son intégration au Marché Commun et l'amélioration de la structure économique, par l'orientation des investissements vers de nouveaux secteurs industriels. Ces mesures, à objectif tant conjoncturel que structurel, ont surtout consisté en bonifications d'intérêt, en octroi de crédits et en avantages fiscaux. Leur incidence sur la position budgétaire de 1959 n'a cependant pas eu beaucoup d'ampleur.

Pour limiter le déficit budgétaire, il a fallu recourir à des recettes supplémentaires, notamment par l'aggravation de la charge fiscale indirecte. Il en est résulté un supplément de rentrées d'environ 3 milliards ; compte tenu du milliard provenant d'une simplification de la comptabilité des fonds de tiers et des deux milliards et demi dus à la reprise économique, les recettes fiscales ont atteint un montant dépassant de 6,5 milliards celui de 1958.

Pendant les huit premiers mois de l'année, leur évolution n'a pas répondu aux prévisions, à cause du retard de la reprise économique. A partir de septembre, la situation s'est redressée ; de substantielles plus-values ont permis qu'à la fin de l'année les estimations fussent entièrement atteintes pour l'exercice 1959 seul.

L'augmentation, par rapport à 1958, du produit des contributions directes, est surtout imputable à la taxe professionnelle : si le rendement

des retenues à la source n'a guère été favorable, les perceptions sur rôle ont progressé, grâce à la généralisation de la taxation au premier degré. Les versements anticipatifs à la taxe professionnelle ont été influencés par les meilleures perspectives économiques. Le rendement plus élevé de la taxe de circulation sur les voitures automobiles résulte, en partie, d'un relèvement de la base imposable.

En dépit de l'accroissement de la valeur des importations, le produit des droits d'entrée n'a pas atteint le niveau de l'année précédente. Cette évolution est imputable aux premières adaptations du tarif douanier au Marché Commun ; par ailleurs, les droits d'entrée sur les boissons fermentées ont été remplacés par un droit d'accise. Cette substitution et le relèvement des taux d'imposition expliquent en majeure partie l'amélioration des recettes d'accises.

La reprise de l'activité économique s'est surtout traduite dans le rendement du timbre et des taxes assimilées. Même si l'on fait abstraction du relèvement de certains droits et de la modification de la comptabilisation des ventes de timbres fiscaux, l'amélioration par rapport à 1958 reste significative.

Malgré l'augmentation des recettes fiscales, la situation budgétaire n'a pas été aisée, les dépenses ordinaires ayant progressé. Le découvert budgétaire s'est aggravé, par rapport à l'année 1958, et a atteint une ampleur beaucoup plus grande que pendant la période de reprise conjoncturelle de 1954.

Après une quasi-stabilisation, pendant la période de 1953 à 1956, les dépenses ordinaires ont fort augmenté les années suivantes et ont atteint, en 1959, l'indice 141 par rapport à 1953. Par rapport à 1958, les écritures de régularisation exclues, l'accroissement des dépenses atteint 8 %.

Comme les années précédentes, les subventions forment la plus grande part de l'augmentation globale. L'état a dû intervenir de manière accrue dans le domaine social, notamment pour l'indemnisation des chômeurs et l'aide financière au Fonds National d'Assurance Maladie-Invalidité, ainsi que pour les subventions aux pouvoirs publics subordonnés. Cependant, des subsides ont pu être réduits, en particulier ceux versés en faveur des chemins de fer et des charbonnages.

La majoration des dépenses de pensions résulte de l'accroissement des effectifs de retraités dans la plupart des secteurs et, dans une moindre mesure, de l'application de la loi sur le pacte scolaire, qui a entraîné la péréquation de certaines pensions.

La progression des dépenses de personnel est sensiblement plus faible que celle des dépenses ordinaires totales. L'extension des effectifs, plus marquée pour certains départements ministériels, les augmentations barémiques et l'alignement des traitements à la hausse de l'indice des prix de détail, sont à l'origine des débours supplémentaires.

Les dépenses extraordinaires ont été en développement très rapide, mais une part non négligeable des imputations ne correspond pas à

des décaissements effectifs. Tel est le cas du transfert au Fonds des Rentes, de la souscription en or au Fonds Monétaire International, reprise par la Banque Nationale, du virement du crédit au compte spécial du Fonds des Constructions scolaires, de la régularisation budgétaire de l'avance de trésorerie, consentie en 1958 à la Société Nationale du Logement pour le remboursement d'un emprunt extérieur.

La mise en œuvre d'un important programme de travaux publics, dans le cadre de la politique gouvernementale de stimulation de l'activité économique, est surtout apparue dans les engagements à charge du Trésor public. Ceux-ci comporteront ultérieurement des décaissements effectifs; en 1959, en effet, les liquidations pour immobilisations nouvelles n'ont guère dépassé le niveau de l'année passée, si l'on exclut l'alimentation du Fonds des Constructions scolaires.

Au total, le découvert budgétaire portant sur les opérations ordinaires et extraordinaires a progressé de 1,1 milliard, par rapport à 1958, abstraction faite des virements internes et des écritures comptables, qui n'ont pas encore donné lieu à des sorties de fonds. L'augmentation ne concerne que les dépenses ordinaires. L'ampleur de ce découvert et, pendant plusieurs mois, l'insuffisance des recettes fiscales devaient fatalement entraîner un resserrement constant de la trésorerie, en dépit de la liquidité extraordinaire des marchés monétaire et financier. Ceux-ci ont été sollicités à diverses reprises par l'Etat, dont les emprunts consolidés, émis sur le marché intérieur, ont rencontré un vif succès, à l'exception de celui placé en juin. Par ailleurs, les émissions privées ont été peu importantes en 1959, de sorte que les liquidités disponibles ont reflué vers le Trésor public.

Contrairement à ce qui s'est passé en 1958, le financement du découvert budgétaire et des appels de fonds pour ordre a été réalisé en grande partie par des emprunts consolidés dont un de 22,25 millions de dollars placé sur le marché américain. Les remboursements sur la dette flottante intérieure ont légèrement dépassé les émissions. Comme les années précédentes, le Trésor public s'est adressé à plusieurs reprises aux marchés monétaires étrangers qui ont contribué, à concurrence de 4 milliards, à la constitution des ressources financières indispensables.

Les diverses opérations de financement du Trésor public ont suscité une augmentation record de la dette publique. La progression ne dépasse toutefois pas celle observée en 1958, si on élimine les diverses dettes qui ne correspondent pas à des décaissements réels notamment : l'augmentation de la participation belge de 4,2 milliards au Fonds Monétaire International, la partie non utilisée de 1,5 milliard du crédit du pacte scolaire repris aux comptes chèques postaux et une avance au Ruanda-Urundi, représentée par des certificats à court terme.

En données absolues, la dette publique a progressé de 50 milliards pendant les deux dernières années, soit à quatre milliards près, d'un montant équivalent à l'augmentation intervenue de 1953 à 1957. Fin 1959, la dette représentait 88 % du revenu national et la charge des intérêts et amortissements 16 % des dépenses ordinaires totales.

La nécessité d'assainir les finances provinciales et communales, et plus particulièrement ces dernières, s'est une nouvelle fois affirmée en 1959. Devant la constante détérioration de la situation financière des pouvoirs subordonnés, l'Etat s'est vu dans l'obligation de prendre des mesures de redressement. Toutefois, l'augmentation des interventions, en 1959, résulte, en majeure partie, de l'application de la loi sur le pacte scolaire et de la politique gouvernementale d'expansion économique ; l'autorité centrale a notamment favorisé les investissements provinciaux et communaux, par de larges subventions.

Selon les prévisions budgétaires concernant l'exercice, la situation financière des provinces ne s'est guère détériorée. Les dernières données disponibles, relatives aux comptes, sont rassurantes ; en effet, en 1958, le boni final a dépassé celui de l'année précédente. La plupart des provinces ont d'ailleurs connu, en 1959, une situation de trésorerie aisée. Si, depuis la réforme de leur statut, les provinces ont sensiblement accru leurs dépenses, leurs moyens de financement ont suivi une évolution parallèle.

Le véritable problème du déséquilibre financier des pouvoirs publics subordonnés est d'ordre communal. En 1959, le déficit budgétaire a été évalué à 6.165 millions, contre 4.598 millions en 1958, soit 34 % de plus. Il est fort probable que, en comptes effectifs, ce montant très important ne sera pas atteint. Les comptes n'ont jamais rejoint les prévisions initiales. Leur évolution fait cependant clairement apparaître la dégradation de la situation financière des communes. Le mali réel s'est élevé, en 1958, à plus du double de celui de 1957. Par ailleurs, le nombre de communes qui clôturent leur budget en excédent ou en équilibre diminue constamment ; il a été ramené de 2.436 en 1952 à 1.721 en 1958.

En dehors des mesures directes prises, par l'autorité centrale, dans le but de remédier aux difficultés financières des communes, celles-ci augmentent régulièrement les additionnels à la contribution foncière ; le produit de cette taxe est passé de 2,2 milliards en 1956, à 3,4 milliards en 1959. Le rythme de progression de la fiscalité communale est de loin supérieur à celui de l'intervention financière directe de l'Etat.

Les investissements provinciaux et communaux sont en sensible augmentation par rapport à 1958. Le Crédit Communal estime le volume global des investissements à 8,1 milliards, contre 5,8 milliards en 1958. Cette évolution s'explique d'une part, par la politique gouvernementale de mise au travail des chômeurs ainsi que par l'exécution de travaux subventionnés de petite et moyenne envergure et, d'un autre côté, par la forte liquidité des marchés financiers qui a permis au Crédit Communal de satisfaire rapidement les demandes de prêts.

A la fin de 1959, le système de financement des travaux entrepris par les pouvoirs publics subordonnés, a subi une importante modification. En vertu de l'arrêté royal du 22 octobre 1959, le Crédit Communal finance la part des travaux que l'Etat subventionnait normalement,

en accordant des prêts de vingt ans à l'administration qui entreprend le travail. L'amortissement et l'intérêt de ces prêts sont pris en charge par le Trésor public. Ce nouveau système présente l'avantage d'accélérer le paiement des entrepreneurs et d'éviter ainsi la charge d'intérêts de retard aux administrations locales. Par ailleurs, il libère le Trésor public du recours au marché des capitaux, pour l'exécution de travaux qui ne contribuent pas au développement du patrimoine de l'Etat.

Les indices de reprise de l'activité économique, observés pendant les derniers mois de 1958, se sont précisés dès le printemps et l'expansion économique s'est amplifiée dans un climat d'aisance monétaire et financière favorisé par une augmentation du stock monétaire et surtout des liquidités quasi monétaires, influencées par une nette progression des dépôts en devises de nationaux.

La composition du stock monétaire montre que la part de la monnaie fiduciaire a diminué. Sans exclure l'éventualité d'une modification de structure, cette tendance peut être mise en rapport avec la conjoncture ascendante, caractérisée par un accroissement des liquidités des entreprises, sous forme de monnaie scripturale.

Si, en 1959, le rythme d'expansion du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires n'a pas été de beaucoup inférieur à celui de 1958, les origines des variations ont cependant été différentes. Elles ont eu leur principale contrepartie dans les opérations effectuées par les organismes monétaires avec l'étranger, avec le secteur privé et avec les pouvoirs publics.

Les transactions avec l'étranger, à l'exclusion des opérations en capital des pouvoirs publics et des « donations » officielles, n'y ont plus contribué que dans une très faible mesure alors qu'en 1958, elles avaient joué un rôle prépondérant dans le développement du stock monétaire. Pendant les neuf premiers mois, ces opérations ont été déficitaires, par suite du reflux de capitaux vers la France, après la dévaluation du franc français, et d'une nette contraction du solde des transactions invisibles de la balance de paiements. En fin d'année, un boni a été réalisé, qui a plus que compensé les sorties antérieures.

L'évolution globale des paiements extérieurs a déterminé une diminution des avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale. La reprise de l'activité économique et l'élargissement du courant des importations devaient entraîner une ponction sur les avoirs en or et en devises, et cela d'autant plus que les autres facteurs de la balance des paiements accusaient une tendance moins favorable. La réduction des avoirs extérieurs nets est toutefois imputable, à concurrence de 1,5 milliard, au versement de la souscription complémentaire au Fonds Monétaire International, dû au relèvement du quota belge. Par ailleurs, en vertu d'une convention passée entre la Banque Nationale et la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, celle-ci a repris les créances que la Banque possédait sur les pays avec lesquels avaient été conclus des accords de consolidation de plus de 120 jours ; de ce fait, les avoirs comptables

ont été amputés de 0,8 milliard. En fin de compte, les transactions courantes et les mouvements de capitaux ordinaires se sont soldés par une réduction des avoirs extérieurs nets de 6 milliards.

Contrairement à l'évolution de l'année antérieure, les opérations de financement du secteur privé ont contribué à l'expansion du stock monétaire. L'accroissement de l'encours total des crédits, aux entreprises et aux particuliers, concerne quasi exclusivement les crédits aux résidents. Parmi ces crédits, ceux qui ont été financés en dehors des organismes monétaires ont fléchi, tandis que ceux qui étaient logés dans ces institutions ont augmenté de 4,2 milliards. Cet accroissement résulte, à concurrence de 2,7 milliards, du recours à la Banque Nationale, lequel s'est développé de manière passagère en fin d'année, époque où certaines tensions ont surgi, dues entre autres aux prélèvements importants du Trésor public. Après les effets de l'échéance annuelle, le recours à la Banque Nationale s'est normalisé, attestant que la liquidité fondamentale du marché monétaire n'avait pas été altérée.

En raison de la demande relativement faible des entreprises et des particuliers, l'encours des crédits financés par les banques de dépôts n'a pas pris beaucoup d'ampleur. Ces crédits sont restés étales, pendant la majeure partie de l'année; le mouvement d'expansion s'est surtout dessiné à partir du quatrième trimestre et concerne exclusivement les crédits de caisse. Les besoins ont pu être satisfaits facilement, grâce aux importants moyens d'action dont les banques ont pu disposer.

Ces moyens, représentés en majeure partie par les dépôts bancaires, ont continué à progresser. L'expansion, très marquée pendant le premier semestre, dénote la grande liquidité des entreprises et des particuliers. Toutes les catégories de dépôts en ont bénéficié, mais elle a été très nette pour les engagements à terme en francs belges et pour les carnets de dépôts. Les dépôts en devises, stables pendant les années antérieures, ont augmenté de deux milliards, surtout en fin d'année. Cette évolution résulte de la disparité entre les taux d'intérêt belges et ceux de plusieurs places étrangères.

La forte liquidité du système bancaire a suscité une nouvelle contraction des crédits de réescompte ouverts par l'Institut de Réescompte et de Garantie. Celui-ci, comme de coutume, a emprunté l'essentiel de ses moyens de financement au marché du call money; même après la réforme de novembre 1959, l'Institut est resté le principal emprunteur. Cependant, il a augmenté son réescompte à la Banque Nationale. L'Institut et son marché ont pu encore financer 94 % du total des effets traités, contre 97 % en 1958.

L'incidence des transactions des pouvoirs publics, sur l'évolution du stock monétaire, est déterminée surtout par la gestion des finances publiques. Le financement monétaire du secteur public et la monétisation de la dette publique ont porté, ensemble, sur 7,7 milliards et sont la cause principale de création de monnaie et de liquidités quasi monétaires en 1959.

Le financement résultant des crédits directs des organismes monétaires a consisté surtout en souscription, par les banques aux émissions d'emprunts consolidés par l'Etat et les pouvoirs publics subordonnés. Tout comme en 1958, et devant une demande de crédit peu vigoureuse du secteur privé, les banques ont été amenées à placer en effets publics, même au-delà des obligations résultant du passif à couvrir, une part importante des disponibilités. Les crédits consentis par la Banque Nationale au secteur public ont aussi progressé. Ces crédits, octroyés en vertu de la convention de septembre 1948, ont été constamment fort élevés. La reconstitution partielle de la marge de 10 milliards n'a été qu'occasionnelle, lors du placement d'emprunts consolidés.

La monétisation de la dette publique, qui résulte des achats sur le marché, par des organismes monétaires, de titres émis auparavant, et du financement monétaire du Fonds des Rentes, a porté sur 3,2 milliards. En vertu de la loi du 19 juin 1959, l'intervention du Fonds des Rentes, sur le marché monétaire, a été élargie. Il peut désormais pratiquer une politique d'open market sur le marché de l'argent et des effets publics à court terme. Cette action régulatrice du Fonds a reçu une première application en fin d'année, sous forme de rachats temporaires de certificats de trésorerie détenus par les institutions de crédit.

Les moyens d'action du Fonds des Rentes ont été étendus, notamment par le transfert des 2,8 milliards venant de la reprise par la Banque Nationale, de la souscription en or au Fonds Monétaire International. Par ailleurs, la Banque a ouvert au Fonds, un compte courant d'avances de 2 milliards. Plus tard, le Fonds disposera éventuellement, à concurrence de 7,8 milliards, des ressources que réunirait le Fonds permanent d'Egalisation des Budgets.

Le marché de l'argent à très court terme a été l'objet d'une réforme structurelle le 17 novembre, complétant celle intervenue en juin. Les secteurs « en et hors compensation » ont été unifiés et les banques ont été autorisées à inclure dans les moyens de trésorerie obligatoires, les prêts de call money garantis. Le Fonds des Rentes assume le rôle de régulateur, en intervenant soit comme emprunteur, soit comme prêteur. La réforme a rendu possible la formation spontanée de taux, suivant l'offre et la demande. La moyenne pondérée des taux journaliers moyens a atteint 2,17 % en décembre, contre 1 % auparavant pour l'argent à un jour.

La baisse des taux d'intérêt, amorcée l'année précédente, a persisté au début de 1959 et a donné lieu, le 8 janvier, à un nouvel abaissement du taux d'escompte de 1/4 %. La situation s'est modifiée à partir du mois d'avril où, notamment, le taux d'intérêt des certificats de trésorerie, émis par adjudication publique, a commencé à se relever. Dans le but d'harmoniser les taux d'intérêt belges et de l'étranger, la Banque Nationale a majoré, le 24 décembre, son barème officiel de 0,75 %, le portant à 4 %. En outre, afin de permettre aux banques d'augmenter les intérêts bonifiés aux dépôts à terme, le taux des certificats de tré-

sorerie de la tranche B de l'emprunt spécial et celui des certificats du Fonds des Rentes, ont été fixés à 0,25 % en dessous du taux d'escompte, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1960.

### Marché des capitaux

La tendance haussière des taux d'intérêt, consacrée, comme il vient d'être dit, par la Banque Nationale, a été, pour le marché des capitaux, une conséquence du mouvement de hausse déjà perçu à l'étranger, ainsi que de l'importance des émissions du secteur public. Car, malgré le maintien du rythme de ses investissements, le secteur privé a eu moins recours à ce marché, encore caractérisé par la grande aisance apparue en 1958.

Le volume global de l'épargne à l'intérieur du pays, a atteint un niveau record qui n'a cependant dépassé que de peu celui de l'année précédente, surtout à cause de l'accroissement plus modéré de l'épargne privée. Les exportations nettes de capitaux du secteur privé ont de nouveau diminué.

Le secteur public a accru son recours au marché, en ordre principal, sous forme d'émission d'emprunts d'Etat, sans cependant dépasser le record de 1954. Le recul des émissions des entreprises industrielles et commerciales belges a été plus important pour les emprunts obligatoires que pour les émissions nettes d'actions. Celles du commerce de détail et de la sidérurgie ont atteint un record, tandis que le secteur de l'électricité, après le recours considérable au marché des capitaux des années précédentes, a procédé à des remboursements, comme en 1955.

En dépit de la reprise conjoncturelle, de la hausse sur les bourses étrangères et de l'amélioration de l'activité dans presque tous les secteurs, des événements politiques et des problèmes structurels ont pesé sur certaines valeurs, de sorte que l'indice général des cotations des actions aux bourses de Bruxelles et d'Anvers n'a que très peu augmenté.

Grâce à l'aisance des marchés financiers, les autorités ont pu émettre des emprunts, dont le rendement moyen pour les souscripteurs a été moins élevé que l'année précédente; pourtant, au deuxième semestre le taux nominal d'intérêt a été plus élevé, en partie sous l'influence des taux étrangers.

Le marché des rentes a été irrégulier durant la plus grande partie de l'année et il a reflété, à certains moments, une tension des taux d'intérêt. Les ventes ont prédominé. Au 31 décembre, le portefeuille du Fonds des Rentes accusait un accroissement en valeurs cotées. Le Fonds des Rentes, pour financer son portefeuille, a eu surtout recours à l'émission de certificats auprès des banques de dépôt au détriment des emprunts à très court terme.

Le montant des inscriptions hypothécaires a atteint un record, en rapport avec l'accroissement de l'activité de la construction.

Les versements à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite ont marqué un sommet, surtout par suite des gros excédents du premier

semestre. L'augmentation exceptionnelle des placements a été orientée surtout vers le crédit à l'Etat et, dans une moindre mesure, vers le crédit industriel et des opérations d'escompte.

L'accroissement des prélèvements sur les crédits d'investissements ouverts par la Société nationale de Crédit à l'Industrie, dénote l'effort considérable d'investissement de l'industrie. L'encours global des crédits ouverts n'a pas crû autant que l'année précédente, les remboursements ayant augmenté plus vite. Outre ses moyens normaux de financement, la S.N.C.I. a émis un emprunt public.

En 1959, la Caisse de Crédit Professionnel a pu étendre son activité sans restriction, grâce à l'abondance du marché des capitaux et au relèvement du plafond de ses engagements; le montant global des crédits octroyés a été un record. Les crédits à court terme ont été plus importants; par secteur économique, la part octroyée au bâtiment, au transport et à l'industrie textile a augmenté au détriment des autres secteurs. Le financement a été, comme l'année précédente, assuré pour une part importante par l'émission de bons de caisse et d'obligations.

Assurances

L'activité des entreprises d'assurances a été marquée par une importante expansion.

Dans le secteur de l'assurance sur la vie, par rapport à 1958, le montant des primes perçues a augmenté de plus de 36,2 % pour les sociétés belges, et de 4,4 % pour les sociétés étrangères. Les réserves mathématiques ont crû respectivement de 14,8 % et de 9,4 %.

En matière d'opérations de capitalisation, la valeur des contrats souscrits n'a que légèrement augmenté (1,6 %); la capitalisation immobilière continue de reculer tandis que la capitalisation pure progresse.

La valeur nominale des prêts hypothécaires, accordés à l'intervention de sociétés privées, a été de 8,7 % plus élevée.

Les statistiques relatives à l'assurance obligatoire des transporteurs par véhicules automobiles montrent que, en 1959, le nombre de véhicules assurés et servant au transport de choses pour compte propre a encore plus augmenté qu'en 1958.

Prix

Le retournement conjoncturel a arrêté les prélèvements sur les stocks et, en 1959, la plupart des prix ont haussé; ceux des matières premières ont augmenté dès le début de l'année, à l'exception des combustibles; ceux des produits demi-finis ont également monté, bien que moins rapidement, et les prix des produits finis ont suivi, à l'automne. L'augmentation des prix de détail a entraîné des relèvements de salaires qui ont aggravé le coût du travail avant même que la reprise économique ne soit fort avancée.

L'évolution des prix en 1959 n'a guère exigé l'intervention des autorités. La réglementation des prix du pain et du poisson frais a été abolie. Pour limiter la hausse due à la sécheresse, les prix des pommes de terre ont été temporairement réglementés, tandis que l'augmentation du prix du lait de consommation a été compensée par une réduction

de la teneur en matières grasses et par une légère diminution de la marge bénéficiaire des laitiers. La réglementation concernant les prix des produits pharmaceutiques a été rendue plus sévère.

Bien que la formation des prix soit demeurée libre en principe, en Belgique, la législation relative à la déclaration formelle au Ministère des Affaires économiques d'une hausse de prix projetée a été modifiée ; toute hausse d'un prix imposé par le fabricant ou l'importateur à la distribution, et toute hausse de prix établis par convention, doivent être déclarées au préalable au service compétent. En outre, les hausses de prix d'un grand nombre de produits demeurent soumises à la déclaration formelle.

Le relèvement de la taxe de transmission ou du droit d'accise sur certains produits n'a généralement pas eu d'incidence visible sur les prix, sauf en ce qui concerne l'établissement d'un droit d'accise sur le mazout et le relèvement du droit sur l'essence et les autres carburants.

La reprise du stockage, en 1959, a entraîné un accroissement de la demande de matières premières, mais sans fortes hausses de prix, la capacité de production ayant été le plus souvent très suffisante pour répondre à la demande. Les cours de la plupart des matières premières d'origine minérale ont été plus élevés qu'en 1958, de même que les prix de la plupart des matières premières textiles. Par contre, les cours des boissons et tabacs ont continué à baisser en dépit des efforts des producteurs pour les maintenir.

Des facteurs accidentels ont influencé, dans une large mesure, l'évolution des prix. A la suite de la sécheresse en Europe, la demande de céréales fourragères a beaucoup augmenté en automne ainsi que celle des navires nécessaires à leur transport, ce qui a raffermi la tendance sur le marché des frets. La grève de la sidérurgie américaine a fait hausser en Europe les cours à l'exportation, tandis que les suspensions de travail dans les mines et les fonderies de cuivre des Etats-Unis, ont provoqué une pénurie et de vives fluctuations de prix, tout en influant sur la demande de produits complémentaires, en l'occurrence certains métaux non ferreux. L'arrêt des livraisons de caoutchouc du Laos et d'Indonésie, en automne, a entraîné une forte hausse des cours, qui augmentaient déjà depuis le début de l'année. Par suite de la limitation de la production en Argentine et d'une vive demande des pays communistes, les prix des peaux et des cuirs ont doublé au début de l'été ; ensuite, une baisse graduelle est intervenue.

La hausse des cours des matières premières a influencé immédiatement les prix à l'importation en Belgique et, dès avril, l'indice particulier des matières premières pour l'industrie était en hausse. Le rythme de cette hausse a été assez rapide, malgré la baisse des prix des charbons. De ce fait, les prix des produits demi-finis ont aussi eu tendance à augmenter, mais plus lentement. Les produits finis ont baissé jusqu'après l'été, après quoi a débuté une hausse assez rapide mais de courte durée.

Les prix des produits agricoles ont fluctué, en 1959, entre des limites assez étroites, sans tendance fondamentale définie. La chute

de l'indice des produits du règne végétal, au dernier trimestre, a été provoquée, pour une grosse part, par l'effritement des cours du cacao. L'indice particulier des produits du règne animal a enregistré surtout les fluctuations des prix du bétail sur pied lesquels ont subi l'influence de la sécheresse.

Après une période de stabilité relative en 1958, l'indice des prix de détail s'est redressé, à partir des derniers mois de 1958. Ce mouvement a été interrompu par une baisse saisonnière peu importante, au printemps de 1959, puis a repris. Ce sont les produits alimentaires qui ont augmenté le plus, cette hausse ayant été aggravée par les conséquences de la sécheresse de l'été. Le renchérissement des chaussures et des ressemelages a été assez fort à la suite de la hausse de la matière première. Les prix des charbons ont baissé mais les tarifs des services repris à l'index ont crû aussi rapidement que les années précédentes.

L'évolution des salaires a été calme en 1959, sauf les hausses dues à la liaison à l'indice des prix de détail. L'augmentation de celui-ci a entraîné une adaptation du montant de nombreuses allocations sociales, dans les derniers mois de l'année. En outre, les allocations de chômage et les pensions d'employés ont été relevées au début de 1959. Les conflits sociaux ont été rares, exception faite de trois grèves, dont une seule touchait aux relations du travail.

La hausse de l'indice des prix de détail a suscité l'augmentation des salaires dans presque tous les secteurs de l'activité économique et dans les services publics, le plus souvent de 2,5 %. En septembre et en octobre, les traitements et les salaires ont été relevés dans tous les services publics, dont les chemins de fer, et dans quelques branches industrielles très importantes (charbonnages, cokeries, sidérurgie, fabrications métalliques et industrie chimique notamment). Dans d'autres branches, les salaires avaient déjà été relevés, notamment, en avril, dans l'industrie textile.

De nouvelles conventions salariales n'ont été adoptées que dans quelques secteurs moins importants et elles n'ont guère influencé le niveau moyen des salaires.

A la suite de la diminution de l'emploi, dont le volume, malgré la reprise conjoncturelle de 1959, est en moyenne moins considérable qu'en 1958, et en dépit d'une légère hausse des salaires, principalement en fin d'année, le total des rémunérations brutes a été le même que l'année précédente. Le total des traitements est passé de 47,2 milliards de francs à 48, 8 milliards, mais le total des salaires a diminué de 84,5 milliards à 82, 9. Cette diminution couvre un recul considérable dans les charbonnages où, par suite des licenciements et de l'important chômage partiel, le total des rémunérations est revenu de 11,3 milliards de francs à 8,8 milliards ; par contre, il y a une légère augmentation pour les autres branches d'activité.

Le nombre élevé de chômeurs, au début de l'année, et le lent redressement de l'emploi, au cours de la reprise conjoncturelle, expliquent

l'importance croissante attachée par les organisations syndicales à la sécurité d'existence des travailleurs.

Le problème de la fermeture des entreprises a été soumis au Conseil national du Travail. Les représentants des organisations syndicales ont exigé l'intervention du législateur, et le Gouvernement a déposé un projet de loi prévoyant le paiement d'une allocation de licenciement aux travailleurs intéressés. Les revendications déjà formulées jadis au sujet du salaire hebdomadaire garanti sont redevenues d'actualité; ce problème a été également soumis au Conseil national du Travail qui n'a cependant pu émettre d'avis unanime; la proposition des associations professionnelles des travailleurs a été refusée par les patrons, en considération des lourdes charges financières qu'elle entraîne. Le problème a été alors placé sur le plan parlementaire et le Gouvernement a décidé de préparer un projet de loi. Dans quelques branches déterminées, notamment dans l'industrie de la chaussure et celle du bois, les travailleurs ont obtenu une allocation complémentaire de chômage en cas de chômage partiel.

Les conflits sociaux ont été assez rares; le nombre de jours de travail perdus pour faits de grève a été néanmoins assez élevé. Dans le Borinage a éclaté un mouvement important dirigé contre la fermeture de certaines mines; le nombre des travailleurs touchés par les conflits des frontaliers et des réparateurs de navires a été moins élevé, mais la durée de ces conflits a été longue.

Les changements les plus importants apportés au système des prestations et charges sociales concernent la pension de vieillesse des employés et l'allocation de chômage. La loi du 17 février a relevé les minima garantis de la pension d'employé et l'arrêté royal du 27 décembre 1958 a ajusté les allocations de chômage.

Au cours des derniers mois de l'année, la hausse de l'indice des prix de détail a provoqué une adaptation des allocations sociales.

L'ampleur du déficit de l'assurance maladie-invalidité a amené le Gouvernement à déposer un projet de loi visant à une réforme fondamentale de ce secteur.

#### **Revenus des sociétés**

L'influence de la récession de 1958, sur le rendement des sociétés par action, belges et congolaises, déjà ressentie au cours de l'année même, a été sensible en 1959. L'accroissement, en un an, du nombre de sociétés en perte est plus de trois fois plus important qu'en 1958; le montant global des pertes, qui avait à peine augmenté de 1957 à 1958, a presque doublé de 1958 à 1959. Selon le lieu de leur principale exploitation, les sociétés par actions belges ou congolaises exploitant à l'étranger sont les seules dont les pertes n'aient pas augmenté. Dans la plupart des principales branches d'activité industrielle, l'important secteur de l'électricité mis à part, les soldes bénéficiaires nets ont diminué. L'ensemble des résultats des sociétés exploitant des charbonnages accuse un solde négatif, pour la première fois depuis la libération, tandis qu'au cours des trois années précédentes, le solde positif avait encore dépassé

le milliard. A part cela, le plus grand recul est celui de la métallurgie du fer où, après avoir atteint un montant record en 1957, les soldes bénéficiaires nets ont diminué d'un peu moins de la moitié en 1958 puis ont encore reculé de plus de la moitié en 1959.

Les dividendes n'ont pas été abaissés dans la même proportion que les résultats, et pour l'ensemble des sociétés ayant leur siège d'exploitation en Belgique, ils représentent, par rapport aux soldes bénéficiaires nets, un pourcentage maximum depuis 1950 ; les accroissements les plus accusés sont observés dans l'industrie textile, les transports, la métallurgie du fer et celle des métaux non ferreux.

st sements La valeur globale, à prix courants, des investissements bruts accomplis dans l'ensemble de l'économie en 1959, sans tenir compte des dépenses entraînées par les besoins de la défense nationale, n'a dépassé que de peu, 1,6 %, le montant de l'année précédente ; ce dernier accusait un recul sensible, 4,5 %, sur la valeur totale record de 1957.

L'amélioration de 1959 est due au développement des investissements du secteur public ; ceux-ci atteignent un sommet après un progrès ininterrompu depuis 1955. En particulier, les dépenses du secteur public en bâtiments et génie civil ont augmenté en 1959, et plus spécialement les travaux des pouvoirs subordonnés dont le montant est un record. La construction des bâtiments publics de l'Etat donne un résultat semblable.

L'outillage acquis par les organismes publics d'exploitation et spécialement les moyens de transport par voie maritime et par voie ferrée, a été, au contraire, moins important que l'année précédente, de 6,5 %.

Les investissements du secteur privé sont au même niveau que l'année précédente et inférieurs de 5,5 % à ceux de 1957. L'équipement en bâtiments et génie civil, ainsi que l'outillage et les véhicules automobiles ont entraîné des dépenses à peu près de même importance qu'en 1958.

L'analyse des rubriques particulières de ces trois formes d'investissement privé révèle néanmoins certaines modifications qui, globalement, se compensent. La construction d'immeubles d'habitation a progressé, en valeur, aux dépens de celle de locaux professionnels, lesquels sont en recul depuis 1957 ; mais le rythme de cette activité reste très en deçà du niveau maximum atteint en 1957. L'outillage de l'industrie et, surtout, celui de l'agriculture, ont entraîné des dépenses plus importantes, tandis que, selon les données encore provisoires, l'équipement en moyens de transport par eau est beaucoup moindre que l'année précédente. L'acquisition de véhicules automobiles utilitaires est d'un montant un peu moindre qu'en 1958, ce que compensent des achats plus importants de voitures.

Néanmoins, les commandes d'outillage passées en 1959 par le secteur privé au secteur de fabrications métalliques, ont marqué un net progrès par rapport à 1958 et font augurer des dépenses sensiblement

plus élevées en 1960. Ceci est dû surtout aux perspectives encourageantes ouvertes à l'industrie en matière de débouchés extérieurs, mais aussi à l'action élargie de l'Etat, en faveur des investissements privés dans l'industrie. Cette action a, en effet, été complétée par certaines lois dont les effets ont néanmoins encore été faibles en 1959. Il s'agit principalement des trois lois du 15 juillet 1959 prévoyant temporairement des aménagements fiscaux pour favoriser les investissements de caractère complémentaire ou réalisés soit par la fusion de sociétés, soit par l'utilisation de plus-values. Les lois du 7 août 1953 et du 31 mai 1955 ont été remplacées par celle du 17 juillet 1959, qui instaure et coordonne les mesures en vue de favoriser l'expansion économique et la création d'industries nouvelles. Viennent s'y ajouter les dispositions qui, en vertu de la loi du 18 juillet 1959, permettent d'accorder une aide spéciale aux régions dites de développement, afin d'y combattre des difficultés économiques et sociales spécifiques.

**Consommation** La reprise économique a favorisé modérément l'utilisation des produits industriels, aussi bien que la consommation privée.

La part du marché intérieur, dans la consommation globale des produits de l'industrie nationale, est demeurée prépondérante, sauf pour quelques secteurs traditionnels dont la production est liée à l'exportation ; il s'agit de l'industrie des métaux non ferreux, de la chimie organique, de l'industrie des peaux et des cuirs et de la sidérurgie.

Dans le domaine de la consommation privée, quelques marchandises sont en recul (le charbon domestique, le gaz, les pommes de terre). Après une avance ininterrompue de plusieurs années, la consommation de cigarettes a, comme en 1958, baissé au profit des cigares et des cigarrillos ; des changements d'habitudes réduisent chaque année la consommation de tabac à fumer. La consommation de beurre continue à décliner ; celle de la margarine, tout comme en 1958, dépasse la première, mais dans une mesure plus importante que l'année précédente. Au total, la consommation globale de matières grasses augmente. La consommation de viande a aussi continué d'augmenter. L'évolution des rubriques d'aliments dits « protecteurs » révèle une amélioration du niveau de vie moyen ; la consommation de sucre par habitant a, toutefois, diminué en 1959 par rapport à l'année précédente.

Dans les grands magasins, les articles d'habillement accusent, en valeur, le plus gros accroissement (8 %) ; l'ameublement est en régression ; les autres rubriques ne dénotent que des mouvements de hausse modérés ou sont restées inchangées. Pour les grandes entreprises spécialisées dans l'habillement, seuls les vêtements pour hommes augmentent. En ce qui concerne les chaussures et les pantoufles, les ventes croissent dans les divers modes de distribution. Les indices bruts de vente, pour la rubrique « alimentation », ont également progressé, aussi bien dans les grands magasins à rayons multiples que pour les coopératives et les entreprises à succursales.

Sous réserve des difficultés d'interprétation dues aux fluctuations du nombre des déclarants repris à la statistique, le volume total du crédit à la vente à tempérament n'a que très peu augmenté. Le montant des nouveaux crédits accordés au cours de l'année a été un peu plus élevé, tout en demeurant modéré.

Les appareils ménagers et les voitures automobiles ont encore fourni la part la plus grande des contrats. La vente à tempérament de produits textiles est toujours caractérisée par un très grand nombre de contrats de faible valeur moyenne. Le financement par les banques et autres organismes spécialisés a diminué, au profit de l'intervention directe des vendeurs.

ns économiques  
ernationales.

itique  
merciale

La politique commerciale de l'U.E.B.L. orientée vers un élargissement des courants commerciaux, s'est surtout développée dans le cadre de la Communauté Economique Européenne. Le Traité de Rome est entré effectivement en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1959, au moment même où la réduction de 10 % de certains droits d'entrée était étendue, par arrêté royal, aux importations en provenance des pays tiers.

La politique commerciale commune des pays de Benelux s'est affirmée; certains contingents mondiaux ont pu être supprimés, tandis que, pour d'autres produits, des contingents communs Benelux d'importation ont été établis. Cependant, l'absence d'une politique commerciale de Benelux, pour les produits agricoles, a entraîné la création d'un ensemble de contingents particuliers. Le système des licences d'exportation, à l'égard des pays de l'Est, a été quelque peu assoupli. Fin 1959, il a été décidé de supprimer près de la moitié du contingentement d'importation de l'Europe orientale et de placer certains produits sous le régime des contingents « dormants ». La suppression ultérieure de restrictions quantitatives d'importation encore existantes a porté le secteur libéré officiellement à 97 % des importations de Benelux. Les négociations contractuelles, relatives à la politique commerciale, ont mené à la conclusion d'accords commerciaux et financiers, soit par l'U.E.B.L. séparément, soit dans le cadre de la politique commune Benelux. Des accords Benelux, conclus autrefois avec d'autres pays ont été tacitement reconduits. Pour la solution des problèmes commerciaux qui ne sont pas réglés par le Traité de Rome, des commissions mixtes ont été créées conjointement par le Benelux, la France et l'Italie; des consultations sont en cours avec la République fédérale allemande pour la création d'une commission similaire.

L'expansion commerciale a été favorisée par la fondation d'un nouvel organisme pour l'exportation et par une politique systématique de missions à l'étranger. Le nouvel organisme, association sans but lucratif dénommée « Association pour la Coordination du Financement à moyen Terme des Exportations belges », en abrégé « Créditexport », remplace

l'institution sans personnalité juridique « Cofinex » qui ne présentait pas de garantie contre les déficiences éventuelles du marché des capitaux. « Créditexport » peut assurer en un délai plus bref le financement des exportations, les prêteurs s'engageant à tenir des lignes de crédit à la disposition des exportateurs. A côté de cette institution, l'Institut de Réescompte et de Garantie continue de remplir sa fonction normale.

L'encouragement actif à la présence belge à l'étranger a été un instrument important de la politique d'expansion commerciale. De plus, des voyages de prospection ont été effectués sous la conduite du Ministre du Commerce extérieur ; des missions d'information de parlementaires ont eu lieu, ainsi que des missions, plus spécialisées, de représentants des industries chimiques et des fabrications métalliques.

Les Gouvernements de la Belgique et du Luxembourg ont décidé de soumettre à un nouvel examen les accords et conventions constitutifs de l'U.E.B.L. ; des groupes de travail ont été formés à cette fin.

La Belgique a participé aux deux sessions tenues en 1959 par les parties à l'Accord général sur les Tarifs douaniers et le Commerce.

Les problèmes découlant du Traité de Rome, de même que ceux qui sont liés au trafic commercial avec les pays sous-développés, ont été évoqués au cours de la quatorzième session, à Genève, réunion surtout intérimaire et préparatoire à la quinzième session tenue à Tokio.

Au cours de cette dernière, les discussions sur l'expansion du commerce international ont souligné la nécessité d'accorder des facilités aux pays insuffisamment développés, en vue de l'exportation de leurs produits vers les pays industrialisés. Il a été décidé, à la suite des propositions de M. Dillon évoquant la possibilité pour les Etats-Unis de réduire de 20 % certains droits d'entrée, de convoquer une conférence tarifaire en 1960-1961. Le degré de compatibilité des associations de pays avec les stipulations du G.A.T.T. a été examiné. Conformément à un *modus vivendi* accepté à la session précédente, les représentants de la C.E.E. ont montré que l'application du Traité de Rome n'avait causé aucun préjudice à des pays tiers. Le représentant de l'Association Européenne de Libre-Echange a signalé que les « Sept » porteraient officiellement à la connaissance des parties contractantes, la création de la « European Free Trade Association » (E.F.T.A.).

Un accueil favorable a été réservé au projet relatif à la zone de libre-échange de l'Amérique latine (Argentine, Brésil, Chili, Uruguay). Une période de 12 ans est prévue pour la suppression des entraves au commerce à l'intérieur de la Zone, mais cette communauté entend demeurer « libérale » et « orientée vers l'extérieur ».

A la 15<sup>e</sup> session est apparue la nécessité de revoir l'accord général relatif aux produits agricoles. En effet, la plupart des pays sont obligés, à cause de l'aspect social de leur économie agricole, de recourir à une réglementation plus ou moins incompatible avec une libéralisation progressive du trafic commercial. Ceci est clairement apparu au cours de la discussion du rapport introduit par la Belgique, à propos des restric-

tions à l'importation de certains produits agricoles. Par une dérogation, datée de 1955, il avait été accordé à la Belgique un délai de sept ans pour supprimer les restrictions quantitatives. Le rapport ne prévoyait aucun progrès en matière de libéralisation et ne garantissait pas la suppression complète des restrictions quantitatives en 1962. Un certain nombre de délégations ont critiqué l'attitude de la Belgique, insistant moins sur le préjudice causé que sur le péril encouru par l'autorité du G.A.T.T. Celui-ci a invité la Belgique à présenter un nouveau rapport avant le 1<sup>er</sup> mars 1960.

La protection contre les produits japonais, en application de l'article XXV, a aussi été examinée. Parmi les 14 pays qui recourent à cet article, les Six ont été les plus fermes. Ils n'ont pas pris l'engagement de l'abandonner, de sorte que le problème sera de nouveau évoqué à la prochaine session.

L'expansion économique et le rétablissement de la convertibilité monétaire en Europe occidentale ont posé, dans cette partie du monde, de nouveaux problèmes qui ont entièrement modifié sa position envers les Etats-Unis et le Canada. De ce fait, l'O.E.C.E. est entrée, en 1959, dans une période de transition. Le retour à la convertibilité monétaire a renforcé l'interdépendance économique des Etats membres et a rendu nécessaire une coordination plus étroite de leur politique dans ce domaine, d'autant plus que la reprise conjoncturelle n'a pas eu lieu au même moment ni avec la même intensité dans les divers pays de l'Organisation.

En mai 1959, un Comité de Politique Economique a été créé, pour remplacer le groupe n° 19 du Conseil, mais avec une compétence élargie.

La suppression de l'Union européenne de Paiements, résulte des mesures de convertibilité externe, prises à la fin de l'année 1958, par la plupart des Etats membres. Le 15 janvier 1959, a été mis en vigueur le mécanisme prévu par l'Accord monétaire européen qui a remplacé l'U.E.P., le 27 décembre 1958. L'O.E.C.E. a procédé au transfert en comptes bilatéraux des 1.500 millions d'unités de compte de soldes débiteurs et créditeurs à l'U.E.P.

L'O.E.C.E. a échoué dans ses efforts pour mettre sur pied, entre les membres de la C.E.E. et les autres pays, un accord relatif à l'établissement d'une Zone de Libre-Echange. D'autre part, s'est constituée, le 20 novembre 1959 à Stockholm, l'E.F.T.A. dont font partie le Royaume-Uni, la Suède, la Norvège, le Danemark, l'Autriche, la Suisse et le Portugal.

La conférence occidentale au sommet du 21 décembre 1959, a porté son attention sur les dangers politiques et économiques dus à la création de ces deux blocs économiques ; il a été convenu de tenir une conférence, en janvier 1960, pour mettre au point de nouvelles méthodes de coopération économique entre les pays occidentaux.

La libération du trafic commercial intra-européen a continué ; le pourcentage total des libérations de la France est monté à 90 %, tandis

que celui du Benelux est passé de 95,6 à 97 % à la fin de l'année. Les mesures discriminatoires, à l'égard des marchandises en provenance des Etats-Unis et du Canada, ont été supprimées en grande partie. Dans le domaine monétaire, un nouveau code de libéralisation a été adopté par les membres de l'O.E.C.E., pour les transactions invisibles et les mouvements de capitaux.

En collaboration avec l'Euratom, un avant-projet d'une usine de traitement de combustibles irradiés, qui sera construite pour l'Euro-chémie à Mol, a été dressé.

L'édification du Marché Commun, entité sans cesse affermie, a été poursuivie selon les termes du Traité. Les circonstances économiques favorables ont abouti à des propositions d'accélération, soumises au Conseil des Ministres le 23 novembre 1959 et, depuis lors, étudiées par la Commission.

La première réduction de droits de douane, automatique, a créé peu de difficultés. Par contre l'aménagement des contingents a suscité de nombreux problèmes d'interprétation. Ceux-ci ont été en grande partie résolus par des discussions entre représentants des Etats membres et de la Commission.

Pour l'établissement du Tarif extérieur commun, d'importants travaux ont eu lieu en 1959. Une structure tarifaire de quelque 3.000 positions est prévue. Les taux n'ont pas pu être indiqués pour un certain nombre de produits, notamment pour ceux qui figurent à la liste G, mais la négociation est très avancée.

A la Banque Européenne d'Investissement, l'examen des divers projets a conduit à l'octroi de prêts pour un montant total de l'ordre de 50 millions de dollars correspondant à un montant d'environ 270 millions de dollars d'investissements.

La préparation de la politique que mènera la Communauté pour normaliser la concurrence sur le marché intérieur, a débuté par des travaux relatifs à l'application des articles 85 à 90 aux ententes et abus de puissances économiques. L'enquête sur les interprétations possibles de ces dispositions est achevée.

L'enquête sur les aides gouvernementales qui faussent ou menacent de fausser la concurrence, a été entamée et a donné lieu à des échanges de vue entre représentants des Etats membres et de la Commission.

La Commission a saisi, en fin d'année, le Comité Economique et Social et le Conseil, de ses propositions en matière de politique agricole.

Elle a également saisi le Conseil de suggestions concernant la suppression des discriminations en matière de transports.

Les règlements d'exécution applicables en matière de sécurité sociale aux travailleurs migrants ont été édictés.

Les produits des Pays et Territoires d'Outre-Mer bénéficient, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1959, des mesures de démobilitation tarifaires et contingentaires existant entre Etats membres ; par contre, des mesures analogues, pour les produits venant de la Communauté n'ont été appliquées que dans les territoires ayant un tarif ou une politique contingentaire discriminatoire à l'égard des Etats membres et dont les plus importants faisaient partie de l'ancienne Afrique Equatoriale Française.

Au Fonds de Développement des Pays et Territoires d'Outre-Mer, des décisions favorables ont été prises à l'égard des propositions présentées par la Belgique pour le Congo Belge et le Ruanda-Urundi.

La Communauté a marqué son intention de pratiquer une politique libérale en matière de relations extérieures.

Le Conseil des Ministres a décidé, notamment, que, dans le domaine contingentaire, les pays de la Communauté pouvaient accorder, le 1<sup>er</sup> juillet 1960, aux pays tiers, des avantages d'un même ordre que ceux qu'ils se consentiront entre eux à cette date. Dans le domaine tarifaire, les Etats membres pourront étendre les réductions tarifaires relatives aux produits industriels qu'ils se consentiront au 1<sup>er</sup> juillet 1960, aux pays membres du G.A.T.T. et autres Etats bénéficiant de la clause de la nation la plus favorisée. Ceci dans la mesure où ces réductions tarifaires porteront sur des droits de douane dont le taux est supérieur à celui du Tarif extérieur commun et sans, pour autant, ramener ces droits à un taux inférieur à ce tarif.

Il a également prévu une participation active à la conférence tarifaire multilatérale qui se tiendra au G.A.T.T. en 1960/1961 et en prenant l'initiative de proposer, sous condition de réciprocité, une nouvelle et importante réduction sur le niveau du Tarif extérieur commun, à l'issue des travaux de cette conférence.

A la demande de la Grèce et de la Turquie, des conversations ont été entamées avec ces pays en vue de leur association à la Communauté.

A propos de la politique envers des pays en voie de développement, le Conseil des Ministres s'est déclaré disposé à participer, dans le cadre d'un programme international, à des consultations régulières avec les gouvernements des Etats-Unis, du Canada et de la Grande-Bretagne et d'autres pays européens.

La Haute Autorité renouvelée, selon les termes du Traité de la C.E.C.A., est entrée en fonction le 15 septembre 1959.

Dans le cadre du marché commun du charbon, elle a soumis au « Conseil de Ministres » qui l'a rejeté, un plan de lutte contre la crise charbonnière. Ce plan, basé sur l'application de l'article 58 du Traité, comportait un ensemble de mesures communautaires et, notamment, la fixation de quotas de production, la réduction des importations et le versement, aux mineurs, d'allocations complémentaires de chômage.

A titre de solution de rechange, des mesures ont été adoptées en faveur de la Belgique seule ; il s'agit, d'abord, de la continuation de l'aide en faveur des chômeurs partiels des charbonnages belges ; ensuite, de la mise en vigueur, par les entreprises belges, sous le contrôle de la Haute Autorité, de nouveaux barèmes de vente, le niveau de ceux-ci devant permettre de faire face à la concurrence des mines des autres bassins de la Communauté, sans toutefois aboutir à des sous-cotations, et grâce aux subventions que la Belgique peut accorder à cet effet ; enfin, de la prise en charge par la Haute Autorité, d'une part des frais de main-d'œuvre résultant de l'étalement des fermetures des entreprises touchées par les programmes d'assainissement du Gouvernement belge.

Le 31 juillet, le plan ci-dessus a été précisé ; le Conseil de Ministres de la C.E.C.A. a autorisé le Gouvernement belge à accorder, en 1959, des subventions aux charbonnages, à concurrence d'une production de 8 millions de tonnes. Des fermetures seront décidées à concurrence d'un programme de 5,5 millions de tonnes, s'étendant jusque 1962. De son côté, la Haute Autorité accordera à la Belgique une aide de 7,5 millions de dollars (dont 4 millions en 1959), en vue de faciliter la réadaptation des mineurs touchés par ce programme de fermetures.

Enfin, la Haute Autorité a reconnu à la fin de l'année, sur requête du Gouvernement belge, l'existence d'une situation de nature à « provoquer dans l'économie (belge) des troubles fondamentaux et persistants » (application de l'art. 37 du Traité).

Pour l'acier, la Haute Autorité a adressé au Gouvernement français une recommandation l'invitant à prendre les mesures propres à supprimer la prime dont bénéficient les produits sidérurgiques français sur le marché européen, depuis la dévaluation ; en fait, la recommandation ne vise que les aciers Thomas.

Dans le domaine des transports, les états membres ont été invités à prendre les mesures nécessaires, en vue de la publication ou de la communication à la Haute Autorité, des barèmes, prix et dispositions tarifaires appliqués aux transports routiers du charbon et de l'acier.

Les problèmes sociaux ont nécessité une procédure dite de « petite révision » du Traité, afin de rendre possible l'octroi d'aides de réadaptation, après la fin de la période transitoire, le 10 février 1960.

Dans le domaine financier, le « prélèvement » (impôt européen sur la valeur de la production du charbon et de l'acier) a été maintenu au taux de 0,35 %.

Enfin, les trois exécutifs des Communautés européennes se sont mis d'accord pour confier, à la Haute Autorité, le soin de soumettre au Conseil de Ministres de la C.E.C.A., des propositions concrètes sur la coordination des politiques énergétiques.

Selon les buts qui lui sont impartis par le Traité de Rome, la Communauté Européenne de l'Énergie Atomique a porté, en 1959, l'essentiel de son action sur la création du Centre commun de Recherches nucléaires, sur une première définition des objectifs de production d'énergie nucléaire et sur la mise en œuvre des accords internationaux qu'elle a conclus ; elle s'est aussi préoccupée de la formation des spécialistes nucléaires, de la diffusion des connaissances, de la protection des travailleurs et des populations, de la couverture des risques nucléaires, des contrôles de sécurité et du développement des échanges intérieurs et extérieurs.

La préparation de l'Europe à la production d'énergie nucléaire rend indispensable, avant tout, son équipement sur le plan de la recherche et de l'enseignement. Une des premières responsabilités de l'Euratom est, de ce fait, la coordination des programmes de recherches poursuivis ou projetés par les six pays membres, et le financement d'un programme de recherche complémentaire, exécuté en partie par des moyens propres à la Commission, en partie par les moyens des Etats membres ou de pays tiers.

Après avoir procédé à un recensement d'ensemble de tous les travaux de recherches entrepris par les Etats membres et avoir ainsi décelé les secteurs dans lesquels une concentration des efforts peut se révéler le plus spécialement souhaitable (art. 5 du Traité), la Commission de l'Euratom a signé plusieurs contrats.

La création du Centre commun de Recherches de la Communauté a fait d'importants progrès : un accord a été conclu avec l'Italie, le 23 juillet 1959, prévoyant la mise progressive du Centre d'Ispra à la disposition de la Commission, qui doit en faire d'ici la fin de 1962, un centre de recherches à compétence générale de la Communauté.

Le Bureau central des mesures nucléaires a été provisoirement établi à Mol.

L'accord, signé avec les Etats-Unis le 8 octobre 1958, prévoyait un important programme commun de recherches et de développement, financé à parts égales par les deux parties et portant sur les types de réacteurs de puissance développés aux Etats-Unis et susceptibles d'être construits en Europe.

Avec l'« Atomic Energy of Canada Limited », un accord de coopération technique a été signé le 6 octobre 1959, prévoyant l'exécution en commun d'un programme de recherches sur un type de réacteur à l'uranium naturel modéré à l'eau lourde, déjà construit à l'échelle industrielle au Canada. Un autre accord de coopération a aussi été signé le 6 octobre 1959, avec le Gouvernement canadien cette fois, touchant la communication des connaissances sur la recherche et le développement, l'hygiène et la sécurité, les équipements et leur utilisation, l'exploitation des brevets, etc...

En coopération avec l'O.E.C.E., l'Euratom prend part à l'exploitation, en commun avec plusieurs pays de l'Organisation, du réacteur à eau bouillante de Halden (Norvège) et participe pour plus de 40 % aux dépenses entraînées par le projet Dragon (à Winfrith Heath, Royaume-Uni), portant sur la mise au point d'un réacteur à haute température refroidi au gaz.

La diffusion des connaissances indispensables à la réalisation des objectifs de la Communauté impose préalablement l'inventaire des connaissances, dont un élément essentiel sera constitué par la documentation sur les brevets nucléaires. Une procédure a été élaborée pour sauvegarder le caractère confidentiel des brevets non publiés.

Dès le début de 1958, la Communauté avait entrepris, ainsi que le lui imposait l'article 31 du Traité, l'établissement des « normes de base » destinées à assurer la protection des travailleurs et de la population en général contre les effets des radiations ionisantes ; chaque Etat membre s'est engagé à en assurer le respect à l'intérieur de son territoire. Elles ont été publiées au début de 1959.

Parallèlement à cette procédure, les représentants de l'Euratom ont pris contact avec d'autres institutions poursuivant des objectifs similaires (Agence européenne de l'Energie nucléaire, Agence internationale de l'Energie atomique, Bureau international du Travail).

Dans le domaine sanitaire, la Commission a préparé l'harmonisation des législations nationales, l'article 33 du Traité lui accordant en la matière un droit de recommandations.

Etant donné le caractère spécial des problèmes nucléaires, le Traité créant l'Euratom a donné à la Commission un droit strict de contrôle, qui comporte trois modalités principales : la connaissance des installations de production, de séparation ou d'utilisation de matières brutes ou de matières fissiles spéciales et des installations de traitement de combustibles nucléaires irradiés (article 78) ; la tenue d'une comptabilité des minerais, matières brutes ou matières fissiles spéciales, utilisés ou produits et, pour les deux dernières catégories, transportés (article 79) ; un système d'inspection (articles 81 et 82). Les mesures d'application des articles 78 et 79, ont été élaborées en 1959 et sont entrées en application.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1959, les produits nucléaires figurant aux listes A1 et A2 annexées au Traité font l'objet d'un véritable marché commun, prévu par les articles 93a et 94 du Traité : tel est le cas, particulièrement, pour les réacteurs et leurs parties et pièces.

Pour l'assurance contre les risques nucléaires et de la responsabilité civile des exploitants, la Commission et les Etats membres ont participé de près à l'élaboration, par l'O.E.C.E., d'un projet de convention, tendant à établir le principe de la responsabilité objective des exploitants, en la limitant à un montant maximum ; soucieuse toutefois d'assurer une indemnisation normale des victimes au-delà de cette limite, la

Commission a mis à l'étude un projet de convention additionnelle prévoyant l'intervention de l'Etat, ou même de l'ensemble des Etats membres, dans le dédommagement.

Le taux de concentration des minerais constituant la sphère d'application du Traité (art. 194, § 4) a été défini d'une façon précise.

L'accord avec les Etats-Unis, dont il a été question ci-dessus, prévoit un programme commun de construction, d'ici 1963-1965, de centrales nucléaires d'une capacité totale d'environ 1 million de kW; les industries participant au programme pourront bénéficier de garanties portant sur le coût et l'intégrité des éléments combustibles nécessaires, de prêts financiers à long terme à taux modérés, ainsi que d'un approvisionnement en combustibles et des services de traitement chimique à des prix comparables à ceux offerts à l'industrie aux Etats-Unis.

C'est dans le cadre de cet accord qu'un projet a été élaboré conjointement par le groupe belge Electricité du Centre et du Sud et l'Electricité de France, envisageant la construction commune d'une centrale nucléaire à Chooz, en France, à proximité de la frontière belge.

D'autres accords conclus ou en préparation, avec les pays tiers (Royaume-Uni, Canada, Brésil) permettront aussi, aux industriels de la Communauté, de tirer profit de l'expérience diversifiée acquise à l'étranger.

Le Traité instaurant l'Union économique, signé le 3 février 1958, ayant subi des retards dans sa ratification, n'est pas entré en vigueur en 1959. Néanmoins, les Gouvernements et les institutions créées en vertu de l'Accord douanier, se sont, par des efforts constants de coopération mutuelle, efforcés de promouvoir l'intégration économique des trois pays, conformément aux dispositions de ce Traité. Le Comité des Ministres s'est réuni quatre fois et les problèmes agricoles ont fait l'objet d'une réunion intergouvernementale spéciale.

L'année 1959 a été surtout marquée par la difficulté d'une entente sur les questions agricoles. Un accord a pu être réalisé pour libérer le commerce des pommes de terre, avec la possibilité de suspendre la mesure lorsque les prix intérieurs d'un des pays partenaires atteignent un niveau estimé critique. Toutefois, la détermination des modalités d'exécution et de la date de la mise en vigueur a été remise à plus tard.

A propos de la liberté de circulation des personnes, le Comité des Ministres a décidé, le 22 octobre 1959, que le contrôle des personnes serait supprimé, au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet 1960, aux frontières intérieures de Benelux. Cette mesure tend principalement à faciliter la circulation entre les trois pays des ressortissants « Benelux »; mais elle a aussi pour conséquence de reporter aux frontières extérieures de l'Union le contrôle des étrangers. Il a encore été décidé d'étendre à l'ensemble du territoire de Benelux, les mesures de compensation relatives au placement de la main-d'œuvre; la carte frontalière a été supprimée.

La libre circulation des produits nationaux ou assimilés a été étendue ; elle couvre maintenant 97 % du commerce intra-Benelux. Des difficultés dans les échanges de certains produits, ainsi que des problèmes ayant trait à la technique douanière ont pu être résolus. Comme les années antérieures, les efforts ont porté sur le parachèvement de la politique commune et du marché commun pour les produits importés. Plusieurs accords commerciaux communs ont été signés. Des contingents globaux ont été instaurés, à l'égard des partenaires de la C.E.E. ; pour la plupart des produits agricoles ces contingents ne sont cependant pas communs.

Un certain nombre de problèmes d'ordre financier ont été traités. Il a été décidé notamment, eu égard aux essais de libération des transports par route entre les pays de Benelux, de ne pas accroître les différences entre les charges fiscales grevant les transports routiers et de rechercher les moyens de lever les derniers obstacles à la libération envisagée. Par ailleurs, la mise en application de l'Accord monétaire européen a permis de supprimer la réglementation commune Benelux, relative aux importations en provenance de la zone dollar.

#### Commerce extérieur

En 1959, l'influence de la reprise économique sur le commerce extérieur a été manifeste. Le redressement a commencé après l'été de 1958 et s'est accéléré, au point que les données mensuelles des importations et des exportations des derniers mois de 1959 ont atteint des records. Ceci est dû, avant tout, à l'importance des quantités exportées et importées, la valeur moyenne des marchandises échangées ayant été inférieure à celle de 1958, surtout pour les exportations. De ce fait, les termes d'échange se sont détériorés.

#### Exportations

La valeur globale des exportations a été de 8,1 % plus élevée qu'en 1958, malgré la diminution de la valeur moyenne qui a surtout porté sur des biens de consommation durable.

Les livraisons de métaux non ferreux, de produits textiles et de diamants ont contribué le plus à l'accroissement global. Les progrès des métaux non ferreux sont dus surtout à l'amélioration des cours du cuivre et concernent principalement les produits non travaillés.

Dans l'industrie textile, l'augmentation a dépassé la moyenne générale, malgré la vive concurrence étrangère qui a limité la hausse de la valeur moyenne. Le progrès a été le plus marqué pour les produits demi-finis, tandis que les produits finis n'ayant subi que plus faiblement le contrecoup de la récession de 1958, accusent une avance mesurée.

L'amélioration des exportations de pierres précieuses, au dernier trimestre de 1958, due à la reprise conjoncturelle aux Etats-Unis, a persisté en 1959. L'industrie diamantaire a enregistré des chiffres records et l'industrie du verre, de même.

D'ailleurs, la conjoncture mondiale ascendante a favorisé, d'une manière générale, les ventes de matériaux de construction, de bois et d'ouvrages en bois, et de chaussures.

Par ailleurs, les exportations de produits sidérurgiques n'ont, malgré la diminution subie en 1958, que peu augmenté, et encore grâce à une reprise exceptionnelle des fournitures dans les deux derniers mois. Le recul des commandes de matériel de chemin de fer et de navires, à la fin de 1958 et au début de 1959, et la diminution des ventes de matériel électrique expliquent que la valeur des exportations des fabrications métalliques a été à peine 4 % plus élevée qu'en 1958, malgré les ventes favorables d'armes et de munitions, d'objets en métal et de matériel de transport, entre autres de véhicules à moteur.

La vente des engrais est restée au niveau de l'année précédente, mais leur importance dans les exportations de l'industrie chimique a diminué, conséquence de l'accroissement considérable des autres fournitures, surtout de celles de produits inorganiques et, dans une moindre mesure, de produits organiques et pharmaceutiques.

Par suite de la sécheresse, la production agricole a diminué, influençant les exportations de sucre et de sucreries, de même que celles de produits laitiers. En conséquence, les fournitures de produits alimentaires dépassent à peine le niveau de 1958. La progression des ventes de viandes fraîches ou préparées est plus accentuée.

Les exportations de produits pétroliers ont crû plus lentement qu'en 1958. Celles de charbon ont fléchi davantage.

La reprise économique ayant été plus rapide dans les pays industriels que chez les fournisseurs de matières premières, les exportations se sont surtout accrues vers les pays développés, tandis que les ventes aux pays en voie de développement ont beaucoup diminué.

Les exportations vers l'Amérique du Nord ont le plus augmenté. Les achats considérables de produits sidérurgiques par les Etats-Unis, de même que leur demande exceptionnelle de pierres précieuses et de produits textiles et, dans une large mesure, de produits chimiques et de verre, ont contribué à l'évolution favorable. Les ventes au Canada ont aussi crû dans une mesure importante.

L'accroissement des exportations, en valeurs absolues, est également important vers les pays de la Communauté Economique Européenne et, surtout, vers l'Allemagne occidentale. Ce pays a connu une plus forte expansion que les autres et il a fait, surtout au deuxième semestre, des achats accrus de métaux et de produits alimentaires. Les Pays-Bas conservent cependant leur première place comme clients; l'accroissement du courant commercial sud-nord dans le Benelux touche surtout la laine, les fils de coton et tissus, les produits métallurgiques et le matériel de transport. La part de l'Italie dans les exportations belges aux pays de la C.E.E. a crû par suite de l'augmentation considérable des fournitures de produits chimiques, de laine, de crin, de produits de verrerie et de produits sidérurgiques. La dévaluation française de décembre 1958 a amoindri la position concurrentielle de l'U.E.B.L. sur le marché français; les ventes, entre autres celles de charbon et d'acier, y ont diminué.

Les pays scandinaves sont restés un débouché important, bien que les exportations vers la Norvège aient reculé. L'accroissement des exportations est plus faible vers le Royaume-Uni que vers la C.E.E. du fait de la diminution des achats britanniques de produits minéraux, de matières grasses et de métaux communs.

La vente, aux pays moins développés, de produits sensibles à la conjoncture comme la fonte, le fer, l'acier et le matériel de chemin de fer s'est ressentie de l'expansion plus faible de leurs ressources. L'Asie a fort diminué ses achats : la Chine et l'Inde surtout. Cependant, les exportations ont crû vers les pays de l'Amérique latine, sans doute sous l'influence de la situation favorable en Amérique du Nord.

Le recul des exportations vers le Congo Belge, déjà amorcé en 1957, a persisté. Il a surtout porté sur les biens d'équipement, également sur les marchandises de consommation. Les ventes des produits du secteur des métaux communs et des machines qui, ensemble, représentent plus de 40 % des exportations vers le Congo Belge, ont diminué de 35 %.

#### Importations

La reprise économique a provoqué un plus grand besoin de matières premières d'origine étrangère. La valeur des importations a atteint un niveau record, de 9,8 % plus élevé qu'en 1958.

Pour les matières premières et les matières auxiliaires, de même que pour les biens de consommation, la hausse de l'indice des quantités a été considérable ; pour les biens d'équipement, elle a été plutôt mesurée ; par contre, la valeur moyenne de ces derniers a augmenté.

L'évolution de la valeur des importations révèle une amélioration de la conjoncture dans la plupart des branches d'activité ; elle témoigne aussi de la reconstitution des stocks de matières premières.

L'accroissement rapide des importations de produits chimiques répond à l'activité favorable de ce secteur. L'augmentation des importations de produits laitiers, de sucre et de sucreries a compensé la baisse de la production intérieure. L'exécution de projets d'investissement et le développement de la demande intérieure ont suscité, en 1959, une augmentation de la valeur des importations de l'industrie des fabrications métalliques. L'augmentation a été surtout sensible pour les véhicules à moteur sur route et, dans une moindre mesure, les machines. Toutefois, les importations de machines textiles ont diminué, de même que celles de matériel de chemin de fer et de navires. La demande croissante de pierres précieuses a entraîné un accroissement des achats de l'industrie diamantaire, de sorte que la valeur des importations a atteint un niveau record. On constate aussi une augmentation des achats de caoutchouc et d'ouvrages en caoutchouc, de chaussures et de verre. Par suite de la situation critique de l'industrie charbonnière, les importations, surtout en provenance d'Amérique, ont reculé. Du fait de la grande activité des raffineries belges, les importations de pétrole brut ou semi-raffiné ont moins diminué que celles de produits pétroliers, surtout de gasoil, de diesel-oil et d'autres huiles lourdes.

La répartition géographique des importations de l'U.E.B.L. fait apparaître qu'elles ont augmenté en provenance de toutes les parties du monde, à l'exception de l'Asie. Ce sont les achats aux pays européens, plus précisément à la Communauté Economique Européenne qui ont crû le plus, en sorte que la part des pays extra-européens a diminué. Les produits italiens comme la soie artificielle, le coton, la bonneterie, les fruits et les chaussures ont été les plus favorisés; la France a trouvé dans sa dévaluation un vif stimulant pour ses ventes à l'U.E.B.L. Les achats en Allemagne occidentale ont moins augmenté mais constituent un record, ce pays gardant la première place comme fournisseur.

L'accroissement des importations, en provenance du Royaume-Uni, est relativement le plus important pour les pays de l'Europe; il concerne surtout les pierres précieuses et le matériel de transport. Les achats de l'U.E.B.L. aux pays scandinaves sont inférieurs au niveau de 1958. La faible augmentation des importations d'Amérique est la conséquence de la diminution des achats à l'Amérique centrale et de l'accroissement limité des importations en provenance des U.S.A.

L'augmentation de la demande de matières premières a favorisé surtout l'Afrique; les importations de cette partie du monde ont augmenté plus rapidement que les importations totales. Mais le volume des marchandises en provenance du Congo Belge n'a crû que modérément, en dépit de la reprise conjoncturelle. Les prix des principaux minéraux exportés du Congo Belge ayant haussé en 1959, la valeur des exportations a aussi augmenté, sans atteindre les montants records de la précédente haute conjoncture. La légère régression des achats en provenance de l'Asie est due surtout au Moyen-Orient, où de vives fluctuations ont affecté les livraisons des pays fournisseurs de pétrole.

La reprise de l'activité économique a entraîné une plus grande expansion des importations que des exportations, de sorte que la balance commerciale, basée sur les statistiques douanières, a présenté un déficit accru, surtout envers les pays de l'O.E.C.E. L'accroissement exceptionnel des exportations britanniques et l'influence de la dévaluation française en sont les principales causes.

La balance avec le Congo Belge et le Ruanda-Urundi s'est détériorée par suite de l'ajournement de nouveaux investissements au Congo Belge et de l'accroissement considérable des importations de cuivre. Envers la zone dollar, le déficit s'est transformé en boni, modification importante dans les relations commerciales. Les échanges commerciaux avec les pays de l'Europe orientale ont laissé un déficit accru.

**Balance commerciale**  
**Relations commerciales**  
**entre l'U.E.B.L.**  
**et les Pays-Bas**

Les courants commerciaux entre l'U.E.B.L. et les Pays-Bas ont crû d'environ 10 % dans chaque direction, alors qu'ils avaient reculé en 1958. Cet accroissement est lié à l'amélioration générale de la conjonc-

ture ; de même en 1958, le ralentissement conjoncturel s'était reflété dans la chute des exportations de l'U.E.B.L. vers les Pays-Bas et dans l'absence de progrès des importations de l'U.E.B.L. en provenance des Pays-Bas.

L'expérience de l'après-guerre a montré que les importations néerlandaises, en provenance de l'U.E.B.L., présentent des fluctuations cycliques plus fortes que l'ensemble des importations, tandis que les importations de l'U.E.B.L., en provenance des Pays-Bas, présentent des fluctuations moins fortes que l'ensemble des importations de l'U.E.B.L. Ce phénomène s'est reproduit, dans ses grandes lignes, en 1959. La part de l'U.E.B.L. dans le total des importations néerlandaises, et celle des Pays-Bas dans les exportations globales de l'U.E.B.L. ont augmenté. Par contre, la part des Pays-Bas dans le total des importations de la Belgique et du Luxembourg est demeurée sans changement, alors que leur part dans les exportations néerlandaises a diminué.

Les Pays-Bas restent l'acheteur le plus important de l'U.E.B.L. Leur avance sur le deuxième partenaire, l'Allemagne, est considérable, bien que la quote-part de cette dernière ait beaucoup augmenté. L'Allemagne occidentale a, par contre, vu sa quote-part dans le total des importations de l'U.E.B.L. diminuer, sans cependant que sa première place, comme fournisseur, soit menacée.

L'Allemagne occidentale est le fournisseur et le client le plus important des Pays-Bas. Sa quote-part a augmenté dans les importations néerlandaises, comme dans les exportations. L'U.E.B.L. a continué d'occuper la deuxième place, aussi bien pour les importations que pour les exportations.

Les importations de produits pétroliers ayant diminué, le groupe matières premières et carburants n'a pas contribué à l'augmentation des importations en provenance des Pays-Bas. Par contre, la part des produits alimentaires et des boissons et du tabac a augmenté. L'accroissement est beaucoup plus considérable pour les produits manufacturés ; la part de ce groupe, dans le total des importations en provenance des Pays-Bas, présente une augmentation fondamentale. L'accroissement a surtout été grand pour les machines et les produits textiles. Le matériel de transport a, par contre, subi une baisse.

Dans les exportations, la part des matières premières et des combustibles a diminué aussi, surtout à cause de la baisse des exportations de produits pétroliers. La place occupée par les produits alimentaires, les boissons et le tabac a également reculé, mais elle est demeurée plus grande que pour les années antérieures à 1958. L'augmentation de la valeur des exportations de produits fabriqués a été de 14 %, tandis que les exportations vers les Pays-Bas n'ont augmenté en moyenne que de 11 %. La part des produits fabriqués a donc provisoirement crû, contrairement à ce qui se passe pour les importations.

Pour les produits fabriqués, l'augmentation est considérable, surtout pour les produits métalliques. Toutefois, par rapport aux années 1955 à 1957 incluses, la valeur des exportations demeure inférieure aussi bien pour le fer et l'acier que pour les métaux non ferreux. Encore plus que pour l'industrie textile, l'amélioration dans l'industrie des fabrications métalliques reste inférieure à la moyenne. Dans cette dernière branche, des mouvements divergents se sont manifestés : en face d'une forte augmentation des véhicules automobiles, on observe une diminution des exportations de machines.

Le boni de la balance commerciale de l'U.E.B.L. vis-à-vis des Pays-Bas a de nouveau augmenté en 1959, après avoir diminué les deux années précédentes. Cette évolution est due surtout à l'accroissement des exportations de métaux communs, de matériel de transport et de produits textiles.

Alors qu'en 1958, des tendances conjoncturelles peu favorables et des facteurs éphémères avaient suscité une amélioration sensible des paiements extérieurs, l'année 1959 accuse une nette contraction du solde des opérations courantes. Cette évolution est due à la reprise de l'activité industrielle, impliquant la reconstitution des stocks, et aussi à une nette diminution du solde des transactions invisibles, influencée par des facteurs accidentels.

Le redressement conjoncturel a influencé les opérations en marchandises, dont le solde négatif est dû à l'expansion plus forte des importations que des exportations.

Le solde des transactions invisibles s'est détérioré, tant par la réduction des recettes que par l'augmentation des dépenses. Cette évolution tient surtout à la disparition des recettes exceptionnelles fournies par l'Exposition universelle, au gonflement des dépenses du Trésor public, finançant les frais de stationnement des forces belges en Allemagne occidentale, et à la contraction des recettes en provenance des ouvriers frontaliers, par suite de la grève intervenue au début de l'année.

L'amélioration du solde des « donations » privées vient en majeure partie de l'accroissement des recettes, dû aux transferts effectués par les résidents au Congo Belge. Le volume de ces opérations a été près de trois fois supérieur à celui de 1958.

Les mouvements de capitaux privés n'ont plus atteint l'ampleur des années précédentes. Cependant, analysant les balances particulières de l'U.E.B.L., on constate que les sorties nettes de capitaux, vers les pays autres que le Congo Belge et le Ruanda-Urundi, ont été très supérieures à celles de 1958. Des préoccupations de rendement ont été à l'origine de ces transferts. Ils ont cependant, pour une bonne part, été compensés, par des apports substantiels en provenance du Congo Belge, qui sont dus à la dégradation de la situation politique en 1959. En 1958 au contraire, le Trésor congolais avait placé deux emprunts de 2 milliards de francs sur le marché belge, recensés en Belgique comme sortie de capitaux privés.

Contrairement aux deux années précédentes, les mouvements de capitaux officiels ont accusé une sortie nette, atteignant 3,6 milliards de francs. L'Etat et divers organismes paraétatiques ont encore placé des emprunts à l'étranger pour leurs besoins de trésorerie, mais les amortissements contractuels, la réduction des engagements du Trésor envers le Congo Belge et le Ruanda-Urundi et une avance à ce dernier pays, ont largement excédé les entrées de capitaux.

Au total, les transactions financières de l'U.E.B.L. avec l'étranger se sont soldées, en 1959, par un déficit de 4,1 milliards, contre un boni exceptionnellement élevé de 15,9 milliards en 1958.

TABLEAUX STATISTIQUES  
ET GRAPHIQUES

TABLIKAUX STATISTIQUES  
ET GRAPHIQUES

PREMIÈRE PARTIE

POPULATION ET EMPLOI

PREMIERE PARTIE

POPULATION ET EMPLOI

Nataisances, décès, accroissement démographique et population totale

Année	Nataisances	Décès	Accroissement de la population		Effectif moyen de la population totale
			Naturel	Total	
1900	137 302	110 448	26 854	6 645	62 106
1901	142 242	108 356	33 886	15 410	62 602
1902	141 412	109 576	31 836	13 267	63 000
1903	138 120	106 256	31 864	13 975	63 142
1904	140 112	106 576	33 536	14 006	63 206
1905	140 000	105 500	34 500	9 180	63 270
1906	139 200	104 000	35 200	11 020	63 292
1907	138 000	103 200	34 800	10 100	63 305
1908	136 000	102 000	34 000	7 900	63 307
1909	135 000	101 000	34 000	6 000	63 310
1910	134 000	100 000	34 000	5 000	63 310

I  
POPULATION

Statistique Nationale de Belgique

POPULATION

**Naissances, décès, accroissement démographique et population totale**

PÉRIODE	Naissances	Décès	Accroissement de la population			Effectif annuel moyen de la population
			Naturel	Migratoire	Total	
1920/1924 .....	157 203	100 648	56 555	8 643	65 198	7 543 713
1925/1929 .....	147 547	104 354	43 193	18 449	61 642	7 936 402
1930/1934 .....	141 615	102 576	39 039	11 597	50 636	8 197 628
1935/1939 .....	126 739	104 594	22 145	1 997	24 142	8 354 990
1946/1950 .....	145 512	106 574	38 938	10 966	49 904	8 556 414
1951/1955 .....	146 424	106 088	40 336	8 186	48 522	8 799 163
1956 .....	150 181	108 016	42 165	13 032	55 197	8 951 443 (a)
1957 .....	152 388	107 236	45 152	30 183	75 335	9 026 778 (a)
1958 .....	155 894	105 746	50 148	1 709	51 857	9 078 635 (a)
1959 .....	160 662	103 513	57 149	— 6 960	50 189	9 128 824 (a)

Source : Institut National de Statistique.

(a) En fin d'année.

Mouvement de la population en 1959

RÉGION	Naissances (a)		Décès (a)		Soldes			Situation au 31 décembre 1959	
	Chiffres absolus	o/oo (b)	Chiffres absolus	o/oo (b)	Accroissement naturel	Accroissement total			
						Chiffres absolus	o/oo (c)		Chiffres absolus
<i>Arrondissement de Bruxelles</i> .....	20 816	14,79	16 279	11,56	4 537	4 797	9 334	6,68	1 407 660
<i>Région flamande</i> .....	89 181	19,16	46 522	10,00	42 659	3 551	39 108	8,48	4 653 478
Anvers .....	26 874	18,97	13 853	9,78	13 021	215	13 236	9,43	1 416 441
Flandre Orientale .....	22 081	17,41	14 134	11,15	7 947	1 353	6 594	5,23	1 268 034
Flandre Occidentale .....	19 529	18,45	10 761	10,16	8 768	1 219	7 549	7,18	1 058 746
Limbourg .....	14 326	25,42	4 222	7,49	10 104	1 255	8 849	15,95	563 645
Arrondissement de Louvain .....	6 371	18,38	3 552	10,25	2 819	61	2 880	8,38	346 612
<i>Région wallonne</i> .....	50 665	16,52	40 712	13,27	9 953	8 206	1 747	0,57	3 067 686
Hainaut .....	21 324	16,77	17 107	13,45	4 217	8 881	4 664	3,65	1 271 888
Liège .....	15 778	15,61	13 432	13,29	2 346	113	2 233	2,21	1 010 611
Namur .....	6 522	17,60	4 922	13,28	1 600	164	1 764	4,78	370 514
Luxembourg .....	4 171	19,12	2 650	12,15	1 521	623	898	4,13	218 166
Arrondissement de Nivelles .....	2 870	14,61	2 601	13,24	269	1 247	1 516	7,77	196 507
<i>Le Royaume</i> .....	<b>160 662</b>	<b>17,60</b>	<b>103 513</b>	<b>11,34</b>	<b>57 149</b>	<b>6 960</b>	<b>50 189</b>	<b>5,53</b>	<b>9 128 824</b>

Source : Institut National de Statistique.

(a) Non compris les morts-nés et les autres enfants présentés sans vie.  
 (b) Calculé par rapport à la population totale au 31 décembre 1959.  
 (c) Calculé par rapport à la population totale au 31 décembre 1958.

## II EMPLOI ET CHÔMAGE

<i>Emploi</i> . . . . .	p. 11 à 15
<i>Chômage</i> . . . . .	p. 15 à 18



### Personnel assujéti à la sécurité sociale dans l'industrie au 30 juin

(en milliers)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Charbon et minerais ..	163,0	167,5	165,0	158,5	152,6	152,4	152,2	154,1	138,2
Carrières .....	16,9	16,9	14,8	13,4	13,0	12,9	12,5	11,4	10,5
Industries alimentaires.	69,6	69,7	69,1	70,2	71,4	72,1	73,2	73,9	74,6
Boissons .....	27,1	27,5	27,6	27,5	27,0	27,4	28,0	28,0	27,4
Tabac .....	9,5	9,2	9,7	9,2	9,4	9,5	10,0	9,8	9,2
Industries chimiques...	57,9	57,4	58,3	60,1	62,3	63,6	65,1	65,3	64,9
Caoutchouc .....	8,9	7,7	8,0	8,4	8,7	9,0	9,1	8,6	8,4
Bois et ameublement..	48,6	46,7	45,3	45,1	47,5	47,8	47,5	46,6	44,4
Papier et carton .....	23,3	20,6	20,3	20,9	21,0	21,2	21,9	21,8	21,6
Livre et photographie..	26,5	26,3	27,0	28,0	29,0	30,1	30,4	31,3	31,0
Cuir et peaux .....	14,3	13,0	12,7	12,0	12,0	11,7	11,4	10,7	10,8
Textiles .....	199,2	166,9	168,5	167,4	164,8	160,9	164,1	145,1	142,7
Habillement .....	65,3	63,3	62,8	62,7	64,1	66,5	68,9	66,4	65,6
Chaussure .....	21,4	20,8	19,8	19,3	20,2	19,5	19,5	19,5	18,9
Electricité, gaz, eau ...	19,8	20,3	20,3	20,2	20,0	20,1	20,2	20,0	19,7
Céramique et verre ...	68,5	62,5	61,1	63,5	66,2	69,0	69,3	65,8	66,9
Industrie des métaux..	337,8	344,8	334,1	337,0	354,5	373,5	389,6	369,4	354,5
Art et précision .....	15,0	12,2	13,7	13,2	14,3	14,8	14,9	14,3	15,4
Construction .....	177,2	183,0	187,2	188,3	198,1	210,2	208,7	197,5	199,3
Transport (a) .....	69,1	66,9	67,4	67,1	65,6	68,7	71,8	73,3	71,6
Divers .....	5,8	6,0	5,5	5,9	6,5	7,5	8,4	8,2	8,1

Source : Office National de Sécurité Sociale.

(a) Non compris le personnel de la S.N.C.B. et de la S.N.C.V.

A l'exclusion du personnel définitif de l'Institut National de Radiodiffusion, en 1956, 1957 et 1958, et du personnel des garages depuis 1953.

**Main-d'œuvre civile et main-d'œuvre salariée**  
moyennes  
(en milliers)

DÉSIGNATION	MAIN-D'ŒUVRE SALARIÉE										Main- d'œuvre civile
	1948	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1959	
Agriculture, sylviculture et pêche .....	43,3	36,3	34,8	34,1	33,0	31,6	31,0	30,8	29,7	264,1	
Industries extractives .....	193,6	185,0	180,2	172,5	168,2	167,1	167,6	167,5	150,9	151,2	
Industries manufacturières .....	1 022,0	1 006,8	991,5	992,8	1 017,5	1 048,0	1 072,5	1 031,1	1 014,9	1 144,4	
Industrie de la construction .....	152,5	175,4	181,0	186,5	193,8	208,3	213,4	199,2	201,6	241,6	
Electricité, eau, gaz et services d'hygiène .....	27,3	28,8	29,0	28,9	28,7	29,0	29,2	29,1	29,1	29,3	
Commerce, banques et assurances .....	201,1	213,7	218,3	224,0	233,0	241,5	248,9	257,4	260,2	485,8	
Transports et communications .....	235,3	223,5	218,1	214,1	214,5	220,6	225,1	226,9	222,7	244,0	
Services .....	504,4	556,7	570,3	586,6	599,4	605,7	618,9	634,2	650,3	798,0	
Chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics	—	9,1	8,7	13,9	22,7	9,8	5,3	10,5	17,3	17,3	
Chômeurs complets contrôlés .....	80,9	173,6	183,6	166,9	116,5	91,0	77,9	109,7	125,0	125,0	
<i>Total</i> .....	<b>2 460,4</b>	<b>2 608,9</b>	<b>2 615,5</b>	<b>2 620,3</b>	<b>2 627,3</b>	<b>2 652,6</b>	<b>2 689,8</b>	<b>2 696,4</b>	<b>2 701,7</b>	<b>3 500,7</b>	

Source : Ministère du Travail.

**Ouvriers et heures-ouvriers dans certains secteurs (a)**  
(en milliers)

SECTEUR	Ouvriers occupés				Heures-ouvriers			
	1956	1957	1958	1959	1956	1957	1958	1959
Charbonnages (b) .....	121,0	124,1	121,7	105,9	281 084	277 519	257 282	200 717
Cokeries .....	4,6	4,7	4,6	4,5	10 394	10 298	10 032	9 870
Sidérurgie (c) .....	51,3	51,4	49,3	49,0	113 857	106 268	104 783	105 307
Métaux non ferreux .....	16,0	15,8	15,0	15,0	35 208	33 799	31 870	30 439
Fabrications métalliques .....	197,9	206,0	189,1	176,7	414 170	410 647	381 672	357 433
Azote .....	4,3	4,2	4,3	4,2	9 038	8 476	8 780	8 727
Caoutchouc .....	6,8	6,5	5,9	5,5	14 905	13 297	11 620	11 372
Papier (établissements producteurs) .....	8,8	9,0	8,7	8,4	19 094	19 352	18 086	18 032
Papier (établissements transformateurs) .....	10,8	11,0	10,8	10,8	23 197	23 488	22 214	22 689
Carrières .....	8,0 (d)	8,2	7,4	6,8	16 788 (d)	17 245	14 483	13 746
Chaux, calcaires et dérivés .....	4,8	4,7	4,3	4,0	10 229	9 933	9 002	8 358
Terre cuite .....	9,9	10,6	9,7	9,3	21 315	22 637	20 332	19 797
Ciment .....	3,8	3,8	3,2	2,9	8 109	7 803	6 595	6 050
Verre .....	18,4	17,9	18,1	20,4	39 798	37 669	38 363	42 925
Bois .....	27,1	26,9	25,8	24,7	59 196	55 941	51 920	51 005
Céramique .....	10,0	10,1	8,4	7,9	21 677	21 533	13 157	16 277
Construction .....	56,1	57,5	92,4 (d)	90,4	..	..	188 865	182 499
Filatures : coton, lin et chanvre (e) .....	22,5	22,4	18,5	18,0	..	..	..	..
laine, jute, fibres dures .....	19,9	20,0	16,9	16,9	40 705	38 872	31 045	34 529
Tissages .....	43,6	44,2	39,3	38,4	102 531	89 514	73 329	76 326
Autres activités textiles .....	5,9	6,2	5,7	5,6	11 924	12 237	10 886	10 989
Bonneterie .....	17,6	18,1	16,6	16,8	35 588	34 380	30 119	31 040
Huiles végétales et animales .....	1,7	1,7	1,6	1,6	3 931	3 701	3 456	3 473
Tabac .....	7,5	7,8	7,4	6,9	15 088	15 632	14 335	13 457
Cuir .....	3,6	3,3	2,9	2,8	8 194	6 965	5 770	5 684
Chaussures .....	13,4	13,8	13,5	13,2	25 725	25 477	23 862	24 407
Pantoufles .....	1,8	1,7	1,5	1,4	3 611	3 290	2 864	2 834
Distribution d'eau .....	2,8	2,8	2,9	3,0	6 472	6 281	6 404	6 598
Port d'Anvers .....	15,8	16,5	16,1	15,2	..	..	..	..

Sources : Institut National de Statistique. Administration des Mines. Fédérations professionnelles.

(a) De façon générale, les industries reprises dans ce tableau font l'objet d'une statistique de production et les données portent, en principe, sur l'ensemble des établissements sans distinction du nombre d'ouvriers occupés.

(b) Nombre moyen de présences par jour ouvré des ouvriers du fond et de la surface.

(c) A l'exception des usines produisant uniquement des aciers de moulage.

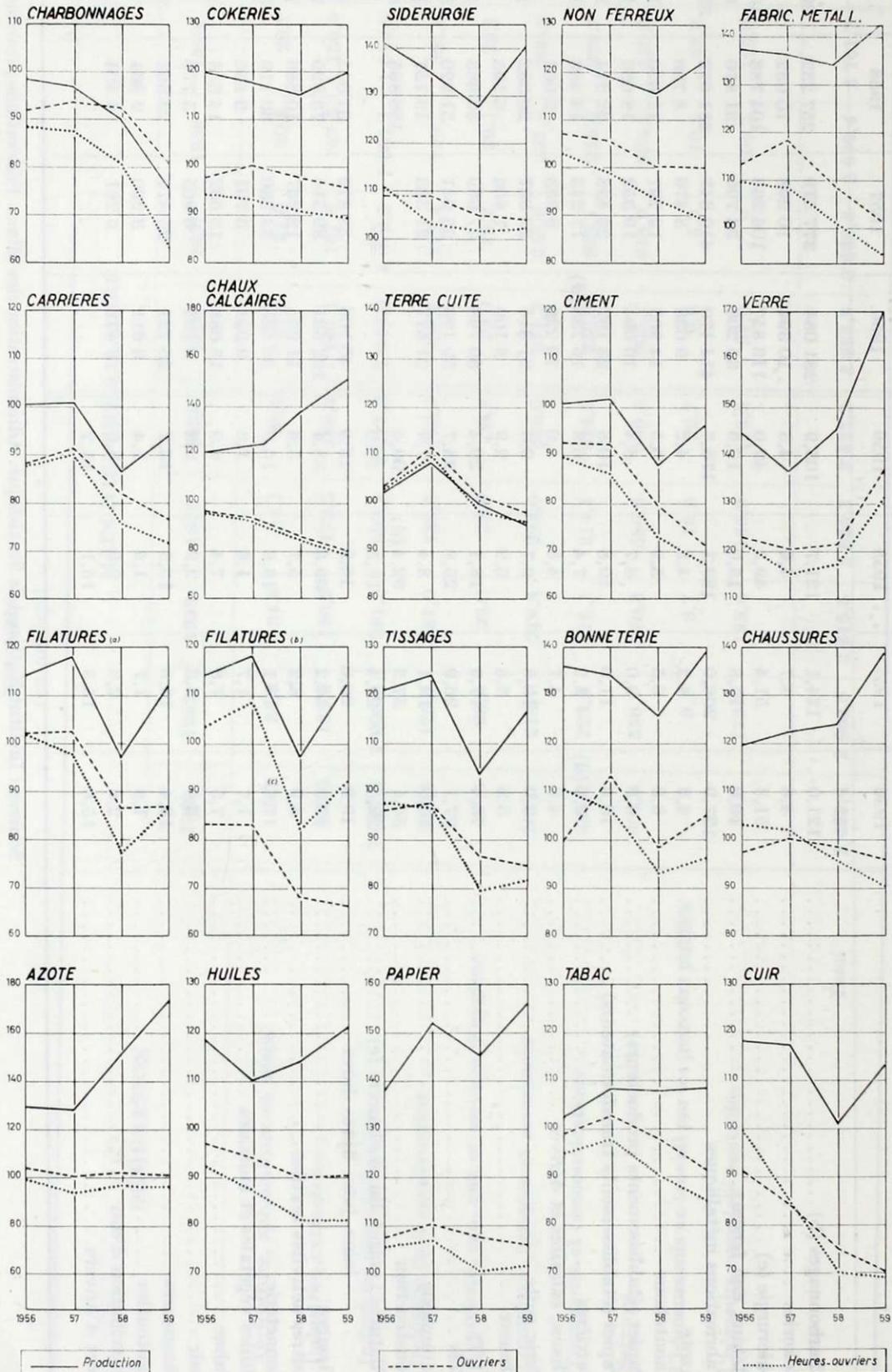
(d) Résultats non comparables à ceux des années précédentes par suite de l'augmentation du nombre de déclarants.

(e) Pour ces branches, nombre de brochures-heures de 1956 à 1959 : 6605, 6932, 5256 et 5892 millions.

Evolution comparée de la production, du personnel ouvrier et des heures-ouvriers prestées dans différentes industries

PRODUCTION, PERSONNEL OUVRIER ET HEURES-OUVRIERS

(1953 = 100)



a) laine cardée, laine peignée, jute filature et corderie de fibres dures  
 (b) coton fin, cardes trieuses, cocons, lin et chanvre.  
 (c) broches-heures.

### Nombre de journées perdues par suite de grèves

ANNÉE	Nombre de grèves	Nombre de journées perdues	Branches d'industrie où ont eu lieu les grèves les plus importantes
1951 .....	163	593 164	Mines de houille et industrie des métaux.
1952 .....	122	863 377	Mines de houille, industrie des métaux et industrie textile.
1953 .....	115	411 903	Mines de houille et industrie des métaux.
1954 .....	107	443 706	Industrie des métaux et industrie chimique.
1955 .....	143	1 001 769	Mines de houille, industrie des métaux, industrie chimique, industrie textile, ouvriers du port d'Anvers.
1956 .....	148	948 170	Mines de houille, industrie des métaux, briqueteries.
1957 (a) .....	114	2 993 738	Industrie des métaux et industrie du diamant.
1958 .....	43	293 767	Mines de houille, secteur gaz et électricité, tramways.
1959 .....	57	983 147	Mines de houille, frontaliers, réparateurs de navires

Source : Ministère du Travail.

(a) Non compris la grève générale dans la construction pour laquelle le nombre de journées perdues peut être estimé à 795.000.

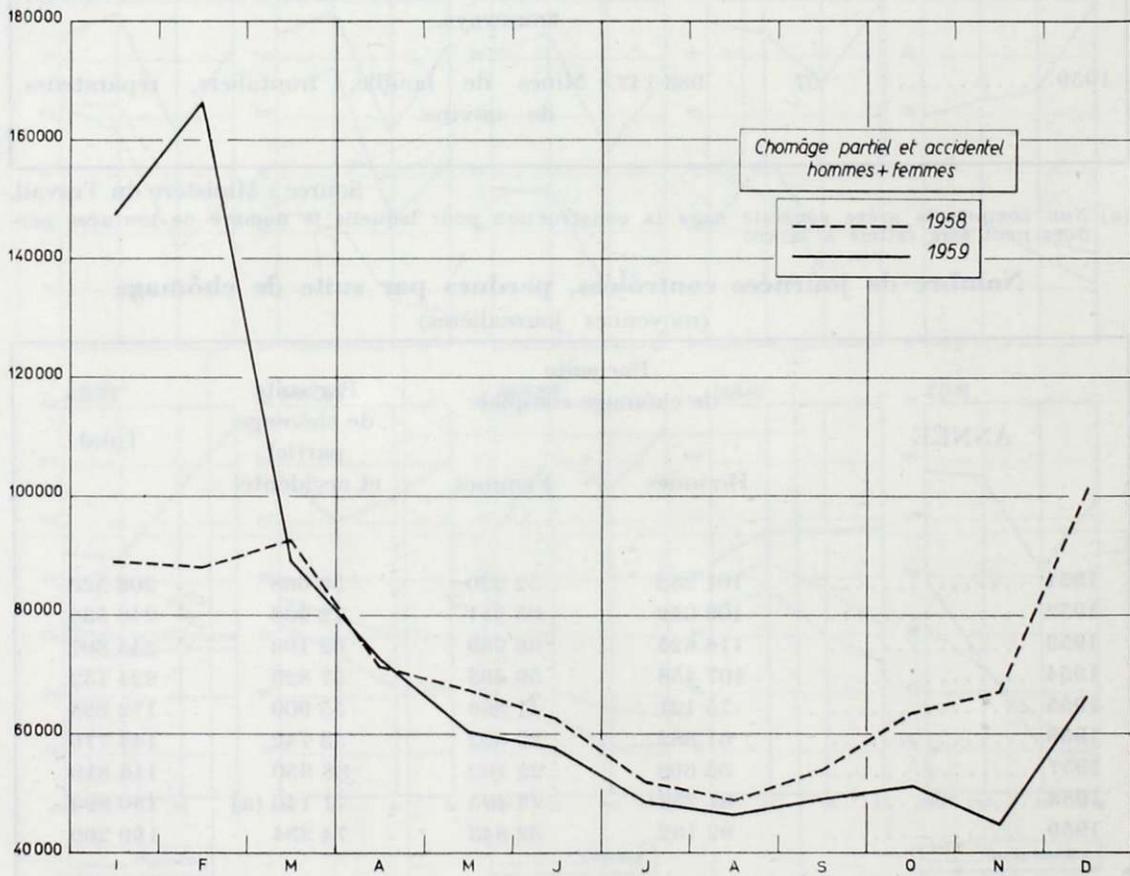
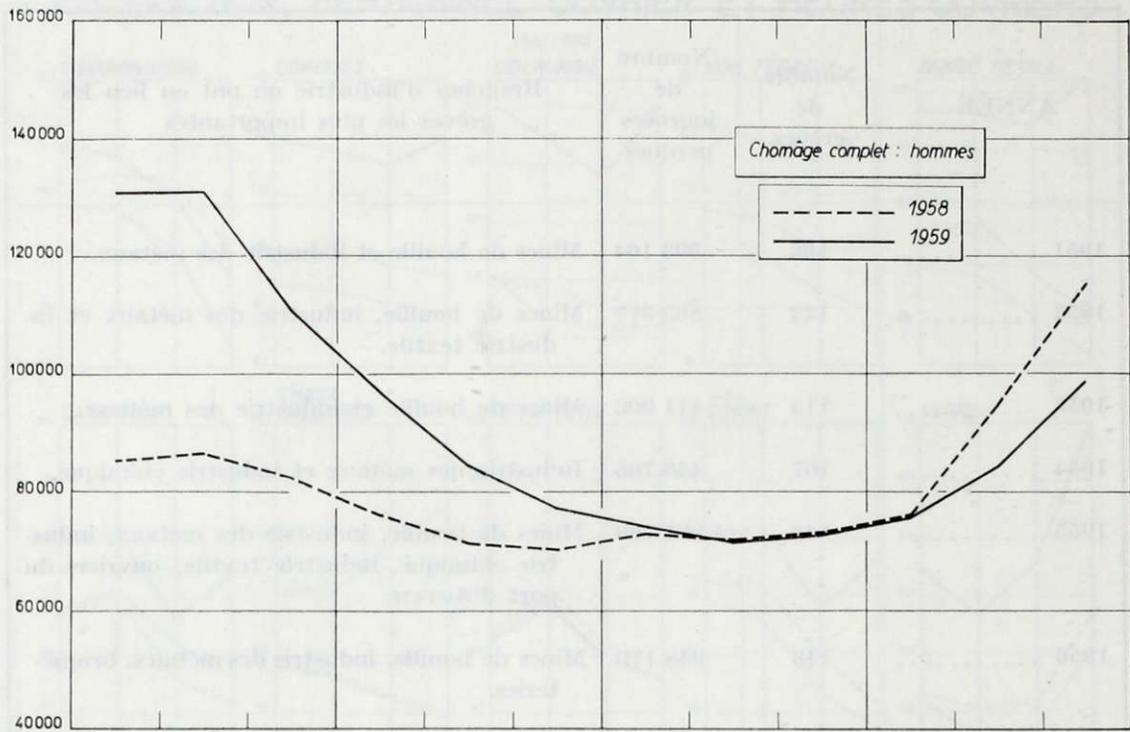
### Nombre de journées contrôlées, perdues par suite de chômage (moyennes journalières)

ANNÉE	Par suite de chômage complet		Par suite de chômage partiel et accidentel	Total
	Hommes	Femmes		
1951 .....	101 232	52 220	53 068	206 520
1952 .....	108 059	65 511	72 968	246 538
1953 .....	116 625	66 989	62 193	245 807
1954 .....	107 458	59 468	57 826	224 752
1955 .....	75 121	41 368	55 909	172 398
1956 .....	61 382	29 652	53 742	144 776
1957 .....	55 698	22 162	38 950	116 810
1958 .....	81 252	28 495	71 146 (a)	180 893
1959 .....	92 132	32 843	74 234	199 209

Source : Office National du Placement et du Chômage

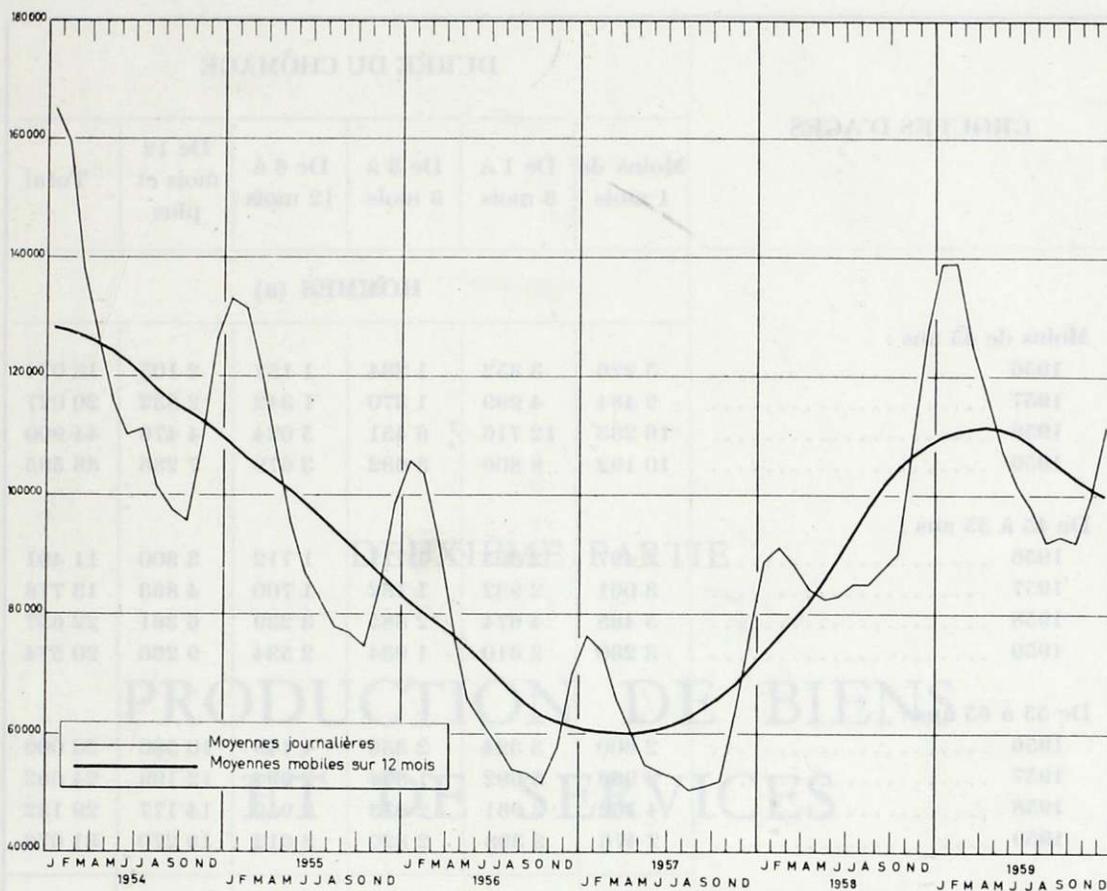
(a) Non compris le chômage accidentel de durée réduite, provoqué par les grèves dans les secteurs de gaz et de l'électricité.

**Evolution du chômage**  
**Journées perdues et contrôlées**  
(moyennes journalières)



Source : Office National du Placement et du Chômage.

## Réserve de la main-d'œuvre masculine (a)



Source : Office National du Placement et du Chômage.

(a) Chômeurs complets ainsi que ceux mis au travail par le secteur public.

## Répartition par province des chômeurs complets contrôlés

(moyennes journalières)

PROVINCE	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Anvers .....	45 226	44 345	38 606	25 618	18 215	16 356	24 855	26 483
Brabant .....	32 809	34 011	29 694	19 590	16 582	14 718	17 830	22 363
Flandre Occidentale .	30 558	31 741	28 729	22 126	16 505	12 908	17 802	20 355
Flandre Orientale....	38 583	39 426	36 189	27 197	21 405	16 312	24 551	25 677
Hainaut .....	12 348	15 200	15 095	9 732	7 461	6 493	8 774	11 610
Liège .....	6 502	9 436	9 468	6 218	5 278	5 324	8 427	10 332
Limbourg .....	4 872	5 929	5 581	3 652	3 514	3 672	4 972	5 565
Luxembourg .....	428	606	830	525	345	358	529	590
Namur .....	2 244	2 920	2 734	1 831	1 729	1 719	2 007	2 000
<b>Le Royaume ...</b>	<b>173 570</b>	<b>183 614</b>	<b>166 926</b>	<b>116 489</b>	<b>91 034</b>	<b>77 860</b>	<b>109 747</b>	<b>124 975</b>

Source : Office National du Placement et du Chômage.

**Répartition des chômeurs complets par groupe d'âges et durée**  
**En novembre 1956, 1957, 1958 et 1959**

GROUPES D'AGES	DURÉE DU CHÔMAGE					
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	De 12 mois et plus	Total
<b>HOMMES (a)</b>						
<b>Moins de 45 ans :</b>						
1956 .....	5 226	3 352	1 234	1 157	2 105	13 074
1957 .....	9 484	4 999	1 370	1 342	2 832	20 027
1958 .....	16 233	12 716	6 451	5 024	4 476	44 900
1959 .....	10 192	8 806	3 682	3 679	7 236	33 595
<b>De 45 à 55 ans :</b>						
1956 .....	2 497	2 305	1 177	1 712	3 800	11 491
1957 .....	3 061	2 932	1 182	1 700	4 863	13 778
1958 .....	5 498	4 674	2 885	3 239	6 361	22 657
1959 .....	3 230	3 610	1 934	2 534	9 266	20 574
<b>De 55 à 65 ans :</b>						
1956 .....	2 600	3 324	2 356	4 149	10 580	23 009
1957 .....	3 933	3 692	1 874	2 994	12 199	24 692
1958 .....	4 162	3 931	2 913	3 949	14 177	29 132
1959 .....	2 476	3 398	2 320	3 612	19 270	31 076
<i>Total en 1956 ...</i>	<b>10 123</b>	<b>8 976</b>	<b>4 757</b>	<b>7 013</b>	<b>16 705</b>	<b>47 574</b>
<i>Total en 1957 ...</i>	<b>16 498</b>	<b>11 623</b>	<b>4 426</b>	<b>6 036</b>	<b>19 916</b>	<b>58 497</b>
<i>Total en 1958 ...</i>	<b>25 893</b>	<b>21 321</b>	<b>12 249</b>	<b>12 212</b>	<b>25 014</b>	<b>96 689</b>
<i>Total en 1959 ...</i>	<b>15 898</b>	<b>15 814</b>	<b>7 936</b>	<b>9 825</b>	<b>35 772</b>	<b>85 245</b>
<b>FEMMES (a)</b>						
<b>Moins de 45 ans :</b>						
1956 .....	2 755	4 157	1 299	1 494	2 363	12 068
1957 .....	3 201	3 914	1 145	1 052	1 572	10 684
1958 .....	5 230	6 283	2 562	2 838	2 249	19 162
1959 .....	3 362	5 388	2 070	2 575	3 772	17 167
<b>De 45 à 60 ans :</b>						
1956 .....	802	1 953	908	1 329	6 546	11 538
1957 .....	1 065	2 107	989	1 183	5 775	11 119
1958 .....	1 624	2 544	1 360	2 068	6 272	13 869
1959 .....	961	2 391	1 191	1 889	7 902	14 334
<i>Total en 1956 ...</i>	<b>3 557</b>	<b>6 110</b>	<b>2 207</b>	<b>2 823</b>	<b>8 913</b>	<b>23 610</b>
<i>Total en 1957 ...</i>	<b>4 266</b>	<b>6 021</b>	<b>2 154</b>	<b>2 235</b>	<b>6 729</b>	<b>21 807</b>
<i>Total en 1958 ...</i>	<b>6 854</b>	<b>8 827</b>	<b>3 922</b>	<b>4 906</b>	<b>8 522</b>	<b>33 031</b>
<i>Total en 1959 ...</i>	<b>4 323</b>	<b>7 779</b>	<b>3 261</b>	<b>4 464</b>	<b>11 674</b>	<b>31 501</b>

Source : Office National du Placement et du Chômage.

(a) Non compris les chômeurs occupés par les communes et autres institutions publiques.

DEUXIÈME PARTIE

AGRICULTURE ET PÊCHE

PRODUCTION DE BIENS

*Agriculture*

*p. 23 à 29*

*Pêche*

ET DE SERVICES

*p. 30*

SÉRIE D'INDICATEURS	MOYENNES ANNUELLES					Total
	1950	1951	1952	1953	1954	
(a) PRODUCTION						
Produit brut	100000	105000	110000	115000	120000	550000
Produit net	95000	100000	105000	110000	115000	525000
Produit par habitant	1500	1550	1600	1650	1700	7900
(b) SERVICES						
Produit brut	100000	105000	110000	115000	120000	550000
Produit net	95000	100000	105000	110000	115000	525000
Produit par habitant	1500	1550	1600	1650	1700	7900
(c) PRODUCTIONS ET SERVICES						
Produit brut	200000	210000	220000	230000	240000	1100000
Produit net	190000	200000	210000	220000	230000	1050000
Produit par habitant	3000	3100	3200	3300	3400	15800
(d) ÉVALUATION EN MONNAIE NATIONALE						
Produit brut	1000000	1050000	1100000	1150000	1200000	5500000
Produit net	950000	1000000	1050000	1100000	1150000	5250000
Produit par habitant	15000	15500	16000	16500	17000	79000

Superficies cultivées  
 Récapitulatif des 15 ans 1902, 1904, 1907, 1908 et 1909  
 (en milliers d'hectares)

DÉSIGNATION	1902	1904	1907	1908	1909	1902-1909 en % de 1904 à 1909
Céréales	305,0	310,0	300,0	290,0	300,0	- 1
Légumineuses cultivées pour la paille	10,0	11,0	10,0	11,0	10,0	+ 4
Plantes industrielles	97,0	98,0	95,0	96,0	97,0	- 2
Plantes racines et tubercules						
Orchard	151,0	151,0	145,0	140,0	140,0	- 4
Pâturages verts	21,0		20,0	20,0	20,0	- 4
Prés et prairies	310,0		310,0	310,0	310,0	- 2
Cultures maraîchères	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	+ 2
Autres cultures	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	+ 11
Total général des						+ 1

## I AGRICULTURE ET PÊCHE

Source : Institut National de Statistique

<i>Agriculture</i> . . . . .	<i>p. 23 à 29</i>
<i>Pêche</i> . . . . .	<i>p. 30</i>

Céréales  
 Superficies cultivées  
 (en milliers d'hectares)

DÉSIGNATION	1902	1904	1907	1908	1909	1902-1909 en % de 1904 à 1909
Céréales principales	271,0	280,0	280,0	275,0	275,0	- 7
Orchard						
Prévisions d'hiver et alternant	27,0	27,0	27,0	27,0	27,0	- 12
Prévisions de printemps	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	+ 14
Orchard	70,0	70,0	70,0	70,0	70,0	- 1
Cultures intermédiaires	280,0	280,0	275,0	270,0	270,0	- 1
Orchard						
Prévisions d'hiver	27,0	27,0	27,0	27,0	27,0	+ 24
Prévisions de printemps	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	+ 12
Orchard	140,0	140,0	140,0	140,0	140,0	- 1
Total des céréales	508,0	517,0	512,0	507,0	507,0	- 1

Source : Institut National de Statistique



**Superficies cultivées**  
**Recensements des 15 mai 1955, 1956, 1957, 1958 et 1959**  
(en milliers d'hectares)

DÉSIGNATION	1955	1956	1957	1958	1959	Diffé- rence en % de 1958 à 1959
Céréales .....	505,6	513,8	518,2	536,1	531,0	— 1
Légumineuses cultivées pour la graine .....	12,8	14,4	13,0	11,6	12,0	+ 4
Plantes industrielles .....	97,6	99,5	92,2	93,8	88,8	— 5
Plantes racines et tuberculi- fères .....	151,6	151,3	144,9	140,6	142,8	+ 2
Fourrages verts .....	63,5	50,5	56,2	49,4	47,4	— 4
Prés et prairies .....	815,5	817,5	813,9	811,3	826,8	+ 2
Cultures maraîchères .....	29,4	29,1	29,9	29,4	30,8	+ 5
Autres cultures .....	54,5	53,5	50,3	49,3	54,9	+ 11
<i>Total général des cultures ...</i>	<b>1 730,6</b>	<b>1 729,6</b>	<b>1 718,6</b>	<b>1 721,5</b>	<b>1 734,5</b>	<b>+ 1</b>

Source : Institut National de Statistique.

**Céréales**  
**Superficies cultivées**  
(en milliers d'hectares)

DÉSIGNATION	1955	1956	1957	1958	1959	Diffé- rence en % de 1958 à 1959
<i>Céréales panifiables .....</i>	<b>271,6</b>	<b>260,2</b>	<b>280,4</b>	<b>295,9</b>	<b>274,8</b>	<b>— 7</b>
dont :						
Froment d'hiver et alternatif ..	171,1	102,2	161,6	185,7	162,6	— 12
Froment de printemps .....	20,1	85,6	46,2	33,6	38,3	+ 14
Seigle .....	73,5	68,2	65,7	68,7	65,7	— 4
<i>Céréales non panifiables .....</i>	<b>234,0</b>	<b>253,5</b>	<b>237,8</b>	<b>240,2</b>	<b>256,2</b>	<b>+ 7</b>
dont :						
Orge d'hiver .....	25,2	22,1	25,2	27,7	34,2	+ 24
Orge de printemps .....	56,6	68,6	61,0	67,2	75,7	+ 13
Avoine .....	149,0	157,6	148,3	142,0	142,1	—
<i>Total des céréales ...</i>	<b>505,6</b>	<b>513,8</b>	<b>518,2</b>	<b>536,1</b>	<b>531,0</b>	<b>— 1</b>

Source : Institut National de Statistique.

**Plantes industrielles**  
**Superficies cultivées**

DÉSIGNATION	1955	1956	1957	1958	1959	Diffé- rence en % de 1958 à 1959
En milliers d'hectares						
<i>Plantes industrielles de grande cultures :</i>						
Betteraves sucrières .....	57,4	61,6	62,4	66,0	64,3	— 3
Lin .....	35,4	34,0	25,9	23,8	20,9	— 12
En hectares						
<i>Plantes industrielles de moyenne et petite culture :</i>						
Chicorée à café .....	2 367	1 370	1 302	1 305	1 338	+ 3
Tabac .....	1 161	1 065	1 039	1 305	1 385	+ 6
Houblon .....	557	549	546	586	652	+ 11
Plantes oléagineuses .....	611	848	916	820	139	— 83

Source : Institut National de Statistique.

**Plantes racines et tuberculifères**  
**Superficies cultivées**  
(en milliers d'hectares)

DÉSIGNATION	1955	1956	1957	1958	1959	Diffé- rence en % de 1958 à 1959
Pommes de terre hâtives ....	6,4	6,7	6,2	7,3	7,9	+ 8
Pommes de terre mi-hâtives .	50,9	53,4	51,5	49,9	51,8	+ 4
Pommes de terre tardives ...	26,6	25,6	24,5	23,7	25,4	+ 7
Betteraves fourragères et mi-sucrières .....	66,2	64,1	61,4	58,4	56,4	— 3
Autres .....	1,4	1,4	1,3	1,3	1,3	—
<i>Total ...</i>	<b>151,6</b>	<b>151,3</b>	<b>144,9</b>	<b>140,6</b>	<b>142,8</b>	<b>+ 1</b>

Source : Institut National de Statistique.

## Evolution des rendements de certaines cultures

Production moyenne par hectare

(en quintaux métriques)

CULTURE	1955	1956	1957	1958	1959	Différence en % de 1958 à 1959
Froment d'hiver .....	38,4	32,2	37,2	36,2	41,0	+ 13,3
Froment de printemps.....	28,6	31,3	32,4	31,7	33,0	+ 4,1
Seigle .....	29,9	28,8	28,9	29,1	29,6	+ 1,7
Escourgeon .....	36,5	31,1	36,5	35,7	40,5	+ 13,4
Orge .....	33,3	32,0	33,4	32,6	34,4	+ 5,5
Avoine .....	32,3	30,7	30,6	31,2	30,1	- 3,5
Maïs cultivé pour la graine ..	49,5	42,8	48,0	46,0	43,1	- 6,3
Pois secs.....	32,1	26,6	30,9	27,6	32,1	+ 16,3
Betteraves sucrières .....	391,3	357,8	398,1	429,0	231,0	- 46,2
Lin (paille).....	70,4	62,9	63,9	65,8	53,9	- 18,1
Chicorée à café .....	401,1	390,6	393,8	428,0	331,5	- 22,5
Pommes de terre tardives ...	264,0	251,9	264,4	235,8	186,7	- 20,2
Pommes de terre mi-hâtives .	265,5	231,3	250,7	240,5	168,7	- 29,9
Pommes de terre hâtives....	201,2	225,5	168,7	211,2	148,8	- 29,5
Betteraves fourragères .....	795,1	733,7	807,9	843,2	412,3	- 51,1
Trèfle incarnat (vert) .....	240,5	191,6	204,4	256,8	282,5	+ 10,0
Trèfle ordinaire (foin) .....	48,3	40,0	48,3	49,2	51,2	+ 4,1
Luzerne (foin) .....	54,4	53,5	53,3	54,8	54,6	- 0,4
Foin de prairies permanentes	44,7	39,5	42,4	45,9	41,8	- 8,9

Source : Institut National de Statistique.

## Production agricole

(en milliers de quintaux métriques)

CULTURE	1955	1956	1957	1958	1959
Froment d'hiver .....	6 568	3 286	6 012	6 721	6 667
Froment de printemps .....	576	2 679	1 497	1 064	1 266
Seigle .....	2 198	1 964	1 900	1 999	1 945
Escourgeon .....	921	688	919	989	1 387
Orge .....	1 884	2 194	2 038	2 191	2 604
Avoine .....	4 811	4 839	4 539	4 429	4 277
Maïs cultivé pour la graine .....	85	67	44	12	24
Pois secs .....	306	266	286	210	237
Betteraves sucrières .....	22 459	22 035	24 857	28 320	1 485
Lin (paille) .....	2 494	2 140	1 655	1 564	1 128
Chicorée à café .....	949	535	513	559	444
Pommes de terre tardives .....	7 033	6 455	6 480	5 589	4 757
Pommes de terre mi-hâtives .....	13 526	12 363	12 913	12 009	8 738
Pommes de terre hâtives .....	1 283	1 521	1 042	1 538	1 170
Betteraves fourragères .....	52 645	47 013	49 618	49 218	23 241
Trèfles (verts) .....	578	320	362	433	644

Source : Institut National de Statistique.

## Matériel agricole

(unités)

ANNÉE	Tracteurs	Moissonneuses lieuses	Machines à traire
1955 .....	24 500	31 739	19 380
1956 .....	29 542	35 600	22 179
1957 .....	33 919	37 193	24 602
1958 (a) .....	37 189	37 226	26 852
1959 (b) .....	..	..	..

Source : Institut National de Statistique.

(a) Données rectifiées.

(b) Les données pour 1959 ne sont pas disponibles. Pour 1960 elles s'établissent comme suit : 44.171, 39.013 et 32.406.

## Cheptel

(en milliers d'unités)

CATÉGORIE D'ANIMAUX	1 <sup>er</sup> janvier 1956	1 <sup>er</sup> janvier 1957	1 <sup>er</sup> janvier 1958	1 <sup>er</sup> janvier 1959	1 <sup>er</sup> janvier 1960
Chevaux agricoles .....	184,6	177,5	171,6	164,9	155,8
Bovidés :					
Vaches laitières (exclusivement) .	948,5	948,6	951,1	962,0	989,9
Vaches laitières et de trait .....	26,5	23,0	17,2	14,1	13,0
Autres bovidés .....	1 267,4	1 328,4	1 400,1	1 446,0	1 492,2
<i>Total des bovidés...</i>	2 242,3	2 299,9	2 368,4	2 422,1	2 495,1
Porcs .....	1 441,4	1 370,4	1 225,1	1 267,2	1 479,6

Source : Institut National de Statistique.

## Production nette de viande indigène

(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Viande bovine	Viande porcine (a)	Viande chevaline	Viande ovine	Total
1951 .....	142,7	163,7	12,0	2,7	321,0
1954 .....	171,8	176,2	16,7	2,7	367,4
1955 .....	182,3	184,0	10,7	2,4	379,4
1956 .....	171,4	207,2	7,6	2,2	388,5
1957 .....	169,2	203,3	8,9	2,1	383,5
1958 .....	196,0	201,3	9,4	2,1	408,7
1959 .....	201,6	204,4	12,0	2,2	420,2

(a) A l'exclusion des abattages à la ferme non déclarés.

Source : Ministère de l'Agriculture.

### Consommation de viande

(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Viande bovine	Viande porcine (a)	Viande chevaline	Viande ovine	Total
1951 .....	157,9	149,4	30,0	3,6	341,0
1954 .....	177,2	166,1	31,9	4,2	379,3
1955 .....	184,2	173,2	27,4	3,6	388,4
1956 .....	182,1	191,2	25,3	3,4	401,9
1957 .....	181,9	199,0	24,7	4,0	409,6
1958 .....	194,6	194,9	24,9	4,1	418,5
1959 .....	200,0	196,7	27,5	4,1	428,3

Source : Ministère de l'Agriculture.

(a) A l'exclusion des abattages à la ferme non déclarés.

### Solde d'importations et d'exportations de viande (a)

(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Viande bovine	Viande porcine	Viande chevaline	Viande ovine	Total
1951 .....	- 15,3	+ 14,2	- 18,0	- 1,0	- 20,0
1954 .....	- 5,3	+ 10,1	- 15,2	- 1,5	- 11,9
1955 .....	- 1,9	+ 10,8	- 16,7	- 1,2	- 9,0
1956 .....	- 10,6	+ 16,7	- 17,8	- 1,1	- 12,8
1957 .....	- 12,7	+ 4,3	- 15,8	- 1,9	- 26,1
1958 .....	+ 1,3	+ 6,4	- 15,5	- 2,0	- 9,8
1959 .....	+ 1,5	+ 7,7	- 15,4	- 1,8	- 8,0

Source : Ministère de l'Agriculture.

(a) Y compris les animaux sur pied en poids abattu.  
Importations (-); exportations (+).

### Beurre

(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1951	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Production .....	72,5	91,0	90,8	89,2	89,3	89,9	86,3
Solde d'importations ou d'exportations (U.E.B.L.) (a) .....	-19,9	-7,8	-9,4	-5,8	-6,1	+4,7	-3,7

Sources : Ministère de l'Agriculture.

Institut National de Statistique.

(a) Importations (-); exportations (+).

### Importations et exportations de produits agricoles (a)

ANNÉE	Produits animaux		Produits de grandes cultures		Produits horticoles		Total	
	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)
	<b>IMPORTATIONS</b>							
1951	134,9	4 217,5	2 521,1	9 923,5	297,2	2 256,4	2 953,3	16 397,4
1954	106,5	3 071,0	2 703,7	8 928,9	267,4	2 155,6	3 077,6	14 155,2
1955	105,5	3 217,3	2 174,2	7 485,4	287,6	2 283,2	2 567,8	12 985,9
1956	113,3	3 211,2	2 376,8	8 774,3	277,1	2 521,3	2 767,2	14 506,7
1957	113,3	3 301,1	2 331,4	7 952,8	321,9	3 019,1	2 766,5	14 273,0
1958	101,5	2 623,4	2 434,4	7 498,5	318,8	2 836,6	2 854,7	12 958,5
1959	107,8	2 905,2	2 598,7	8 187,4	386,6	2 997,9	3 093,2	14 090,6
<b>EXPORTATIONS</b>								
1951	36,2	853,8	218,3	887,6	93,4	756,7	347,9	2 498,1
1954	87,3	757,7	146,1	612,9	111,6	1 014,0	345,1	2 434,6
1955	72,9	651,6	355,3	846,9	119,5	1 111,5	547,7	2 610,0
1956	66,0	958,7	288,2	1 021,8	107,2	1 388,0	461,4	3 368,5
1957	57,4	931,4	178,5	735,5	90,6	1 198,6	326,5	2 865,5
1958	75,6	1 442,8	581,1	1 563,2	111,8	1 372,8	768,5	4 378,8
1959	74,3	1 412,3	357,9	1 334,4	137,9	1 503,4	570,1	4 250,0

Source : Institut National de Statistique.

(a) Le tableau ci-dessus comprend les chapitres 1, 2 et 4 de la section I et les chapitres 6, 7, 8, 10 ainsi qu'une partie du chapitre 12 de la section II du tarif Benelux. Il comprend en outre le n° 541a (lin brut). Sont donc exclus de ce tableau les poissons, ainsi que les produits exotiques qui n'entrent pas en concurrence avec une production belge similaire.

## Importations et exportations de produits horticoles

ANNÉE	Légumes (a)		Fruits comestibles		Plantes vivantes et produits de la floriculture	
	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)
<b>IMPORTATIONS</b>						
1951.....	63,9	348,8	228,6	1 789,0	4,8	118,6
1954.....	54,4	362,3	206,9	1 645,5	6,1	147,8
1955.....	58,9	396,4	223,2	1 738,7	5,5	148,1
1956.....	52,8	449,1	218,3	1 904,6	6,0	167,6
1957.....	52,9	432,1	262,2	2 382,2	6,6	204,7
1958.....	55,3	447,7	255,4	2 187,4	8,0	201,6
1959.....	116,3	682,2	263,5	2 118,6	6,8	197,1
<b>EXPORTATIONS</b>						
1951.....	41,5	297,7	43,8	240,5	8,2	218,4
1954.....	39,6	438,5	60,9	245,8	11,0	329,8
1955.....	41,2	422,8	65,8	340,5	11,5	348,2
1956.....	51,5	690,8	42,7	297,9	13,0	399,3
1957.....	52,3	476,4	24,6	285,4	13,7	436,8
1958.....	52,8	563,1	43,5	335,7	15,5	474,0
1959.....	62,5	602,2	58,1	380,6	17,3	520,6

Source : Institut National de Statistique.

(a) A l'exclusion des légumes à cosse secs.

### Arrivages de poissons

#### Quantité

(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Poissons de fond	Poissons pélagiques	Crustacés et mollusques	Total
1951 .....	38,3	10,6	2,6	51,5
1954 .....	40,5	18,7	2,2	61,4
1955 .....	45,3	21,3	2,9	69,5
1956 .....	44,2	10,5	3,8	58,5
1957 .....	42,9	4,7	1,9	49,6
1958 .....	43,9	4,2	1,9	50,1
1959 .....	38,8	4,8	2,3	45,9

Source : Institut National de Statistique.

### Arrivages de poissons

#### Valeur

(en millions de francs)

ANNÉE	Poissons de fond	Poissons pélagiques	Crustacés et mollusques	Total
1951 .....	386,2	42,2	54,3	482,8
1954 .....	405,6	54,2	49,7	509,4
1955 .....	427,6	75,2	59,3	562,1
1956 .....	429,5	47,6	80,7	557,8
1957 .....	424,8	19,2	48,4	492,4
1958 .....	454,8	21,8	34,4	511,1
1959 .....	422,6	22,6	45,7	490,9

Source : Institut National de Statistique

### Importations et exportations de poissons, crustacés et mollusques (a)

ANNÉE	Importations		Exportations	
	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)
1951 .....	51,0	392	5,8	91
1954 .....	51,9	476	16,3	141
1955 .....	51,7	528	18,5	183
1956 .....	57,5	604	14,4	227
1957 .....	62,9	695	12,2	208
1958 .....	65,6	796	15,1	272
1959 .....	62,7	786	10,8	197

Source : Institut national de Statistique.

(a) Ce tableau comprend le chapitre III de la section I du tarif Benelux.

## II

# INDUSTRIE

<i>Activité industrielle générale</i> . . . . .	p. 33 à 39
<i>Energie et activités connexes</i>	
— Combustibles solides . . . . .	p. 40 à 45
— Electricité . . . . .	p. 46
— Gaz de charbon . . . . .	p. 47 et 48
— Pétroles . . . . .	p. 49
— Bilan énergétique . . . . .	p. 50 à 53
<i>Industrie des métaux</i>	
— Sidérurgie . . . . .	p. 54 à 56
— Industrie des métaux non ferreux . . . . .	p. 57 à 60
— Industrie des fabrications métalliques . . . . .	p. 61 à 70
<i>Industrie chimique</i> . . . . .	p. 71 à 74
<i>Industrie du papier</i> . . . . .	p. 75 et 76
<i>Industrie de la construction, des matériaux de construction et secteurs connexes</i> . . . . .	p. 77 à 81
<i>Industrie textile</i>	
— Aperçu général . . . . .	p. 82 à 87
— Aperçu par secteur . . . . .	p. 88 à 90
<i>Industries alimentaires et fabrications connexes</i> . . . . .	p. 91 à 94
<i>Industrie diamantaire</i> . . . . .	p. 94
<i>Industries diverses</i>	
— Peaux, cuirs et chaussures . . . . .	p. 95 et 96
— Industrie du tabac . . . . .	p. 96 et 97
— Industrie transformatrice du bois . . . . .	p. 98 et 99
<i>Approvisionnement en eau</i> . . . . .	p. 100 et 101

INDUSTRIE

INDUSTRIE	Produit	Quantité	Valeur
INDUSTRIE	Produit A	1000	1000
	Produit B	2000	2000
	Produit C	3000	3000
	Produit D	4000	4000
	Produit E	5000	5000
	Produit F	6000	6000
	Produit G	7000	7000
	Produit H	8000	8000
	Produit I	9000	9000
	Produit J	10000	10000

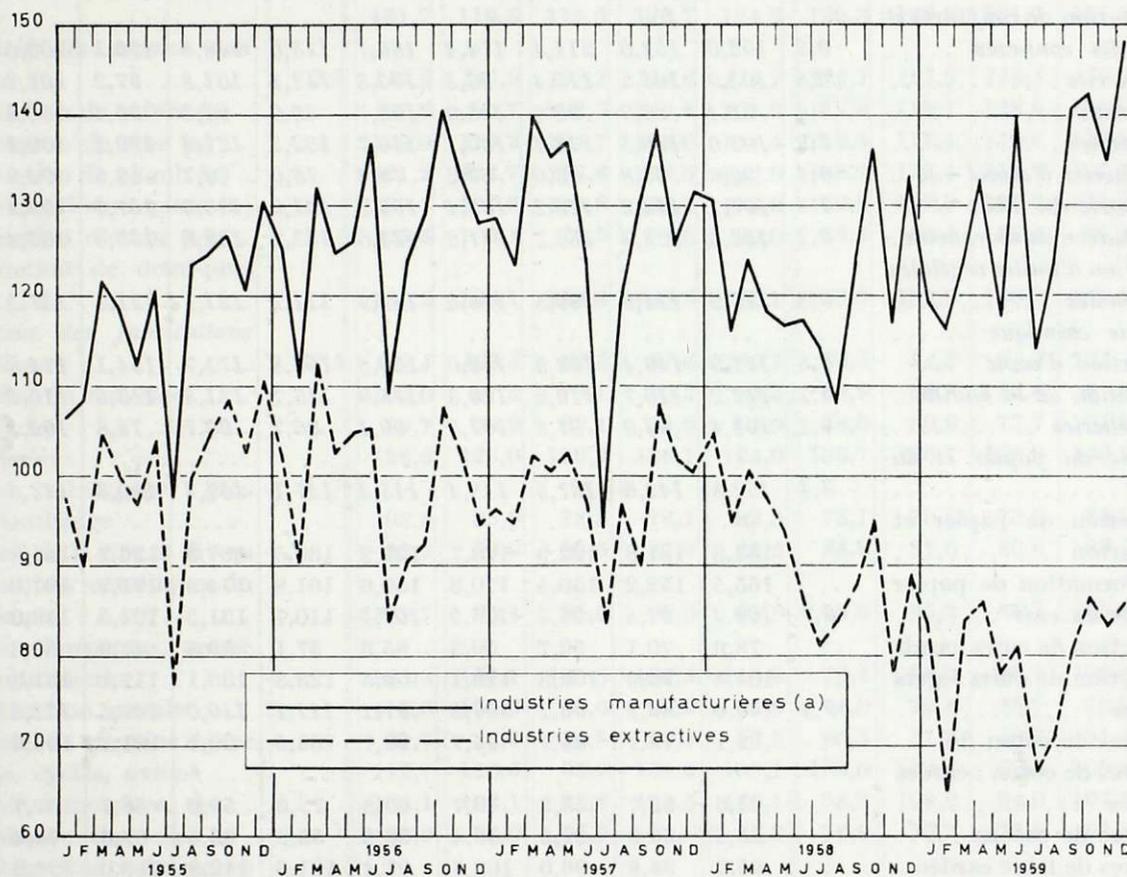
INDUSTRIE

## Evolution de l'activité industrielle

(Différence par rapport à la période correspondante de l'année précédente, en pour-cent)

PÉRIODE	Indice I.N.S. (1953 = 100)			Indice I.N.S. amendé (1953 = 100) (a)		
	Indus-tries extrac-tives	Indus-tries manu-factu-rières	Indice général	Indus-tries extrac-tives	Indus-tries manu-factu-rières	Indice général
1955 .....	+ 2,9	+ 6,7	+ 5,8	+ 2,9	+ 12,4	+ 9,4
1956 .....	- 0,5	+ 6,6	+ 5,2	- 0,5	+ 7,6	+ 6,0
1957 .....	- 1,3	+ 0,4	+ 0,1	- 1,3	+ 0,6	+ 0,2
1958 .....	- 6,6	- 6,4	- 6,4	- 6,6	- 4,7	- 5,0
1959 .....	- 13,1	+ 3,6	+ 0,4	- 13,1	+ 6,9	+ 3,4
1959 : 1 <sup>er</sup> trimestre .....	- 22,8	- 3,1	- 6,9	- 22,8	- 3,2	- 6,8
2 <sup>e</sup> trimestre .....	- 12,2	+ 5,2	+ 1,9	- 12,2	+ 10,8	+ 6,6
3 <sup>e</sup> trimestre .....	- 13,7	+ 5,0	+ 1,6	- 13,7	+ 9,3	+ 5,5
4 <sup>e</sup> trimestre .....	- 2,7	+ 7,5	+ 5,7	- 2,7	+ 10,8	+ 8,7

(1953 = 100)



(a) L'indice partiel de l'industrie des fabrications métalliques que l'I.N.S. calcule à partir des heures de travail y est remplacé par un indice des quantités expédiées pondéré selon le nombre d'ouvriers employés en 1953 dans chacune des sections.

Sources : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

**Indices annuels et trimestriels de l'activité industrielle (1953 = 100)**

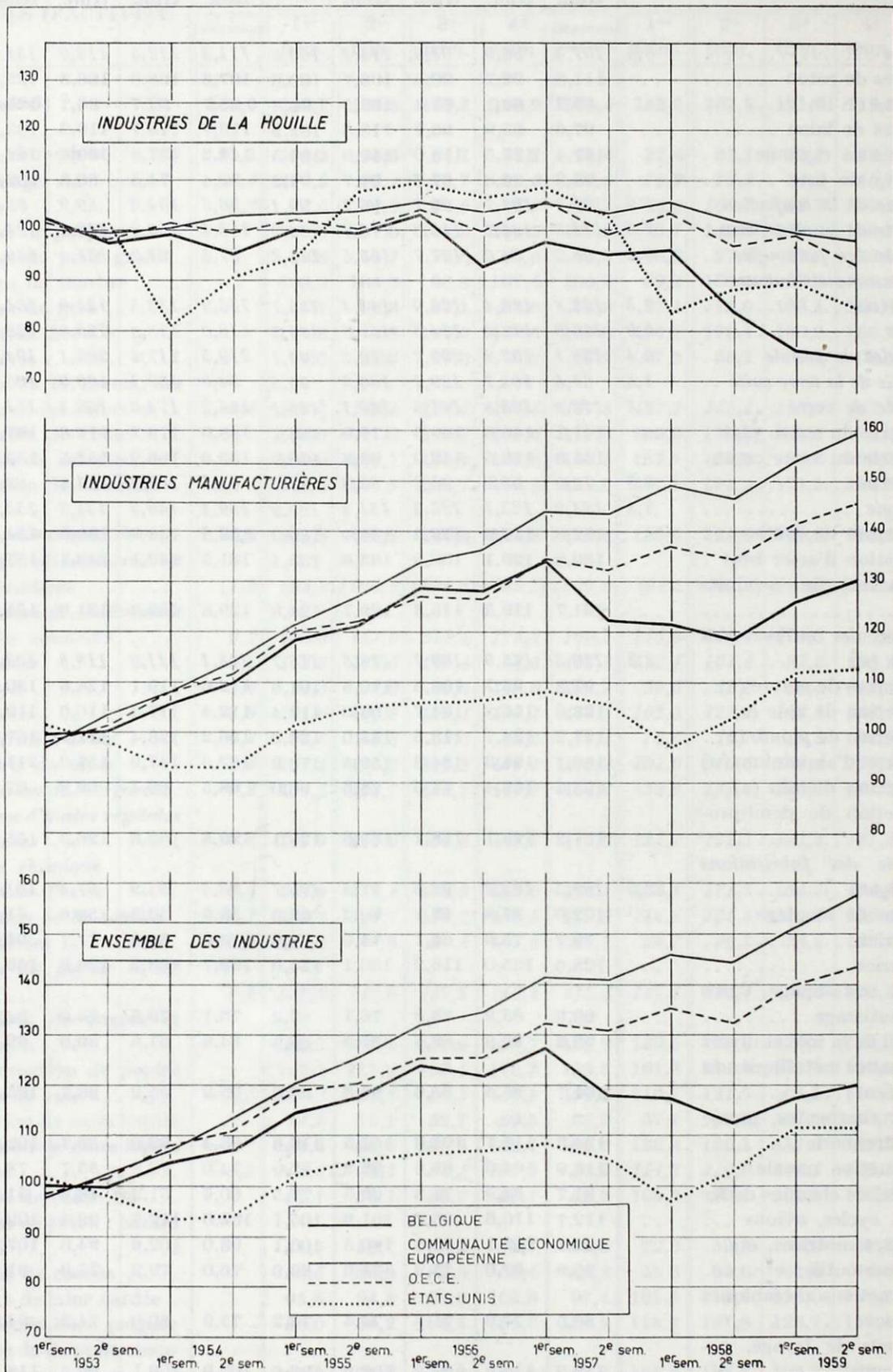
BRANCHE D'ACTIVITÉ	Coeff. de pondération	1958					1959				
		1 <sup>er</sup> trim.	2 <sup>e</sup> trim.	3 <sup>e</sup> trim.	4 <sup>e</sup> trim.	Moyenne annuelle	1 <sup>er</sup> trim.	2 <sup>e</sup> trim.	3 <sup>e</sup> trim.	4 <sup>e</sup> trim.	Moyenne annuelle
<b>Indice général</b> .....	<b>100,0</b>	<b>110,7</b>	<b>105,5</b>	<b>100,2</b>	<b>108,9</b>	<b>106,4</b>	<b>103,0</b>	<b>107,5</b>	<b>101,8</b>	<b>115,0</b>	<b>106,8</b>
<b>Industries extractives</b> .....	<b>21,5</b>	<b>100,3</b>	<b>93,0</b>	<b>84,7</b>	<b>87,7</b>	<b>91,4</b>	<b>77,4</b>	<b>81,7</b>	<b>73,1</b>	<b>85,3</b>	<b>79,4</b>
Charbonnages .....	90,4	101,3	91,1	81,7	86,0	90,0	75,9	77,3	68,9	80,7	75,7
Carrières .....	6,2	73,6	93,3	90,0	87,9	86,2	72,8	105,1	85,8	110,1	93,5
Carrières de porphyre ...	..	107,8	157,0	138,3	116,5	129,9	79,7	140,8	146,2	159,7	131,6
Carrières de petit granit.	..	49,3	54,7	58,6	60,6	55,8	60,6	77,6	32,2	78,0	62,1
Carrières de marbre ....	..	109,3	104,8	96,8	107,4	104,6	99,2	100,1	92,2	111,4	100,7
Carrières de grès .....	..	47,7	86,3	87,1	82,6	75,9	57,4	113,0	106,1	106,4	95,7
Production de sable .....	..	114,8	145,8	149,9	150,6	140,3	116,1	179,1	180,9	186,7	165,7
Ardoisières .....	..	71,5	68,3	57,3	73,9	67,7	67,9	65,7	60,1	68,8	65,6
Industrie de la chaux, des calcaires et des dolomies ..	3,4	122,1	143,1	154,6	131,4	137,8	127,1	155,2	159,4	162,9	151,2
Production de chaux ...	..	126,9	111,0	112,7	118,6	117,8	109,3	113,3	121,2	128,3	118,0
Carrières de calcaires ...	..	110,0	158,7	184,4	132,6	146,4	137,7	182,6	185,2	183,7	172,3
Production de dolomies ..	..	148,6	167,5	162,7	159,3	159,5	137,1	171,2	171,1	181,9	165,3
<b>Industries manufacturières</b> ..	<b>78,5</b>	<b>113,5</b>	<b>108,9</b>	<b>104,4</b>	<b>114,6</b>	<b>110,4</b>	<b>110,0</b>	<b>114,6</b>	<b>109,6</b>	<b>123,2</b>	<b>114,4</b>
Industries alimentaires et des stimulants .....	(7,9)	(94,8)	(103,5)	(105,3)	(135,3)	(109,7)	(94,5)	(107,7)	(106,9)	(117,4)	(106,6)
Production de confitures et produits connexes .....	0,2	103,0	151,0	214,4	174,4	160,7	115,6	148,4	176,3	106,5	136,7
Meuneries .....	0,8	103,9	105,5	115,4	96,3	105,3	112,1	101,8	97,2	108,2	104,8
Sucreries .....	1,0	34,4	22,9	29,6	348,0	108,7	36,0	23,3	26,4	182,8	67,1
Brasseries .....	3,9	104,0	120,5	118,4	100,1	110,7	102,3	127,4	129,1	106,1	116,2
Distilleries d'alcool .....	0,4	92,6	68,8	63,0	89,2	78,4	76,6	70,7	59,5	94,9	75,4
Industrie du tabac .....	1,4	101,1	112,2	110,2	109,4	108,2	101,0	116,5	107,4	109,1	108,5
Production de margarine ..	0,2	132,3	128,7	130,2	147,2	134,6	133,2	139,8	136,8	161,4	142,8
Production d'huiles végétales et animales .....	0,3	115,9	114,9	109,5	115,5	113,9	111,7	121,1	121,2	137,3	122,8
Industrie chimique .....	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Production d'azote .....	0,8	141,9	149,4	152,9	159,0	150,8	165,8	171,7	154,1	174,6	166,5
Distillation de la houille ..	0,1	122,2	110,7	110,2	120,5	115,9	116,7	121,8	116,5	110,4	116,4
Allumetteries .....	0,2	108,4	94,9	91,3	101,8	99,1	96,7	90,7	78,6	103,5	92,4
Industrie du papier et du carton .....	3,4	152,8	142,6	137,5	148,4	145,3	147,1	157,4	150,3	172,4	156,8
Production de papier et de carton .....	..	138,3	131,8	122,9	123,7	129,2	130,5	137,8	126,2	144,6	134,8
Transformation de papier ..	..	165,5	152,2	150,4	170,3	159,6	161,8	174,8	171,7	197,0	176,3
Industrie du cuir .....	0,7	100,4	91,8	96,5	115,9	101,1	110,7	121,5	104,5	116,0	113,2
Production de cuirs lourds ..	..	78,9	70,1	52,7	59,5	65,3	57,1	59,5	47,9	50,3	53,7
Production de cuirs légers ..	..	105,4	96,9	106,8	129,1	109,5	123,3	136,1	117,7	131,3	127,1
Filatures .....	9,3	100,0	88,1	93,1	107,3	97,1	111,1	110,0	107,5	121,3	112,5
Filatures de coton fin ...	..	99,1	78,1	89,7	95,7	90,7	108,5	99,1	101,1	109,6	104,6
Filatures de coton : cardes fileuses .....	..	71,6	59,7	58,2	72,7	65,5	72,3	59,6	58,8	67,7	64,6
Filatures de cocons .....	..	88,5	56,9	62,5	59,4	66,8	55,6	63,6	67,6	74,4	65,3
Filatures de laine cardée ..	..	95,3	94,8	96,0	103,6	97,4	101,6	112,8	113,0	124,2	112,9
Filatures de laine peignée ..	..	90,0	94,2	103,5	131,6	104,8	118,3	131,8	126,7	157,4	133,6
Filatures de lin et de chanvre .....	..	103,9	77,7	76,2	92,7	87,6	105,8	105,4	103,7	128,4	110,8
Filatures de jute .....	..	105,2	99,6	94,4	110,0	102,3	114,9	108,3	100,7	117,4	110,3
Filatures et corderies de fibres dures .....	..	216,5	236,3	214,0	236,1	225,7	248,0	246,4	210,7	229,3	233,6
Production de rayonne ..	..	104,7	93,8	86,1	112,4	99,3	106,2	104,5	92,9	113,7	104,3
Bonneterie .....	3,0	115,7	114,9	129,6	143,2	125,9	131,6	130,5	136,1	157,6	139,0

**Indices annuels et trimestriels de l'activité industrielle (1953 = 100) (suite)**

BRANCHE D'ACTIVITÉ	Coeff. de pondération	1958					1959				
		1 <sup>er</sup> trim.	2 <sup>e</sup> trim.	3 <sup>e</sup> trim.	4 <sup>e</sup> trim.	Moyenne annuelle	1 <sup>er</sup> trim.	2 <sup>e</sup> trim.	3 <sup>e</sup> trim.	4 <sup>e</sup> trim.	Moyenne annuelle
<i>Tissages</i> .....	8,5	107,4	96,9	94,9	115,4	103,6	111,3	112,5	112,0	131,0	116,7
Tissages de coton .....	..	111,3	92,7	90,5	108,7	100,8	107,3	108,6	106,5	125,9	112,1
Tissages de lin .....	..	89,2	89,1	82,4	102,5	90,8	92,7	92,7	96,7	124,0	101,5
Tissages de laine .....	..	97,6	95,9	96,7	118,5	102,2	113,7	118,1	119,2	133,3	121,1
Tissages de rayonne ....	..	147,4	125,5	116,0	149,0	134,5	144,2	137,8	130,6	162,7	143,8
Tissages de jute .....	..	95,3	89,3	87,3	92,7	91,2	82,4	74,5	80,8	102,5	85,0
<i>Industrie de la confection</i> ..	7,0	105,1	104,7	90,2	96,2	99,1	96,5	104,0	89,9	98,3	97,2
<i>Industrie de la chaussure</i> ..	2,6	144,8	125,2	110,3	116,4	124,2	153,4	150,2	126,0	127,1	139,2
<i>Industrie des pantoufles</i> ..	0,3	93,2	84,6	127,7	155,5	115,2	97,5	91,2	131,4	156,3	119,1
<i>Producteurs-distributeurs</i>											
<i>d'électricité</i> .....	2,3	146,8	126,4	125,0	144,4	135,7	143,9	133,5	131,0	164,5	143,2
<i>Cokeries</i> .....	0,9	116,6	112,4	114,3	117,8	115,3	116,0	118,8	118,0	126,6	119,8
<i>Raffineries de pétrole</i> .....	0,4	198,1	192,2	209,2	219,2	204,7	219,5	217,4	205,1	194,7	209,2
<i>Industrie de la terre cuite</i> ..	1,8	61,5	103,7	129,1	103,5	99,5	54,6	102,1	120,0	106,6	95,8
<i>Industrie de verre</i> .....	2,8	142,9	155,8	141,5	140,1	145,1	165,2	174,0	168,3	171,7	169,8
Industrie du verre plat ..	..	141,1	140,8	140,5	170,0	148,1	188,0	179,2	179,6	197,6	186,1
Industrie du verre creux ..	..	145,3	176,5	142,9	98,8	140,9	133,6	166,9	152,5	136,1	147,3
<i>Cimenteries</i> .....	0,8	74,0	95,9	95,2	85,9	87,7	64,5	108,9	111,2	99,3	96,0
<i>Sidérurgie</i> .....	8,8	134,0	123,1	123,3	131,4	127,9	130,4	140,3	135,8	153,6	140,0
Production de fonte ....	..	132,8	126,9	129,4	134,4	130,9	132,5	138,9	139,6	154,8	141,5
Production d'acier brut ..	..	139,8	129,1	130,9	133,6	133,4	131,5	142,1	142,7	157,9	143,5
Production de produits finis .....	..	131,7	119,5	118,3	129,7	124,8	129,3	139,8	131,9	151,4	138,1
<i>Industrie des métaux non ferreux (a)</i> .....	2,8	119,3	115,9	109,1	118,6	115,7	118,1	121,9	118,8	129,7	122,1
Production de cuivre (a) ..	..	97,3	95,7	102,5	110,8	101,6	112,6	119,1	128,6	130,0	122,6
Production de zinc (a) ..	..	123,6	116,2	104,7	105,0	112,4	112,4	117,4	110,6	119,1	114,9
Production de plomb (a) ..	..	121,2	124,7	113,6	132,0	122,9	136,2	123,4	111,7	107,3	119,6
Product. d'aluminium (a) ..	..	180,1	191,3	184,8	159,4	178,9	162,6	147,9	157,2	211,2	169,7
Production d'étain (a) ..	..	125,4	109,4	74,5	74,6	96,0	68,5	69,4	62,3	67,4	66,9
Production de demi-produits .....	..	131,2	128,1	118,4	138,6	129,1	123,5	132,3	126,3	155,8	134,5
<i>Industrie des fabrications métalliques</i> .....	32,5	109,3	103,8	92,3	97,4	100,7	93,5	94,9	87,4	101,4	94,3
Acieries de moulage ....	..	102,0	87,8	73,1	70,2	83,3	58,9	56,8	53,6	61,5	57,7
Fonderies .....	..	79,7	75,9	69,1	74,9	74,9	78,0	80,9	77,7	91,2	82,0
Tréfileries .....	..	128,6	125,0	116,2	126,1	124,0	133,7	133,7	126,9	146,2	135,1
Forge, estampage, gros emboutissage .....	..	93,3	85,9	73,8	76,1	82,3	73,1	79,5	73,6	84,9	77,8
Travail de la tôle et divers ..	..	93,2	90,9	82,5	87,4	88,5	84,8	87,6	80,6	89,5	85,6
Accessoires métalliques du bâtiment .....	..	101,7	95,4	85,6	98,3	95,3	95,2	95,2	88,7	105,6	96,2
Ponts, charpentes, grosse chaudronnerie .....	..	124,3	117,1	105,3	107,5	113,6	93,4	92,0	88,7	102,9	94,3
Construction navale ....	..	118,9	104,9	85,6	82,2	97,9	74,0	72,8	55,7	78,2	70,2
Matériel de chemins de fer ..	..	81,7	83,9	74,8	69,5	77,5	60,5	51,3	48,6	51,2	52,9
Autos, cycles, avions ...	..	112,7	110,6	95,2	101,9	105,1	103,0	112,8	99,4	109,8	106,3
Machines motrices, etc. ..	..	104,1	102,1	93,8	100,5	100,1	98,0	102,6	94,0	107,3	100,5
Machines-outils, etc. ...	..	90,9	87,0	75,9	81,6	83,9	76,0	79,2	75,9	91,8	80,7
Constructions mécaniques diverses .....	..	80,5	77,9	71,8	74,4	76,2	75,9	80,0	74,2	84,0	78,5
Appareils de levage, pesage, etc. ....	..	115,3	115,6	97,2	103,9	108,0	102,9	106,1	99,5	118,6	106,8
Appareils pour diverses industries .....	..	119,6	117,2	108,2	112,8	114,5	104,5	112,9	105,6	114,7	109,4
Construction électrique ..	..	136,0	129,0	117,2	127,3	127,4	122,6	119,0	111,0	128,3	120,2
Fine construction mécanique .....	..	101,9	97,7	86,7	89,4	93,9	89,7	88,5	79,5	97,9	88,9
Armes portatives et munitions .....	..	102,1	90,7	76,9	81,9	87,9	76,0	81,4	75,5	90,5	80,8

(a) Basé sur la moyenne mobile trimestrielle.

**Comparaison internationale des indices de l'activité industrielle (a)**  
(1953 = 100)



Source : Organisation Européenne de Coopération Economique.

(a) Non compris l'industrie de la construction; y compris les industries extractives pour l'ensemble des industries.

## Evolution comparée des indices de production

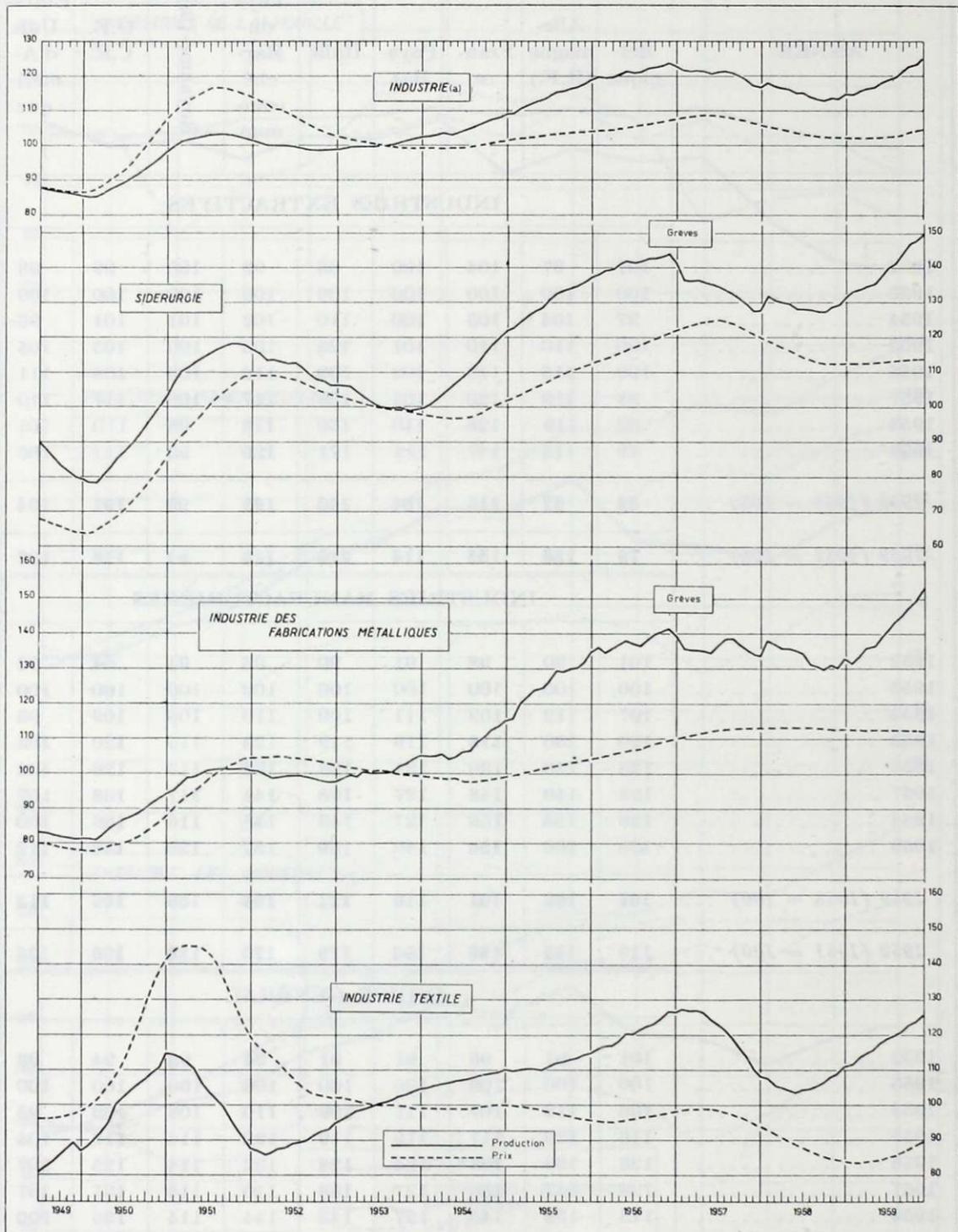
(1953 = 100)

ANNÉE	Bel- gique	Alle- magne (R.F.)	Fran- ce	Pays- Bas	Italie	Pays du Mar- ché com- mun	Royaume-Uni	O.E. C.E.	Etats- Unis d'A- méri- que
<b>INDUSTRIES EXTRACTIVES</b>									
1952 .....	101	97	104	100	88	99	100	99	98
1953 .....	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1954 .....	97	104	103	100	110	102	101	101	96
1955 .....	100	110	110	101	123	108	100	105	105
1956 .....	100	115	113	102	139	112	100	108	111
1957 .....	98	119	120	105	156	117	100	111	110
1958 .....	92	119	128	110	159	118	95	110	101
1959 .....	79	115	147	114	171	120	93	111	105
<i>1959 (1958 = 100) ...</i>	<b>86</b>	<b>97</b>	<b>115</b>	<b>104</b>	<b>108</b>	<b>102</b>	<b>98</b>	<b>101</b>	<b>104</b>
<i>1959 (1951 = 100) ...</i>	<b>79</b>	<b>126</b>	<b>153</b>	<b>114</b>	<b>228</b>	<b>128</b>	<b>94</b>	<b>118</b>	<b>106</b>
<b>INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES</b>									
1952 .....	101	90	98	91	90	93	94	94	92
1953 .....	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1954 .....	107	112	109	111	109	110	108	109	93
1955 .....	120	130	118	119	119	123	115	120	103
1956 .....	128	140	130	124	128	134	115	126	106
1957 .....	128	149	148	127	138	144	117	133	107
1958 .....	120	154	156	127	143	148	116	136	100
1959 .....	128	166	158	140	159	157	123	143	112
<i>1959 (1958 = 100) ...</i>	<b>107</b>	<b>108</b>	<b>101</b>	<b>110</b>	<b>111</b>	<b>106</b>	<b>106</b>	<b>105</b>	<b>112</b>
<i>1959 (1951 = 100) ...</i>	<b>119</b>	<b>195</b>	<b>156</b>	<b>154</b>	<b>179</b>	<b>170</b>	<b>126</b>	<b>150</b>	<b>126</b>
<b>INDICE GÉNÉRAL</b>									
1952 .....	101	91	98	91	91	94	95	94	93
1953 .....	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1954 .....	106	112	107	111	109	110	108	109	93
1955 .....	116	129	117	119	119	122	114	119	104
1956 .....	123	139	128	124	128	132	114	125	107
1957 .....	123	147	139	127	138	140	116	131	107
1958 .....	115	152	145	127	143	144	114	133	100
1959 .....	119	162	152	139	158	153	122	141	112
<i>1959 (1958 = 100) ...</i>	<b>103</b>	<b>107</b>	<b>105</b>	<b>109</b>	<b>110</b>	<b>106</b>	<b>107</b>	<b>106</b>	<b>112</b>
<i>1959 (1951 = 100) ...</i>	<b>112</b>	<b>191</b>	<b>154</b>	<b>153</b>	<b>178</b>	<b>166</b>	<b>124</b>	<b>150</b>	<b>124</b>

Source : Organisation Européenne de Coopération Economique.

## Evolution de la production et des prix industriels de 1949 à 1959

Moyennes mobiles 12 mois centrées sur le milieu de la période  
(1953 = 100)



Sources : Institut de Recherches Economiques et Sociales (Louvain).  
Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique,  
Direction générale de l'Industrie et du Commerce et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) De juillet 1947 à juin 1953 : d'après l'indice de l'I.R.E.S. (Louvain) (1936/1938 = 100); après : I.N.S. amendé en ce qui concerne l'industrie des fabrications métalliques.

**Evolution de l'activité industrielle  
d'après le degré de transformation des produits**

DÉSIGNATION	1959 (1958 = 100)	1959 (1953 = 100)	1959 (1951 = 100)
<b>CHARBONS - MÉTAUX - FABRICATIONS MÉTALLIQUES</b>			
<i>Charbons</i> .....	84,1	75,7	76,7
<i>Cokes</i> .....	104,5	112,6	119,6
<i>Fontes</i> .....	108,1	141,5	123,0
<i>Aciers bruts</i> .....	107,3	144,7	127,2
<i>Aciers finis</i> .....	112,2	138,1	119,3
<i>Métaux non ferreux</i> .....	106,4	117,5	118,6
<i>Demi-produits en métaux non ferreux</i> ...	104,2	134,5	104,8
<i>Fabrications métalliques (a)</i> .....	105,1	141,3	139,9
<b>PRODUITS TEXTILES</b>			
<i>Laine :</i>			
préparation de la laine .....	111,1	118,6	145,2
filatures .....	122,1	124,3	139,5
tissages .....	118,5	121,1	116,9
— tissus courants .....	110,9	88,0	56,1
— tissus spéciaux (b) .....	127,9	163,7	226,2
<i>Coton :</i>			
filatures .....	101,2	89,4	76,2
tissages .....	111,1	112,1	94,4
— tissus courants .....	108,4	106,5	73,9
— tissus spéciaux (b) .....	118,9	144,5	193,8
<i>Lin :</i>			
filatures .....	130,2	124,9	93,1
tissages .....	111,8	101,6	92,7
<i>Chanvre, jute et fibres dures</i> .....			
filatures .....	105,3	125,9	134,8
tissages .....	95,5	92,4	87,9
<i>Rayonne :</i>			
production .....	105,1	104,3	97,0
tissages .....	107,0	143,8	143,3
<i>Bonneterie</i> .....	110,4	139,0	178,2
<b>PRODUITS LAITIERS</b>			
<i>Lait de laiterie</i> .....	104,9	125,7	123,2
<i>Beurre de laiterie</i> .....	93,5	114,3	138,9
<i>Fromages</i> .....	114,8	145,4	159,5
<i>Aliments diététiques et spéciaux</i> .....	114,7	321,1	763,4
<b>INDICES GÉNÉRAUX DE L'ACTIVITÉ INDUSTRIELLE</b>			
<i>Indice I.N.S. corrigé (1953 = 100) (c) ...</i>	103,4	118,9	..
<i>Indice I.R.E.S. Louvain (1953 = 100) ...</i>	103,7	119,2	112,6

Sources : Ministère des Affaires économiques, Direction Générale des  
Etudes et de la Documentation.  
Diverses.

- (a) Indice des quantités livrées, la pondération des différents secteurs étant basée sur l'emploi en 1953.  
 (b) Tissus, velours et peluches d'ameublement, tapis.  
 (c) Dans l'indice I.N.S. (1953 = 100), l'indice partiel pour les fabrications métalliques ne tenant compte que de l'évolution des heures de travail, a été remplacé par l'indice qui fait l'objet de la note (a).

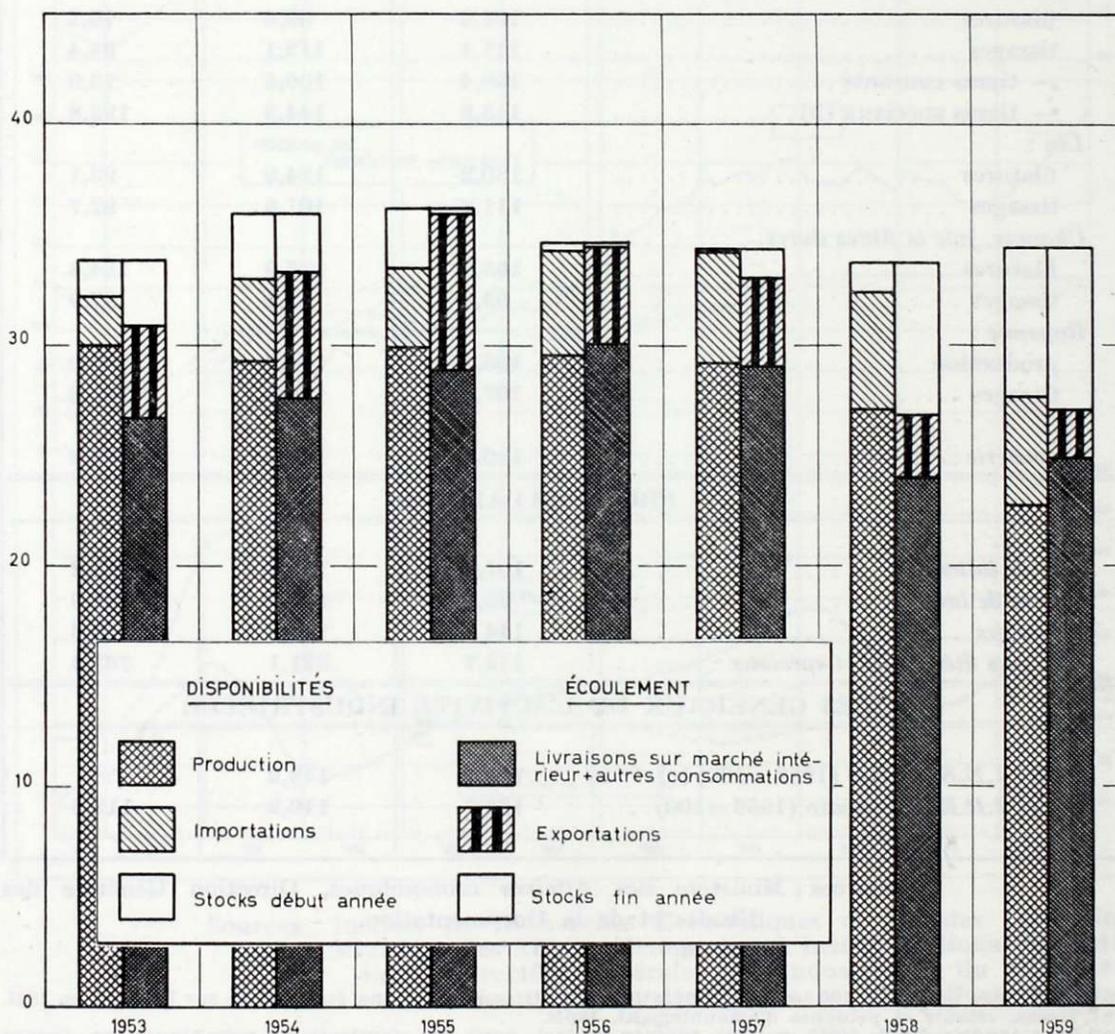
**Production de charbon par bassin**  
(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Mons	Centre	Charle- roi et Namur	Liège	Lim- bourg	Total	Indice (1938 = 100)
1952 .....	4 798	3 712	7 205	4 957	9 712	30 384	102,7
1953 .....	4 621	3 678	7 275	5 003	9 483	30 060	101,6
1954 .....	4 274	3 605	7 149	4 963	9 258	29 249	98,9
1955 .....	4 123	3 669	7 224	4 818	10 144	29 978	101,4
1956 .....	3 987	3 598	6 877	4 531	10 468	29 461	99,6
1957 .....	4 004	3 471	6 958	4 323	10 331	29 087	98,3
1958 .....	3 605	2 936	6 479	4 069	9 973	27 062	91,5
1959 (a) .....	2 576	2 066	5 520	3 823	8 771	22 757	76,9
1959 (1938 = 100) .....	52,6	48,5	65,9	69,2	134,2	76,9	

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration des Mines.

(a) Données provisoires.

**Balance charbonnière**  
(en millions de tonnes)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration des Mines.

**Balance charbonnière**  
(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959 (g)
I Production nette .....	30 384	30 060	29 249	29 920	29 461	29 001	27 062	22 757
II Produits marchands récupérés des terrils.	—	—	—	59	94	201	3	—
III Importations (a) .....	1 615	2 179	3 725	3 634	4 787	5 102	5 250	4 875
IV Stocks sur le carreau des mines et chez les importateurs au 1 <sup>er</sup> janvier .....	221 (b)	1 678 (b)	3 074	2 823	445	252	1 547	7 011
V Charbon disponible .....	32 220 (b)	33 917 (b)	36 048	36 436	34 787	34 556	33 862	34 643
VI Écoulement :								
A. Intérieur :								
1. Consommation des mines (+ consommation de leurs centrales électriques) .....	2 625	2 603	2 521	2 457	2 328	2 209	2 399	2 160
2. Cokeries, usines à gaz, sidérurgie .....	8 756	8 074	8 333	9 006	9 851	9 496	9 018	9 609
a) Cokeries .....	8 330	7 748	8 019	8 708	9 590	9 315	8 878	9 480
b) Usines à gaz .....	26	26	23	14	6	5	4	2
c) Sidérurgie (c) .....	400	301	291	284	255	176	136	129
3. Fabriques d'agglomérés .....	1 380	1 275	1 310	1 457	1 688	1 713	979	949
4. Centrales électriques (d) .....	2 932	2 651	3 061	3 285	3 105	3 881	2 581	3 176
5. Transports .....	1 548	1 449	1 440	1 389	1 315	1 005	904	792
a) Fer .....	1 478	1 402	1 372	1 312	1 249	958	875	771
b) Soutes, services de remorquage .....	45	40	61	69	50	39	26	18
c) Navigation intérieure .....	25	7	7	8	16	8	3	3
6. Autres industries .....	4 307	3 986	4 092	4 219	4 223	3 930	2 720	2 784
a) Industrie des métaux non ferreux .....	..	..	519	543	546	554	371	362
b) Industrie chimique .....	..	..	568	507	517	486	317	337
c) Cimenteries .....	..	..	927	1 075	1 034	1 012	583	687
d) Industries diverses .....	..	..	2 078	2 094	2 126	1 878	1 451	1 396
7. Usage domestique (y compris livraisons aux mineurs) .....	6 294	6 443	6 639	6 754	6 936	6 726	5 338	5 268
8. Administrations publiques .....	172	174	172	170	190	196	148	162
Total écoulement intérieur .....	28 014	26 655	27 568	28 945	30 075	29 048	24 088	24 902
B. Exportations (f) .....	2 537 (e)	4 165 (e)	5 681	7 050	4 463	3 962	2 771	2 171
Écoulement total .....	30 551	30 820	33 249	35 995	34 538	33 010	26 859	27 073
VII Stocks sur le carreau des mines et chez les importateurs au 31 décembre .....	1 678 (b)	3 074	2 823	445	252	1 547	7 011	7 570
VIII Erreurs et omissions .....	— 9	+ 23	— 24	— 6	— 3	— 1	— 8	—

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration des Mines.

(a) Non compris les importations du Grand-Duché de Luxembourg.

(b) Non compris les stocks chez les importateurs.

(c) Pour d'autres usages que la cokéfaction.

(d) Non compris les autoproduits industriels.

(e) Non compris les réexportations.

(f) Y compris les exportations vers le Grand-Duché de Luxembourg.

(g) Données provisoires.

### Main-d'œuvre et rendement dans les mines de houille

PÉRIODE	Nombre d'ouvriers inscrits (en milliers) (a)	Ouvriers présents par jour ouvré (moyenne mensuelle, en milliers)		Production par poste et par ouvrier (moyenne mensuelle, en kilogrammes)	
		Fond	Fond et surface	Fond	Fond et surface
1951 .....	160,9	94,9	133,9	1 054	746
1952 .....	159,7	98,3	135,7	1 051	753
1953 .....	154,4	95,5	132,0	1 060 (b)	758 (b)
1954 .....	147,3	90,7	125,8	1 098	787
1955 .....	150,9	87,2	120,0	1 145	824
1956 .....	143,0	88,7	121,0	1 156	838
1957 .....	152,9	90,5	122,2 (b)	1 146 (b)	836 (b)
1958 .....	140,3	90,2	124,3	1 153	842
1959 (c) .....	121,6	77,8	105,9	1 262	907
1959 (c) Janvier .....	139,5	84,4	114,2	1 173	849
Février .....	138,7	84,3	113,7	1 204	866
Mars .....	137,2	84,7	114,4	1 210	877
Avril .....	135,1	83,7	113,2	1 227	891
Mai .....	132,6	81,3	110,2	1 254	905
Juin .....	130,9	79,2	108,0	1 260	902
Juillet .....	128,5	74,3	102,4	1 262	887
Août .....	125,9	71,7	98,6	1 260	894
Septembre .....	124,5	73,2	100,3	1 291	924
Octobre .....	123,4	73,0	99,6	1 304	936
Novembre .....	122,5	73,0	99,4	1 352	974
Décembre .....	121,6	72,2	98,1	1 366	987

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration des Mines.

- (a) Fin de la période.  
 (b) Données corrigées.  
 (c) Données provisoires revues.

Résultats comptables de l'exploitation des mines de houille de 1957 à 1957

DÉSIGNATION	Borinage		Centre.		Charleroi		Liège		Sud		Campine		Le Royaume	
	F/t		F/t		F/t		F/t		F/t		F/t		F/t	
	10 <sup>6</sup> F	F/t												
1957														
Valeur de vente et recette complémentaire provenant de la péréquation « a » ...	3 299	824	2 975	857	6 655	968	1 109	17 724	949	8 730	845	26 453	912	
Dépenses d'exploitation ...	3 930	982	3 045	877	6 340	922	1 072	17 950	961	7 313	708	25 263	871	
Dépenses d'immobilisation ...	287	72	93	27	303	44	56	923	49	736	71	1 660	57	
Résultat d'exploitation .....	- 918	- 229	- 163	- 47	+ 12	+ 2	- 81	- 1 150	- 62	+ 681	+ 66	- 469	- 16	
Subventions et rectifications (a) .....	+ 492	+ 123	+ 27	+ 8	+ 62	+ 9	+ 43	+ 10	+ 33	+ 61	+ 6	+ 685	+ 24	
<i>Résultat final</i> ...	- 426	- 106	- 136	- 39	+ 74	+ 11	- 38	- 9	- 28	+ 742	+ 72	+ 216	+ 7	
1958														
Valeur de vente et recette complémentaire provenant de la péréquation « a » ...	2 822	783	2 397	816	5 838	901	4 155	15 212	890	7 804	783	23 016	851	
Dépenses d'exploitation .....	3 507	973	2 570	875	5 944	917	4 440	16 461	963	7 323	734	23 784	879	
Dépenses d'immobilisation ...	172	48	83	28	315	49	122	692	40	592	59	1 284	47	
Résultat d'exploitation .....	- 857	- 238	- 256	- 87	- 422	- 65	- 407	- 1 941	- 114	- 110	- 11	- 2 051	- 76	
Subventions et rectifications (a) .....	+ 711	+ 197	+ 1	-	+ 48	+ 7	+ 122	+ 30	+ 883	+ 7	+ 1	+ 890	+ 33	
<i>Résultat final</i> ...	- 145	- 40	- 255	- 87	- 374	- 58	- 284	- 70	- 1 058	- 103	- 10	- 1 161	- 43	
1959 (b)														
Valeur de vente .....	1 881	730	1 497	725	4 454	807	3 560	11 392	815	6 105	696	17 497	769	
Dépenses d'exploitation ...	2 394	930	1 822	882	4 665	845	3 743	12 625	903	5 982	682	18 606	818	
Dépenses d'immobilisation ...	91	35	34	16	185	34	124	433	31	310	35	743	33	
Résultat d'exploitation .....	- 604	- 235	- 359	- 174	- 396	- 72	- 307	- 1 666	- 119	- 186	- 21	- 1 852	- 81	
Subventions et rectifications (a) .....	+ 397	+ 154	+ 305	+ 147	+ 104	+ 19	+ 137	+ 36	+ 942	+ 18	+ 2	+ 961	+ 42	
<i>Résultat final</i> ...	- 207	- 81	- 55	- 27	- 292	- 53	- 170	- 44	- 724	- 168	- 19	- 892	- 39	

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration des Mines.

(a) Le solde éventuel de l'ancien Fonds de Solidarité et de l'ancienne Caisse de Compensation, les différences d'estimation des matières consommées et les autres subventions provenant de l'Etat et de la C.E.C.A.  
 (b) Données provisoires.

## Situation économique globale de l'industrie charbonnière

POSTES	En millions de francs			En francs par tonne nette produite		
	1957	1958	1959(a)	1957	1958	1959(a)
<b>Résultats économiques de l'exploitation</b>						
Valeur nette de vente sans les recettes de péréquation et les subsides .....	26 143	22 950	17 497	901	848	769
Dépenses .....	26 923	25 068	19 349	928	926	850
— dépenses d'exploitation .....	25 263	23 784	18 606	871	879	818
— dépenses d'immobilisation ...	1 660	1 284	743	57	47	33
<i>Excédent (+) ou déficit (—) de la valeur nette de vente par rapport aux dépenses .....</i>	<b>— 780</b>	<b>— 2 118</b>	<b>— 1 852</b>	<b>— 27</b>	<b>— 78</b>	<b>— 81</b>
<b>Subsides directs et avances récupérables (c)</b>						
Subsides de péréquation « a » ...	610	66	—	21	2	—
Aide au stockage .....	—	3	83	—	—	4
Subsides destinés à couvrir les charges découlant de la réduction du temps de travail .....	214	—	—	7	—	—
Autres subsides y compris réduction d'intérêts et impôts .....	673	702	782	23	26	34
Avances récupérables .....	117	181	87	4	7	4
<i>Total des subsides directs ...</i>	<b>1 614</b>	<b>952</b>	<b>993</b>	<b>56</b>	<b>35</b>	<b>44</b>
<b>Subsides sociaux supplémentaires spécifiques à l'industrie charbonnière (c)</b>						
Pensions (b) .....	1 710	2 496	2 808	59	92	123
Maladie-invalidité (b) .....	247	196	316	9	7	14
Vacances .....	360	385	285	12	14	13
Taxe de conjoncture .....	79	160	86	3	6	4
Divers .....	120	151	525	4	6	23
<i>Total des subsides sociaux ...</i>	<b>2 516</b>	<b>3 388</b>	<b>4 020</b>	<b>87</b>	<b>125</b>	<b>177</b>
<b>Subsides divers (c)</b>						
<i>Total des subsides divers ...</i>	<b>18</b>	<b>22</b>	<b>21</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
<i>Total général des subsides directs et indirects ...</i>	<b>4 149</b>	<b>4 362</b>	<b>5 026</b>	<b>143</b>	<b>161</b>	<b>221</b>

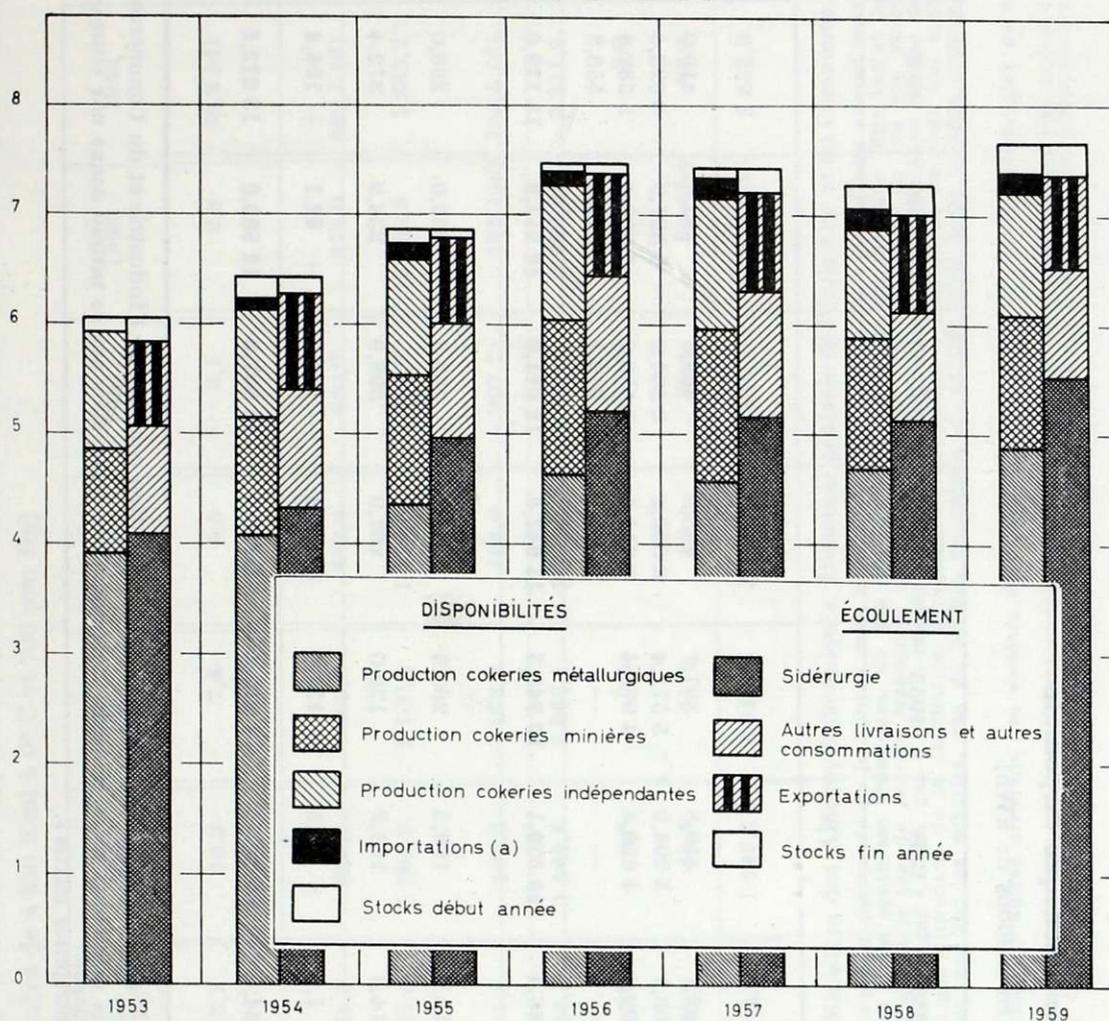
Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Données provisoires.

(b) La part des subsides octroyés à la sécurité sociale dépassant les subsides accordés au régime général de la sécurité sociale.

(c) Estimations. Il n'est pas tenu compte de l'endettement des charbonnages vis-à-vis du F.N.R.O.M. (1,6 milliard de francs au 30 juin 1959).

**Balance du coke de four**  
(en millions de tonnes)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration des Mines.

(a) Le niveau peu élevé des importations en 1953 n'a pas permis d'en tenir compte.

**Consommation intérieure brute de combustibles solides  
par les principaux secteurs**

(en milliers de tonnes équivalent charbon) (a)

SECTEUR DE CONSOMMATION	1957	1958	1959 (c)	Diff. en % de 1958 à 1959
Particuliers, artisanat, commerce .....	7 894	6 308	6 275	— 0,5
Transport .....	1 144	1 014	894	—11,8
Sidérurgie .....	5 519	5 467	5 867	+ 7,3
Centrales électriques indépendantes (b) .....	3 936	2 608	3 206	+22,9
Industries diverses et leurs centrales (b) .....	4 790	3 394	3 682	+ 8,5
<b>Total (y compris la consommation des autres secteurs et les pertes de production) .....</b>	<b>27 808</b>	<b>23 343</b>	<b>24 255</b>	<b>+ 3,9</b>

Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Coefficient de conversion : charbon et agglomérés : 1; cokes : 1,03; lignite : 0,71.

(b) Schistes de terril, autres que les produits marchands livrés par les charbonnages, non compris.

(c) Données provisoires.

## Energie électrique disponible

(en millions de kWh)

DÉSIGNATION	1952	1953	1954	1955	1956	1957 (b)	1958 (b)	1959
<i>Production nette d'électricité :</i>								
Organismes produisant en vue de la distribution publique :								
Entreprises publiques .....	370,7	392,1	419,8	397,7	433,3	435,5	442,3	419,0
Entreprises privées .....	4 726,7	4 803,1	5 298,9	5 571,4	6 099,2	6 504,2	6 327,0	6 623,4
Autoproducteurs industriels (a) .....	4 162,2	4 390,4	4 620,4	4 979,4	5 314,5	5 452,2	5 336,4	5 582,8
Entreprises mixtes .....	—	—	—	—	—	219,1	412,2	553,8
<i>Total ...</i>	<b>9 259,6</b>	<b>9 585,4</b>	<b>10 339,1</b>	<b>10 948,5</b>	<b>11 847,0</b>	<b>12 611,0</b>	<b>12 517,9</b>	<b>13 179,0</b>
<i>Importations</i> .....	200,6	213,6	199,5	260,6	346,7	295,2	296,0	266,0
<i>Exportations</i> .....	118,9	214,6	195,2	129,0	267,9	398,9	233,9	372,4
<i>Solde (importations — exportations)</i> .....	+ 81,7	— 1,0	+ 4,3	+ 131,6	+ 78,8	— 103,7	+ 62,1	+ 106,4
<i>Energie absorbée par les réseaux belges</i> .....	<b>9 341,3</b>	<b>9 584,6</b>	<b>10 343,4</b>	<b>11 079,5</b>	<b>11 925,9</b>	<b>12 507,3</b>	<b>12 580,0</b>	<b>13 072,6</b>

Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale de l'Industrie et du Commerce.

(a) Les données publiées jusqu'en 1955 inclus avaient trait en partie à la production brute, en partie à la production nette, alors que ce tableau donne une estimation de la production nette. Les totaux ont été rectifiés en conséquence.

(b) Données remaniées en raison de l'introduction d'une rubrique « Entreprises mixtes ».

**Production nette, importations et exportations de gaz (a)**  
(en millions de mètres cubes de 4 250 Kcal à 0° C et 760 mm Hg)

DÉSIGNATION	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Production des usines à gaz (b) .....	13,3	13,2	13,2	7,4	4,5	3,1	2,8	58,2 (d)
Production des cokeries :								
Production destinée à la distribution publique .....	752,6	751,0	824,4	803,7	869,4	840,9	855,0	882,1 (d)
Production destinée aux fournitures industrielles directes (c) .....	921,2	898,8	1 004,9	1 100,8	1 184,8	1 168,6	1 203,6	1 235,2
Production des charbonnages et des installations de « reforming » (b) .....	84,5	105,8	107,2	153,2	184,0	207,7	195,1 (e)	136,5 (d)
<b>Total du gaz produit en Belgique ...</b>	<b>1 771,6</b>	<b>1 768,8</b>	<b>1 949,8</b>	<b>2 065,1</b>	<b>2 242,7</b>	<b>2 220,2</b>	<b>2 256,5 (e)</b>	<b>2 311,9</b>
Importations .....	2,6	5,8	0,9	3,5	4,8	7,3	9,1	9,0
Exportations .....	23,7	28,4	43,5	51,4	69,1	73,4	78,6 (e)	68,4
<b>Total du gaz disponible en Belgique ...</b>	<b>1 750,4</b>	<b>1 746,2</b>	<b>1 907,2</b>	<b>2 017,2</b>	<b>2 178,4</b>	<b>2 154,1</b>	<b>2 187,0 (e)</b>	<b>2 252,6</b>

Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale de l'Industrie et du Commerce.

(a) La présente statistique se rapporte à la production de gaz par distillation pyrogénée de la houille dans les usines à gaz et dans les cokeries, gaz auquel sont éventuellement ajoutés du gaz à l'eau, du gaz à l'air, du « restgas » des synthèses chimiques, du gaz des hauts fourneaux et du méthane. Elle inclut la production de méthane en provenance directe des charbonnages, ainsi que le gaz de pétrole transporté par canalisations, l'un et l'autre de ces gaz étant destinés à la distribution publique. Elle ne comprend pas les volumes de gaz à l'eau, gaz à l'air, « restgas », gaz des hauts fourneaux, gaz méthane ou gaz de pétrole, qui sont mélangés, en dehors de l'usine de production, au gaz provenant de la distillation pyrogénée de la houille, à l'exception de ceux qui sont fournis directement à la distribution publique, ni le gaz produit ou reçu par les cokeries, gaz de houille ou autres, et utilisés pour leurs besoins propres, chauffage des fours, etc.

(b) Le total de ces productions est destiné à la distribution publique.

(c) Cette production est destinée aux fournitures faites par les cokeries aux autres divisions des sociétés auxquelles appartiennent les cokeries envisagées ou à d'autres sociétés industrielles juridiquement indépendantes.

(d) La production de l'usine de Mont-Ste-Aldegonde, reprise dans les statistiques « installations de reforming » jusqu'en 1958, est passée sous celles des usines à gaz à partir de 1959. Par contre, les fournitures de la cokerie de Gand passent à partir de 1959 de la rubrique « usines à gaz » à celles : « production des cokeries destinée à la distribution publique ».

(e) Données corrigées.

**Distribution publique de gaz**  
(en millions de mètres cubes relevés aux compteurs)

DÉSIGNATION	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
<b>A. Mise en consommation :</b>								
1. Importations .....	2,6	5,8	0,9	3,5	4,8	7,3	9,1	9,0
2. Production nette des usines à gaz :								
a) Gaz de four .....	77,8	66,0	48,7	33,2	29,8	27,7	27,1	1,2 (c)
b) Gaz divers (a) .....	12,0	10,8	15,1	40,8	40,0	50,3	46,9	57,0 (d)
3. Fourni directement par des cokeries .....	89,0	85,0	86,4	87,7	89,5	85,8	89,4	116,4(c)
4. Fourni par l'intermédiaire des sociétés de transport :								
a) venant des cokeries ..	639,7	627,4	724,6	736,6	814,5	798,2	813,4	842,8
b) venant des charbonnages (méthane) ..	79,8	100,8	96,9	113,8	146,4	158,5	149,5	136,5(d)
<i>Total (b) ...</i>	<b>901,0</b>	<b>895,8</b>	<b>972,6</b>	<b>1 015,5</b>	<b>1 124,8</b>	<b>1 127,9</b>	<b>1 135,7</b>	<b>1 163,0</b>
<b>B. Répartition :</b>								
1. Consommation intérieure :								
a) Fourni aux consommateurs .....	750,3	739,1	780,2	827,9	902,0	925,1	919,0	939,7
— Utilisations domestiques .....		478,6	479,3	488,5	503,8	505,5	533,1	522,8
— utilisations commerciales et artisanales .....		43,6	46,2	48,3	51,4	50,4	52,6	53,5
— utilisations industrielles .....		185,9	224,9	262,7	321,2	342,7	300,3	334,9
— éclairage public ..	17,7	15,2	11,8	8,0				
— bâtiments et services publics .....	14,9	15,7	18,0	20,4	25,5	26,5	33,0	28,5
b) Besoins propres et pertes .....	127,1	128,3	148,9	136,3	153,7	129,5	138,1	154,9
<i>Total consommation intérieure.</i>	<b>877,3</b>	<b>867,4</b>	<b>929,1</b>	<b>964,1</b>	<b>1 055,7</b>	<b>1 054,5</b>	<b>1 057,1</b>	<b>1 094,6</b>
2. Exportations .....	23,7	28,4	43,5	51,4	69,1	73,4	78,6	68,4
<i>Total ...</i>	<b>901,0</b>	<b>895,8</b>	<b>972,6</b>	<b>1 015,5</b>	<b>1 124,8</b>	<b>1 127,9</b>	<b>1 135,7</b>	<b>1 163,0</b>

Source : Fédération de l'Industrie du Gaz.

- (a) Y compris le gaz de pétrole distribué par les canalisations des anciennes usines à gaz de Dinant et de Chimay, ainsi que la production de l'usine de reforming de Mont-Ste-Aldegonde.  
 (b) En tenant compte des différences des stocks des gazomètres.  
 (c) La production de la cokerie de Gand, reprise jusqu'en 1958 sous « gaz de four », est enregistrée comme fournitures directes des cokeries à partir de 1959.  
 (d) La production de l'usine de Mont-Ste-Aldegonde, recensée jusqu'en 1958 sous la rubrique « venant des charbonnages », est reprise sous celle des « gaz divers » à partir de 1959.

## Production et consommation de produits pétroliers

(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
<i>Quantités d'huiles brutes mises en œuvre . . .</i>	3 026	3 798	4 640	5 350	5 338	6 508	6 558
<i>Production :</i>							
Essences avion et auto (a) . . . . .	662	792	1 034	1 156	1 132	1 253	1 313
Pétrole lampant et carburéacteur (a) . . . . .	109	155	157	181	170	225	249
White spirit et essences spéciales . . . . .	19	18	17	20	17	55	79
Gas- et Diesel-oil . . . . .	792	925	1 161	1 483	1 470	1 836	1 957
Fuel-oil . . . . .	1 351	1 512	1 710	1 930	1 854	2 305	2 101
Lubrifiants . . . . .	6	9	18	24	22	27	30
Bitumes . . . . .	90	95	143	170	194	179	238
Gaz de raffinerie . . . . .	16	25	80	89	96	121	152
Charges pour l'industrie pétrochimique	—	—	—	—	2	6	—
Autres (b) . . . . .	30	60	48	60	114	233	109
<i>Importations (c) :</i>							
Essences avion et auto (a) (d) . . . . .	548	347	370	358	510	454	361
Pétrole lampant et carburéacteur (a) . . . . .	69	62	26	31	31	32	30
White spirit et essences spéciales . . . . .	11	13	14	14	13	19	19
Gas- et Diesel-oil . . . . .	612	567	825	1 027	1 185	1 158	1 258
Fuel-oil . . . . .	464	626	703	862	1 063	963	1 340
Lubrifiants . . . . .	100	136	165	175	177	157	180
Bitumes . . . . .	8	18	24	23	6	29	11
Gaz de raffinerie (d) . . . . .	63	79	86	84	98	103	131
Charges pour l'industrie pétrochimique	—	—	—	—	—	—	2
Autres (b) . . . . .	3	3	3	3	3	2	40
<i>Exportations (y compris toutes les soutes) (c):</i>							
Essences avion et auto (a) (d) . . . . .	282	213	353	444	443	580	621
Pétrole lampant et carburéacteur (a) . . . . .	54	66	116	135	133	180	168
White spirit et essences spéciales . . . . .	6	6	6	6	6	42	73
Gas- et Diesel-oil . . . . .	395	503	629	980	923	997	1 131
Fuel-oil . . . . .	905	1 077	1 176	1 310	1 101	1 220	1 257
Lubrifiants . . . . .	28	45	73	93	87	100	98
Bitumes . . . . .	22	25	53	76	81	92	131
Gaz de raffinerie (d) . . . . .	13	18	12	12	14	14	15
Autres (b) . . . . .	—	—	—	—	—	—	—
<i>Livraisons à la consommation intérieure :</i>							
Essences avion et auto (a) . . . . .	900	935	1 063	1 135	1 162	1 252	1 296
Pétrole lampant et carburéacteur (a) . . . . .	106	130	76	72	64	78	73
White spirit et essences spéciales . . . . .	22	23	24	25	23	26	25
Gas- et Diesel-oil . . . . .	882	1 049	1 245	1 561	1 510	1 774	1 878
Fuel-oil . . . . .	788	927	1 071	1 518	1 637	1 940	2 065
Lubrifiants . . . . .	81	89	98	113	96	99	102
Bitumes . . . . .	78	91	109	120	119	122	129
Gaz de raffinerie . . . . .	69	83	153	161	178	212	270
Charges pour l'industrie pétrochimique	—	—	—	—	2	6	2
Autres (b) . . . . .	33	63	48	61	103	104	149

Source : Ministère des Affaires Economiques, Direction Générale de l'industrie et du Commerce.

- (a) A partir de 1955, le carburéacteur du type essence est compris dans les statistiques « essences avion et auto ».
- (b) Paraffines et cires; gaz livrés directement pour usages industriels; coke de pétrole, autres produits; à partir de 1959, les gaz de raffinerie non liquéfiés sont compris dans les données sous « gaz de raffinerie ».
- (c) Belgique seule.
- (d) Estimations pour 1953.

## Consommation intérieure apparente brute d'énergie primaire

(en milliers de tonnes équivalent charbon) (a)

ANNÉE	Energie primaire mise en œuvre					Soldes d'importation et d'exportation d'énergie transformée et mouvements de stocks							Total général		
	Charbon (b)	Bois	Gaz méthane (grisou) (c)	Energie hydroélectrique	Pétrole brut	Total	Agglomérés de houille	Briquettes de lignite	Coke	Combustibles liquides raffinés	Gaz manufacturé	Gaz de pétrole		Energie électrique	Total
1948 ...	28 600,3	155,1	..	33,9	385,7	29 175,0	- 59,8	+ 60,4	- 1 041,3	+ 1 538,4	- 11,4	+ 5,3	+ 138,5	+ 630,1	29 805,1
1949 ...	26 316,6	155,3	0,6	22,3	500,0	26 994,8	- 41,3	+ 42,9	- 636,8	+ 1 623,7	- 12,9	+ 14,0	+ 34,9	+ 1 024,5	28 019,3
1950 ...	26 271,4	152,6	20,7	37,3	637,1	27 119,1	- 24,9	+ 47,4	- 331,5	+ 2 100,8	- 12,0	+ 32,3	+ 52,9	+ 1 865,0	28 984,1
1951 ...	30 881,7	153,3	43,7	40,4	1 298,6	32 417,7	- 330,1	+ 71,1	- 503,0	+ 2 163,0	- 15,9	+ 57,4	+ 66,6	+ 1 509,1	33 926,8
1952 ...	28 203,8	143,3	68,0	44,7	3 788,6	32 248,4	- 331,1	+ 44,4	- 991,3	- 48,9	- 13,0	+ 91,1	+ 47,3	- 1 201,5	31 046,9
1953 ...	27 007,8	202,4	75,3	51,1	4 578,6	31 915,2	- 307,2	+ 55,0	- 893,7	- 367,3	- 12,9	+ 95,4	- 0,6	- 1 431,3	30 483,9
1954 ...	27 795,7	223,6	77,7	91,0	5 425,7	33 613,7	- 284,1	+ 62,4	- 701,8	- 680,0	- 25,9	+ 102,1	+ 2,4	- 1 524,9	32 088,8
1955 ...	29 212,9	235,1	115,4	68,3	6 628,6	36 260,3	- 421,4	+ 69,4	- 490,1	- 1 150,0	- 29,1	+ 123,1	+ 69,6	- 1 828,5	34 431,8
1956 ...	30 212,8	215,9	116,4	99,7	7 642,9	38 287,7	- 567,6	+ 71,0	- 544,9	- 952,2	- 39,1	+ 125,3	+ 42,0	- 1 865,5	36 422,2
1957 ...	28 927,2	217,7	126,7	91,6	7 625,7	36 988,9	- 620,1	+ 75,4	- 844,9	- 772,8	- 40,1	+ 147,6	- 55,3	- 2 110,2	34 878,7
1958 ...	24 621,2	217,0	125,3	97,3	9 297,1	34 357,9	- 100,2	+ 72,9	- 772,7	- 1 341,1	- 43,0	+ 153,7	+ 42,1	- 1 988,3	32 369,6
1959 (d)	25 129,7	219,3	111,7	48,6	9 368,6	34 877,9	- 47,2	+ 65,9	- 686,6	- 1 033,5	- 36,4	+ 182,3	- 51,4	- 1 606,9	33 271,0

Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale de l'Industrie et du Commerce.

(a) Données revues. La conversion est basée sur les pouvoirs calorifiques inférieurs : charbon : 7.000 kcal/kg; bois : 4.345 kcal/kg; méthane et gaz manufacturés : 4.250 kcal/m<sup>3</sup>; énergie hydroélectrique et électricité thermique : estimation sur base de la consommation spécifique de l'ensemble des producteurs thermiques; agglomérés de houille : 7.000 kcal/kg; agglomérés de lignite : 5.000 kcal/kg; coke : 7.000 kcal/kg; combustibles liquides : essences 10.500 à 10.400 kcal/kg; kérosène 10.300 kcal/kg; gas-oil 10.200 kcal/kg; fuel-oil 9.700 kcal/kg.

(b) Les tonnages de charbon signalés dans cette rubrique se composent d'une part de la consommation de charbon (tonne par tonne, c'est-à-dire sans l'avoir ramené à cimenteries), et d'autre part la consommation connue en schistes (en tonnes d'équivalent charbon de qualité habituellement utilisée par les centrales électriques et les cimenteries).

(c) Valeur du grisou capté.

(d) Données provisoires.

**Solde du commerce extérieur de l'U.E.B.L. des principales formes d'énergie (a)**  
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
<i>Combustibles solides</i> .....	- 946	+ 81	- 377	+ 620	- 1 693	- 2 702	- 4 227	- 5 408
— charbon et lignite .....	+ 98	+ 1 428	+ 1 026	+ 2 425	- 165	- 688	- 1 658	- 2 382
— coques (b) .....	- 1 244	- 1 487	- 1 558	- 2 053	- 1 934	- 2 577	- 2 496	- 2 965
— agglomérés de charbons et de lignite .....	+ 200	+ 140	+ 155	+ 248	+ 405	+ 564	- 73	- 62
<i>Pétrole et produits pétroliers</i> .....	- 4 118	- 3 997	- 4 653	- 5 399	- 6 355	- 8 638	- 7 126	- 6 342
— pétrole brut et semi-raffiné.....	- 3 169	- 3 692	- 4 231	- 4 948	- 6 032	- 7 639	- 7 744	- 7 407
— produits dérivés de pétrole .....	- 797	- 304	- 422	- 451	- 324	- 999	+ 618	+ 1 065
— huiles légères .....	- 886	- 643	- 365	- 67	+ 98	- 194	+ 288	+ 475
— huiles moyennes .....	- 58	- 43	+ 4	+ 134	+ 172	+ 204	+ 251	+ 390
— huiles lourdes .....	+ 147	+ 382	- 61	- 519	- 594	- 1 009	+ 79	+ 200
<i>Total</i> .....	- 4 911	- 3 916	- 5 030	- 4 779	- 8 048	- 11 340	- 11 353	- 11 750

Source : Institut National de Statistique.

(a) Exportations nettes (+); importations nettes (-).  
(b) La Belgique est exportatrice nette; le solde importateur provient des achats du Grand-Duché de Luxembourg.

**Evolution de la consommation intérieure brute d'énergie primaire (a)**

ANNÉE	1953 = 100					En pour-cent du total				
	Charbon et dérivés (b)	Produits pétroliers	Energie hydro-électrique	Bois (c)	Total	Charbon et dérivés	Produits pétroliers	Energie hydro-électrique	Bois	Total
	1948	106,8	44,8	66,3	83,7	97,8	92,7	6,5	0,1	0,7
1949	99,2	49,6	49,6	77,0	91,9	91,6	7,6	0,1	0,7	100,0
1950	100,4	64,3	64,3	77,7	95,1	89,6	9,6	0,1	0,7	100,0
1951	116,5	81,7	79,1	87,2	111,3	88,8	10,4	0,1	0,7	100,0
1952	104,3	88,9	87,5	72,9	101,8	86,9	12,3	0,1	0,6	100,0
1953	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	84,9	14,1	0,2	0,8	100,0
1954	103,8	112,6	178,1	111,1	105,3	83,7	15,1	0,3	0,9	100,0
1955	110,0	130,1	133,7	118,1	113,0	82,6	16,3	0,2	0,9	100,0
1956	113,0	158,3	195,1	111,5	119,5	80,2	18,7	0,3	0,8	100,0
1957	106,3	162,5	179,3	113,9	114,4	78,8	20,1	0,3	0,8	100,0
1958	92,3	188,3	190,4	112,6	106,2	73,8	25,1	0,3	0,9	100,0
1959 (d)	94,4	197,8	95,1	110,8	109,1	73,4	25,6	0,1	0,9	100,0

Sources : Ministère des Affaires économiques, Direction générale de l'Industrie et du Commerce et Direction Générale des Etudes et de la Documentation.

- (a) En tenant compte du solde importateur et exportateur d'énergie transformée et des mouvements de stocks, pour autant que ceux-ci sont connus.  
 (b) Y compris le grisou et la totalité du solde du commerce extérieur d'énergie électrique.  
 (c) Y compris les briquettes de lignite.  
 (d) Données provisoires.

**Estimation de la consommation finale nette d'énergie  
selon les secteurs économiques et la forme de l'énergie mise en œuvre (a)**

DÉSIGNATION	En milliers de tonnes équivalent charbon		En % du total	
	1958	1959 (c)	1958	1959 (c)
<i>Particuliers, artisanat, commerce</i> .....			39,9	40,1
— combustibles solides .....	6 524,4	6 480,4	76,5	74,6
— combustibles liquides .....	1 253,4	1 431,7	14,7	16,5
— électricité .....	222,4	236,4	2,6	2,7
— gaz de charbon .....	327,7	320,8	3,8	3,7
— gaz de pétrole .....	199,6	218,4	2,3	2,5
<i>Total</i> ...	<b>8 527,5</b>	<b>8 687,7</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
<i>Transport (sans soutes)</i> .....			17,4	17,3
— combustibles solides .....	1 014,1	911,1	27,3	24,3
— combustibles liquides .....	2 612,3	2 726,0	70,2	72,8
— électricité .....	82,7	81,8	2,2	2,2
— gaz de pétrole .....	11,0	25,1	0,3	0,7
<i>Total</i> ...	<b>3 720,1</b>	<b>3 744,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
<i>Soutes</i> .....			3,5	4,3
— combustibles solides .....	13,1	6,8	1,8	0,7
— combustibles liquides .....	724,7	936,1	98,2	99,3
<i>Total</i> ...	<b>737,8</b>	<b>942,9</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
<i>Industrie</i> .....			38,1	37,2
— combustibles solides .....	3 613,0	3 383,7	44,4	41,9
— combustibles liquides .....	2 155,1	2 194,9	26,5	27,2
— électricité .....	1 050,7	1 098,3	12,9	13,6
— gaz de charbon .....	1 257,7	1 314,9	15,4	16,3
— gaz de pétrole .....	64,4	78,6	0,8	1,0
<i>Total</i> ...	<b>8 140,9</b>	<b>8 070,4</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
<i>Services publics (b)</i> .....			1,1	1,1
— combustibles solides .....	189,7	199,0	82,7	82,3
— électricité .....	23,3	25,1	10,2	10,4
— gaz de charbon .....	16,4	17,6	7,1	7,3
<i>Total</i> ...	<b>229,4</b>	<b>241,7</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
<i>Consommation totale</i> .....			100,0	100,0
— combustibles solides .....	11 354,3	10 981,0	53,2	50,6
— combustibles liquides .....	6 745,5	7 288,7	31,6	33,6
— électricité .....	1 379,1	1 441,6	6,5	6,6
— gaz de charbon .....	1 601,8	1 653,3	7,5	7,6
— gaz de pétrole .....	275,0	322,1	1,3	1,5
<i>Total</i> ...	<b>21 355,7</b>	<b>21 686,7</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale de l'Industrie et du Commerce.

(a) Tableau de conversion : voir p. 50. sauf énergie électrique : 860 kcal/kWh.

(b) Il n'y a pas de statistiques disponibles concernant la consommation de produits pétroliers: celle-ci est comprise dans les estimations concernant le groupe *particuliers, artisanat, commerce*.

(c) Données provisoires.

### Production sidérurgique dans les pays de la C.E.C.A.

PÉRIODE	Bel- gique	Alle- magne (a) (sans la Sarre)	La Sarre	France	Italie	Grand- Duché de Luxem- bourg	Pays- Bas	Pays de la C.E. C.A.
FONTE (en milliers de tonnes)								
1953.....	4 228	11 654	2 382	8 664	1 254	2 719	591	31 492
1954.....	4 573	12 512	2 497	8 838	1 298	2 800	610	33 128
1955.....	5 343	16 482	2 879	10 941	1 677	3 048	669	41 039
1956.....	5 683	17 577	3 017	11 419	1 935	3 272	662	43 565
1957.....	5 579	18 358	3 125	11 884	2 138	3 329	701	45 114
1958.....	5 524	16 659	3 083	11 951	2 107	3 275	913	43 512
1959.....	5 965	18 393	3 209	12 438	2 121	3 411	1 139	46 676
Production des pays de la C.E.C.A. = 100								
1953.....	13,43	37,00	7,56	27,51	3,98	8,63	1,88	100,00
1954.....	13,80	37,77	7,54	26,68	3,92	8,45	1,84	100,00
1955.....	13,02	40,16	7,02	26,66	4,09	7,43	1,63	100,00
1956.....	13,04	40,35	6,93	26,21	4,44	7,51	1,52	100,00
1957.....	12,37	40,69	6,93	26,34	4,74	7,38	1,55	100,00
1958.....	12,70	38,29	7,09	27,47	4,84	7,53	2,10	100,00
1959.....	12,78	39,41	6,87	26,65	4,54	7,31	2,44	100,00
ACIER BRUT (en milliers de tonnes)								
1953.....	4 527	15 420	2 682	9 997	3 500	2 658	874	39 658
1954.....	5 003	17 435	2 805	10 627	4 207	2 828	937	43 842
1955.....	5 894	21 336	3 166	12 631	5 395	3 226	979	52 627
1956.....	6 376	23 189	3 374	13 441	5 911	3 456	1 051	56 798
1957.....	6 267	24 507	3 466	14 100	6 787	3 493	1 185	59 805
1958.....	6 007	22 785	3 485	14 633	6 271	3 379	1 437	57 997
1959.....	6 434	25 822	3 613	15 197	6 761	3 663	1 670	63 160
Production des pays de la C.E.C.A. = 100								
1953.....	11,42	38,88	6,76	25,21	8,83	6,70	2,20	100,00
1954.....	11,40	39,77	6,40	24,24	9,60	6,45	2,14	100,00
1955.....	11,20	40,54	6,02	24,00	10,25	6,13	1,86	100,00
1956.....	11,23	40,83	5,94	23,66	10,41	6,08	1,85	100,00
1957.....	10,48	41,00	5,79	23,59	11,35	5,84	1,98	100,00
1958.....	10,36	39,29	6,01	25,23	10,81	5,83	2,48	100,00
1959.....	10,19	40,88	5,73	24,06	10,70	5,80	2,64	100,00

Source : Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, Haute Autorité.  
(a) République fédérale.

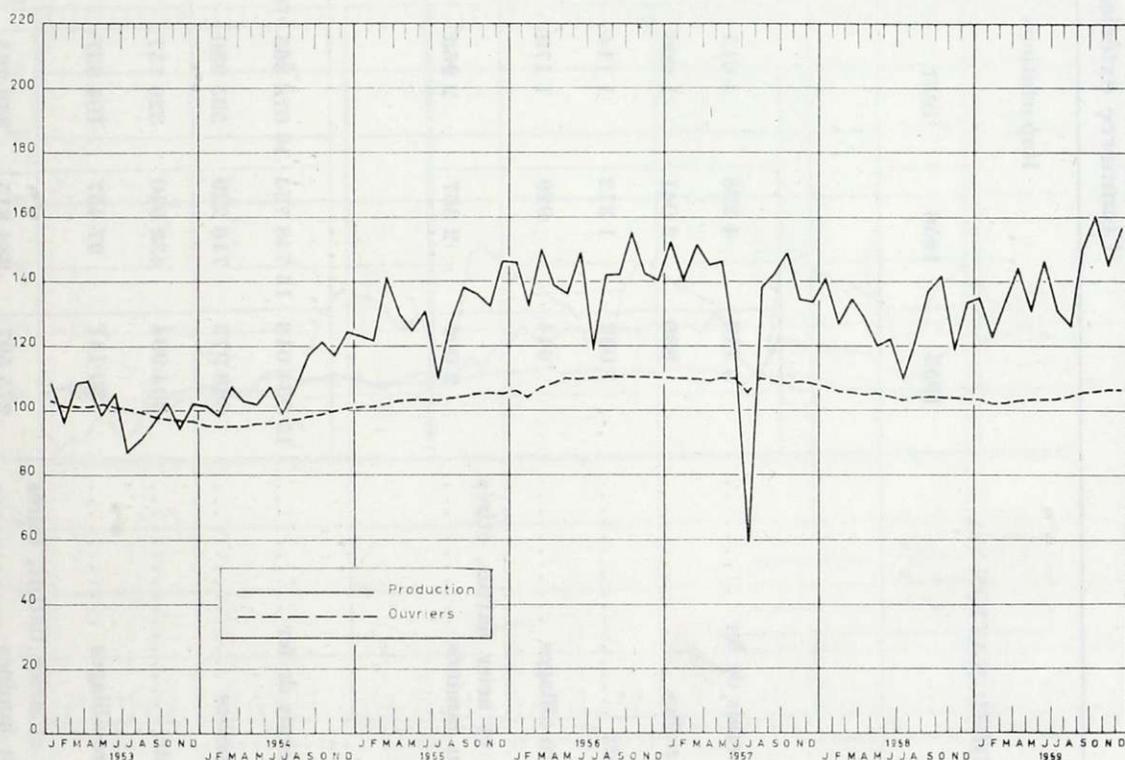
**Consommation apparente d'acier brut dans les pays de la C.E.C.A.**  
(en milliers de tonnes)

PÉRIODE	U.E.B.L.	Alle- magne (Rép. Féd.)	Sarre (a)	France (a)	Italie	Pays-Bas	C.E.C.A.
1950.....	2 190	11 012	500	6 939	2 984	1 492	25 117
1951.....	2 312	11 683	751	8 226	3 553	1 614	28 139
1952.....	2 486	14 713	865	9 350	4 001	1 768	33 183
1953.....	2 542	14 834	698	8 379	4 325	2 052	32 830
1954.....	2 423	17 280	795	9 069	4 983	1 996	36 546
1955.....	2 674	21 887	993	9 978	5 842	2 357	43 731
1956.....	2 815	22 397	1 079	11 641	6 095	2 408	46 435
1957.....	2 873	22 150	1 176	12 830	6 564	2 522	48 115
1958.....	2 459	21 595	1 137	13 062	6 488	2 228	46 969
1959.....	2 690	25 749		11 971	7 336	2 428	50 174

Source : Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, Haute Autorité.

(a) Partiellement estimé.

**Sidérurgie**  
**Production et personnel occupé**  
(1953 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

**Commerce extérieur des produits sidérurgiques**

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1955	1956	1957	1958	1959	1955	1956	1957	1958	1959
	VALEUR (en millions de francs)									
Minerais de fer .....	3 719	4 238	4 615	4 462	4 492	119	225	173	101	138
Mitrailles .....	880	2 041	1 666	543	394	183	89	252	299	576
Fonte .....	1 052	1 312	1 114	677	820	130	85	129	104	140
Ferro-alliages .....	644	929	1 173	693	696	62	34	193	148	129
Fer et acier battus, étirés ou laminés .....	2 006	2 367	2 963	2 292	2 926	31 623	38 263	39 778	35 596	35 832
	QUANTITÉ (en tonnes)									
Minerais de fer .....	15 054 013	15 748 754	16 078 365	16 871 587	18 304 958	641 069	906 845	692 502	263 585	347 965
Mitrailles .....	363 975	716 229	535 930	309 493	244 779	85 311	37 568	95 301	142 126	274 803
Fonte .....	394 994	432 940	326 757	231 049	328 628	41 263	23 662	31 019	30 302	47 675
Ferro-alliages .....	80 141	97 457	104 837	85 957	99 554	7 212	4 619	14 326	17 705	18 691
Fer et acier battus, étirés ou laminés .....	275 597	284 815	336 265	300 673	442 281	4 507 595	5 995 465	5 849 279	5 957 990	6 373 375

Source : Institut National de Statistique.

(a) Composition du tableau. — Minerais de fer : C.T.C.I. 281; mitrailles : C.T.C.I. 282; fonte : C.T.C.I. 681.01; ferro-alliages : C.T.C.I. 681.02; fer et acier... : C.T.C.I. 681.03 à 681.12 + 681.15.

## Production de métaux non ferreux

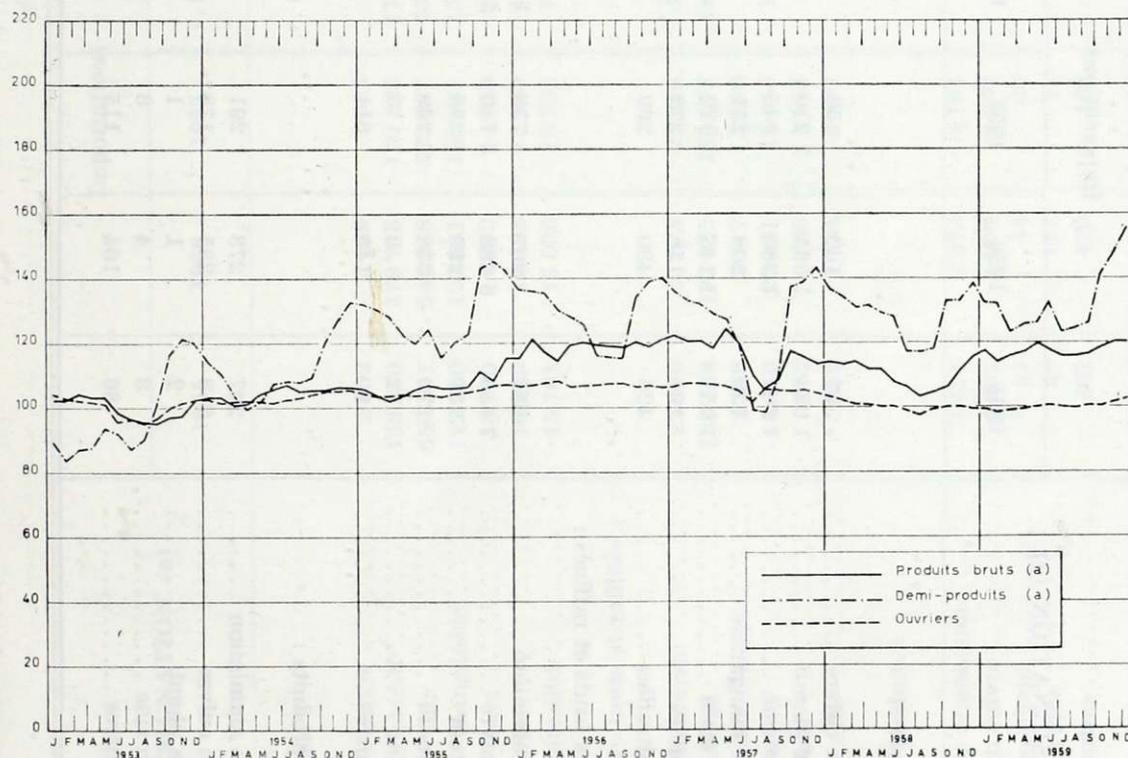
(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
<i>Métaux (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> fusions) :</i>								
Zinc .....	180,8	193,4	213,1	211,9	230,7	235,6	214,8	224,3
Cuivre .....	146,7	150,3	153,6	156,9	168,9	152,6	155,2	185,7
Plomb .....	75,4	76,4	71,9	82,8	102,3	99,3	95,9	88,4
Etain .....	10,2	9,8	11,9	10,5	10,5	9,5	9,1	6,7
Aluminium .....	1,4	1,5	1,7	2,4	2,7	2,2	2,8	2,6
Divers .....	4,5	4,7	4,4	4,7	5,0	4,8	3,9	4,9
<i>Total ...</i>	<b>425,1</b>	<b>436,1</b>	<b>456,6</b>	<b>469,2</b>	<b>520,0</b>	<b>504,0</b>	<b>481,6</b>	<b>512,6</b>
<i>Demi-produits</i> .....	<b>156,1</b>	<b>154,0</b>	<b>174,7</b>	<b>198,5</b>	<b>199,2</b>	<b>193,8</b>	<b>198,7</b>	<b>207,1</b>

Source : Institut National de Statistique.

## Industrie des métaux non ferreux

Production et personnel occupé  
(1953 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

(a) Moyennes mobiles trimestrielles.

**Commerce extérieur de métaux non ferreux**

**Valeur**

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1955	1956	1957	1958	1959	1955 (b)	1956 (b)	1957 (b)	1958 (b)	1959 (b)
<b>Minerais :</b>										
— de cuivre .....	62	100	53	79	156	—	—	—	—	—
— de plomb .....	1 038	1 365	1 210	919	885	—	—	—	—	—
— de zinc .....	1 264	1 280	945	636	981	272	210	195	130	166
— de manganèse .....	159	208	251	208	170	—	—	7	3	—
— d'étain .....	1 051	1 145	1 122	778	722	2	—	—	—	—
— autres .....	104	158	272	439	741	70	34	21	13	4
— mitrailles .....	426	430	269	229	414	67	51	57	173	179
<b>Métaux bruts et raffinés :</b>										
— aluminium .....	651	907	758	1 023	1 169	24	18	14	22	21
— cuivre .....	7 655	8 882	5 740	5 038	6 173	5 214	6 278	3 929	3 734	5 393
— étain .....	237	299	288	276	247	1 123	1 128	1 041	940	711
— plomb .....	270	328	269	164	180	835	1 206	887	690	571
— zinc .....	12	9	13	46	8	1 701	2 083	1 871	1 352	1 487
— autres .....	80	143	311	436	871	749	648	667	839	1 477
<b>Demi-produits :</b>										
— en aluminium .....	237	273	291	263	416	566	723	771	912	1 186
— en cuivre .....	213	235	178	149	153	1 842	2 070	1 505	1 419	1 557
— en plomb .....	2	1	1	3	6	56	81	78	53	61
— en zinc .....	3	4	3	3	4	295	360	362	327	279
— autres .....	86	104	115	72	75	81	81	77	75	87

Source : Institut National de Statistique.

(a) *Composition du tableau.* — Minerais de cuivre : C.T.C.I. 283.01; de plomb : C.T.C.I. 283.04; de zinc : C.T.C.I. 283.05; de manganèse : C.T.C.I. 283.07; d'étain : C.T.C.I. 283.08; autres : C.T.C.I. 283.03 + 283.08 + 283.11 + 283.19; mitrailles : C.T.C.I. 284. Aluminium : C.T.C.I. 684.01; cuivre : C.T.C.I. 682.01; étain : C.T.C.I. 687.01; plomb : C.T.C.I. 685.01; zinc : C.T.C.I. 686.01; autres : C.T.C.I. 683.01 + 689.01. Demi-produits en aluminium : C.T.C.I. 684.02; en cuivre : C.T.C.I. 682.02; en plomb : C.T.C.I. 685.02; en zinc : 686.02; autres : C.T.C.I. 683.02 + 687.02 + 689.02.

(b) A partir d'avril 1955, les données confidentielles n'ont plus été incorporées.

**Commerce extérieur de métaux non ferreux**  
Quantité  
(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1955	1956	1957	1958	1959	1955 (b)	1956 (b)	1957 (b)	1958 (b)	1959 (b)
<b>Minerais :</b>										
— de cuivre .....	2 962	3 309	1 032	3 578	5 650	—	—	—	—	—
— de plomb .....	153 350	170 773	160 435	171 826	153 606	12	15	21	20	—
— de zinc .....	550 501	544 958	522 637	460 806	535 205	74 565	56 717	56 238	54 294	64 910
— de manganèse .....	112 030	123 031	136 851	155 825	148 784	—	—	3 294	1 499	33
— d'étain .....	13 920	14 092	14 313	10 387	8 880	10	—	—	—	3
— autres .....	10 969	10 493	12 932	14 856	39 316	715	855	473	87	72
— mitrailles .....	15 761	15 096	12 755	13 133	19 718	4 545	3 210	4 221	13 093	12 806
<b>Métaux bruts et raffinés :</b>										
— aluminium .....	27 056	33 075	27 748	42 068	49 389	921	623	540	1 043	930
— cuivre .....	182 453	192 935	180 075	184 564	198 077	124 450	135 793	119 372	136 093	165 993
— étain .....	2 369	2 817	2 810	2 718	2 300	11 411	10 277	9 963	9 296	6 555
— plomb .....	18 546	20 451	18 955	16 192	18 120	56 413	74 386	62 274	67 221	56 685
— zinc .....	962	589	1 055	3 674	668	131 240	148 352	146 197	138 996	130 122
— autres .....	1 286	1 634	2 497	3 537	6 285	4 316	3 759	4 158	4 904	8 841
<b>Demi-produits :</b>										
— en aluminium .....	4 371	4 675	4 795	4 614	7 953	16 098	18 531	20 110	26 358	34 282
— en cuivre .....	4 081	4 038	3 262	3 294	2 956	40 699	41 210	37 787	44 277	42 565
— en plomb .....	87	44	40	141	445	3 271	4 448	4 477	3 871	5 100
— en zinc .....	97	137	81	92	115	18 058	19 870	20 743	21 006	17 152
— autres .....	401	470	466	305	259	501	460	456	551	866

Source : Institut National de Statistique.

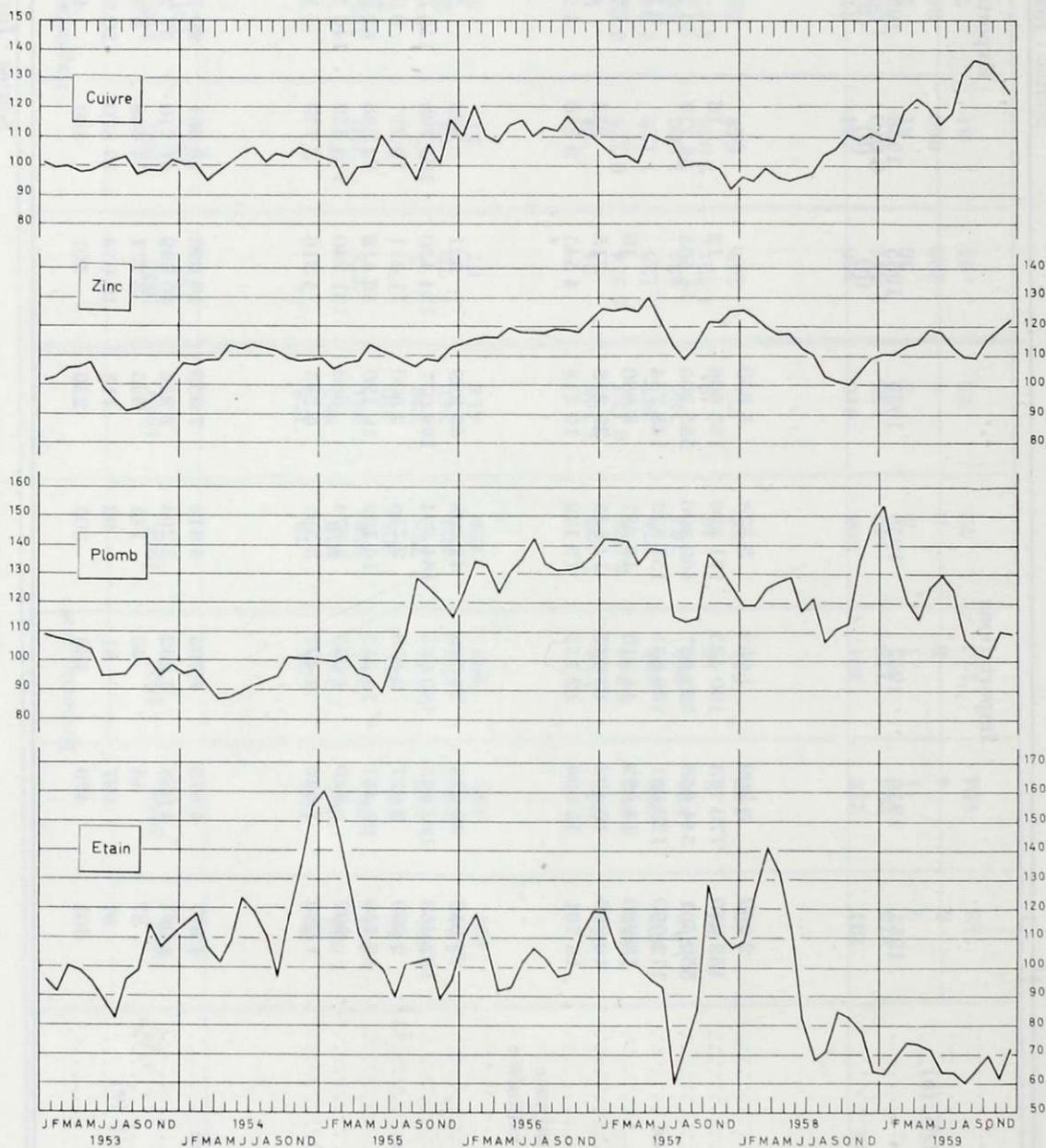
(a) Composition du tableau : voir (a) page 58.  
(b) A partir d'avril 1955, les données confidentielles n'ont plus été incorporées.

## Industrie des métaux non ferreux

### Produits bruts

Moyennes mobiles trimestrielles

(1953 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

**Industrie des fabrications métalliques (a)**  
**Commandes et expéditions**

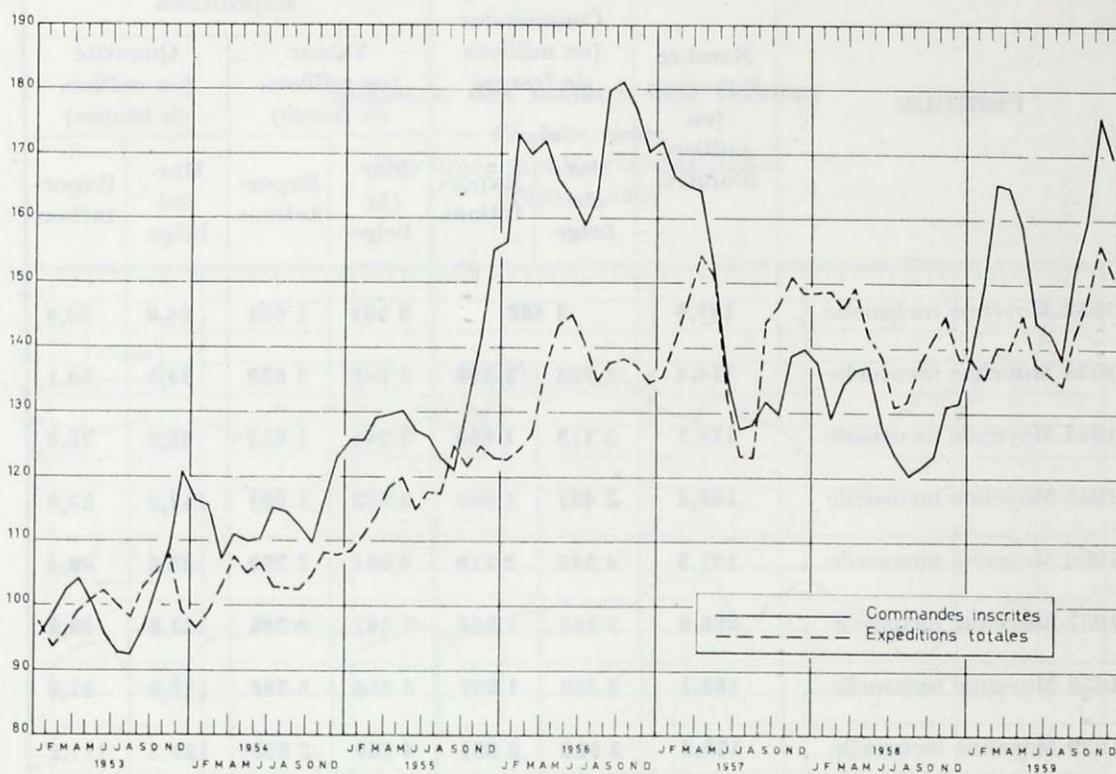
PÉRIODE	Nombre d'ouvriers (en milliers d'unités)	Commandes (en millions de francs)		Expéditions			
		Marché belge	Exportations	Valeur (en millions de francs)		Quantité (en milliers de tonnes)	
				Marché belge	Exportations	Marché belge	Exportations
1952 Moyenne mensuelle .	167,6	4 482		2 901	1 651	94,8	59,6
1953 Moyenne mensuelle .	174,4	2 935	1 259	3 048	1 639	93,1	59,1
1954 Moyenne mensuelle .	172,7	3 119	1 668	3 244	1 613	98,8	72,9
1955 Moyenne mensuelle .	182,2	3 487	1 960	3 652	1 927	117,2	83,6
1956 Moyenne mensuelle .	197,9	4 340	2 779	4 061	2 260	126,8	89,4
1957 Moyenne mensuelle .	206,0	3 865	2 268	4 267	2 366	127,8	89,9
1958 Moyenne mensuelle .	189,1	3 439	1 987	4 256	2 366	122,0	87,8
1959 Moyenne mensuelle .	176,7	3 980	2 551	4 150	2 539	120,3	111,2
1959 Janvier .....	174,1	3 499	1 954	3 957	2 266	104,5	93,7
Février .....	172,7	3 624	2 219	4 025	2 133	107,7	96,7
Mars .....	173,8	4 086	3 444	4 252	2 357	116,4	106,4
Avril .....	174,7	4 160	3 300	4 305	2 671	124,4	120,6
Mai .....	175,0	3 515	2 261	3 886	2 220	115,4	97,8
Juin .....	175,7	4 114	2 659	4 423	2 933	130,1	125,8
Juillet .....	176,5	3 744	1 857	3 683	2 223	105,0	99,3
Août .....	176,7	3 521	2 040	3 532	2 325	114,5	99,3
Septembre .....	178,0	3 862	2 386	4 235	2 867	133,8	119,6
Octobre .....	180,0	4 830	2 575	4 468	2 583	134,6	115,3
Novembre .....	181,5	3 731	2 746	4 086	2 506	124,3	128,5
Décembre .....	181,2	5 071	3 169	4 943	3 382	132,9	131,7

Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal); à partir de 1953, Fabrimétal et Institut National de Statistique.

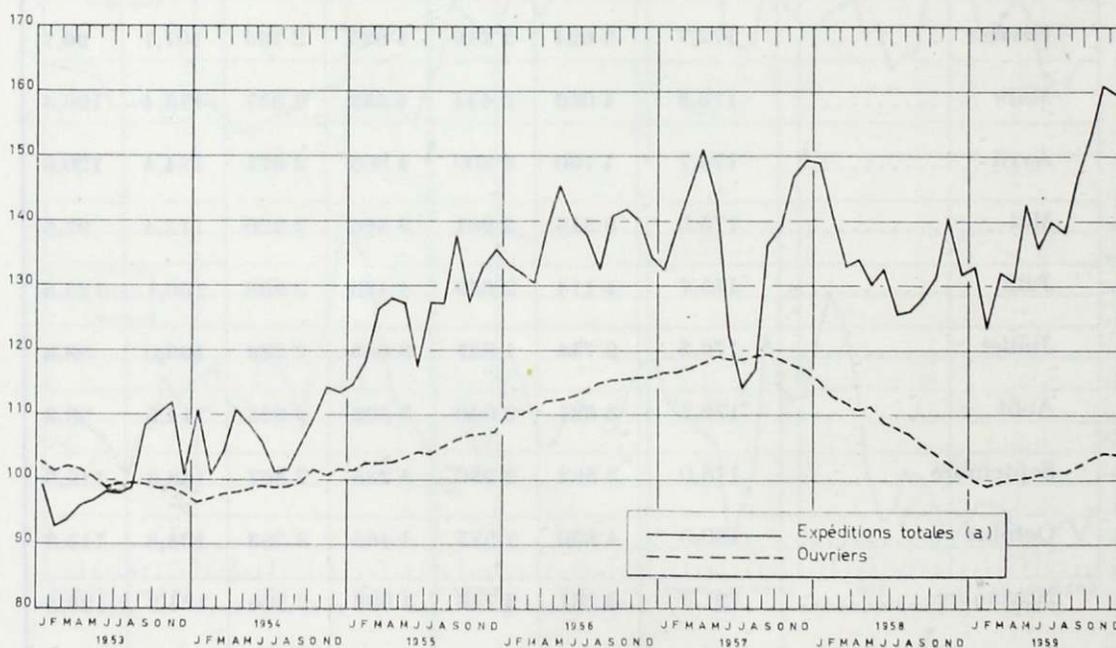
(a) Pour 1952, anciennes séries, partiellement corrigées; à partir de 1953, nouvelles séries, entreprises occupant au moins 5 ouvriers.

## Industrie des fabrications métalliques (1953 = 100)

### Commandes inscrites et expéditions totales en valeur (a)



### Volume des expéditions totales et personnel occupé



Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications  
Métalliques (Fabrimétal),  
Institut National de Statistique.

(a) Premier graphique : moyennes mobiles trimestrielles. Deuxième graphique : moyennes trimestrielles des indices des quantités expédiées par chacune des 18 branches de l'industrie des fabrications métalliques; pondération par le nombre des ouvriers occupés dans chacune de ces branches en 1953; nouvelles séries à partir de 1953.

# Industrie des fabrications métalliques (a)

## Emploi

DÉSIGNATION	Nombre d'ouvriers inscrits (moyennes mensuelles)					Nombre d'heures - ouvriers (en milliers)				
	1955	1956	1957	1958	1959	1955	1956	1957	1958	1959
	Acieries de moulage .....	4 647	5 217	5 497	4 565	3 037	10 258	11 181	11 281	9 090
Fonderies de fer .....	6 395	6 876	6 768	5 617	5 922	13 662	14 174	13 369	10 650	11 641
Tréfilerie, étréage, laminage à froid .....	10 195	10 752	11 338	11 134	11 815	21 876	22 343	22 756	22 732	24 808
Forge, estampage, gros emboutissage et industries connexes .....	6 324	6 884	7 013	6 125	5 825	13 611	14 497	13 941	11 980	11 315
Travail de la tôle, fabrications métalliques diverses .....	15 063	15 833	15 278	14 463	13 806	32 505	33 595	30 813	29 515	28 545
Accessoires métalliques du bâtiment .....	14 656	15 960	16 598	15 003	14 655	31 832	34 965	33 406	29 687	29 867
Ponts, charpentes, grosse chaudronnerie .....	8 667	10 217	11 199	10 419	8 437	18 810	21 594	21 887	21 274	17 621
Construction navale .....	14 539	17 103	18 989	14 016	10 970	31 726	34 727	36 780	27 571	19 811
Matériel de chemins de fer et tramways .....	7 294	6 457	5 926	6 686	4 642	15 819	13 481	11 526	13 520	9 252
Automobile, cycle, aéronautique et industries connexes .....	17 313	18 587	18 771	18 158	18 165	36 613	37 821	36 988	36 417	36 800
Machines motrices, pneumatiques et hydrauliques .....	3 703	3 880	3 903	4 021	4 030	7 918	8 028	7 879	8 064	8 078
Machines-outils et industries connexes .....	4 827	5 213	4 947	4 127	3 877	10 666	11 319	9 994	8 478	7 920
Machines textiles et industries connexes .....	2 987	3 208	3 320	3 064	3 021	6 173	6 542	6 684	6 207	6 213
Constructions mécaniques diverses .....	4 620	4 762	4 791	4 380	4 478	10 161	10 176	9 866	8 901	9 112
Appareils de levage, manutention et pesage .....	4 111	4 433	4 707	4 901	4 802	8 937	9 687	9 731	10 324	10 196
Appareils et installations pour diverses industries .....	10 596	11 511	11 932	11 133	10 790	23 023	24 615	24 370	22 978	22 027
Construction électrique .....	34 222	38 762	41 403	40 071	38 193	72 222	80 145	81 929	81 564	76 959
Fine construction mécanique .....	2 639	2 678	2 277	2 240	2 065	5 449	5 661	4 536	4 493	4 242
Armes portatives et leurs munitions .....	9 427	9 528	11 377	9 022	8 135	19 713	19 619	22 911	18 226	16 732
<i>Total</i> .....	<b>182 225</b>	<b>197 863</b>	<b>206 034</b>	<b>189 145</b>	<b>176 665</b>	<b>390 974</b>	<b>414 170</b>	<b>410 647</b>	<b>381 671</b>	<b>357 433</b>

Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimité),  
Institut National de Statistique.

(a) Entreprises occupant au moins 5 ouvriers.

**Industrie des fabrications métalliques**  
**Indice du volume des expéditions (a)**

GROUPE PROFESSIONNEL	Indice du volume des expéditions (a)									
	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959		
	Coefficient de pondé- ration (b)									
Aciéries de moulage .....	2,8	103,4	100,0	89,9	110,8	120,1	117,8	111,6	57,8	
Fonderies de fer .....	3,8	118,1	100,0	100,2	117,6	140,3	137,3	118,7	150,5	
Tréfilerie, étréage, laminage à froid .....	4,9	127,1	100,0	136,5	149,2	152,3	162,1	172,0	215,4	
Forge, estampage, gros emboutissage et industries connexes .....	3,9	102,7	100,0	110,6	128,7	143,3	139,9	124,8	137,2	
Travail de la tôle, fabrications métalliques diverses .....	8,8	98,3	100,0	114,6	147,6	157,1	157,2	131,4	201,6	
Accessoires métalliques du bâtiment .....	8,1	112,9	100,0	112,7	127,4	150,7	139,1	123,4	144,7	
Ponts, charpentes, grosse chaudronnerie .....	4,9	108,1	100,0	110,5	121,8	143,4	153,0	139,8	98,3	
Construction navale .....	7,4	65,2	100,0	95,1	107,6	137,6	159,6	196,6	188,2	
Matériel de chemins de fer et tramways .....	4,6	88,1	100,0	100,6	108,1	87,4	91,8	103,6	57,8	
Automobile, cycle, aéronautique et industries connexes .....	9,2	94,4	100,0	113,4	125,3	137,2	127,8	131,1	152,6	
Machines motrices, pneumatiques et hydrauliques .....	2,1	110,0	100,0	103,2	134,4	138,8	140,6	146,1	158,0	
Machines-outils et industries connexes .....	4,6	113,4	100,0	93,3	114,5	127,0	130,8	111,3	113,6	
Constructions mécaniques diverses .....	3,0	127,8	100,0	95,5	118,3	136,8	143,7	126,2	145,8	
Appareils de levage, manutention et pesage .....	2,4	92,8	100,0	105,1	102,9	116,7	125,7	152,2	132,8	
Appareils et installations pour diverses industries	5,2	96,9	100,0	112,1	115,9	133,8	132,5	117,2	115,2	
Construction électrique .....	17,2	107,4	100,0	107,7	135,8	162,5	155,3	157,6	150,9	
Fine construction mécanique .....	1,2	104,7	100,0	135,4	156,8	160,4	135,5	206,3	196,2	
Armes portatives et leurs munitions .....	5,9	45,9	100,0	69,1	119,6	48,3	50,0	40,0	46,1	
<i>Indice général pondéré ...</i>	<b>100,0</b>	<b>99,3</b>	<b>100,0</b>	<b>106,0</b>	<b>126,1</b>	<b>137,1</b>	<b>136,8</b>	<b>134,4</b>	<b>141,3</b>	

Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation

(a) 1953 = 100. Nouvelles séries depuis 1953.

(b) D'après le nombre d'ouvriers en 1953 (nouvelles statistiques)

**Industrie des fabrications métalliques (a)**  
**Valeur des commandes et des expéditions**  
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Commandes (b)						Expéditions (b)					
	Marché intérieur			Exportations			Marché intérieur			Exportations		
	1957	1958	1959	1957	1958	1959	1957	1958	1959	1957	1958	1959
Acieries de moulage .....	1 238	964	565	549	443	452	1 237	1 141	561	605	559	393
Fonderies de fer .....	1 445	1 114	1 403	225	223	271	1 694	1 371	1 552	241	254	273
Tréfilerie, étréage, laminage à froid .....	2 120	1 971	2 249	3 347	3 750	4 953	2 451	2 324	2 628	3 684	3 710	4 758
Forge, estampage, gros emboutissage et industries connexes .....	1 731	1 232	1 385	779	805	1 001	1 969	1 617	1 397	918	823	974
Travail de la tôle, fabrications métalliques diverses .....	3 615	3 456	3 957	2 310	2 124	3 608	4 116	3 944	4 168	2 860	2 086	3 426
Accessoires métalliques du bâtiment .....	3 986	3 510	3 954	660	463	710	3 970	3 826	3 972	713	561	674
Ponts, charpentes, grosse chaudronnerie.	3 114	2 233	2 404	443	249	223	3 118	3 201	2 797	541	405	202
Construction navale .....	812	545	937	3 615	1 908	817	1 779	1 948	1 435	2 745	2 705	2 217
Matériel de chemins de fer et tramways .....	1 417	991	2 257	1 690	422	524	1 113	1 784	1 544	1 404	1 307	1 091
Automobile, cycle, aéronautique et industries connexes .....	10 307	9 747	11 025	3 500	3 771	4 417	11 730	11 618	11 646	3 970	4 441	4 663
Machines motrices, pneumatiques et hydrauliques .....	885	663	942	667	602	646	1 046	959	1 130	437	734	657
Machines-outils et industries connexes ..	523	397	574	920	837	1 015	550	492	478	904	831	889
Machines textiles et industries connexes.	273	173	278	706	592	1 027	331	239	247	736	723	752
Constructions mécaniques diverses .....	1 111	1 000	1 210	199	166	280	1 372	1 249	1 384	231	193	312
Appareils de levage, manutention et pesage .....	1 242	967	1 332	376	357	395	1 115	1 346	1 257	426	641	509
Appareils et installations pour diverses industries .....	2 343	2 364	2 372	1 228	1 171	1 535	2 531	2 451	2 534	1 487	1 435	1 630
Construction électrique .....	9 444	8 987	9 843	4 388	4 515	5 829	9 795	10 546	10 278	4 689	5 295	4 991
Fine construction mécanique .....	436	434	539	86	169	160	488	459	464	110	160	169
Armes portatives et leurs munitions .....	341	517	531	1 529	1 274	2 751	794	551	325	1 696	1 532	1 828
<i>Total ...</i>	<b>46 386</b>	<b>41 265</b>	<b>47 757</b>	<b>27 217</b>	<b>23 841</b>	<b>30 614</b>	<b>51 201</b>	<b>51 066</b>	<b>49 797</b>	<b>28 397</b>	<b>28 395</b>	<b>30 468</b>

Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimité).  
Institut National de Statistique.

(a) Entreprises occupant au moins 5 ouvriers.  
(b) Le montant des commandes n'est pas toujours comparable à celui des expéditions : certaines entreprises négligent de communiquer les petites commandes; il n'est en général pas tenu compte d'annulations de commandes, ni des changements de spécification, ni de l'influence de clauses permettant une adaptation des prix à l'évolution des coûts.

## Commerce extérieur des principales fabrications métalliques

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1955	1956	1957	1958	1959	1955 (b)	1956 (b)	1957 (b)	1958 (b)	1959 (b)
<i>Articles non mécaniques</i> .....	3 469	4 013	4 268	3 997	3 978	5 331	5 704	6 077	5 644	6 471
Fils métalliques et tréfilés .....	352	410	371	317	333	2 100	2 154	2 452	2 405	3 041
Ustensiles de ménage et produits non mécaniques pour l'aménagement de l'habitation (e) .	729	816	891	864	929	364	447	389	317	328
Constructions métalliques et leurs parties finies ou travaillées .....	206	278	366	336	280	716	585	601	533	303
Tuyaux et récipients .....	637	734	765	655	594	1 021	1 296	1 387	1 277	1 551
Outils .....	371	439	464	409	427	161	200	210	198	243
Autres articles manufacturés (e) .....	1 174	1 336	1 411	1 416	1 415	969	1 022	1 038	914	1 005
<i>Machines et appareils électriques</i> .....	4 340	5 159	5 246	5 408	5 838	4 308	4 877	5 130	5 681	4 819
Câbles et fils électriques isolés .....	277	341	322	291	307	802	823	646	609	471
Machines génératrices d'électricité, transformateurs, moteurs électriques, piles, accumulateurs .....	680	752	807	859	896	894	1 120	1 082	1 150	964
Lampes et tubes d'éclairage .....	113	136	144	160	181	59	71	188	202	204
Equipements électriques pour véhicules et moteurs à explosion (d) .....	509	581	198	180	212	79	67	32	49	26
Appareils pour télégraphie, téléphonie, radio et télévision .....	954	1 163	1 408	1 539	1 669	1 772	1 965	2 137	2 614	2 157
Appareils électromécaniques légers (dont appareils ménagers) .....	298	343	416	375	445	29	35	75	85	71
Appareils électrothermiques (dont appareils ménagers) .....	226	257	282	273	304	100	115	144	115	164
Appareils de mesure et de contrôle, dispositifs de signalisation et sécurité, sonneries .....	109	138	148	150	141	48	61	63	63	55
Autres appareils électriques .....	1 174	1 448	1 521	1 501	1 600	507	600	600	600	600

8 382 10 517 10 730 10 363 10 862 4 319 5 135 5 606 5 501 6 019

Appareillage de chauffage, machines à vapeur . . . . .	207	251	255	377	408	244	268	170	79	108
Machines-outils pour le travail des métaux . . . . .	507	615	563	479	450	320	397	402	399	350
Autres machines-outils et machines pour diverses industries . . . . .	2 160	2 750	2 566	2 352	2 550	1 147	1 302	1 392	1 375	1 449
Machines et tracteurs agricoles . . . . .	755	781	824	687	747	211	311	322	386	491
Machines de bureau . . . . .	472	545	654	782	755	63	123	155	236	272
Machines, appareils et chariots automobiles de maintenance, de levage, d'extraction et d'excavation . . . . .	847	1 415	1 290	1 010	1 095	345	384	477	376	500
Appareils de climatisation et de réfrigération . . . . .	261	315	421	448	624	61	47	56	53	75
Autres machines, appareils et pièces détachées . . . . .	3 173	3 845	4 157	4 228	4 233	2 028	2 303	2 632	2 597	2 774
<b>Matériel de transport . . . . .</b>	<b>10 321</b>	<b>12 820</b>	<b>13 224</b>	<b>13 746</b>	<b>15 679</b>	<b>6 706</b>	<b>8 027</b>	<b>8 356</b>	<b>10 007</b>	<b>10 425</b>
Moteurs non électriques (c) . . . . .	2 719	3 080	2 665	1 842	2 293	585	652	1 482	1 896	1 504
Automobiles, autobus, camions et tracteurs . . . . .	1 134	1 213	1 138	1 253	1 552	2 213	3 268	2 793	3 111	4 033
Parties d'autos, d'autobus et de camions, non compris les moteurs, pneumatiques et appareillage électrique (d) . . . . .	4 513	5 265	6 424	6 984	8 331	186	253	254	219	248
Motocycles et bicyclettes . . . . .	350	341	336	202	213	119	138	138	194	201
Parties de motocycles et bicyclettes (d) . . . . .	222	217	246	208	201	138	139	122	104	126
Autres véhicules routiers et remorques . . . . .	90	106	108	105	130	37	48	59	48	42
Aéronefs . . . . .	531	1 555	1 372	1 775	2 047	58	190	543	235	723
Navires et bateaux . . . . .	561	750	523	992	653	2 030	1 959	1 257	2 452	2 182
Matériel roulant pour chemins de fer . . . . .	201	293	412	385	259	1 340	1 380	1 708	1 748	1 366
<b>Armes et munitions . . . . .</b>	<b>373</b>	<b>217</b>	<b>292</b>	<b>255</b>	<b>389</b>	<b>2 246</b>	<b>1 378</b>	<b>1 815</b>	<b>1 806</b>	<b>2 345</b>
<b>Instruments scientifiques et horlogerie . . . . .</b>	<b>1 142</b>	<b>1 182</b>	<b>1 276</b>	<b>1 364</b>	<b>1 557</b>	<b>313</b>	<b>217</b>	<b>210</b>	<b>198</b>	<b>256</b>
Instruments scientifiques . . . . .	826	875	946	1 032	1 230	306	209	204	191	247
Horlogerie . . . . .	316	307	330	332	327	7	8	6	7	9

Source : Institut National de Statistique.

(a) Composition du tableau. — Fils mécaniques : C.T.C.I. : 699.03 à 699.08 + T.D. 753b3; ustensiles de ménage... : C.T.C.I. 699.13 à 699.17 + 699.22 + 812.03 + T.D. 753b1 et 2; constructions métalliques : C.T.C.I. 699.01 et 02; tuyaux et récipients : C.T.C.I. 681.13 + 681.14 + 699.21; outils : C.T.C.I. 699.12; autres articles manufacturés : C.T.C.I. 699.11 + 699.18 + 699.29 + 812.01 + 821.02 — T.D. 753b; câbles et fils électriques isolés : C.T.C.I. 721.13; machines génératrices... : C.T.C.I. 721.01 + 721.02 + T.D. 861 (à partir de 1957) — T.D. 878 b2 à 5); lampes... : C.T.C.I. 721.03; équipements électriques... : C.T.C.I. 721.07; appareils pour télégraphe... : C.T.C.I. 721.04 + 721.05; appareils électromécaniques légers... : C.T.C.I. 721.12; appareils électrothermiques... : C.T.C.I. 721.06; appareils de mesure... : C.T.C.I. 721.08; autres... : C.T.C.I. 721.11 + 721.19 — T.D. 861 (à partir de 1957) + T.D. 878 b2 à 5); appareillage de chauffage... : C.T.C.I. 711.01 à 711.03; machines-outils... : C.T.C.I. 715.01; autres machines-outils... : C.T.C.I. 715.02 + 716.04 + 716.08 + 716.11 (à partir de 1959) + T.D. 844 a 1); machines et tracteurs agricoles : C.T.C.I. 712 + 713 — T.D. 889 b; machines de bureau : C.T.C.I. 714; machines, appareils et... : C.T.C.I. 716.02 + 716.03; appareils de climatisation... : T.D. 839; autres machines... : 716.13 à 716.15 (à partir de 1959) + T.D. 828 b; moteurs non électriques : C.T.C.I. 711.04 + 711.05 + 711.09; automobiles... : C.T.C.I. 732.01 + 732.03 + T.D. 839 b (à partir de 1957) — T.D. 890a1A1, a2A1, b2A1 (à partir de 1958 : 890b2B1aa), 891a1A, b1A, c1A) parties d'autos... : 732.04 à 732.06 (à partir de 1957) + T.D. 890a1A1, a2A1, b2A1 (à partir de 1958 : 890b2B1aa), 891a1A, b1A, c1A); motocycles... : C.T.C.I. 732.02 + 733.01; parties de motocycles... : C.T.C.I. 732.07 + 733.02; autres véhicules... : C.T.C.I. 733.09; aéronefs : C.T.C.I. 734; navires et bateaux : C.T.C.I. 735; matériel roulant pour chemins de fer : C.T.C.I. armes et munitions : C.T.C.I. 691; instruments scientifiques n'ont plus été incorporés.

(b) A partir d'avril 1955, les données confidentielles n'ont plus été incorporées.

(c) Ce poste englobe notamment les moteurs d'avions et autres moteurs à combustion interne. Les variations ont surtout été provoquées par les livraisons de moteurs d'avions.

(d) A partir de 1957, l'équipement électrique destiné aux usines de montage est repris sous *Matériel de transport* : « Parties d'autos... » et « Parties de motocycles... ».

(e) Données corrigées.

**Commerce extérieur des principales fabrications métalliques**

Quantité  
(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1955	1956	1957	1958	1959	1955 (b)	1956 (b)	1957 (b)	1958 (b)	1959 (b)
<i>Articles non mécaniques</i> .....	<b>117 770</b>	<b>122 366</b>	<b>121 819</b>	<b>107 440</b>	<b>108 830</b>	<b>418 967</b>	<b>410 831</b>	<b>428 468</b>	<b>420 571</b>	<b>525 069</b>
Fils métalliques et tréfilés .....	8 512	9 485	9 496	8 143	8 417	206 266	186 287	212 485	223 865	288 154
Ustensiles de ménage et produits non mécaniques pour l'aménagement de l'habitation (e)	15 288	17 110	18 286	16 769	18 273	11 794	14 315	11 630	9 378	8 666
Constructions métalliques et leurs parties finies ou travaillées .....	13 230	15 503	19 057	16 370	14 098	61 737	46 274	46 742	34 316	24 795
Tuyaux et récipients .....	46 722	44 631	41 331	34 884	37 022	93 104	118 138	115 230	117 364	162 514
Outils .....	4 266	4 891	4 739	4 214	4 495	2 814	2 950	2 630	2 201	2 161
Autres articles manufacturés (e) .....	29 752	30 746	28 910	27 030	26 525	43 252	42 867	39 751	33 447	38 779
<i>Machines et appareils électriques</i> .....	<b>34 055</b>	<b>39 196</b>	<b>39 325</b>	<b>39 723</b>	<b>43 159</b>	<b>48 438</b>	<b>51 858</b>	<b>45 234</b>	<b>48 154</b>	<b>41 649</b>
Câbles et fils électriques .....	5 106	5 038	5 708	5 995	5 758	20 700	19 119	14 248	15 521	11 513
Machines génératrices d'électricité, transformateurs, moteurs électriques, piles, accumulateurs .....	8 658	9 892	10 345	10 566	10 948	13 513	17 587	14 234	15 790	13 352
Lampes et tubes d'éclairage .....	540	638	670	762	1 033	510	513	1 199	1 350	1 474
Equipements électriques pour véhicules et moteurs à explosion (d) .....	4 074	4 469	1 127	1 052	1 286	484	409	172	153	144
Appareils pour télégraphie, téléphonie, radio et télévision .....	4 676	5 937	6 990	7 580	8 568	6 429	7 061	7 459	8 033	7 904
Appareils électromécaniques légers (dont appareils ménagers) .....	1 426	1 566	1 847	1 617	2 017	132	179	416	434	330
Appareils électrothermiques (dont appareils ménagers) .....	2 529	2 800	2 955	2 855	2 910	828	1 048	1 346	1 050	1 160
Appareils de mesure et de contrôle, dispositifs de signalisation et sécurité, sonneries .....	287	366	348	382	421	235	311	247	277	256
Autres appareils électriques .....	6 750	8 400	8 997	8 014	10 010	7 002	7 007	7 010	7 540	7 570

Autres appareils électriques

6 750 8 400 8 997 8 014 10 010 7 002 7 007 7 010 7 540 7 570  
287 366 348 382 421 235 311 247 277 256  
2 529 2 800 2 955 2 855 2 910 828 1 048 1 346 1 050 1 160  
1 426 1 566 1 847 1 617 2 017 132 179 416 434 330  
4 676 5 937 6 990 7 580 8 568 6 429 7 061 7 459 8 033 7 904  
4 074 4 469 1 127 1 052 1 286 484 409 172 153 144  
540 638 670 762 1 033 510 513 1 199 1 350 1 474  
8 658 9 892 10 345 10 566 10 948 13 513 17 587 14 234 15 790 13 352  
5 106 5 038 5 708 5 995 5 758 20 700 19 119 14 248 15 521 11 513  
34 055 39 196 39 325 39 723 43 159 48 438 51 858 45 234 48 154 41 649  
117 770 122 366 121 819 107 440 108 830 418 967 410 831 428 468 420 571 525 069

<i>Autres machines</i> .....	3 095	3 629	3 230	5 149	4 844	6 710	8 084	4 186	1 865	2 816
Appareillage de chauffage, machines à vapeur.	5 817	7 627	6 481	5 525	5 064	3 820	4 494	4 467	3 711	3 209
Machines-outils pour le travail des métaux ...	26 240	36 344	28 091	24 823	35 406	20 366	22 267	22 189	22 099	23 287
Autres machines-outils et machines pour divers industries .....	18 244	18 360	18 244	14 802	14 873	4 581	6 055	6 066	7 062	9 448
Machines et tracteurs agricoles .....	1 310	1 552	1 748	2 034	1 969	159	502	664	1 071	1 229
Machines de bureau .....	19 410	32 602	27 916	22 907	24 925	7 304	8 829	10 422	7 085	9 339
Machines, appareils et chariots automobiles de maintenance, de levage, d'extraction et d'excavation .....	3 579	4 303	5 722	6 185	9 094	819	646	829	700	872
Appareils de climatisation et de réfrigération ...	46 866	64 215	57 675	60 365	67 702	41 168	45 939	47 332	43 219	40 916
Autres machines, appareils et pièces détachées.	<b>267 441</b>	<b>298 251</b>	<b>283 945</b>	<b>338 713</b>	<b>413 098</b>	<b>221 552</b>	<b>214 958</b>	<b>180 621</b>	<b>230 336</b>	<b>262 628</b>
<i>Matériel de transport</i> .....	32 389	36 221	15 233	12 249	12 891	6 632	5 908	7 984	8 116	5 472
Moteurs non électriques (c) .....	22 681	23 724	23 230	28 786	33 553	42 183	58 989	48 371	52 414	67 752
Automobiles, autobus, camions et tracteurs ...	93 537	104 265	114 991	123 202	147 830	4 895	6 135	3 994	3 932	4 738
Parties d'autos, d'autobus et de camions, non compris les moteurs, pneumatiques et appareillage électrique (d) .....	3 109	3 241	3 143	1 929	2 087	1 607	1 872	1 685	2 567	2 705
Motocycles et bicyclettes .....	3 034	2 964	3 499	3 067	2 903	2 883	2 766	2 397	2 142	2 664
Parties de motocycles et bicyclettes (d) .....	5 557	4 560	5 605	5 961	7 457	1 055	1 635	1 307	934	1 102
Autres véhicules routiers et remorques .....	586	1 102	1 072	1 070	1 287	119	162	362	259	449
Aéronefs .....	97 087	104 184	96 136	150 483	198 600	95 876	80 107	45 069	101 337	136 473
Navires et bateaux .....	9 461	17 990	21 036	11 996	6 490	66 302	57 384	69 452	58 635	41 273
Matériel roulant pour chemins de fer .....	<b>2 542</b>	<b>2 554</b>	<b>3 410</b>	<b>3 335</b>	<b>3 196</b>	<b>11 911</b>	<b>5 176</b>	<b>5 660</b>	<b>8 186</b>	<b>9 058</b>
<i>Armes et munitions</i> .....	<b>2 575</b>	<b>2 739</b>	<b>2 788</b>	<b>2 732</b>	<b>3 034</b>	<b>636</b>	<b>697</b>	<b>594</b>	<b>505</b>	<b>582</b>
<i>Instruments scientifiques et horlogerie</i> .....	1 838	2 085	2 146	2 101	2 476	620	676	583	494	572
Instruments scientifiques .....	737	654	642	631	558	16	21	11	11	10
Horlogerie .....										

Source : Institut National de Statistique.

(a) Composition du tableau : voir (a) page 67.

(b) A partir d'avril 1955, les données confidentielles n'ont plus été incorporées.

(c) Ce poste englobe notamment les moteurs d'avions et autres moteurs à combustion interne. Les variations ont surtout été provoquées par les livraisons de moteurs d'avions.

(d) A partir de 1957, l'équipement électrique destiné aux usines de montage est repris sous *Matériel de transport* : « Parties d'autos... » et « Parties de motocycles... ».

(e) Données corrigées.

**Commerce extérieur de nouveaux véhicules automobiles et de cycles avec ou sans moteur**  
(unités)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1955	1956	1957	1958	1959	1955	1956	1957	1958	1959
<i>Véhicules automobiles pour le transport de personnes :</i>										
— pour transport en commun . . . . .	29	22	26	36	33	40	69	116	186	49
— autres . . . . .	13 204	12 054	12 071	13 498	18 325	20 908	35 876	32 383	38 923	60 360
<i>Véhicules automobiles pour le transport de marchandises . . . . .</i>										
3 043	2 776	2 654	2 759	2 930	3 569	5 554	3 539	5 119	6 026	
<i>Motocyclettes . . . . .</i>	5 477	4 318	4 318	2 606	2 912	1 314	617	406	403	300
<i>Bicyclettes à moteur . . . . .</i>	34 431	37 487	46 320	25 709	26 332	548	3 024	4 853	8 213	7 739
<i>Scooters à moteur . . . . .</i>	10 500	11 170	6 131	4 097	4 090	1 035	2 304	3 390	7 000	6 206
<i>Bicyclettes sans moteur . . . . .</i>	4 580	4 123	3 983	3 336	4 121	71 279	75 935	54 737	97 594	112 896

Source : Institut National de Statistique.

**Importations des principales matières premières destinées à l'industrie chimique**

DÉSIGNATION (a)	Valeur (en millions de francs)					Quantité (en tonnes)				
	1955	1956	1957	1958	1959	1955	1956	1957	1958	1959
Sel industriel .....	92	101	106	103	114	455 342	463 528	467 947	436 581	501 168
Soufre brut .....	144	118	189	138	185	80 159	67 883	106 148	97 167	135 722
Pyrites de fer .....	306	347	218	159	149	417 789	437 906	280 372	266 765	270 256
Phosphates bruts .....	242	315	352	392	405	393 741	451 375	483 624	580 871	619 451
Caoutchouc .....	963	864	855	705	944	29 728	28 733	29 705	28 456	33 422

Source : Institut National de Statistique.

(a) *Composition du tableau.* — Sel industriel : T.D. 173 b; soufre brut : C.T.C.I. 272.06; pyrites de fer : T.D. 195 c (avant mai 1953 : T.D. 195 b); phosphates bruts : C.T.C.I. 271.03; caoutchouc : C.T.C.I. 23 + T.D. 371 b + T.D. 378 a.

## Commerce extérieur de produits chimiques

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1955	1956	1957	1958	1959	1955	1956	1957	1958	1959
						(b)	(b)	(b)	(b)	(b)
Éléments chimiques et composés....	2 238	2 517	2 697	2 077	2 931	2 238	2 442	2 237	1 973	3 141
Produits pharmaceutiques .....	1 080	1 244	1 871	1 787	1 957	610	785	924	810	944
Engrais manufacturés (y compris les scories Thomas) .....	1 129	1 468	1 780	1 966	2 063	4 601	5 059	5 549	6 619	6 584
Savons et autres produits d'entretien .....	452	402	261	244	338	225	269	276	288	361
Huiles de goudron .....	136	144	138	156	136	204	200	333	284	185
Produits pour teinture, tannage et colorants .....	870	937	1 031	925	1 046	280	284	302	236	246
Huiles essentielles et produits utilisés en parfumerie .....	247	262	273	279	305	56	56	57	63	78
Produits non impressionnés pour photographie et cinématographie.	86	89	105	119	143	1 565	1 777	1 994	1 996	2 383
Allumettes .....	2	—	1	2	1	133	158	157	152	147
Explosifs .....	324	171	165	148	109	150	106	212	211	248
Produits chimiques divers .....	1 272	1 650	1 842	2 060	2 522	1 024	1 067	1 153	1 095	1 146
Articles en caoutchouc .....	980	1 104	1 042	1 020	1 178	810	966	839	777	848

Source : Institut National de Statistique.

(a) *Composition du tableau.* — Éléments chimiques... : C.T.C.I. 51 + 521.01; produits pharmaceutiques : C.T.C.I. 54; engrais manufacturés... : C.T.C.I. 56; savons... : C.T.C.I. 552.02 + 552.03; huiles de goudron : C.T.C.I. 521.02; produits pour teinture... : C.T.C.I. 53; huiles essentielles... : C.T.C.I. 551 + 552.01; produits non impressionnés... : C.T.C.I. 862.01 + 862.02; allumettes : C.T.C.I. 899.02; explosifs : C.T.C.I. 591; produits chimiques divers : C.T.C.I. 599 + 862.03; articles en caoutchouc : C.T.C.I. 62 + T.D. 604 — T.D. 371 b — T.D. 378 a.

(b) A partir d'avril 1955, les données confidentielles n'ont plus été incorporées.

**Commerce extérieur de produits chimiques**

Quantité  
(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1955	1956	1957	1958	1959	1955 (b)	1956 (b)	1957 (b)	1958 (b)	1959 (b)
	Eléments chimiques et composés . . . . .	325 362	388 151	372 151	445 197	483 323	602 266	556 185	536 725	452 023
Produits pharmaceutiques . . . . .	3 366	3 864	4 944	5 667	5 514	1 808	2 528	2 589	2 412	2 362
Engrais manufacturés (y compris les scories Thomas) . . . . .	973 243	1 156 474	1 151 088	1 172 454	1 249 661	2 866 888	3 215 154	3 404 280	3 763 431	3 842 297
Savons et autres produits d'entretien . . . . .	24 981	23 703	16 615	17 271	22 255	12 263	14 367	13 925	15 466	21 239
Huiles de goudron . . . . .	28 984	33 355	33 297	33 738	31 723	62 991	60 541	68 394	61 152	56 202
Produits pour teinture, tannage et colorants . . . . .	44 290	50 177	54 649	51 957	33 017	68 498	71 835	68 562	55 219	245 988
Huiles essentielles et produits utilisés en parfumerie . . . . .	1 815	2 045	2 073	2 179	2 488	381	485	508	634	861
Produits non impressionnés pour photographie et cinématographie . . . . .	324	362	391	484	674	9 863	11 067	11 999	12 042	13 955
Allumettes . . . . .	193	6	27	108	69	5 450	6 445	6 172	5 615	5 288
Explosifs . . . . .	5 412	4 051	4 749	3 170	1 845	2 458	2 446	4 975	4 457	5 110
Produits chimiques divers . . . . .	71 973	81 674	85 595	87 946	105 966	61 510	57 712	49 341	47 840	52 718
Articles en caoutchouc . . . . .	16 386	17 498	16 456	16 509	19 717	14 121	16 878	15 143	14 225	16 617

Source : Institut National de Statistique.

(a) Composition du tableau : voir (a) page 72.  
(b) A partir d'avril 1955, les données confidentielles n'ont plus été incorporées.

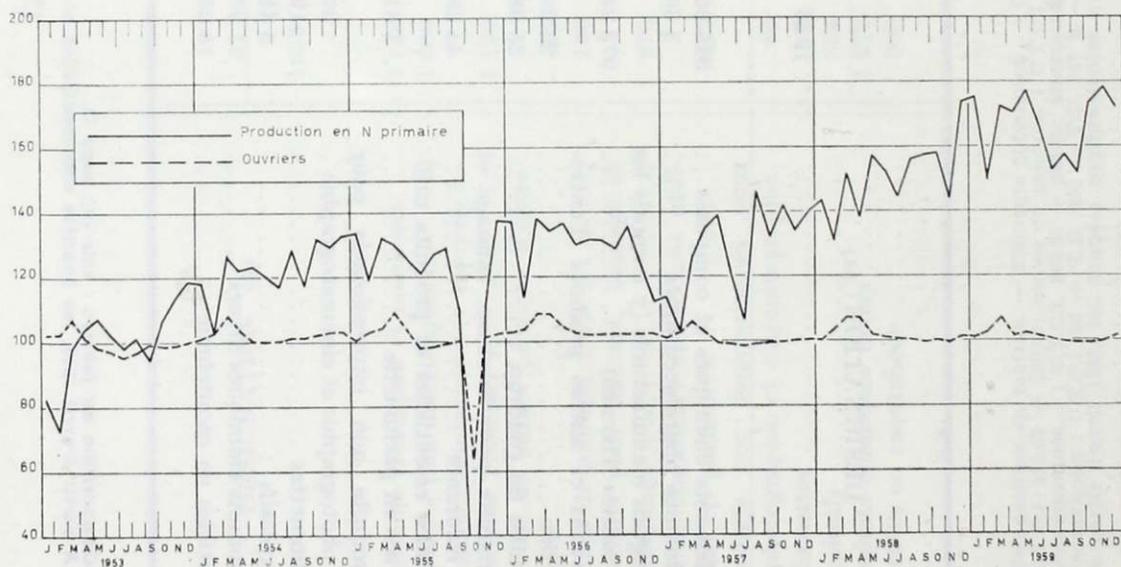
**Production de quelques secteurs de l'industrie chimique**  
(en milliers de tonnes)

PÉRIODE	Industrie de l'azote		Goudron brut	Benzol moteur
	Azote primaire (a)	Engrais composés (b)		
1952 Moyenne mensuelle .....	15,8	7,3	17,6	1,7
1953 Moyenne mensuelle .....	15,2	7,6	16,8	2,2
1954 Moyenne mensuelle .....	18,6	10,8	16,9	2,3
1955 Moyenne mensuelle .....	17,4	10,9	18,2	3,1
1956 Moyenne mensuelle .....	19,6	13,3	20,7	3,4
1957 Moyenne mensuelle .....	19,5	13,1	21,0	4,2
1958 Moyenne mensuelle .....	22,9	20,1	20,6	4,6
1959 Moyenne mensuelle .....	25,3	19,8	21,5	4,8
1959 Janvier .....	26,7	17,9	19,4	5,5
Février .....	22,7	24,8	19,2	4,7
Mars .....	26,2	28,2	22,6	5,8
Avril .....	25,9	21,4	21,2	4,7
Mai .....	27,0	15,4	21,7	4,4
Juin .....	25,3	12,1	21,3	4,8
Juillet .....	23,2	11,4	21,0	4,5
Août .....	23,9	17,5	21,1	5,0
Septembre .....	23,1	18,9	20,9	4,4
Octobre .....	26,4	22,1	23,0	4,6
Novembre .....	27,1	19,0	22,4	4,3
Décembre .....	26,1	29,0	23,8	5,4

(a) En 1.000 t N.  
(b) En 1.000 t marchandises.

Sources : Institut National de Statistique.  
Distigoudron.

**Industrie de l'azote**  
**Production et personnel occupé**  
(1953 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

**Production de papier et de carton**  
(en milliers de tonnes)

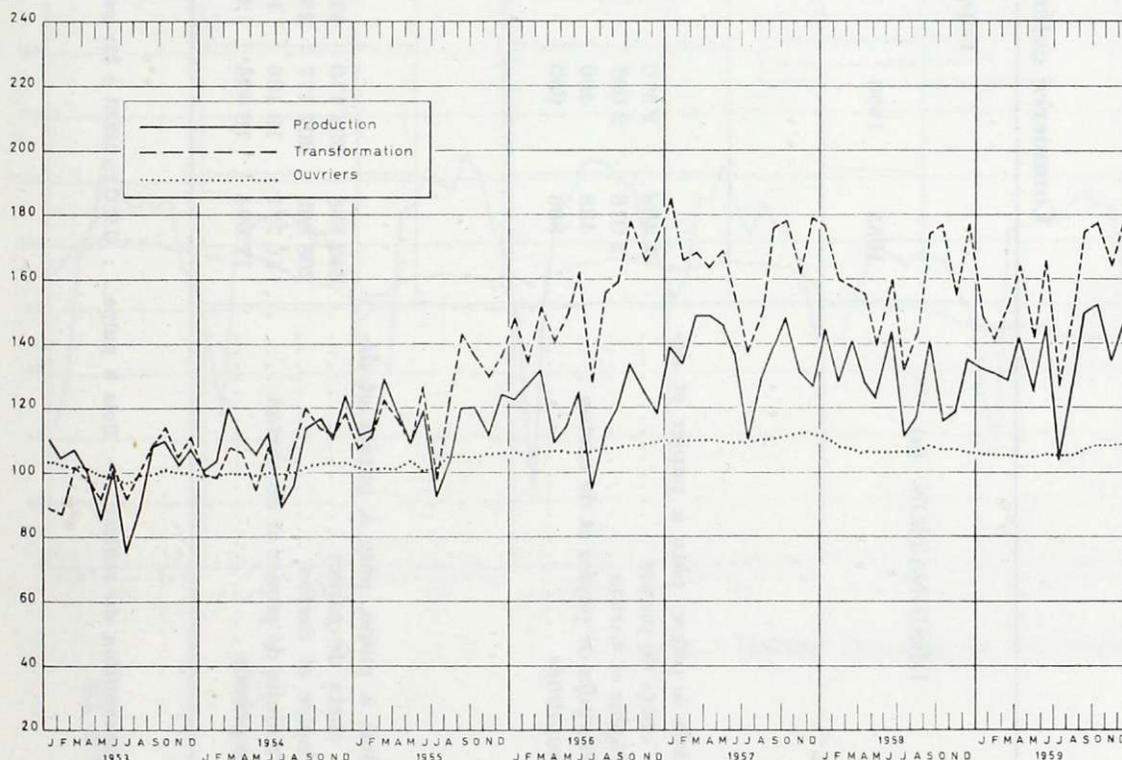
ANNÉE	Pro- duction	Transfor- mation	Total
1951 .....	325,9	152,4 (a)	478,3 (a)
1952 .....	257,0	135,4	392,4
1953 .....	280,9	156,2	437,1
1954 .....	305,1	166,4	471,6
1955 .....	321,9	191,2	513,1
1956 .....	336,8	239,6	576,4
1957 .....	383,6	259,2	642,8
1958 .....	362,9	249,1	612,0
1959 .....	378,6	275,4	654,0

Source : Institut National de Statistique.

(a) Février-décembre pour la transformation du papier.

**Industrie du papier et du carton**

**Production et personnel occupé**  
(1953 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

### Commerce extérieur de l'industrie du papier

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1955	1956	1957	1958	1959	1955	1956	1957	1958	1959
	VALEUR (en millions de francs)									
Bois à pulpe, pâte à papier et déchets de papier .....	1 469	1 570	1 703	1 377	1 466	149	140	122	122	123
Papier et carton .....	2 016	2 097	2 578	2 337	2 365	956	1 166	1 356	1 346	1 280
Produits de papier et de carton .....	438	480	487	524	554	177	172	165	131	203
Imprimés .....	888	950	1 052	1 168	1 217	748	920	990	1 098	1 124
QUANTITÉ (en tonnes)										
Bois à pulpe, pâte à papier et déchets de papier .....	342 898	392 710	437 898	348 470	424 655	50 180	51 641	50 549	51 532	54 240
Papier et carton .....	208 863	207 177	248 933	237 364	247 641	92 759	108 911	130 357	133 369	113 090
Produits de papier et de carton .....	16 771	19 136	19 454	22 498	25 830	7 484	6 815	6 477	4 894	9 533
Imprimés .....	17 694	19 423	21 778	24 180	25 424	15 797	23 215	21 233	23 031	25 175

Source : Institut National de Statistique.

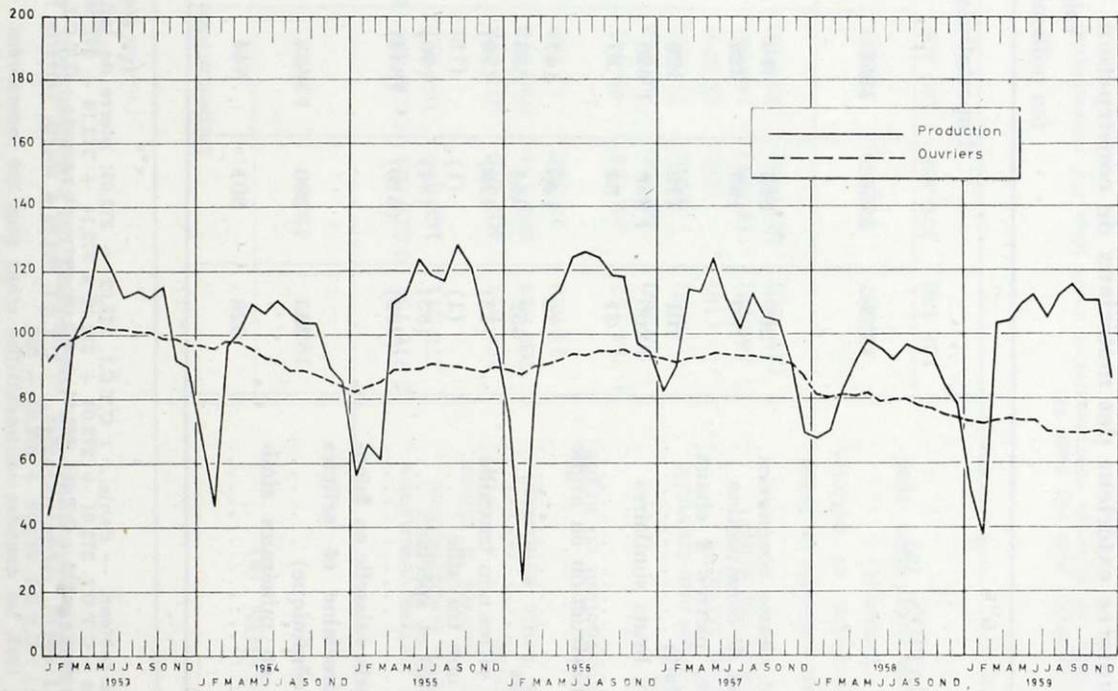
(a) *Composition du tableau.* — Bois à pulpe... : C.T.C.I. 242.01 + 25; papier et carton : C.T.C.I. 641; produits de papier... : C.T.C.I. 642; imprimés : C.T.C.I. 892 + T.D. 433.

**Production de ciment**  
(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Quantité
1951 .....	4 395,4
1952 .....	4 110,9
1953 .....	4 626,1
1954 .....	4 375,3
1955 .....	4 688,7
1956 .....	4 663,7
1957 .....	4 705,2
1958 .....	4 057,4
1959 .....	4 438,6

Source : Institut National de Statistique.

**Industrie du ciment**  
**Production et personnel occupé**  
(1953 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

**Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes**

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1955	1956	1957	1958	1959	1955	1956	1957	1958	1959
						(b)	(b)	(b)	(b)	(b)
Sable, gravier et pierres concassées.	267	313	310	273	281	249	340	373	321	367
Pierre de taille et de construction ..	180	193	225	205	215	140	165	169	161	182
Pierres à plâtre, pierres à chaux, chaux, magnésite .....	101	116	126	113	116	369	386	411	384	382
Autres minéraux bruts similaires ..	1 200	1 329	1 428	1 230	1 485	171	220	224	174	223
Ciment.....	31	34	37	32	33	1 144	1 038	1 091	773	865
Matériaux de construction en argile cuite.....	125	140	147	136	147	219	257	218	141	202
Verre et verreries .....	452	484	555	536	624	3 428	3 897	3 531	3 916	5 145
dont : verre à vitres non travaillé.	(12)	(13)	(19)	(13)	(18)	(1 536)	(1 763)	(1 412)	(1 699)	(2 440)
verre à glace non travaillé .....	(1)	(1)	(13)	(14)	(2)	(859)	(934)	(884)	(853)	(1 260)
verres travaillés et spéciaux .....	(83)	(84)	(90)	(80)	(139)	(577)	(641)	(622)	(701)	(848)
verrerie .....	(282)	(316)	(344)	(358)	(389)	(449)	(554)	(608)	(657)	(793)
Poterie (y compris vaisselle en faïen- ce et en porcelaine et articles sanitaires en céramique) .....	385	390	433	422	394	43	51	53	57	63
Autres articles en minéraux simi- laires .....	628	801	844	810	781	656	802	759	740	1 009

Source : Institut National de Statistique.

(a) *Composition du tableau.* — Sable... : C.T.C.I. 272.02 + 272.03; pierre de taille... : C.T.C.I. 272.08 + 661.03; pierres à plâtre... : C.T.C.I. 272.11 + 272.15 + 661.01; autres minéraux : C.T.C.I. 272.01 + 272.04 + 272.12 à 272.14 + 272.16 + 272.19 — T.D. 195b avant mai 1953; ciment : C.T.C.I. 661.02; matériaux de construction en argile cuite : C.T.C.I. 662.01 + 662.02; verre et verrerie : C.T.C.I. 664 + 665 + T.D. 680bis a2 + T.D. 680bis a3; verre à vitres... : C.T.C.I. 664.03; verre à glace... : C.T.C.I. 664.04; verres travaillés... : C.T.C.I. 664.05 à 664.09; verrerie : C.T.C.I. 665 + T.D. 680bis a 2 + T.D. 680bis a 3; poterie... : C.T.C.I. 666 + 812.02; autres articles... : C.T.C.I. 661.09 + 662.03 + 663.

(b) A partir d'avril 1955, les données confidentielles n'ont plus été incorporées.

**Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes**

Quantité  
(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1955	1956	1957	1958	1959	1955 (b)	1956 (b)	1957 (b)	1958 (b)	1959 (b)
	Sable, gravier et pierres concassées. Pierre de taille et de construction .. Pierres à plâtre, pierres à chaux, chaux, magnésite .....	5 918 781 176 211	6 518 321 169 407	7 055 369 164 612	6 604 950 156 644	6 388 001 156 632	1 784 364 159 658	2 202 651 249 106	2 120 962 281 357	1 825 966 316 700
Autres minéraux bruts similaires .. Ciment .....	356 027 726 824 14 628	401 473 938 154 18 329	418 978 990 076 17 949	380 982 867 899 11 276	412 498 851 824 9 942	1 414 775 461 794 1 924 685	1 400 720 714 529 1 637 223	1 370 526 701 544 1 724 981	1 424 135 737 816 1 202 251	1 558 697 1 192 423 1 401 372
Matériaux de construction en argile cuite .....	84 157 63 940 (663)	82 989 58 130 (690)	89 917 66 823 (1 587)	76 125 67 682 (584)	83 343 86 243 (843)	210 054 356 904 (216 706)	225 502 379 825 (233 702)	156 105 325 058 (181 574)	73 491 367 078 (214 928)	103 095 477 579 (283 537)
Verre et verrieres .....	(16) (4 993) (24 750)	(18) (4 791) (24 038)	(2 526) (4 889) (25 870)	(2 544) (4 240) (24 128)	(108) (17 358) (28 493)	(50 844) (58 602) (29 912)	(50 788) (56 789) (37 667)	(48 341) (56 580) (37 881)	(47 863) (60 289) (43 272)	(70 994) (68 920) (52 998)
Poterie (y compris vaisselle en faien- ce et en porcelaine et articles sanitaires en céramique) .....	14 587	14 158	15 447	14 661	14 905	1 480	1 610	1 678	1 817	2 168
Autres articles en minéraux simi- laires .....	163 133	170 458	187 430	168 649	158 690	153 386	200 677	174 441	169 262	229 159

Source : Institut National de Statistique.

(a) Composition du tableau : voir (a) page 78.

(b) A partir d'avril 1955, les données confidentielles n'ont plus été incorporées.

### Production de l'industrie de la terre cuite

DÉSIGNATION	Unité	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Briques ord. tout format .....	10 <sup>6</sup> p.	2 068,3	2 083,6	2 280,4	2 111,7	2 242,9	2 056,3	1 981,6
Briques de parement .	10 <sup>6</sup> p.	143,7	150,6	152,4	129,7	168,9	153,2	169,5
Tuyaux de drainage .	10 <sup>3</sup> t	12,7	10,5	7,5	7,2	11,7	10,2	9,5
Protège-câbles .....	10 <sup>3</sup> t	17,5	19,7	24,5	24,3	22,0	22,6	31,1
Briques creuses pour hourdis .....	10 <sup>3</sup> t	240,9	239,3	250,4	251,8	264,5	194,7	210,4
Autres briques creuses	10 <sup>3</sup> t	58,0	111,0	166,3	180,0	169,6	171,7	244,4

Source : Institut National de Statistique.

### Production de chaux, calcaire et dérivés

DÉSIGNATION	Unité	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Chaux .....	10 <sup>3</sup> t	1 497,8	1 562,0	1 812,0	1 852,5	1 904,7	1 764,1	1 773,7
Calcaire.....	10 <sup>3</sup> t	1 961,0	1 747,5	1 771,4	2 203,1	2 244,4	2 871,1	3 378,7
Dolomies: crues	10 <sup>3</sup> t	186,2	182,6	256,2	290,6	325,1	369,2	384,1
frittées	10 <sup>3</sup> t	198,9	210,7	248,8	261,8	250,8	245,0	252,4
Plâtre .....	10 <sup>3</sup> t	31,8	35,8	35,9	34,8	36,4	43,6	61,9
Agglomérés de plâtre .....	10 <sup>3</sup> m <sup>2</sup>	1 279,9	1 217,9	1 155,9	1 236,4	1 318,4	1 279,0	1 552,0
Chaux hydraulique .....	10 <sup>3</sup> t	15,2	14,3	12,0	8,2	7,8	7,2	6,9
Carbonates naturels.....	10 <sup>3</sup> t	217,7	257,6	301,9	362,4	388,1	350,5	268,2
Phosphates.....	10 <sup>3</sup> t	35,9	26,3	19,6	13,6	16,1	18,0	..

Source : Institut National de Statistique.

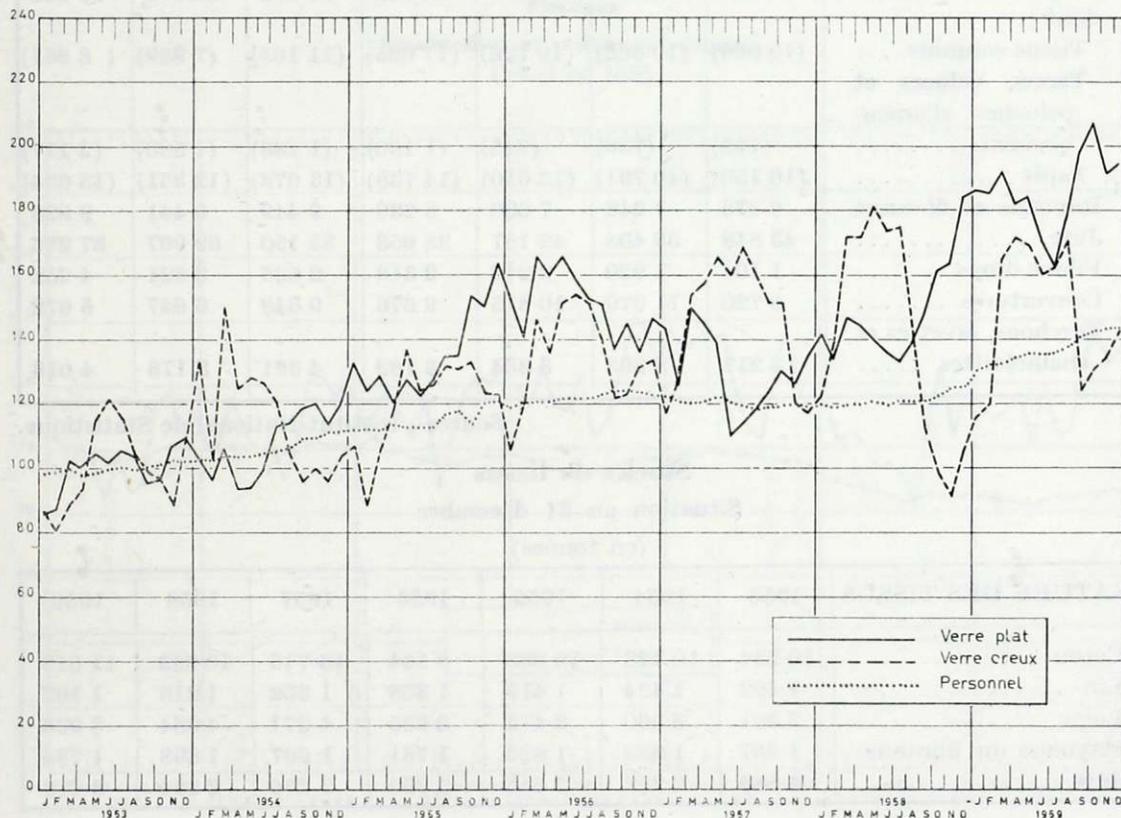
## Production de l'industrie céramique

DÉSIGNATION	Unité	1953	1954	1955	1956	1957	1958 (a)	1959
Extraction de matières premières .....	10 <sup>3</sup> t	588,3	543,3	634,3	640,2	562,5	430,3	514,8
Vaisselle de faïence ...	10 <sup>3</sup> t	4,4	5,5	5,1	5,2	4,8	4,8	5,6
Porcelaine .....	10 <sup>3</sup> t	1,9	2,1	2,2	2,6	2,4	2,1	1,7
Carreaux de revêtement	10 <sup>3</sup> m <sup>2</sup>	1 092,2	1 399,6	1 543,8	1 446,9	1 470,6	1 276,5	1 267,2
Carreaux de pavement en demi-grès .....	10 <sup>3</sup> m <sup>2</sup>	221,6	167,9	125,3	122,3	154,3	148,9	117,2
Produits réfractaires ..	10 <sup>3</sup> t	108,6	106,0	111,6	142,3	148,2	119,6	123,1
Tuiles et accessoires ..	10 <sup>3</sup> t	179,4	203,4	200,9	187,2	196,2	150,3	155,9
Meules abrasives .....	10 <sup>3</sup> t	1,0	0,9	1,0	1,0	0,9	0,8	0,7
Papiers abrasifs et toiles abrasives.....	10 <sup>3</sup> m <sup>2</sup>	796,2	685,9	576,0	540,6	502,7	472,5	389,4
Céramique architecturale .....	10 <sup>3</sup> t	8,3	6,7	8,0	13,9	18,5	15,2	20,5
Poterie en terre cuite..	10 <sup>3</sup> t	7,4	7,7	8,4	9,5	9,5	11,1	12,5

Source : Fédération des Industries céramiques de Belgique et du Luxembourg.

(a) Données corrigées.

### Industrie du verre Production et personnel occupé (1953 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

**Production textile**  
**Filatures, tissages, préparation de la laine**  
(en tonnes)

DÉSIGNATION	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
<i>Préparation de la laine</i>							
Lavage et carbonisa- ge de la laine . . . . .	20 052	17 568	18 735	23 596	24 010	21 187	24 908
Peignage de laine . .	22 104	19 200	21 218	24 521	26 459	23 788	25 069
<i>Filatures :</i>							
Coton . . . . .	103 627	116 410	111 752	113 540	117 948	91 472	103 844
Laine . . . . .	37 396	38 802	41 660	45 339	47 130	38 057	46 479
Lin . . . . .	9 121	8 748	8 771	9 157	10 586	8 751	11 394
Chanvre . . . . .	1 824	2 172	2 310	2 051	2 008	838	737
Jute . . . . .	71 680	72 744	78 045	76 573	69 108	73 317	79 092
Fibres dures (fils simples) . . . . .	11 129	14 076	19 296	21 289	24 750	27 002	26 705
Rayonne : fils . . . . .	8 256	11 520	10 869	11 005	12 705	10 285	10 823
Rayonne : fibres . . .	18 960	19 644	20 991	21 771	21 956	16 729	17 578
<i>Tissages :</i>							
Coton . . . . .	66 636	77 088	74 107	79 638	84 591	67 164	74 687
dont :							
Tissus courants . .	(34 846)	(38 855)	(36 654)	(40 371)	(44 499)	(34 232)	(37 095)
Tissus, velours et peluches d'ameu- blement . . . . .	(7 941)	(9 055)	(9 822)	(11 388)	(13 050)	(11 906)	(14 521)
Tapis . . . . .	(11 165)	(13 230)	(12 252)	(13 763)	(12 656)	(11 310)	(13 084)
Lin . . . . .	7 416	7 560	7 099	7 213	7 530	6 740	7 533
Laine . . . . .	24 156	25 092	28 457	30 882	29 972	24 675	29 242
dont :							
Tissus courants . .	(10 066)	(10 869)	(10 736)	(11 635)	(11 165)	(7 989)	( 8 861)
Tissus, velours et peluches d'ameu- blement . . . . .	(723)	(750)	(945)	(1 130)	(1 283)	(1 580)	(2 177)
Tapis . . . . .	(10 156)	(10 791)	(13 650)	(14 738)	(13 673)	(12 351)	(15 634)
Rayonne et fibranne	6 276	7 248	7 030	8 239	9 449	8 441	9 028
Jute . . . . .	43 848	39 408	42 157	38 653	35 150	39 967	37 276
Fibres dures . . . . .	1 104	1 920	2 242	2 318	2 635	3 521	4 252
Couvertures . . . . .	8 720	11 079	10 815	9 676	9 648	6 647	5 672
Torchons, lavettes et chamoisettes . . . . .	3 217	3 393	3 364	3 783	4 391	3 178	4 013

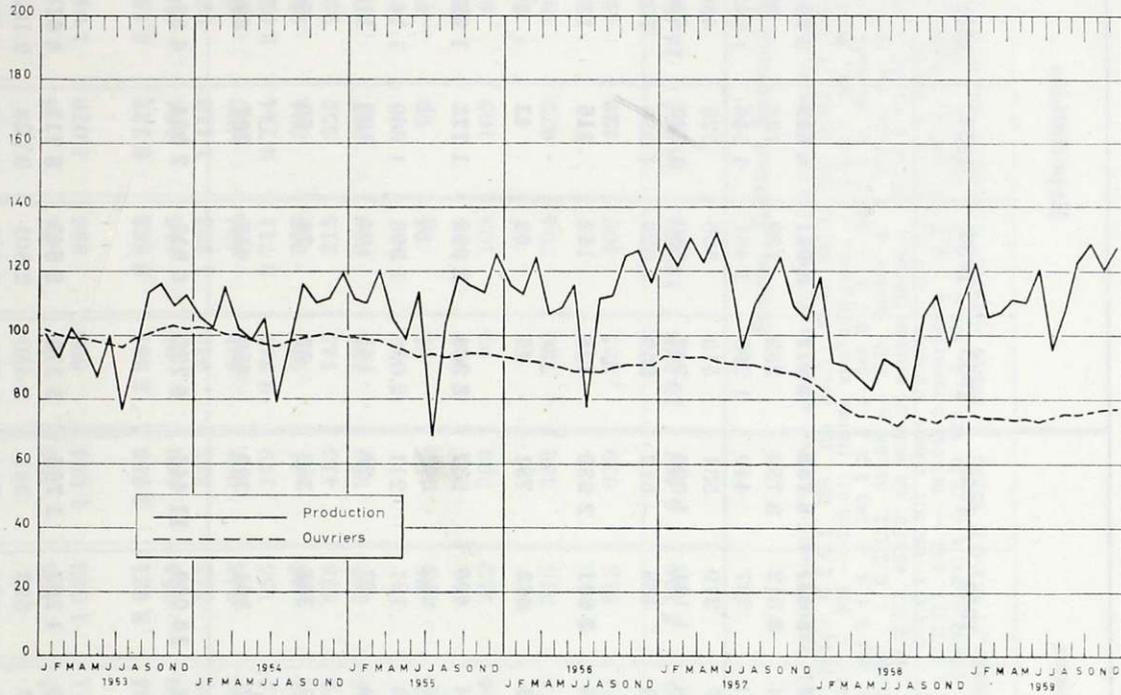
Source : Institut National de Statistique.

**Stocks de tissus**  
Situation au 31 décembre  
(en tonnes)

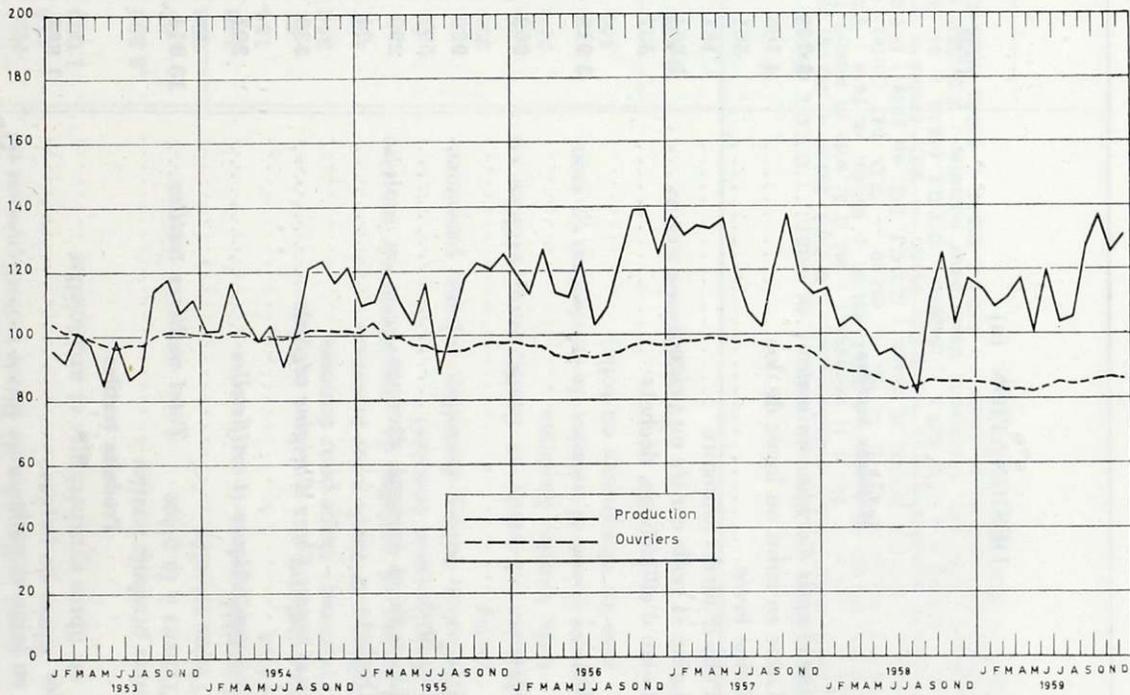
NATURE DES TISSUS	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Coton . . . . .	10 234	10 128	10 093	8 564	10 715	10 983	11 019
Lin . . . . .	1 492	1 424	1 419	1 338	1 302	1 218	1 162
Laine . . . . .	2 901	3 300	3 475	3 635	4 271	4 054	3 923
Rayonne ou fibranne.	1 687	1 832	1 826	1 731	1 967	1 898	1 784
Jute . . . . .	1 649	2 242	2 645	2 856	2 276	2 294	2 419

Source : Institut National de Statistique.

**Industrie textile**  
**Filatures**  
**Production et personnel occupé**  
**(1953 = 100)**



**Tissages**  
**Production et personnel occupé**  
**(1953 = 100)**



Source : Institut National de Statistique.

**Commerce extérieur des matières et produits textiles**

**Valeur**

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1955	1956	1957	1958	1959	1955	1956	1957	1958	1959
<b>Matières textiles</b>										
<i>Laine et poils d'origine animale</i> .....	6 749	7 884	8 894	5 437	6 752	3 817	4 091	4 565	3 104	3 943
Laine en suint ou lavée de dos .....	4 106	4 695	5 504	3 312	3 759	289	189	192	98	156
Laine lavée .....	561	574	540	287	449	1 299	1 481	1 544	1 042	1 255
Poils d'autres animaux .....	181	282	277	279	531	513	556	526	436	664
Laine et poils cardés ou peignés .....	1 364	1 616	1 828	1 121	1 396	747	889	1 247	826	1 014
Laine d'effilochage, déchets .....	537	717	745	438	617	969	1 026	1 056	702	854
<i>Coton</i> .....	3 919	3 717	4 184	2 681	2 630	135	169	216	139	183
<i>Jute</i> .....	882	804	878	863	751	45	69	43	36	42
<i>Lin</i> .....	920	870	694	400	537	2 233	2 099	1 772	1 255	1 391
Lin brut .....	597	592	467	252	301	—	2	1	—	—
Lin teillé et épeigné, étoupes .....	299	250	203	121	211	2 092	1 993	1 669	1 145	1 259
Déchets .....	24	28	24	27	25	141	104	102	110	132
<i>Soie et autres fibres d'origine végétale</i> .....	339	374	378	357	383	63	76	60	56	58
<i>Fibres synthétiques et artificielles</i> .....	207	283	397	301	393	459	415	397	294	281
<i>Total matières textiles</i> .....	13 016	13 931	15 425	10 039	11 446	6 752	6 919	7 054	4 884	5 898
<b>Produits textiles</b>										
<i>Filés</i> .....	1 585	1 488	1 810	1 263	1 735	5 316	5 543	5 717	4 674	5 405
— en laine et poils .....	463	470	607	393	581	2 450	2 801	3 023	2 193	2 928
— en coton .....	311	339	554	358	389	1 711	1 523	1 460	1 198	1 194
— en jute .....	3	8	6	6	12	830	309	296	345	353
— en lin .....	153	98	89	63	107	281	276	315	209	230
— en soie et autres fibres végétales (y compris les filés de fibres de papier) .....	61	67	68	47	54	42	37	39	26	26
— en fibres synthétiques et artificielles .....	594	506	486	396	592	502	597	584	733	674

— en laine et poils .....	765	802	854	1 013	1 439	1 802	2 102	1 864	2 134
— en coton .....	636	671	936	1 187	2 361	2 366	2 486	2 062	2 220
— en jute .....	1	1	1	10	316	284	301	289	308
— en lin, chanvre, ramie .....	17	18	22	15	519	519	497	443	468
— en soie et autres fibres végétales, éventuellement mélangées de fibres métalliques ou de fibres de papier .....	118	116	106	133	10	11	8	7	13
— en fibres synthétiques et artificielles .....	1 009	1 068	1 023	1 094	693	886	1 079	1 041	1 242
<b>Autres produits textiles .....</b>	<b>2 350</b>	<b>2 580</b>	<b>2 993</b>	<b>3 280</b>	<b>5 591</b>	<b>6 662</b>	<b>6 727</b>	<b>6 166</b>	<b>6 553</b>
Tricotés à la pièce .....	65	90	109	143	88	115	164	200	179
Tissus tricotés .....	386	424	509	685	953	1 275	1 113	998	1 039
Lingerie .....	143	185	239	237	343	424	492	430	473
Tapis .....	134	144	175	179	2 347	2 711	2 714	2 329	2 678
Couvertures .....	51	61	63	41	297	316	324	230	224
Vêtements tissés pour femmes .....	356	341	375	413	145	215	255	226	276
Vêtements tissés pour hommes .....	197	209	305	299	188	296	367	393	376
Cloches et articles de chapellerie en matière textile (sauf tricotés) .....	51	47	38	35	85	95	99	76	67
Broderies, tulles, dentelles, rubans, passementeries .....	220	230	264	233	93	103	105	93	104
Articles en corde et ficelle, sacs, articles en toile lourde, linoléum .....	288	322	314	336	720	704	672	766	654
Autres tissus et articles de confection (y compris les chaussures en toile) .....	459	527	602	679	332	408	422	425	483
<b>Total produits textiles .....</b>	<b>6 481</b>	<b>6 744</b>	<b>8 099</b>	<b>8 467</b>	<b>16 245</b>	<b>18 073</b>	<b>18 917</b>	<b>16 496</b>	<b>18 343</b>

Source : Institut National de Statistique.

(a) *Composition du tableau.* — Laine en suint... : C.T.C.I. 262.01; laine lavée : C.T.C.I. 262.02; poils d'autres animaux C.T.C.I. 262.03 à 262.05; laine et poils... : C.T.C.I. 262.07; laine d'effilochage... : C.T.C.I. 262.06 + 262.08; coton : C.T.C.I. 263; jute : C.T.C.I. 264; lin brut : T.D. 541 a; lin tellé et peigné, étoupes : 541 b + 541 c + 541 d 1; déchets... : 541 d 2; soie et autres fibres... : C.T.C.I. 261 + 265 — 265.01; fibres synthétiques... : C.T.C.I. 266. Filles en laine... : C.T.C.I. 651.02; en coton : C.T.C.I. 651.03 + 651.04; en jute : T.D. 547; en lin : T.D. 545 à 1 A + 545 à 2 A + 545 b 1 A + 545 b 2 A, en soie et autres fibres C.T.C.I. 651.01 + 651.05 — lin + 651.09 — T.D. 547 (jute); en fibres synthétiques... : C.T.C.I. 651.06 — T.D. 680bis a 2. Tissus du type standard en laine... : C.T.C.I. 653.02; en coton : C.T.C.I. 652; en jute : C.T.C.I. 653.04; en lin... : C.T.C.I. 653.03; en soie et autres fibres... : C.T.C.I. 653.01 + 653.06 + 653.09; en fibres synthétiques... : C.T.C.I. 653.05 — T.D. 680bis a 3. Tricotés à la pièce : C.T.C.I. 653.07; tissus tricotés : C.T.C.I. 841.01 à 841.03 + 841.12 — T.D. 362 — T.D. 368 a + T.D. 616 a 1; lingerie : C.T.C.I. 656.04 + 841.04 + T.D. 590; tapis : C.T.C.I. 657 — 657.04; couvertures : C.T.C.I. 656.03; vêtements tissés pour femmes : T.D. 583; vêtements tissés pour hommes : T.D. 584; cloches... : C.T.C.I. 655.02 + 841.8 + T.D. 612 a + 612 c + 615 + 612 a 2 + 616 d; broderies... : C.T.C.I. 654; articles en corde... : C.T.C.I. 655.06 + 656.01 + 656.02 + 657.04; autres tissus... : C.T.C.I. 655.01 + 655.04 + 655.05 + 655.09 + 841.19 + 851.03 + T.D. 601 b — T.D. 590.

**Commerce extérieur des matières et produits textiles**

Quantité  
(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1955	1956	1957	1958	1959	1955	1956	1957	1958	1959
<b>Matières textiles</b>										
<i>Laine et poils d'origine animale</i>	97 914	114 589	115 985	97 829	123 033	34 062	36 383	37 494	32 131	43 087
Laine en suint ou lavée de dos	66 714	79 282	80 787	69 032	82 787	3 284	1 871	2 252	1 567	2 523
Laine lavée	6 294	6 422	5 143	3 807	6 850	11 544	13 595	13 491	11 318	15 195
Poils d'autres animaux	2 368	2 768	3 061	2 876	4 718	2 338	2 202	2 170	2 472	3 792
Laine et poils cardés ou peignés	9 769	11 241	11 403	9 551	12 372	4 905	6 145	7 319	5 982	7 855
Laine d'effilochage, déchets	12 769	14 876	15 641	12 563	16 306	11 991	12 570	12 262	10 792	13 722
<i>Coton</i>	108 582	117 197	129 333	92 019	107 667	9 423	10 315	12 262	9 552	13 726
<i>Jute</i>	78 123	75 676	74 181	80 002	74 382	5 845	7 665	5 335	5 028	6 685
<i>Lin</i>	200 187	208 906	206 993	126 313	140 873	86 498	85 365	76 363	66 738	76 253
Lin brut	180 767	187 777	189 695	109 320	112 762	85	402	239	15	1
Lin teillé et épeigné, étoupes	14 106	15 839	12 740	9 977	20 795	66 294	69 366	59 676	47 734	54 649
Déchets	5 314	5 290	4 558	7 016	7 316	20 119	15 597	16 448	18 989	21 603
<i>Soie et autres fibres d'origine végétale</i>	30 385	33 117	35 432	35 704	35 047	4 629	5 624	4 372	4 921	4 472
<i>Fibres synthétiques et artificielles</i>	5 411	6 383	7 953	4 934	6 291	14 066	14 122	13 694	10 854	10 110
<i>Total matières textiles</i>	520 602	555 868	569 877	436 801	487 293	154 523	159 474	149 520	129 224	154 333
<b>Produits textiles</b>										
<i>Filés</i>	13 955	13 710	17 683	13 286	20 307	64 721	64 057	60 041	57 489	67 067
— en laine et poils	3 058	2 916	3 506	2 506	3 776	12 746	14 317	14 612	11 531	16 331
— en coton	3 219	3 988	7 460	5 461	6 919	22 837	20 660	19 335	16 735	18 782
— en jute	167	437	289	322	766	17 517	16 328	14 021	16 120	18 810
— en lin	2 364	1 462	1 085	864	1 920	4 414	4 762	4 957	4 227	5 079
— en soie et autres fibres végétales (y compris les filés de fibres de papier)	1 375	1 055	1 267	833	1 152	631	438	453	224	344

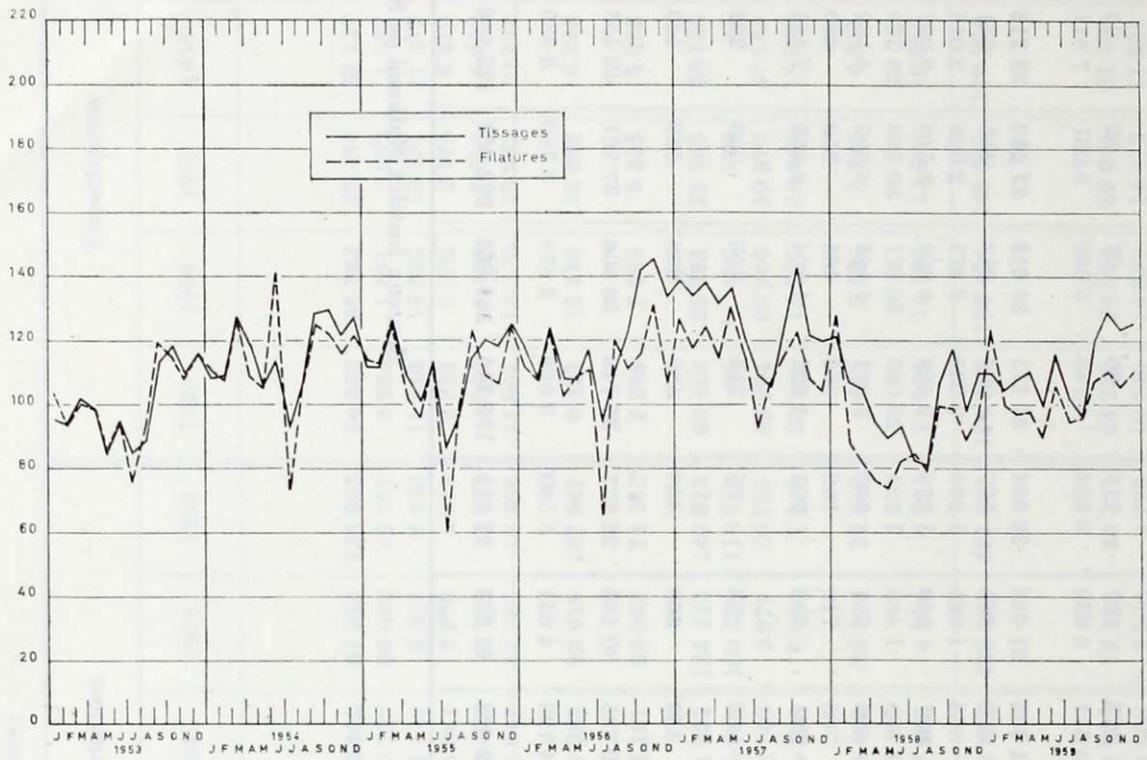
	14 331	15 142	19 414	10 024	20 010	30 314	34 000	39 100	40 114	44 000	49 114	50 000
<i>Tissus du type standard</i> .....												
— en laine et poils .....	3 116	3 445	3 911	3 495	4 248	5 564	7 228	8 308	8 243	8 308	8 243	10 122
— en coton .....	4 295	4 139	6 607	6 077	8 782	21 253	22 298	22 544	19 280	22 544	19 280	21 837
— en jute .....	81	37	64	95	592	14 020	11 337	11 613	9 641	11 613	9 641	12 169
— en lin, chanvre, ramie .....	165	177	192	99	78	4 699	4 769	4 632	4 242	4 632	4 242	4 735
— en soie et autres fibres végétales, éventuellement mélangées de fibres métalliques ou de fibres de papier .....	142	153	123	107	116	30	27	32	25	32	25	33
— en fibres synthétiques et artificielles .....	6 538	7 191	8 517	6 959	6 994	4 746	6 349	8 061	7 811	8 061	7 811	9 934
<i>Autres produits textiles</i> .....	<b>28 516</b>	<b>31 099</b>	<b>31 305</b>	<b>31 454</b>	<b>35 902</b>	<b>81 711</b>	<b>89 619</b>	<b>87 634</b>	<b>88 715</b>	<b>87 634</b>	<b>88 715</b>	<b>90 659</b>
Tricotés à la pièce .....	264	337	400	464	557	254	313	415	641	415	641	568
Tissus tricotés .....	666	752	864	1 025	1 274	2 030	2 477	2 048	2 016	2 048	2 016	2 210
Lingerie .....	432	688	957	959	1 074	2 468	3 209	3 546	3 087	3 546	3 087	3 719
Tapis .....	1 548	1 570	1 895	1 485	1 721	26 065	30 871	30 623	28 599	30 623	28 599	33 618
Couvertures .....	575	650	608	511	600	7 571	7 125	6 295	4 182	6 295	4 182	3 568
Vêtements tissés pour femmes .....	602	590	705	710	888	366	465	659	680	659	680	947
Vêtements tissés pour hommes .....	495	576	841	813	995	1 377	1 804	2 253	2 445	2 253	2 445	2 853
Cloches et articles de chapellerie en matière textile (sauf tricotés) .....	94	83	68	93	76	215	263	268	222	268	222	217
Broderies, tulles, dentelles, rubans, passementeries .....	370	377	459	369	460	589	608	526	449	526	449	525
Articles en corde et ficelle, sacs, articles en toile lourde, linoleum .....	19 394	21 119	19 785	20 168	22 677	37 748	38 606	37 261	42 455	37 261	42 455	38 400
Autres tissus et articles de confection (y compris les chaussures en toile) .....	4 076	4 357	4 723	4 857	5 580	3 028	3 878	3 740	3 939	3 740	3 939	4 049
<i>Total produits textiles</i> .....	<b>56 808</b>	<b>59 951</b>	<b>68 402</b>	<b>61 572</b>	<b>77 019</b>	<b>196 744</b>	<b>205 684</b>	<b>202 865</b>	<b>195 446</b>	<b>202 865</b>	<b>195 446</b>	<b>216 556</b>

Source : Institut National de Statistique.

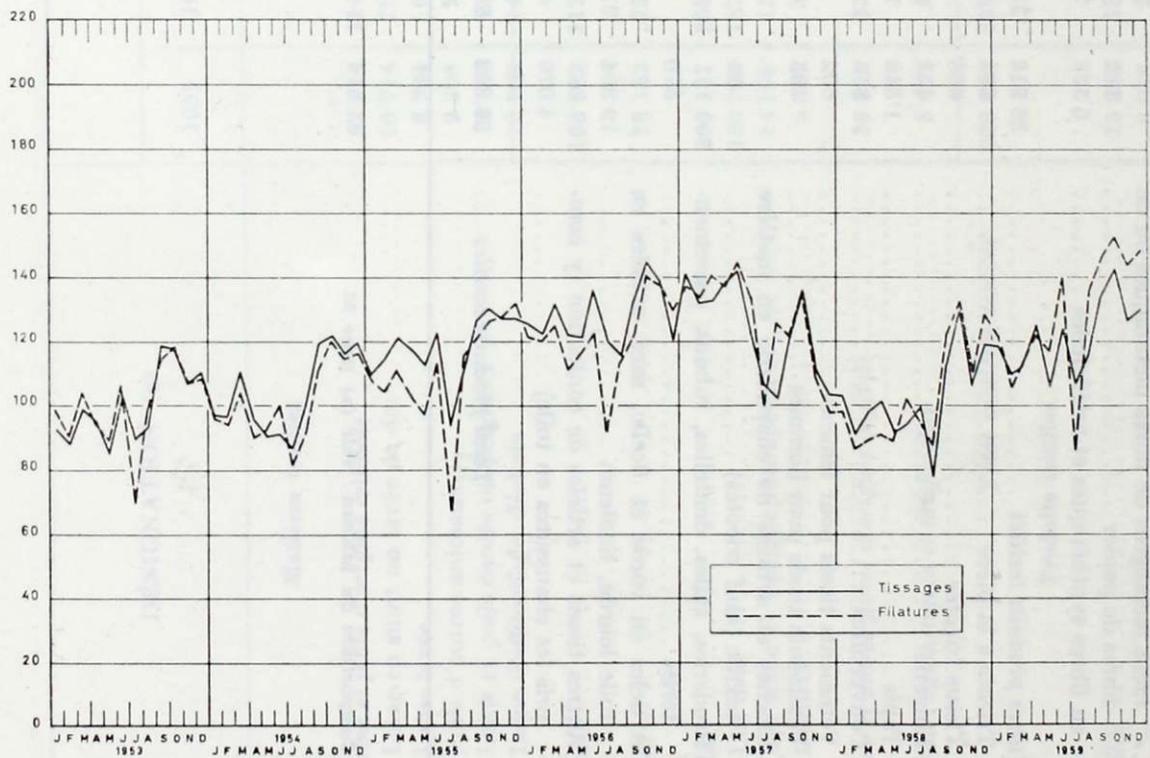
(a) Composition du tableau : voir (a) page 85.

## Production textile

Coton  
(1953 = 100)



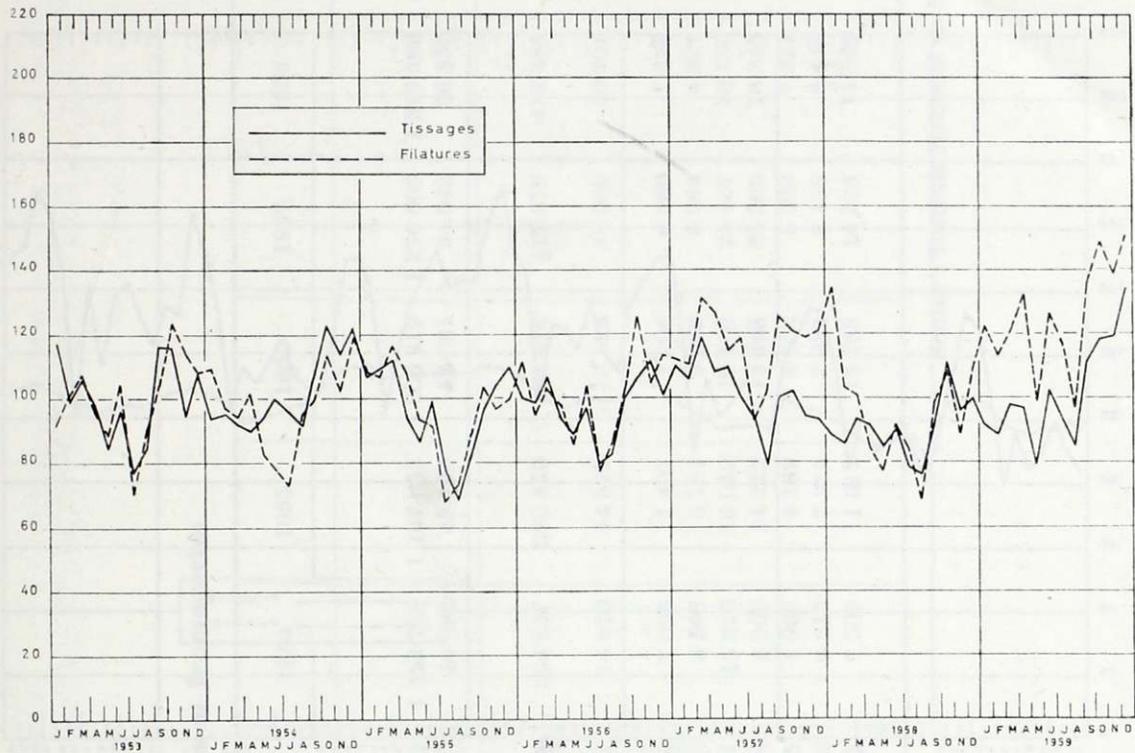
Laine  
(1953 = 100)



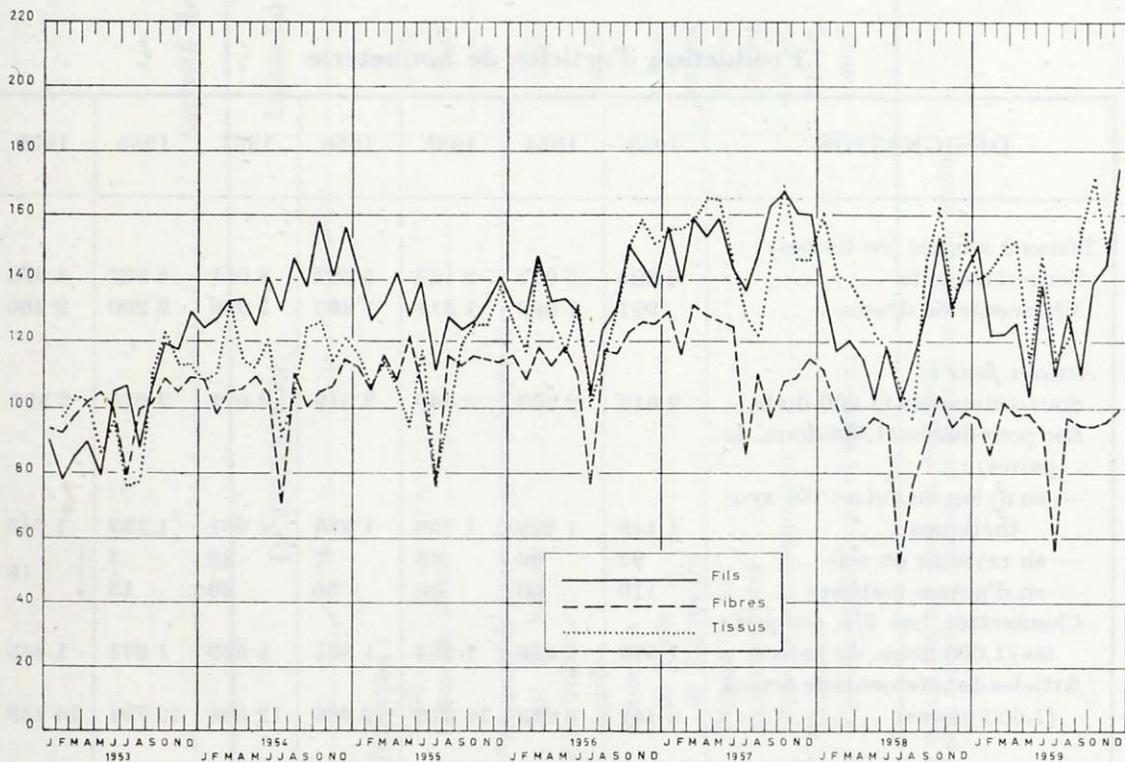
Source : Institut National de Statistique.

## Production textile

Lin  
(1953 = 100)

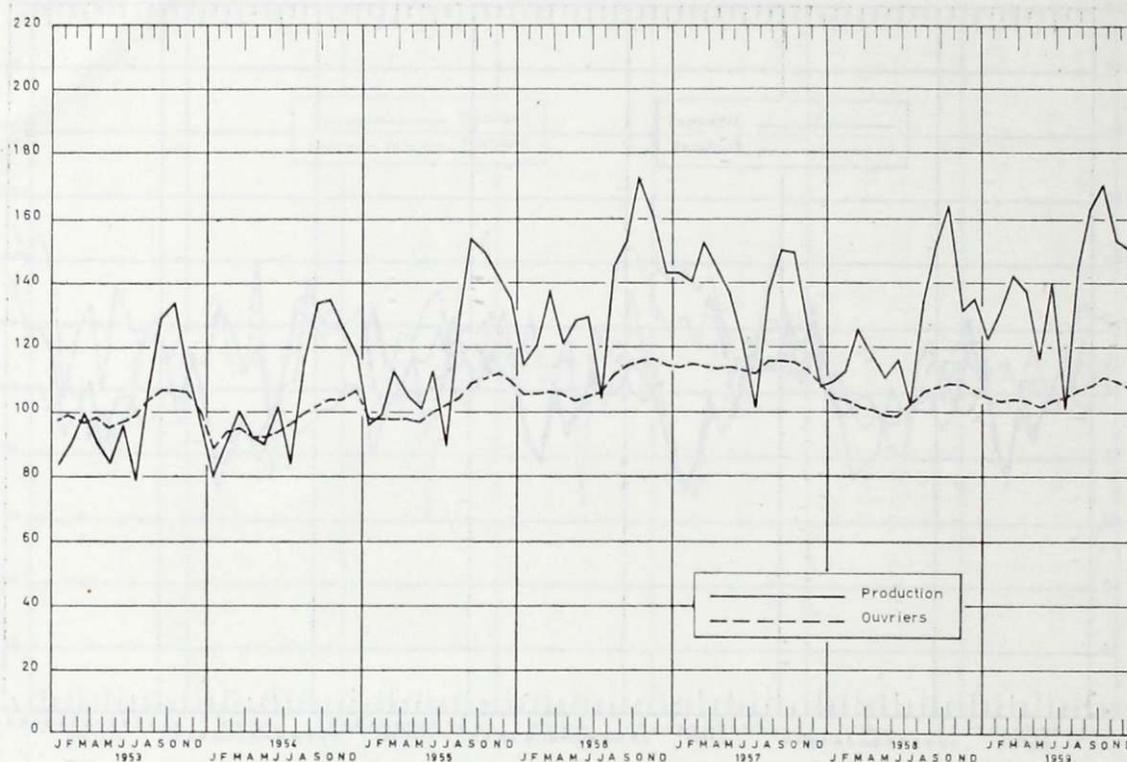


Rayonne  
(1953 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

**Bonneterie**  
**Production et personnel occupé**  
(1953 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

**Production d'articles de bonneterie**

DÉSIGNATION	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
<i>Tissus à mailles (en tonnes) :</i>							
Sous-vêtements .....	4 804	5 067	5 132	5 622	6 081	4 587	4 978
Vêtements de dessus .....	957	1 099	1 511	1 895	1 996	2 200	2 260
<i>Articles finis :</i>							
Sous-vêtements (1.000 douz.) .	2 615	2 769	2 866	3 019	3 321	2 614	2 899
Bas pour dames (1.000 douz. de paires) :							
— en nylon ou autres fils synthétiques .....	1 148	1 428	1 756	1 976	1 861	1 739	1 745
— en rayonne ou soie .....	92	82	23	7	22	4	18
— en d'autres matières .....	119	36	30	36	26	13	
Chaussettes, bas 3/4, socquettes (1.000 douz. de paires) .	1 570	1 468	1 533	1 561	1 597	1 371	1 439
Articles de vêtements de dessus (1.000 pièces) .....	8 141	8 623	10 318	12 966	12 098	12 791	14 759

Source : Institut National de Statistique.

**Activité des laiteries et fromageries**

DÉSIGNATION	Unités (a)	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
<i>Réception :</i>								
Lait .....	10 <sup>3</sup> lit.	1 091 364	1 152 726	1 167 633	1 200 219	1 276 609	1 318 596	1 302 791
Crème de ferme .....	tonnes	41 230	46 092	48 125	52 081	54 042	56 357	55 875
<i>Préparation pour la consommation :</i>								
Lait de laiterie .....	10 <sup>3</sup> lit.	344 148	364 857	380 459	401 476	417 873	412 484	432 492
<i>Fabrications :</i>								
Beurre .....	tonnes	41 091	44 610	44 879	46 325	48 039	50 201	46 962
Fromages :								
<i>a) Frais</i> .....	tonnes	6 300	7 003	7 407	7 706	8 430	7 676	8 688
<i>b) Autres (b)</i> .....	tonnes	4 764	4 568	5 184	5 642	5 964	6 337	7 404
Poudre de lait .....	tonnes	16 008	15 810	16 049	19 103	25 461	30 130	28 341
Lait concentré .....	tonnes	8 508	8 960	14 225	18 468	24 269	16 245	22 974
Glace de consommation .....	10 <sup>3</sup> lit.	888	1 963	4 182	4 863	5 329	7 351	11 025
Yoghourt .....	10 <sup>3</sup> lit.	5 664	6 216	7 379	7 323	8 198	8 449	9 554
Aliments diététiques et spéciaux .....	tonnes	5 028	7 509	11 012	12 283	14 238	14 080	16 146

(a) Toutes teneurs d'eau ou de graille.  
 (b) Non compris le fromage de Herve et le fromage fondu.

Source : Institut National de Statistique.

**Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes**

**Valeur**

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1955	1956	1957	1958	1959	1955	1956	1957	1958	1959
	Vin .....	756	836	921	876	860	23	32	21	17
Autres boissons .....	327	348	413	496	523	71	90	113	91	102
Viande préparée ou conservée .....	260	302	373	369	358	202	244	238	220	262
Produits laitiers et miel .....	2 266	2 054	2 091	1 562	1 903	150	199	178	344	242
Produits à base de poisson ou de crustacés .....	479	582	515	510	566	19	25	23	17	25
Farine et produits à base de farine ou fécula .....	348	428	553	512	464	513	605	682	592	720
Préparations à base de légumes et fruits .....	611	692	853	885	912	217	362	299	360	393
Sucre .....	202	236	441	288	357	747	920	778	803	677
Cacao, y compris coques, pelures et pellicules .....	723	644	615	729	756	18	13	18	32	15
Préparations à base de sucre ou de cacao .....	339	372	398	470	472	148	200	210	241	278
Graines, noix et amandes oléagineuses non comestibles .....	928	1 601	1 490	1 322	1 686	61	57	54	67	80
Huiles et graisses d'origine animale ou végétale et produits dérivés (huiles essentielles, margarine et graisses culinaires non comprises) .....	1 964	1 717	1 651	1 419	1 474	1 099	1 084	921	666	650
Margarine et graisses culinaires .....	124	106	139	109	104	203	150	258	157	125
Nourriture fabriquée destinée aux animaux .....	1 304	1 202	1 189	1 420	1 968	401	445	356	394	531
Extraits de café et autres produits préparés, n.d.a.	104	118	142	138	171	86	80	90	97	117

Source : Institut National de Statistique.

(a) *Composition du tableau.* — Vin : C.T.C.I. 112.01; autres boissons : C.T.C.I. 11 — 112.01; viande préparée... : C.T.C.I. 012 + 013; produits laitiers... : C.T.C.I. 02 — 025; produits à base de poisson... : C.T.C.I. 032; farine... : C.T.C.I. 046 + 047 + 048; préparations à base de légumes... : C.T.C.I. 053 + 055; sucre : C.T.C.I. 061; cacao : C.T.C.I. 072; préparations à base de sucre... : C.T.C.I. 062.01 + 073.01; graines... : C.T.C.I. 221; huiles et graisses... : C.T.C.I. 41; margarine... : C.T.C.I. 691; nourriture... : C.T.C.I. 08 — 081.01; extraits de café... : C.T.C.I. 071.03 + 099.

**Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes**

Quantité  
(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1955	1956	1957	1958	1959	1955	1956	1957	1958	1959
	Vin .....	56 018	61 303	66 040	58 750	61 268	1 338	1 956	780	526
Autres boissons .....	38 861	124 044	176 421	130 860	238 053	18 778	22 099	22 565	16 945	90 226
Viande préparée ou conservée .....	7 031	7 221	8 212	8 540	8 579	6 946	8 835	8 611	8 374	9 272
Produits laitiers et miel .....	68 430	65 781	66 394	61 950	70 828	53 514	36 859	29 498	33 170	29 875
Produits à base de poisson ou de crustacés .....	16 368	19 302	16 198	17 046	18 423	731	849	740	504	1 020
Farine et produits à base de farine ou féoule .....	50 563	59 475	112 258	88 603	61 847	58 673	68 614	77 849	65 479	88 620
Préparations à base de légumes et fruits .....	43 435	41 579	47 950	49 810	66 443	16 841	30 148	20 253	26 100	33 302
Sucre .....	76 940	67 271	102 162	69 505	121 077	111 145	144 142	89 046	118 832	127 042
Cacao, y compris coques, pelures et pellicules .....	13 342	16 620	15 712	11 750	15 018	394	416	565	634	381
Préparations à base de sucre ou de cacao .....	10 043	11 259	11 810	13 840	14 853	3 201	7 171	7 249	10 978	13 958
Graines, noix et amandes oléagineuses non co- mestibles .....	137 367	215 254	203 783	183 258	239 856	6 770	6 306	6 858	9 973	10 483
Huiles et graisses d'origine animale ou végétale et produits dérivés (huiles essentielles, margarine et graisses culinaires non comprises) .....	160 580	134 532	120 833	118 503	127 633	79 602	72 518	63 537	50 458	53 102
Margarine et graisses culinaires .....	11 470	10 381	11 312	9 063	9 999	13 496	11 058	17 977	11 465	10 054
Nourriture fabriquée destinée aux animaux .....	423 855	396 987	416 216	551 219	608 712	96 113	102 954	82 442	96 644	116 141
Extraits de café et autres produits préparés, n.d.a.	2 249	2 418	2 376	2 527	3 151	6 052	5 781	5 269	5 419	5 661

Source : Institut National de Statistique.

(a) Composition du tableau : voir (a) page 92.

### Activité dans quelques branches de l'industrie alimentaire

DÉSIGNATION	Unité	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Production de farine .....	10 <sup>3</sup> t	754,6	767,0	764,0	796,8	758,5	781,5	790,9
Matières premières déclarées par les brasseries (a) .....	10 <sup>3</sup> t	148,7	151,2	158,5	157,5	165,8	164,7	172,8
Production d'alcool (alcool à 50°, temp. 15°C) .....	10 <sup>6</sup> lit.	27,7	23,7	25,7	26,4	22,9	21,7	20,9
Production de sucre :								
a) sucre brut .....	10 <sup>3</sup> t	408,3	346,7	361,8	309,6	360,6	490,6	210,9
b) quantités obtenues par transformation dans les raffineries .....	10 <sup>3</sup> t	197,3	174,1	182,3	194,1	184,3	196,9	178,7
Production de margarine (apte à la consommation) .....	10 <sup>3</sup> t	75,2	85,2	88,3	92,4	95,3	101,2	107,4
Production des huiles végétales et animales :								
a) huile de lin brute .....	10 <sup>3</sup> t	18,1	14,3	14,1	15,3	20,0	8,8	10,7
b) autres huiles brutes .....	10 <sup>3</sup> t	51,6	62,9	47,9	69,6	64,2	72,8	78,6
c) huiles raffinées ou autre- ment transformées .....	10 <sup>3</sup> t	125,4	134,0	161,2	146,0	136,4	137,2	144,9
d) tourteaux et schroots ...	10 <sup>3</sup> t	99,7	101,8	96,1	111,5	104,1	109,6	141,8
Production de confitures, fruits confits, etc. ....	10 <sup>3</sup> t	15,5	18,5	20,2	22,2	21,9	24,9	21,2

Source : Institut National de Statistique.

(a) Y compris le Grand-Duché de Luxembourg.

### Importations et exportations de diamants

Moyennes mensuelles  
(en millions de francs)

ANNÉE	Importations		Exportations	
	Diamants bruts	Diamants de joaillerie taillés	Diamants bruts	Diamants de joaillerie taillés
1952 .....	225,2	6,1	2,5	207,3
1953 .....	212,8	11,6	10,5	228,8
1954 .....	220,0	35,7	33,8	267,2
1955 .....	288,6	59,6	48,1	337,2
1956 .....	355,2	68,2	73,4	376,4
1957 .....	376,6	88,4	62,6	353,7
1958 .....	300,2	66,4	57,7	335,3
1959 .....	430,9	106,8	80,3	419,8

Source : Diamond Office (Anvers).

**Commerce extérieur en peaux, cuirs et articles en cuir**

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1955	1956	1957	1958	1959	1955	1956	1957	1958	1959
	VALEUR (en millions de francs)									
Cuirs, peaux et pelleteries non apprêtés .....	863	937	886	681	920	428	385	311	322	411
Cuirs .....	462	503	565	557	747	406	439	456	446	554
Fourrures apprêtées .....	253	251	238	232	215	80	100	87	57	80
Chaussures entièrement ou principalement en cuir	233	260	348	378	476	135	156	181	218	336
Gants de peau .....	50	49	52	40	40	94	100	74	49	55
Autres articles en cuir .....	70	78	82	73	78	93	114	126	138	180
	QUANTITÉ (en tonnes)									
Cuirs, peaux et pelleteries non apprêtés .....	23 127	22 152	22 099	19 272	23 532	21 380	19 019	16 201	20 104	21 934
Cuirs .....	3 807	3 923	4 500	4 636	5 621	1 708	2 023	1 993	2 011	2 275
Fourrures apprêtées .....	223	223	207	207	202	272	274	249	183	342
Chaussures entièrement ou principalement en cuir	1 083	1 197	1 471	1 518	1 902	712	847	736	920	1 155
Gants de peau .....	52	55	50	34	37	81	90	71	39	46
Autres articles en cuir .....	482	499	559	492	533	663	710	644	589	721

Source : Institut National de Statistique.

(a) Composition du tableau. — Cuirs, peaux... : C.T.C.I. 21; cuirs : C.T.C.I. 611; fourrures... : C.T.C.I. 613; chaussures... : C.T.C.I. 851.02 + T.D. 601 a + T.D. 606 a; gants de peau : T.D. 362; autres articles en cuir : C.T.C.I. 612 + T.D. 612 b + T.D. 616 b + C.T.C.I. 841.06.

### Production de cuirs finis et de chaussures

ANNÉE	Cuirs lourds (en tonnes)			Cuirs légers (en milliers de pieds carrés)	Chaussures (en milliers de paires)	
	Cuirs à semelles	Cuirs techniques	Total		Tout cuir	Autres
1953 .....	4 111	1 218	5 329	35 215	7 433	2 451
1954 .....	4 664	1 220	5 884	34 156	7 973	2 360
1955 .....	4 142	1 295	5 437	38 423	8 324	2 533
1956 .....	3 165	1 204	4 369	44 676	9 054	2 790
1957 .....	2 897	1 415	4 312	44 421	9 264	2 852
1958 .....	2 315	1 159	3 474	38 576	9 699	2 572
1959 .....	2 022	837	2 859	44 756	10 864	2 889

Source : Institut National de Statistique.

### Industrie du tabac

#### Quantités mises en œuvre

(en tonnes)

DÉSIGNATION	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Cigares .....	733	712	766	855	994	1 019	1 070
Cigarillos .....	1 406	1 465	1 544	1 914	1 964	1 892	2 103
Cigarettes .....	10 837	11 025	11 392	11 673	13 061	13 217	13 141
Tabac à fumer .....	10 990	10 616	10 169	10 047	9 973	9 845	9 736
Autres tabacs .....	151	185	132	137	133	130	115
<i>Total ...</i>	<b>24 117</b>	<b>24 003</b>	<b>24 003</b>	<b>24 626</b>	<b>26 125</b>	<b>26 103</b>	<b>26 165</b>

Source: Institut National de Statistique.

**Commerce extérieur en tabacs et tabacs manufacturés**

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1955	1956	1957	1958	1959	1955	1956	1957	1958	1959
	VALEUR (en millions de francs)									
Tabacs bruts.....	884	942	1 059	1 126	1 172	4	7	27	39	56
Cigares .....	107	111	129	127	139	15	20	22	30	35
Cigarillos .....	33	30	27	28	28	16	23	39	43	51
Cigarettes .....	16	15	19	31	38	106	134	193	231	281
Tabacs à fumer .....	6	6	7	9	13	1	1	1	1	1
Autres produits de tabac (y compris les extraits de tabac en poudres) .....	2	3	3	3	4	—	—	—	—	—
	QUANTITÉ (en tonnes)									
Tabacs bruts.....	21 936	22 691	25 354	26 230	26 859	241	331	469	570	676
Cigares .....	294	313	369	375	425	44	62	76	104	122
Cigarillos .....	90	76	67	72	69	61	82	162	163	206
Cigarettes .....	165	136	172	266	360	1 009	1 415	1 904	2 343	2 987
Tabacs à fumer .....	78	90	96	121	215	13	11	9	13	14
Autres produits de tabac (y compris les extraits de tabac en poudres) .....	27	31	40	44	52	191	262	306	338	445

Source : Institut National de Statistique.

(a) Composition du tableau. — Tabacs bruts : C.T.C.I. 121; cigares : T.D. 172 d 1; cigarillos : T.D. 172 d 2; cigarettes : C.T.C.I. 122.02; tabacs à fumer : T.D. 172 a; autres produits... : T.D. 172 b + T.D. 172 c + T.D. 172 f + T.D. 172 g.

### Ventes de l'industrie transformatrice du bois (a)

DÉSIGNATION	Nombre d'heures-ouvriers (en milliers)					Ventes en valeur (en millions de francs)				
	1955	1956	1957	1958 (b)	1959	1955	1956	1957	1958	1959
	Meubles .....	26 436	27 665	26 949	25 262	24 204	2 007	2 265	2 484	2 537
Sièges .....	4 416	5 553	5 049	4 508	4 591	352	430	424	414	384
Menuiserie .....	5 544	5 976	5 411	4 874	4 511	722	522	578	608	576
Boissellerie .....	4 656	5 177	4 704	4 615	4 646	358	394	397	409	456
Cadres, moulures, raboteries .....	1 560	1 490	1 402	1 328	1 278	129	134	142	127	128
Liège .....	372	351	253	214	193	56	56	47	39	44
Vannerie et rotin .....	756	666	727	634	606	49	39	42	49	52
Sabotterie .....	480	401	381	301	226	28	26	34	26	23
Brosserie .....	1 608	1 493	1 417	1 315	1 439	188	199	203	190	182
Caisserie et tonnellerie .....	3 732	4 109	3 539	3 078	3 116	337	447	384	324	363
Parquets .....	1 164	1 193	1 021	978	733	128	138	138	147	125
Contreplaqué et panneaux comprimés .....	4 680	5 120	5 088	4 815	5 461	697	744	870	833	1 039
<b>Total</b> .....	<b>55 392</b>	<b>59 196</b>	<b>55 941</b>	<b>51 922</b>	<b>51 004</b>	<b>5 049</b>	<b>5 394</b>	<b>5 743</b>	<b>5 703</b>	<b>5 900</b>

(a) Entreprises occupant 5 ouvriers et plus.  
(b) Données corrigées.

Source : Institut National de Statistique.

**Commerce extérieur en bois, liège et autres matières végétales, utilisées pour la broserie, la vannerie, etc., ainsi que leurs produits finis**

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1955	1956	1957	1958	1959	1955	1956	1957	1958	1959
	VALEUR (en millions de francs)									
Bois et liège, brut ou ayant subi une première transformation ...	3 203	2 728	3 034	2 382	2 542	587	642	589	447	515
Matières végétales pour la broserie et la vannerie .....	75	82	92	67	75	59	61	44	34	35
Bois et liège en plaques de nature diverse .....	333	334	349	315	463	178	247	272	286	555
Meubles en bois .....	250	293	350	414	443	41	68	124	100	89
Autres articles manufacturés en bois et liège, articles de vannerie et de broserie, etc. ....	341	384	410	437	424	123	153	152	109	136
	QUANTITÉ (en tonnes)									
Bois et liège, brut ou ayant subi une première transformation ...	1 202 390	1 087 773	1 160 936	923 556	1 079 408	334 158	333 302	313 766	233 771	257 359
Matières végétales pour la broserie et la vannerie .....	8 385	9 010	10 466	8 784	9 032	3 289	3 638	2 693	3 133	2 971
Bois et liège en plaques de nature diverse .....	23 153	24 958	28 546	25 584	46 976	15 648	24 069	26 510	32 695	78 831
Meubles en bois .....	5 607	6 380	7 282	8 874	9 896	775	1 469	1 633	1 804	1 718
Autres articles manufacturés en bois et liège, articles de vannerie et de broserie, etc. ....	12 819	14 938	14 245	16 515	16 451	6 502	7 800	7 611	5 389	7 140

Source : Institut National de Statistique.

(a) *Composition du tableau.* — Bois et liège... : C.T.C.I. 24 — C.T.C.I. 241.02; matières végétales... : C.T.C.I. 292.03 + T.D. 98; bois et liège en plaques... : C.T.C.I. 631 + 633.01; meubles en bois : C.T.C.I. 821.01; autres... : C.T.C.I. 632 + 633.09 + 899.12 + T.D. 403 a 1 + T.D. 403 b 1 + T.D. 404 a + T.D. 405 a + T.D. 413 + T.D. 605 a et b + T.D. 611 + T.D. 614.

## Evolution de la consommation estimée d'eau dans les principales industries

(en milliers de mètres cubes)

DESTINATION OU ORIGINE	1956 (a)	1957 (a)	1958 (a)	1959
<b>Par branche d'activité</b>				
Mines .....	181 798	183 206	182 682	173 840
Coke et gaz .....	29 996	33 330	41 847	45 326
Electricité (b) .....	17 999	17 003	17 784	22 609
Sidérurgie .....	624 002	590 114	604 678	528 548
Chimie .....	225 806	241 836	293 470	323 488
Achèvement textile .....	18 862	19 139	20 452	17 630
Verre .....	17 452	18 184	16 339	18 978
Huile et margarine .....	16 248	16 317	15 008	15 659
Distilleries .....	6 336	6 807	5 941	5 772
Autres boissons .....	17 428	17 708	17 828	17 811
Sucreries .....	20 132	20 289	19 322	15 153
Papier .....	88 929	84 911	83 024	85 484
<b>D'après l'origine</b>				
Un ou plusieurs puits .....	84 906	87 794	88 164	81 925
Cour d'eau ou canal (b) ...	1 101 293	1 087 509	1 158 256	1 117 508
Distribution publique.....	14 951	13 896	13 225	14 617
Autres origines .....	60 838	59 645	58 730	57 136
<b>D'après le bassin hydrographique (b) (c)</b>				
Bassin de l'Yser .....	584	635	643	663
Bassin côtier .....	43 912	55 485	83 725	91 868
Bassin de l'Escaut .....	333 518	339 777	371 505	348 472
Bassin de la Meuse .....	836 003	803 196	798 296	775 682
Bassin du Rhin .....	50 971	49 751	64 206	54 155
<i>Total...</i>	<b>1 264 988</b>	<b>1 248 844</b>	<b>1 318 375</b>	<b>1 271 186</b>

Source : Institut National de Statistique.

(a) Données rectifiées.

(b) Non compris l'eau qui sert à actionner les turbines dans les centrales électriques.

(c) Non compris le bassin de l'Oise.

**Evolution de la consommation estimée d'eau  
dans les principales industries (a)**

**Répartition par arrondissement administratif**

(en milliers de mètres cubes)

ARRONDISSEMENT	1956 (b)	1957 (b)	1958 (b)	1959
Anvers .....	11 637	11 134	11 527	13 636
Malines .....	24 623	23 629	27 889	27 472
Turnhout .....	6 911	7 135	7 293	7 687
Bruxelles .....	69 390	93 180	54 645	67 332
Louvain .....	12 906	14 880	15 020	14 944
Nivelles .....	31 307	31 483	32 877	31 086
Bruges .....	5 599	6 148	5 768	5 359
Dixmude .....	38	41	37	37
Ypres .....	173	92	81	92
Courtrai .....	3 578	3 825	8 333	3 865
Ostende .....	38 369	49 353	78 067	86 624
Roulers .....	8 915	9 308	7 899	8 474
Tielt .....	186	194	174	137
Furnes .....	160	121	127	171
Alost .....	19 204	22 990	24 839	22 599
Termonde .....	3 929	3 850	4 046	4 325
Eeklo .....	2 351	2 343	2 103	2 520
Gand .....	50 525	56 656	55 684	64 582
Audenarde .....	2 319	2 202	1 971	2 262
Saint-Nicolas .....	963	939	990	892
Ath .....	1 723	1 791	1 802	1 476
Charleroi .....	294 864	247 556	308 182	312 061
Mons .....	44 942	43 422	39 923	37 209
Soignies .....	8 992	9 116	8 992	11 135
Thuin .....	1 941	1 932	2 072	1 363
Tournai .....	4 049	4 298	2 619	2 247
Huy .....	1 919	1 916	3 236	2 019
Liège .....	382 007	385 468	389 633	310 343
Verviers .....	25 454	11 931	14 630	12 674
Waremmé .....	4 095	3 209	3 150	2 259
Hasselt .....	21 577	21 587	21 739	21 811
Maaseik .....	4 574	4 152	4 188	3 637
Tongres .....	103 231	104 227	107 233	107 246
Arlon .....	50 974	49 753	49 343	50 202
Bastogne .....	—	—	—	—
Marche-en-Famenne .....	1	1	1	1
Neufchâteau .....	2	3	654	1 543
Virton .....	1 143	882	908	2 827
Dinant .....	88	88	100	97
Namur .....	20 277	17 958	20 546	26 801
Philippeville .....	52	51	51	50
<i>Le Royaume ...</i>	<b>1 264 988</b>	<b>1 248 844</b>	<b>1 318 375</b>	<b>1 271 186</b>

Source : Institut National de Statistique.

(a) Non compris l'eau qui sert à actionner les turbines dans les centrales électriques.  
(b) Données rectifiées.



### III

## TRANSPORTS

<i>Société Nationale des Chemins de Fer Belges</i> . . . . .	p. 105 à 107
<i>Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux</i> . . . . .	p. 107
<i>Transports routiers</i> . . . . .	p. 108
<i>Navigation intérieure</i> . . . . .	p. 105 et 108 à 110
<i>Transports maritimes</i> . . . . .	p. 110 et 111
<i>Activités portuaires :</i>	
— <i>Port d'Anvers</i> . . . . .	p. 112
— <i>Port de Gand</i> . . . . .	p. 113
— <i>Ports de Bruges et de Zeebrugge</i> . . . . .	p. 114
<i>Navigation aérienne</i> . . . . .	p. 115 et 116

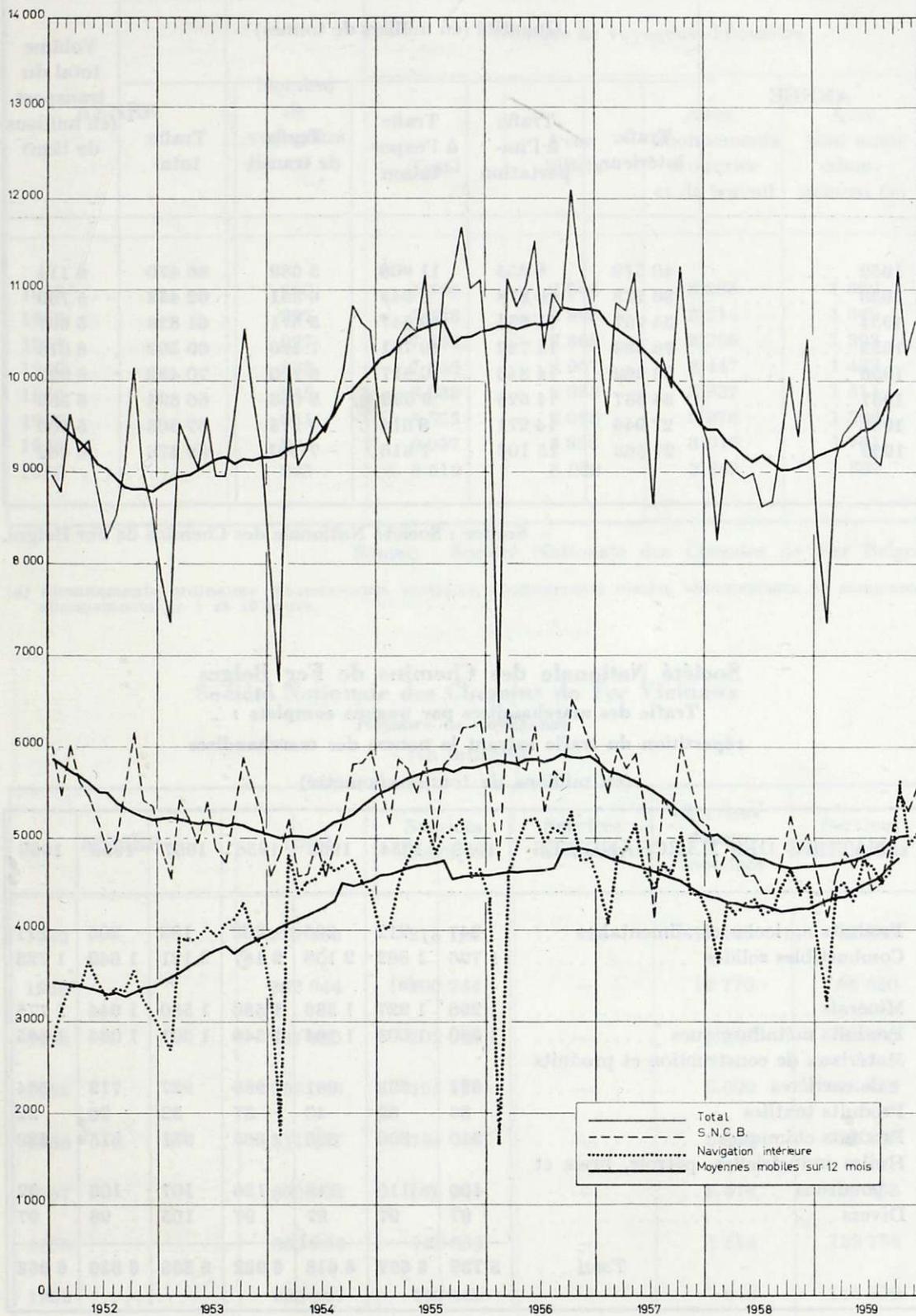
III

TRANSPORTS

p. 105 à 107	Société Nationale des Chemins de Fer Belges
p. 107	Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux
p. 108	Transport routiers
p. 105 et 108 à 110	Navigations intérieures
p. 110 et 111	Transport maritime
	Aériens postaux
p. 112	— Port d'Anvers
p. 113	— Port de Gand
p. 114	— Ports de Bruges et de Zébrugghe
p. 115 et 116	Navigations aériennes

## Chemins de fer et navigation intérieure

Transport des marchandises  
(en milliers de tonnes)



Sources : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.  
Institut National de Statistique.

**Société Nationale des Chemins de Fer Belges**  
**Trafic global des marchandises par wagons complets**

ANNÉE	Quantité (en milliers de tonnes)					Volume total du transport (en millions de tkm)
	Trafic intérieur	Trafic à l'importation	Trafic à l'exportation	Trafic de transit	Trafic total	
1952 .....	40 519	8 354	11 908	5 689	66 470	6 114
1953 .....	36 278	10 878	8 945	6 351	62 452	5 785
1954 .....	34 757	11 654	9 547	5 871	61 829	5 697
1955 .....	36 593	11 722	13 761	7 426	69 502	6 618
1956 .....	36 662	14 843	10 817	8 170	70 492	6 922
1957 .....	34 387	14 628	9 626	8 053	66 694	6 586
1958 .....	27 946	14 271	8 814	7 275	57 806	5 830
1959 .....	27 563	15 106	7 816	7 991	58 476	6 062

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

**Société Nationale des Chemins de Fer Belges**  
**Trafic des marchandises par wagons complets :**  
**répartition du trafic suivant la nature des marchandises**  
(en millions de tonnes-kilomètre)

NATURE DES MARCHANDISES	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Produits agricoles et alimentaires ...	247	212	206	202	182	205	171
Combustibles solides .....	1 726	1 862	2 158	2 187	2 121	1 649	1 723
		(a)					
Minerais .....	1 298	1 227	1 536	1 580	1 580	1 644	1 775
Produits métallurgiques .....	1 080	1 008	1 164	1 346	1 301	1 084	1 165
Matériaux de construction et produits de carrières .....	891	833	981	988	827	712	684
Produits textiles .....	36	39	40	37	32	20	22
Produits chimiques .....	310	309	323	365	331	315	333
Huiles industrielles, pétrole, brais et goudrons .....	100	(a)110	113	120	107	103	92
Divers .....	97	97	97	97	105	98	97
<i>Total ...</i>	<b>5 785</b>	<b>5 697</b>	<b>6 618</b>	<b>6 922</b>	<b>6 586</b>	<b>5 830</b>	<b>6 062</b>

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

(a) Estimation.

## Société Nationale des Chemins de Fer Belges

### Trafic des voyageurs (en millions d'unités)

ANNÉE	Nombre de voyageurs	Nombre de voyageurs-kilomètre			
		Total	Avec billets	Avec abonnements d'ouvrier et de travail	Avec tout autre abonnement (a)
1952 .....	230	7 546	2 916	3 238	1 392
1953 .....	227	7 528	2 945	3 214	1 369
1954 .....	227	7 562	2 866	3 298	1 398
1955 .....	233	7 846	2 967	3 447	1 432
1956 .....	245	8 333	2 985	3 837	1 511
1957 .....	251	8 555	2 983	3 976	1 596
1958 .....	264	9 057	3 386	3 910	1 761
1959 .....	225	8 519	3 033	3 649	1 837

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

(a) Abonnements ordinaires, abonnements scolaires, abonnements réseau, abonnements de commerce, abonnements de 5 et 10 jours.

## Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux

### Nombre de voyageurs (en milliers)

ANNÉE	Total	Services électriques	Services à vapeur	Services d'auto-motrices	Services d'autobus
1952 .....	279 169	213 196	123	17 168	48 683
1953 .....	282 644	203 244	—	12 770	66 630
1954 .....	287 765	202 836	—	8 863	76 066
1955 .....	298 056	195 810	—	5 600	96 646
1956 .....	311 637	188 007	—	3 350	120 280
1957 .....	300 364	176 138	—	2 473	121 753
1958 .....	303 906	162 354	—	1 814	139 738
1959 .....	288 807	143 460	—	648	143 200

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux

## Parc de véhicules routiers

(en milliers d'unités)

ANNÉE	Voitures auto-mobiles	Autobus et autocars	Camions et camionnettes	Moto-cycles	Bicyclettes à moteur	Bicyclettes
	(a)	(a)	(a)	(a) (b)	(c)	
1954 .....	440	3	132	207	95	2 993
1955 .....	483 (d)	3 (d)	134 (d)	..	135	2 928
1956 .....	537	4	144	240	188	2 913
1957 .....	583 (d)	4 (d)	152 (d)	..	269	2 902
1958 .....	633	5	156	238	319	2 842
1959 .....	685 (d)	5 (d)	160 (d)	..	368	2 844

Sources : Ministère des Affaires économiques,  
Institut National de Statistique et  
Direction générale des Etudes et de  
la Documentation.

- (a) Pour l'année 1954, situation au 15 décembre; pour les années suivantes, situation au 1<sup>er</sup> août.  
 (b) Cylindrée de plus de 50 cm<sup>3</sup>.  
 (c) Cylindrée de 50 cm<sup>3</sup> ou moins.  
 (d) Estimation.

## Transports fluviaux

Marchandises transportées

ANNÉE	Quantité (en milliers de tonnes)					Volume total du transport (en millions de tkm)
	Trafic intérieur	Trafic à l'importation	Trafic à l'exportation	Trafic de transit	Trafic total	
1952 .....	17 127	12 275	9 229	914	39 546	3 389
1953 .....	21 339	13 947	10 524	1 134	46 945	3 928
1954 .....	20 936	15 804	12 750	1 603	51 093	4 116
1955 .....	22 572	16 441	15 826	2 001	56 840	4 617
1956 .....	23 158	16 460	14 617	1 669	55 903	4 493
1957 .....	23 235	17 030	13 326	2 125	55 717	4 602
1958 .....	22 396	15 680	11 185	1 969	51 229	4 326
1959 .....	23 615	16 388	11 991	2 420	54 411	4 813

Source : Institut National de Statistique.

## Transports fluviaux

### Répartition du trafic suivant la nature des marchandises

(en millions de tonnes-kilomètre)

NATURE DES MARCHANDISES	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Produits agricoles et alimentaires	245	258	321	350	357	366	311	311
Combustibles solides .....	1 095	1 145	1 249	1 422	1 340	1 405	1 255	1 340
Minerais .....	267	232	240	293	339	330	316	296
Produits métallurgiques .....	185	292	330	399	356	391	416	506
Matériaux de construction .....	374	486	429	411	369	264	308	388
Produits de carrières .....	627	796	764	856	884	891	845	989
Textiles et cuirs .....	8	9	10	10	9	10	7	8
Produits chimiques .....	292	345	389	411	394	422	447	556
Huiles et graisses industrielles .	179	210	232	268	261	261	301	311
Divers .....	114	155	151	197	184	162	120	108
<i>Total ...</i>	<b>3 389</b>	<b>3 928</b>	<b>4 116</b>	<b>4 617</b>	<b>4 493</b>	<b>4 602</b>	<b>4 326</b>	<b>4 813</b>

Source : Institut National de Statistique.

## Transports fluviaux

### Trafic par bassin

(en millions de tonnes-kilomètre)

BASSIN	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Escaut maritime .....	743	793	827	901	889	824	722	748
Canaux de la Campine	1 040	1 337	1 404	1 616	1 627	1 724	1 690	1 917
Canaux brabançons ...	378	371	391	415	403	390	356	343
Meuse et Sambre .....	434	567	609	707	630	703	653	781
Haut-Escaut .....	606	665	709	789	767	786	740	846
Centre et Borinage ....	147	152	132	137	123	128	120	132
Yser et Côte .....	41	43	44	52	54	47	40	44
<i>Total ...</i>	<b>3 389</b>	<b>3 928</b>	<b>4 116</b>	<b>4 617</b>	<b>4 493</b>	<b>4 602</b>	<b>4 326</b>	<b>4 813</b>

Source : Institut National de Statistique.

## Situation de la flotte intérieure de bateaux de charge

Situation au 31 décembre

ANNÉE	Bateaux automoteurs		Bateaux sans moteur		Total	
	Nombre	Tonnes	Nombre	Tonnes	Nombre	Tonnes
1952 .....	3 656	1 203 209	2 426	1 142 398	6 082	2 345 607
1953 .....	3 822	1 288 182	2 183	1 051 680	6 005	2 339 862
1954 .....	3 999	1 385 219	1 932	944 795	5 931	2 330 014
1955 .....	4 161	1 464 719	1 745	873 287	5 906	2 338 006
1956 .....	4 306	1 541 902	1 570	802 200	5 876	2 344 102
1957 .....	4 503	1 646 173	1 394	730 386	5 897	2 376 559
1958 .....	4 681	1 740 357	1 301	685 451	5 982	2 425 808
1959 .....	4 203	1 700 910	1 031	638 256	5 234	2 339 166

Source : Ministère des Communications.

### Nature de la flotte belge

DÉSIGNATION	1 <sup>er</sup> janvier 1959		1 <sup>er</sup> janvier 1960	
	Nombre d'unités	Tonnage brut d'après la règle belge de jaugeage (en tonneaux)	Nombre d'unités	Tonnage brut d'après la règle belge de jaugeage (en tonneaux)
Paquebots mixtes .....	7	81 385	7	81 385
Cargos .....	76	373 294	75	388 728
Navires fruitiers .....	4	12 209	4	12 209
Pétroliers .....	12	152 612	12	146 703
<i>Total</i> ...	<b>99</b>	<b>619 500</b>	<b>98</b>	<b>629 025</b>

Source : Ministère des Communications.

**Marine marchande belge (a)**  
Situation au 1<sup>er</sup> janvier

DÉSIGNATION	Année	Navires à vapeur	Navires à moteur	Total
Nombre de navires .....	1954	39	51	90
	1955	32	50	82
	1956	32	50	82
	1957	34	52	86
	1958	34	57	91
	1959	34	65	99
	1960	31	67	98
Tonnage brut belge .....	1954	191 005	229 130	420 135
	1955	198 254	232 068	430 322
	1956	221 033	229 544	450 577
	1957	241 485	261 761	503 246
	1958	248 906	282 281	531 187
	1959	265 840	353 660	619 500
	1960	259 513	369 512	629 025
Tonnage net belge .....	1954	141 752	163 722	305 474
	1955	148 427	164 954	313 381
	1956	165 573	164 573	330 146
	1957	179 995	190 211	370 206
	1958	185 151	205 920	391 071
	1959	198 297	258 478	456 775
	1960	192 798	271 964	464 762

Source : Ministère des Communications.

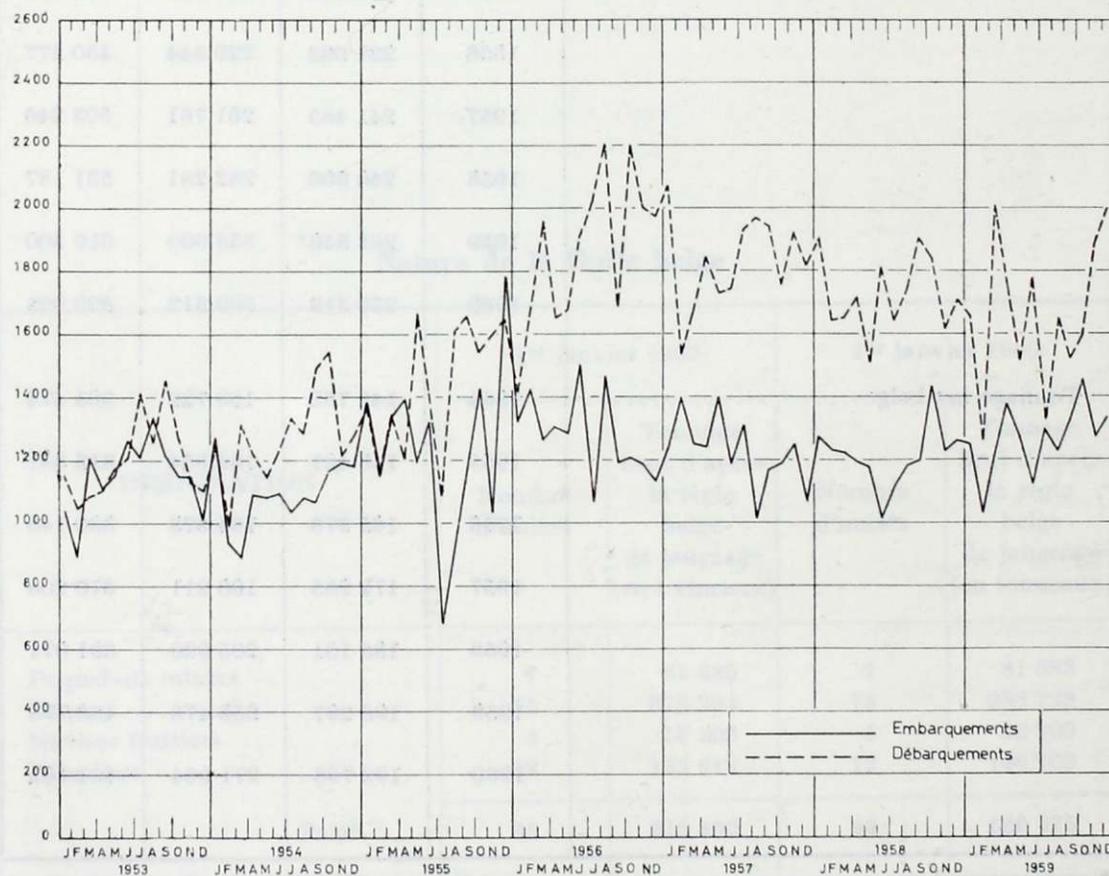
(a) Non compris les navires de l'Etat.

**Port d'Anvers**  
**Navigation maritime**

ANNÉE	Navires entrés		Débarquements			Embarquements	
	Nombre	Tonnage (1 000 N R T)	Impor- tations (1 000 t)	Entre- pôt (1 000 t)	Transit (1 000 t)	Expor- tations (1 000 t)	Transit (1 000 t)
1952 .....	11 756	22 464	11 208	428	4 105	8 502	3 389
1953 .....	13 010	24 414	10 724	346	3 347	9 857	3 910
1954 .....	12 900	25 335	11 886	228	3 197	9 067	4 026
1955 .....	13 731	27 216	13 525	189	3 555	10 122	4 684
1956 .....	15 585	30 508	16 354	170	5 761	10 318	5 034
1957 .....	15 903	31 696	16 448	221	5 268	9 577	5 147
1958 .....	16 282	34 099	16 409	197	4 075	10 015	4 509
1959 .....	16 022	34 841	15 772	592	3 656	9 860	5 332

Source : Institut National de Statistique.

**Trafic maritime au port d'Anvers**  
(en milliers de tonnes)



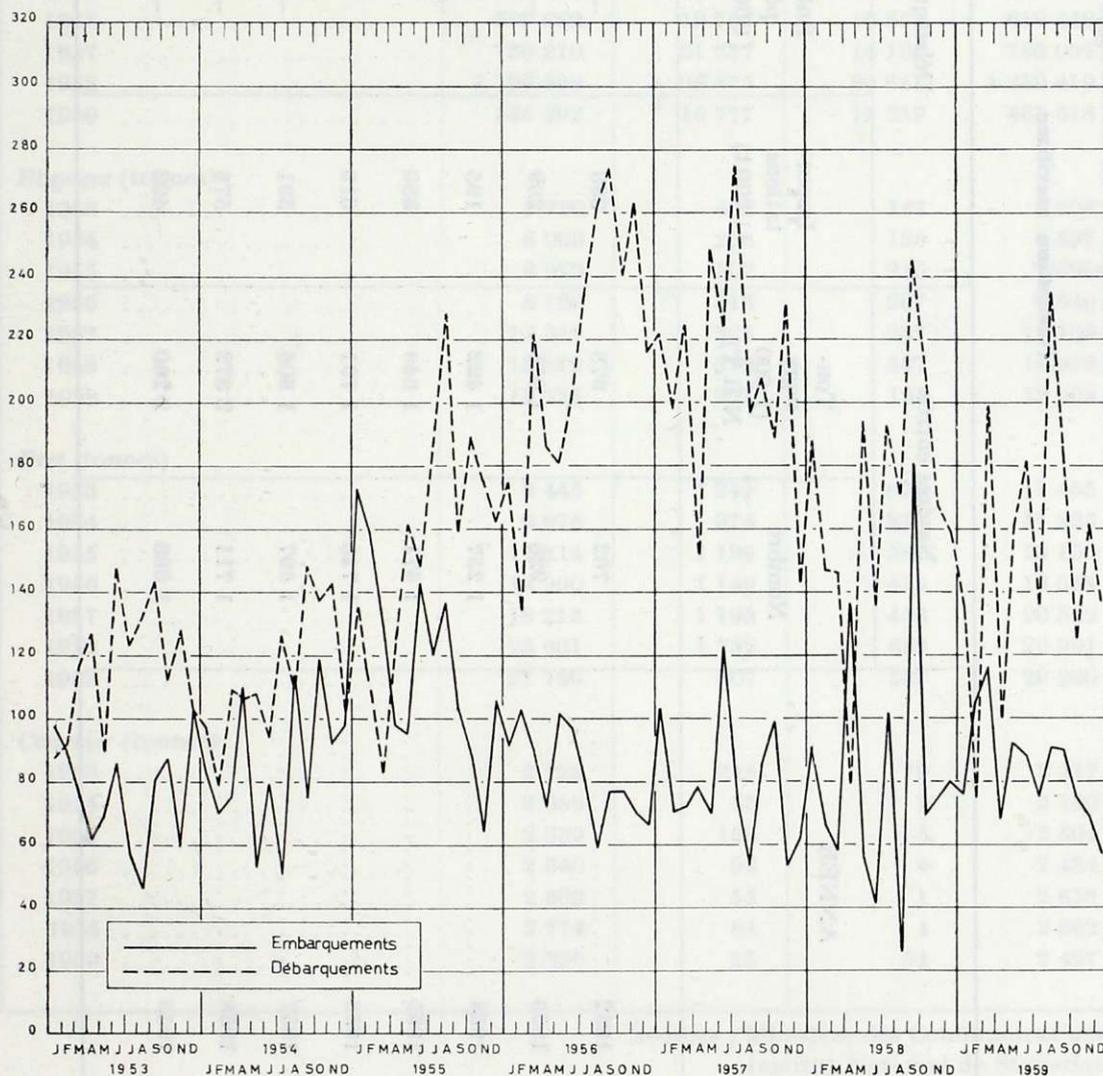
Source : Institut National de Statistique.

**Port de Gand**  
Navigation maritime

ANNÉE	Navires entrés		Débarquements			Embarquements	
	Nombre	Tonnage (1 000 N R T)	Impor- tations (1 000 t)	Entre- pôt (1 000 t)	Transit (1 000 t)	Expor- tations (1 000 t)	Transit (1 000 t)
1952 .....	1 886	1 199	1 330	6	236	817	119
1953 .....	1 878	1 110	1 157	3	242	817	98
1954 .....	1 757	1 129	1 214	2	144	880	139
1955 .....	2 204	1 465	1 537	2	313	1 223	192
1956 .....	2 352	1 696	1 875	2	713	859	124
1957 .....	2 557	1 628	1 822	5	686	820	122
1958 .....	2 628	1 557	1 332	2	700	898	81
1959 .....	2 324	1 380	1 274	21	529	823	176

Source : Institut National de Statistique.

**Trafic maritime au port de Gand**  
(en milliers de tonnes)



Source : Institut National de Statistique.

## Ports de Bruges et de Zeebrugge

### Navigation maritime

ANNÉE	Navires entrés		Débarquements			Embarquements	
	Nombre	Tonnage (1 000 N R T)	Importations (1 000 t)	Entre- pôt (1 000 t)	Transit (1 000 t)	Exportations (1 000 t)	Transit (1 000 t)
1952	762	978	293	—	36	54	97
1953	926	1 056	269	—	35	88	100
1954	1 257	1 422	195	1	63	132	134
1955	1 471	1 648	350	2	66	196	150
1956	1 723	1 791	619	6	70	288	157
1957	1 597	1 806	591	—	131	215	156
1958	1 711	2 372	576	—	76	353	149
1959	1 683	2 260	492	—	65	273	161

Source : Institut National de Statistique.

**Trafic commercial des aérodromes belges (a)**

DÉSIGNATION	Trafic			
	Régulier	Spécial (b)	A la demande	Total (c)
<i>Avions (unités)</i>				
1953 .....	24 989	1 875	2 354	29 218
1954 .....	29 663	1 473	1 668	32 804
1955 .....	33 222	1 790	1 823	36 835
1956 .....	36 142	1 651	1 370	39 163
1957 .....	45 518	2 099	1 600	49 217
1958 .....	56 513	4 040	4 794	65 347
1959 .....	51 176	1 415	2 513	55 104
<i>Passagers (unités)</i>				
1953 .....	397 580	25 289	7 917	410 786
1954 .....	420 773	16 685	8 103	445 561
1955 .....	486 510	28 310	12 567	527 387
1956 .....	589 022	19 764	10 662	619 448
1957 .....	750 210	21 687	14 135	786 032
1958 .....	1 139 863	38 875	80 681	1 259 419
1959 .....	835 292	16 777	13 549	865 618
<i>Bagages (tonnes)</i>				
1953 .....	5 730	432	147	6 308
1954 .....	6 003	258	136	6 397
1955 .....	6 973	507	215	7 695
1956 .....	8 120	313	207	8 640
1957 .....	10 547	325	237	11 108
1958 .....	15 912	519	567	16 998
1959 .....	11 555	257	195	12 008
<i>Fret (tonnes)</i>				
1953 .....	9 445	1 241	679	11 465
1954 .....	9 976	974	875	11 825
1955 .....	11 414	1 199	537	13 150
1956 .....	14 990	1 149	415	16 554
1957 .....	19 216	1 193	453	20 862
1958 .....	24 601	1 752	638	26 991
1959 .....	27 786	907	537	29 230
<i>Courrier (tonnes)</i>				
1953 .....	2 123	215	79	2 417
1954 .....	2 086	53	1	2 140
1955 .....	2 339	162	4	2 504
1956 .....	2 340	92	4	2 434
1957 .....	2 803	55	1	2 859
1958 .....	2 774	84	4	2 862
1959 .....	2 339	35	54	2 427

Sources : Ministère des Communications.  
Institut National de Statistique.

- (a) Ensemble du trafic : arrivées et départs, vols locaux non compris.  
 (b) Vols effectués par des compagnies de lignes régulières, mais en dehors des horaires prévus.  
 (c) Total des trois colonnes précédentes, donc sans les vols d'essai, de publicité, etc.

**Trafic de la SABENA (a)**

ANNÉE	Tonnes-kilomètre offertes (milliers)	Voyageurs transportés (milliers)	Voyageurs-kilomètre (milliers)	Fret (en milliers de tonnes-kilomètre) (b)	Courrier (en milliers de tonnes-kilomètre)	Tonnes-kilomètre transportées (milliers)	Coefficient de chargement (en pour-cent)
1951 ...	72 276,0	260,7	308 582,6	19 336,3	2 304,6	52 481,3	72,6
1952 ...	78 562,3	277,0	377 134,6	16 471,7	3 155,4	57 176,1	72,8
1953 ...	104 495,4	375,2	514 084,6	18 579,5	3 739,0	73 327,4	70,2
1954 ...	121 849,4	391,8	567 228,6	23 013,4	4 258,6	83 081,5	68,2
1955 ...	133 415,2	450,5	649 987,1	25 278,1	5 252,5	95 181,4	71,3
1956 ...	147 509,2	526,6	745 891,7	28 448,4	6 176,6	109 496,0	74,2
1957 ...	191 059,3	686,1	1 038 750,6	31 360,0	6 687,2	137 747,7	72,1
1958 ...	233 198,3	954,6	1 291 025,2	32 224,4	6 779,1	160 801,3	69,0
1959 ...	217 947,1	738,6	1 202 992,5	32 815,9	7 286,9	152 191,5	69,8

(a) Y compris le trafic des hélicoptères.  
(b) Y compris l'excédent de bagages.

Sources : Ministère des Communications  
SABENA.

*Industries Commission*  
*Statistical Summary of the Industrial Sector*  
*Structure of the Job*

	Employment				Unemployment			
	1967	1968	1969	1970	1967	1968	1969	1970
Manufacturing	1,000	1,100	1,200	1,300	1,000	1,100	1,200	1,300
Construction	200	220	240	260	200	220	240	260
Services	1,500	1,600	1,700	1,800	1,500	1,600	1,700	1,800
Government	500	550	600	650	500	550	600	650
Education	100	110	120	130	100	110	120	130
Health	150	160	170	180	150	160	170	180
Social Services	250	280	310	340	250	280	310	340
Public Administration	50	55	60	65	50	55	60	65
Other	100	110	120	130	100	110	120	130
<b>Total</b>	<b>3,300</b>	<b>3,580</b>	<b>3,860</b>	<b>4,140</b>	<b>3,300</b>	<b>3,580</b>	<b>3,860</b>	<b>4,140</b>

# IV DISTRIBUTION

Source: Statistics Canada, 1970

Échelle de la solidité (1)

Année	Produit intérieur brut (milliards de francs)	Investissements (milliards de francs)	Versements (milliards de francs)	Proportion des investissements (en pourcentage)	Coût des investissements (en milliards de francs)	Coefficient de solidité (en pourcentage)
1951	100 000,0	10 000,0	10 000,0	10,0	10 000,0	10,0
1952	110 000,0	11 000,0	11 000,0	10,0	11 000,0	10,0
1953	120 000,0	12 000,0	12 000,0	10,0	12 000,0	10,0
1954	130 000,0	13 000,0	13 000,0	10,0	13 000,0	10,0
1955	140 000,0	14 000,0	14 000,0	10,0	14 000,0	10,0
1956	150 000,0	15 000,0	15 000,0	10,0	15 000,0	10,0
1957	160 000,0	16 000,0	16 000,0	10,0	16 000,0	10,0
1958	170 000,0	17 000,0	17 000,0	10,0	17 000,0	10,0
1959	180 000,0	18 000,0	18 000,0	10,0	18 000,0	10,0
1960	190 000,0	19 000,0	19 000,0	10,0	19 000,0	10,0

**Entreprises commerciales**  
Effectifs assujettis à la sécurité sociale

Situation au 30 juin

BRANCHE D'ACTIVITÉ	Employeurs						Travailleurs									
	1957		1958		1959		1957		1958		1959					
	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage				
<i>Vente des produits des industries :</i>																
Agricoles .....	1 690	7,9	1 748	7,9	1 812	8,1	6 405	3,9	6 722	3,9	6 816	3,9	6 405	3,9	6 722	3,9
Des mines, minières et carrières .....	2 274	10,6	2 224	10,1	2 229	9,9	9 949	6,0	9 468	5,5	9 562	5,5	9 949	6,0	9 468	5,5
Alimentaires, de la pêche et de l'agriculture, destinés à la consommation immédiate .	5 462	25,5	5 656	25,7	5 802	25,8	31 557	19,2	33 586	19,7	34 084	19,5	31 557	19,2	33 586	19,7
Du tabac .....	141	0,7	147	0,7	153	0,7	528	0,3	565	0,3	592	0,3	528	0,3	565	0,3
Chimiques .....	1 418	6,6	1 449	6,6	1 481	6,6	11 873	7,2	12 624	7,4	13 267	7,6	11 873	7,2	12 624	7,4
Du bois, de l'ameublement et de la construction (et location) .....	1 028	4,8	1 032	4,7	1 063	4,7	4 784	2,9	4 793	2,8	4 890	2,8	4 784	2,9	4 793	2,8
Du papier .....	395	1,8	409	1,9	418	1,9	2 352	1,4	2 359	1,4	2 416	1,4	2 352	1,4	2 359	1,4
Polygraphiques (et location) .	409	1,9	399	1,8	411	1,8	2 451	1,5	2 603	1,5	2 699	1,5	2 451	1,5	2 603	1,5
Des cuirs et peaux .....	749	3,5	750	3,4	767	3,4	3 225	2,0	3 254	1,9	3 413	1,9	3 225	2,0	3 254	1,9
Textiles, du vêtement et des articles de mode (et location) .....	3 284	15,3	3 349	15,2	3 336	14,8	16 558	10,1	16 632	9,8	16 863	9,6	16 558	10,1	16 632	9,8
Céramiques et verrières .....	181	0,8	173	0,8	171	0,8	1 485	0,9	1 480	0,9	1 488	0,9	1 485	0,9	1 480	0,9
Des métaux bruts et façonnés	2 621	12,3	2 738	12,5	2 807	12,5	23 751	14,4	23 853	14,0	24 629	14,0	23 751	14,4	23 853	14,0
D'art et de précision .....	1 322	6,2	1 424	6,5	1 524	6,8	10 113	6,1	11 022	6,5	11 656	6,6	10 113	6,1	11 022	6,5
<i>Commerce en articles divers</i> .....	456	2,1	477	2,2	506	2,2	39 670	24,1	41 604	24,4	42 974	24,5	39 670	24,1	41 604	24,4
<i>Total</i> .....	<b>21 430</b>	<b>100</b>	<b>21 975</b>	<b>100</b>	<b>22 480</b>	<b>100</b>	<b>164 701</b>	<b>100</b>	<b>170 565</b>	<b>100</b>	<b>175 349</b>	<b>100</b>	<b>164 701</b>	<b>100</b>	<b>170 565</b>	<b>100</b>

Source : Office National de Sécurité Sociale.

**Entreprises commerciales**  
**Personnel assujéti à la sécurité sociale**  
 Situation au 31 décembre

DÉSIGNATION	Salariés			Appointés			Total général
	Ouvriers	Ouvrières	Total	Employés	Employées	Total	
1952 Nombre .....	50 410	14 649	65 059	36 472	42 588	79 060	144 119
Pourcentage .....	35	10	45	25	30	55	100
1953 Nombre .....	50 786	14 673	65 459	37 286	43 482	80 768	146 227
Pourcentage .....	35	10	45	25	30	55	100
1954 Nombre (a) .....	52 710	15 630	68 340	38 380	45 030	83 410	151 750
Pourcentage (a) .....	35	10	45	25	30	55	100
1955 Nombre (a) .....	55 878	16 421	72 299	40 549	47 400	87 949	160 248
Pourcentage (a) .....	35	10	45	25	30	55	100
1956 Nombre (a) .....	56 620	16 400	73 020	41 740	49 640	91 380	164 400
Pourcentage (a) .....	34	10	44	26	30	56	100
1957 Nombre (a) .....	56 950	17 290	74 240	43 340	51 750	95 090	169 330
Pourcentage (a) .....	34	10	44	26	30	56	100
1958 Nombre (a) .....	56 790	17 580	74 370	44 530	54 160	98 690	173 060
Pourcentage (a) .....	33	10	43	26	31	57	100
1959 Nombre (a) .....	58 940	18 100	77 040	46 090	56 000	102 090	179 130
Pourcentage (a) .....	33	10	43	26	31	57	100

(a) Supputations.

Source : Office National de Sécurité Sociale.

## Cartes professionnelles pour étrangers

DÉSIGNATION	Au 1 <sup>er</sup> janvier 1957		Au 1 <sup>er</sup> janvier 1959	
	Nombre	%	Nombre	%
<b>Répartition par profession et par activité (a)</b>				
<i>Nature des professions :</i>				
Détaillants .....	3 201	18	3 929	22
Artisans .....	1 042	6	9 234	52
Artisans-détaillants .....	588	3	(b)	(b)
Intermédiaires et représentants .....	1 106	6	1 166	6
Administrateurs .....	1 523	9	1 664	9
Importateurs - exportateurs - grossistes ..	664	4	594	3
Grossistes-détaillants .....	1 219	7	857	5
Grossistes .....	611	3	479	3
Autres professions .....	7 936	44	(b)	(b)
<i>Total ...</i>	<b>17 890</b>	<b>100</b>	<b>17 923</b>	<b>100</b>
<i>Nature des activités :</i>				
Vente de produits textiles, vêtements et articles de mode .....	1 884	9	1 663	8
Vente de produits alimentaires pour usage immédiat .....	1 954	9	1 975	9
Hôtels, restaurants, cafés .....	2 018	10	2 186	10
Agriculture .....	1 073	5	1 010	5
Fabrication et réparation de vêtements (non compris les chaussures) .....	955	5	813	4
Vente de produits d'art et de précision ..	1 333	7	1 520	7
Divers .....	11 326	55	11 804	57
<i>Total ...</i>	<b>20 543</b>	<b>100</b>	<b>20 971</b>	<b>100</b>
<b>Répartition géographique des cartes en cours de validité (a)</b>				
<i>Résidents :</i>				
Anvers .....	3 220	21	3 142	21
Brabant .....	5 742	37	5 369	36
Flandre Occidentale .....	616	4	563	4
Flandre Orientale .....	722	5	682	5
Hainaut .....	2 014	13	2 147	14
Liège .....	1 817	12	1 792	12
Limbourg .....	630	4	630	4
Luxembourg .....	404	2	337	2
Namur .....	341	2	320	2
<i>Total ...</i>	<b>15 506</b>	<b>100</b>	<b>14 982</b>	<b>100</b>
<i>Non résidents</i> .....	1 189		1 255	
<i>Total général ...</i>	<b>16 695</b>		<b>16 237</b>	

Source : Institut National de Statistique.

- (a) Une même carte peut couvrir plus d'une profession et/ou plus d'une activité.  
 (b) Les rubriques « artisans-détaillants » et « autres professions » ont été supprimées.

**Commerce ambulant**

Répartition des commerçants ambulants suivant la nature du commerce

DATE ET RÉSIDENTE DU COMMERCANT	Marché public		Voie publique		De porte en porte		Marché public et voie publique		Marché public et de porte en porte		Voie publique et de porte en porte		Marché public, voie publique et de porte en porte		Ensemble		
	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Total
1 <sup>er</sup> janvier 1960 :																	
Anvers .....	3 123	26	613	19	713	41	817	23	268	8	566	23	2 036	49	8 136	189	8 325
Brabant .....	3 643	199	715	60	598	38	973	87	211	13	418	13	1 374	78	7 932	488	8 420
Fl. Occidentale ..	1 510	16	293	4	1 085	4	317	5	267	4	781	15	1 898	12	6 151	60	6 211
Fl. Orientale .....	3 107	21	616	31	705	28	714	7	325	5	882	8	2 233	37	8 582	137	8 719
Hainaut .....	1 573	111	246	28	625	53	896	77	228	20	284	38	1 425	136	5 277	463	5 740
Liège .....	976	80	219	42	803	47	674	142	273	28	365	12	1 377	119	4 687	470	5 157
Limbourg .....	537	4	72	2	468	7	178	2	134	3	450	13	1 232	19	3 071	50	3 121
Luxembourg .....	106	6	28	—	229	9	106	5	66	—	122	8	345	8	1 002	36	1 038
Namur .....	241	12	119	2	324	15	165	8	135	3	154	12	526	21	1 664	73	1 737
Pays étrangers .....	1	44	—	4	—	32	3	8	1	14	1	2	2	58	8	162	170
<i>Le Royaume...</i>	<b>14 817</b>	<b>519</b>	<b>2 921</b>	<b>192</b>	<b>5 550</b>	<b>274</b>	<b>4 843</b>	<b>364</b>	<b>1 908</b>	<b>98</b>	<b>4 023</b>	<b>144</b>	<b>12 448</b>	<b>537</b>	<b>46 510</b>	<b>2 128</b>	<b>48 638</b>
1 <sup>er</sup> janvier 1958 :																	
<i>Le Royaume...</i>	<b>15 804</b>	<b>560</b>	<b>2 951</b>	<b>170</b>	<b>5 671</b>	<b>233</b>	<b>5 098</b>	<b>341</b>	<b>1 812</b>	<b>75</b>	<b>4 051</b>	<b>132</b>	<b>11 379</b>	<b>346</b>	<b>46 766</b>	<b>1 857</b>	<b>48 623</b>
1 <sup>er</sup> janvier 1956 :																	
<i>Le Royaume...</i>	<b>17 833</b>	<b>803</b>	<b>3 417</b>	<b>237</b>	<b>6 104</b>	<b>232</b>	<b>5 580</b>	<b>399</b>	<b>2 021</b>	<b>62</b>	<b>4 543</b>	<b>127</b>	<b>10 755</b>	<b>318</b>	<b>50 253</b>	<b>2 178</b>	<b>52 431</b>

Source : Institut National de Statistique.

## Sociétés commerciales belges ayant leur principale exploitation en Belgique

DÉSIGNATION	Constitutions de sociétés						Augmentations nettes de capital		Dissolutions de sociétés par liquidation et fusion	
	Anonymes et en commandite par actions		De personnes à responsabilité limitée		Ensemble		Montant nominal net (en milliers de francs)	Nombre	Ensemble	
	Nombre	Capital nominal (en milliers de francs)	Nombre	Capital nominal (en milliers de francs)	Nombre	Capital nominal (en milliers de francs)			Nombre	Capital (en milliers de francs)
<i>Commerce de détail :</i>										
1951	44	12 218	188	33 261	232	45 479	60 830	77	12 937	
1952	48	15 585	236	49 295	284	64 880	146 133	82	12 936	
1953	49	23 325	271	62 318	320	85 643	19 920	102	15 764	
1954	36	24 397	283	50 650	319	75 047	66 991	124	30 271	
1955	48	24 055	255	71 160	303	95 215	194 900	91	18 392	
1956	29	57 431	281	69 685	310	127 116	169 458	111	17 281	
1957	32	21 850	288	72 438	320	94 288	103 617	144	31 330	
1958	37	12 535	340	92 097	377	104 632	192 662	113	43 086	
1959	39	23 371	407	120 458	446	143 829	397 306	119	36 266	
<i>Commerce de gros et commerce extérieur :</i>										
1951	191	146 110	259	90 321	450	236 431	626 999	142	45 618	
1952	180	150 382	358	147 244	538	297 626	494 671	147	89 013	
1953	148	114 313	314	118 493	462	232 806	239 412	168	102 974	
1954	155	190 468	311	117 158	466	307 626	313 330	212	100 156	
1955	134	158 068	358	163 547	492	321 615	587 299	187	87 391	
1956	151	192 870	440	179 259	591	372 129	519 881	200	102 603	
1957	143	462 201	487	232 622	630	694 823	445 917	225	155 726	
1958	145	265 275	386	212 925	531	478 200	518 601	196	141 708	
1959	164	149 727	419	182 295	583	332 022	298 536	197	131 117	

Source : Institut National de Statistique.

## Immatriculations et radiations au Registre du Commerce

DÉSIGNATION	1957	1958			1959		
	Total	Commerçants isolés	Sociétés	Total	Commerçants isolés	Sociétés	Total
<i>Immatriculations principales (a) :</i>							
Cour d'Appel de :							
Bruxelles .....	22 442	18 097	1 957	20 054	18 941	2 114	21 055
Gand .....	11 004	9 254	461	9 715	9 838	497	10 335
Liège .....	9 235	7 964	448	8 412	7 833	423	8 256
<i>Total ...</i>	<b>42 681</b>	<b>35 315</b>	<b>2 866</b>	<b>38 181</b>	<b>36 612</b>	<b>3 034</b>	<b>39 646</b>
<i>Radiations par suite de cessation, cession, transfert ou décès :</i>							
Cour d'Appel de :							
Bruxelles .....	19 271	16 556	527	17 083	17 194	521	17 715
Gand .....	10 868	9 237	95	9 332	9 220	116	9 336
Liège .....	7 281	6 346	116	6 462	6 382	98	6 480
<i>Total ...</i>	<b>37 420</b>	<b>32 139</b>	<b>738</b>	<b>32 877</b>	<b>32 796</b>	<b>735</b>	<b>33 531</b>
Différence . . . . .	+ 5 261	+ 3 276	+ 2 126	+ 6 304	+ 3 816	+ 2 299	+ 6 115

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

(a) Y compris les immatriculations principales par reprise d'une affaire radiée ou transportée, comme suite à une cession, un transport, un décès, etc.

## Déclarations de faillite et concordats judiciaires

DÉSIGNATION	Déclarations de faillite (a)				Concordats judiciaires (b)			
	1938	1957	1958	1959	1938	1957	1958	1959
Cour d'Appel de :								
Bruxelles .....	417	521	534	554	158	71	67	57
Gand .....	149	183	203	180	56	26	42	20
Liège .....	89	165	149	164	51	54	70	70
<i>Le Royaume ...</i>	<b>655</b>	<b>869</b>	<b>886</b>	<b>898</b>	<b>265</b>	<b>151</b>	<b>179</b>	<b>147</b>

Source : Institut National de Statistique.

(a) Les données de ce tableau ne correspondent pas toujours avec celles des faillites traitées, relevées dans la statistique judiciaire.

(b) Avant la guerre, concordats préventifs à la faillite.

### Ventes à la consommation

(1953 = 100)

ANNÉE	Grands magasins à rayons multiples	Coopératives	Magasins à succursales (alimentation)
1951 .....	97	90	98
1952 .....	99	97	98
1953 .....	100	100	100
1954 .....	106	109	103
1955 .....	114	115	107
1956 .....	124	125	120
1957 .....	129	125	123
1958 .....	139	131	131
1959 .....	144	132	138

Sources : Institut National de Statistique.  
Banque Nationale de Belgique.

### Indice du chiffre d'affaires des grossistes en alimentation générale à clientèle indépendante

(1953 = 100)

PÉRIODE	1954 (a)	1955 (a)	1956 (a)	1957 (a)	1958 (a)	1959 (a)
Janvier .....	104	99	106	125	137	130
Février .....	97	100	116	106	125	128
Mars .....	105	115	123	115	130	137
Avril .....	106	107	110	126	140	148
Mai .....	102	108	128	128	134	140
Juin .....	110	120	121	124	142	148
Juillet .....	111	108	117	134	151	158
Août .....	110	119	136	134	143	150
Septembre .....	111	117	128	130	143	153
Octobre .....	100	108	133	147	139	150
Novembre .....	104	108	202	132	126	134
Décembre .....	120	125	164	170	162	163
<i>L'année (b) ...</i>	<b>107</b>	<b>111</b>	<b>132</b>	<b>131</b>	<b>139</b>	<b>145</b>

Sources : Fédération des Distributeurs Grossistes en Alimentation.  
Institut National de Statistique.

(a) Nombre de firmes recensées pour l'indice mensuel comme pour l'indice annuel :

en 1954 : 48;  
en 1955 : 47;  
en 1956 : 46;  
en 1957 : 43;  
en 1958 : 43;  
en 1959 : 43.

(b) Le chiffre d'affaires total des 48 firmes recensées en 1948 s'élève à 1.229 millions de francs. Sur base 1953 = 100, l'indice annuel de 1948 est de 89.

**Caisse Nationale de Crédit Professionnel**  
Crédits accordés

ANNÉE	Nombre	En milliers de francs	
		Montant global	Montant moyen
1951 . . . . .	3 830	502 737	131,3
1952 (a) . . .	5 159	735 458	142,5
1953 . . . . .	6 572	988 981	150,5
1954 (a) . . .	7 157	1 135 004	158,6
1955 (a) . . .	7 179	1 180 188	164,4
1956 (a) . . .	7 222	1 277 465	176,9
1957 (a) . . .	5 462	909 311	166,5
1958 (a) . . .	5 720	1 047 276	183,0
1959 (a) . . .	7 328	1 381 265	188,5

Source : Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

(a) Relèvement du « plafond » légal des engagements.

**Recettes du Timbre et des taxes assimilées au Timbre**

MOIS	1957	1958		1959			
	Données absolues (en millions de francs)	Données absolues (en millions de francs)	Période correspondante de 1957 = 100		Données absolues (en millions de francs)	Période correspondante de 1958 = 100	
			Indice brut	Indice net (a)		Indice brut	Indice net (a)
Janvier . . . . .	2 284	2 374	104	105	3 246(b)	137	144
Février . . . . .	2 282	2 350	103	105	2 179	93	97
Mars . . . . .	2 353	2 482	105	108	2 472	100	103
Avril . . . . .	2 275	2 296	101	105	2 343	102	103
Mai . . . . .	2 342	2 307	99	104	2 311	100	100
Juin . . . . .	2 341	2 241	96	101	2 398	107	108
Juillet . . . . .	2 170	2 120	98	103	2 391	113	113
Août . . . . .	2 229	2 297	103	108	2 382	104	103
Septembre . . . . .	2 344	2 232	95	100	2 540	114	112
Octobre . . . . .	2 277	2 330	102	108	2 668	115	112
Novembre . . . . .	2 436	2 358	97	102	2 483	105	103
Décembre . . . . .	2 370	2 244	90	95	2 662	119	117
<i>L'année . . .</i>	<b>27 703</b>	<b>27 631</b>	<b>100</b>	<b>104</b>	<b>30 075</b>	<b>109</b>	<b>109</b>
Indice prix de gros (1936/1938 = 100) . . . . .	441	422			420		

Sources : Ministère des Finances.

Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Obtenu en divisant l'indice brut par l'indice des prix de gros.

(b) Augmentation résultant, à concurrence de 1040 millions, d'une modification de la comptabilisation.

Repartition des recettes par pays de provenance (%)

PAYS DE PROVENANCE	1953		1958		1963		1968		1973		1978		1983		1988	
	En millions de francs	%														
<b>Allemagne</b>	413	77	585	116	810	163	1 073	238	1 478	309	2 873	381	3 232	444	3 544	484
<b>Autriche</b>	202	39	457	92	638	141	840	182	1 800	378	2 440	329	2 809	383	3 360	453
<b>Belgique</b>	214	41	316	63	409	90	500	107	584	122	602	80	679	91	677	90
<b>Canada</b>	10	2	105	21	176	38	246	51	301	62	302	40	309	41	309	41
<b>États-Unis</b>	126	24	179	36	235	51	306	63	377	78	451	60	416	55	405	54
<b>France</b>	126	24	179	36	235	51	306	63	377	78	451	60	416	55	405	54
<b>Grande-Bretagne</b>	200	38	228	46	316	70	386	81	484	101	592	79	502	67	459	61
<b>Total</b>	5 323	100	5 098	100	5 906	100	5 828	100	5 828	100	5 420	100	5 828	100	5 266	100
<b>Budgets</b>	3 983	75	3 628	71	3 878	66	3 640	63	3 733	64	3 018	56	3 222	55	3 190	61
<b>Charges</b>	1 340	25	1 470	29	2 028	34	2 188	37	2 095	36	2 402	44	2 606	45	2 076	39

V  
TOURISME

Source : Institut National de Statistique  
Conventions) provisoire de l'Annuaire

Les chiffres en italique indiquent des données provisoires. Les chiffres en gras indiquent des données définitives.

**Tableau National de Crédit Professionnel**  
Crédits accordés

ANNÉE	Nombre	En millions de francs	
		Montant global	Montant moyen
1955	3 485	408 737	117,3
1956 (a)	3 179	385 458	121,3
1957	3 572	458 291	128,3
1958 (a)	7 131	1 135 824	160,6
1959 (a)	5 878	1 125 728	191,4
1960 (a)	5 521	1 277 483	231,4
1961 (a)	5 182	1 038 241	198,5
1962 (a)	5 773	1 047 210	181,4
1963 (a)	7 239	1 251 290	172,7

Source : Banque Nationale de Crédit Professionnel

Les chiffres de 1956 à 1963 sont provisoires

**Statistique de l'Indice et des taxes relatives au Tourisme**

MOIS	1957		1958		Indice des taxes de 1954 = 100	1959		
	Demande relative au mois	Demande relative au mois de l'année	Taxes			Demande relative au mois	Taxes	
			Indice de base	Indice de 1957 = 100			Indice de base	Indice de 1957 = 100
Janvier	1 800	2 274	100	100	2 240,0	107	100	
Février	1 300	2 250	100	100	2 170	98	99	
Mars	2 200	2 282	100	100	2 270	100	102	
Avril	2 220	2 250	100	100	2 150	100	102	
Mai	2 200	2 257	100	100	2 211	100	100	
Juin	2 200	2 257	100	100	2 200	100	100	
Juillet	2 100	2 170	100	100	2 200	100	100	
août	2 200	2 257	100	100	2 202	100	100	
Septembre	2 200	2 252	100	100	2 200	100	100	
Octobre	2 200	2 250	100	100	2 200	100	100	
Novembre	2 200	2 250	100	100	2 200	100	100	
Décembre	2 200	2 250	100	100	2 200	100	100	
<b>Total</b>	<b>22 700</b>	<b>22 521</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>22 075</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	
Indice prix de gros (1955, 1956 = 100)	100	120			100			

Source : Ministère des Finances

Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Finances et de la Documentation

Les chiffres en italique indiquent les taxes relatives au mois de l'année

Les renseignements relatifs à l'ensemble de ces chiffres d'une manière de la statistique

**Répartition des nuitées par pays de provenance (a)**

PAYS DE PROVENANCE	1951		1953		1954		1955		1956		1957		1958		1959	
	En mil- liers d'uni- tés	In- dice (b)	En mil- liers d'uni- tés	In- dice	En mil- liers d'uni- tés	In- dice (b)										
<i>Etranger :</i>																
Grande-Bretagne .....	411	77	535	100	684	128	810	151	845	160	971	181	1 222	228	984	184
France .....	322	65	497	100	505	102	603	121	656	132	840	169	990	199	654	132
Pays-Bas .....	276	82	336	100	371	110	394	117	418	124	390	116	438	130	351	104
Allemagne (Occidentale)	60	36	168	100	221	132	268	160	274	163	302	180	809	481	319	190
Suisse .....	50	91	55	100	56	102	61	111	61	111	64	116	219	400	50	91
U. S. A. ....	122	65	189	100	198	105	226	120	227	120	221	117	611	323	236	125
Autres pays .....	390	91	428	100	488	114	546	128	584	136	642	150	1 212	283	614	143
<i>Total ...</i>	<b>1 631</b>	<b>74</b>	<b>2 208</b>	<b>100</b>	<b>2 523</b>	<b>114</b>	<b>2 908</b>	<b>132</b>	<b>3 065</b>	<b>139</b>	<b>3 430</b>	<b>155</b>	<b>5 501</b>	<b>249</b>	<b>3 208</b>	<b>145</b>
<i>Belgique .....</i>	<b>4 821</b>	<b>70</b>	<b>6 926</b>	<b>100</b>	<b>7 440</b>	<b>107</b>	<b>8 076</b>	<b>117</b>	<b>8 721</b>	<b>126</b>	<b>10 161</b>	<b>147</b>	<b>9 932</b>	<b>143</b>	<b>11 503</b>	<b>166</b>
<i>Total général ...</i>	<b>6 452</b>	<b>71</b>	<b>9 134</b>	<b>100</b>	<b>9 963</b>	<b>109</b>	<b>10 984</b>	<b>120</b>	<b>11 786</b>	<b>129</b>	<b>13 591</b>	<b>149</b>	<b>15 433</b>	<b>169</b>	<b>14 711</b>	<b>161</b>

Sources : Institut National de Statistique.  
Commissariat général au Tourisme.

(a) Sont seulement reprises dans la statistique, les personnes ayant logé en Belgique moyennant paiement.  
(b) Sur base 1953 = 100.

**Répartition des nuitées par région touristique  
et suivant le pays de résidence des touristes en 1959**

RÉGION TOURISTIQUE	Selon le pays de résidence		En fonction du total des nuitées		
	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Total
Littoral .....	78,5	40,5	60,7	9,1	69,8
Villes d'art .....	4,5	46,7	3,5	10,6	14,1
Ardennes-Meuse .....	10,0	6,8	7,9	1,6	9,5
Autres régions .....	7,0	6,0	5,2	1,4	6,6
<i>Le Royaume ...</i>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>77,3</b>	<b>22,7</b>	<b>100</b>

Sources : Commissariat général au Tourisme.

Ministère des Affaires économiques, Direction générale  
des Etudes et de la Documentation.

**Répartition des nuitées par saison**

PÉRIODE	Belges		Etrangers		Total	
	« Thrift season » (a)	Saison (b)	« Thrift season » (a)	Saison (b)	« Thrift season » (a)	Saison (b)
1947-1951 .....	23,2 %	76,8 %	47,0 %	53,0 %	29,2 %	70,8 %
1951-1952 .....	18,9 %	81,1 %	40,0 %	60,0 %	23,7 %	76,3 %
1952-1953 .....	21,0 %	79,0 %	36,5 %	63,5 %	24,7 %	75,3 %
1953-1954 .....	22,0 %	78,0 %	37,6 %	62,4 %	26,3 %	73,7 %
1954-1955 .....	22,4 %	77,6 %	36,7 %	63,3 %	26,2 %	73,8 %
1955-1956 .....	22,0 %	78,0 %	37,2 %	62,8 %	25,9 %	74,1 %
1956-1957 .....	20,9 %	79,1 %	34,6 %	65,4 %	24,4 %	75,6 %
1957-1958 .....	21,0 %	79,0 %	33,0 %	67,0 %	25,0 %	75,0 %
1958-1959 .....	19,2 %	80,8 %	38,2 %	61,8 %	22,7 %	77,3 %

Source : Commissariat général au Tourisme.

(a) Il s'agit principalement de « week-ends » et d'événements touristiques situés en dehors de la saison proprement dite.

(b) Du 1<sup>er</sup> juin au 30 septembre.

**Recettes et dépenses du tourisme et des voyageurs**  
(en milliards de francs)

ANNÉE	Tourisme et voyageurs			Total des transactions invisibles (a)		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
1953 .....	2,1	2,9	— 0,8	25,0	26,6	— 1,6
1954 .....	2,4	2,5	— 0,1	27,6	28,5	— 0,9
1955 .....	3,0	2,7	+ 0,3	33,3	31,3	+ 2,0
1956 .....	3,8	2,8	+ 1,0	41,6	34,0 (b)	+ 7,6 (b)
1957 .....	4,3	3,2	+ 1,1	44,4	33,4 (b)	+ 11,0(b)
1958 .....	6,2	2,9	+ 3,3	46,1	33,0 (b)	+ 13,1(b)
1959 .....	4,5	5,9	— 1,4	41,9	38,2	+ 3,7

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Les données de la Banque Nationale sur les transactions invisibles ne comprennent pas les donations.

(b) Données rectifiées.

**Prix moyens de pension**

ANNÉE	Indices (1953 = 100)				Données absolues (en francs)
	Littoral	Ardennes et région mosane	Autres régions	Ensemble du pays	
1951 .....	99,5	98,6	91,9	97,1	170/180
1952 .....	99,9	99,1	95,3	98,3	172/182
1953 .....	100,0	100,0	100,0	100,0	175/185
1954 .....	98,5	99,1	95,3	98,3	172/182
1955 .....	100,5	99,5	96,3	99,2	174/183
1956 .....	104,4	106,1	100,0	103,2	181/191
1957 .....	107,5	107,0	104,7	106,3	186/196
1958 .....	120,0	111,2	108,4	110,0	194/205
1959 .....	111,6	107,0	104,7	107,9	180/202

Sources : Commissariat général au Tourisme.  
Diverses.

**Mouvement et recettes du trafic voyageurs (a)**  
**Société Nationale des Chemins de Fer Belges**  
(moyenne mensuelle)

ANNÉE	Voyageurs			Voyageurs/km			Recettes		
	Période non touristique (b) (en milliers d'unités)	Période touristique (c)		Période non touristique (b) (en millions d'unités)	Période touristique (c)		Période non touristique (b) (en milliers de francs)	Période touristique (c)	
		En milliers d'unités	En % de la période non touristique		En millions d'unités	En % de la période non touristique		En milliers de francs	En % de la période non touristique
1951.....	5 769	6 399	111	193	278	144	122 042	176 707	145
1953.....	5 751	6 373	111	207	285	137	135 442	187 984	138
1954.....	5 357	6 510	121	199	282	141	129 989	187 166	144
1955.....	5 610	6 572	117	204	289	141	134 059	192 385	144
1956.....	5 920	6 455	109	212	277	131	142 347	189 798	133
1957.....	5 941	6 705	113	210	282	134	146 048	197 715	135
1958.....	6 520	7 609	117	232	337	145	161 022	240 280	149
1959.....	6 269	6 568	105	216	281	130	156 012	210 918	135

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

(a) A l'exclusion des voyageurs avec abonnement.

(b) L'année, période juin-septembre exclue.

(c) Période juin-septembre.

**Mouvement du trafic voyageurs**  
**Ligne maritime Ostende-Douvres**  
(moyenne mensuelle)

ANNÉE	Période non touristique (a) (en unités)	Période touristique (b)	
		En unités	En % de la période non touristique
1951.....	18 018	83 400	463
1953.....	21 423	117 800	549
1954.....	25 902	127 260	491
1955.....	27 598	149 053	540
1956.....	31 416	156 584	498
1957.....	33 841	180 178	532
1958.....	42 891	227 712	531
1959.....	41 896	208 811	498

Source : Ministère des Communications.

(a) L'année période juin-septembre exclue.

(b) Période juin-septembre.

### Etablissements de vacances populaires

DÉSIGNATION	Nombre d'installations				Nombre de lits			
	1951	1957	1958	1959	1951	1957	1958	1959
Maisons et centres de vacances	29	26	28	30	3 694	7 635	8 744	10 097
Auberges de jeunesse .....	38	40	40	39	2 609	3 292	3 986	3 328
Etablissements des Amis de la Nature .....	17	20	21	19	850	1 412	1 516	1 083
Gîtes d'étapes .....	31	27	25	24	1 321	1 235	1 250	1 227
<i>Total ...</i>	<b>115</b>	<b>113</b>	<b>114</b>	<b>112</b>	<b>8 474</b>	<b>13 574</b>	<b>15 496</b>	<b>15 735</b>
	Nombre de nuitées							
	1951		1957		1958		1959	
Maisons et centres de vacances	188 417		470 847		495 541		605 461	
Auberges de jeunesse .....	129 890		160 966		279 700		167 681	
Etablissements des Amis de la Nature .....	28 221		43 432		48 144		44 048	
Gîtes d'étapes .....	46 615		64 966		68 923		59 163	
<i>Total ...</i>	<b>393 143</b>		<b>740 211</b>		<b>892 308</b>		<b>876 353</b>	

Source : Commissariat général au Tourisme.

### Coefficient d'occupation dans les maisons et centres de vacances

(en pour-cent)

MOIS	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Mai .....	12	20	16	15	12	13
Juin .....	24	24	26	36	29	26
Juillet .....	54	60	63	69	70	74
Août .....	61	64	67	70	71	71
Septembre .....	17	23	19	19	10	9
<i>Moyenne par mois .</i>	<b>33</b>	<b>38</b>	<b>38</b>	<b>45</b>	<b>37</b>	<b>39</b>

Source : Commissariat général au Tourisme.



TROISIÈME PARTIE

FINANCES, MONNAIE ET CRÉDIT

*Finances de l'Etat*

p. 127 à 147

*Finances provinciales et communales*

p. 148 à 154

TROISIÈME PARTIE

FINANCES, MONNAIE ET CRÉDIT

I

FINANCES PUBLIQUES

*Finances de l'Etat* . . . . . p. 139 à 147

*Finances provinciales et communales* . . . . . p. 148 à 154

FINANCES PUBLIQUES

I

p. 139 à 147

p. 148 à 154

Finances de l'Etat

Finances provinciales et communales

**Exécution des budgets de 1949 à 1959 par année civile**  
(en millions de francs)

ANNÉE	Budget ordinaire (a)				Budget extraordinaire			Total général		
	Recettes		Dépenses	Solde	Recettes (b)	Dépenses (d)	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
	Fiscales (c)	Non fiscales								
1949 .....	55 348	6 025 (e)	61 373	74 342	- 12 969	14 940	6 619	14 940	89 282	- 21 290
1950 .....	58 098	7 943 (c)	66 041	74 762	- 8 721	21 040	10 314	21 040	95 802	- 19 447
1951 .....	69 647	7 403 (e)	77 050	68 828	+ 8 222	19 211	6 235	19 211	88 048	- 4 754
1952 .....	71 279	7 394 (e)	78 673	75 955	+ 2 718	25 339	4 387	25 339	101 294	- 18 234
1953 .....	67 746	6 603	74 349	78 347	- 3 998	17 256	3 543	17 256	95 603	- 17 711
1954 .....	70 682	7 121	77 803	79 241	- 1 438	17 552	2 196	17 552	96 793	- 16 794
1955 .....	75 770	6 016	81 786	81 065	+ 721	18 105 (f)	3 399 (f)	18 105 (f)	99 170 (f)	- 13 984
1956 .....	82 232	6 705	88 937	83 561	+ 5 376	15 228	514	15 228	98 789	- 9 337
1957 .....	89 306	6 983	96 289	92 064	+ 4 225	16 358	808	16 358	108 422	- 11 325
1958 .....	87 847	11 757 (g)	99 604	106 716 (g)	- 7 112	16 622	353	16 622	123 338 (g)	- 23 381
1959 .....	94 338	7 673	102 011	110 592	- 8 581	24 370	3 423	24 370	134 962	- 29 528

Source : Ministère des Finances.

(a) Y compris les recettes et dépenses résultant de la guerre.

(b) Non compris le produit des emprunts consolidés.

(c) Pour les années 1949 et 1950, recettes brutes; pour l'année 1951, recettes fiscales ordinaires nettes; à partir de l'année 1952, recettes fiscales ordinaires et extraordinaires nettes.

(d) Y compris l'exécution des accords de Bretton Woods et de l'accord de paiement et de compensation conclu à Paris le 7 septembre 1949.

(e) Y compris les produits d'emprunts émis pour le paiement des dommages de guerre 1914-1918.

(f) Y compris près de 3 milliards de francs correspondant à des redressements d'écritures relatifs aux non-valeurs et restitution d'impôts spéciaux de l'exercice 1951.

(g) Y compris 4.202 millions de francs correspondant à des régularisations d'écritures en vue de comptabiliser la contribution de l'Allemagne dans les frais de stationnement des unités belges.

**Exécution des budgets de 1949 à 1959 par exercice**  
(en millions de francs)

EXERCICE (a)	Budget ordinaire			Budget extraordinaire							Total général				
	Re-cettes	Dé-penses	Solde	Budget extraordinaire propre			Investissements par l'aide Marshall et dépenses en contrepartie de l'aide E.R.P.		Opérations d'assainissement monétaire			Re-cettes	Dé-penses	Solde	
				Re-cettes (b)	Dé-penses	Solde	Re-cettes	Dé-penses	Solde	Re-cettes (c)	Dé-penses				Solde
1949	66 857	70 993	- 4 136	551	12 190	-11 639	-	1 823	- 1 823	6 278	5 365	+ 913	73 686	90 371	-16 685
1950	63 321	63 081	+ 240	4 846	13 297	- 8 451	-	124	- 124	5 581	4 358	+ 1 223	73 748	80 860	- 7 112
1951	76 866	66 686	+ 10 180	370	14 544	-14 174	-	36	- 36	8 939	8 518	+ 421	86 175	89 783	- 3 608
1952	77 584	76 392	+ 1 192	1 583	20 447	-18 864	1 189	50	+ 1 139	2 277	3 903	- 1 626	82 633	100 792	-18 159
1953	76 733	77 376	- 643	2 626	16 091	-13 465	87	1 035	- 948	-	-	-	79 446	94 502	-15 056
1954	75 771	79 711	- 3 940	2 146	16 478	-14 342	51	260	- 209	-	-	-	77 968	96 449	-18 481
1955	82 065	81 001	+ 1 064	296	14 214	-13 918	46	57	- 11	-	-	-	82 407	95 272	-12 865
1956	90 314	86 134	+ 4 180	462	10 454	- 9 992	25	18	+ 7	-	-	-	90 801	96 606	- 5 805
1957	99 965	94 098	+ 5 867	793	17 655	-16 862	-	12	- 12	-	-	-	100 758	111 765	-11 007
1958	95 005	103 204	- 8 199	650	15 322	-14 672	-	2	- 2	-	-	-	95 655	118 528	-22 873
1959 (d)	102 246	110 530	- 8 284	3 127	25 346	-22 219	-	-	-	-	-	-	105 373	135 876	-30 503

Source : Ministère des Finances.

(a) Pour les exercices 1949 et 1950, recettes brutes; pour l'exercice 1951, recettes fiscales ordinaires nettes; à partir de 1952, recettes fiscales ordinaires et extraordinaires nettes.

(b) Non compris le produit des emprunts consolidés et de l'assainissement monétaire; mais y compris l'exécution des accords de Breton Woods et de l'accord de paiement et de compensation conclu à Paris le 7 septembre 1949, et la contre-valeur de la réévaluation de l'encaisse-or de la B. N. B.

(c) Les recettes d'impôts spéciaux sont comprises dans les recettes fiscales ordinaires à partir de 1953 (environ un demi-million par exercice depuis cette année).

(d) Données provisoires au 31 juillet 1960.

## Dépenses budgétaires par principaux chapitres et par année civile

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Dépenses de l'année 1956 pour compte des exercices 1955 et 1956	Dépenses de l'année 1957 pour compte des exercices 1956 et 1957	Dépenses de l'année 1958 pour compte des exercices 1957 et 1958	Dépenses de l'année 1959 pour compte des exercices 1958 et 1959	Différence 1958 par rapport à 1957	Différence 1959 par rapport à 1958
<i>Dépenses ordinaires :</i>						
Dettes publiques .....	13 774	17 086	17 236	17 658	+ 150	+ 422
Pensions .....	12 869	12 925	15 169	16 524	+ 2 244	+ 1 355
Non-valeurs et remboursements .....	435	459	468	446	+ 9	- 22
Personnel .....	17 725	19 058	20 846	21 716	+ 1 788	+ 870
Matériel .....	6 150	6 713	6 697	7 384	- 16	+ 687
Subventions .....	27 295	30 915	35 775	39 255	+ 4 860	+ 3 480
Travaux .....	818	963	1 061	999	+ 98	- 62
Autres dépenses ordinaires .....	4 363	3 945	9 464	6 610	+ 5 519	- 2 854
<b>Total...</b>	<b>83 429</b>	<b>92 064</b>	<b>106 716</b>	<b>110 592</b>	<b>+ 14 652</b>	<b>+ 3 876</b>
<i>Dépenses extraordinaires :</i>						
Dettes publiques .....	1	501	1 056	2	+ 555	- 1 054
Avances .....	2 118	1 111	959	3 348	- 152	+ 2 389
Participations .....	90	168	433	450	+ 265	+ 71
Immobilisations nouvelles (a) .....	11 363	13 814	12 996	15 224	- 818	+ 2 228
Restauration du domaine public .....	982	635	508	504	- 127	- 58
Aide Marshall et E.R.P. ....	40	12	3	-	- 9	- 3
Autres dépenses .....	-	-	655	4 842	+ 655	+ 4 187
Résorption du chômage .....	634	117	12	-	- 105	- 12
<b>Total...</b>	<b>15 228</b>	<b>16 358</b>	<b>16 622</b>	<b>24 370</b>	<b>+ 264</b>	<b>+ 7 748</b>
<b>Total général...</b>	<b>98 657</b>	<b>108 422</b>	<b>123 338</b>	<b>134 962</b>	<b>+ 14 916</b>	<b>+ 11 624</b>

Source : Ministère des Finances.  
(a) Les opérations du Fonds des Routes, créé par la loi du 9 août 1955 (*Moniteur belge* du 2 septembre 1955), ne sont pas reprises au budget extraordinaire.

### Dépenses budgétaires (en millions de francs)

DÉSIGNATION	Dépenses de l'année 1957 pour compte des exercices 1956 et 1957	Dépenses de l'année 1958 pour compte des exercices 1957 et 1958	Dépenses de l'année 1959 pour compte des exercices 1958 et 1959	Différence 1958 par rapport à 1957	Différence 1959 par rapport à 1958
Budget de la Dette publique .....	17 587	18 292	17 660	+ 705	- 632
Budget des Pensions .....	12 925	15 169	16 523	+ 2 244	+ 1 354
Budget des Non-Valeurs et Remboursements .....	459	468	446	+ 9	- 22
Budget du Ministère de l'Intérieur .....	10 151	9 609	8 159	- 542	- 1 450
Budget du Ministère de la Justice .....	1 757	1 877	1 911	+ 120	+ 34
Budget du Ministère des Communications .....	9 154	12 852	13 325	+ 3 698	+ 473
Budget du Ministère des Travaux publics et de la Reconstruction .....	6 633	5 872	8 582	- 761	+ 2 710
Budget des Ministères du Travail et de la Prévoyance sociale ..	6 165	9 597	12 946	+ 3 432	+ 3 349
Budget du Ministère de l'Instruction publique .....	10 233	11 595	14 448	+ 1 362	+ 2 853
Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille .....	4 147	4 150	5 997	+ 3	+ 1 847
Budget de la Gendarmerie .....	1 307	1 392	1 425	+ 85	+ 33
Budget du Ministère des Finances .....	5 503	5 878	8 712	+ 375	+ 2 834
Budgets des Ministères des Affaires économiques et des Classes moyennes .....	3 418	2 851	3 437	- 567	+ 586
Budgets des Dotations et des autres départements ministériels ..	2 654	2 762	4 492	+ 108	+ 1 730
<i>Total ...</i>	<b>92 093</b>	<b>102 364</b>	<b>118 063</b>	+ <b>10 271</b>	+ <b>15 699</b>
Budget du Ministère de la Défense nationale .....	16 329	20 974	16 898	+ 4 645	- 4 076
<i>Total général ...</i>	<b>108 422</b>	<b>123 338</b>	<b>134 961</b>	+ <b>14 916</b>	+ <b>11 623</b>

Source : Ministère des Finances.

### Recettes fiscales ordinaires nettes (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1953 (exercice 1952- exercice 1953)	1954 (exercice 1953- exercice 1954)	1955 (exercice 1954- exercice 1955)	1956 (exercice 1955- exercice 1956)	1957 (exercice 1956- exercice 1957)	1958 (exercice 1957- exercice 1958)	1959 (exercice 1958- exercice 1959)
<i>Contributions directes :</i>							
Contribution foncière .....	436	469	454	424	451	459	491
Taxe mobilière .....	3 769	3 690	3 878	3 412	3 746	3 444	3 517
Taxe professionnelle .....	18 153	18 192	18 750	20 957	23 806	23 692	24 587
Impôt complémentaire personnel .....	2 245	2 541	2 696	2 925	3 634	3 775	3 750
Contribution nationale de crise .....	2 017	1 905	1 823	1 844	2 017	1 869	1 920
Taxe de circulation automob. ....	1 601	1 780	1 941	2 110	2 238	2 411	2 568
Recettes sur exercices clos .....	1 984	3 247	1 972	2 110	2 012	601	1 380
Divers .....	666	707	621	563	665	576	545
<i>Total ...</i>	<b>30 811</b>	<b>32 531</b>	<b>32 135</b>	<b>34 345</b>	<b>38 569</b>	<b>36 827</b>	<b>38 758</b>
<i>Douanes et accises :</i>							
Douanes .....	4 381	4 577	4 990	5 536	6 031	5 802	5 370
Accises .....	7 685	7 930	9 671	10 102	10 477	11 365	13 374
Taxe de consommation .....	673	691	668	677	712	717	638
Divers .....	238	271	291	232	279	281	250
<i>Total ...</i>	<b>12 977 (b)</b>	<b>13 469 (b)</b>	<b>15 621</b>	<b>16 547</b>	<b>17 499</b>	<b>18 165</b>	<b>19 632</b>
<i>Enregistrement :</i>							
Droits d'enregistrement ...	2 353	2 522	2 752	3 044	3 624	3 037	3 653
Timbre et taxes assimilées ..	20 201	20 693	23 561	26 564	27 702	27 630	30 075
Divers .....	1 404	1 468	1 702	1 799	1 903	2 188	2 199
<i>Total ...</i>	<b>23 958</b>	<b>24 683</b>	<b>28 015</b>	<b>31 407</b>	<b>33 229</b>	<b>32 855</b>	<b>35 927</b>
<i>Total général ...</i>	<b>67 746</b>	<b>70 683</b>	<b>75 771</b>	<b>82 299</b>	<b>89 297</b>	<b>87 847</b>	<b>94 338</b>
En pour-cent du total							
<i>Contributions directes</i> .....	45,5	46,0	42,4	41,7	43,2	41,9	41,1
<i>Douanes et accises</i> .....	19,1	19,1	20,6	20,1	19,6	20,7	20,8
<i>Enregistrement</i> .....	35,4	34,9	37,0	38,2	37,2	37,4	38,1
<i>Total ...</i>	<b>100,0</b>						

Source : Ministère des Finances.

- (a) Par année civile, sans distinction d'exercice, non compris les centimes additionnels provinciaux et communaux et, à partir de l'exercice 1956, les sommes attribuées au Trésor de la Colonie.  
 (b) Non compris les recettes pour les années 1953 et 1954, résultant du relèvement des droits d'accises sur les huiles légères minérales (loi du 26 juillet 1952, *Moniteur belge* des 1-2 septembre 1952) et qui sont reprises au budget extraordinaire pour 1113 et 1169 millions de francs.

**Recettes des droits d'accises et autres taxes assimilées**  
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
<i>Droits d'accise :</i>							
Bières .....	1 127	1 159	1 185	1 220	1 277	1 272	1 330
Eaux-de-vie .....	571	586	574	580	605	620	552
Huiles minérales .....	2 537	2 663	4 331	4 591	4 701	5 093	6 476
Glucoses et autres sucres non cristallisables .....	4	5	4	4	5	6	7
Sucres et sirops de raffinage	150	161	163	175	165	172	178
Eaux minérales .....	175	180	212	210	255	256	302
Tabacs .....	3 118	3 172	3 198	3 317	3 463	3 938	4 083
Boissons fermentées mousseuses .....	3	4	4	4	6	6	28
Boissons fermentées de fruits (a).....	—	—	—	—	—	—	417
<i>Taxe spéciale de consommation :</i>							
Alcools et eaux-de-vie ....	672	690	668	677	712	717	638
<i>Total</i> .....	<b>8 357</b>	<b>8 621</b>	<b>10 340</b>	<b>10 778</b>	<b>11 189</b>	<b>12 082</b>	<b>14 012</b>
Droits supplémentaires sur huiles minérales légères (b)	1 113	1 169	—	—	—	—	—
Taxe d'ouverture .....	115	120	82	82	90	74	63

Source : Ministère des Finances.

- (a) Droits d'accises à l'importation en remplacement des droits d'entrée perçus avant le 1<sup>er</sup> janvier 1959 (arrêté royal du 17 décembre 1958, *Moniteur belge* du 25 décembre 1958).  
 (b) Incorporés aux droits d'accises ordinaires des huiles minérales à partir de l'exercice 1955.

**Recettes du Timbre et des taxes assimilées au timbre**  
(en millions de francs)

MOIS	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Janvier .....	1 661	1 684	1 848	2 023	2 284	2 374	3 246(a)
Février.....	1 706	1 559	1 775	2 189	2 282	2 350	2 179
Mars .....	1 573	1 709	1 834	2 163	2 352	2 482	2 472
Avril .....	1 623	1 634	1 739	2 132	2 275	2 296	2 343
Mai .....	1 645	1 746	1 818	2 180	2 342	2 307	2 311
Juin .....	1 617	1 641	1 870	2 289	2 341	2 241	2 398
Juillet .....	1 672	1 698	2 076	2 303	2 170	2 119	2 391
Août.....	1 636	1 786	1 937	2 194	2 229	2 297	2 382
Septembre .....	1 648	1 799	2 095	2 174	2 344	2 232	2 540
Octobre .....	1 752	1 768	2 139	2 213	2 277	2 330	2 668
Novembre .....	1 924	1 839	2 220	2 344	2 436	2 358	2 483
Décembre .....	1 744	1 830	2 210	2 360	2 370	2 244	2 662
<i>Total</i> .....	<b>20 201</b>	<b>20 693</b>	<b>23 561</b>	<b>26 564</b>	<b>27 702</b>	<b>27 630</b>	<b>30 075</b>

Source : Ministère des Finances.

- (a) Dont 1.040 millions résultant d'une modification dans la comptabilisation des timbres fiscaux vendus par l'Administration des Postes et par les Douanes et Accises

**Recettes non fiscales au cours de l'année civile 1959 pour les  
exercices 1958 et 1959**

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Montant
<i>1. Recettes non fiscales proprement dites :</i>	
Chap. I. Taxes, péages et redevances .....	3 730
Chap. II. Revenus patrimoniaux d'exploitation et financiers .....	1 274
Chap. III. Remboursements .....	1 591
Chap. IV. Produits divers .....	806
<i>Total ...</i>	<b>7 401</b>
<i>2. Recettes résultant de la guerre</i> .....	<b>272</b>
<i>Total général ...</i>	<b>7 673</b>

Source : Ministère des Finances.

**Evolution de la situation de la Trésorerie (a)**

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1958		1959	
	Entrées	Sorties	Entrées	Sorties
Découvert des opérations budgétaires .....		24,7		25,7
Fonds de tiers .....		1,7		1,0
Reconstitution de l'encaisse des comptables ...		0,9	1,4	
		<b>27,3</b>	<b>1,4</b>	<b>26,7</b>
<b>Financement</b>				
Produit des emprunts consolidés .....	10,9		21,5	
Dette flottante intérieure :				
Banque Nationale .....	1,2		0,4	
Banque Nationale, compte courant spécial ..		1,3		
Banques belges .....		0,7		0,4
Parastataux .....	8,5		5,8	
Congo belge .....	0,4			5,5
Comptes chèques postaux .....	1,7		2,2	
Certificats divers .....				0,3
Certificats moyen terme marché .....	2,9			2,4
Dette flottante extérieure .....	3,7		4,0	
	<b>29,3</b>	<b>29,3</b>	<b>35,3</b>	<b>35,3</b>

Source : Ministère des Finances.

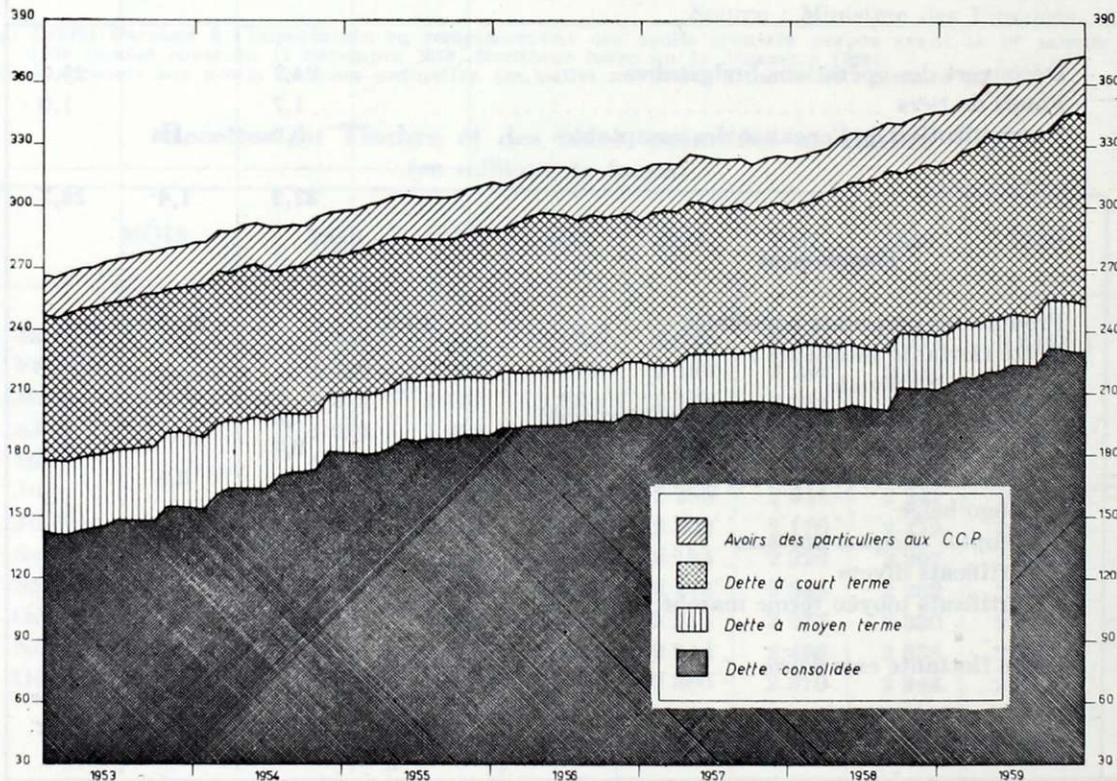
(a) Les données concernant la situation de Trésorerie reflètent les recettes et les dépenses réelles, après élimination des mouvements purement comptables.

### Dette publique (a)

Situation à fin d'année  
(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
<i>Dette intérieure :</i>	<b>260,6</b>	<b>275,9</b>	<b>287,3</b>	<b>292,5</b>	<b>296,5</b>	<b>315,3</b>	<b>338,5</b>
Dette consolidée .....	139,2	165,1	171,5	182,1	186,3	193,3	210,6
Dette à moyen terme .....	33,1	25,8	25,8	24,4	25,6	26,1	23,0
Dette à court terme .....	67,1	62,6	67,1	62,1	60,9	70,6	75,8
Avoirs des particuliers à l'Office des chèques Postaux ..	21,2	22,4	22,8	23,9	23,7	25,4	29,0
<i>Dette extérieure :</i> .....	<b>21,7</b>	<b>22,3</b>	<b>24,3</b>	<b>25,3</b>	<b>27,1</b>	<b>30,4</b>	<b>35,1</b>
Dette consolidée .....	14,6	15,7	17,4	17,4	18,3	17,8	18,5
Dette à moyen terme .....	2,6	2,0	2,1	1,3	1,1	0,8	1,4
Dette à court terme .....	4,5	4,6	4,9	6,6	7,7	11,7	15,2
<i>Total général...</i>	<b>282,3</b>	<b>298,2</b>	<b>311,6</b>	<b>317,8</b>	<b>323,6</b>	<b>345,6</b>	<b>373,5</b>
<i>Evolution d'une année à l'autre</i>	<b>+ 16,0</b>	<b>+ 15,9</b>	<b>+ 13,4</b>	<b>+ 6,2</b>	<b>+ 5,8</b>	<b>+ 22,0</b>	<b>+ 27,9</b>

Situation à fin de mois  
(en milliards de francs)



### Evolution de la dette publique

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Dette flottante (a) . . . . .	+ 4 381	- 11 024	+ 5 282	- 4 441	+ 688	+ 15 535	+ 9 877
Dette consolidée . . . . .	+ 11 567	+ 26 982	+ 8 089	+ 10 677	+ 5 100	+ 6 490	+ 18 031
dont : directe intérieure . . . . .	(+ 11 367)	(+ 24 599)	(+ 2 072)	(+ 9 971)	(+ 2 914)	(+ 5 391)	(+ 15 313)
directe extérieure . . . . .	(+ 310)	(+ 1 098)	(+ 1 713)	(+ 47)	(+ 928)	(- 484)	(+ 689)
indirecte intérieure . . . . .	(- 101)	(+ 1 296)	(+ 4 311)	(+ 663)	(+ 1 270)	(+ 1 583)	(+ 2 038)
indirecte extérieure . . . . .	(- 9)	(- 11)	(- 7)	(- 4)	(- 12)	(- )	(- 9)
<i>Total . . . . .</i>	+ 15 948	+ 15 958	+ 13 371	+ 6 236	+ 5 787	+ 22 025	+ 27 908

Source : Ministère des Finances.

(a) Dette à court et moyen terme.

## Relations financières : Etat — Pouvoirs publics subordonnés

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1955	1956	1957	1958	1959 (a)
<b>Charges</b>					
<i>Interventions.</i>					
A. Dans les dépenses courantes . . . . .	10 599	11 162	12 080	12 879	13 993
1. Fonctionnement . . . . .	3 650	3 638	4 048	4 328	5 452
a) Appareil civil . . . . .	(55)	(5)	(47)	(97)	(8)
b) Enseignement . . . . .	(3 595)	(3 633)	(4 001)	(4 231)	(5 444)
2. Intérêt . . . . .	33	46	63	67	68
3. Transferts de revenus . . . . .	1 120	1 194	1 275	1 291	1 299
4. De nature générale . . . . .	5 796	6 284	6 694	7 193	7 174
B. Dans les dépenses de capital . . . . .	3 941	3 356	2 843	2 834	4 158
1. Investissements nouveaux . . . . .	1 832	1 897	2 107	1 807	2 602
2. Equipement de cités . . . . .	306	187	303	220	311
3. Dommages de guerre . . . . .	328	421	125	216	233
4. Travaux exécutés par chômeurs . . . . .	1 442	832	293	580	1 000
5. Amortissement de la dette . . . . .	33	19	15	11	12
<i>Total . . .</i>	<b>14 540</b>	<b>14 518</b>	<b>14 923</b>	<b>15 713</b>	<b>18 151</b>
<b>Ressources</b>					
<i>Remboursements</i>					
Pour les dépenses courantes . . . . .	10	4	64	9	147
Pour les dépenses de capital . . . . .	2	1	10	3	3
<i>Total . . .</i>	<b>12</b>	<b>5</b>	<b>74</b>	<b>12</b>	<b>150</b>
<i>Solde . . .</i>	<b>— 14 528</b>	<b>— 14 513</b>	<b>— 14 849</b>	<b>15 701</b>	<b>18 001</b>

Sources : *Doc. parl.*, Chambre des Représentants, session 1956-1957, n° 4 (annexe) ; session 1957-1958, n° 4 (annexe) ; session 1958-1959, n° 4 (annexe).  
Ministère des Finances.

(a) Prévisions de recettes: en dépenses, crédits votés (y compris les lois spéciales), rectifiés par le feuillet d'ajustement.

### Budgets provinciaux pour 1958 et 1959 (a)

(en millions de francs)

PROVINCE	Recettes		Dépenses		Solde	
	1958	1959	1958	1959	1958	1959
Anvers .....	338,2	370,1	365,1	403,2	- 26,9	- 33,1
Brabant .....	459,0	534,1	473,6	538,4	- 14,6	- 4,3
Flandre occident. .	148,7	158,7	164,9	190,7	- 16,2	- 32,0
Flandre orientale .	181,3	184,9	200,3	206,8	- 19,0	- 21,9
Hainaut .....	506,3	548,9	498,1	537,4	+ 8,2	+ 11,5
Liège .....	455,6	463,8	461,1	491,0	- 5,5	- 27,2
Limbourg .....	305,2	329,2	345,3	366,8	- 40,1	- 37,6
Luxembourg ....	67,8	78,9	91,7	88,8	- 23,9	- 9,9
Namur .....	88,8	111,7	95,7	107,8	- 6,9	+ 3,9
<i>Total ...</i>	<b>2 550,9</b>	<b>2 780,3</b>	<b>2 695,8</b>	<b>2 930,9</b>	<b>- 144,9</b>	<b>- 150,6</b>

Source : Ministère de l'Intérieur, Direction générale des Finances provinciales et communales.

(a) Budgets initiaux propres à l'exercice.

### Rendement des impositions provinciales d'après les budgets de 1953 à 1959 pour l'ensemble des provinces

(en millions de francs)

NATURE DES IMPÔTS	Exercice						
	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Centimes additionnels à la contribu- tion foncière .....	179,2	214,9	259,3	303,4	374,7	429,8	542,6
Autres impôts provinciaux .....	312,6	300,4	328,8	348,0	395,7	411,2	428,1
<i>Total ...</i>	<b>491,8</b>	<b>515,3</b>	<b>588,1</b>	<b>651,4</b>	<b>770,4</b>	<b>841,0</b>	<b>970,7</b>

Source : Ministère de l'Intérieur, Direction générale des Finances provinciales et communales.

### Répartition des dépenses provinciales (a)

Exercices 1953 à 1959

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Administration .....	97,0	102,5	97,3	100,2	107,2	124,0	131,8
Justice-Cultes .....	14,4	18,1	17,2	17,0	16,2	15,2	14,2
Beaux-arts .....	51,4	61,5	70,1	83,3	95,4	94,3	92,6
Instruction publique .	740,6	665,1	755,8	797,9	913,7	983,8	1 085,6 (b)
Assistance publique .	148,9	167,4	160,7	130,2	172,8	119,2	131,4
Pensons .....	55,1	61,7	56,9	55,7	77,5	83,1	95,7
Dettes .....	260,4	289,4	347,9	400,0	423,2	457,6	502,2
Transferts .....	13,6	10,8	11,6	5,3	15,8	14,8	17,8
Hygiène .....	85,9	94,3	99,8	104,4	114,7	124,2	136,1
Agriculture .....	16,2	18,6	21,3	23,4	26,6	29,4	31,1
Routes et travaux pu- bliers .....	306,1	353,3	359,7	349,2	348,6	340,4	341,3
Entreprises .....	161,8	166,2	177,9	195,8	212,9	244,3	285,0
Patrimoine .....	36,7	43,6	48,4	43,3	65,1	65,5	66,1
<i>Total ...</i>	<b>1 988,1</b>	<b>2 052,5</b>	<b>2 224,6</b>	<b>2 305,7</b>	<b>2 589,7</b>	<b>2 695,8</b>	<b>2 930,9</b>

Source : Ministère de l'Intérieur, Direction générale des Finances provinciales et communales.

(a) Propres aux exercices.

(b) Dans cette prévision budgétaire, il n'a pas encore été tenu compte des répercussions financières de la loi du 29 mai 1959 consacrant le « pacte scolaire ».

### Budgets et comptes communaux (a)

(en millions de francs)

EXERCICE	Recettes		Dépenses		Solde	
	Budget	Compte	Budget	Compte	Budget	Compte
1950 .....	17 416	18 452	21 716	19 064	— 4 300	— 612
1951 .....	20 226	21 643	22 793	20 379	— 2 567	+ 1 264
1952 .....	20 323	21 954	22 656	20 711	— 2 333	+ 1 243
1953 .....	19 998	22 457	21 527	21 167	— 1 529	+ 1 290
1954 .....	19 065	21 433	21 187	20 148	— 2 122	+ 1 285
1955 .....	19 661	22 130	22 528	22 214	— 2 867	— 84
1956 .....	20 825	23 310	24 157	23 502	— 3 332	— 192
1957 .....	21 660	24 681	25 339	25 595	— 3 679	— 914
1958 .....	22 778	25 798	27 376	28 133	— 4 598	— 2 335
1959 .....	24 516	..	30 681	..	— 6 165	..

Sources : Ministère de l'Intérieur.

Crédit Communal de Belgique.

(a) Exercice général.

### Budgets communaux pour 1958 et 1959 (a)

(en millions de francs)

PROVINCE	Recettes		Dépenses		Solde	
	1958	1959	1958	1959	1958	1959
Anvers .....	4 758	5 112	5 169	5 581	— 411	— 469
Brabant .....	5 227	5 759	5 887	6 390	— 660	— 631
Flandre occident. .	1 796	1 937	1 892	2 038	— 96	— 101
Flandre orientale .	2 846	3 059	3 043	3 277	— 197	— 218
Hainaut .....	2 242	2 490	2 664	2 880	— 422	— 390
Liège .....	2 673	2 896	3 104	3 429	— 431	— 533
Limbourg.....	843	925	917	1 004	— 74	— 79
Luxembourg ....	508	541	629	639	— 121	— 98
Namur .....	735	808	798	874	— 63	— 66
<i>Total ...</i>	<b>21 628</b>	<b>23 527</b>	<b>24 103</b>	<b>26 112</b>	<b>— 2 475</b>	<b>— 2 585</b>

Source : Ministère de l'Intérieur, Direction générale des Finances provinciales et communales.

(a) Propres aux exercices.

### Versements à effectuer par le Trésor aux communes

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1956	1957	1958	1959
Fonds des Communes.....	4 537	4 801	5 425	5 359
Fonds d'Assistance publique .....	1 192	1 254	1 290	1 297
Fonds des quatre grandes villes .....	600	600	600	600
Suppléments aux traitements des instituteurs .....	627	250	290	129
Fonds spécial .....	200	490	320	470
<i>Total ...</i>	<b>7 157</b>	<b>7 395</b>	<b>7 925</b>	<b>7 855</b>

Source : Crédit Communal de Belgique.

### Additionnels communaux à la contribution foncière

CENTIMES ADDITIONNELS	Nombre de communes						
	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
0 à 200 .....	434	335	142	67	50	47	26
201 à 300 .....	500	320	94	9	6	5	5
301 à 400 .....	752	747	799	557	339	301	195
401 à 500 .....	819	940	1 039	1 121	483	342	166
501 à 600 .....	145	243	393	549	1 047	974	498
Plus de 600 .....	16	81	199	363	741	997	1 773
<i>Total</i> ...	<b>2 666</b>	<b>2 666</b>	<b>2 666</b>	<b>2 666</b>	<b>2 666</b>	<b>2 666</b>	<b>2 663</b>

Source : Ministère de l'Intérieur, Direction générale des Finances provinciales et communales.

### Crédits et subventions aux administrations régionales et locales

(en millions de francs)

ANNÉE	Crédits consentis par le Crédit Com- munal de Belgique	Sub- ventions de l'Etat	Total
1952 .....	2 539	2 503	5 042
1953 .....	2 565	2 592	5 157
1954 .....	3 650	2 278	5 928
1955 .....	4 315	2 261	6 576
1956 .....	3 562	2 329	5 891
1957 .....	2 603	2 389	4 992
1958 .....	3 594	2 196	5 790
1959 .....	5 640	2 760	8 400

Source : Crédit Communal de Belgique.

**Répartition des dépenses communales**  
Exercices 1952 à 1959 (a)  
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Exercices précédents .....	3 546	2 558	1 762	2 246	2 598	2 819	3 273	4 569
Patrimoine .....	477	456	457	470	487	497	538	571
Administration .....	1 637	1 551	1 573	1 597	1 619	1 732	1 882	1 958
Police - Sûreté - Pompiers .....	1 469	1 482	1 540	1 566	1 606	1 713	1 840	1 962
Entreprises .....	1 747	1 920	2 015	1 817	1 961	2 119	2 288	2 359
Assistance publique .....	1 696	1 688	1 765	1 901	1 957	1 882	2 012	2 284
Santé publique .....	664	674	699	711	737	785	832	891
Routes et travaux publics .....	2 160	2 107	2 048	2 342	2 391	2 183	2 220	2 416
Culte .....	91	90	93	108	101	110	118	125
Instruction .....	4 355	4 396	4 560	4 742	5 305	5 742	6 078	6 451(b)
Beaux-arts .....	342	351	352	381	393	430	488	521
Pensions .....	1 257	1 290	1 346	1 423	1 555	1 653	1 876	2 020
Dette .....	2 043	2 573	2 632	2 879	3 125	3 365	3 590	4 199
Transferts .....	1 171	392	346	345	321	309	341	355
<b>Total ...</b>	<b>22 655</b>	<b>21 528</b>	<b>21 188</b>	<b>22 528</b>	<b>24 156</b>	<b>25 339</b>	<b>27 376</b>	<b>30 681</b>

Source : Ministère de l'Intérieur, Direction générale des Finances provinciales et communales.

(a) Résultats généraux des budgets initiaux.

(b) Dans cette prévision budgétaire, il n'a pas encore été tenu compte des répercussions financières de la loi du 29 mai 1959 consacrant le « pacte scolaire ».

**Bilans comparatifs au 31 décembre du Crédit Communal de Belgique**  
(en millions de francs)

ACTIF	1955	1956	1957	1958	1959	PASSIF	1955	1956	1957	1958	1959
<b>I. Intervention en faveur des pouvoirs locaux</b> .....						<b>I. Appel au marché des capitaux</b> .....	<b>30 923</b>	<b>32 014</b>	<b>35 452</b>	<b>41 980</b>	<b>45 910</b>
— Annuités à échoir (a) .	32 541	35 265	35 806	38 310	38 811	A. Long terme :					
— Prêts à court et à moyen terme .....	14 539	13 898	13 256	12 615	7 755	— Obligations et primes à échoir .....	8 556	8 277	9 635	11 518	11 069
— Prêts à long terme ...	3 361	3 648	3 471	4 774	4 897	B. Moyen terme :					
— Comptes courants débiteurs et ouvertures de crédit .....	13 886	16 220	17 789	19 920	24 125	— Bons de caisse à échoir .....	13 351	15 673	17 935	20 692	24 767
	755	1 499	1 290	1 001	2 034	— Comptes à terme des administrations publiques .....	2 375	2 110	1 844	2 672	2 128
						— Carnets de dépôts .	1 269	1 574	1 807	2 236	2 888
<b>II. Autres interventions</b> .....	<b>157</b>	<b>249</b>	<b>414</b>	<b>175</b>	<b>299</b>	C. A vue :					
— Débiteurs divers .....	128	211	372	125	252	— Comptes courants créditeurs « Subsidés et Prêts » .....	2 120	1 910	1 371	1 811	2 499
— Avances à divers (avec gages) .....	29	38	42	50	47	— Comptes courants créditeurs à vue ..	3 252	2 470	2 860	3 051	2 559
						<b>II. Moyens divers</b> .....	<b>6 486</b>	<b>6 997</b>	<b>6 742</b>	<b>5 799</b>	<b>1 654</b>
<b>III. Immobilisés et réalisables.</b>	<b>5 463</b>	<b>4 297</b>	<b>6 829</b>	<b>10 231</b>	<b>9 257</b>	— Coupons à échoir et accessoires .....	5 294	4 948	4 612	4 290	—
— Immeubles .....	9	9	9	9	9	— Bénéfices bruts à échoir ..	349	335	321	307	—
— Actionnaires .....	487	487	487	487	—	— Créditeurs divers .....	206	836	763	126	330
— Portefeuille-titres ...	2 261	2 237	2 313	2 428	3 109	— Obligations, bons de caisse échus et intérêts	295	472	556	466	522
— Placements provisoires	2 325	750	3 250	6 150	5 175	— Intérêts courus sur passifs divers .....	342	406	490	610	802
— Intérêts courus sur actifs divers .....	83	78	100	168	170	<b>III. Moyens propres</b> .....	<b>699</b>	<b>800</b>	<b>785</b>	<b>840</b>	<b>720</b>
— Caisse et banque .....	224	676	407	649	507	— Capital .....	558	558	558	558	558
— Frais d'émissions d'emprunts .....	74	60	263	340	287	— Fonds de réserve .....	141	180	227	282	162
						<b>IV. Compte de résultat :</b>					
						— Solde du compte de profits et pertes .....	53	62	70	97	83
<b>Total général</b> ...	<b>38 161</b>	<b>39 811</b>	<b>43 049</b>	<b>48 716</b>	<b>48 367</b>	<b>Total général</b> ...	<b>38 161</b>	<b>39 811</b>	<b>43 049</b>	<b>48 716</b>	<b>48 367</b>

Sources : Crédit Communal de Belgique. Institut National de Statistique. Depuis 1959, cette rubrique a été intitulée « Prêts à long terme remboursables par annuités constantes » et correspond à la valeur actuelle globale au 31 décembre 1959 des annuités à échoir.

## II

# MONNAIE ET CRÉDIT

<i>Stock monétaire et avoirs extérieurs nets</i> . . . . .	p. 157 à 162
<i>Marché de l'argent</i> . . . . .	p. 163 à 170
<i>Marché des capitaux</i> . . . . .	p. 171 à 182

Balance Sheet as at 31st December 1955 (in millions of pounds)

ACTIV	1955	1954	1953	1952	1951	1950
Assets						
Fixed assets	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000
Current assets	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000
Total assets	2,000	2,000	2,000	2,000	2,000	2,000
Liabilities						
Capital	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000
Reserves	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000
Total liabilities	2,000	2,000	2,000	2,000	2,000	2,000

ROYAL BANK OF CANADA

Situation fin de mois  
(en milliards de francs)

MOIS	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Total du stock monétaire	Mouvements du stock monétaire par période	
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la Banque Nationale de Belgique	Stock de monnaie fiduciaire (a)	Détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	Détenue par les entreprises et particuliers (b)						
					Comptes-courants à la Banque Nationale de Belgique (a)	Avoirs en comptes chèques postaux (a)	Dépôts à vue et à un mois au plus dans les banques et établissements para-stataux (a)	Total			
											Stock de monnaie scripturale
1951 Décembre	5,6	95,0	99,1	7,4	0,7	18,2	43,1	62,0	69,4	168,5	+ 12,4
1952 Décembre	5,9	97,8	102,0	7,4	0,7	18,0	46,4	65,1	72,5	174,5	+ 6,0
1953 Décembre	5,9	101,6	105,9	7,1	0,6	19,9	46,8	67,3	74,4	180,3	+ 5,8
1954 Décembre	5,9	102,7	106,7	7,4	0,5	20,6	48,4	69,5	76,9	183,6	+ 3,3
1955 Décembre	5,6	107,6	110,7	7,9	0,6	20,8	52,5	73,9	81,8	192,5	+ 8,9
1956 Décembre	5,4	111,5	114,3	6,5	0,6	21,3	55,6	77,5	84,0	198,3	+ 5,8
1957 Décembre	5,4	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0	- 0,3
1958 Décembre	5,5	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5	82,0	89,2	209,5	+ 11,5
1959 Janvier	5,5	115,4	118,2	6,0	0,4	23,9	55,9	80,2	86,2	204,4	- 5,1
Février	5,5	116,0	118,9	6,6	0,4	23,2	56,0	79,6	86,2	205,1	+ 0,7
Mars	5,5	116,3	119,0	7,6	0,3	24,0	58,8	83,1	90,7	209,7	+ 4,6
Avril	5,5	116,8	119,8	8,2	0,3	23,9	58,5	82,7	90,9	210,7	+ 1,0
Mai	5,5	116,5	119,4	7,1	0,5	24,4	60,7	85,6	92,7	212,1	+ 1,4
Juin	5,5	117,5	120,3	7,8	0,4	24,9	60,6	85,9	93,7	214,0	+ 1,9
Juillet	5,6	118,8	121,7	6,2	0,3	24,5	58,6	83,4	89,6	211,3	- 2,7
Août	5,6	117,5	120,4	7,0	0,4	23,9	59,1	83,4	90,4	210,8	- 0,5
Septembre	5,6	115,6	118,3	8,3	0,4	24,2	58,4	83,0	91,3	209,6	- 1,2
Octobre	5,6	116,0	119,1	6,6	0,4	24,6	60,2	85,2	91,8	210,9	+ 1,3
Novembre	5,6	116,0	118,7	7,8	0,4	24,5	60,5	85,4	93,2	211,9	+ 1,0
Décembre	5,6	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	+ 4,4

(a) Déduction faite des encaisses des organismes émetteurs de monnaie.  
(b) Y compris certains organismes paraétatiques administratifs.

Source : Banque Nationale de Belgique.

# Bilans intégrés d

(en milliards)

PÉRIODES	Stock monétaire					Avoirs extérieurs nets				Créances sur le Trésor et sur d'autres emprunteurs publics			
	Monnaie fiduciaire	Monnaie scripturale			Total	Avoirs et engagements à vue (montants nets)			Total	Dettes de l'Etat	Dettes d'autres emprunteurs publics	Avances nettes au Fonds des Rentes	Total
		détenue par les entreprises et particuliers (a)	détenue par les pouvoirs publics	Total		Banque Nationale de Belgique	Autres organismes monétaires belges	Autres avoirs et engagements nets (montants nets)					
1951 31 décembre .	99,1	62,0	7,4	69,4	<b>168,5</b>	+ 50,2	— 5,8	+ 1,4	<b>45,8</b>	105,1	2,2	1,6	<b>108,</b>
1952 30 juin . . . . .	100,6	64,2	6,8	71,0	<b>171,6</b>	+ 56,2	— 4,2	+ 2,2	<b>54,2</b>	107,5	1,4	0,8	<b>109,</b>
31 décembre .	102,0	65,1	7,4	72,5	<b>174,5</b>	+ 51,0	— 4,3	+ 3,7	<b>50,4</b>	115,1	1,4	0,3	<b>116,</b>
1953 30 juin . . . . .	102,6	66,3	6,9	73,2	<b>175,8</b>	+ 48,8	— 4,0	+ 2,7	<b>47,5</b>	116,7	1,7	0,7	<b>119,</b>
31 décembre .	105,9	67,3	7,1	74,4	<b>180,3</b>	+ 52,4	— 4,8	+ 2,7	<b>50,3</b>	120,0	1,6	—	<b>121,</b>
1954 30 juin . . . . .	104,3	69,9	8,1	78,0	<b>182,3</b>	+ 49,7	— 4,8	+ 2,9	<b>47,8</b>	121,6	1,8	0,2	<b>123,</b>
31 décembre .	106,7	69,5	7,4	76,9	<b>183,6</b>	+ 50,5	— 3,7	+ 1,5	<b>48,3</b>	119,9	2,8	1,2	<b>123,</b>
1955 30 juin . . . . .	108,6	71,7	7,3	79,0	<b>187,6</b>	+ 52,9	— 4,8	+ 2,7	<b>50,8</b>	121,1	3,3	0,9	<b>125,</b>
31 décembre .	110,7	73,9	7,9	81,8	<b>192,5</b>	+ 56,1	— 4,8	+ 3,4	<b>54,7</b>	122,3	5,0	0,7	<b>128,</b>
1956 30 juin . . . . .	111,4	77,0	6,7	83,7	<b>195,1</b>	+ 59,2	— 3,8	+ 3,1	<b>58,5</b>	124,2	4,1	1,4	<b>129,</b>
31 décembre .	114,3	77,5	6,5	84,0	<b>198,3</b>	+ 56,9	— 6,1	+ 3,2	<b>54,0</b>	123,4	5,6	2,0	<b>131,</b>
1957 30 juin . . . . .	113,9	80,1	7,9	88,0	<b>201,9</b>	+ 53,3	— 4,8	+ 3,0	<b>51,5</b>	127,5	4,2	1,8	<b>133,</b>
31 décembre .	115,5	76,1	6,4	82,5	<b>198,0</b>	+ 57,0	— 3,9	+ 3,0	<b>56,1</b>	121,6	1,8	1,7	<b>125,</b>
1958 30 juin . . . . .	118,1	80,4	7,6	88,0	<b>206,1</b>	+ 67,5	— 3,8	+ 2,5	<b>66,2</b>	125,0	2,2	2,0	<b>129,</b>
31 décembre .	120,3	82,0	7,2	89,2	<b>209,5</b>	+ 74,1	— 5,4	+ 3,4	<b>72,1</b>	126,7	2,1	4,1	<b>132,</b>
1959 31 mars . . . . .	119,0	83,1	7,6	90,7	<b>209,7</b>	+ 70,2	— 2,9	+ 3,0	<b>70,3</b>	129,5	2,9	3,9	<b>136,</b>
30 juin . . . . .	120,4	85,9	7,8	93,7	<b>214,1</b>	+ 72,2	— 6,5	+ 4,0	<b>69,7</b>	129,6	3,9	5,0	<b>138,</b>
30 septembre . .	118,3	83,0	8,3	91,3	<b>209,6</b>	+ 70,3	— 5,8	+ 6,7	<b>71,2</b>	128,0	4,0	2,0	<b>134,</b>
31 décembre . .	121,3	87,4	7,6	95,0	<b>216,3</b>	+ 65,8	— 3,8	+ 8,7	<b>70,7</b>	132,4	4,0	4,6	<b>141,</b>

(a) Y compris les comptes d'organismes paraétatiques administratifs.

organismes monétaires

(en francs)

Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers résidant en Belgique		Divers			Comptes pour balance	Total	Sous déduction de					Différence (20) — (21) à (25)
Financés par les organismes monétaires	Pour mémoire Financés par et hors des organismes monétaires	Solde des opérations de la Caisse Nationale de Crédit professionnel et du Fonds Monétaire, autres qu'à court terme	Créances et engagements sur et envers des organismes financiers non monétaires	Solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux			Détenus par les entreprises et particuliers	Dépôts en devises détenus par les entreprises et particuliers	Détenus par le Trésor	Ecart entre les fonds propres et immobilisations et participations (Banque Nationale, Institut de Réescoute et banques de dépôts)	Emprunts obligataires (banques de dépôts)	
(14)	(15)	(16)	(17)	(18)	(19)	(20)	(21)	(22)	(23)	(24)	(25)	(26)
36,2	42,1	+ 0,2	+ 0,7	- 2,0	+ 2,1	191,9	- 14,1	- 2,4	- 1,1	- 5,2	- 0,6	168,5
33,7	40,3	+ 0,4	+ 0,1	- 1,3	+ 1,0	198,0	- 17,7	- 1,5	- 1,3	- 5,2	- 0,7	171,6
36,5	43,3	+ 0,1	- 0,1	- 1,6	+ 0,2	202,3	- 18,6	- 1,6	- 1,4	- 5,2	- 1,0	174,5
36,1	43,7	+ 0,3	+ 0,5	- 1,4	+ 1,5	203,6	- 19,3	- 1,6	- 0,5	- 5,2	- 1,2	175,8
38,7	45,4	—	+ 0,1	- 1,9	+ 1,0	209,8	- 20,6	- 1,5	- 0,2	- 5,3	- 1,9	180,3
38,2	46,2	+ 0,3	+ 1,0	- 1,9	+ 2,6	211,6	- 19,6	- 1,6	- 0,1	- 5,5	- 2,5	182,3
41,7	49,8	+ 0,6	+ 1,0	- 1,2	+ 1,6	215,9	- 21,3	- 2,0	- 0,1	- 6,0	- 2,9	183,6
43,0	50,1	+ 0,7	+ 1,3	- 2,0	+ 2,2	221,3	- 22,4	- 1,7	- 0,1	- 6,1	- 3,4	187,6
44,4	52,0	+ 0,7	+ 1,3	- 1,8	+ 0,9	228,2	- 23,4	- 2,4	- 0,1	- 6,0	- 3,8	192,5
42,1	52,6	+ 1,0	+ 1,4	- 1,4	+ 1,9	233,2	- 24,5	- 2,8	- 0,1	- 6,6	- 4,1	195,1
49,0	58,4	+ 0,7	+ 1,2	- 1,6	+ 0,6	234,9	- 22,3	- 3,2	- 0,1	- 6,7	- 4,3	198,3
50,9	61,0	+ 0,9	+ 1,0	- 1,9	+ 2,7	238,6	- 21,9	- 3,3	—	- 7,1	- 4,4	201,9
52,3	61,5	+ 0,8	+ 2,3	- 0,8	+ 1,4	237,2	- 23,4	- 3,2	- 0,2	- 7,5	- 4,9	198,0
45,7	58,3	+ 1,1	+ 3,0	- 0,1	+ 2,6	247,7	- 25,0	- 2,5	- 0,5	- 7,8	- 5,8	206,1
43,9	56,3	+ 1,1	+ 4,1	+ 0,1	+ 0,8	255,0	- 27,4	- 2,6	- 0,6	- 8,3	- 6,6	209,5
45,2	55,9	+ 0,8	+ 4,4	—	+ 1,4	258,4	- 30,1	- 3,3	- 0,7	- 7,8	- 6,8	209,7
44,8	55,8	+ 0,8	+ 4,7	+ 1,0	+ 2,6	262,1	- 29,2	- 3,1	- 0,6	- 8,2	- 6,9	214,1
45,1	55,9	+ 0,7	+ 5,3	+ 1,1	+ 2,3	259,7	- 30,9	- 3,1	- 0,6	- 8,6	- 6,9	209,6
48,1	59,6	+ 0,7	+ 5,1	+ 0,8	+ 1,7	268,1	- 31,5	- 4,3	- 0,5	- 8,6	- 6,9	216,3

Source : Banque Nationale de Belgique.

**Origines des variations**  
(mouvements en milliards de francs)

PÉRIODE	Variations des liquidités quasi monétaires					Total (6) = (1) + (5)	Solde des opérations avec l'étranger (à l'exclusion des opérations en capital des pouvoirs publics et des donations officielles)	Finan- monétaire pouvoir État
	Variations du stock monétaire (1)	Dépôts à terme et comptes spéciaux des exportateurs vers l'U.E.P. (2)	Dépôts en devises de nationaux (3)	Avoirs du Trésor (4)	Total (5)			
1951 .....	+ 12,5	+ 1,5	+ 0,5	+ 1,0	+ 3,0	+ 15,5	+ 11,0	+ 4,4
1952 .....	+ 6,0	+ 4,4	- 0,8	+ 0,3	+ 3,9	+ 9,9	+ 7,1	+ 5,2
1953 .....	+ 5,8	+ 2,0	- 0,1	- 1,2	+ 0,7	+ 6,5	- 1,0	+ 5,4
1954 .....	+ 3,3	+ 0,7	+ 0,5	- 0,1	+ 1,1	+ 4,4	- 4,7	+ 0,8
1955 1 <sup>er</sup> semestre.	+ 4,0	+ 1,1	- 0,2	-	+ 0,9	+ 4,9	+ 1,9	+ 1,1
2 <sup>e</sup> semestre.	+ 4,9	+ 1,0	+ 0,6	-	+ 1,6	+ 6,5	+ 2,2	+ 2,0
<i>Total ...</i>	+ 8,9	+ 2,1	+ 0,4	-	+ 2,5	+ 11,4	+ 4,1	+ 3,1
1956 1 <sup>er</sup> semestre.	+ 2,6	+ 1,1	+ 0,4	-	+ 1,5	+ 4,1	+ 5,1	- 0,2
2 <sup>e</sup> semestre.	+ 3,2	- 2,1	+ 0,3	-	- 1,8	+ 1,4	- 2,3	- 3,4
<i>Total ...</i>	+ 5,8	- 1,0	+ 0,7	-	- 0,3	+ 5,5	+ 2,8	- 3,6
1957 1 <sup>er</sup> semestre.	+ 3,5	- 0,4	+ 0,1	-	- 0,3	+ 3,2	- 1,3	+ 3,0
2 <sup>e</sup> semestre.	- 3,8	+ 1,5	- 0,1	+ 0,2	+ 1,6	- 2,2	+ 2,7	- 3,5
<i>Total ...</i>	- 0,3	+ 1,1	-	+ 0,2	+ 1,3	+ 1,0	+ 1,4	- 0,5
1958 1 <sup>er</sup> trimestre	- 1,0	+ 2,0	- 0,2	+ 0,1	+ 1,9	+ 0,9	+ 3,9	- 0,2
2 <sup>e</sup> trimestre	+ 9,1	- 0,5	- 0,4	+ 0,1	- 0,8	+ 8,3	+ 5,6	+ 3,0
3 <sup>e</sup> trimestre	- 4,1	+ 2,0	-	+ 0,1	+ 2,1	- 2,0	+ 2,8	- 4,1
4 <sup>e</sup> trimestre	+ 7,5	+ 0,5	-	+ 0,1	+ 0,6	+ 8,1	+ 2,6	+ 7,0
<i>Total ...</i>	+ 11,5	+ 4,0	- 0,6	+ 0,4	+ 3,8	+ 15,3	+ 14,9	+ 5,7
1959 1 <sup>er</sup> trimestre	+ 0,2	+ 2,7	+ 0,6	+ 0,1	+ 3,4	+ 3,6	- 2,1	+ 1,3
2 <sup>e</sup> trimestre	+ 4,3	- 0,8	- 0,1	-	- 0,9	+ 3,4	+ 0,3	- 0,8
3 <sup>e</sup> trimestre	- 4,4	+ 1,7	-	- 0,1	+ 1,6	- 2,8	- 0,3	- 2,0
4 <sup>e</sup> trimestre	+ 6,7	+ 0,6	+ 1,2	- 0,1	+ 1,7	+ 8,4	+ 2,8	+ 4,4
<i>Total ...</i>	+ 6,8	+ 4,2	+ 1,7	- 0,1	+ 5,8	+ 12,6	+ 0,7	+ 2,9

(a) Mouvement des crédits directs aux pouvoirs publics + solde de leurs opérations en capital avec l'étranger (pouvoirs publics)

d stock monétaire  
 milliards de francs)

	Monétisation de la dette de l'Etat et autres fonds publics	Mouvements des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers nationaux logés dans les organismes monétaires	Variations de l'écart entre fonds propres et immobilisations + participations des organismes monétaires	Emprunts obligataires des banques de dépôts	Soldes des opérations autres qu'à court terme du Fonds Monétaire et de la Caisse Nationale de Crédit professionnel	Divers		Comptes pour balance	Total
						Créances et engagements sur et envers des organismes financiers non monétaires	Soldes des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux		
(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)	(18) = de (7) à (17)
+ 0,4	- 1,6	+ 3,0	- 0,6	- 0,3	- 0,2	- 0,2	+ 0,2	- 0,6	+ 15,5
- 0,8	+ 0,3	+ 0,3	—	- 0,4	- 0,1	- 0,8	+ 0,4	- 1,3	+ 9,9
+ 0,1	+ 1,1	+ 2,2	- 0,1	- 0,9	—	+ 0,1	- 0,3	- 0,1	+ 6,5
+ 1,0	+ 3,2	+ 3,0	- 0,7	- 1,0	+ 0,5	+ 0,9	+ 0,7	+ 0,7	+ 4,4
+ 0,1	+ 1,0	+ 1,3	—	- 0,5	—	+ 0,3	- 0,7	+ 0,4	+ 4,9
+ 1,4	+ 1,0	+ 1,4	—	- 0,4	+ 0,1	- 0,1	+ 0,2	- 1,3	+ 6,5
+ 1,5	+ 2,0	+ 2,7	—	- 0,9	+ 0,1	+ 0,2	- 0,5	- 0,9	+ 11,4
- 1,2	+ 1,5	- 2,3	- 0,6	- 0,3	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,4	+ 1,3	+ 4,1
+ 1,4	+ 1,3	+ 6,9	- 0,1	- 0,2	- 0,1	- 0,3	- 0,2	- 1,6	+ 1,4
+ 0,2	+ 2,8	+ 4,6	- 0,7	- 0,5	+ 0,1	- 0,1	+ 0,2	- 0,3	+ 5,5
- 1,9	+ 0,3	+ 1,9	- 0,5	- 0,1	+ 0,2	- 0,2	- 0,2	+ 2,0	+ 3,2
+ 0,3	- 0,8	+ 1,5	- 0,3	- 0,5	- 0,3	+ 0,3	- 0,5	- 1,1	- 2,2
- 1,6	- 0,5	+ 3,4	- 0,8	- 0,6	- 0,1	+ 0,1	- 0,7	+ 0,9	+ 1,0
+ 0,2	+ 0,2	- 3,6	—	- 0,4	+ 0,3	+ 0,5	+ 0,2	- 0,2	+ 0,9
- 0,1	+ 1,8	- 3,0	- 0,4	- 0,5	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,4	+ 1,3	+ 8,3
- 0,6	+ 2,3	- 2,2	- 0,6	- 0,5	- 0,1	+ 0,6	+ 0,2	+ 0,2	- 2,0
+ 0,4	- 0,2	+ 0,4	+ 0,2	- 0,3	+ 0,1	+ 0,5	- 0,3	- 2,3	+ 8,1
- 0,1	+ 4,1	- 8,4	- 0,8	- 1,7	+ 0,4	+ 1,7	+ 0,5	- 1,0	+ 15,3
+ 0,4	+ 2,5	+ 1,4	—	- 0,2	- 0,3	+ 0,2	- 0,3	+ 0,7	+ 3,6
+ 1,1	+ 1,1	- 0,4	- 0,4	- 0,1	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,9	+ 1,3	+ 3,4
—	+ 0,3	+ 0,3	- 0,4	—	- 0,1	—	+ 0,1	- 0,7	- 2,8
+ 0,1	- 0,7	+ 3,1	—	—	- 0,1	- 0,3	- 0,3	- 0,6	+ 8,4
+ 1,6	+ 3,2	+ 4,4	- 0,8	- 0,3	- 0,4	+ 0,2	+ 0,4	+ 0,7	+ 12,6

et pouvoirs subordonnés).

Source : Banque Nationale de Belgique.

### Avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale de Belgique (a)

Situation à fin de mois  
(en milliards de francs)

MOIS	Encaisse-or	Avoirs sur l'étranger en monnaies convertibles	Avoirs nets en accords internationaux avec les pays de l'O.E.C.E.	Autres avoirs ou engagements nets	Total des avoirs extérieurs	Evolutions des avoirs extérieurs
1951 Décembre .....	31,8	0,2	19,2	— 1,0	50,2	+ 15,0 (b)
1952 Décembre .....	35,2	1,4	15,1	— 0,7	51,0	+ 0,8
1953 Décembre .....	38,8	0,9	14,0	— 1,3	52,4	+ 1,4
1954 Décembre .....	38,9	3,4	9,2	— 0,9	50,6	— 1,8
1955 Décembre .....	46,4	0,2	9,6	— 0,1	56,1	+ 5,5
1956 Décembre .....	46,2	1,0	9,4	0,3	56,9	+ 0,8
1957 Décembre .....	45,8	1,9	8,3	1,0	57,0	+ 0,1
1958 Décembre .....	63,5	1,5	8,7	0,4	74,1	+ 17,1
1959 Janvier .....	62,4	1,7	6,8	0,5	71,4	— 2,7
Février .....	61,3	1,1	6,7	0,3	69,4	— 2,0
Mars .....	62,3	1,9	5,7	0,3	70,2	+ 0,8
Avril .....	63,3	4,3	4,9	0,1	72,6	+ 2,4
Mai .....	64,5	3,7	5,0	0,3	73,5	+ 0,9
Juin .....	63,5	3,6	4,8	0,3	72,2	— 1,3
Juillet .....	64,0	3,3	4,5	0,2	71,6	— 0,6
Août .....	63,8	3,1	4,4	— 0,4	70,9	— 0,7
Septembre .....	62,7	3,4	4,3	— 0,1	70,3	— 0,6
Octobre .....	59,4	3,9	5,3	0,2	68,8	— 1,5
Novembre .....	57,8	4,0	5,2	— 0,6	66,4	— 2,4
Décembre .....	56,7	4,4	5,2	— 0,5	65,8	— 0,6

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) A l'exclusion de certains avoirs qui ne sont pas à vue, et notamment de la créance sur le F. M. I. et du portefeuille sur l'étranger.

(b) Après élimination de la réévaluation de la créance sur l'E. C. A. (138 millions).

**Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation  
aux entreprises et particuliers**  
(en milliards de francs)

FIN DE MOIS	Crédits aux entreprises et particuliers résidant en Belgique			Crédits aux entreprises et particuliers résidant à l'étranger			Total général
	Financés par les organismes monétaires	Financés en dehors des organismes monétaires	Total	Financés par les organismes monétaires	Financés en dehors des organismes monétaires	Total	
1950 Décembre .....	33,2	3,4	36,6	1,7	0,2	1,9	38,5
1951 Décembre .....	36,2	5,9	42,1	1,3	0,6	1,9	44,0
1952 Décembre .....	36,5	6,8	43,3	2,5	1,4	3,9	47,2
1953 Décembre .....	38,7	6,7	45,4	2,1	1,1	3,2	48,6
1954 Décembre .....	41,7	8,1	49,8	1,7	1,6	3,3	53,1
1955 Décembre .....	44,4	7,6	52,0	3,1	1,0	4,1	56,1
1956 Décembre .....	49,0	9,4	58,4	3,2	1,1	4,3	62,7
1957 Décembre .....	52,3	9,2	61,5	3,2	1,2	4,4	65,9
1958 Décembre .....	43,9	12,4	56,3	4,4	1,6	6,0	62,3
1959 Janvier .....	43,1	13,5	56,6	3,7	2,0	5,7	62,3
Février .....	43,4	12,5	55,9	4,0	1,9	5,9	61,8
Mars .....	45,2	10,8	56,0	3,6	2,0	5,6	61,6
Avril .....	44,3	11,3	55,6	3,9	2,0	5,9	61,5
Mai .....	44,6	11,5	56,1	4,2	1,9	6,1	62,2
Juin .....	44,8	11,0	55,8	4,5	1,7	6,2	62,0
Juillet .....	44,5	10,7	55,2	3,8	2,5	6,1	61,4
Août .....	43,9	11,0	54,9	3,9	2,1	6,0	60,9
Septembre .....	45,1	10,8	55,9	4,5	1,9	6,4	62,3
Octobre .....	45,9	10,9	56,8	4,5	1,9	6,4	63,2
Novembre .....	45,7	11,2	56,9	4,1	2,0	6,1	63,0
Décembre .....	48,1	11,4	59,5	4,7	1,5	6,2	65,7

Source : Banque Nationale de Belgique.

## Situation globale des banques

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	Au 31 décembre							A fin de trimestre				
	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1 <sup>er</sup> trimestre 1959	2 <sup>e</sup> trimestre 1959	3 <sup>e</sup> trimestre 1959	4 <sup>e</sup> trimestre 1959
<b>ACTIF</b>												
<i>Liquidités</i> .....	13,5	13,1	13,4	14,3	15,8	17,7	16,6	17,6	18,3	17,6	16,4	21,2
<i>Crédits</i> .....	64,2	69,8	72,9	76,8	85,8	89,9	89,0	100,1	104,6	109,1	109,6	109,0
au secteur public .....	38,9	42,4	43,8	46,5	49,7	53,2	50,7	59,7	63,5	67,9	68,2	66,7
au secteur privé .....	25,2	27,4	29,2	30,3	36,1	36,7	38,3	40,4	41,1	41,2	41,4	42,3
<i>Divers</i> .....	12,7	16,5	14,7	14,0	14,6	16,6	14,6	15,9	14,7	15,2	16,3	18,2
dont acceptations .....	8,1	9,1	8,1	8,9	9,6	11,1	9,3	10,6	9,8	9,6	10,3	11,9
<i>Total</i> ...	<b>90,4</b>	<b>99,4</b>	<b>101,1</b>	<b>105,1</b>	<b>116,2</b>	<b>124,2</b>	<b>120,2</b>	<b>133,6</b>	<b>137,6</b>	<b>141,9</b>	<b>142,3</b>	<b>148,4</b>
<b>PASSIF</b>												
<i>Dépôts</i> .....	58,8	64,2	67,4	72,3	79,0	82,1	81,1	89,5	94,5	95,1	94,7	99,2
en francs belges :												
— à un mois au plus .....	43,9	48,0	48,6	50,1	54,3	57,5	55,4	60,2	61,1	62,9	60,8	63,0
— carnets de dépôts .....	6,5	7,6	8,6	9,6	10,3	10,7	10,5	11,4	12,2	12,5	13,0	13,7
— à plus d'un mois .....	5,6	6,7	8,3	10,3	11,7	10,2	11,5	14,2	16,7	15,5	16,8	16,8
en devises .....	2,9	1,9	1,9	2,3	2,7	3,7	3,7	3,7	4,5	4,2	4,1	5,7
<i>Moyens propres</i> .....	5,6	5,8	6,1	6,7	7,1	7,6	8,2	8,9	9,0	9,2	9,5	9,6
<i>Divers</i> .....	26,0	29,4	27,6	26,1	30,1	34,5	30,9	35,2	34,1	37,6	38,1	39,6
dont : acceptations .....	8,1	9,1	8,1	8,9	9,6	11,1	9,3	10,6	9,8	9,6	10,3	11,9
obligations et bons de caisse .....	0,6	1,0	1,9	2,9	3,8	4,3	4,9	6,6	6,8	6,9	6,9	6,9
<i>Total</i> ...	<b>90,4</b>	<b>99,4</b>	<b>101,1</b>	<b>105,1</b>	<b>116,2</b>	<b>124,2</b>	<b>120,2</b>	<b>133,6</b>	<b>137,6</b>	<b>141,9</b>	<b>142,3</b>	<b>148,4</b>

Source : Commission bancaire.

## Crédits consentis par les banques privées au secteur privé

Situation fin de mois  
(en milliards de francs)

MOIS	Escompte effets commerciaux (a)	Avances		Total
		Débiteurs divers	Reports et avances sur titres (b)	
1950 Décembre .....	6,8	14,0	0,8	21,6
1951 Décembre .....	9,5	14,9	0,8	25,2
1952 Décembre .....	11,5	14,7	1,2	27,4
1953 Décembre .....	11,8	15,8	1,5	29,2
1954 Décembre .....	11,7	17,1	1,5	30,3
1955 Décembre .....	15,7	19,1	1,3	36,1
1956 Décembre .....	14,4	21,1	1,2	36,7
1957 Décembre .....	15,6	21,6	1,1	38,3
1958 Décembre .....	18,3	20,9	1,2	40,4
1959 Janvier .....	16,9	21,0	1,2	39,1
Février .....	16,0	21,4	1,2	38,5
Mars .....	18,0	21,8	1,3	41,1
Avril .....	18,1	22,0	1,3	41,4
Mai .....	17,4	22,0	1,2	40,7
Juin .....	17,5	22,5	1,2	41,2
Juillet .....	17,1	22,4	1,2	40,7
Août .....	17,4	22,4	1,2	41,0
Septembre .....	17,4	22,7	1,3	41,4
Octobre .....	19,3	21,9	1,3	42,5
Novembre .....	18,3	22,3	1,3	41,9
Décembre .....	18,1	22,8	1,4	42,3

Source : Commission bancaire.

(a) Non compris tous les effets réescomptés.

(b) Y compris les opérations spéciales de mobilisation (arrêté royal du 22 mars 1952, *Moniteur belge* du 23 mars 1952).

## Réescompte du portefeuille commercial par les banques privées

Situation fin de mois  
(en milliards de francs)

MOIS	Auprès de la B.N.B.	Auprès de l'I.R.G.	Auprès des autres para-stataux	Total partiel	Auprès d'autres rées-compteurs	Total général (a)
1950 Décembre ...	7,0	0,9	0,6	8,5	0,6	9,1
1951 Décembre ...	4,9	1,6	1,0	7,5	1,8	9,3
1952 Décembre ...	4,6	1,9	1,4	7,9	2,6	10,5
1953 Décembre ...	4,1	2,6	1,3	8,0	2,2	10,2
1954 Décembre ...	5,3	2,5	1,3	9,1	2,8	11,9
1955 Décembre ...	2,8	1,6	1,9	6,3	2,8	9,1
1956 Décembre ...	6,1	1,8	1,9	9,8	3,2	13,0
1957 Décembre ...	8,2	2,3	2,3	12,8	3,0	15,8
1958 Décembre ...	1,2	2,0	2,3	5,5	4,0	9,5
1959 Janvier .....	0,8	2,5	2,5	5,8	4,6	10,4
Février .....	1,0	2,9	2,4	6,3	4,2	10,5
Mars .....	1,3	1,8	2,3	5,4	3,1	8,5
Avril .....	0,9	1,8	2,3	5,0	3,6	8,6
Mai .....	0,9	2,7	2,3	5,9	3,8	9,7
Juin .....	0,7	2,8	2,2	5,7	3,6	9,3
Juillet .....	1,8	2,0	2,0	5,8	3,6	9,5
Août .....	1,2	2,1	2,0	5,3	3,7	9,0
Septembre ..	1,1	2,2	2,0	5,3	3,5	8,8
Octobre ....	0,8	1,8	2,1	4,7	3,7	8,4
Novembre ..	1,1	2,0	2,0	5,1	3,6	8,7
Décembre ...	3,4	1,4	2,0	6,8	3,2	10,0

Source : Commission bancaire.

(a) Montant non compris dans le portefeuille commercial de la situation globale des banques.

## Marché de l'argent « on call »

Moyennes journalières  
(en milliards de francs)

PÉRIODE	Total des capi- taux traités «on call»	Capitaux prêtés		Capitaux empruntés		
		par des orga- nismes com- pensa- teurs	par des orga- nismes non com- pensa- teurs	par l'I.R.G. pour compte propre	par le Fonds des Rentes	par divers orga- nismes
1950 .....	4,1	2,4	1,7	2,0	1,8	0,3
1951 .....	5,4	2,8	2,6	2,5	2,6	0,3
1952 .....	5,8	3,2	2,6	3,1	2,5	0,2
1953 .....	5,4	3,1	2,3	2,8	2,2	0,4
1954 .....	5,3	2,7	2,6	2,7	2,3	0,3
1955 .....	5,6	2,6	3,0	2,5	2,8	0,3
1956 .....	5,2	2,7	2,5	2,6	2,3	0,3
1957 .....	5,6	2,5	3,1	2,5	2,8	0,3
1958 .....	3,9	2,4	1,5	2,5	1,0	0,4
1959 (a) .....	3,4	2,5	0,9	2,9	—	0,4
1959 Janvier .....	3,3	2,7	0,6	2,9	—	0,4
Février .....	4,2	2,5	1,7	3,7	0,1	0,4
Mars .....	3,4	2,7	0,7	3,1	—	0,3
Avril .....	3,3	2,6	0,7	2,8	—	0,5
Mai .....	3,2	2,6	0,6	2,8	—	0,4
Juin .....	3,5	2,5	1,0	3,1	—	0,4
Juillet .....	3,3	2,2	1,1	3,0	—	0,3
Août .....	2,9	2,1	0,8	2,6	—	0,3
Septembre .....	3,3	2,4	0,9	2,5	—	0,8
Octobre .....	3,1	2,3	0,8	2,7	—	0,4
Novembre (b) .....	3,2	2,1	1,1	2,9	—	0,3
Décembre (c)						

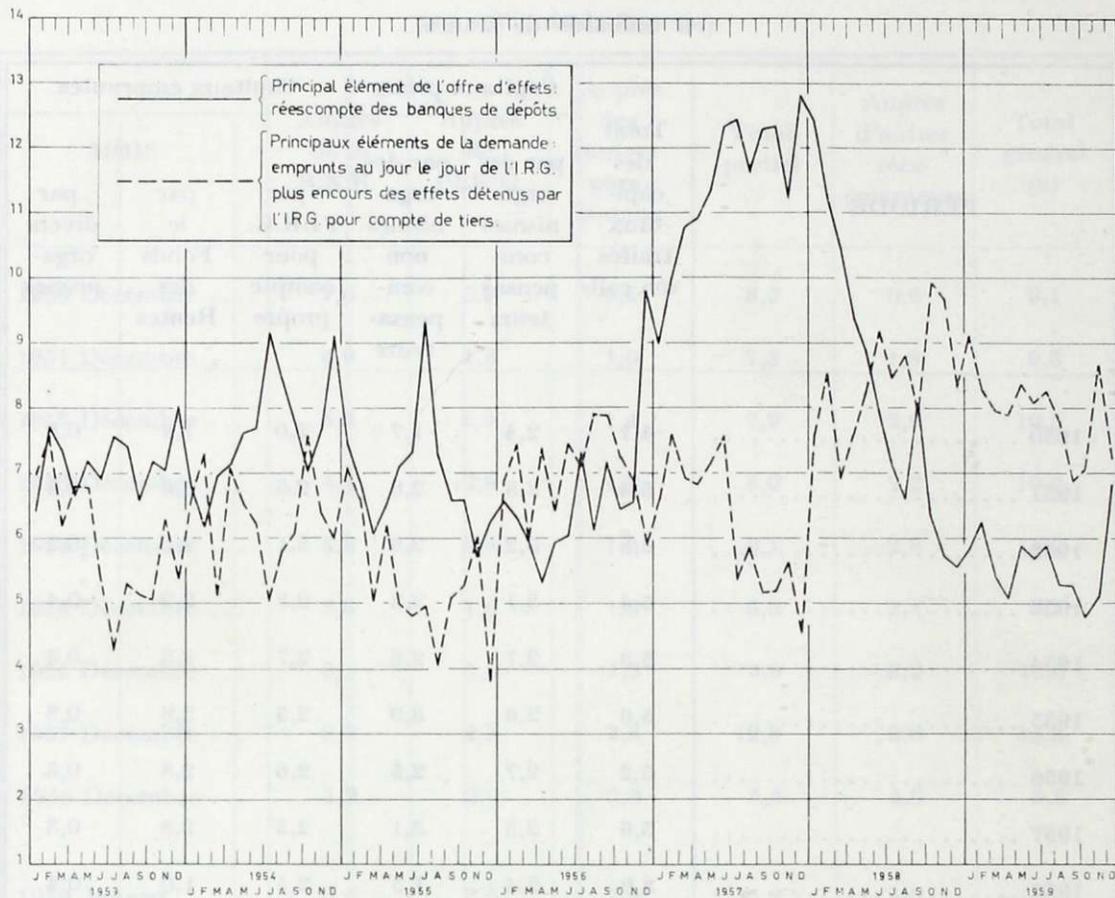
Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Moyenne du 1<sup>er</sup> janvier au 16 novembre 1959.

(b) Moyenne du 1<sup>er</sup> au 16 novembre 1959. Le fonctionnement du marché de l'argent a été réorganisé le 17 novembre. Le marché a été unifié par la suppression des secteurs en et hors compensation.

(c) En décembre, la moyenne des capitaux traités dans le cadre de la nouvelle formule s'élève à 4.762 millions de francs. Les capitaux prêtés par les banques de dépôts s'élèvent à 2.115 millions et par les autres organismes (notamment le Crédit Communal, la Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite et le Fonds des Rentes) à 2.647 millions. Les capitaux empruntés par les banques de dépôts atteignent 565 millions et par les autres organismes (notamment l'Institut de Réescampte et de Garantie, l'Office National du Dueroire, la Banque centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie et le Fonds des Rentes) à 4.197 millions.

**Principaux déterminants de la tendance sur le marché monétaire**  
(en milliards de francs)



Sources : Commission bancaire.  
Institut de Réescote et de Garantie.

**Opérations de l'Institut de Réescote et de Garantie**

Moyennes journalières  
(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Portefeuille-effets I.R.G. dont réescomptés à la B.N.B. ....	4,2	4,2	3,8	4,3	4,4	3,4	5,4	3,0	3,8
Emprunts au jour le jour de l'I.R.G. ....	1,5	1,0	0,8	1,4	1,6	0,6	2,6	0,2	0,6
Encours des effets ven- dus ou placés par l'I.R.G. ....	2,6	3,1	3,0	2,8	2,6	2,6	2,6	2,7	3,1
Encours total des effets traités par l'I.R.G. ...	1,0	2,8	3,6	3,9	3,4	4,9	4,6	6,0	5,7
	5,3	7,0	7,4	8,2	7,8	8,3	10,0	9,0	9,5

Source : Institut de Réescote et de Garantie.

## Crédits consentis au secteur privé par la Banque Nationale de Belgique

Situation à fin de mois  
(en milliards de francs)

MOIS	Effets commerciaux (a)	Avances sur nantissement	Total
1950 Décembre .....	10,9	0,8	11,7
1951 Décembre .....	8,9	0,3	9,2
1952 Décembre .....	9,2	0,6	9,7
1953 Décembre .....	8,3	0,9	9,3
1954 Décembre .....	9,5	0,3	9,8
1955 Décembre .....	8,4	0,2	8,6
1956 Décembre .....	11,4	0,5	11,9
1957 Décembre .....	14,4	2,7	17,1
1958 Décembre .....	4,1	0,5	4,6
1959 Janvier .....	3,4	0,8	4,2
Février .....	5,0	1,2	6,2
Mars .....	4,0	0,9	4,9
Avril .....	3,1	0,9	4,0
Mai .....	3,7	0,8	4,5
Juin .....	4,0	1,6	5,6
Juillet .....	3,8	1,2	5,0
Août .....	3,3	1,6	4,9
Septembre .....	4,9	1,2	6,1
Octobre .....	3,7	1,6	5,3
Novembre .....	3,1	0,9	4,0
Décembre .....	7,6	0,1	7,7

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Y compris le réescompte des banques et de l'Institut de Réescompte et de Garantie.

## Crédits consentis au secteur public par la Banque Nationale de Belgique

Conventions des 14 septembre 1948 et 15 avril 1952

(en milliards de francs)

DATE	Certificats du Trésor	Autres effets publics	Effets émis par des organismes dont les engage- ments sont garantis par l'Etat	Total	Compte courant débitéur du Trésor public
1950 31 décembre .....	3,9	0,2	4,5	8,7	
1951 31 décembre .....	6,5 (a)	0,1	1,8	8,4	
1952 31 décembre .....	6,0	0,2	0,4	6,7	
1953 31 décembre .....	8,0	0,1	—	8,1	
1954 31 décembre .....	7,9	—	1,2	9,1	
1955 31 décembre .....	8,8	0,1	0,8	9,7	
1956 31 décembre .....	5,9	0,1	1,8	7,8	
1957 31 décembre .....	6,6	—	—	6,6	1,3
1958 31 décembre .....	7,8	—	—	7,8	
1959 29 janvier .....	6,6	—	—	6,6	
26 février .....	6,3	—	—	6,3	
26 mars .....	8,0	—	—	8,0	
30 avril .....	7,5	—	—	7,5	
25 mai .....	6,4	—	—	6,4	
29 juin .....	6,8	—	—	6,8	
27 juillet .....	8,9	—	—	8,9	
31 août .....	9,6	—	—	9,6	
28 septembre .....	7,7	—	—	7,7	
26 octobre .....	8,7	—	—	8,7	
30 novembre .....	9,9	—	—	9,9	
28 décembre .....	7,5	—	—	7,5	

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) En 1951, le Trésor a financé à concurrence de 4 057 millions des crédits « hors quota » consentis par la Belgique à l'U.E.P. Au 27 septembre 1951, les avances consenties au Trésor public à cette fin étaient de 283 millions; elles atteignaient environ 1,6 milliard de francs à fin octobre et à fin novembre 1951. L'avance de 4 057 millions fut récupérée à la fin de 1952.

## Principales modalités de l'épargne privée

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1952	1953	1954	1955	1956	1957 (a)	1958 (a)	1959 (b)
<i>Epargne des particuliers :</i>								
Epargne-dépôts .....	11,0	9,9	8,8	7,1	5,9	6,2	17,7	15,8
Epargne-réserves .....	7,9	7,0	7,9	9,0	8,7	10,7	9,8	9,2
Prêts hypothécaires (c) .....	2,6	3,2	2,9	3,0	2,0	1,8	2,0	2,4
Remboursements hypothécaires (d) .....	4,3	4,9	5,2	6,1	6,8	7,0	7,2	7,6
Investissements immobiliers .	5,4	6,3	7,3	7,9	7,5	8,9	9,1	9,2
Souscriptions aux émissions .	11,0	7,6	13,1	10,5	8,2	13,6	16,0	15,8
<i>Epargne des entreprises :</i>								
Bénéfices non distribués ....	8,9	7,8	7,8	9,6	10,2	9,2	4,9	5,6

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

- (a) Données corrigées.  
 (b) Données provisoires.  
 (c) Consentis par les particuliers.  
 (d) Effectués par les particuliers auprès d'institutions.

## Appels nets de capitaux en Belgique (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957 (b)	1958 (b)	1959 (c)
Etat et Caisse autonome des Dommages de guerre .....	-1 218	6 193	12 209	18 344	5 618	9 345	5 908	9 613	16 238
Provinces, communes, Crédit communal, sociétés intercommunales .....	1 620	3 362	3 408	2 283	1 740	2 259	3 641	5 522	4 151
Congo Belge .....	- 351	- 14	- 15	2 205	2 084	1 771	- 283	3 630	- 576
Organismes publics d'exploitation .....	1 735	2 701	2 753	1 983	554	1 490	1 232	- 338	4 133
Organismes parastataux de crédit .....	1 427	3 570	1 494	5 186	5 393	4 703	4 674	7 023	7 214
Secteur privé { actions ....	4 203	5 249	3 625	5 664	7 599	6 915	7 418	5 736	4 975
{ obligations .	1 444	1 789	1 605	2 795	1 255	1 761	3 577	4 970	2 539
Divers .....	191	973	712	280	771	165	57	(d)538	99
<i>Total ...</i>	<b>9 051</b>	<b>23 823</b>	<b>25 791</b>	<b>38 740</b>	<b>25 014</b>	<b>28 409</b>	<b>26 224</b>	<b>36 694</b>	<b>38 773</b>

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

- (a) Cette statistique tient compte des émissions privées et des appels de fonds sur souscriptions antérieures non libérées. Elle déduit les remboursements.  
 (b) Données rectifiées.  
 (c) Données provisoires.  
 (d) Y compris 400 millions pour le Centre d'Etude de l'Energie Nucléaire.

**Emissions des sociétés industrielles et commerciales belges et congolaises**  
**Répartition d'après le centre d'activité**  
(en millions de francs)

ANNÉE	Emissions nettes d'actions			Accroissement de la dette obligataire des sociétés (a)	Total des émissions nettes
	Constitutions de sociétés	Augmentations de capital	Total		
<b>SOCIÉTÉS BELGES</b>					
1954.....	589	2 531	3 120	5 210	8 330
1955.....	636	4 142	4 778	4 902	9 680
1956.....	703	3 319	4 022	3 597	7 619
1957.....	1 217	3 606	4 823	5 864	10 687
1958.....	648	3 049	3 697	9 223	12 920
1959.....	897	2 440	3 337	7 663	11 000
<b>SOCIÉTÉS CONGOLAISES</b>					
1954.....	441	679	1 120	345	1 465
1955.....	367	956	1 323	221	1 544
1956.....	480	863	1 343	237	1 580
1957.....	279	1 072	1 351	566	1 917
1958.....	235	507	742	378	1 120
1959.....	266	233	499	14	513
<b>TOTAL</b>					
1954.....	1 030	3 210	4 240	5 555	9 795
1955.....	1 003	5 098	6 101	5 123	11 224
1956.....	1 183	4 182	5 365	3 834	9 199
1957.....	1 496	4 678	6 174	6 417	12 604
1958.....	883	3 556	4 439	9 601	14 040
1959.....	1 163	2 673	3 836	7 677	11 513

Source : Institut National de Statistique.

(a) Y compris la S.N.C.I.  
Y compris les émissions privées, c'est-à-dire qui n'ont pas fait l'objet d'une offre sur le marché.

### Emissions nettes d'actions et d'obligations des sociétés industrielles et commerciales belges (a)

(en milliers de francs)

PRINCIPAUX SECTEURS	1955	1956	1957	1958 (b)	1959	Moyenne de 1955 à 1959
Banques .....	986 759	424 146	793 946	1 828 506	545 537	915 782
Commerce de détail .....	16 628	207 879	136 091	91 667	764 572	243 367
Commerce de gros et commerce extérieur .....	276 338	223 597	286 635	380 066	271 977	287 722
Fabrications métalliques .....	492 540	669 957	112 687	267 065	572 925	423 034
Métallurgie du fer .....	1 184 718	—	1 244 805	867 050	1 952 946	1 032 151
Métaux non ferreux .....	—	38 405	51 415	36 608	—	3 915
Industrie textile .....	67 152	69 199	68 932	93 027	85 921	76 846
Industrie alimentaire .....	91 001	10 438	158 200	95 858	111 679	93 435
Industrie du bois .....	26 501	26 261	17 967	10 482	24 469	21 136
Industrie chimique .....	26 622	310 675	479 196	235 040	10 481	212 402
Electricité .....	—	330 066	1 323 594	1 644 092	—	575 333
Gaz .....	84 410	1 466	89 542	—	12 405	30 285
Papier et imprimerie .....	126 233	52 342	1 170	11 894	—	25 289
Transports .....	112 644	128 246	491 222	239 463	—	260 958
Construction .....	81 957	189 776	90 015	57 538	36 717	91 200
Charbon .....	—	38 986	16 788	—	79 453	40 818
Ciment .....	43 098	168 856	76 063	224 798	—	89 277
Tabac .....	210 753	430	562	—	—	40 532
Artisanat .....	36 955	30 461	35 143	33 315	22 644	31 703

Sources : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction Générale des Etudes et de la Documentation.

(a) A partir de 1955 la statistique des émissions nettes d'obligations comprend les émissions « continues ». D'autre part il est fait déduction des remboursements.  
(b) Données corrigées.

### Emissions du secteur public (a)

(en millions de francs)

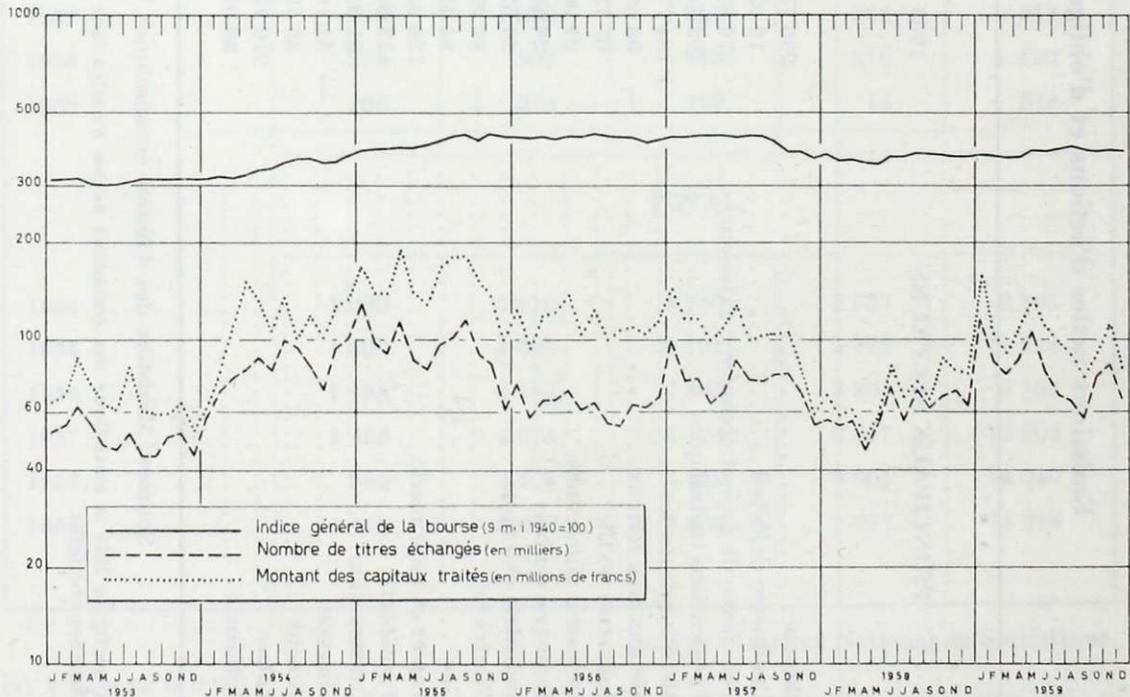
ANNÉE	Montant	MOIS	Montant
1952 .....	23 760		
1953 .....	20 996		
1954 .....	38 221		
1955 .....	14 765		
1956 .....	24 240		
1957 .....	17 515		
1958 .....	26 559		
1959 .....	28 308		
		1959	
		Janvier .....	8 194
		Février .....	—
		Mars .....	700
		Avril .....	2 500
		Mai .....	1 500
		Juin .....	4 098
		Juillet .....	400
		Août .....	—
		Septembre .....	8 166
		Octobre .....	750
		Novembre .....	2 000
		Décembre .....	—

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Emprunts de l'Etat, du Congo Belge, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la Société Nationale des Chemins de Fer Belges, la Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux, la Société nationale de Distribution d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exclusion des émissions continues et des emprunts de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie).

### Bourse de Bruxelles Activité

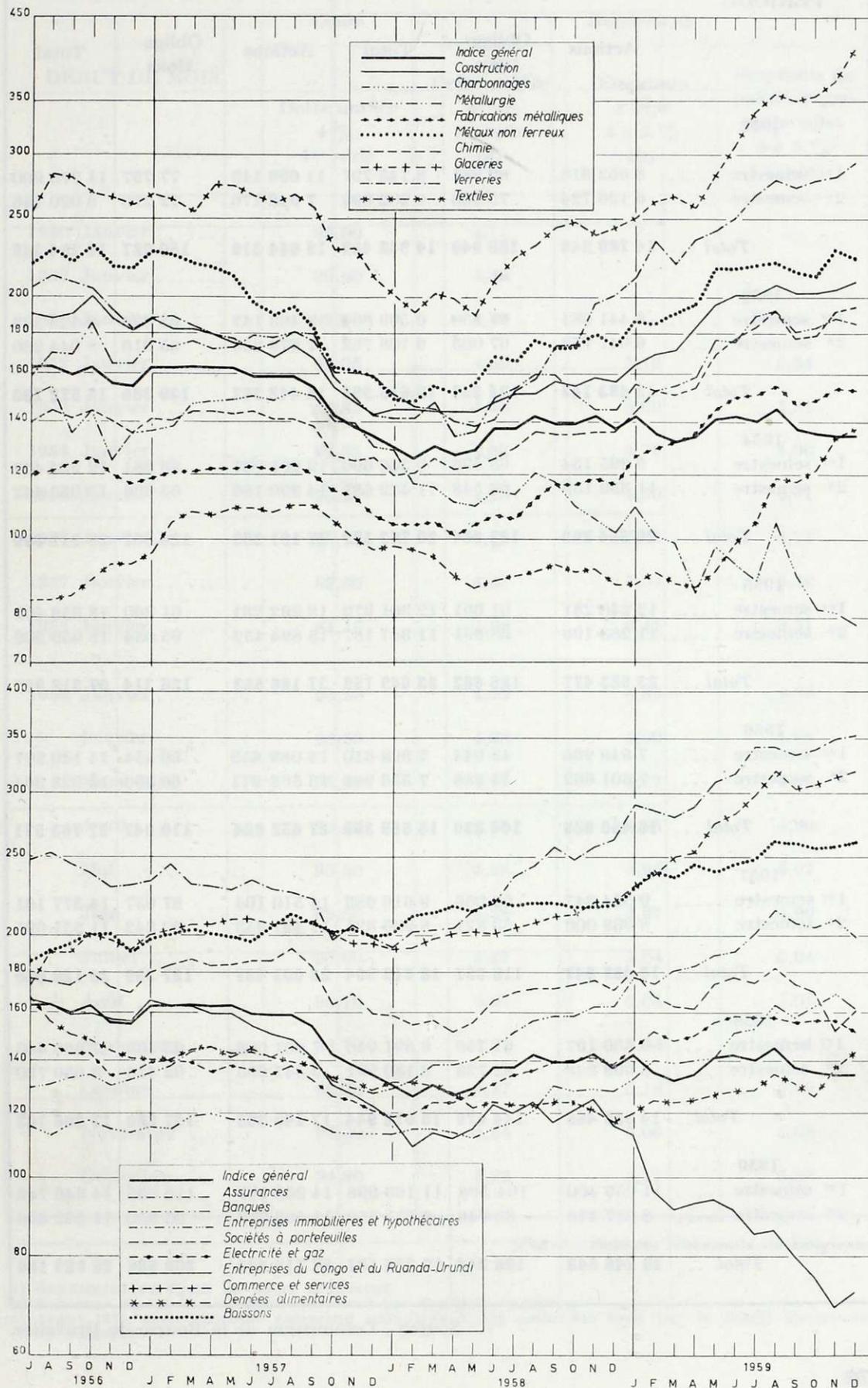
(moyenne par séance)



Source : Commission de la Bourse de Bruxelles.

# Indices des cours des actions aux bourses de Bruxelles et d'Anvers

Début du mois  
(1953 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

**Bourse de Bruxelles**  
**Volume des opérations**

PÉRIODE	Nombre de titres traités			Montant des capitaux traités (en milliers de francs)		
	Actions	Obligations	Total	Actions	Obligations	Total
<b>1952</b>						
1 <sup>er</sup> semestre . . . . .	8 662 816	82 981	8 745 797	11 696 143	77 757	11 773 900
2 <sup>e</sup> semestre . . . . .	6 126 724	75 968	6 202 692	7 948 176	72 270	8 020 446
<i>Total . . .</i>	<b>14 789 540</b>	<b>158 949</b>	<b>14 948 489</b>	<b>19 644 319</b>	<b>150 027</b>	<b>19 794 346</b>
<b>1953</b>						
1 <sup>er</sup> semestre . . . . .	6 441 984	67 850	6 509 834	8 463 147	65 376	8 528 523
2 <sup>e</sup> semestre . . . . .	6 041 759	67 003	6 108 762	7 979 250	65 010	8 044 260
<i>Total . . .</i>	<b>12 483 743</b>	<b>134 853</b>	<b>12 618 596</b>	<b>16 442 397</b>	<b>130 386</b>	<b>16 572 783</b>
<b>1954</b>						
1 <sup>er</sup> semestre . . . . .	9 295 154	65 536	9 360 690	12 201 067	63 381	12 264 448
2 <sup>e</sup> semestre . . . . .	11 359 139	63 548	11 422 687	14 990 136	63 306	15 053 442
<i>Total . . .</i>	<b>20 654 293</b>	<b>129 084</b>	<b>20 783 377</b>	<b>27 191 203</b>	<b>126 687</b>	<b>27 317 890</b>
<b>1955</b>						
1 <sup>er</sup> semestre . . . . .	12 240 281	61 691	12 301 972	18 292 231	61 260	18 353 491
2 <sup>e</sup> semestre . . . . .	11 283 196	63 991	11 347 187	18 894 452	65 054	18 959 506
<i>Total . . .</i>	<b>23 523 477</b>	<b>125 682</b>	<b>23 649 159</b>	<b>37 186 683</b>	<b>126 314</b>	<b>37 312 997</b>
<b>1956</b>						
1 <sup>er</sup> semestre . . . . .	7 949 266	49 044	7 998 310	14 089 653	50 554	14 140 207
2 <sup>e</sup> semestre . . . . .	7 501 662	55 286	7 556 948	13 562 971	60 393	13 623 364
<i>Total . . .</i>	<b>15 450 928</b>	<b>104 330</b>	<b>15 555 258</b>	<b>27 652 624</b>	<b>110 947</b>	<b>27 763 571</b>
<b>1957</b>						
1 <sup>er</sup> semestre . . . . .	9 554 647	62 036	9 616 683	14 510 104	67 057	14 577 161
2 <sup>e</sup> semestre . . . . .	8 933 000	53 821	8 986 821	11 491 353	60 342	11 551 695
<i>Total . . .</i>	<b>18 487 647</b>	<b>115 857</b>	<b>18 613 504</b>	<b>26 001 457</b>	<b>127 399</b>	<b>26 128 856</b>
<b>1958</b>						
1 <sup>er</sup> semestre . . . . .	6 830 197	61 756	6 891 953	7 601 008	65 435	7 666 443
2 <sup>e</sup> semestre . . . . .	8 098 268	82 723	8 180 991	9 547 295	92 425	9 639 720
<i>Total . . .</i>	<b>14 928 465</b>	<b>144 479</b>	<b>15 072 944</b>	<b>17 148 303</b>	<b>157 860</b>	<b>17 306 163</b>
<b>1959</b>						
1 <sup>er</sup> semestre . . . . .	11 059 400	104 598	11 163 998	14 230 707	116 036	14 346 743
2 <sup>e</sup> semestre . . . . .	8 687 443	83 746	8 771 189	11 488 713	93 650	11 582 363
<i>Total . . .</i>	<b>19 746 843</b>	<b>188 344</b>	<b>19 935 187</b>	<b>25 719 420</b>	<b>209 686</b>	<b>25 929 106</b>

Source : Commission de la Bourse de Bruxelles.

### Rendement de titres à revenu fixe cotés à la bourse de Bruxelles

DÉBUT DE MOIS	Cours	Rendement		
	Dette unifiée 4 %, 1 <sup>re</sup> série	Dette unifiée 4 %, 1 <sup>re</sup> série (a)	Emprunts d'Etat 4 à 5 % (b)	Emprunts de paraétatiques et de villes 3 à 5 % (b) (c)
1949 Janvier .....	85,00	4,71	—	—
1950 Janvier .....	89,60	4,46	—	—
1951 Janvier .....	89,00	4,49	—	—
1952 Janvier .....	87,05	4,60	5,16	5,64
1953 Janvier .....	89,35	4,48	5,09	5,51
1954 Janvier .....	92,35	4,33	4,79	4,96
1955 Janvier .....	95,25	4,20	4,59	4,61
1956 Janvier .....	95,70	4,18	4,63	4,71
1957 Janvier .....	89,50	4,47	5,54	5,59
1958 Janvier .....	81,15	4,93	6,47	6,51
1959 Janvier .....	93,20	4,29	4,85	4,93
Février .....	93,50	4,28	4,90	4,98
Mars .....	93,60	4,27	4,87	4,96
Avril .....	93,50	4,28	4,88	4,96
Mai .....	93,50	4,28	4,95	4,97
Juin .....	93,50	4,28	4,97	4,99
Juillet .....	93,60	4,27	5,04	5,04
Août .....	93,70	4,27	5,04	5,01
Septembre .....	93,70	4,27	5,04	5,01
Octobre .....	93,70	4,27	5,18	5,09
Novembre .....	94,30	4,24	5,06	5,08
Décembre .....	94,80	4,22	5,11	5,08

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Rendement eu égard au cours seulement.

(b) Echéance de 5 à 20 ans; remboursement par annuités variables.

(c) Avant 1955, cette rubrique comprend uniquement des emprunts émis par le Crédit Communal de Belgique.

**Emissions et rendement des emprunts d'Etat ou garantis par lui (a)**

DATE D'ÉMISSION	Durée (en années)	Taux nominal (en %)	Rendement pour les souscripteurs (en %)
Juin 1952 .....	10	4,50	5,25
Novembre 1952 .....	12	4,50	5,08
Mai 1953 .....	20	4,50	4,87
Octobre 1953 .....	15	4,50	4,81
Juin 1954 .....	20	4,25	4,65
Décembre 1954 .....	20	4,00	4,55
18 avril 1955 .....	20	4,00	4,498
Mai 1955 .....	20	4,00	4,55
Décembre 1955 .....	12	4,25	4,59
Janvier 1956 .....	10-15	4,25	4,63
12 mars 1956 .....	10-15	4,25	4,63
Avril 1956 .....	10-15	4,25	4,60
7 mai 1956 .....	10-15	4,25	4,675
25 juin 1956 .....	11-17	4,25	4,629
Août 1956 .....	10-15	4,50	4,783
Septembre 1956 .....	11-16	4,50	4,903
8 octobre 1956 .....	9-14	4,50	4,95
Novembre 1956 .....	10 1/2	4,50	4,874
18 février 1957 .....	15	3,00 et 5,00	—
2 avril 1957 .....	12	5,00	5,345
13 mai 1957 .....	10-15	5,00	} 5,396 apr. 10 ans
27 mai 1957 .....	10-15	5,00	
31 mai 1957 .....	10	5,00	5,46
24 juin 1957 .....	10	5,00	5,396
16 octobre 1957 .....	5 1/4	5,50	6,00
3 décembre 1957 .....	5	5,50	6,02
15 janvier 1958 .....	6 1/4	5,50	6,04
24 février 1958 .....	6 1/3	5,50	6,05
8 avril 1958 .....	5 2/3	5,50	5,98
8 avril 1958 .....	5 2/3	5,50	5,98
28 avril 1958 .....	7	5,50	5,86
12 juin 1958 .....	8	5,50	5,66
15 septembre 1958 .....	10	5,00	5,13
26 novembre 1958 .....	15	2,00 et 5,00	5,401
19 janvier 1959 .....	12	4,75	4,95
16 mars 1959 .....	10	4,75	5,02
15 avril 1959 .....	12	4,75	4,95
12 mai 1959 .....	11	4,75	4,99
8 juin 1959 .....	15	4,75	5,06
6 juillet 1959 .....	10	5,00	5,26
14 septembre 1959 .....	11	5,00	5,06
19 octobre 1959 .....	10	5,00	5,26
16 novembre 1959 .....	10	5,00	5,19
10 décembre 1959 .....	10	5,00	5,23

(a) Cette liste n'est complète qu'à partir de l'année 1957.

Source : Fonds des Rentes

## Opérations de portefeuille du Fonds des Rentes

Situation fin d'année

DÉSIGNATION	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
<i>Financement des opérations (en millions de francs)</i>									
— « Call money » .....	2 698	2 350	1 999	2 248	2 235	2 315	2 487	2 74	72
— Certificats du Fonds des Rentes ..	—	—	—	—	—	—	486	4 059	4 608
— Bons de caisse (a) .....	1 562	344	120	1 328	730	2 310	200	45	—
— Crédit de la B. N. B. :									
avances .....	..	..	..	..	..	..	1 237	—	—
escompte bons de caisse .....	..	..	..	..	..	..	—	—	—
— Divers (b) .....	470	567	638	719	830	898	974	1 034	1 092
<i>Total</i> ...	<b>4 730</b>	<b>3 261</b>	<b>2 757</b>	<b>4 294</b>	<b>3 795</b>	<b>5 523</b>	<b>5 384</b>	<b>5 412</b>	<b>5 772</b>
<i>Portefeuille titres (en millions de francs) :</i>									
— Montant (c) .....	4 686	3 112	2 532	4 023	3 533	5 130	3 527	3 311	4 582
— Évolution par solde d'achats et de ventes .....	— 276 (d)	— 824 (d)	— 580 (d)	+ 1 491	— 489	+ 1 396	— 1 818	— 801	+ 1 271

Source : Fonds des Rentes.

(a) A partir de 1957, année de la réforme monétaire, les bons de caisse escomptés à la Banque Nationale sont repris à la rubrique « Crédit de la Banque Nationale ».  
 (b) « Réserves », « Comptes d'avances à la Banque Nationale » jusque 1956 compris, et « Achats de titres à liquider ».  
 (c) Valeur nominale à l'exclusion des titres vendus à réméré à des organismes d'intérêt public.  
 (d) Abstraction faite des opérations à réméré traitées avec des organismes d'intérêt public.

**Evolution du montant  
des inscriptions hypothécaires**  
(en millions de francs)

ANNÉE	Montant des inscriptions
1949 .....	13 129
1950 .....	14 944
1951 .....	12 292
1952 .....	15 201
1953 .....	17 592
1954 .....	19 828
1955 .....	20 035
1956 .....	21 593
1957 .....	21 338
1958 .....	21 221
1959 .....	25 597

Source : Banque Nationale de Belgique.

**Caisse Générale d'Epargne et de Retraite**  
**Relevé général des placements**  
(en millions de francs)

OBJET OU MODALITÉ DE FINANCEMENT	Opérations nouvelles en 1959			Solde au 31 décembre 1959		
	Pla- cements défi- nitifs	Pla- cements provi- soires	Total	Pla- cements défi- nitifs	Pla- cements provi- soires	Total
Crédit à l'Etat .....	3 430,0	—	3 430,0	30 035,6	—	30 035,6
Crédit au Congo Belge .....	—	—	—	198,2	—	198,2
Provinces, villes, communes et Crédit communal de Belgique	—	—	—	2 683,4	—	2 683,4
Organismes de sécurité sociale	1 412,5	—	1 412,5	10 632,3	—	10 632,3
Transport et communications	463,7	—	463,7	4 385,1	—	4 385,1
Distribution d'eau .....	30,0	—	30,0	1 967,3	—	1 967,3
Crédit industriel .....	272,7	1 744,6	2 017,3	4 074,2	3 517,5	7 591,7
Energie nucléaire .....	—	—	—	400,0	—	400,0
Crédit hypothécaire .....	723,4	31,2	754,6	4 911,6	188,0	5 099,6
Prêts sur nantissement .....	—	11,9	11,9	—	17,8	17,8
Habitation sociale .....	3 604,3	—	3 604,3	31 010,0	189,8	31 199,8
Crédit agricole .....	893,0	—	893,0	4 604,8	—	4 604,8
Crédit artisanal et professionnel	220,0	—	220,0	654,6	130,0	784,6
Crédit fluvial et maritime .....	—	384,6	384,6	—	1 264,2	1 264,2
Opérations d'escompte (a) .....	—	1 892,0	1 892,0	—	7 299,4	7 299,4
Caisses publiques de prêts .....	—	—	—	60,9	—	60,9
Œuvres en faveur des invalides	60,0	—	60,0	570,0	—	570,0
Valeurs diverses garanties par l'Etat .....	6,0	—	6,0	78,6	—	78,6
Placements à court terme (b) .	—	315,6	315,6	—	7 091,4	7 091,4
<i>Total</i> ...	<b>11 115,6</b>	<b>4 379,9</b>	<b>15 495,5</b>	<b>96 266,6</b>	<b>19 698,1</b>	<b>115 964,7</b>

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

- (a) A l'exclusion des opérations d'escompte incluses dans le « crédit hypothécaire », dans le « crédit artisanal et professionnel » et dans le « crédit fluvial et maritime ».
- (b) Certificats de Trésorerie, acceptations bancaires et prêts au jour le jour.

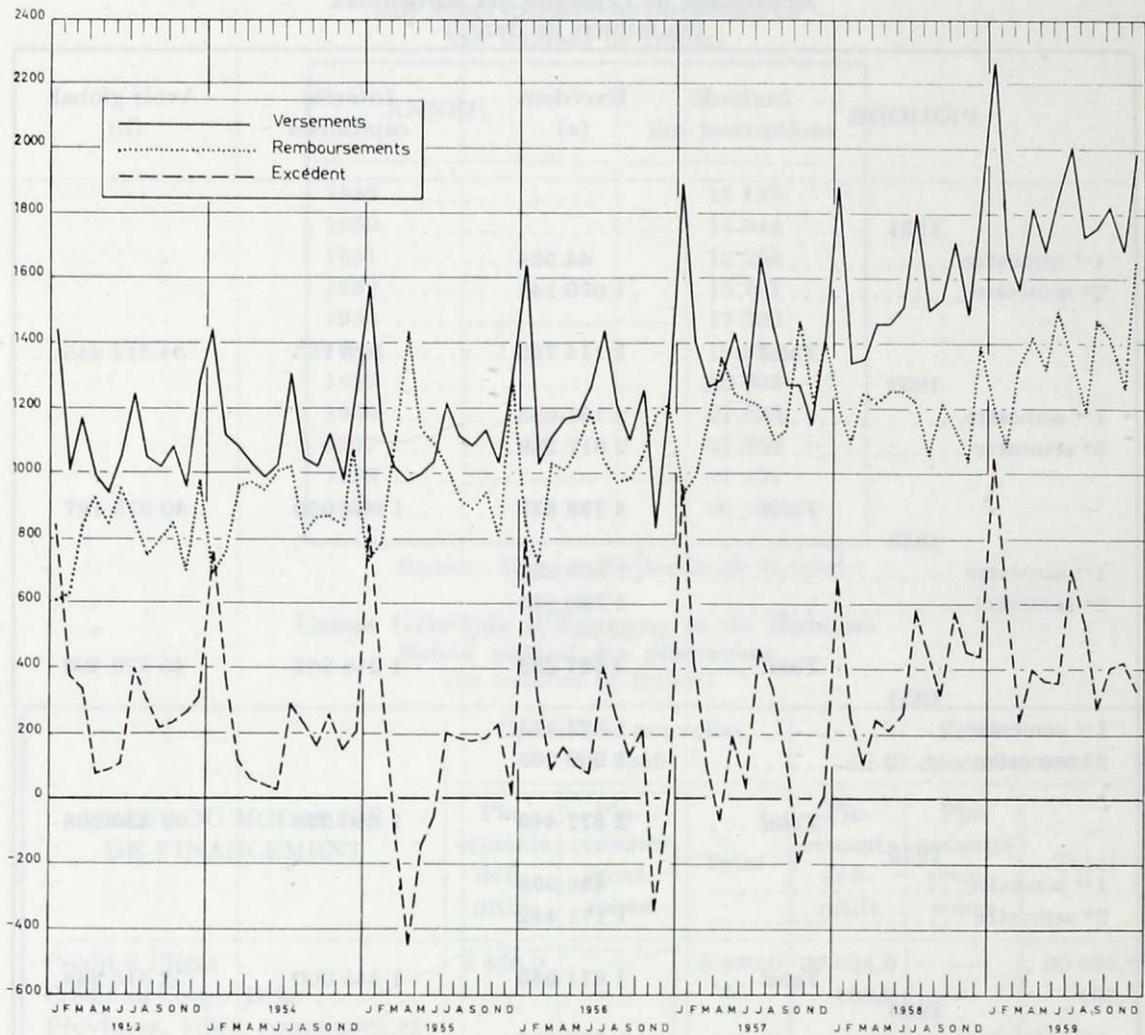
**Caisse Générale d'Épargne et de Retraite**  
**Mouvement de l'épargne des particuliers**  
(en milliers de francs)

PÉRIODE	Excédent (a)	Intérêts capitalisés	Avoir global (b)
<b>1951</b>			
1 <sup>er</sup> semestre .....	44 564		
2 <sup>e</sup> semestre .....	1 070 141		
<i>Total ...</i>	<b>1 114 705</b>	929 765	34 512 245
<b>1952</b>			
1 <sup>er</sup> semestre .....	2 181 633		
2 <sup>e</sup> semestre .....	2 617 239		
<i>Total ...</i>	<b>4 798 872</b>	1 064 050	40 375 167
<b>1953</b>			
1 <sup>er</sup> semestre .....	1 806 290		
2 <sup>e</sup> semestre .....	1 780 965		
<i>Total ...</i>	<b>3 587 255</b>	1 216 982	45 179 403
<b>1954</b>			
1 <sup>er</sup> semestre .....	1 377 175		
2 <sup>e</sup> semestre .....	1 300 365		
<i>Total ...</i>	<b>2 677 440</b>	1 346 538	49 459 208
<b>1955</b>			
1 <sup>er</sup> semestre .....	439 598		
2 <sup>e</sup> semestre .....	1 171 442		
<i>Total ...</i>	<b>1 611 040</b>	1 445 000	52 515 248
<b>1956</b>			
1 <sup>er</sup> semestre .....	1 553 016		
2 <sup>e</sup> semestre .....	669 804		
<i>Total ...</i>	<b>2 222 820</b>	1 555 431	56 131 952
<b>1957</b>			
1 <sup>er</sup> semestre .....	1 638 551		
2 <sup>e</sup> semestre .....	689 244		
<i>Total ...</i>	<b>2 327 795</b>	1 684 713	60 144 460
<b>1958</b>			
1 <sup>er</sup> semestre .....	1 756 244		
2 <sup>e</sup> semestre .....	2 839 628		
<i>Total ...</i>	<b>4 595 872</b>	1 959 215	66 699 547
<b>1959</b>			
1 <sup>er</sup> semestre .....	3 004 307		
2 <sup>e</sup> semestre .....	2 702 678		
<i>Total ...</i>	<b>5 706 985</b>	2 035 024	74 441 556

Source : Caisse Générale d'Épargne et de Retraite.

(a) Excédent des versements sur les remboursements.  
(b) Situation au 31 décembre, intérêts capitalisés compris.

**Versements et remboursements sur livrets particuliers à la Caisse d'Épargne**  
(en millions de francs)



Source : Caisse Générale d'Épargne et de Retraite.

**Caisse Nationale de Crédit Professionnel**

Crédits accordés (en millions de francs)		Répartition des crédits accordés par secteur économique (en %)		
Année	Montant	Secteur	1958	1959
1950 .....	682	Commerce de gros et de détail .....	19,9	19,5
1951 .....	417	Industrie alimentaire .....	18,1	16,7
1952 .....	678	Industrie de la construction .....	15,0	15,7
1953 .....	931	Transports .....	12,7	14,7
1954 .....	1 046	Industrie des fabrications métalli- ques .....	6,2	5,0
1955 .....	1 126	Industrie textile .....	6,1	7,3
1956 .....	1 234	Autres secteurs .....	22,0	21,1
1957 .....	898			
1958 .....	1 025			
1959 .....	1 363			
		<i>Total</i> ..	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source : Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

Assurances sur la vie  
en millions de francs

DÉSIGNATION	France métropolitaine				Algérie, Maroc, Tunisie			
	1955	1956	1957	1958	1955	1956	1957	1958
Capital belge	3 222,4	4 062,9	4 222,4	4 770,7	22 522	24 960	27 190	28 044
Capital étranger	1 222,7	1 442,3	1 595,4	1 877,9	1 127	1 278	1 400	1 502

Source : Ministère des Affaires économiques, Service d'Études des Assurances.

Les données de ce tableau sont relatives à l'année au cours de laquelle les opérations ont été effectuées, sans que les chiffres pour les périodes antérieures ne soient révisés.

### III

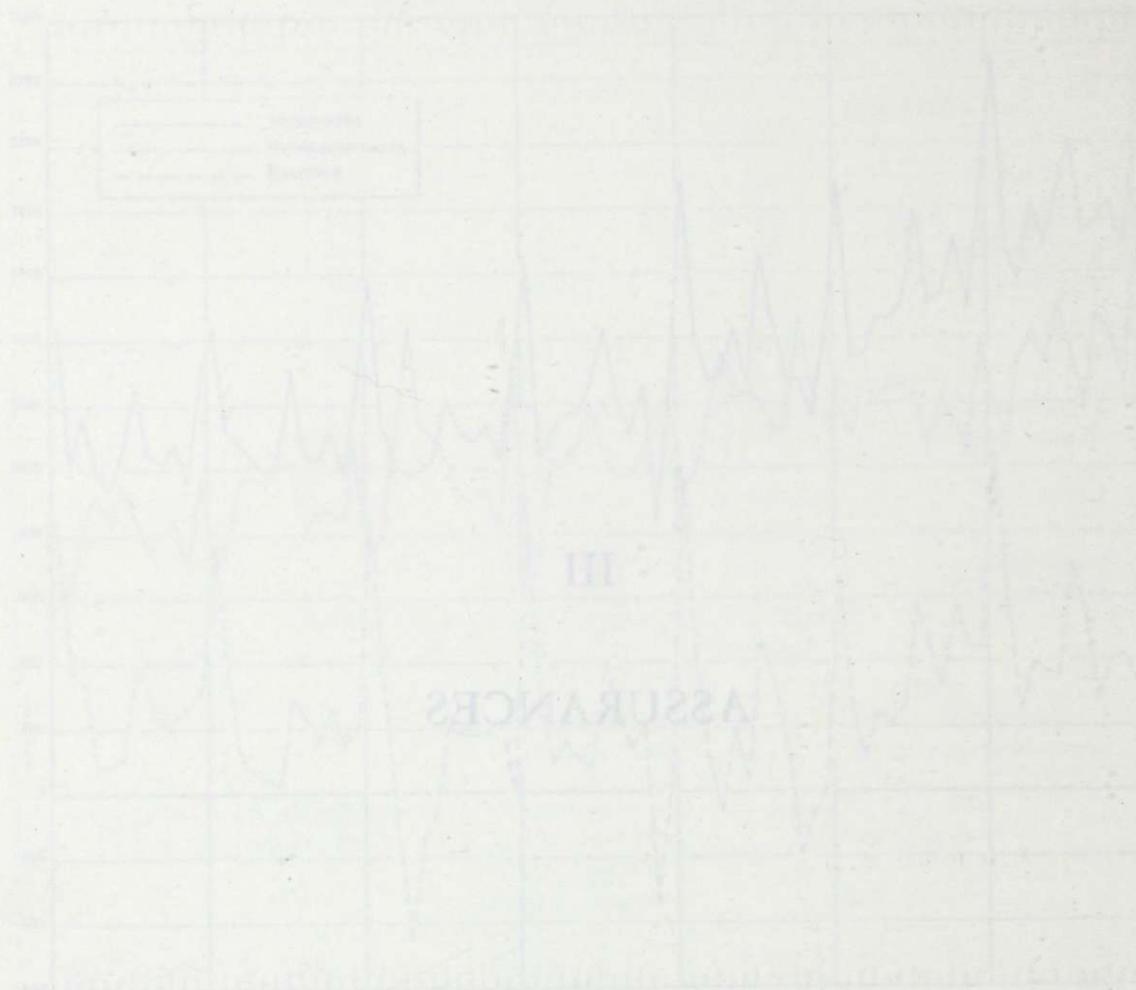
Assurances sur la vie  
Valeurs représentatives  
en millions de francs

## ASSURANCES

DÉSIGNATION	1955	1956	1957	1958
<b>Capital belge :</b>				
Fonds d'État belge, valeurs garanties par l'État belge				
Valeurs de sociétés garanties par le Gouvernement	2 102,4	2 694,5	2 798,4	2 972,9
Obligations Crédit communal, Crédit industriel, S.N.C.B.				
S.N.C.B., garanties et assurances belges	4 287,1	4 062,7	4 222,4	4 770,7
Obligations de sociétés belges	4 291,8	4 011,2	4 274,9	4 797,7
Valeurs de sociétés belges	1 078,5	1 240,2	1 301,2	1 511,8
Fonds publics étrangers, valeurs garanties par les États étrangers	428,4	512,0	522,4	522,5
Fonds des postes	1 427,0	1 172,2	1 067,1	1 012,7
Immobilisations	1 222,9	1 012,9	1 072,9	1 112,4
Fonds hypothécaires	1 022,5	1 102,5	1 022,5	1 122,5
Autres - Divers	428,4	312,3	322,3	312,3
<b>Capital étranger :</b>				
Fonds d'État belge, valeurs garanties par l'État belge				
Valeurs de sociétés garanties par le Gouvernement	2 102,4	2 694,5	2 798,4	2 972,9
Obligations Crédit communal, Crédit industriel, S.N.C.B.				
S.N.C.B., garanties et assurances belges	1 712,4	1 622,4	1 622,4	2 022,4
Obligations de sociétés belges	428,4	512,0	522,4	522,5
Valeurs de sociétés belges	428,4	512,0	522,4	522,5
Fonds publics étrangers, valeurs garanties par les États étrangers	128,4	128,4	128,4	128,4
Fonds des postes	272,4	272,4	272,4	272,4
Immobilisations	128,4	128,4	128,4	128,4
Fonds hypothécaires	1 222,7	1 442,3	1 595,4	1 877,9
Autres - Divers	128,4	128,4	128,4	128,4

Source : Ministère des Affaires économiques, Service d'Études des Assurances.

Versements et remboursements sur livrets particuliers à la Caisse d'Épargne  
(en millions de francs)



III  
ASSURANCES

Caisses Nationales de Crédit Professionnel

Crédits accordés (en millions de francs)		Répartition des crédits accordés par secteur (en pourcentage sur le total)		
Année	Montant	Secteur	1925	1922
1920	562	Commerces de gros et de détail	19,5	19,2
1921	617	Industrie alimentaire	18,1	18,7
1922	672	Industrie de la construction	43,0	33,7
1923	804	Transports	20,7	21,7
1924	1.046	Industrie des fabrications spéciales		
1925	1.122	Autres	6,8	7,0
1922	1.025	Industrie textile	4,3	7,2
1923	700	Autres secteurs	22,9	22,2
1924	1.425			
1925	1.505	Total	100,0	100,0

Source : Caisses Nationales de Crédit Professionnel

### Assurances sur la vie

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Primes encaissées				Réserves mathématiques (a)			
	1956	1957	1958	1959	1956	1957	1958	1959
Sociétés belges . . . . .	3 723,4	4 008,6	4 239,8	5 776,7	22 055	24 407	27 035	31 044
Sociétés étrangères . . . . .	1 332,7	1 442,8	1 506,8	1 572,6	7 431	8 178	8 968	9 809

Source : Ministère des Affaires économiques, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Comprend les réserves pour sinistres à régler, les réserves pour la participation aux bénéfices, les fonds de répartition, ainsi que les réserves pour les contrats souscrits en monnaies étrangères.

### Assurances sur la vie

Valeurs représentatives

(en millions de francs)

NATURE DES VALEURS	1956	1957	1958	1959
<i>Sociétés belges :</i>				
Fonds d'Etat belges, valeurs garanties par l'Etat belge, titres de sociétés garantis par le Congo Belge . . . . .	2 709,4	2 696,6	3 096,5	3 912,6
Obligations Crédit communal, Crédit industriel, S.N.C.B. S.N.C.I., provinces et communes belges . . . . .	4 584,7	4 683,7	5 253,8	5 953,2
Obligations de sociétés belges . . . . .	5 451,6	6 015,8	6 378,9	7 207,7
Actions de sociétés belges . . . . .	1 978,5	2 330,2	2 501,2	1 737,6
Fonds publics étrangers, valeurs garanties par les Etats étrangers . . . . .	456,1	516,0	532,3	793,2
Prêts sur polices . . . . .	749,8	817,3	898,7	1 015,7
Immeubles . . . . .	720,9	1 018,9	1 353,9	1 714,3
Prêts hypothécaires . . . . .	5 092,5	6 192,3	7 092,8	7 750,3
Espèces - Divers . . . . .	402,3	311,5	269,3	1 190,2
<i>Sociétés étrangères :</i>				
Fonds d'Etat belges, valeurs garanties par l'Etat belge, titres de sociétés garantis par le Congo Belge . . . . .	2 199,8	2 410,8	2 874,8	3 111,0
Obligations Crédit communal, Crédit industriel, S.N.C.B. S.N.C.I., provinces et communes belges . . . . .	1 748,5	1 620,6	1 869,0	2 005,3
Obligations de sociétés belges . . . . .	479,5	512,6	528,1	575,5
Actions de sociétés belges . . . . .	456,2	497,3	511,4	533,3
Fonds publics étrangers, valeurs garanties par les Etats étrangers . . . . .	146,8	188,5	183,1	273,6
Prêts sur polices . . . . .	308,5	352,0	384,2	412,8
Immeubles . . . . .	745,4	881,6	978,0	1 052,6
Prêts hypothécaires . . . . .	1 320,5	1 584,8	1 837,8	2 014,1
Espèces - Divers . . . . .	53,9	67,3	67,1	66,3

Source : Ministère des Affaires économiques, Service d'Inspection des Assurances.

## Opérations de capitalisation

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1956	1957	1958	1959
Primes encaissées .....	68,8	63,3	56,7	68,8
Valeur nominale des contrats souscrits :				
Capitalisation pure .....	968,1	992,2	998,5	1 027,9
Capitalisation immobilière .....	117,1	98,3	84,1	71,4
<i>Total ...</i>	<b>1 085,2</b>	<b>1 090,5</b>	<b>1 082,6</b>	<b>1 099,3</b>
Réserves mathématiques :				
Capitalisation pure .....	364,4	383,4	393,1	426,2
Capitalisation immobilière .....	65,5	55,6	48,1	43,0
<i>Total ...</i>	<b>429,9</b>	<b>439,0</b>	<b>441,2</b>	<b>469,2</b>
Cautionnements .....	5,5	5,4	6,1	6,4
<i>Total général ...</i>	<b>435,4</b>	<b>444,4</b>	<b>447,3</b>	<b>475,6</b>

Source : Ministère des Affaires économiques, Service d'Inspection des Assurances.

## Opérations de capitalisation

Valeurs représentatives

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1956	1957	1958	1959
Fonds publics belges et valeurs garanties par l'Etat .....	102,5	89,4	97,5	101,4
Titres garantis par la Colonie .....	1,4	1,4	3,0	2,4
Obligations institutions parastatales .....	32,1	28,4	29,4	33,5
Obligations provinces et communes .....	4,2	9,5	7,3	7,9
Obligations sociétés belges .....	2,8	1,0	2,7	2,6
Actions sociétés belges .....	1,1	1,0	1,1	1,1
Immeubles .....	6,9	9,6	12,4	16,5
Prêts hypothécaires .....	275,7	284,4	288,8	298,1
Prêts sur polices .....	2,4	2,4	2,2	2,3
Espèces .....	—	—	3,5	3,9
Divers (a) .....	6,7	4,5	5,3	8,6
<i>Total ...</i>	<b>435,8</b>	<b>431,6</b>	<b>453,2</b>	<b>478,3</b>

Source : Ministère des Affaires économiques. Service d'Inspection des Assurances.

(a) Les valeurs représentatives reprises sous la rubrique *Divers* sont constituées principalement par des frais d'acquisition non amortis.

## Prêts hypothécaires

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1956	1957	1958	1959
<i>Prêts hypothécaires par intervention :</i>				
Valeur nominale des prêts.....	883,9	991,8	1 097,7	1 140,2
Fonds de reconstitution.....	135,7	146,3	159,1	172,7
Cautionnements .....	2,3	2,2	2,7	3,0
<i>Total ...</i>	<b>138,0</b>	<b>148,5</b>	<b>161,7</b>	<b>175,7</b>
<i>Prêts hypothécaires sans intervention :</i>				
Solde restant dû .....	<b>21 369,0</b>	<b>25 310,4</b>	<b>28 156,1</b>	<b>31 878,2</b>

Source : Ministère des Affaires économiques,  
Service d'Inspection des Assurances.

## Prêts hypothécaires par intervention

Valeurs représentatives

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1956	1957	1958	1959
Fonds publics belges .....	18,7	16,6	18,6	21,3
Obligations institutions parastatales .....	3,8	6,8	8,5	8,6
Titres garantis par la Colonie .....	0,6	0,2	0,3	0,5
Obligations provinces et communes .....	0,5	1,2	1,7	1,5
Immeubles .....	7,8	8,2	7,5	8,5
Prêts hypothécaires .....	113,7	124,3	139,4	147,8
Divers (a) .....	0,2	0,6	0,6	1,6
<i>Total ..</i>	<b>145,3</b>	<b>157,9</b>	<b>176,5</b>	<b>189,8</b>

Source : Ministère des Affaires économiques,  
Service d'Inspection des Assurances.

(a) Les valeurs représentatives reprises sous la rubrique *Divers* sont constituées principalement par des frais d'acquisition non amortis.

**Assurance obligatoire des transporteurs par véhicules automobiles**  
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Services publics d'autobus services spéciaux d'autobus, services d'autocars			Taxis et fiacres automobiles			Transports de choses pour compte de tiers			Transports de choses pour compte propre		
	1957	1958	1959	1957	1958	1959	1957	1958	1959	1957	1958	1959
<i>Affaires directes :</i>												
Nombre de véhicules assurés (a) .....	3,7	3,9	4,5	6,7	6,8	7,1	20,1	20,2	21,4	241,1	261,4	278,7
Primes émises .....	64,9	72,6	72,3	42,9	44,6	42,8	202,0	203,8	214,9	873,1	929,3	982,5
Montant des sinistres payés (b) .....	39,3	37,7	40,3	32,3	32,8	33,8	130,7	135,9	137,9	478,0	517,4	564,1
Evaluation des sinistres en suspens .....	92,2	93,8	111,6	67,2	77,4	78,8	235,7	241,8	278,1	851,4	990,8	1062,7
Réserves pour risques en cours .....	6,0	7,1	7,3	15,4	16,5	15,6	80,8	77,2	82,0	357,7	375,6	395,5
Commissions payées .....	10,9	12,2	11,9	7,1	7,2	7,2	34,9	35,7	37,5	182,1	196,5	208,4
Frais généraux .....	9,8	11,2	11,8	6,7	7,2	6,8	31,8	33,0	34,0	131,1	145,7	152,6
<i>Affaires cédées en réassurance :</i>												
Primes cédées .....	15,2	17,4	17,4	12,0	12,5	11,4	70,7	64,4	64,0	293,3	302,2	303,2
Commissions reçues .....	4,3	5,0	4,9	3,3	3,5	3,3	19,8	18,6	17,8	90,1	91,0	88,6
Quote-part des réassureurs dans sinistres réglés .....	10,2	9,5	10,1	9,7	9,6	8,5	46,9	61,1	50,5	178,9	194,5	198,3
Quote-part des réassureurs dans réserve pour sinistres à régler .....	48,1	44,9	55,1	27,1	29,5	28,1	104,6	94,9	114,0	351,8	396,3	408,6
Quote-part des réassureurs dans réserve pour risques en cours .....	4,3	2,4	2,5	4,0	4,1	3,7	22,5	20,1	19,4	101,2	105,9	103,1
<i>Affaires acceptées en réassurance :</i>												
Primes acceptées .....	7,5	7,5	6,8	2,8	2,9	2,5	12,8	8,1	5,5	26,9	25,9	21,2
Commissions payées .....	2,3	2,1	2,0	0,9	1,0	0,8	3,8	1,9	1,6	8,8	9,1	6,9
Quote-part dans sinistres réglés .....	5,4	5,8	4,4	3,2	2,9	2,2	8,1	6,8	4,4	15,9	15,9	14,2
Quote-part dans réserve pour sinistres à régler .....	29,2	28,5	30,3	11,6	10,8	10,4	9,9	7,6	8,4	20,4	24,8	21,6
Quote-part dans réserve pour risques en cours .....	0,7	0,7	0,8	1,0	1,0	0,9	5,3	2,7	2,2	11,8	12,4	6,5

Source : Ministère des Affaires économiques, Services d'Inspection des Assurances.

(a) En milliers d'unités.  
(b) Pendant l'année de l'intitulé.

## Assurance obligatoire des transporteurs par véhicules automobiles

### Valeurs représentatives des réserves techniques

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1956	1957	1958	1959
Fonds publics belges .....	570	783	978	1 105
Fonds garantis par la Colonie .....	30	32	37	40
Parastataux .....	220	276	321	358
Parastataux de crédit .....	122	135	146	216
Provinces et communes .....	63	103	162	189
Fonds publics étrangers .....	9	26	54	45
Immeubles .....	101	142	193	283
Prêts hypothécaires .....	108	168	202	213
Obligations de sociétés belges .....	62	208	228	240
Actions de sociétés belges .....	158	204	266	249
Espèces .....	53	11	23	—
Divers .....	16	25	26	32
<i>Total ...</i>	<b>1 512</b>	<b>2 113</b>	<b>2 636</b>	<b>2 970</b>

Source : Ministère des Affaires économiques.  
Service d'Inspection des Assurances,

Assurance obligatoire des transporteurs par véhicules automobiles

Yours respectueux des députés  
des régions de France

Assurance obligatoire des transporteurs par véhicules automobiles

Années de révisions pour calculer les primes	1937	1938	1939	1940
1937	100	100	100	100
1938	100	100	100	100
1939	100	100	100	100
1940	100	100	100	100

Années de révisions pour calculer les primes	1937	1938	1939	1940
1937	100	100	100	100
1938	100	100	100	100
1939	100	100	100	100
1940	100	100	100	100

Source: Ministère des Finances, Comptes de l'Administration des Contributions Directes.

ORGANISATION

- 1. Objectifs généraux
- 2. Nature de véhicules concernés
- 3. Principes généraux
- 4. Caractéristiques des véhicules concernés
- 5. Répartition des contributions par région
- 6. Modalités de paiement des contributions
- 7. Conditions de franchise
- 8. Conditions de dégrèvement
- 9. Conditions de rétrocession
- 10. Conditions de remboursement
- 11. Conditions de rétrocession
- 12. Conditions de rétrocession
- 13. Conditions de rétrocession
- 14. Conditions de rétrocession
- 15. Conditions de rétrocession
- 16. Conditions de rétrocession
- 17. Conditions de rétrocession
- 18. Conditions de rétrocession
- 19. Conditions de rétrocession
- 20. Conditions de rétrocession

QUATRIÈME PARTIE

PRIX ET REVENUS

QUATRIÈME PARTIE

PREX ET REVENUS

Indice des prix et des salaires dans quelques pays  
(1920-1930)

PAYS	Prix de détail de tout le monde			Prix de gros			Salaires agricoles		
	1920			1930			1930		
	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Prix de l'année	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Prix de l'année	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Prix de l'année
Belgique	100	110	111	100	107	105	100	104	100
Etats-Unis d'Amérique	100	130	130	100	108	108	100	105	100
Empire britannique	100	120	120	100	112	112	100	105	100
France	100	120	120	100	127	127	100	100	100
Allemagne Occidentale	100	112	112	100	107	107	100	100	100
Pays-Bas	100	110	110	100	107	107	100	100	100

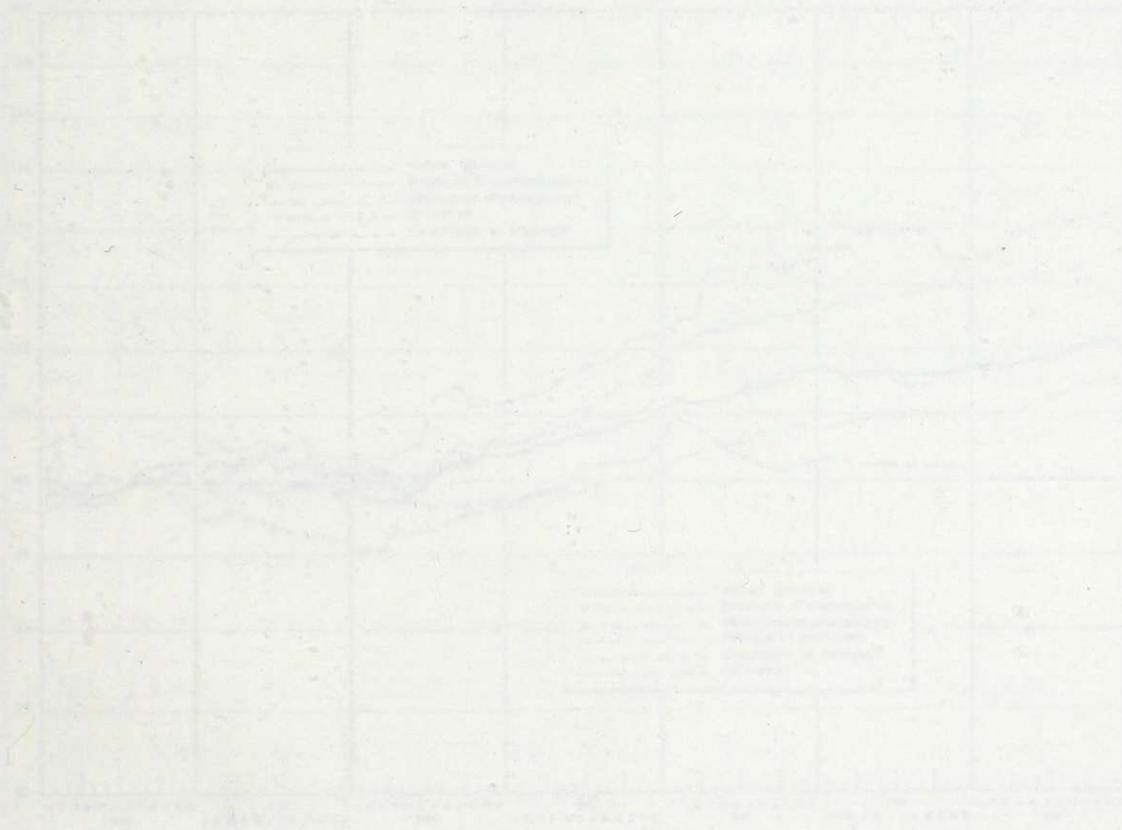
I

Source : Association International de Coopération Economique

100 dans les indications correspondantes

## PRIX

Indice des prix de détail  
(1920-1930)



Source : Ministère des Affaires Economiques, Direction générale de l'Économie et de la Coopération

100 dans les indications correspondantes

1

PRIX

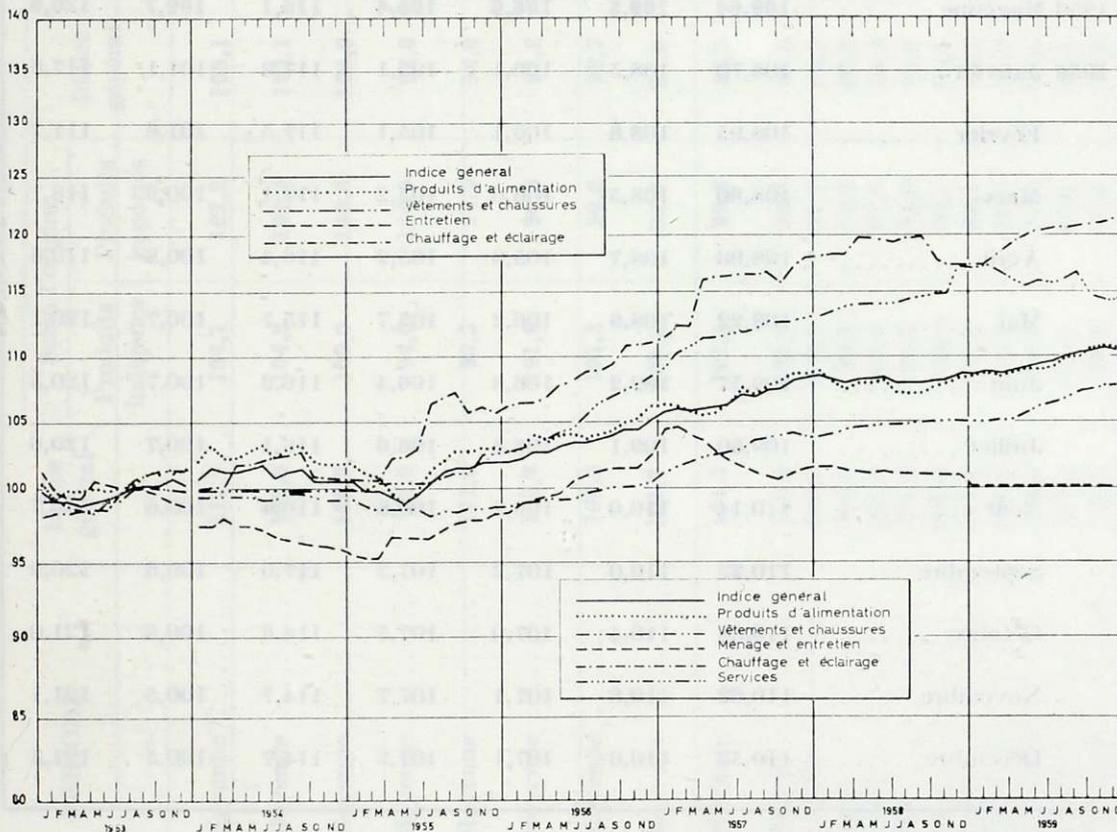
**Indices des prix et des salaires dans quelques pays**  
(1953 = 100)

PAYS	Prix de détail ou coût de la vie			Prix de gros			Salaires horaires bruts (a)		
	1958	1959		1958	1959		1958	1959	
	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Fin de l'année	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Fin de l'année	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Fin de l'année
Belgique .....	108	110	111	102	101	102	132	134	136
Etats-Unis d'Amérique	108	109	110	108	108	108	121	125	126
Royaume-Uni .....	119	120	121	112	112	112	137	143	144
France .....	122	129	131	121	127	129	150	158	162
Allemagne Occidentale	110	112	114	106	105	106	140	148	153
Pays-Bas .....	117	119	121	105	106	108	140	143	145

Source : Organisation Européenne de Coopération Economique.

(a) Dans les industries manufacturières.

**Indices des prix de détail**  
(1953 = 100) (a)



Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale de l'Industrie et du Commerce.

(a) Pour les années antérieures à 1954, d'après l'indice 1936/1938 = 100.

**Evolution des prix de détail par groupe de produits (a)**  
(1953 = 100)

PÉRIODE	Indice général	Pro- duits alimen- taires	Produits non alimentaires				Services
			En- semble	Pro- duits d'habil- lement	Chauf- fage et éclai- rage	Pro- duits d'entre- tien	
1951 Moyenne .....	99,4	95,7	104,7	104,5	94,1	112,7	..
1952 Moyenne .....	100,3	99,2	101,6	100,9	97,8	105,0	..
1953 Moyenne .....	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1954 Moyenne .....	101,3	102,7	99,2	99,6	101,5	97,0	100,0
1955 Moyenne .....	100,8	101,5	99,2	98,7	104,1	96,9	101,0
1956 Moyenne .....	103,65	104,2	101,5	99,7	108,7	100,7	105,5
1957 Moyenne .....	106,93	107,0	104,5	103,0	115,6	102,4	111,7
1958 Moyenne .....	108,31	107,9	106,2	104,7	118,9	101,4	114,7
1959 Moyenne .....	109,64	109,5	106,6	106,4	116,1	100,7	120,0
1959 Janvier .....	108,73	108,5	106,1	105,1	117,3	101,1	117,6
Février .....	108,95	108,8	106,1	105,1	117,5	101,0	117,7
Mars .....	108,80	108,5	106,0	105,2	117,1	100,9	118,7
Avril .....	108,93	108,7	105,9	105,2	116,4	100,8	119,6
Mai .....	109,22	108,9	106,2	105,7	115,7	100,7	120,1
Juin .....	109,57	109,2	106,8	106,4	116,3	100,7	120,5
Juillet .....	109,60	109,1	106,8	106,6	116,1	100,7	120,6
Août .....	110,14	110,0	106,9	106,8	116,4	100,6	120,7
Septembre .....	110,23	110,0	107,2	107,2	117,0	100,6	120,9
Octobre .....	110,38	110,4	107,0	107,5	114,6	100,6	121,0
Novembre .....	110,62	110,8	107,1	107,7	114,7	100,5	121,1
Décembre .....	110,53	110,6	107,1	107,7	114,7	100,5	121,5

Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale de l'Industrie et du Commerce.

(a) Indices calculés à l'aide des prix moyens pour le Royaume.  
Pour les années antérieures à 1953, d'après l'indice 1936/1938 = 100.

# Indices des prix de gros

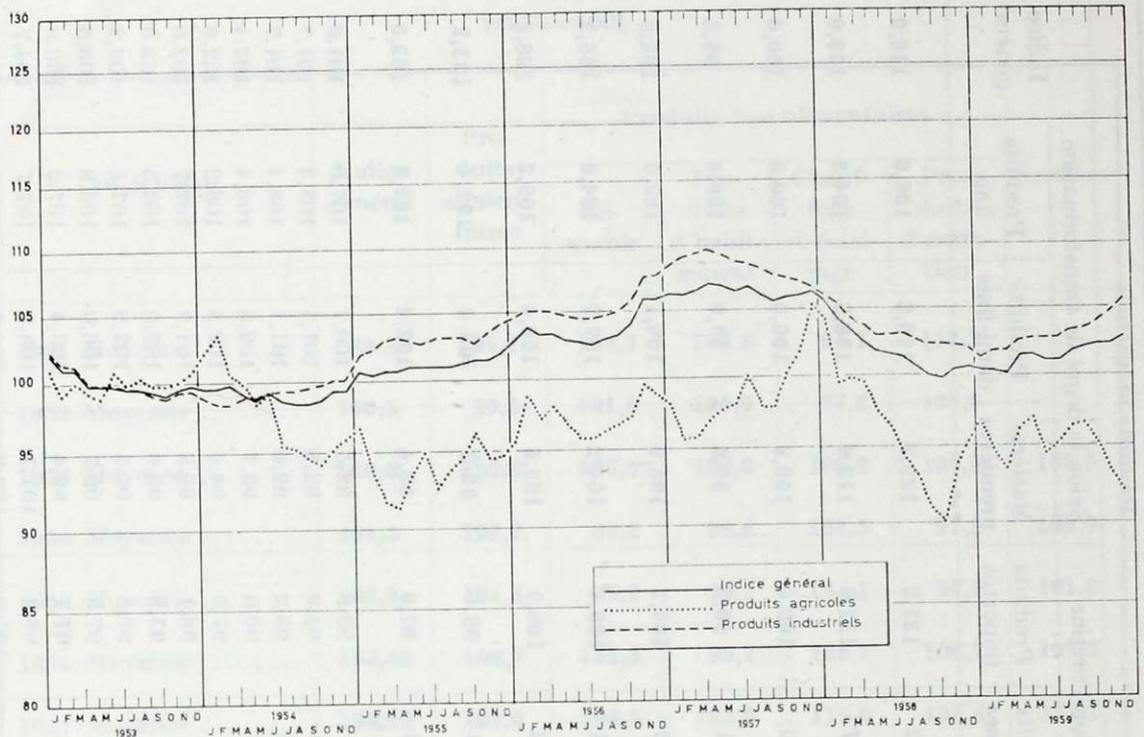
(1953 = 100) (a)

PÉRIODE	Produits agricoles			Produits industriels						
	Indice général	Selon l'origine		Selon l'origine		Selon le degré de transformation			Indice général	
		Produits indigènes	Produits importés	Produits indigènes	Produits importés	Matières premières	Produits demi-finis	Produits finis		
1951 Moyenne .....	113,7	104,7	107,2	105,1	111,2	131,8	129,2	116,5	108,0	116,0
1952 Moyenne .....	107,0	104,9	101,4	103,1	105,7	117,6	112,9	108,5	104,8	108,0
1953 Moyenne .....	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1954 Moyenne .....	99,0	94,0	104,9	97,8	99,1	98,2	97,8	99,0	100,4	99,2
1955 Moyenne .....	101,0	93,3	94,7	94,0	101,5	104,7	102,9	104,1	102,0	102,8
1956 Moyenne .....	103,6	101,6	90,8	97,2	104,1	108,4	104,2	107,0	104,8	105,3
1957 Moyenne .....	106,3	101,2	90,8	98,7	109,5	106,9	105,6	109,4	109,2	108,2
1958 Moyenne .....	101,7	100,0	90,9	96,0	107,3	95,0	96,2	102,4	108,4	103,2
1959 Moyenne .....	101,3	101,1	90,8	95,0	105,9	97,0	96,4	102,4	107,8	103,0
1959 Janvier .....	100,4	102,6	92,6	96,6	105,1	93,8	92,5	100,7	107,8	101,3
Février .....	100,3	100,5	91,7	94,7	105,0	94,9	92,6	101,1	108,3	101,7
Mars .....	100,0	99,1	91,3	93,5	104,9	95,2	92,6	101,1	108,4	101,7
Avril .....	101,2	102,9	91,0	96,2	105,2	96,6	93,7	102,3	108,4	102,4
Mai .....	101,3	103,1	92,0	96,9	105,1	97,5	94,5	102,5	108,2	102,6
Juin .....	101,0	100,0	90,5	94,6	105,7	96,1	95,8	101,9	107,7	102,6
Juillet .....	101,1	101,2	88,7	95,1	105,7	95,8	95,8	102,0	107,5	102,6
Août .....	101,8	102,0	89,7	96,2	105,8	97,8	97,5	102,9	107,1	103,2
Septembre .....	102,0	102,1	91,3	96,4	106,2	97,8	98,7	103,0	106,9	103,5
Octobre .....	102,1	101,2	92,1	95,1	106,9	97,7	99,4	103,4	107,2	103,9
Novembre .....	102,3	99,8	90,3	93,2	107,4	99,4	101,1	103,8	107,7	104,7
Décembre .....	102,7	99,0	88,0	91,9	107,5	101,8	102,6	104,3	108,5	105,6

Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale de l'Industrie et du Commerce.

(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100.

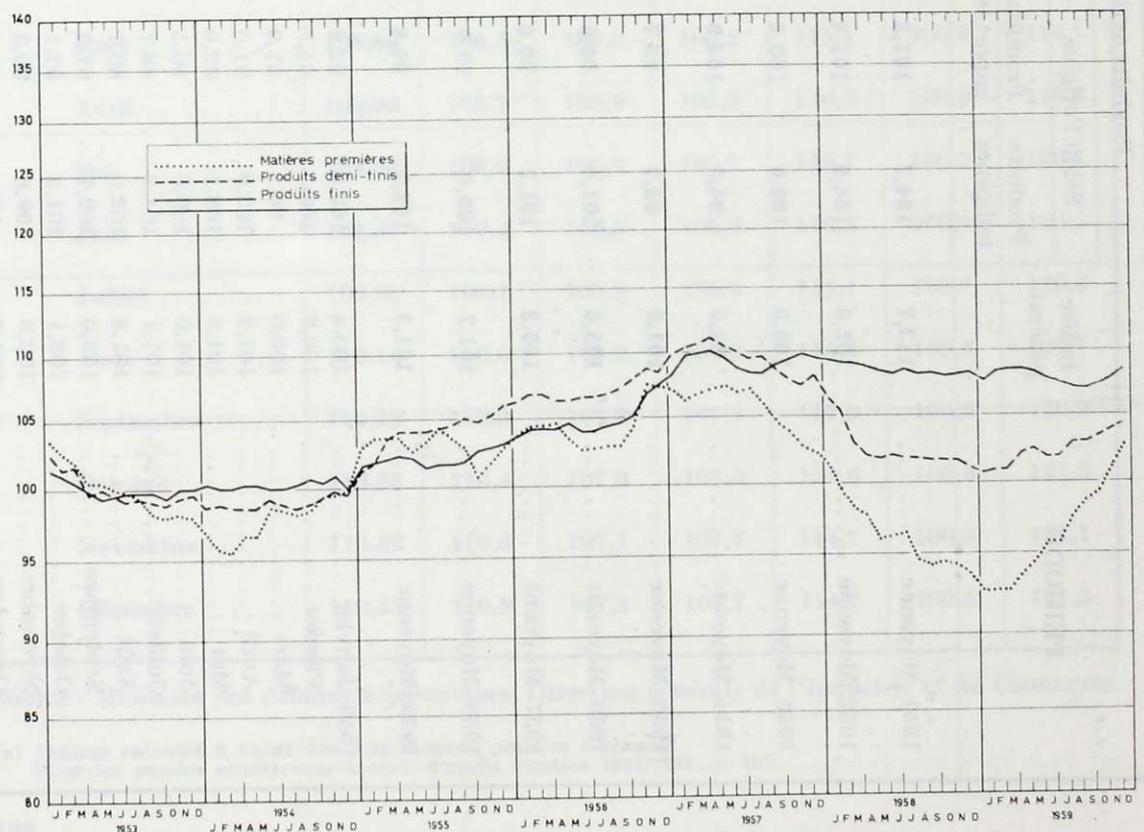
**Indices des prix de gros**  
(1953 = 100) (a)



Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale de l'Industrie et du Commerce.

(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100.

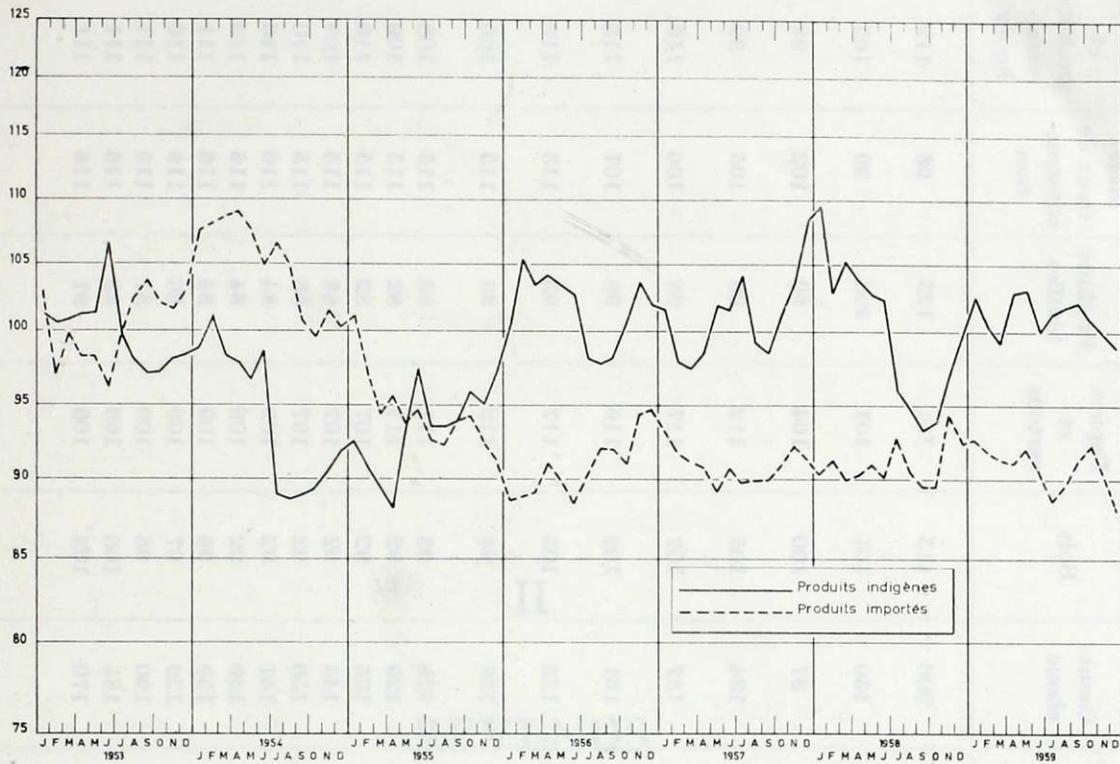
**Indices des prix de gros des produits industriels**  
(1953 = 100) (a)



Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale de l'Industrie et du Commerce.

(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100.

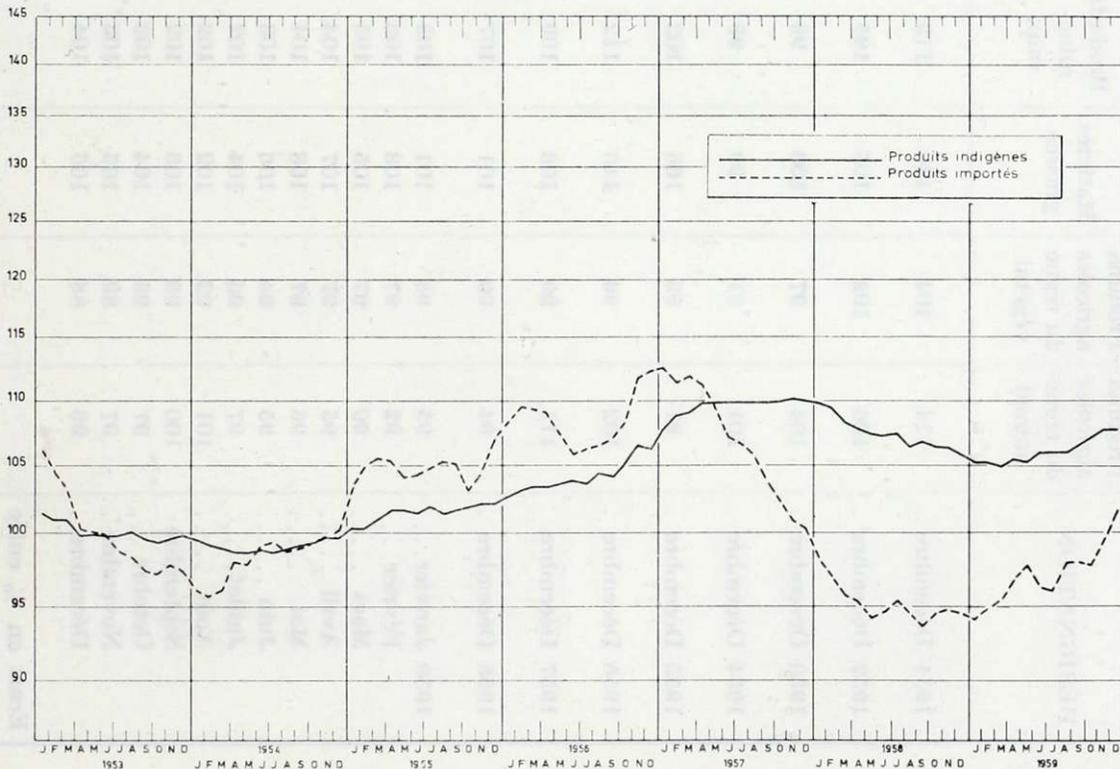
**Indices des prix de gros des produits agricoles importés et indigènes**  
(1953 = 100) (a)



Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale de l'Industrie et du Commerce.

(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100.

**Indices des prix de gros des produits industriels importés et indigènes**  
(1953 = 100) (a)



Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale de l'Industrie et du Commerce.

(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100.

**Indices partiels des prix de gros**  
(1953=100) (a)

DÉSIGNATION	Produits agricoles du règne animal	Produits agricoles du règne végétal	Matières grasses	Produits minéraux	Produits chimiques	Peaux et cuirs	Caoutchouc	Bois	Papiers et cartons	Produits textiles	Matériaux de construction	Métaux et produits métalliques
1951 Décembre .	114	104	136	113	125	108	206	115	161	125	98	112
1952 Décembre .	106	102	105	105	106	103	130	101	101	102	99	105
1953 Décembre .	104	97	100	99	100	99	87	100	104	99	102	98
1954 Décembre .	101	91	99	99	101	88	134	105	112	98	105	99
1955 Décembre .	97	93	106	102	106	90	187	107	117	93	106	110
1956 Décembre .	102	96	116	112	106	89	161	108	116	99	107	113
1957 Décembre	111	99	106	109	109	89	123	105	117	95	113	112
1958 Décembre .	94	96	101	107	108	90	123	94	112	83	115	109
1959 Janvier...	95	98	101	105	109	91	128	93	111	83	115	108
Février ..	92	97	103	106	109	94	129	92	111	82	115	109
Mars .....	90	97	105	105	108	98	135	92	107	82	115	110
Avril .....	95	97	107	104	108	108	144	92	107	83	115	109
Mai .....	96	97	108	104	108	111	150	92	107	83	115	110
Juin .....	95	94	106	103	107	113	141	92	109	84	116	110
Juillet.....	97	93	104	102	107	111	149	92	109	84	116	110
Août .....	101	92	102	102	106	111	159	96	109	85	116	111
Septembre	100	93	103	102	105	112	153	97	109	86	116	110
Octobre ..	97	93	104	103	106	110	160	98	109	87	116	111
Novembre .	97	89	105	103	108	107	185	100	109	89	116	111
Décembre .	96	88	105	104	108	105	170	103	109	91	116	111
Ecart en % entre décembre 1958 et décembre 1959 .....	+ 2,1	- 8,3	+ 4,0	- 2,8	-	+ 16,7	+ 38,2	+ 9,6	- 2,7	+ 9,6	+ 0,9	+ 1,8

(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100.

## REVENUS

### II

<i>Revenus du travail</i> . . . . .	p. 203 à 206
<i>Revenus des sociétés</i> . . . . .	p. 207 à 214

**Indices officiels des salaires normaux, du gain net et du coût du salaire en 1958 et 1959**  
(1953 = 100)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	HOMMES				FEMMES							
	Salaire normal moyen des adultes		Gain moyen horaire net		Coût réel du salaire horaire		Salaire normal moyen des adultes		Gain moyen horaire net		Coût réel du salaire horaire	
	1958	1959	1958	1959	1958	1959	1958	1959	1958	1959	1958	1959
<i>Briqueteries (a)</i> .....	129,1	130,0	127,4	127,0	132,6	132,4	..	..	141,2	140,0	139,8	138,7
<i>Carrières</i> .....	129,0	130,9	127,5	130,6	132,5	136,0	..	..	..	..	..	..
<i>Industrie céramique</i> .....	127,1	131,7	126,7	128,0	131,7	133,2	123,2	127,0	130,4	133,1	130,6	133,7
<i>Cimenteries</i> .....	118,5	128,0	126,8	138,9	131,0	141,4	..	..	..	..	..	..
<i>Industrie du papier et du carton</i> .....	129,8	132,3	130,5	133,1	135,5	138,4	124,4	127,6	133,6	136,1	134,6	138,0
dont : fabrication de pâtes, de papier et de carton .....	132,1	133,9	133,5	136,3	138,6	141,7	135,8	138,0	144,1	146,0	144,3	146,7
transformation de papier et de cart. ....	126,2	129,6	127,6	129,6	132,7	135,1	123,0	126,4	129,8	133,5	131,2	135,4
<i>Industrie des peaux et des cuirs</i> .....	125,4	128,0	126,5	127,8	131,2	132,6	135,6	137,9	143,9	146,5	145,3	148,2
dont : tanneries .....	119,5	122,3	119,2	120,6	123,3	124,7	..	..	..	..	..	..
chaussures et pantoufles .....	128,0	130,6	129,9	130,9	134,9	136,1	136,5	138,7	145,8	148,1	147,2	149,8
<i>Sciage et débitage du bois</i> .....	130,1	133,9	128,6	132,7	133,0	137,3	..	..	..	..	..	..
<i>Industrie transformatrice du bois</i> .....	127,6	129,2	127,9	129,3	132,8	134,7	130,0	136,8	140,6	142,8	143,0	145,7
dont : fabrication de meubles .....	127,2	128,3	126,8	128,8	131,7	134,1	130,0	135,5	137,1	141,0	137,5	142,5
<i>Sidérurgie</i> .....	120,7	123,8	124,4	128,4	131,4	135,0	..	..	..	..	..	..
<i>Transport par route</i> .....	128,1	129,2	123,3	125,5	128,3	130,3	..	..	..	..	..	..
<i>Exploitation de tramways</i> .....	120,2	126,9	121,6	128,8	126,3	132,8	..	..	..	..	..	..
<i>Industrie du tabac</i> .....	125,9	128,0	126,4	130,0	131,5	135,3	128,0	130,2	132,9	135,9	133,7	137,1
<i>Cokeries indépendantes et synthèse</i> .....	128,1	131,8	128,4	130,6	133,7	136,3	..	..	..	..	..	..
<i>Industrie du pétrole</i> .....	153,3	120,1	165,1	179,7	169,7	184,8	..	..	..	..	..	..
<i>Imprimeries et arts graphiques</i> .....	130,4	133,2	129,1	130,3	134,2	135,7	127,2	129,1	132,2	135,1	132,2	135,4

(a) Moyenne des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> trimestres.

Source : Institut National de Statistique.

**Indices officiels des salaires horaires normaux en 1958 et 1959 d'après le degré de qualification et l'âge**

(1953 = 100)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	HOMMES						FEMMES					
	Adultes			Mineurs d'âge			Adultes			Mineurs d'âge		
	non qualifiés ni spécialisés		spécialisés	qualifiés		Mineurs d'âge	non qualifiées ni spécialisées		spécialisées	qualifiées		Mineurs d'âge
	1958	1959	1958	1959	1958	1959	1958	1959	1958	1959	1958	1959
<i>Briqueteries (a)</i> .....	132,0	132,2	127,5	129,7	127,9	129,0	..	132,7	133,6	..	..	..
<i>Carrières</i> .....	132,5	134,5	125,9	127,7	128,6	130,4	133,4	..	..	..	..	..
<i>Industrie céramique</i> .....	128,9	133,8	128,8	130,8	123,6	130,6	134,3	128,9	131,2	117,6	119,8	129,3
<i>Cimenteries</i> .....	119,9	129,5	117,8	127,1	117,9	127,3	132,0	..	..	..	..	..
<i>Ind. du papier et du carton</i> dont : fabrication de pâtes, de papier et de carton transformat. de pa- pier et de carton ...	130,3	132,8	129,5	132,2	129,6	131,9	135,9	125,5	129,3	122,0	125,0	137,9
..	131,6	133,6	131,7	133,7	132,9	134,4	135,9	131,4	133,0	..	..	137,6
..	126,8	130,3	126,1	129,3	125,5	129,2	131,0	124,5	128,2	122,0	125,8	139,5
<i>Industrie des peaux et des</i> <i>cuirs</i> .....	126,0	129,4	126,1	128,5	124,0	126,1	142,1	137,0	138,7	134,3	136,8	147,6
dont : tanneries .....	121,9	126,3	120,6	123,6	116,0	117,0	139,1	..	..	..	..	..
chaussures et pan- touffes .....	127,9	130,8	128,4	130,8	127,5	130,1	147,1	137,0	138,7	136,4	139,1	147,1
<i>Sciage et débitage du bois</i> ...	130,0	134,0	128,7	132,1	131,7	135,5	136,2	..	..	..	..	..
<i>Industrie transformatrice du</i> <i>bois</i> .....	130,0	132,0	127,7	129,6	125,3	126,2	141,5	129,7	135,4	130,7	139,1	132,5
dont : fabrication de meu- bles .....	130,4	131,5	127,0	129,0	124,0	124,5	144,5	132,2	141,0	131,0	126,7	127,1
<i>Siderurgie</i> .....	119,7	122,6	121,3	124,8	121,0	123,8	..	..	..	..	..	..
<i>Transport par route</i> .....	124,6	124,7	131,8	131,4	127,7	131,5	126,0	..	..	..	..	..
<i>Exploitation de tramways</i> ..	120,2	126,9	120,2	126,9	120,2	126,9	..	..	..	..	..	..
<i>Industrie du tabac</i> .....	126,5	129,0	126,1	128,7	125,2	126,3	136,9	128,9	133,0	125,2	127,3	143,4
<i>Cokeries indépendantes et syn- thèse</i> .....	128,1	131,8	126,9	129,3	129,3	131,6	..	..	..	..	..	..
<i>Industrie du pétrole</i> .....	154,2	161,1	153,0	161,5	152,5	157,9	..	..	..	..	..	..
<i>Imprimeries et arts graphi- ques</i> .....	..	..	..	..	130,4	133,2	142,8	..	..	128,4	130,6	145,3
..	..	..	..	..	..	..	142,0	..	..	125,9	127,5	141,2

(a) Moyennes des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> trimestres.

Source : Institut National de Statistique.

### Montant total des rémunérations déclarées à la sécurité sociale (a)

ANNÉE	Rémunérations brutes (b) (en milliards de francs)	Cotisations à la sécurité sociale (en milliards de francs)	% des cotisations par rapport aux rémunérations brutes
1950 .....	85,7	19,3	22,5
1951 .....	97,8	21,9	22,4
1952 .....	100,6	24,0	23,9
1953 .....	101,5	24,5	24,1
1954 .....	104,3	25,3	24,3
1955 .....	110,3	27,4	24,9
1956 .....	119,0	29,5	24,8
1957 .....	130,0	33,9	26,1
1958 .....	131,4	34,9	26,5
1959 .....	131,3	34,2	26,1

Source : Office National de Sécurité Sociale.

(a) Y compris les mineurs; non compris les marins de la marine marchande.

(b) Retenues fiscales et sociales non déduites; non comprise, la cotisation patronale à la sécurité sociale.

### Récapitulation des opérations de financement de la sécurité sociale

(en millions de francs)

SECTEURS PRINCIPAUX	1956	1957	1958	1959	
				Total	Dont interventions de l'Etat
Vieillesse et décès prématuré .	12 221,8	13 713,0	15 202,8	15 061,3	4 205,4
Maladie-invalidité .....	8 817,7	9 548,6	10 888,9	11 510,0	4 454,8
Chômage .....	4 601,8	3 716,4	6 104,8	7 996,5	5 916,3
Allocation familiales .....	7 399,5	8 893,8	9 346,4	9 847,2	1 200,0
Vacances annuelles .....	5 203,1	5 790,1	5 939,3	5 642,9	96,0
<i>Total ...</i>	<b>38 243,9</b>	<b>41 661,9</b>	<b>47 482,2</b>	<b>50 057,9</b>	<b>15 872,5</b>

Sources : Office National de Sécurité Sociale.

Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.  
Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des  
Marins naviguant sous Pavillon belge.

## Rendement des sociétés par actions belges et congolaises (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1936/1938	1933	1934	1935	1936	1937	1938	Evolution de 1958 à 1959	
								en chiffres absolus	en pour-cent
<i>Nombre de sociétés recensées (b) . . . . .</i>	<b>7 594</b>	<b>12 846</b>	<b>13 674</b>	<b>13 838</b>	<b>13 978</b>	<b>14 132</b>	<b>13 997</b>	<b>14 454</b>	<b>457</b> +
dont : en gain . . . . .	5 748	9 071	9 615	10 082	10 396	10 821	10 471	10 184	287 -
en perte . . . . .	1 846	3 775	4 059	3 756	3 582	3 311	3 526	4 270	744 +
<i>Moyens d'action propres . . . . .</i>	<b>63 952</b>	<b>222 482</b>	<b>235 481</b>	<b>247 078</b>	<b>264 883</b>	<b>284 290</b>	<b>305 574</b>	<b>329 375</b>	<b>23 801</b> +
dont : capital versé . . . . .	46 397	136 280	142 465	148 636	160 776	176 298	193 773	206 952	13 179 +
réserves . . . . .	17 555	86 202	93 016	98 442	104 107	107 992	111 801	122 423	10 622 +
<i>Résultats d'exploitation :</i>									
Solde bénéficiaire net . . . . .	<b>4 537</b>	<b>21 488</b>	<b>21 771</b>	<b>25 093</b>	<b>30 040</b>	<b>33 015</b>	<b>28 213</b>	<b>22 797</b>	<b>5 416</b> -
Bénéfices . . . . .	5 228	23 577	23 742	26 906	32 212	35 262	30 472	26 917	3 555 -
Pertes . . . . .	691	2 089	1 965	1 813	2 172	2 247	2 259	4 120	1 861 +
<i>Dividendes bruts mis en paiement . . . . .</i>	<b>3 651</b>	<b>13 130</b>	<b>13 369</b>	<b>15 497</b>	<b>17 961</b>	<b>19 942</b>	<b>17 785</b>	<b>16 893</b>	<b>892</b> -
<i>Taux par rapport aux moyens d'action (en %) :</i>									
Solde net . . . . .	7,1	9,7	9,2	10,2	11,3	11,6	9,2	6,9	2,3 -
Dividendes . . . . .	5,7	5,9	5,7	6,3	6,8	7,0	5,8	5,7	0,7 -
<i>Dette obligataire . . . . .</i>	<b>9 297</b>	<b>32 271</b>	<b>37 897</b>	<b>43 277</b>	<b>46 931</b>	<b>54 251</b>	<b>63 537</b>	<b>71 717</b>	<b>8 180</b> +
<i>Coupons d'obligations bruts . . . . .</i>	<b>476</b>	<b>1 493</b>	<b>1 627</b>	<b>1 884</b>	<b>2 130</b>	<b>2 274</b>	<b>2 655</b>	<b>3 170</b>	<b>515</b> +

Sources : Banque Nationale de Belgique (années 1936/1938).  
Institut National de Statistique (années 1953 et suivantes).

(a) La statistique pour 1936/1938 n'est pas établie exactement sur la même base que les suivantes. En outre, indépendamment de l'augmentation progressive du nombre des sociétés, le pourcentage de sociétés publiant effectivement leur bilan est sujet à variations.

(b) En unités.

## Rendement des sociétés par actions belges

DÉSIGNATION	En Belgique						
	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
	<i>Nombre de sociétés recensées</i> .....	<b>12 396</b>	<b>13 186</b>	<b>13 309</b>	<b>13 426</b>	<b>13 551</b>	<b>13 433</b>
dont : en bénéfice .....	8 711	9 223	9 668	9 972	10 365	10 031	9 77
en perte .....	3 685	3 963	3 641	3 454	3 186	3 402	4 11
<i>Moyens d'action propres</i> .....	<b>183 067</b>	<b>190 019</b>	<b>194 797</b>	<b>208 750</b>	<b>221 573</b>	<b>239 260</b>	<b>257 10</b>
dont : capital versé .....	109 464	113 167	116 492	125 896	133 180	148 079	157 42
réserves .....	73 603	76 852	78 305	82 854	88 393	91 181	99 68
<i>Résultats d'exploitation :</i>							
Solde bénéficiaire net .....	<b>13 891</b>	<b>13 684</b>	<b>15 963</b>	<b>19 566</b>	<b>21 048</b>	<b>18 802</b>	<b>14 95</b>
Bénéfices .....	15 721	15 492	17 487	21 316	23 009	20 739	18 62
Pertes .....	1 830	1 808	1 524	1 750	1 961	1 937	3 66
<i>Dividendes bruts mis en paiement</i> .....	<b>8 833</b>	<b>8 452</b>	<b>9 930</b>	<b>11 160</b>	<b>12 353</b>	<b>11 293</b>	<b>10 57</b>
<i>Dette obligataire</i> .....	<b>30 937</b>	<b>36 237</b>	<b>41 394</b>	<b>45 194</b>	<b>51 452</b>	<b>60 484</b>	<b>68 52</b>
<i>Coupons d'obligations bruts</i> .....	<b>1 432</b>	<b>1 554</b>	<b>1 793</b>	<b>2 035</b>	<b>2 167</b>	<b>2 530</b>	<b>3 01</b>
Rapport $\frac{\text{nombre de sociétés en perte}}{\text{nombre de sociétés recensées}}$	29,73	30,05	27,35	25,73	23,51	25,33	29,63
Rapport $\frac{\text{solde bénéficiaire net}}{\text{moyens d'action propres}}$	7,59	7,20	8,19	9,37	9,50	7,86	5,81
Rapport $\frac{\text{dividendes bruts distribués}}{\text{moyens d'action propres}}$	4,83	4,45	5,09	5,37	5,58	4,72	4,11
Rapport $\frac{\text{dividendes bruts distribués}}{\text{bénéfices réalisés}}$	56,19	54,56	56,78	52,36	53,69	54,45	56,78
Rapport $\frac{\text{coupons d'obligations bruts}}{\text{montant de la dette obligataire}}$	4,64	4,32	4,39	4,50	4,21	4,18	4,40
Rapport $\frac{\text{montant de la dette obligataire}}{\text{moyens d'action propres}}$	16,90	18,93	20,91	21,65	23,22	25,28	26,65

Congolaises d'après le lieu de leur exploitation

Principale exploitation														
Au Congo Belge							A l'étranger							
	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Unités														
	70	401	443	472	501	495	494	80	87	86	80	80	69	66
	02	326	348	365	395	394	360	58	66	66	59	61	46	47
	68	75	95	107	106	101	134	22	21	20	21	19	23	19
En millions de francs														
	1 37	36 591	42 622	46 042	50 534	54 619	60 516	7 479	8 872	9 660	10 090	12 182	11 695	11 753
	2 80	25 233	27 949	29 946	36 093	38 619	42 201	3 836	4 066	4 195	4 933	7 025	7 075	7 328
	8 57	11 358	14 673	16 096	14 441	16 000	18 315	3 643	4 806	5 465	5 157	5 157	4 620	4 425
	6 64	7 074	7 872	9 281	10 614	8 246	6 862	1 033	1 019	1 259	1 194	1 353	1 166	982
	6 68	7 198	8 106	9 643	10 870	8 491	7 258	1 088	1 052	1 314	1 254	1 384	1 243	1 037
	04	124	234	362	256	245	396	55	33	55	60	31	77	55
	3 38	4 383	4 979	6 033	6 623	5 542	5 570	458	534	588	768	966	950	747
	71	1 616	1 843	2 201	2 772	3 026	3 163	63	43	40	40	28	27	26
	57	70	89	94	105	124	150	3	3	2	2	2	1	1
En pour-cent														
	1 38	18,70	21,44	22,67	21,16	20,40	27,12	27,50	24,14	23,25	26,25	23,75	33,33	28,78
	2 55	19,33	18,46	20,16	21,00	15,10	11,33	13,81	11,49	13,03	11,83	11,11	9,97	8,35
	1 02	11,98	11,68	13,10	13,10	10,15	9,20	6,12	6,02	6,08	7,61	7,93	8,12	6,35
	5 71	60,89	61,42	62,56	60,93	65,27	76,74	42,10	50,76	44,74	61,24	69,80	76,43	72,03
	48	4,71	5,54	4,27	3,79	4,10	4,74	4,76	6,98	5,00	5,00	7,14	3,7	3,84
	98	4,06	3,76	4,78	5,49	5,54	5,22	0,84	0,48	0,41	0,40	0,23	0,23	0,22

Sources : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

## Evolution des soldes bénéficiaires

Sociétés ayant leur siège

DÉSIGNATION	Banques	Assurances	Opérations financières et immobilières	Commerce de détail	Commerce de gros et extérieur	Fabrications métalliques	Métallurgie du fer	Non ferreux	Industrie textile	Industrie alimentaire	Industrie du bois	Industrie chimique	Industrie verrière	Electricité
<i>Nombre de sociétés recensées (unités) :</i>														
1955 .....	51	121	1 238	515	2 624	1 218	106	76	1 081	742	328	560	67	52
1956 .....	50	125	1 360	523	2 664	1 233	106	74	1 087	731	330	561	63	51
1957 .....	49	132	1 431	534	2 696	1 250	100	77	1 094	730	338	552	63	47
1958 .....	49	134	1 414	532	2 702	1 245	100	78	1 041	701	336	538	62	44
1959 .....	52	135	1 465	570	2 820	1 275	103	81	1 047	725	348	545	60	41
<i>Capitaux et réserves (en millions de francs) :</i>														
1951 .....	5 254	1 138	16 143	2 135	5 633	14 389	16 317	4 040	17 593	9 974	944	12 513	2 643	14 256
1952 .....	5 727	1 256	17 759	2 310	6 584	15 460	16 605	4 460	18 812	10 240	993	13 414	2 562	14 944
1953 .....	6 100	1 358	18 837	2 495	7 364	17 148	17 389	5 166	19 724	10 659	1 183	14 200	2 588	15 174
1954 .....	6 418	1 489	20 494	2 654	8 132	18 513	17 853	5 464	19 609	11 100	1 212	14 177	2 579	15 663
1955 .....	6 954	1 645	21 798	2 811	8 765	19 425	16 045	5 777	19 417	11 427	1 307	14 896	2 578	16 493
1956 .....	7 397	2 020	22 872	2 938	9 411	19 936	20 098	6 346	20 118	11 952	1 385	15 597	2 695	17 589
1957 .....	7 810	2 433	26 535	3 014	8 814	21 158	21 636	7 503	20 054	12 484	1 469	17 372	2 760	19 238
1958 .....	8 178	2 725	33 431	3 208	9 947	22 700	24 773	8 084	20 860	13 714	1 507	17 095	2 820	19 738
1959 .....	8 722	2 796	36 641	3 615	10 960	25 015	25 511	8 551	22 031	14 536	1 630	18 770	2 943	21 031
<i>Soldes bénéficiaires nets (en millions de francs) :</i>														
1951 .....	671	305	1 213	313	871	1 730	726	724	1 714	703	52	1 005	144	1 102
1952 .....	844	300	1 429	277	874	1 978	1 684	933	962	627	77	1 443	101	1 243
1953 .....	915	360	1 596	264	581	2 009	1 303	758	7	588	38	1 028	47	1 304
1954 .....	1 021	391	1 776	282	666	1 798	607	759	289	734	72	836	157	1 456
1955 .....	988	487	2 094	309	770	1 764	1 089	1 038	496	798	73	1 206	224	1 502
1956 .....	1 137	611	2 134	355	972	1 765	2 346	1 558	441	856	97	1 416	308	1 558
1957 .....	1 135	549	2 544	369	974	2 032	2 717	973	913	923	105	1 530	287	1 581
1958 .....	1 216	555	2 725	378	776	1 993	1 584	693	626	877	93	1 230	270	1 636
1959 .....	1 156	721	2 561	427	704	1 870	719	594	107	1 055	69	1 033	299	1 748
<i>Moyenne 1951/1959 ..</i>	<b>1 009</b>	<b>475</b>	<b>2 008</b>	<b>330</b>	<b>799</b>	<b>1 882</b>	<b>1 419</b>	<b>892</b>	<b>617</b>	<b>796</b>	<b>75</b>	<b>1 192</b>	<b>204</b>	<b>1 459</b>
<i>Dividendes mis en paiement (en millions de francs) :</i>														
1951 .....	380	151	932	151	263	871	541	333	608	403	18	510	105	941
1952 .....	431	170	977	138	211	882	1 039	405	507	396	19	624	80	1 036
1953 .....	462	192	1 127	131	195	989	798	401	247	352	20	582	52	1 115
1954 .....	499	209	1 258	146	191	923	410	408	252	394	22	502	131	1 165
1955 .....	535	235	1 379	142	254	1 247	653	456	291	425	22	932	168	1 164
1956 .....	564	283	1 506	163	266	1 065	1 324	537	286	446	22	750	236	1 251
1957 .....	573	315	1 903	187	221	1 255	1 445	540	348	516	28	810	205	1 365
1958 .....	612	347	1 932	186	216	1 110	1 057	491	321	466	32	543	139	1 458
1959 .....	633	402	1 921	203	262	1 267	623	514	272	637	28	576	202	1 510
<i>Moyenne 1951/1959 ..</i>	<b>521</b>	<b>256</b>	<b>1 437</b>	<b>161</b>	<b>231</b>	<b>1 068</b>	<b>877</b>	<b>454</b>	<b>348</b>	<b>448</b>	<b>23</b>	<b>648</b>	<b>146</b>	<b>1 223</b>

des dividendes mis en paiement  
 de l'exploitation en Belgique

	Industrie du cuir	Industrie du papier et arts graphiques	Transports	Tourisme	Intermédiaires	Industrie de la construction	Charbonnages	Industrie de la terre cuite commune	Cimenteries et industries connexes	Carrières	Industrie de la chaux	Industrie céramique	Industrie du tabac	Edition, librairie, presse	Films, théâtres	Artisanat	Total
72	302	548	300	480	458	55	88	109	126	40	51	40	185	218	532	13 309	
66	299	563	306	500	469	54	90	109	118	41	50	34	181	216	538	13 426	
60	311	566	304	508	499	54	93	119	124	40	48	34	177	206	507	13 551	
152	316	566	307	526	488	53	90	108	122	39	48	33	187	216	513	13 433	
158	325	590	334	579	497	55	90	110	114	39	47	33	187	228	548	13 894	
277	3 625	6 572	654	609	2 171	12 923	773	2 352	1 255	364	776	928	272	220	920	163 136	
314	3 655	6 678	690	651	2 481	13 123	970	2 445	1 270	372	895	988	276	225	997	172 692	
285	3 974	6 772	717	692	2 641	13 266	1 017	2 722	1 347	387	895	977	364	234	1 073	183 067	
217	4 039	7 907	763	736	2 832	13 195	1 052	2 884	1 360	441	657	995	398	260	1 119	190 019	
230	4 078	7 769	779	705	3 385	12 878	1 092	3 209	1 308	454	799	1 029	449	297	1 158	194 797	
154	4 266	8 174	849	809	3 583	12 855	1 157	3 727	1 292	508	871	1 192	559	336	1 269	207 850	
141	4 666	8 509	893	541	4 094	12 951	1 250	4 351	1 338	532	864	1 244	607	296	1 347	221 573	
095	4 780	9 136	863	660	4 249	13 078	1 232	4 067	1 352	561	871	1 275	691	343	1 331	239 260	
148	4 855	9 757	904	755	4 400	13 503	1 380	5 997	1 359	578	885	1 268	793	388	1 454	257 105	
71	314	320	23	75	198	852	77	229	84	21	18	55	14	11	77	13 988	
14	327	560	30	82	230	1 141	61	297	96	39	37	45	18	18	93	16 276	
44	81	545	32	87	259	991	40	329	84	30	12	51	31	29	91	13 891	
40	191	402	33	78	338	704	70	396	88	33	2	59	47	39	76	13 684	
38	335	432	25	82	273	748	89	467	87	40	35	50	45	37	94	15 963	
6	359	701	34	103	340	1 059	82	502	118	48	27	43	72	24	105	19 566	
8	409	749	28	76	415	1 171	92	527	142	41	40	73	79	45	89	21 048	
—	365	692	40	69	435	1 096	92	457	127	47	13	79	91	47	101	18 802	
3	269	240	70	84	338	442	55	455	124	43	17	78	111	42	68	14 953	
8	294	516	35	82	314	813	73	407	106	38	22	59	56	32	88	16 463	
20	133	236	15	32	79	682	30	140	58	13	18	34	11	6	29	7 958	
9	137	334	19	35	103	1 007	29	189	68	14	20	29	8	7	29	9 161	
11	84	354	18	43	112	889	22	193	66	16	15	27	14	15	26	8 833	
5	105	299	21	35	117	723	31	229	67	18	10	29	21	15	18	8 452	
4	145	332	19	33	124	716	36	245	70	17	20	23	15	18	17	9 930	
2	156	445	23	34	137	937	39	275	83	20	26	21	15	11	19	11 160	
4	158	445	22	22	167	1 007	43	284	102	18	35	37	17	38	18	12 353	
6	161	404	27	24	166	876	38	241	100	18	24	33	17	22	21	11 293	
5	144	309	30	30	146	92	30	289	102	18	26	41	26	20	19	10 574	
7	136	351	22	32	128	770	33	232	80	17	22	30	16	17	22	9 968	

Sources : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

**Evolution des rendements, de la dette et des dividendes des sociétés ayant leur siège en France**

DÉSIGNATION	Banques	Assurances	Opérations financières et immobilières	Commerce de détail	Commerce de gros et extérieur	Fabrications métalliques	Métallurgie du fer	Non ferreux	Industrie textile	Industrie alimentaire	Industrie du bois	Industrie chimique	Industrie verrière	Electricité	Gaz
<i>Dividendes mis en paiement, rapportés aux capitaux et réserves (en %) :</i>															
1950 .....	6,08	11,09	4,92	6,06	3,03	7,20	2,69	6,11	2,02	3,18	1,53	4,71	2,02	5,52	3,00
1951 .....	7,22	13,27	5,78	7,07	4,66	6,06	3,32	8,24	3,46	4,04	1,91	4,08	3,99	6,60	3,00
1952 .....	7,53	13,54	5,50	5,97	3,20	5,70	6,26	9,09	2,69	3,87	1,91	4,65	3,11	6,93	3,00
1953 .....	7,57	14,14	5,98	5,26	2,65	5,77	4,59	7,76	1,25	3,30	1,69	4,10	1,99	7,35	5,00
1954 .....	7,78	14,03	6,14	5,50	2,35	4,99	2,30	7,47	1,29	3,55	1,82	3,54	5,07	7,28	4,00
1955 .....	7,69	14,29	6,33	5,05	2,90	6,42	4,07	7,89	1,50	3,72	1,68	6,26	6,52	7,06	4,00
1956 .....	7,62	14,01	6,58	5,55	2,83	5,34	6,59	8,46	1,42	3,73	1,59	4,81	8,76	7,11	5,00
1957 .....	7,33	12,95	7,17	6,20	2,51	5,93	6,68	7,20	1,74	4,13	1,91	4,66	7,43	7,10	5,00
1958 .....	7,48	12,73	5,78	5,79	2,17	4,89	4,27	6,07	1,54	3,40	2,12	3,18	4,93	7,39	4,00
1959 .....	7,26	14,38	5,24	5,62	2,39	5,06	2,44	6,01	1,23	4,38	1,72	3,07	6,86	7,18	4,00
<i>Dette obligataire (en millions de francs; fin année) :</i>															
1950 .....	267	132	10 775	228	182	667	2 396	145	397	487	2	857	91	3 363	1
1951 .....	526	—	12 075	350	307	914	2 397	155	467	542	53	964	91	2 652	1
1952 .....	912	—	14 543	364	227	1 249	2 358	151	482	591	64	1 073	90	4 300	2
1953 .....	1 840	—	14 790	368	254	1 452	2 069	150	486	696	63	1 097	104	4 589	2
1954 .....	2 759	—	18 264	487	297	1 426	2 303	148	503	765	59	1 091	83	4 764	2
1955 .....	3 653	—	22 176	476	345	2 007	2 226	45	522	792	66	1 006	190	4 494	3
1956 .....	3 972	701	24 576	604	363	2 005	2 158	52	510	789	70	1 038	193	4 434	3
1957 .....	4 710	766	27 965	623	447	1 778	2 269	50	529	906	72	1 305	191	5 543	4
1958 .....	6 406	863	33 960	612	595	1 679	3 133	45	473	896	71	1 383	190	5 871	4
1959 .....	6 619	4	40 790	924	670	1 998	4 678	34	485	980	65	1 262	188	5 509	3
<i>Importance des dividendes mis en paiement par rapport aux soldes bénéficiaires nets (en %) :</i>															
1950 .....	59,7	63,5	80,1	49,5	32,0	62,2	86,5	69,4	60,9	66,6	56,0	62,3	12,6	85,7	286,0
1951 .....	56,6	49,5	76,8	48,2	30,2	50,3	74,5	46,0	35,5	57,3	34,6	50,7	72,9	85,4	193,0
1952 .....	51,1	56,7	68,4	49,8	24,1	44,6	61,6	43,4	52,7	63,1	24,6	43,2	79,2	83,3	45,0
1953 .....	50,4	53,3	70,6	49,6	33,5	49,2	61,2	52,9	3528,5	59,8	52,6	56,6	11,1	85,5	62,0
1954 .....	48,9	53,4	70,8	51,7	28,6	51,3	67,5	53,7	87,1	53,6	30,5	60,0	83,4	80,0	80,0
1955 .....	54,1	48,2	65,8	45,9	32,9	70,6	60,0	43,9	58,6	53,2	30,1	77,3	75,0	77,4	81,0
1956 .....	49,6	46,3	70,6	45,9	27,4	60,3	56,4	34,5	64,9	52,1	22,7	53,0	76,6	80,3	71,0
1957 .....	50,5	57,3	74,8	50,7	22,7	61,8	53,2	55,5	38,1	55,9	26,7	52,9	71,4	86,3	62,0
1958 .....	50,3	62,5	70,9	49,2	27,8	55,7	66,7	70,8	51,3	53,1	34,4	44,1	51,5	89,1	60,0
1959 .....	54,8	55,8	75,0	47,5	37,2	67,8	86,6	86,5	254,2	60,4	40,6	55,8	67,6	86,4	67,0
<i>Moyenne 1951/1959 ...</i>	<b>51,6</b>	<b>53,9</b>	<b>71,6</b>	<b>48,8</b>	<b>28,9</b>	<b>56,7</b>	<b>61,8</b>	<b>50,9</b>	<b>56,4</b>	<b>56,3</b>	<b>30,7</b>	<b>54,4</b>	<b>71,6</b>	<b>83,8</b>	<b>61,0</b>

gataire et de l'autofinancement net  
 exploitation en Belgique

	Industrie du papier et arts graphiques	Transports	Tourisme	Intermédiaires	Industrie de la construction	Charbonnages	Industrie de la terre cuite commune	Cimenteries et industries connexes	Carrières	Industrie de la chaux	Industrie céramique	Industrie du tabac	Edition, librairie, presse	Films, théâtres	Artisanat	Total
06	2,83	4,12	2,23	4,72	3,41	3,24	2,18	4,31	2,71	3,52	2,42	3,45	3,33	2,87	2,54	4,11
17	3,66	3,59	2,29	5,25	3,66	5,28	3,90	5,96	4,61	3,57	2,32	3,66	4,04	2,73	3,14	4,88
09	3,75	5,00	2,75	5,36	4,17	7,67	2,99	7,73	4,34	3,76	2,21	2,94	2,91	3,10	2,89	5,30
06	2,13	5,23	2,50	6,23	4,22	6,70	2,16	7,09	4,88	4,13	1,65	2,78	3,87	6,41	2,44	4,83
12	2,59	3,78	2,74	4,76	4,13	5,48	2,95	7,94	4,93	4,08	1,52	2,91	5,29	5,77	1,61	4,45
25	3,56	4,27	2,44	4,68	3,66	5,56	3,30	7,63	5,35	3,74	2,50	2,24	3,34	6,06	1,47	5,09
07	3,66	5,44	2,71	4,20	3,82	7,29	3,37	7,38	6,42	3,94	2,99	1,76	2,68	3,27	1,50	5,37
05	3,39	5,23	2,46	4,07	4,08	7,78	3,44	6,53	7,62	3,38	4,05	2,97	2,80	12,84	1,34	5,58
05	3,37	4,42	3,13	3,64	3,91	6,70	3,08	5,93	7,40	3,21	2,76	2,59	2,46	6,41	1,58	4,72
04	2,97	3,17	3,32	3,97	3,32	0,68	2,17	4,82	7,51	3,11	2,94	3,23	3,28	5,15	1,31	4,11
08	98	210	19	9	112	1 014	32	313	7	12	—	7	2	—	3	22 093
09	218	178	19	9	141	938	36	418	7	12	2	57	3	1	14	24 914
08	223	364	18	12	144	848	39	350	8	12	5	52	2	2	19	28 925
02	192	651	18	14	187	906	40	386	8	12	5	52	26	6	40	39 037
08	257	736	17	11	194	1 073	40	362	12	20	4	52	26	8	42	36 237
00	362	670	23	46	199	1 015	40	370	7	24	24	69	26	9	44	41 394
03	412	742	23	51	307	972	36	519	10	26	24	68	25	10	48	45 194
02	419	1 161	23	51	347	985	33	560	10	26	24	65	2	10	48	51 452
08	423	1 187	26	55	359	940	30	589	10	26	24	61	2	10	47	60 484
05	332	1 452	26	71	352	860	29	487	8	26	25	56	17	9	38	68 526
02	65,8	75,5	140,0	32,6	60,3	78,0	45,7	67,3	80,9	46,1	100,0	67,4	114,3	85,7	28,0	68,8
	42,4	73,7	65,2	42,7	39,9	80,0	39,0	61,1	69,0	61,9	100,0	61,8	78,6	54,5	37,7	56,9
	41,9	59,6	63,3	42,7	44,8	88,3	47,5	63,6	70,8	35,9	54,1	64,4	44,4	38,9	31,2	56,3
	103,7	64,9	56,2	49,4	43,2	89,7	55,0	58,7	78,6	53,3	125,0	52,9	45,2	51,7	28,6	63,6
	55,0	74,4	63,6	44,9	34,6	102,7	44,3	57,8	76,1	54,5	500,0	49,1	44,7	38,5	23,7	61,8
	43,3	76,8	76,0	40,2	45,4	95,7	40,4	52,5	80,5	42,5	57,1	46,0	33,3	48,6	18,1	62,2
	43,5	63,5	67,6	33,0	40,3	88,5	47,6	54,8	70,3	41,7	96,3	48,8	20,8	45,8	18,1	57,0
	38,6	59,4	78,6	28,9	40,2	86,0	46,7	53,9	71,8	43,9	87,5	50,7	21,5	84,4	20,2	58,7
	44,1	58,4	67,5	34,8	38,2	79,9	41,3	52,7	78,7	38,3	184,6	41,8	18,7	46,8	20,8	60,1
7	53,5	128,8	42,9	35,7	43,2	—	54,5	63,5	82,3	41,9	152,9	52,6	23,4	47,6	27,9	70,7
	<b>46,3</b>	<b>68,0</b>	<b>62,9</b>	<b>39,0</b>	<b>40,8</b>	<b>94,7</b>	<b>45,2</b>	<b>57,0</b>	<b>75,5</b>	<b>44,7</b>	<b>100,0</b>	<b>50,8</b>	<b>28,6</b>	<b>53,1</b>	<b>25,0</b>	<b>60,5</b>

Sources : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique  
 et Direction Générale des Etudes et de la Documentation.

### Sociétés belges par actions en bénéfiques (a)

Bénéfices et dividendes annuels moyens de 1949 à 1959 des sociétés ayant leur siège d'exploitation en Belgique.

SECTEUR	Bénéfices moyens (en millions de francs)	Dividendes moyens mis en paiement	
		En millions de francs	En % des bénéfiques
Electricité .....	1 347	1 131	84,0
Charbonnages .....	908	617	67,9
Industrie verrière .....	188	127	67,6
Opérations financières et immo- bilières .....	1 656	1 144	69,1
Carrières .....	103	71	68,9
Métallurgie du fer .....	1 336	814	60,9
Cimenteries et industries con- nexes .....	373	208	55,8
Assurances .....	424	228	53,8
Industrie chimique .....	1 228	611	49,8
Banques .....	927	476	51,3
Industrie alimentaire .....	813	408	50,2
Non ferreux .....	812	412	50,7
Fabrications métalliques .....	2 080	1 028	49,4
Céramiques .....	45	21	46,7
Commerce de détail .....	323	149	46,1
Industrie du papier .....	300	126	42,0
Industrie de la terre cuite com- mune .....	54	22	40,7
Industrie textile .....	925	351	37,9
Commerce de gros .....	905	216	23,9
Autres secteurs .....	2 063	1 056	51,2
<i>Total ...</i>	<b>16 810</b>	<b>9 216</b>	<b>54,8</b>

Sources : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) L'attention est attirée sur le fait que les sociétés sans bénéfices ou en pertes ne sont pas reprises dans cette statistique.

CINQUIÈME PARTIE

INVESTISSEMENTS ET  
CONSOMMATION

(a) révisé en 1952 et corrigé en 1953  
 les données de 1951 à 1953 ont été corrigées en conséquence  
 des révisions de 1952 et 1953

SÉCTEUR	Investissements en biens matériels		
	en millions de francs	en millions de francs	Pourcentage des investissements
Industrie	1 245	1 181	54,0
Commerce	208	179	8,3
Services	181	177	8,2
Construction	207	141	6,6
Autres	270	212	10,0
<b>Total</b>	<b>2 111</b>	<b>1 880</b>	<b>88,1</b>
Investissements en biens immatériels	239	277	12,9
<b>Total</b>	<b>2 350</b>	<b>2 157</b>	<b>100,0</b>
Industrie	1 245	1 181	54,0
Commerce	208	179	8,3
Services	181	177	8,2
Construction	207	141	6,6
Autres	270	212	10,0
Investissements en biens immatériels	239	277	12,9
<b>Total</b>	<b>2 350</b>	<b>2 157</b>	<b>100,0</b>

Source : Ministère des Affaires Economiques, Institut National de Statistique et Direction  
 générale des Etudes et de la Documentation.

Les données ont été corrigées en 1952 et 1953 en conséquence des révisions de 1952 et 1953.  
 Les données de 1951 à 1953 ont été corrigées en conséquence des révisions de 1952 et 1953.



INVESTISSEMENTS

## Investissements dans l'ensemble de l'économie

Défense nationale exclue  
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1952		1953		1954		1955		1956		1957		1958		1959(b)	
	Sec- teur privé	Sec- teur public														
<b>A. Bâtiments et Génie civil :</b>																
1. Immeub. d'habitation (a)	14 340		15 560		18 080		17 960		19 020		28 000		24 320		25 490	
2. Locaux professionnels ..	6 370		7 480		8 050		8 900		9 750		10 910		10 370		8 960	
3. Transports et communi- cations .....		5 200		4 650		4 290		4 510		6 240		7 010		6 180		6 570
4. Bâtiments publics de l'Etat .....		640		730		750		1 170		1 400		1 420		1 290		1 600
5. Travaux des pouvoirs subordonnés.....		4 740		4 550		5 110		6 030		5 620		4 800		5 700		7 310
6. Travaux agricoles .....		440		420		410		490		530		530		500		530
<b>Total par secteur ...</b>	<b>21 150</b>	<b>10 580</b>	<b>23 460</b>	<b>9 930</b>	<b>26 540</b>	<b>10 150</b>	<b>27 350</b>	<b>11 710</b>	<b>29 300</b>	<b>13 260</b>	<b>39 440</b>	<b>13 230</b>	<b>35 190</b>	<b>13 170</b>	<b>34 980</b>	<b>15 480</b>
<b>Total A ...</b>	<b>31 730</b>		<b>33 390</b>		<b>36 690</b>		<b>39 060</b>		<b>42 560</b>		<b>52 670</b>		<b>48 360</b>		<b>50 460</b>	
<b>B. Outillage :</b>																
1. Outillage industriel ..	19 250		19 270		18 930		20 160		25 630		25 400		25 150		25 260	
2. Avions .....	200		520		500		160		1 160		730		560		460	
3. Navires et bateaux .....	900	30	950	20	1 550	50	1 670	160	2 050	300	1 990	280	3 380	200	2 600	70
4. Outillage agricole .....	2 000		1 950		2 000		2 360		2 420		2 490		2 280		2 400	
5. Chemins de fer et tram- ways .....	120	1 200	140	1 830	80	1 600	110	3 500	180	1 870	130	1 810	180	2 300	100	2 090
6. Outillage destiné à d'autres branches ..	1 290	2 110	1 550	2 280	1 370	2 170	1 680	1 990	1 850	2 070	2 230	2 590	1 670	2 270	1 700	2 300
<b>Total par secteur ...</b>	<b>23 760</b>	<b>3 340</b>	<b>24 380</b>	<b>4 130</b>	<b>24 430</b>	<b>3 820</b>	<b>26 140</b>	<b>5 650</b>	<b>33 290</b>	<b>4 240</b>	<b>32 970</b>	<b>4 680</b>	<b>33 220</b>	<b>4 770</b>	<b>32 520</b>	<b>4 460</b>
<b>Total B ...</b>	<b>27 100</b>		<b>28 510</b>		<b>28 250</b>		<b>31 790</b>		<b>37 530</b>		<b>37 650</b>		<b>37 990</b>		<b>36 980</b>	

## Investissements dans l'ensemble de l'économie (suite)

Défense nationale exclue  
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1952		1953		1954		1955		1956		1957		1958		1959 (b)	
	Sec- teur privé	Sec- teur public	Sec- teur privé	Sec- teur public	Sec- teur privé	Sec- teur public	Sec- teur privé	Sec- teur public	Sec- teur privé	Sec- teur public	Sec- teur privé	Sec- teur public	Sec- teur privé	Sec- teur public	Sec- teur privé	Sec- teur public
	<i>C. Véhicules automobiles :</i>															
1. Véhicules utilitaires . . . . .	2 400		2 120		2 630		2 400		2 300		2 350		2 250		2 120	
2. Voitures . . . . .	3 000		3 300		4 100		4 600		4 600		4 850		4 800		5 000	
<i>Total par secteur . . . . .</i>	<b>5 400</b>		<b>5 420</b>		<b>6 730</b>		<b>7 000</b>		<b>6 900</b>		<b>7 200</b>		<b>7 050</b>		<b>7 120</b>	
<i>Total C . . . . .</i>	<b>5 400</b>		<b>5 420</b>		<b>6 730</b>		<b>7 000</b>		<b>6 900</b>		<b>7 200</b>		<b>7 050</b>		<b>7 120</b>	
<i>D. Divers :</i>																
Variation cheptel . . . . .	- 180		430		320		- 60		50		720		450		770	
<i>Total D . . . . .</i>	<b>- 180</b>		<b>430</b>		<b>320</b>		<b>- 60</b>		<b>50</b>		<b>720</b>		<b>450</b>		<b>770</b>	
<i>Total général par secteur . . . . .</i>	<b>50 130</b>	<b>13 920</b>	<b>53 690</b>	<b>14 060</b>	<b>58 020</b>	<b>13 970</b>	<b>60 430</b>	<b>17 360</b>	<b>69 540</b>	<b>17 500</b>	<b>80 330</b>	<b>17 910</b>	<b>75 910</b>	<b>17 940</b>	<b>75 390</b>	<b>19 940</b>
<i>Total général (A + B + C + D) . . . . .</i>	<b>64 050</b>		<b>67 750</b>		<b>71 990</b>		<b>77 790</b>		<b>87 040</b>		<b>98 240</b>		<b>93 850</b>		<b>95 330</b>	
<i>Total général arrondi . . . . .</i>	<b>64 100</b>		<b>67 800</b>		<b>72 000</b>		<b>77 800</b>		<b>87 000</b>		<b>98 200</b>		<b>93 900</b>		<b>95 300</b>	

(a) Déduction faite des parts d'habitation attribuées aux locaux professionnels.  
(b) Données provisoires.

Source : Ministère des Affaires économiques, Direction Générale des Etudes et de la Documentation.



Investissements dans l'équipement de l'entreprise (en millions de francs)

Données relatives à l'exercice

	1972		1973		1974		1975		1976		1977		1978		1979		1980	
	Dotations nettes	Dotations brutes																
<b>I. Equipement corporel</b>																		
1. Immobilisations corporelles	2 400	2 700	2 400	2 400	2 400	2 400	2 400	2 400	2 400	2 400	2 400	2 400	2 400	2 400	2 400	2 400	2 400	2 400
2. Immobilisations financières	3 000	3 000	4 100	4 100	4 100	4 100	4 100	4 100	4 100	4 100	4 100	4 100	4 100	4 100	4 100	4 100	4 100	4 100
<b>Total par secteur</b>	5 400	5 700	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500
<b>Total</b>	5 400	5 700	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500
<b>II. Equipement incorporel</b>																		
1. Immobilisations incorporelles	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
<b>Total</b>	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
<b>Total général par secteur</b>	5 500	5 800	6 600	6 600	6 600	6 600	6 600	6 600	6 600	6 600	6 600	6 600	6 600	6 600	6 600	6 600	6 600	6 600
<b>Total général (I + II) (C + D)</b>	6 500	6 800	7 200	7 200	7 200	7 200	7 200	7 200	7 200	7 200	7 200	7 200	7 200	7 200	7 200	7 200	7 200	7 200
<b>Total général (A + B) (E + F)</b>	6 500	6 800	7 200	7 200	7 200	7 200	7 200	7 200	7 200	7 200	7 200	7 200	7 200	7 200	7 200	7 200	7 200	7 200

Les données relatives aux dotations nettes et brutes sont exprimées en millions de francs. Les données relatives aux dotations nettes et brutes sont exprimées en millions de francs.

## Consommation des produits industriels

1959

BRANCHE D'INDUSTRIE	Biens disponibles				Produits nationaux (d)	
	Origine en % du total par branche		Destination en % du total par branche		Destination en % du total par branche	
	Importation	Production nationale	Marché intérieur	Exportation	Marché intérieur	Exportation
	(a)	(b)		(c)		(c)
Charbonnages.....	18	82	91	9	90	10
Cokéfaction et gaz.....	—	100	91	9	92	8
Electricité.....	4	96	97	3	97	3
Sidérurgie.....	13	87	29	71	19	81
Industrie des métaux non ferreux.....	25	75	26	74	25	75
Industries chimiques :						
— chimie minérale.....	2	98	42	58	38	62
— chimie organique.....	50	50	75	25	40	60
— chimie diverse.....	28	72	65	35	51	49
Industrie pétrolière.....	28	72	66	34	53	47
Industrie du caoutchouc	29	71	73	27	60	40
Industrie du papier.....	25	75	83	17	84	16
Industrie textile.....	14	86	44	56	57	43
Industrie des matériaux de construction.....	6	94	64	36	62	38
Industrie de la construc- tion.....	—	100	100	—	100	—
Bois et industrie trans- formatrice du bois....	12	88	88	12	86	14
Industrie des peaux et cuirs.....	11	89	74	26	72	28
Industrie du tabac.....	7	93	86	14	83	17
Industrie alimentaire ...	10	90	92	8	92	8

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Industrie,  
Service Planning industriel et Expansion économique.

- (a) Il s'agit de produits terminés du point de vue du secteur industriel considéré.
- (b) Comprend la valeur ajoutée de la production nationale, les fournitures par d'autres industries, les fournitures pour l'agriculture, les prélèvements sur stocks, les importations de matières nécessaires à l'activité du secteur considéré.
- (c) Il est admis — ce qui est approximativement exact — que tout produit exporté a subi un traitement industriel en Belgique.
- (d) Total des ventes effectuées dans un secteur aux différents stades du processus de fabrication.

**Consommation**  
Par catégorie de produits

DÉSIGNATION	Unité	1957	1958	1959
<i>Produits alimentaires :</i>				
Viande fraîche et congelée (a) . . . . .	10 <sup>3</sup> t	413,3	424,2	433,5
Lait (33 ‰ de matières grasses) :				
livraisons des fermiers aux laiteries . . .	10 <sup>6</sup> litres	1 787,4	1 859,0	1 833,0
ventes des laiteries aux particuliers . . . .	10 <sup>6</sup> litres	417,9	412,5	432,5
Sucre : total déclaré en consommation . . .	10 <sup>3</sup> t	245,9	266,3	266,1
Confitures (b) :				
confitures proprement dites . . . . .	10 <sup>3</sup> t	13,6	13,5	11,5
fruits confits, corin de prunes, fruits au sirop et conserves de fruits au naturel	10 <sup>3</sup> t	10,2	10,0	10,4
Margarine (b) . . . . .	10 <sup>3</sup> t	95,5	101,2	106,9
Beurre (c) . . . . .	10 <sup>3</sup> t	103,0	100,0	99,0
Pommes de terre (d) . . . . .	10 <sup>3</sup> t	2 043,5	1 913,6	1 444,6
Farine (e) . . . . .	10 <sup>3</sup> t	758,5	792,0	790,9
<i>Boissons et tabacs :</i>				
Bière . . . . .	10 <sup>3</sup> hl	10 255,3	10 349,0	10 805,0
Alcool (à 50°, temp. 15° C.) :				
alcool à bouche . . . . .	10 <sup>3</sup> hl	124,5	124,9	121,1
alcool industriel . . . . .	10 <sup>3</sup> hl	139,3	130,4	130,5
Vins et mouûts de raisins (f) . . . . .	10 <sup>3</sup> hl	637,1	565,5	592,2
Vins mousseux . . . . .	10 <sup>3</sup> hl	(j) 28,6	26,7	30,3
Tabacs préparés :				
cigares . . . . .	10 <sup>6</sup> pièces	189,9	193,5	217,4
cigarillos . . . . .	10 <sup>6</sup> pièces	595,9	560,8	596,7
cigarettes . . . . .	10 <sup>6</sup> pièces	9 859,1	10 479,9	10 307,8
tabac à fumer . . . . .	10 <sup>3</sup> t	9,1	8,9	8,8
<i>Habillement :</i>				
Cuirs lourds à semelles (d) . . . . .	10 <sup>3</sup> t	2,9	2,3	2,9
Chaussures (d) :				
dites « tout cuir » . . . . .	10 <sup>6</sup> paires	9,3	9,7	10,9
autres chaussures (g) . . . . .	10 <sup>6</sup> paires	2,9	2,6	2,9
Pantoufles (d) . . . . .	10 <sup>6</sup> paires	7,6	7,3	7,5
<i>Autres produits :</i>				
Gaz (h) . . . . .	10 <sup>6</sup> m <sup>3</sup>	506,0	533,1	522,8
Charbons domestiques (i) . . . . .	10 <sup>3</sup> t	6 726,0	5 337,0	5 268,0
Pneumatiques pour vélocipèdes (d) :				
enveloppes . . . . .	10 <sup>6</sup> pièces	3,7	3,0	3,3
chambres à air . . . . .	10 <sup>6</sup> pièces	3,3	2,7	2,6

Sources : Institut National de Statistique et diverses autres sources.

- (a) Pour la viande porcine, à l'exclusion des abattages à la ferme non déclarés, mais y compris le lard frais destiné à l'exportation.  
 (b) Ventes.  
 (c) Estimations (y compris variations de stock et toutes importations).  
 (d) Estimation de la production.  
 (e) Quantités produites; importations négligeables.  
 (f) Importations.  
 (g) A l'exclusion des chaussures et pantoufles dont la fabrication relève de l'industrie du caoutchouc.  
 (h) Consommation domestique.  
 (i) Y compris le charbon livré aux mineurs.  
 (j) Données rectifiées.

**Ventes à la consommation**  
Indices par secteur et par catégorie d'articles  
(moyenne mensuelle 1953 = 100)

DÉSIGNATION	1957	1958	1959	DÉSIGNATION	1957	1958	1959
<i>Grands magasins à rayons multiples (a) :</i>							
<i>Indice général</i> .....	129	139	144	Parfumerie, toilette .....	119	129	130
Alimentation .....	132	140	145	Jeux, jouets, sports, voyages .....	129	130	134
périssable .....	132	139	142	<i>Grandes entreprises spécialisées dans l'habil-</i>			
non périssable .....	129	139	148	<i>lement :</i>			
restaurant .....	140	151	155	Hommes .....	125	132	136
Habillement .....	126	138	149	Dames .....	101	96	89
aunages .....	107	109	121	Sous-vêtements, accessoires, articles de	105	105	104
dessus hommes .....	143	160	173	parure .....			
dessus femmes .....	115	123	135	<i>Coopératives :</i>			
bonneterie, lingerie, chemiserie, chapel-				<i>Indice général</i> .....	125	131	132
lerie .....	143	163	179	Boulangerie .....	106	108	115
mercerie, rubans, patrons .....	97	100	109	Alimentation (sauf boulangerie) .....	131	139	142
chaussures, pantoufles .....	124	143	162	Habillement .....	115	116	110
articles divers de parure .....	124	133	132	Ameublement .....	152	148	148
Ameublement .....	124	129	126	Articles de ménage .....	108	108	110
textiles .....	118	123	120	Tabacs .....	111	128	111
meubles, lustrerie .....	131	135	132	Librairie-papeterie .....	123	131	144
Ménage .....	139	149	150	Parfumerie, articles de luxe .....	124	138	148
articles de ménage .....	123	131	128	Restaurant, tea-room .....	116	119	116
appareils ménagers, électricité .....	216	238	258	Divers .....	134	136	131
Tabacs, articles pour fumeurs .....	140	159	163	<i>Sous-vêtements et mercerie, articles de parure</i>			
Librairie-papeterie .....	135	150	150	(b) .....	112	108	115
librairie .....	141	153	151	<i>Chaussures et pantoufles (b)</i> .....	109	115	123
papeterie .....	133	149	150	<i>Entreprises à succursales (alimentation) (c)</i> ..	123	131	138

Source : Institut National de Statistique.

(a) Grands magasins à rayons multiples, sans limitation de chiffres d'affaires, mais à l'exclusion de ceux qui sont spécialisés en confection et repris dans la rubrique suivante.  
(b) La majorité des firmes recensées sont des magasins à succursales.  
(c) D'après la Banque Nationale de Belgique.

### Ventes à la consommation en 1959

(moyenne mensuelle 1953 = 100)

MOIS	Grands magasins à rayons multiples	Coopératives	Magasins à succursales (alimentation)
Janvier .....	139	141	135
Février .....	116	122	131
Mars .....	139	129	134
Avril .....	141	129	130
Mai .....	139	132	137
Juin .....	138	129	133
Juillet .....	146	127	135
Août .....	126	124	133
Septembre .....	130	130	135
Octobre .....	154	140	143
Novembre .....	167	127	140
Décembre .....	199	155	170

Source : Institut National de Statistique.

### Ventes à la consommation en 1959

Produits alimentaires (a)

(mois correspondant de 1958 = 100)

MOIS	Indices mensuels des ventes à la consommation			Indices des prix de détail en alimentation	Indices mensuels corrigés par l'indice des prix de détail		
	Grands magasins (b)	Coopératives	Entreprises à succursales		Grands magasins	Coopératives	Entreprises à succursales
Janvier .....	105	103	103	100	105	103	103
Février .....	103	101	107	101	102	100	106
Mars .....	98	98	98	101	97	97	97
Avril .....	94	102	103	101	93	101	102
Mai .....	88	98	99	101	87	97	98
Juin .....	105	104	108	101	104	103	107
Juillet .....	103	100	104	102	101	98	102
Août .....	105	102	107	103	102	99	104
Septembre ...	109	104	104	103	106	101	101
Octobre .....	111	107	111	103	108	104	108
Novembre ...	113	101	109	103	110	98	106
Décembre ...	107	102	105	102	105	100	103

Sources : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction Générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Non compris la boulangerie.  
(b) Y compris leurs restaurants.

**Ventes à tempérament**  
**Nombre de contrats et crédits annuels accordés**  
**par nature des marchandises**

NATURE DES MARCHANDISES	Nombre de contrats			Crédits accordés					
				En millions de francs		%			
	1957 (a)	1958	1959	1957	1958	1959			
Camions et camionnettes, autobus, matériel de transport lourd .....	10 099	8 838	11 444	981	810	929	11,8	10,5	11,3
Matériel agricole et tracteurs agricoles.	4 187	4 306	4 712	237	191	203	2,8	2,5	2,5
Autos pour le transport de personnes, excepté autobus .....	58 000	56 327	60 704	2 597	2 370	2 450	31,1	30,8	29,9
Motos, scooters, vélomoteurs, bicy- clettes .....	42 622	33 391	34 678	418	292	284	5,0	3,8	3,5
Textiles, fourrures, vêtements .....	575 708	509 795	509 330	658	613	620	7,9	8,0	7,6
Livres .....	27 288	37 258	40 525	56	64	72	0,7	0,8	0,9
Equipement professionnel autre que les articles repris aux rubriques an- térieures (commerce, artisanat, in- dustrie, professions libérales) .....	18 037	17 765	17 000	713	690	648	8,5	9,0	7,9
Articles ménagers et à usage personnel, non dénommés ailleurs .....	483 844	485 155	496 517	2 684	2 664	2 919	32,2	34,6	35,7
Services (voyages, réparations de véhi- cules à moteur) .....	—	605	10 366	—	6	60	—	—	0,7
<i>Total ...</i>	<b>1 219 785</b>	<b>1 153 440</b>	<b>1 185 276</b>	<b>8 344</b>	<b>7 700</b>	<b>8 185</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

(a) Y compris les nouveaux déclarants par suite de la mise en vigueur de la loi du 9 juillet 1957.

Source : Institut National de Statistique.

**Ventes à tempérament**  
**Crédits annuels accordés**

SYSTEME DE FINANCEMENT	1958			1959		
	Nombre	Montant		Nombre	Montant	
		Millions de francs	%		Millions de francs	%
Financement direct par les vendeurs .....	668 666	1 875	24	700 540	2 391	29
Financement par interven- tion au contrat de ven- te :						
— de banques .....	70 789	2 683	35	82 501	2 682	32
— d'organismes de finan- cement ou de particu- liers .....	413 985	3 142	41	402 235	3 162	39
<i>Total ...</i>	<b>1 153 440</b>	<b>7 700</b>	<b>100</b>	<b>1 185 276</b>	<b>8 185</b>	<b>100</b>

Source : Institut National de Statistique.

**Ventes à tempérament**  
**Retards de paiement de trois termes échus et plus**

SYSTEME DE FINANCEMENT	Nombre de contrats en cours au 30 juin		Débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du 2 <sup>e</sup> semestre			
	1958	1959	1958		1959	
			Nombre	%	Nombre	%
Financement direct par les vendeurs .....	496 559	523 738	24 637	45	23 759	47
Financement par interven- tion au contrat de ven- te :						
— de banques .....	136 013	130 677	1 337	2	1 303	3
— d'organismes de finan- cement ou de particu- liers .....	556 358	524 734	28 930	53	25 445	50
<i>Total ...</i>	<b>1 188 930</b>	<b>1 179 149</b>	<b>54 904</b>	<b>100</b>	<b>50 507</b>	<b>100</b>

Source : Institut National de Statistique.

SIXIÈME PARTIE

COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'UNION  
ÉCONOMIQUE  
RELATIONS ÉCONOMIQUES  
EXTÉRIEURES

Monnaie et crédit	p. 201 à 211
Échanges et commerce extérieur	p. 212 à 220
Échanges et relations de commerce général	p. 221 à 229
Échanges commerciaux	p. 230 à 238
Monnaie des paiements	p. 239 à 247

Ventes à l'étranger  
Crédits généraux accordés

Système de financement	1938			1939		
	Nombre	Montant		Nombre	Montant	
		Millions de francs	%		Millions de francs	%
Financement direct par les vendeurs	100	1 425	25	100	1 340	20
Financement par l'intermédiaire des banques de l'étranger	100	1 425	25	100	1 340	20
Financement par l'intermédiaire des banques de France	100	1 425	25	100	1 340	20
Financement par l'intermédiaire des banques de l'étranger	100	1 425	25	100	1 340	20
TOTAL	400	5 700	100	400	5 360	100

RELATIONS ÉCONOMIQUES  
EXTÉRIEURES

Importations à crédit  
Ventes à l'étranger de produits de France

Système de financement	1938		1939		1938		1939	
	Nombre	Montant	%	Montant	%	Nombre	%	
								Millions de francs
Financement direct par les vendeurs	100	1 425	25	100	1 340	20	27,7	
Financement par l'intermédiaire des banques de l'étranger	100	1 425	25	100	1 340	20	27,7	
Financement par l'intermédiaire des banques de France	100	1 425	25	100	1 340	20	27,7	
Financement par l'intermédiaire des banques de l'étranger	100	1 425	25	100	1 340	20	27,7	
TOTAL	400	5 700	100	400	5 360	100	100	

Année	Spécial		Général		Total	Balance
	Importations	Exportations	Importations	Exportations		
1950	2 785	2 705	2 121	2 762	4 886	577
1951	2 738	2 699	2 476	2 892	5 630	416
1952	2 732	2 622	2 202	2 872	5 604	670
1953	2 727	2 671	2 224	2 871	5 598	874
1954	2 680	2 617	2 224	2 898	5 578	1 354
1955	2 677	2 642	2 242	2 870	5 517	1 275
1956	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
1957	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
1958	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
1959	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
1960	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
1961	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
1962	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
1963	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
1964	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
1965	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
1966	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
1967	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
1968	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
1969	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
1970	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
1971	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
1972	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
1973	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
1974	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
1975	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
1976	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
1977	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
1978	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
1979	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
1980	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
1981	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
1982	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
1983	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
1984	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
1985	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
1986	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
1987	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
1988	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
1989	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
1990	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
1991	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
1992	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
1993	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
1994	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
1995	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
1996	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
1997	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
1998	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
1999	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
2000	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
2001	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
2002	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
2003	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
2004	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
2005	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
2006	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
2007	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
2008	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
2009	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
2010	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
2011	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
2012	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
2013	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
2014	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
2015	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
2016	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
2017	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
2018	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
2019	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
2020	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
2021	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
2022	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
2023	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
2024	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276
2025	2 671	2 621	2 222	2 877	5 498	1 276

I

COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

*Mouvement général.* . . . . . p. 233 à 235

*Structure du commerce extérieur.* . . . . . p. 236 à 240

*Répartition géographique du commerce spécial.* . . . . . p. 241 à 244

*Balance commerciale.* . . . . . p. 245 à 249

*Balance des paiements.* . . . . . p. 250 à 252

I  
ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE  
COMMERCÉ EXTÉRIEUR DE L'UNION

p. 233 à 238	Mouvements généraux
p. 238 à 240	Structure du commerce extérieur
p. 241 à 244	Répartition géographique du commerce extérieur
p. 245 à 249	Balances commerciales
p. 250 à 253	Balances des paiements

## Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

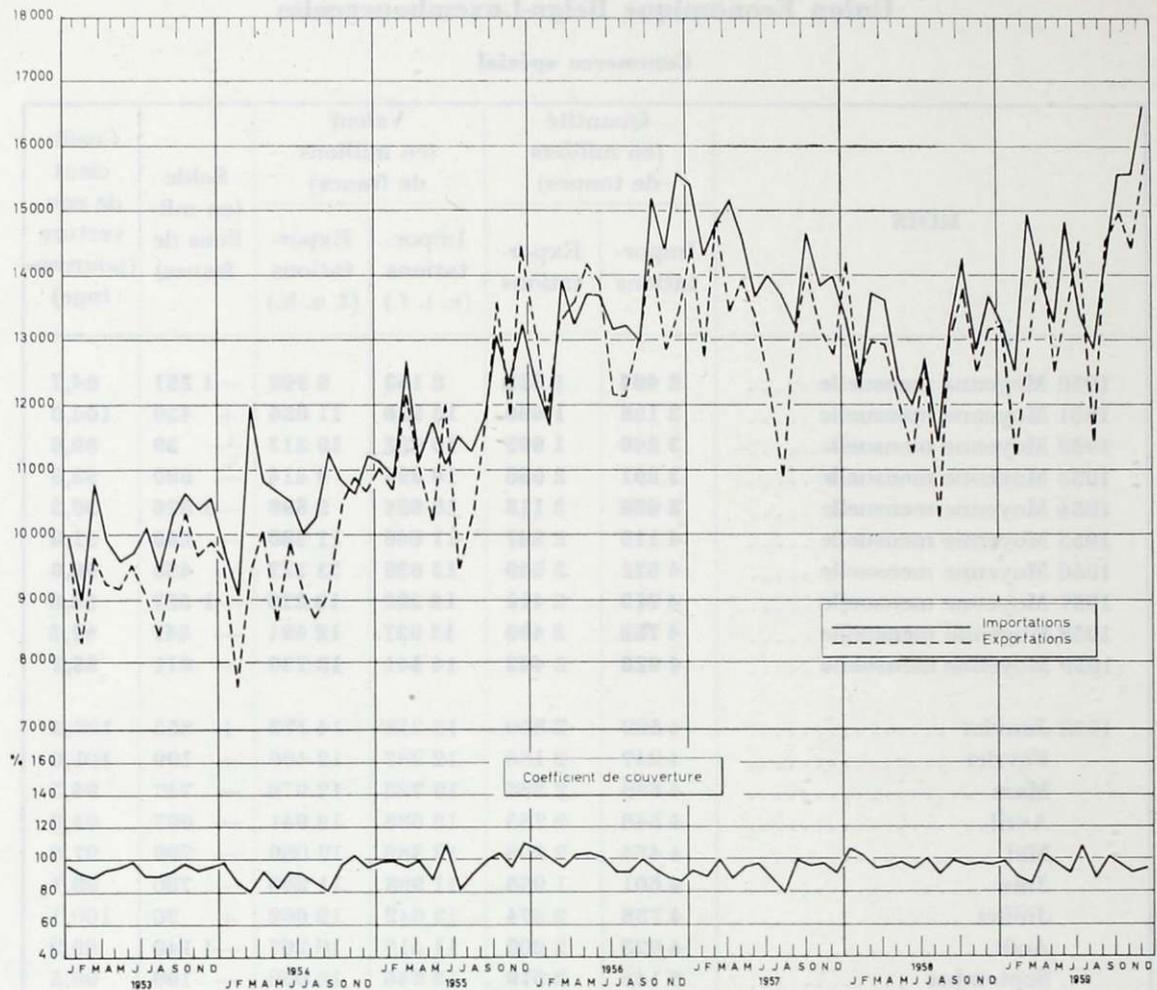
### Commerce spécial

MOIS	Quantité (en milliers de tonnes)		Valeur (en millions de francs)		Solde (en mil- lions de francs)	Coeffi- cient de cou- verture (pourcen- tage)
	Impor- tations	Expor- tations	Impor- tations (c. i. f.)	Expor- tations (f. o. b.)		
1950 Moyenne mensuelle .....	2 484	1 365	8 153	6 902	-1 251	84,7
1951 Moyenne mensuelle .....	3 195	1 690	10 626	11 056	+ 430	104,0
1952 Moyenne mensuelle .....	3 240	1 695	10 252	10 213	- 39	99,6
1953 Moyenne mensuelle .....	3 297	2 055	10 094	9 414	- 680	93,3
1954 Moyenne mensuelle .....	3 686	2 118	10 624	9 598	-1 026	90,3
1955 Moyenne mensuelle .....	4 115	2 547	11 846	11 580	- 266	97,8
1956 Moyenne mensuelle .....	4 572	2 549	13 635	13 177	- 458	96,6
1957 Moyenne mensuelle .....	4 715	2 412	14 302	13 275	-1 027	92,8
1958 Moyenne mensuelle .....	4 752	2 409	13 037	12 691	- 347	97,3
1959 Moyenne mensuelle .....	4 928	2 443	14 341	13 730	- 611	95,7
1958 Janvier .....	4 592	2 350	13 318	14 173	+ 855	106,4
Février .....	4 247	2 185	12 267	12 466	+ 199	101,6
Mars .....	4 688	2 284	13 723	12 976	- 747	94,5
Avril .....	4 548	2 285	13 638	12 941	- 697	94,9
Mai .....	4 434	2 208	12 388	12 089	- 299	97,6
Juin .....	4 601	1 956	11 998	11 238	- 760	93,7
Juillet .....	4 738	2 374	12 642	12 662	+ 20	100,1
Août .....	4 823	2 203	11 416	10 267	-1 149	89,9
Septembre .....	5 148	2 519	13 246	13 050	- 196	98,5
Octobre .....	5 195	2 453	14 259	13 755	- 504	96,5
Novembre .....	4 743	2 290	12 854	12 487	- 367	97,1
Décembre .....	4 829	2 474	13 681	13 168	- 513	96,2
<i>Total (a) ...</i>	<b>57 019</b>	<b>27 692</b>	<b>156 447</b>	<b>152 287</b>	<b>- 4 160</b>	<b>97,3</b>
1959 Janvier .....	4 649	2 304	13 272	13 232	- 40	99,7
Février .....	3 929	1 892	12 522	11 246	-1 276	89,8
Mars .....	5 329	2 306	14 992	12 824	-2 168	85,5
Avril .....	4 955	2 587	13 934	14 462	+ 528	103,8
Mai .....	4 750	2 420	12 790	12 511	- 279	97,8
Juin .....	4 920	2 538	14 817	13 523	-1 294	91,3
Juillet .....	4 787	2 663	13 382	14 529	+1 147	108,6
Août .....	4 841	2 297	12 882	11 447	-1 435	88,9
Septembre .....	4 768	2 576	14 145	14 548	+ 403	102,8
Octobre .....	5 292	2 461	15 504	14 974	- 530	96,6
Novembre .....	5 064	2 492	15 562	14 429	-1 133	92,7
Décembre .....	5 415	2 645	16 692	15 718	- 974	94,2
<i>Total (a) ...</i>	<b>59 142</b>	<b>29 315</b>	<b>172 090</b>	<b>164 757</b>	<b>-7 333</b>	<b>95,7</b>

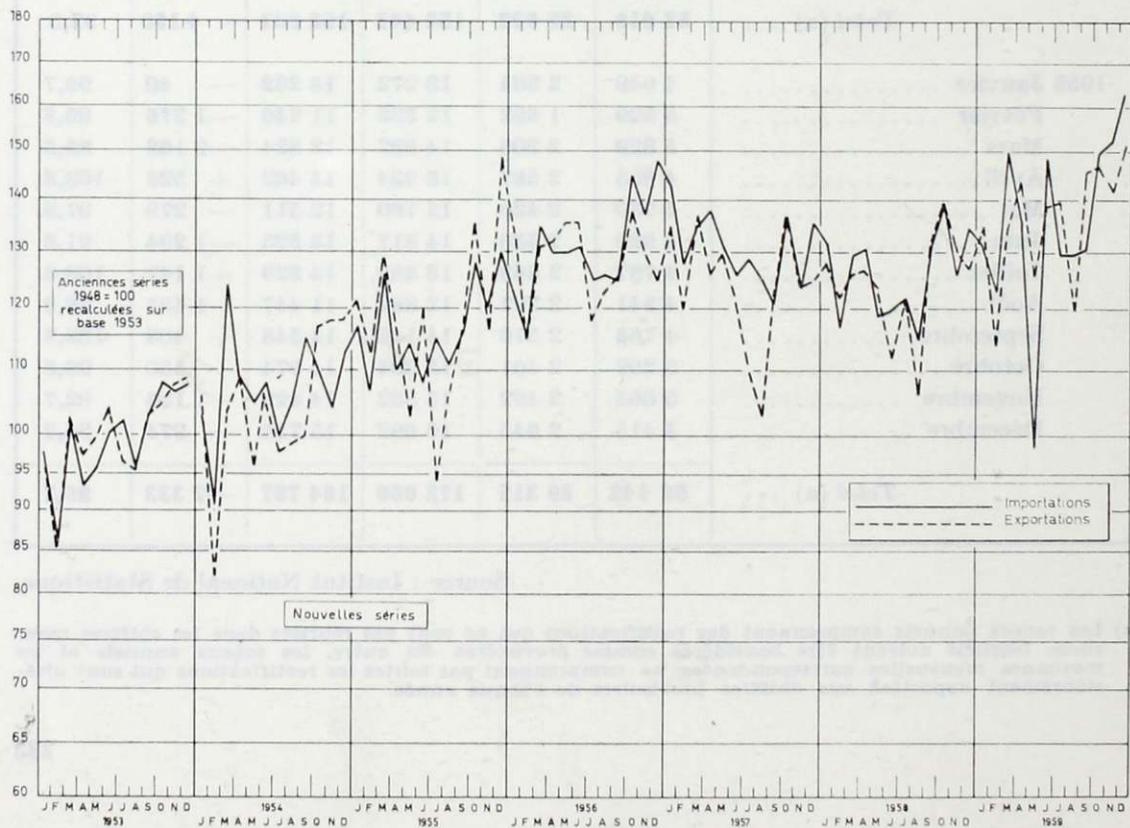
Source : Institut National de Statistique.

(a) Les totaux annuels comprennent des rectifications qui ne sont pas reprises dans les chiffres mensuels, lesquels doivent être considérés comme provisoires. En outre, les totaux annuels et les moyennes mensuelles correspondantes ne comprennent pas toutes les rectifications qui sont ultérieurement apportées aux chiffres provisoires de chaque année.

**Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise**  
**Valeur**  
(en millions de francs)



**Indices de volume**  
(1953 = 100)



**Union Economique Belgo-Luxembourgeoise**  
**Indices du volume et de la valeur moyenne à l'importation et à l'exportation**  
(1953 = 100)

DÉSIGNATION	Volume							Valeur moyenne						
	1951	1952	1955	1956	1957	1958	1959	1951	1952	1955	1956	1957	1958	1959
<b>A. Importations</b> .....	97	96	122	136	139	137	154	109	106	96	99	102	95	93
Matières premières et auxiliaires ....	99	94	121	134	138	130	153	116	109	98	100	98	87	86
Biens d'équipement .....	97	98	119	151	139	138	140	82	95	96	97	109	108	110
Biens de consommation durables ...	85	98	134	152	160	175	214	97	103	93	92	92	88	86
Biens de consommation non durables.	101	103	112	121	133	132	150	98	101	97	97	100	99	95
<b>B. Exportations</b> .....	97	91	127	136	133	136	154	120	119	97	103	106	99	95
Matières premières et auxiliaires ....	104	92	126	134	132	134	157	125	124	98	105	105	95	92
Biens d'équipement .....	96	112	120	126	129	122	120	92	98	95	100	112	120	117
Biens de consommation durables ...	101	90	169	209	204	200	248	111	104	94	94	97	101	94
Biens de consommation non durables.	103	79	129	153	150	162	177	112	105	92	94	96	94	92
<b>C. Taux d'échange</b> (= —) .....								110	112	100	104	104	105	102

Source : Institut National de Statistique.

**Union Economique Belgo-Luxembourgeoise**  
Exportations par secteur industriel  
(classification C. T. C. I.)

DÉSIGNATION	Valeur (en milliards de francs)					Pourcentage de la valeur totale						
	1951	1953	1956	1957	1958	1959	1951	1953	1956	1957	1958	1959
<b>A. Sidérurgie</b> .....	<b>33,0</b>	<b>24,9</b>	<b>39,6</b>	<b>41,3</b>	<b>37,0</b>	<b>37,5</b>	<b>24,9</b>	<b>22,0</b>	<b>25,0</b>	<b>25,9</b>	<b>24,3</b>	<b>22,8</b>
1. Formes primaires .....	2,3	1,6	2,0	3,3	4,1	3,1	1,7	1,4	1,2	2,1	2,7	1,9
2. Produits mi-finis .....	30,8	23,3	37,6	38,0	32,9	34,4	23,2	20,6	23,8	23,8	21,6	20,9
<b>B. Fabrications métalliques</b> .....	<b>16,7</b>	<b>18,4</b>	<b>23,8</b>	<b>25,7</b>	<b>27,4</b>	<b>28,5</b>	<b>12,6</b>	<b>16,3</b>	<b>15,1</b>	<b>16,1</b>	<b>18,0</b>	<b>17,3</b>
1. Articles manufacturés non dénommés ailleurs .....	3,9	3,1	4,3	4,6	4,3	4,8	2,9	2,7	2,7	2,9	2,8	2,9
2. Machines (sauf électriques) .....	4,2	4,4	5,9	7,2	7,5	7,6	3,2	3,9	3,7	4,5	4,9	4,6
dont : machines pour le travail des métaux .....	(0,6)	(0,6)	(0,6)	(0,6)	(0,6)	(0,6)	(0,5)	(0,6)	(0,4)	(0,4)	(0,4)	(0,3)
machines textiles .....	(0,9)	(0,5)	(0,8)	(0,9)	(0,9)	(0,9)	(0,6)	(0,5)	(0,5)	(0,6)	(0,6)	(0,6)
3. Machines et appareils électriques .....	3,4	3,3	4,9	5,1	5,7	4,8	2,6	2,9	3,1	3,2	3,7	2,9
4. Matériel de transport .....	3,9	5,0	7,4	6,9	8,1	8,9	2,9	4,4	4,7	4,3	5,3	5,4
dont : matériel ferroviaire .....	(0,9)	(1,9)	(1,4)	(1,7)	(1,7)	(1,3)	(0,7)	(1,6)	(0,8)	(1,1)	(1,1)	(0,8)
véhicules à moteur .....	(1,3)	(1,4)	(3,6)	(3,1)	(3,5)	(4,4)	(1,0)	(1,2)	(2,3)	(1,9)	(2,3)	(2,7)
bateaux et navires .....	(1,2)	(1,5)	(2,0)	(1,3)	(2,5)	(2,2)	(0,9)	(1,3)	(1,2)	(0,8)	(1,6)	(1,3)
5. Armes et munitions .....	1,3	2,7	1,4	1,8	1,8	2,3	1,0	2,4	0,9	1,1	1,2	1,4
<b>C. Métaux non ferreux</b> .....	<b>11,9</b>	<b>10,0</b>	<b>14,7</b>	<b>11,2</b>	<b>10,4</b>	<b>12,8</b>	<b>9,0</b>	<b>8,9</b>	<b>9,3</b>	<b>7,0</b>	<b>6,8</b>	<b>7,8</b>
1. Non travaillés .....	9,0	8,4	11,4	8,4	7,6	9,6	6,8	7,5	7,2	5,3	5,0	5,9
2. Travaillés .....	2,9	1,6	3,3	2,8	2,8	3,2	2,2	1,4	2,1	1,7	1,8	1,9
<b>D. Industrie textile</b> .....	<b>30,4</b>	<b>21,8</b>	<b>25,6</b>	<b>26,6</b>	<b>21,9</b>	<b>24,8</b>	<b>22,9</b>	<b>19,3</b>	<b>16,2</b>	<b>16,7</b>	<b>14,3</b>	<b>15,0</b>
1. Fibres .....	10,3	7,1	7,3	7,4	5,2	6,2	7,8	6,3	4,6	4,6	3,4	3,8
2. Fils .....	7,2	5,1	5,5	5,7	4,7	5,4	5,4	4,5	3,5	3,6	3,0	3,3
3. Tissus et cordages .....	11,5	8,4	10,5	11,1	9,9	10,9	8,6	7,4	6,7	7,6	6,5	6,6
4. Autres produits finis .....	1,4	1,2	2,3	2,3	2,1	2,2	1,1	1,0	1,4	1,4	1,4	1,4

<b>E. Industrie chimique</b> .....	<b>10,3</b>	<b>8,0</b>	<b>10,2</b>	<b>11,0</b>	<b>11,5</b>	<b>12,9</b>	<b>7,8</b>	<b>7,1</b>	<b>6,5</b>	<b>6,9</b>	<b>7,6</b>	<b>7,8</b>
1. Produits inorganiques .....	1,6	1,1	1,8	1,7	1,5	2,4	1,2	1,0	1,2	1,1	1,0	1,5
2. Produits organiques .....	1,1	0,6	0,8	0,8	0,8	0,9	0,8	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5
3. Teintures, tannants et colorants .....	1,1	0,4	0,3	0,3	0,2	0,2	0,8	0,4	0,2	0,2	0,2	0,1
4. Produits pharmaceutiques .....	0,3	0,5	0,8	0,9	0,8	0,9	0,2	0,4	0,5	0,6	0,5	0,6
5. Engrais manufacturés .....	4,7	4,2	5,1	5,5	6,6	6,6	3,6	3,7	3,2	3,4	4,3	4,0
6. Divers .....	1,5	1,1	1,5	1,7	1,6	1,8	1,2	1,0	0,9	1,1	1,1	1,1
<b>F. Produits alimentaires, boissons, tabacs</b> ..	<b>6,6</b>	<b>5,2</b>	<b>6,5</b>	<b>6,1</b>	<b>7,6</b>	<b>7,7</b>	<b>4,9</b>	<b>4,6</b>	<b>4,1</b>	<b>3,8</b>	<b>5,0</b>	<b>4,7</b>
dont : sucre et sucreries .....	(1,7)	(1,4)	(1,0)	(0,8)	(0,9)	(0,8)	(1,3)	(1,3)	(0,6)	(0,5)	(0,6)	(0,5)
viandes fraîches ou préparées .....	(0,9)	(0,5)	(0,6)	(0,4)	(0,7)	(0,7)	(0,7)	(0,4)	(0,3)	(0,3)	(0,4)	(0,4)
produits laitiers .....	(0,1)	(0,3)	(0,4)	(0,6)	(0,8)	(0,7)	(0,1)	(0,2)	(0,3)	(0,4)	(0,5)	(0,4)
<b>G. Industrie diamantaire</b> .....	<b>3,4</b>	<b>3,5</b>	<b>7,1</b>	<b>6,2</b>	<b>6,5</b>	<b>8,4</b>	<b>2,6</b>	<b>3,1</b>	<b>4,5</b>	<b>3,9</b>	<b>4,3</b>	<b>5,1</b>
<b>H. Charbonnages et cokeries</b> .....	<b>2,5</b>	<b>4,2</b>	<b>5,6</b>	<b>5,9</b>	<b>4,2</b>	<b>2,7</b>	<b>1,9</b>	<b>3,7</b>	<b>3,6</b>	<b>3,7</b>	<b>2,8</b>	<b>1,6</b>
<b>I. Industrie du pétrole</b> .....	<b>1,2</b>	<b>3,0</b>	<b>3,9</b>	<b>4,4</b>	<b>5,2</b>	<b>5,8</b>	<b>0,9</b>	<b>2,7</b>	<b>2,5</b>	<b>2,8</b>	<b>3,4</b>	<b>3,6</b>
<b>J. Industries diverses</b> .....	<b>9,7</b>	<b>7,1</b>	<b>10,7</b>	<b>10,3</b>	<b>9,8</b>	<b>11,9</b>	<b>7,3</b>	<b>6,3</b>	<b>6,7</b>	<b>6,5</b>	<b>6,4</b>	<b>7,3</b>
1. Matériaux de construction .....	1,4	1,8	1,9	1,9	1,5	1,9	1,1	1,6	1,2	1,2	1,0	1,1
dont : ciment .....	(1,2)	(1,1)	(1,0)	(1,1)	(0,8)	(0,9)	(0,9)	(1,0)	(0,7)	(0,7)	(0,5)	(0,5)
2. Industrie verrière .....	2,3	2,2	3,9	3,5	3,9	5,1	1,7	2,0	2,5	2,2	2,6	3,1
dont : verre plat .....	(1,7)	(1,8)	(3,0)	(2,6)	(2,9)	(3,9)	(1,3)	(1,6)	(1,9)	(1,6)	(1,9)	(2,4)
3. Papier et ouvrages .....	1,8	0,9	1,5	1,6	1,6	1,6	1,4	0,8	0,9	1,0	1,1	1,0
4. Caoutchouc et ouvrages .....	1,0	0,6	1,0	0,9	0,9	1,0	0,8	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6
5. Bois et ouvrages .....	0,7	0,5	1,1	1,1	0,9	1,3	0,5	0,5	0,7	0,7	0,6	0,8
6. Huiles et graisses .....	2,2	1,0	1,1	0,9	0,7	0,6	1,7	0,9	0,7	0,6	0,4	0,4
7. Chaussures .....	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,4	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2
<b>Total (A à J)</b> .....	<b>125,8</b>	<b>106,1</b>	<b>147,8</b>	<b>148,6</b>	<b>141,5</b>	<b>153,2</b>	<b>94,8</b>	<b>93,9</b>	<b>93,5</b>	<b>93,3</b>	<b>92,9</b>	<b>93,0</b>
<b>K. Autres secteurs</b> .....	<b>6,9</b>	<b>6,9</b>	<b>10,3</b>	<b>10,7</b>	<b>10,8</b>	<b>11,6</b>	<b>5,2</b>	<b>6,1</b>	<b>6,5</b>	<b>6,7</b>	<b>7,1</b>	<b>7,0</b>
<b>Total général</b> .....	<b>132,7</b>	<b>113,0</b>	<b>158,1</b>	<b>159,3</b>	<b>152,3</b>	<b>164,7</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Sources : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

**Union Economique Belgo-Luxembourgeoise**  
**Importations par secteur industriel**  
(classification C. T. C. I.)

DÉSIGNATION	Valeur (en milliards de francs)					Pourcentage de la valeur totale						
	1951	1953	1956	1957	1958	1959	1951	1953	1956	1957	1958	1959
<b>A. Sidérurgie</b> .....	2,4	3,0	5,2	5,9	4,2	4,9	1,9	2,5	3,2	3,4	2,7	2,8
1. Formes primaires.....	1,2	1,6	2,5	2,5	1,9	2,2	1,0	1,3	1,5	1,4	1,2	1,7
2. Produits mi-finis.....	1,2	1,5	2,8	3,4	2,3	2,7	0,9	1,2	1,7	2,0	1,5	1,0
<b>B. Fabrications métalliques</b> .....	17,8	22,5	31,9	32,7	32,9	35,6	14,0	18,5	19,5	19,1	21,0	20,7
1. Articles manufacturés non dénommés ailleurs.....	2,1	2,4	3,1	3,3	3,1	3,1	1,6	2,0	1,9	1,9	2,0	1,8
2. Machines (sauf électriques).....	7,5	9,6	13,6	13,4	12,2	12,9	5,9	7,9	8,3	7,8	7,8	7,5
dont : machines pour le travail des métaux.....	(0,5)	(0,8)	(1,2)	(0,9)	(0,7)	(0,8)	(0,4)	(0,6)	(0,7)	(0,5)	(0,4)	(0,5)
machines textiles.....	(1,0)	(0,9)	(1,3)	(1,4)	(1,2)	(1,0)	(0,7)	(0,8)	(0,8)	(0,8)	(0,8)	(0,6)
3. Machines et appareils électriques...	2,7	3,3	5,2	5,2	5,4	5,8	2,1	2,7	3,2	3,0	3,4	3,4
4. Matériel de transport.....	5,5	6,5	9,7	10,5	11,9	13,3	4,3	5,4	5,9	6,1	7,6	7,7
dont : matériel ferroviaire.....	(0,2)	(0,3)	(0,3)	(0,4)	(0,4)	(0,2)	(0,2)	(0,2)	(0,2)	(0,2)	(0,3)	(0,1)
véhicules à moteur.....	(4,3)	(5,1)	(6,9)	(8,0)	(8,5)	(10,1)	(3,4)	(4,2)	(4,2)	(4,7)	(5,4)	(5,9)
bateaux et navires.....	(0,4)	(0,3)	(0,7)	(0,5)	(1,0)	(0,6)	(0,2)	(0,2)	(0,5)	(0,3)	(0,6)	(0,4)
5. Armes et munitions.....	0,1	0,6	0,2	0,3	0,3	0,4	0,1	0,5	0,2	0,2	0,2	0,2
<b>C. Métaux non ferreux</b> .....	5,7	6,8	11,2	8,0	7,5	9,3	4,5	5,6	6,8	4,7	4,8	5,4
1. Non travaillés.....	5,3	6,4	10,6	7,4	7,0	8,6	4,2	5,3	6,4	4,3	4,5	5,0
2. Travaillés.....	0,4	0,4	0,6	0,6	0,5	0,6	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4
<b>D. Industrie textile</b> .....	23,9	19,4	20,9	23,8	17,3	20,1	18,8	16,0	12,8	13,9	11,1	11,6
1. Fibres.....	17,7	13,7	14,1	15,6	10,1	11,6	13,9	11,4	8,6	9,1	6,5	6,7
2. Fils.....	1,9	1,3	1,5	1,8	1,3	1,8	1,5	1,0	0,9	1,0	0,8	1,0
3. Tissus et cordages.....	3,1	3,1	4,0	4,7	4,3	4,9	2,4	2,5	2,4	2,7	2,7	2,8
4. Autres produits finis.....	1,2	1,3	1,4	1,6	1,7	1,8	1,0	1,1	0,8	0,9	1,1	1,1

<b>E. Industrie chimique</b> .....	6,1	5,5	8,8	10,0	10,2	11,4	4,8	4,5	5,4	5,8	6,5	6,6
1. Produits inorganiques .....	0,9	0,8	1,5	1,4	1,5	1,6	0,7	0,6	0,9	0,8	1,0	0,9
2. Produits organiques .....	0,9	0,7	1,2	1,4	1,3	1,5	0,7	0,6	0,7	0,8	0,8	0,9
3. Teintures, tannants et colorants .....	1,0	0,8	0,9	1,0	0,9	1,0	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6
4. Produits pharmaceutiques .....	0,7	0,9	1,2	1,9	1,8	1,9	0,6	0,7	0,8	1,1	1,1	1,1
5. Engrais manufacturés .....	1,1	1,4	1,5	1,8	2,0	2,0	0,9	1,1	0,9	1,0	1,3	1,2
6. Divers .....	1,5	0,9	2,5	2,5	2,7	3,2	1,2	0,8	1,5	1,5	1,7	1,9
<b>F. Produits alimentaires, boissons, tabacs</b> ..	23,4	21,7	24,0	24,0	23,3	24,9	18,3	18,0	14,6	14,0	14,9	14,5
dont : sucre et sucreries .....	(0,5)	(0,7)	(0,4)	(0,7)	(0,5)	(0,6)	(0,4)	(0,6)	(0,3)	(0,4)	(0,3)	(0,3)
viandes fraîches ou préparées .....	(0,9)	(0,7)	(0,8)	(1,1)	(1,0)	(0,9)	(0,7)	(0,6)	(0,5)	(0,6)	(0,6)	(0,5)
produits laitiers .....	(3,2)	(2,8)	(2,1)	(2,2)	(1,6)	(2,0)	(2,5)	(2,3)	(1,3)	(1,3)	(1,0)	(1,1)
<b>G. Industrie diamantaire</b> .....	3,3	3,3	6,1	6,4	5,4	8,1	2,6	2,8	3,7	3,7	3,5	4,7
<b>H. Charbonnages et cokeries</b> .....	4,3	4,1	7,3	8,6	8,4	8,1	3,4	3,4	4,5	5,0	5,4	4,7
<b>I. Industrie du pétrole</b> .....	6,2	7,3	10,8	13,6	12,7	11,6	4,8	6,1	6,6	7,9	8,1	6,7
1. Produit brut ou semi-raffiné .....	1,2	3,7	6,0	7,7	7,8	7,4	0,9	3,1	3,7	4,5	5,0	4,2
2. Produits dérivés .....	5,0	3,6	4,8	5,9	4,9	4,2	3,9	3,0	2,9	3,4	3,1	2,5
<b>J. Industries diverses</b> .....	12,3	8,6	12,2	13,3	11,9	12,9	9,6	7,1	7,5	7,8	7,6	7,5
1. Matériaux de construction .....	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Industrie verrière .....	0,3	0,3	0,5	0,5	0,5	0,6	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
3. Papier et ouvrages .....	3,8	2,6	4,0	4,4	4,1	4,1	3,0	2,1	2,4	2,6	2,6	2,4
4. Caoutchouc et ouvrages .....	2,0	1,2	1,9	1,8	1,7	2,0	1,6	1,0	1,2	1,0	1,1	1,2
5. Bois et ouvrages .....	3,2	2,5	3,6	4,0	3,4	3,7	2,5	2,1	2,2	2,3	2,2	2,2
6. Huiles et graisses .....	2,4	1,4	1,7	1,7	1,4	1,5	1,9	1,2	1,0	1,0	0,9	0,9
7. Chaussures .....	0,3	0,4	0,4	0,5	0,6	0,7	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4
<b>Total (A à J)</b> .....	105,5	102,3	138,5	146,3	133,8	147,1	82,7	84,5	84,6	85,3	85,6	85,2
<b>K. Autres secteurs</b> .....	22,0	18,8	25,1	25,3	22,6	25,0	17,3	15,5	15,4	14,7	14,4	14,8
<b>Total général</b> .....	127,5	121,1	163,6	171,6	156,4	172,1	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

## Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

### Analyse de la balance commerciale

#### suivant les sections et divisions de la Classification Type pour le Commerce International

(en millions de francs)

SECTIONS ET DIVISIONS	1951	1953	1956	1957	1958	1959
0. Produits alimentaires .....	- 15 187	- 14 771	- 15 467	- 15 737	- 13 472	- 15 022
1. Boissons et tabacs .....	- 1 597	- 1 815	- 1 983	- 2 160	- 2 241	- 2 227
2. Matières brutes non comestibles, carburants non compris. dont : 26. Fibres textiles et déchets de fibres textiles....	- 24 909	- 18 987	- 25 662	- 26 819	- 19 828	- 21 483
28. Minerais métallifères et déchets de métaux....	( - 7 351)	( - 6 597)	( - 6 816)	( - 8 143)	( - 4 972)	( - 5 349)
3. Combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes.	( - 7 731)	( - 6 761)	( - 10 354)	( - 9 699)	( - 7 577)	( - 7 889)
4. Huiles et graisses d'origine animale ou végétale .....	- 6 770	- 4 212	- 8 544	- 11 803	- 11 618	- 11 193
5. Produits chimiques .....	- 196	+ 471	- 633	- 730	- 753	- 824
6. Articles manufacturés .....	+ 4 145	+ 1 955	+ 1 457	+ 962	+ 1 314	+ 1 498
61. Cuirs, articles manufacturés en cuir, non dé- nommés ailleurs et fourrures apprêtées .....	+ 55 162	+ 38 689	+ 54 487	+ 53 326	+ 50 484	+ 53 564
62. Caoutchouc manufacturé, non dénommé ail- leurs .....	( - 131)	( - 143)	( - 181)	( - 237)	( - 260)	( - 291)
63. Articles manufacturés en bois et en liège (à l'exception des meubles) .....	( + 152)	( - 64)	( - 68)	( - 141)	( - 194)	( - 270)
64. Papier, carton et articles manufacturés en pa- pier, carton ou pâte de bois .....	( - 358)	( - 311)	( - 276)	( - 281)	( - 276)	( - 122)
65. Filés, tissus, articles textiles façonnés et pro- duits connexes (autres que les vêtements et les chaussures) .....	( - 361)	( - 876)	( - 1 239)	( - 1 545)	( - 1 384)	( - 1 437)
66. Articles minéraux non métalliques, manufac- turés, non dénommés ailleurs .....	( + 13 631)	( + 9 189)	( + 10 547)	( + 10 325)	( + 9 040)	( + 9 618)
67. Argent, platine, pierres précieuses et bijoux ..	( + 3 162)	( + 2 939)	( + 4 517)	( + 3 970)	( + 3 974)	( + 5 588)
68. Métaux communs .....	( + 21)	( + 129)	( + 1 006)	( - 307)	( + 1 163)	( + 676)
69. Articles manufacturés en métal .....	( + 36 025)	( + 25 104)	( + 37 856)	( + 38 675)	( + 35 693)	( + 36 139)
7. Machines et matériel de transport .....	( + 3 020)	( + 2 721)	( + 2 325)	( + 2 866)	( + 2 728)	( + 3 662)
71. Machines, à l'exception des machines électriques	- 4 179	- 6 763	- 10 382	- 9 936	- 8 147	- 10 819
72. Machines électriques et appareils accessoires .	( - 3 282)	( - 5 213)	( - 7 737)	( - 6 142)	( - 4 640)	( - 5 344)
73. Matériel de transport .....	( + 683)	( + 46)	( - 284)	( - 116)	( - 274)	( - 1 018)
8. Articles manufacturés divers .....	( - 1 580)	( - 1 596)	( - 2 367)	( - 3 677)	( - 3 781)	( - 4 456)
9. Marchandises diverses non dénommées ailleurs .....	- 516	- 1 360	- 233	- 968	- 1 468	- 1 596
	- 798	- 427	+ 1 459	+ 1 545	+ 1 569	+ 770
<i>Balance générale</i> ...	+ 5 155	- 8 162	- 5 501	- 12 320	- 4 160	- 7 333

Sources : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique  
et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

**Union Economique Belgo-Luxembourgeoise**  
**Exportations par pays de destination**

PAYS DE DESTINATION (a)	Valeur (en milliards de francs)						Pourcentage de la valeur totale							
	1951	1953	1955	1956	1957	1958	1959	1951	1953	1955	1956	1957	1958	1959
	1. Pays-Bas .....	23,8	20,1	28,8	34,7	36,2	31,5	35,0	17,9	17,8	20,7	21,9	22,7	20,7
2. Allemagne Occidentale .....	8,0	10,5	16,3	16,1	16,3	17,6	21,8	6,1	9,3	11,8	10,2	10,2	11,6	13,3
3. États-Unis .....	10,5	11,5	12,2	15,1	13,1	14,1	21,8	7,9	10,2	8,8	9,6	8,2	9,3	13,2
4. France (b) .....	12,1	9,1	13,9	16,9	17,6	16,1	14,9	9,2	8,0	10,0	10,7	11,0	10,6	9,1
5. Royaume-Uni .....	13,3	8,8	8,9	10,1	8,9	8,7	9,7	10,0	7,8	6,4	6,4	5,6	5,7	6,0
6. Suisse .....	5,1	3,0	3,8	4,8	4,6	4,4	4,5	3,8	2,7	2,7	3,0	2,9	2,9	2,8
7. Suède .....	5,3	3,9	4,8	4,8	5,3	4,0	4,5	4,0	3,5	3,5	3,0	3,3	2,6	2,8
8. Congo Belge et Ruanda-Urundi .....	5,4	6,6	6,6	7,1	7,0	5,9	4,5	4,1	5,8	4,8	4,5	4,4	3,9	2,8
9. Italie .....	2,8	3,7	3,1	3,2	3,3	3,5	4,3	2,1	3,3	2,2	2,0	2,1	2,3	2,6
10. Danemark .....	2,3	2,5	2,9	2,7	2,6	2,5	2,7	1,8	2,2	2,1	1,7	1,6	1,6	1,7
11. Canada .....	1,8	1,5	1,4	2,5	2,1	1,7	2,1	1,4	1,4	1,0	1,6	1,3	1,1	1,3
12. Argentine .....	1,8	0,2	1,2	0,8	2,8	3,1	2,1	1,4	0,2	0,8	0,5	1,8	2,0	1,3
13. Norvège .....	2,4	2,0	2,4	2,2	2,1	1,9	1,7	1,8	1,8	1,7	1,4	1,3	1,2	1,1
14. Venezuela .....	0,7	0,8	1,0	1,4	1,8	1,7	1,7	0,5	0,7	0,7	0,9	1,1	1,1	1,0
15. Chine (République populaire) .....	0,5	0,1	0,4	1,1	1,1	2,6	1,6	0,4	—	0,3	0,7	0,7	1,7	1,0
16. Portugal .....	1,6	1,8	1,5	1,4	1,5	1,7	1,5	1,2	1,6	1,1	0,9	0,9	1,1	0,9
17. Autriche .....	1,4	0,8	0,9	0,9	0,9	1,0	1,3	1,0	0,7	0,6	0,6	0,6	0,7	0,8
18. Espagne .....	0,8	0,7	1,0	1,5	1,0	1,0	1,1	0,6	0,6	0,7	0,9	0,6	0,7	0,7
19. Japon .....	1,4	0,9	0,8	1,0	1,3	0,9	1,1	1,0	0,8	0,6	0,7	0,8	0,6	0,7
20. Finlande .....	1,7	0,7	1,2	1,3	1,3	1,0	1,1	1,3	0,6	0,8	0,8	0,8	0,7	0,6
21. Grèce .....	1,1	0,7	0,8	0,8	0,9	1,1	1,0	0,8	0,6	0,6	0,5	0,6	0,7	0,6
22. Union Sud-Africaine .....	1,8	1,3	1,4	1,4	1,6	1,4	0,9	1,4	1,2	1,0	0,9	1,0	0,9	0,5
23. Australie .....	0,3	0,6	1,3	1,0	0,7	0,8	0,8	0,2	0,5	0,9	0,7	0,4	0,6	0,5
24. Liberia .....	—	—	0,1	0,6	0,3	0,5	0,8	—	—	—	0,4	0,2	0,3	0,5
25. Inde .....	0,9	1,0	1,1	2,4	2,0	1,9	0,8	0,7	0,9	0,8	1,5	1,3	1,2	0,5
Autres pays .....	25,9	20,2	21,2	22,3	23,0	21,7	20,6	19,5	17,9	15,4	14,0	14,5	14,2	12,5
<b>Total .....</b>	<b>132,7</b>	<b>113,0</b>	<b>139,0</b>	<b>158,1</b>	<b>159,3</b>	<b>152,3</b>	<b>164,8</b>	<b>100,0</b>						

Sources : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique  
et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Classés d'après le montant des exportations en 1959.  
(b) Y compris la Sarre de 1953 à 1958.

**Union Economique Belgo-Luxembourgeoise**  
Principales exportations vers les Etats-Unis  
(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	1951	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
V. <i>Produits minéraux</i> .....	188	157	129	360	219	263	157	161
dont : huiles de goudron, etc. ....	154	98	61	120	119	99	76	76
VI. <i>Produits chimiques, etc.</i> .....	455	806	463	644	760	902	906	1 828
dont : produits chimiques proprement dits	232	203	170	259	264	221	196	776
engrais .....	181	363	77	120	112	122	219	310
produits photographiques, etc. ....	77	165	152	209	324	498	445	639
VII. <i>Peaux, cuirs et pelleteries, etc.</i> .....	92	109	89	114	130	97	80	104
dont : pelleteries .....	70	93	72	96	107	59	38	57
XI. <i>Matières textiles et ouvrages</i> .....	1 723	1 886	1 666	2 092	2 235	2 192	1 781	2 504
dont : soie artificielle .....	123	278	197	352	219	248	228	262
laine, etc. ....	625	642	583	807	1 017	952	708	1 249
coton, etc. ....	141	272	195	188	189	193	150	169
lin, etc. ....	634	525	522	557	600	581	483	587
vêtements, linge, etc. ....	154	90	82	88	81	77	77	105
XIII. <i>Ouvrages en pierres, céramiques, verre, etc.</i>	344	582	496	916	1 110	823	888	1 519
dont : verre et ouvrages en verre .....	335	557	466	896	1 075	792	832	1 354
XIV. <i>Perles fines, pierres précieuses, etc.</i> .....	1 750	1 459	2 251	3 301	3 860	2 763	3 087	4 185
XV. <i>Métaux communs et ouvrages</i> .....	4 735	5 583	3 357	3 966	5 804	4 850	5 961	9 803
dont : fer, fonte, acier .....	3 405	3 736	1 952	2 149	3 898	3 363	4 368	7 800
étain .....	876	930	789	737	737	406	352	95
zinc .....	58	191	74	221	506	413	202	71
métaux rares .....	346	469	359	451	231	229	428	800
XVI. <i>Machines, matériel électrique</i> .....	181	271	310	163	299	413	254	344
Machines et appareils .....	112	233	261	114	242	331	156	286
Matériel électrique .....	69	38	49	49	57	82	98	58
XVII. <i>Matériel de transport</i> .....	407	11	15	24	36	68	196	470
XIX. <i>Armes et munitions</i> .....	177	256	206	286	221	330	303	346
<i>Total</i> .....	10 052	11 120	8 976	11 866	14 674	12 501	13 613	21 264
<i>Autres postes</i> .....	447	424	299	317	416	412	463	522
<i>Total des exportations</i> .....	10 499	11 544	9 275	12 183	15 090	13 113	14 076	21 786

(a) Sections et chapitres du Tarif douanier.

Source : Institut National de Statistique.

**Union Economique Belgo-Luxembourgeoise**  
Importations par pays de provenance

PAYS DE PROVENANCE (a)	Valeur (en milliards de francs)						Pourcentage de la valeur totale							
	1951	1953	1955	1956	1957	1958	1959	1951	1953	1955	1956	1957	1958	1959
	1. Allemagne Occidentale .....	13,1	14,9	19,7	24,3	26,7	26,8	28,1	10,3	12,3	13,9	14,9	15,6	17,1
2. Pays-Bas .....	11,2	16,6	18,8	21,4	24,3	24,6	27,1	8,8	13,7	13,2	13,1	14,2	15,7	15,8
3. France (b) .....	13,1	13,4	17,7	19,5	20,4	18,1	21,6	10,3	11,1	12,4	11,9	11,9	11,6	12,6
4. Etats-Unis .....	20,6	12,4	15,7	20,4	21,2	15,5	16,2	16,1	10,3	11,0	12,5	12,3	9,9	9,4
5. Royaume-Uni .....	10,6	11,0	12,1	13,2	14,1	11,6	14,3	8,3	9,0	8,5	8,1	8,2	7,4	8,3
6. Congo Belge et Ruanda-Urundi .....	10,1	9,1	11,7	12,1	9,5	8,3	9,8	7,9	7,5	8,2	7,4	5,5	5,3	5,8
7. Suède .....	3,8	3,9	4,5	4,9	5,2	4,8	4,7	3,0	3,2	3,2	3,0	3,0	3,1	2,7
8. Italie .....	1,9	1,8	2,2	2,4	3,2	3,4	4,0	1,5	1,5	1,5	1,4	1,9	2,2	2,3
9. Suisse .....	3,3	3,0	2,9	3,3	3,4	3,2	3,2	2,6	2,5	2,0	2,0	2,0	2,0	1,9
10. Australie .....	4,5	3,6	3,3	3,4	3,8	2,7	2,9	3,5	3,0	2,3	2,1	2,2	1,7	1,7
11. Iran .....	0,8	0,1	0,5	1,2	2,5	3,5	2,7	0,6	—	0,3	0,7	1,4	2,2	1,6
12. Argentine .....	1,4	2,4	1,2	1,7	2,0	2,2	2,4	1,1	2,0	0,9	1,0	1,2	1,4	1,4
13. Canada .....	4,1	2,9	2,5	2,3	2,1	2,2	2,3	3,2	2,4	1,7	1,4	1,2	1,4	1,3
14. Irak .....	0,1	1,1	1,6	1,5	0,2	0,4	2,0	—	0,8	1,1	0,9	0,1	0,2	1,1
15. Finlande .....	1,3	0,8	1,5	1,7	1,8	1,5	1,7	1,0	0,7	1,1	1,0	1,0	1,0	1,0
16. U.R.S.S. ....	0,9	0,8	1,5	1,8	1,7	1,3	1,6	0,7	0,7	1,1	1,1	1,0	0,8	0,9
17. Union Sud-Africaine .....	1,2	0,8	1,6	2,0	2,0	1,4	1,6	0,9	0,7	1,1	1,2	1,2	0,9	0,9
18. Brésil .....	1,9	1,5	1,1	1,5	1,0	0,9	1,2	1,5	1,2	0,8	0,9	0,6	0,6	0,7
19. Koweït .....	0,5	2,0	1,4	1,3	2,4	1,8	1,0	0,4	1,7	1,0	0,8	1,4	1,2	0,6
20. Japon .....	0,3	0,4	0,5	0,7	0,9	1,0	1,0	0,2	0,3	0,4	0,4	0,5	0,6	0,6
21. Danemark .....	0,1	1,0	0,6	0,7	0,7	0,8	0,9	—	0,8	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5
22. Autriche .....	—	0,5	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	—	0,4	0,5	0,5	0,4	0,5	0,5
Autres pays .....	22,7	17,1	18,9	21,5	21,7	19,6	20,9	17,8	14,2	13,3	13,1	12,7	12,7	12,0
<i>Total</i> .....	<b>127,5</b>	<b>121,1</b>	<b>142,2</b>	<b>163,6</b>	<b>171,6</b>	<b>156,4</b>	<b>172,1</b>	<b>100,0</b>						

(a) Classés d'après le montant des importations en 1959.  
(b) Y compris la Sarre de 1954 à 1958.

Sources : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique  
et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

**Union Economique Belgo-Luxembourgeoise**  
**Principales importations en provenance des Etats-Unis**  
(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	1951	1953	1956	1957	1958	1959
II. <i>Produits du règne végétal</i> .....	4 057	2 261	4 071	2 653	3 013	4 029
dont : fruits comestibles .....	362	368	534	545	329	254
céréales .....	3 111	1 735	2 962	1 678	2 342	3 112
graines, etc. ....	—	103	494	360	292	583
III. <i>Corps gras</i> .....	958	288	238	255	94	148
IV. <i>Produits des industries alimentaires</i> ..	1 225	794	932	956	916	1 038
dont : cacao et ses préparations .....	178	52	3	3	6	8
préparations de légumes, etc. ..	148	142	238	334	325	292
tabacs .....	688	492	443	441	431	424
V. <i>Produits minéraux</i> .....	2 598	1 356	3 045	4 279	2 250	1 554
dont : sel, soufre, etc. ....	155	78	140	215	163	142
combustibles, etc. ....	2 296	1 167	2 727	3 900	1 965	1 272
VI. <i>Produits chimiques, etc.</i> .....	1 360	942	1 402	1 790	1 607	1 899
dont : produits chimiques proprement						
dits .....	572	356	630	692	658	739
produits pharmaceutiques .....	196	237	327	639	531	712
extraits tannants .....	260	179	284	271	235	250
savons, bougies, etc. ....	226	70	70	86	66	71
VII. <i>Peaux, cuirs, pelleteries, etc.</i> .....	288	121	138	154	130	153
VIII. <i>Caoutchouc et ouvrages</i> .....	162	91	237	210	210	234
IX. <i>Bois, liège et ouvrages</i> .....	180	84	106	81	37	31
dont : bois et ouvrages .....	137	83	104	79	36	30
X. <i>Papier et ses applications</i> .....	218	108	201	272	258	260
Matières premières .....	67	15	57	99	103	108
Carton et papier, ouvrages .....	121	62	109	134	113	117
Livres .....	30	31	35	38	41	35
XI. <i>Matières textiles et ouvrages</i> .....	3 021	1 171	1 421	2 883	1 443	1 078
dont : soie artificielle, etc. ....	181	112	142	168	123	141
coton .....	2 569	924	1 044	2 431	1 097	585
bonneterie .....	50	12	19	28	20	15
vêtements, lingerie, etc. ....	113	49	63	72	57	52
XIV. <i>Pierres précieuses, etc.</i> .....	309	209	419	519	239	484
XV. <i>Métaux et ouvrages en métal</i> .....	1 236	809	1 746	1 611	580	437
dont : fer, acier, etc. ....	548	512	1 404	1 316	404	220
plomb .....	497	211	212	160	40	67
XVI. <i>Machines, matériel électrique</i> .....	2 344	2 066	2 976	2 461	1 871	1 948
Machines et appareils .....	1 794	1 556	2 255	1 900	1 383	1 419
Matériel électrique .....	550	510	721	561	488	530
XVII. <i>Matériel de transport</i> .....	1 898	1 572	2 716	2 334	2 129	1 911
dont : automobiles, cycles, etc. ....	1 767	1 273	1 521	1 580	1 261	1 149
aviation, navigation .....	104	287	1 169	739	852	752
XVIII. <i>Instruments et appareils scientifiques</i> ..	184	195	256	276	283	394
dont : appareils d'optique, etc. ....	129	116	135	139	146	234
<i>Total</i> ...	20 038	12 067	19 904	20 734	15 060	15 598
<i>Autres postes</i> .....	437	371	525	513	437	654
<i>Total des importations</i> ...	20 475	12 438	20 429	21 247	15 497	16 252

Source : Institut National de Statistique.

(a) Sections et chapitres du Tarif douanier.

## Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

### Importations, exportations et balance commerciale apparente par zone monétaire en 1958 et 1959 (a)

(en millions de francs)

ZONE MONÉTAIRE	1958			1959		
	Impor- tations (c. i. f.)	Expor- tations (f. o. b.)	Solde	Impor- tations (c. i. f.)	Expor- tations (f. o. b.)	Solde
I. Zone dollar .....	22 446	21 808	— 638	22 809	30 416	+ 7 607
1. U.S.A. ....	15 497	14 076	— 1 421	16 252	21 786	+ 5 534
2. Canada .....	2 215	1 722	— 493	2 289	2 164	— 125
3. Autres pays (b)..	4 734	6 010	+ 1 276	4 268	6 466	+ 2 198
II. Zone A.M.E. ....	109 731	106 367	— 3 364	122 431	113 943	— 8 488
III. Espagne et T.O.M.	737	1 170	+ 433	918	1 345	+ 427
IV. Europe orientale (c) .	4 656	4 450	— 206	5 593	4 525	— 1 068
V. Congo Belge et Ruan- da-Urundi .....	8 322	5 947	— 2 375	9 790	4 535	— 5 255
VI. Autres Républiques d'Amérique latine ..	3 727	4 425	+ 698	4 311	3 387	— 924
1. Argentine .....	2 232	3 144	+ 912	2 368	2 121	— 247
2. Brésil .....	919	719	— 200	1 203	609	— 594
3. Autres pays (d) ..	576	562	— 14	740	657	— 83
VII. Zones diverses (e) ..	6 828	8 120	+ 1 292	6 238	6 606	+ 368
<i>Total général...</i>	<b>156 447</b>	<b>152 287</b>	<b>— 4 160</b>	<b>172 090</b>	<b>164 757</b>	<b>— 7 333</b>

Sources : Ministère des Affaires économiques, Institut  
National de Statistique et Direction générale  
des Etudes et de la Documentation.

(a) Afin de permettre la comparaison, les pays ont été groupés sur base de la répartition des zones monétaires à fin 1959.

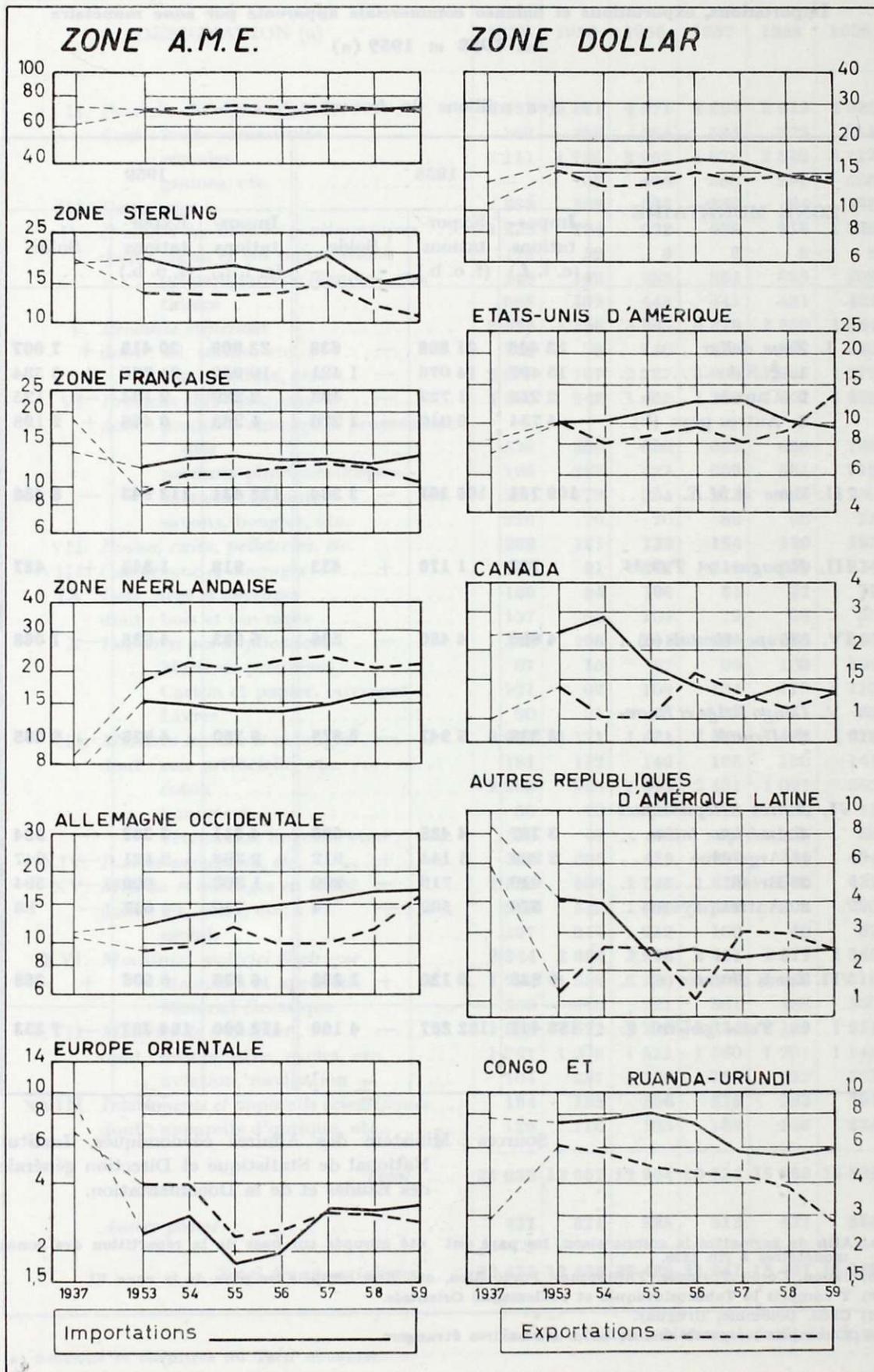
(b) Japon, Corée, Formose, Philippines, Porto-Rico, etc. Non compris les pays de la zone VI.

(c) Y compris la Tchécoslovaquie et l'Allemagne Orientale.

(d) Chili, Colombie, Uruguay.

(e) Y compris les provisions de bord des navires étrangers.

**Union Economique Belgo-Luxembourgeoise**  
**Importations et exportations par zone monétaire**  
(en pour-cent du total)



Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

## Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

### Evolution des échanges avec les pays de l'Organisation Européenne de Coopération Economique

(en millions de francs)

PAYS	1958			1959		
	Impor- tations (c.i.f.)	Expor- tations (f.o.b.)	Solde	Impor- tations (c.i.f.)	Expor- tations (f.o.b.)	Solde
<b>1. Marché commun .....</b>	<b>72 917</b>	<b>68 711</b>	<b>—4 206</b>	<b>80 984</b>	<b>76 146</b>	<b>—4 838</b>
Pays-Bas .....	24 581	31 515	+6 934	27 171	35 008	+7 837
Allemagne Occidentale (a) ..	26 840	17 606	—9 234	28 226	22 103	—6 123
France (a) .....	18 137	16 141	—1 996	21 552	14 719	—6 833
Italie .....	3 359	3 449	+ 90	4 035	4 316	+ 281
<b>2. Association Européenne de Libre-Echange .....</b>	<b>22 908</b>	<b>24 270</b>	<b>+1 362</b>	<b>25 495</b>	<b>26 177</b>	<b>+ 682</b>
Royaume-Uni .....	11 572	8 690	—2 882	14 342	9 743	—4 599
Norvège .....	1 130	1 942	+ 812	862	1 737	+ 875
Suède .....	4 778	4 044	— 734	4 714	4 545	— 169
Danemark .....	821	2 487	+1 666	913	2 736	+1 823
Portugal .....	573	1 706	+1 133	520	1 560	+1 040
Suisse .....	3 235	4 439	+1 204	3 250	4 559	+1 309
Autriche .....	799	962	+ 163	894	1 297	+ 403
<b>3. Autres pays O.E.C.E. ....</b>	<b>494</b>	<b>2 126</b>	<b>+1 632</b>	<b>793</b>	<b>2 220</b>	<b>+1 427</b>
Grèce .....	130	1 148	+1 018	149	1 017	+ 868
Irlande .....	151	531	+ 380	121	596	+ 475
Islande .....	6	51	+ 45	3	56	+ 53
Turquie .....	207	396	+ 189	520	551	+ 31
<b>Total O.E.C.E. ....</b>	<b>96 319</b>	<b>95 107</b>	<b>—1 212</b>	<b>107 272</b>	<b>104 543</b>	<b>—2 729</b>

Sources : Ministère des Affaires économiques, Institut National de  
Statistique et Direction générale des Etudes et de  
la Documentation.

(a) Les données de la Sarre sont depuis 1959 comprises dans celles de l'Allemagne Occidentale.

## Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Soldes de la balance commerciale par zone monétaire (a)

(en pourcentage du total des importations)

ZONE MONÉTAIRE	1951	1953	1956	1957	1958	1959
<b>I. Zone dollar</b> .....	- 9,8	- 1,9	- 2,8	- 4,0	- 0,4	+ 4,4
1. U. S. A. ....	- 7,8	- 0,8	- 3,3	- 4,7	- 0,9	+ 3,2
2. Canada .....	- 1,8	- 1,1	+ 0,1	—	- 0,3	—
3. Autres pays (b) .....	- 0,2	—	+ 0,3	+ 0,9	+ 0,8	+ 1,3
<b>II. Zone monétaire des pays membres de l'Accord Monétaire Européen</b> .....	+ 14,0	- 4,1	+ 2,5	- 2,2	- 2,1	- 4,9
1. Zone sterling .....	+ 1,4	- 6,5	- 3,4	- 5,2	- 3,1	- 5,7
dont : Royaume-Uni .....	(+ 2,1)	(- 1,8)	(- 1,9)	(- 3,0)	(- 1,8)	(- 2,7)
Australie .....	(- 1,3)	(- 2,5)	(- 1,4)	(- 1,8)	(- 1,2)	(- 1,2)
2. Zone monétaire française .....	- 0,5	- 3,0	- 1,4	- 1,4	- 1,1	- 4,9
dont : France .....	(- 0,8)	(- 3,6)	(- 1,6)	(- 1,7)	(- 1,3)	(- 4,0)
3. Zone monétaire néerlandaise .....	+ 7,1	+ 2,7	+ 8,2	+ 7,0	+ 4,3	+ 4,6
dont : Pays-Bas .....	(+ 7,8)	(+ 2,9)	(+ 8,1)	(+ 6,9)	(+ 4,4)	(+ 4,5)
4. Danemark .....	+ 1,4	+ 1,2	+ 1,2	+ 1,1	+ 1,1	+ 1,0
5. Norvège .....	+ 1,0	+ 0,8	+ 0,6	+ 0,3	+ 0,5	+ 0,5
6. Suède .....	+ 1,2	—	—	—	- 0,5	+ 0,1
7. Italie .....	+ 0,6	+ 1,5	+ 0,5	+ 0,1	—	+ 1,6
8. Suisse .....	+ 1,4	—	+ 0,9	+ 0,7	+ 0,8	+ 0,8
9. Allemagne Occidentale .....	- 2,5	- 3,6	- 5,1	- 6,1	- 5,9	- 3,6
10. Grèce, Portugal et Territoires d'Outre-Mer, Autriche, Turquie .....	+ 2,9	+ 2,8	+ 1,0	+ 1,3	+ 1,7	+ 0,9
<b>III. Espagne et Territoires d'Outre-Mer</b> .....	—	+ 0,1	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,3	+ 0,2
<b>IV. Europe orientale (c)</b> .....	+ 1,2	+ 1,3	+ 0,1	- 0,2	- 0,1	- 0,6
<b>V. Congo Belge et Ruanda-Urundi</b> ...	- 3,7	- 2,0	- 3,1	- 1,5	- 1,5	- 3,0
<b>VI. Autres républiques d'Amérique latine</b> .....	+ 1,5	- 2,8	- 1,0	+ 0,6	+ 0,4	- 0,5
1. Argentine .....	+ 0,4	- 1,8	- 0,6	+ 0,4	+ 0,6	- 0,1
2. Brésil .....	+ 0,6	- 0,8	- 0,4	—	- 0,1	- 0,3
3. Autres pays (d) .....	+ 0,5	- 0,2	—	+ 0,1	—	—
<b>VII. Zones diverses (e)</b> .....	+ 1,0	+ 2,7	+ 0,6	- 0,1	+ 0,8	+ 0,2
<i>Total général</i> ...	+ 4,2	- 6,7	- 3,4	- 7,2	- 2,7	- 4,3

Sources : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Afin de permettre la comparaison, les pays ont été groupés sur base de la répartition des zones monétaires à fin 1959.

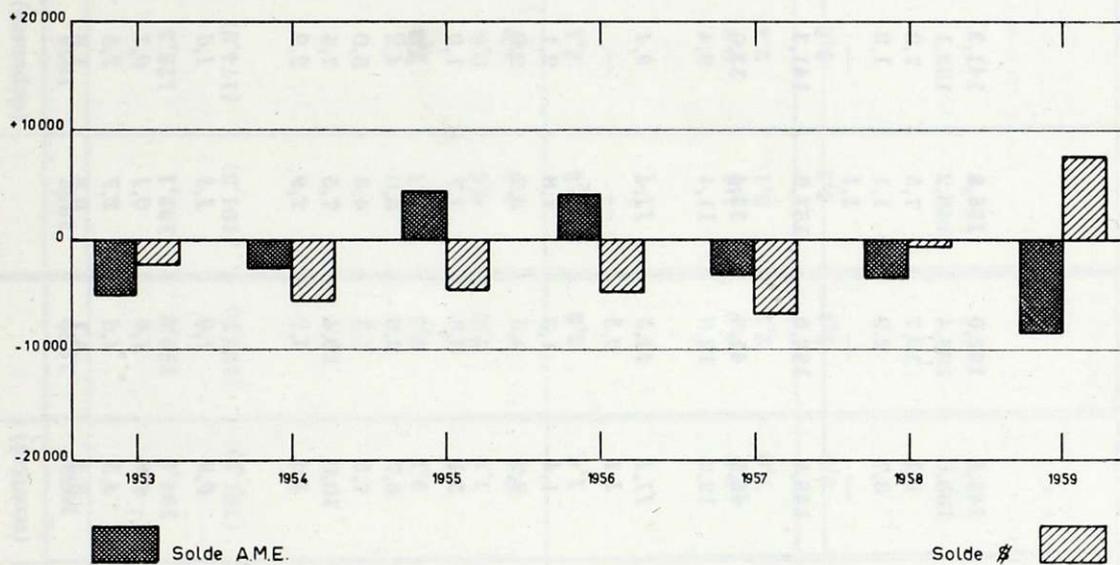
(b) Japon, Corée, Formose, Philippines, Porto-Rico, etc. Non compris les pays de la zone VI.

(c) Y compris la Tchécoslovaquie et l'Allemagne Orientale.

(d) Chili, Colombie, Uruguay.

(e) Y compris les provisions de bord des navires étrangers.

**Solde des balances commerciales de l'U. E. B. L.  
avec la zone monétaire des pays membres de l'A.M.E. (a) et la zone dollar  
(en millions de francs)**



Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) L'A. M. E. a remplacé depuis le 27 décembre 1958 l'U. E. P.

**Balance des paiements internationaux de l'U. E. B. L. en 1957, 1958 et 1959 (a)**  
(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	Crédit (recettes)			Débit (dépenses)			Solde (crédit + ou débit —)		
	1957	1958	1959	1957	1958	1959	1957	1958	1959
<b>I. Transactions courantes :</b>									
<b>A. Opérations « visibles » :</b>									
1. Opérations sur marchandises									
(f. o. b.) .....									
a) Exportations et importations	155,6	145,8	152,0	156,8	141,3	153,8	- 1,2	+ 4,5	- 1,8
b) Opérations d'arbitrage .....	141,8	133,0	138,4	148,2	132,1	142,6	- 6,4	+ 0,9	- 4,2
c) Travail à façon .....	10,1	9,1	10,7	7,5	7,9	10,1	+ 2,6	+ 1,2	+ 0,6
Travail à façon .....	3,7	3,7	2,9	1,1	1,3	1,1	+ 2,6	+ 2,4	+ 1,8
Or non monétaire .....	—	—	—	1,1	—	0,6	- 1,1	—	- 0,6
2. Or non monétaire .....	155,6	145,8	152,0	157,9	141,3	154,4	- 2,3	+ 4,5	- 2,4
Total A (1+2) .....									
<b>B. Opérations « invisibles » :</b>									
3. Services .....	44,4	46,1	41,9	33,4	33,0	38,2	+ 11,0	+ 13,1	+ 3,7
a) Transports .....	14,4	12,2	12,3	11,4	9,4	9,8	+ 3,0	+ 2,8	+ 2,5
(frets bruts, recettes portuai- res, etc.) .....	13,4	11,1	11,5	11,4	9,4	9,8	+ 2,0	+ 1,7	+ 1,7
(provisions de bord) .....	1,0	1,1	0,8	—	—	—	+ 1,0	+ 1,1	+ 0,8
b) Primes et indemnités d'assu- rances .....	1,2	1,4	1,3	1,8	2,1	2,0	- 0,6	- 0,7	- 0,7
c) Déplacements à l'étranger ..	4,3	6,2	4,5	3,2	2,9	5,9	+ 1,1	+ 3,3	- 1,4
d) Ouvriers frontaliers et travail- leurs étrangers .....	3,9	5,1	3,3	1,7	1,9	1,9	+ 2,2	+ 3,2	+ 1,4
e) Transactions gouvernementa- les non comprises ailleurs ...	3,1	3,7	2,6	3,0	4,3	4,8	+ 0,1	- 0,6	- 2,2
f) Revenus d'investissements ..	8,1	7,5	7,5	4,8	5,0	6,4	+ 3,3	+ 2,5	+ 1,1
g) Services divers .....	9,4	10,0	10,4	7,5	7,4	7,4	+ 1,9	+ 2,6	+ 3,0
(courtages et commissions) ..	3,3	3,6	3,2	2,9	2,9	2,9	+ 0,4	+ 0,7	+ 0,3
(redevances pour films ciné- matographiques, brevets et droits d'auteur) .....	0,8	0,9	1,0	1,8	1,6	1,7	- 1,0	- 0,7	- 0,7
(Opérations avec des institu- tions européennes) .....	0,5	1,0	1,6	0,1	0,1	0,2	+ 0,4	+ 0,9	+ 1,4
(Autres services) .....	4,8	4,5	4,6	2,7	2,8	2,6	+ 2,1	+ 1,7	+ 2,0
Donations .....	2,1	2,1	4,1	0,8	1,0	1,8	+ 1,3	+ 1,1	+ 2,3
a) Opérations, avec le Congo Belge et le Ruanda-Urundi, dans le cadre des institutions européennes et autres .....	2,1	2,1	4,1	0,8	1,0	1,0	+ 1,3	+ 1,1	+ 3,1
b) Dons officiels .....	—	—	—	—	—	0,8	—	—	- 0,8
Total B (3 + 4) .....	46,5	48,2	46,0	34,2	34,0	40,0	+ 12,3	+ 14,2	+ 6,0

(à suivre p. 251)

**Balance des paiements internationaux de l'U. E. B. L. en 1957, 1958 et 1959 (a) (suite)**  
(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	Crédit (recettes)			Débit (dépenses)			Solde (crédit + ou débit -)		
	1957	1958	1959	1957	1958	1959	1957	1958	1959
C. Total des transactions courantes (A + B) .....	202,1	194,0	198,0	192,1	175,3	194,4	+ 10,0	+ 18,7	+ 3,6
(dont : biens et services = 1 + 2 + 3) .....	(200,0)	(191,9)	(193,9)	(191,3)	(174,3)	(192,6)	(+ 8,7)	(+ 17,6)	(+ 1,3)
II. Opérations en compte capital ;									
A. Capitaux privés .....									
a) Papier commercial .....							- 7,5	- 5,0	- 2,4
b) Autres opérations .....							- 0,9	- 0,1	- 1,2
B. Capitaux officiels .....	8,1	9,7	9,1	6,7	7,3	12,7	+ 1,4	+ 2,4	+ 3,6
1. Long terme :									
a) Emprunts et prêts .....	2,1	1,3	2,0	0,6	0,8	6,3	+ 1,5	+ 0,5	+ 4,3
b) Amortissements .....	0,1	0,1	-	1,4	1,3	1,0	- 1,3	- 1,2	- 1,0
2. Court terme :									
a) Engagements envers les orga- nismes internationaux (F.M.I. B.I.R.D. et B.R.I.) .....	2,2	1,4	2,0	2,0	2,1	7,3	+ 0,2	- 0,7	- 5,3
b) Autres engagements et avoirs									
Total ...									
Total ...	2,5	1,3	4,9	1,6	2,8	0,3	+ 0,9	- 1,5	+ 4,6
Total ...	3,4	7,0	2,2	3,1	2,4	5,1	+ 0,3	+ 4,6	+ 2,9
C. Total des opérations en compte capital (A + B) .....	5,9	8,3	7,1	4,7	5,2	5,4	+ 1,2	+ 3,1	+ 1,7
III. Opérations non déterminées (b) : ..									
IV. Erreurs et omissions .....									
Total ...							- 6,1	- 2,6	- 6,0
V. Solde global des transactions cou- rantes et des opérations en compte capital (y compris les opérations non déterminées et les erreurs et omissions) .....							- 2,2	- 0,7	- 1,9
Total ...							+ 0,4	+ 0,5	+ 0,2
Total ...							+ 2,1	+ 15,9	- 4,1

(à suivre p. 252)

**Balance des paiements internationaux de l'U. E. B. L. en 1957, 1958 et 1959 (a) (suite)**  
(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	Crédit (recettes)		Débit (dépenses)		Solde (crédit + ou débit —)	
	1957	1958	1957	1958	1957	1958
	1959		1959		1959	
<b>VI. Financement du solde global :</b>						
<i>mouvement des avoirs extérieurs nets du système bancaire</i>						
<b>A. Banque Nationale de Belgique (c) :</b>						
1. Encaisses-or .....					— 0,5	+ 17,7
2. Avoirs nets en devises convertibles					+ 0,9	— 0,5
3. Avoirs nets en accords internationaux avec les pays de l' O.E.C.E.					— 1,1	+ 0,5
4. Autres avoirs ou engagements nets .....					+ 0,7	— 0,5
<b>Total ...</b>					—	+ 17,2
<b>B. Autres avoirs extérieurs nets ....</b>					+ 2,1	— 1,3
						+ 8,4
						+ 4,3

Source : Banque Nationale de Belgique, Département d'Etudes et de Documentation.

(a) Pour des détails complémentaires, cf. « La balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1959 » (*Bulletin d'Information et de Documentation, Banque Nationale de Belgique*, XXXV<sup>e</sup> année, vol. 1, n° 6, juin 1960, pp. 305-316). Certaines données relatives aux années antérieures ont été rectifiées.

(b) Opérations qu'il n'est pas possible de ventiler et qui concernent surtout des transactions sur marchandises, des déplacements à l'étranger et des mouvements de capitaux privés.

(c) Non compris certains avoirs qui ne sont pas à vue, notamment la créance sur le Fonds Monétaire International et le portefeuille sur l'étranger qui sont compris dans les autres avoirs extérieurs nets.

BRANCHE INDUSTRIELLE	1951-1952					
	1951	1952	1951	1952	1951	1952
Industries extractives	87	87	100	100	87	87
Extraction de pétrole de fer	87	87	100	100	87	87
Extraction de pierre	0	0	0	0	0	0
Industries manufacturières	113	113	100	100	113	113
Industrie des produits alimentaires	77	77	75	75	77	77
Textiles et cuir	10	10	10	10	10	10
Valisettes de vêtements	10	10	10	10	10	10
Industrie du bois	16	16	16	16	16	16
Industrie chimique et métallurgie	120	120	110	110	120	120
Industrie des produits métallurgiques	100	100	100	100	100	100
Industrie métallurgique	120	120	110	110	120	120
Transformation des métaux	120	120	110	110	120	120
Chimie, papier	20	20	10	10	20	20
Énergie électrique	10	10	10	10	10	10
Production et distribution de gaz	10	10	10	10	10	10
Industrie totale	230	230	210	210	230	230

II

**UNION ÉCONOMIQUE  
 BELGO-NÉERLANDO-LUXEMBOURGEOISE  
 (BENELUX)**

*Grand-Duché du Luxembourg* . . . . . p. 255 à 257  
*Pays-Bas* . . . . . p. 258 à 262  
*Echanges commerciaux entre l'U.E.B.L. et les Pays-Bas* . p. 263 à 265

UNION ECONOMIQUE  
 (BENELUX)  
 1957 1958 1959 1960 1961

	Total				
	1957	1958	1959	1960	1961
I. <i>Produit intérieur brut</i>	100	100	100	100	100
II. <i>Produit intérieur net</i>	95	95	95	95	95
III. <i>Produit intérieur brut</i>	100	100	100	100	100
IV. <i>Produit intérieur net</i>	95	95	95	95	95
V. <i>Produit intérieur brut</i>	100	100	100	100	100
VI. <i>Produit intérieur net</i>	95	95	95	95	95
VII. <i>Produit intérieur brut</i>	100	100	100	100	100
VIII. <i>Produit intérieur net</i>	95	95	95	95	95
IX. <i>Produit intérieur brut</i>	100	100	100	100	100
X. <i>Produit intérieur net</i>	95	95	95	95	95
XI. <i>Produit intérieur brut</i>	100	100	100	100	100
XII. <i>Produit intérieur net</i>	95	95	95	95	95
XIII. <i>Produit intérieur brut</i>	100	100	100	100	100
XIV. <i>Produit intérieur net</i>	95	95	95	95	95
XV. <i>Produit intérieur brut</i>	100	100	100	100	100
XVI. <i>Produit intérieur net</i>	95	95	95	95	95
XVII. <i>Produit intérieur brut</i>	100	100	100	100	100
XVIII. <i>Produit intérieur net</i>	95	95	95	95	95
XIX. <i>Produit intérieur brut</i>	100	100	100	100	100
XX. <i>Produit intérieur net</i>	95	95	95	95	95
XXI. <i>Produit intérieur brut</i>	100	100	100	100	100
XXII. <i>Produit intérieur net</i>	95	95	95	95	95
XXIII. <i>Produit intérieur brut</i>	100	100	100	100	100
XXIV. <i>Produit intérieur net</i>	95	95	95	95	95
XXV. <i>Produit intérieur brut</i>	100	100	100	100	100
XXVI. <i>Produit intérieur net</i>	95	95	95	95	95
XXVII. <i>Produit intérieur brut</i>	100	100	100	100	100
XXVIII. <i>Produit intérieur net</i>	95	95	95	95	95
XXIX. <i>Produit intérieur brut</i>	100	100	100	100	100
XXX. <i>Produit intérieur net</i>	95	95	95	95	95
XXXI. <i>Produit intérieur brut</i>	100	100	100	100	100
XXXII. <i>Produit intérieur net</i>	95	95	95	95	95
XXXIII. <i>Produit intérieur brut</i>	100	100	100	100	100
XXXIV. <i>Produit intérieur net</i>	95	95	95	95	95
XXXV. <i>Produit intérieur brut</i>	100	100	100	100	100
XXXVI. <i>Produit intérieur net</i>	95	95	95	95	95
XXXVII. <i>Produit intérieur brut</i>	100	100	100	100	100
XXXVIII. <i>Produit intérieur net</i>	95	95	95	95	95
XXXIX. <i>Produit intérieur brut</i>	100	100	100	100	100
XL. <i>Produit intérieur net</i>	95	95	95	95	95
XL I. <i>Produit intérieur brut</i>	100	100	100	100	100
XL II. <i>Produit intérieur net</i>	95	95	95	95	95
XL III. <i>Produit intérieur brut</i>	100	100	100	100	100
XL IV. <i>Produit intérieur net</i>	95	95	95	95	95
XL V. <i>Produit intérieur brut</i>	100	100	100	100	100
XL VI. <i>Produit intérieur net</i>	95	95	95	95	95
XL VII. <i>Produit intérieur brut</i>	100	100	100	100	100
XL VIII. <i>Produit intérieur net</i>	95	95	95	95	95
XL IX. <i>Produit intérieur brut</i>	100	100	100	100	100
L. <i>Produit intérieur net</i>	95	95	95	95	95

UNION ECONOMIQUE  
 (BENELUX)  
 1957 1958 1959 1960 1961

**Grand-Duché de Luxembourg**  
**Indices de la production industrielle (a)**

BRANCHE INDUSTRIELLE	1937/1938 = 100					
	1954	1955	1956	1957	1958	1959
<i>Industries extractives</i> .....	<b>87</b>	<b>102</b>	<b>104</b>	<b>110</b>	<b>96</b>	<b>91</b>
Extraction de minerai de fer.....	91	112	118	122	103	101
Extraction de pierre .....	78	76	71	80	78	64
<i>Industries manufacturières</i> .....	<b>136</b>	<b>152</b>	<b>163</b>	<b>167</b>	<b>163</b>	<b>173</b>
Industrie des denrées alimentaires .	77	80	79	82	82	81
Boissons et industrie du tabac .....	147	172	206	258	287	338
Industrie textile .....	80	77	66	70	64	53
Fabrication de chaussures et d'articles d'habillement.....	72	71	72	75	68	64
Industrie du bois.....	151	155	127	120	114	94
Industrie du meuble et de l'ameublement.....	64	69	70	68	70	65
Impression et édition .....	118	122	129	127	133	134
Industrie du cuir .....	48	48	40	48	39	40
Industries chimique et parachimique .....	138	162	179	176	164	144
Industrie des produits minéraux non métalliques .....	162	182	193	203	201	199
Industrie sidérurgique .....	141	159	171	172	166	180
Transformation des métaux .....	129	128	132	134	133	129
<i>Electricité, gaz</i> .....	<b>176</b>	<b>193</b>	<b>204</b>	<b>209</b>	<b>213</b>	<b>225</b>
Energie électrique .....	193	215	226	236	239	254
Production et distribution de gaz ..	128	133	142	137	144	145
<i>Indice général</i> ...	<b>134</b>	<b>150</b>	<b>160</b>	<b>164</b>	<b>159</b>	<b>168</b>

Source : Service d'Etudes et de Documentation économiques  
du Grand-Duché de Luxembourg.

(a) Indices bruts.

## Grand-Duché de Luxembourg

### Production sidérurgique

Données mensuelles

PÉRIODE	Nombre de hauts fourneaux à feu	Quantité (en milliers de tonnes)			Indice pondéré global (1937/1938 = 100)
		Fonte	Acier	Laminés et demi-produits	
1954 .....	24	233,3	235,7	190,5	141
1955 .....	27	257,1	268,8	215,7	159
1956 .....	29	276,1	287,9	232,4	171
1957 .....	28	280,7	291,1	232,9	172
1958 .....	28	273,8	281,6	222,9	166
1959 .....	29	287,0	305,2	245,5	180
1959 Janvier ....	28	277,2	293,5	236,1	173
Février .....	28	252,2	265,7	220,1	159
Mars .....	29	281,2	293,8	236,8	174
Avril .....	29	284,1	310,3	248,7	181
Mai .....	28	281,9	294,6	237,8	174
Juin .....	28	288,2	309,0	247,1	181
Juillet ....	28	299,0	318,6	256,2	187
Août .....	28	282,0	293,7	223,9	170
Septembre ..	28	284,6	307,0	252,1	182
Octobre .....	29	301,4	332,2	265,6	193
Novembre ..	29	299,0	316,6	254,4	186
Décembre ..	30	312,7	327,7	267,0	195

Sources : Groupement des Industries sidérurgiques luxembourgeoises.

Service d'Etudes et de Documentation économiques du Grand-Duché de Luxembourg.

## Grand-Duché de Luxembourg

### Production agricole

PRODUITS	Unité	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Céréales panifiables ..	10 <sup>3</sup> q.m.	530,9	461,5	401,3	516,7	533,3	537,0
Céréales secondaires ..	»	445,6	615,4	657,7	478,1	519,3	576,2
Légumineuses.....	»	4,4	8,1	10,8	5,9	6,9	9,4
Pommes de terre ....	»	1 471,9	1 331,2	1 205,7	1 338,7	940,9	1 122,0
Autres plantes racines	»	2 777,5	2 206,5	2 033,6	1 965,1	1 804,1	820,7
Plantes fourragères (y compris foin et regain) .....	»	1 372,1	1 880,5	1 736,7	1 813,3	1 950,0	1 731,2
Lait .....	10 <sup>6</sup> kg	182,0	183,8	193,6	190,5	184,0	180,0

Source : Service d'Etudes et de Documentation économiques du Grand-Duché de Luxembourg.

## Grand-Duché de Luxembourg

### Indice du coût de la vie

Situation au premier du mois

(1<sup>er</sup> janvier 1948 = 100)

MOIS	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Janvier .....	122,82	124,20	123,91	127,36	131,12	131,12
Février .....	123,12	123,63	122,98	128,06	130,41	130,61
Mars .....	122,95	122,45	123,99	127,68	129,39	130,04
Avril .....	122,03	122,15	122,79	128,01	129,76	129,91
Mai .....	122,04	122,01	122,24	128,13	129,83	129,48
Juin .....	123,30	122,21	123,36	129,23	130,38	130,72
Juillet .....	123,44	123,26	123,50	130,14	130,42	131,11
Août .....	123,86	123,44	123,42	131,81	130,77	132,61
Septembre .....	124,26	123,87	123,89	131,57	131,40	132,31
Octobre .....	124,36	123,77	124,12	131,16	130,86	131,37
Novembre .....	124,11	123,96	126,34	131,46	131,00	131,49
Décembre.....	124,32	124,01	126,93	131,63	131,04	131,67
<i>Moyenne annuelle ...</i>	<b>123,38</b>	<b>123,25</b>	<b>123,96</b>	<b>129,69</b>	<b>130,53</b>	<b>131,04</b>

Source : Office de la Statistique générale du Grand-Duché de Luxembourg.

## Pays-Bas

### Formation et utilisation du produit national (a)

(en milliards de florins)

DÉSIGNATION	1954	1955	1956	1957	1958	1959
<i>Formation :</i>						
Production des entreprises privées .....	18,9	21,4	23,3	25,6	26,2	27,9
Production du secteur public .....	2,3	2,6	2,9	3,2	3,4	3,4
Revenus nets en provenance de l'étranger...	0,4	0,6	0,3	0,2	0,4	0,5
<b>Revenu national (au coût des facteurs) .....</b>	<b>21,6</b>	<b>24,6</b>	<b>26,5</b>	<b>29,0</b>	<b>30,0</b>	<b>31,8</b>
Impôts indirects moins subsides .....	3,0	3,0	3,1	3,0	2,8	3,3
<b>Produit national (aux prix du marché) .....</b>	<b>24,6</b>	<b>27,6</b>	<b>29,6</b>	<b>32,0</b>	<b>32,8</b>	<b>35,1</b>
Solde des dons et prêts de ou à l'étranger, liquidation d'actifs, etc. ....	-0,3	-0,8	+0,7	+0,6	-1,6	-1,8
<b>Total des moyens disponibles ...</b>	<b>24,3</b>	<b>26,8</b>	<b>30,3</b>	<b>32,6</b>	<b>31,2</b>	<b>33,3</b>
<i>Utilisation :</i>						
Consommation privée .....	16,3	17,7	19,5	20,6	21,2	22,1
Dépenses du secteur public .....	3,9	4,4	4,9	5,3	5,2	5,1
Investissements nets des entreprises .....	2,3	3,1	4,1	4,5	3,6	4,2
Investissements nets du secteur public .....	0,8	0,9	1,1	1,3	1,1	1,4
Stocks et fabrications en cours .....	1,0	0,6	0,7	0,9	0,1	0,6
<b>Total des dépenses nationales...</b>	<b>24,3</b>	<b>26,8</b>	<b>30,3</b>	<b>32,6</b>	<b>31,2</b>	<b>33,3</b>

(a) Prix courants.

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

## Pays-Bas

### Nombre de chômeurs

ANNÉE	Total	Chômeurs (ouvriers A.W. exclus)	Ouvriers A.W. inscrits (a)	Hommes	Femmes
1953 .....	102 000	84 100	17 900	94 100	7 900
1954 .....	74 300	60 200	14 100	68 400	5 900
1955 .....	53 400	41 400	12 000	49 300	4 100
1956 .....	40 400	30 300	10 100	37 300	3 100
1957 .....	52 000	41 400	10 600	47 900	4 100
1958 .....	97 700	81 500	16 200	91 300	6 400
1959 .....	76 800	63 000	13 800	71 300	5 500

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

(a) Les ouvriers A.W. (Aanvullende Werken) sont les chômeurs mis au travail par les services publics. Ces statistiques reprennent en outre les chômeurs dont l'inactivité résulte du gel, les malades, les ouvriers indemnisés pour cause d'accident, ainsi qu'un certain nombre de personnes ayant trouvé du travail, sans que les bureaux de travail en aient été avisés en temps utile.

## Pays-Bas

### Indices de la production et de l'emploi dans l'industrie (a)

(1953 = 100)

PÉRIODE	Production	Emploi (b)	Production par travailleur
1951 .....	91	100	91
1952 .....	91	98	93
1953 .....	100	100	100
1954 .....	110	104	106
1955 .....	118	107	110
1956 .....	123	109	113
1957 .....	126	110	115
1958 .....	126	107	118
1959 .....	138	108	128
1959 : 1 <sup>er</sup> trimestre .....	126	107	118
2 <sup>e</sup> trimestre .....	140	107	131
3 <sup>e</sup> trimestre .....	138	108	128
4 <sup>e</sup> trimestre .....	147	110	134

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

(a) Industrie de la construction non comprise.

(b) Les indices trimestriels sont des moyennes de la situation au début et à la fin du trimestre; l'indice annuel se calcule à partir des quatre indices trimestriels.

## Pays-Bas

### Indices de la production par industrie

(1953 = 100)

INDUSTRIE	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Matériaux de construction et terre cuite .....	106	111	115	122	114	122
Industrie chimique (produits pétroliers non compris) .....	110	117	124	133	137	145
Cuir, caoutchouc .....	108	115	120	125	121	137
Exploitation minière .....	100	101	102	105	110	113
Produits métalliques .....	119	133	139	137	138	164
Papier .....	110	116	118	130	129	144
Textile .....	107	109	112	112	108	112
Gaz, électricité et eau .....	111	118	130	138	141	151
Produits alimentaires, boissons et tabac .....	103	108	113	116	118	120
<i>Indice général de l'industrie ...</i>	<b>110</b>	<b>118</b>	<b>123</b>	<b>126</b>	<b>126</b>	<b>138</b>

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

**Pays-Bas**

**Commerce extérieur**

(en millions de florins)

PÉRIODE	1954	1955	1956	1957	1958	1959
<b>IMPORTATIONS</b>						
1 <sup>er</sup> trimestre . . . . .	2 523	2 979	3 246	4 119	3 316	3 436
2 <sup>e</sup> trimestre . . . . .	2 519	2 912	3 555	3 964	3 417	3 768
3 <sup>e</sup> trimestre . . . . .	2 758	3 060	3 584	3 824	3 342	3 719
4 <sup>e</sup> trimestre . . . . .	3 060	3 240	3 771	3 692	3 699	4 045
<i>Année . . . . .</i>	<b>10 860</b>	<b>12 191</b>	<b>14 156</b>	<b>15 599</b>	<b>13 774</b>	<b>14 967</b>
<b>EXPORTATIONS</b>						
1 <sup>er</sup> trimestre . . . . .	2 197	2 408	2 538	2 899	2 924	3 083
2 <sup>e</sup> trimestre . . . . .	2 149	2 383	2 812	2 718	2 901	3 333
3 <sup>e</sup> trimestre . . . . .	2 239	2 563	2 651	2 979	3 071	3 362
4 <sup>e</sup> trimestre . . . . .	2 587	2 857	2 875	3 174	3 331	3 927
<i>Année . . . . .</i>	<b>9 172</b>	<b>10 211</b>	<b>10 876</b>	<b>11 770</b>	<b>12 227</b>	<b>13 705</b>
<b>SOLDE</b>						
1 <sup>er</sup> trimestre . . . . .	— 326	— 571	— 708	— 1 220	— 392	— 353
2 <sup>e</sup> trimestre . . . . .	— 370	— 529	— 743	— 1 246	— 516	— 435
3 <sup>e</sup> trimestre . . . . .	— 519	— 497	— 933	— 845	— 271	— 357
4 <sup>e</sup> trimestre . . . . .	— 473	— 383	— 896	— 518	— 398	— 118
<i>Année . . . . .</i>	<b>— 1 688</b>	<b>— 1 980</b>	<b>— 3 280</b>	<b>— 3 829</b>	<b>— 1 547</b>	<b>— 1 262</b>

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

## Pays-Bas

### Valeur des importations par pays de provenance

PAYS	1954	1955	1956	1957	1958	1959
En millions de florins						
U. E. B. L. ....	1 841	2 205	2 680	2 816	2 459	2 747
Allemagne Occidentale ....	1 829	2 147	2 533	2 890	2 683	3 093
France (a) ....	391	483	485	512	384	537
Italie.....	114	127	167	200	243	271
Royaume-Uni .....	936	1 039	1 158	1 255	1 017	1 132
Etats-Unis d'Amérique .....	1 283	1 651	1 975	2 043	1 551	1 650
En pourcentage du total						
U. E. B. L. ....	17,0	18,1	18,9	18,1	17,9	18,4
Allemagne Occidentale ....	16,8	17,6	17,9	18,5	19,5	20,7
France (a) ....	3,6	4,0	3,4	3,3	2,8	3,6
Italie.....	1,0	1,0	1,2	1,3	1,8	1,8
Royaume-Uni .....	8,6	8,5	8,2	8,0	7,4	7,6
Etats-Unis d'Amérique .....	11,8	13,5	14,0	13,1	11,3	11,0

(a) + la Sarre.

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

## Pays-Bas

### Valeur des exportations par pays de destination

PAYS	1954	1955	1956	1957	1958	1959
En millions de florins						
U. E. B. L. ....	1 293	1 411	1 543	1 826	1 830	2 009
Allemagne Occidentale ....	1 451	1 742	1 962	2 173	2 320	2 955
France (a) ....	385	505	613	576	594	735
Italie.....	182	250	279	319	335	370
Royaume-Uni .....	1 060	1 263	1 273	1 280	1 455	1 470
Etats-Unis d'Amérique .....	621	596	672	596	681	781
En pourcentage du total						
U. E. B. L. ....	14,1	13,8	14,2	15,5	15,0	14,7
Allemagne Occidentale ....	15,8	17,1	18,0	18,5	19,0	21,6
France (a) ....	4,2	4,9	5,6	4,9	4,9	5,4
Italie.....	2,0	2,4	2,6	2,7	2,7	2,7
Royaume-Uni .....	11,6	12,4	11,7	10,9	11,9	10,7
Etats-Unis d'Amérique .....	6,8	5,8	6,2	5,1	5,6	5,7

(a) + la Sarre.

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

**Pays-Bas**  
**Réserves de change**  
(en millions de florins)

ANNÉE	Or	Devises	Total
1952 .....	2 060	1 600	3 660
1953 .....	2 792	1 653	4 445
1954 .....	3 015	1 635	4 650
1955 .....	3 275	1 372	4 647
1956 .....	3 192	682	3 874
1957 .....	2 812	1 138	3 950
1958 .....	3 972	1 529	5 501
1959 .....	4 281	778	5 059

Source : « Nederlandsche Bank », N. V.

**Pays-Bas**  
**Salaires et prix**  
(1953 = 100)

PÉRIODE	Prix de gros	Coût de la vie	Salaires payés
1954 .....	101	104	111
1955 .....	102	105	120
1956 .....	105	106	128
1957 .....	107	118	145
1958 .....	105	121	151
1959 .....	106	122	153
1959 : 1 <sup>er</sup> trimestre .....	106	120	..
2 <sup>e</sup> trimestre .....	104	119	151
3 <sup>e</sup> trimestre .....	105	124	..
4 <sup>e</sup> trimestre .....	108	124	155

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

**Pays-Bas**  
**Consommation des particuliers**  
(1953 = 100)

ANNÉE	Valeur	Quantité	Quantité par habitant
1952 .....	96	95	96
1953 .....	100	100	100
1954 .....	111	107	106
1955 .....	121	115	112
1956 .....	134	126	121
1957 .....	141	125	119
1958 .....	144	126	118
1959 .....	151	130	120

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

## Evolution du commerce extérieur de l'U.E.B.L.

### Valeur

ANNÉE	Importations			Exportations		
	Total (en milliards de francs)	En provenance des Pays-Bas		Total (en milliards de francs)	Vers les Pays-Bas	
		En milliards de francs	% du total		En milliards de francs	% du total
1948.....	87,5	7,2	8,2	74,1	11,4	15,4
1949.....	81,9	7,6	9,3	80,1	11,7	14,6
1950.....	97,8	9,8	10,0	82,8	18,6	22,4
1951.....	127,5	13,9	10,9	132,6	23,8	17,9
1952.....	123,0	16,2	13,2	122,6	18,7	15,3
1953.....	121,0	16,6	13,7	113,0	20,1	17,8
1954.....	127,5	17,1	13,4	115,2	24,2	21,0
1955.....	142,2	18,8	13,2	139,0	28,8	20,7
1956.....	163,6	21,4	13,1	158,1	34,7	21,9
1957.....	171,6	24,3	14,2	159,3	36,2	22,7
1958.....	156,0	24,6	15,8	152,1	31,5	20,7
1959.....	172,1	27,2	15,8	164,8	35,0	21,2

Source : Institut National de Statistique.

## Evolution du commerce extérieur des Pays-Bas

### Valeur

ANNÉE	Importations			Exportations		
	Total (en millions de florins)	En provenance de l'U.E.B.L.		Total (en millions de florins)	Vers l'U.E.B.L.	
		En millions de florins	% du total		En millions de florins	% du total
1948.....	4 920	730	14,8	2 669	422	15,8
1949.....	5 332	761	14,3	3 851	511	13,3
1950.....	7 811	1 437	18,4	5 386	727	13,5
1951.....	9 700	1 774	18,3	7 409	1 095	14,8
1952.....	8 449	1 451	17,2	8 015	1 251	15,6
1953.....	9 026	1 556	17,2	8 180	1 266	15,5
1954.....	10 860	1 841	17,0	9 172	1 293	14,1
1955.....	12 191	2 205	18,1	10 211	1 411	13,8
1956.....	14 156	2 680	18,9	10 876	1 543	14,2
1957.....	15 599	2 816	18,1	11 770	1 826	15,5
1958.....	13 774	2 459	17,9	12 227	1 830	15,0
1959.....	14 967	2 747	18,4	13 705	2 009	14,7

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

## Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas

### Répartition d'après le degré de transformation

ANNÉE	Produits alimentaires boissons et tabacs		Matières brutes et combustibles		Produits manufacturés		Total
	En milliards de francs	% de la valeur totale	En milliards de francs	% de la valeur totale	En milliards de francs	% de la valeur totale	En milliards de francs
<b>IMPORTATIONS</b>							
1952.....	6,0	36,9	3,4	21,1	6,8	42,0	16,2
1953.....	5,3	31,7	3,4	20,6	7,9	47,7	16,6
1954.....	4,6	26,8	3,6	20,9	8,9	52,3	17,1
1955.....	5,0	26,4	4,0	21,3	9,8	52,3	18,8
1956.....	5,2	24,4	5,1	23,9	11,0	51,7	21,4
1957.....	5,3	22,2	6,0	24,7	12,9	53,1	24,2
1958.....	5,2	21,1	5,5	22,4	13,9	56,5	24,6
1959.....	5,8	21,3	5,2	19,1	16,2	59,6	27,2
<b>EXPORTATIONS</b>							
1952.....	0,4	2,3	2,5	13,2	15,8	84,5	18,7
1953.....	0,6	3,0	2,6	13,2	16,9	83,8	20,1
1954.....	0,9	3,7	3,3	13,9	19,9	82,4	24,2
1955.....	1,0	3,3	4,5	15,7	23,3	81,0	28,8
1956.....	1,1	3,3	4,7	13,7	28,8	83,0	34,7
1957.....	1,3	3,7	5,1	14,2	29,7	82,1	36,1
1958.....	1,8	5,7	4,3	13,7	25,2	80,0	31,5
1959.....	1,9	5,4	4,3	12,3	28,8	82,3	35,0

Source : Institut National de Statistique.

## Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas

### Principaux produits manufacturés répartis par secteur industriel

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations				Exportations			
	1956	1957	1958	1959	1956	1957	1958	1959
<i>Industrie métallurgique</i> .....	<b>592</b>	<b>571</b>	<b>588</b>	<b>686</b>	<b>8 177</b>	<b>7 507</b>	<b>4 825</b>	<b>5 987</b>
Fer et acier .....	414	448	413	463	5 394	5 694	3 372	4 252
Métaux non ferreux .....	178	123	175	223	2 783	1 813	1 453	1 735
<i>Industrie des fabrications métalliques</i> .....	<b>3 579</b>	<b>4 497</b>	<b>5 296</b>	<b>5 868</b>	<b>7 603</b>	<b>8 507</b>	<b>8 402</b>	<b>8 938</b>
Machines .....	877	998	1 109	1 798	1 401	2 179	2 426	2 029
Construction électrique ...	1 209	1 490	1 716	1 965	2 021	2 289	2 395	2 452
Matériel de transport .....	780	1 138	1 620	1 212	3 132	2 987	2 796	3 449
Armes .....	3	93	21	2	38	53	93	103
Autres articles manufacturés en métal .....	710	778	830	891	1 011	999	692	905
<i>Industries textiles et du vêtement</i> .....	<b>2 454</b>	<b>2 928</b>	<b>2 758</b>	<b>3 142</b>	<b>7 316</b>	<b>7 646</b>	<b>6 179</b>	<b>6 940</b>
Filés .....	360	404	349	530	2 678	2 766	2 128	2 429
Tissus .....	1 220	1 458	1 343	1 554	2 149	2 402	1 904	2 205
Autres produits textiles ...	250	283	289	211	653	719	607	705
Vêtement .....	624	783	777	847	1 836	1 759	1 540	1 601
<i>Industries chimiques</i> .....	<b>1 197</b>	<b>1 488</b>	<b>1 675</b>	<b>1 892</b>	<b>1 491</b>	<b>1 616</b>	<b>1 717</b>	<b>1 872</b>
Produits chimiques proprement dits .....	427	573	650	654	395	355	395	466
Engrais manufacturés .....	6	19	38	47	429	476	493	505
Produits photographiques .	7	8	7	10	119	122	126	137
Autres produits chimiques .	757	888	980	1 181	548	663	703	764
<i>Industrie charbonnière</i> .....	<b>809</b>	<b>1 151</b>	<b>1 224</b>	<b>1 322</b>	<b>1 490</b>	<b>1 354</b>	<b>771</b>	<b>619</b>
<i>Dérivés du pétrole</i> .....	<b>2 103</b>	<b>2 692</b>	<b>3 557</b>	<b>1 955</b>	<b>1 698</b>	<b>2 065</b>	<b>2 944</b>	<b>2 005</b>
<i>Produits alimentaires, boissons et tabacs</i> .....	<b>1 458</b>	<b>1 587</b>	<b>1 838</b>	<b>1 968</b>	<b>627</b>	<b>662</b>	<b>786</b>	<b>687</b>
<i>Matériaux de construction</i> ....	<b>128</b>	<b>148</b>	<b>132</b>	<b>152</b>	<b>925</b>	<b>1 010</b>	<b>759</b>	<b>962</b>
<i>Industrie du verre</i> .....	<b>90</b>	<b>136</b>	<b>89</b>	<b>127</b>	<b>639</b>	<b>662</b>	<b>742</b>	<b>874</b>
<i>Industrie du papier et du carton</i> .....	<b>824</b>	<b>1 029</b>	<b>1 008</b>	<b>1 068</b>	<b>649</b>	<b>795</b>	<b>697</b>	<b>781</b>

Source : Institut National de Statistique.

# Table 1. Summary of the results of the survey

The survey was conducted in 1998 and 1999 in the following areas:

Year	Area	Number of respondents		Percentage of respondents		Total
		1998	1999	1998	1999	
1998	Area A	100	120	100%	120%	220
	Area B	150	180	150%	180%	330
	Area C	200	240	200%	240%	440
	Area D	250	300	250%	300%	550
	Area E	300	360	300%	360%	660
	Area F	350	420	350%	420%	770
	Area G	400	480	400%	480%	880
	Area H	450	540	450%	540%	990
	Area I	500	600	500%	600%	1100
	Area J	550	660	550%	660%	1210
1999	Area A	120	144	120%	144%	264
	Area B	180	216	180%	216%	396
	Area C	240	288	240%	288%	528
	Area D	300	360	300%	360%	660
	Area E	360	432	360%	432%	792
	Area F	420	504	420%	504%	924
	Area G	480	576	480%	576%	1056
	Area H	540	648	540%	648%	1188
	Area I	600	720	600%	720%	1320
	Area J	660	792	660%	792%	1452

Source: Author's calculations based on the survey data.



RELATIONS ECONOMIQUES DE LA  
BELGIQUE AVEC LE CONGO BELGE  
ET LE RUANDA-URUNDI

**Commerce entre l'U.E.B.L.  
et le Congo Belge et le Ruanda-Urundi (a)**

(en millions de francs)

ANNÉE	Statistiques du commerce de l'U.E.B.L.		Statistiques du commerce du Congo Belge et du Ruanda-Urundi			
	Importations	Exportations	Exportations (b)	Importations (c)	Part de l'U.E.B.L. en %	
					Exportations (6)	Importations (7)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
1950 .....	7 426,1	3 131,6	..	..	..	..
1951 .....	10 119,3	5 408,1	..	..	..	..
1952 .....	9 808,5	7 207,3	..	..	..	..
1953 .....	9 055,5	6 606,7	4 572,8	7 309,8	22,2	40,2
1954 .....	9 871,3	6 284,0	4 972,6	6 704,4	24,3	36,2
1955 .....	11 676,8	6 614,3	5 988,0	6 888,8	25,6	36,3
1956 .....	12 782,9	7 066,2	6 947,1	7 166,3	25,4	34,7
1957 .....	10 096,1	6 996,1	5 671,6	7 548,3	23,3	34,5
1958 .....	8 996,0	5 947,0	4 483,9	6 382,8	21,5	35,2
1959 .....	9 745,1	4 385,3	4 884,6	4 663,6	19,5	30,3

Sources : Col. 2 et 3 : Institut National de Statistique.

Col. 4 à 7 : Banque centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi.

- (a) Les différences entre les deux séries (col. 2 et 4) sont dues principalement à l'ampleur des réexportations par la Belgique.  
 (b) Valeurs conventionnelles; répartition géographique de la statistique des paiements.  
 (c) Statistiques douanières.

**Exportations du Congo Belge et du Ruanda-Urundi vers la Belgique (a)**

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Cuivre et argent .....	2 070,2	2 510,4	3 314,6	2 126,0	1 474,8	1 910,0
Etain .....	137,0	234,9	259,4	239,0	170,0	255,7
Cobalt .....	9,9	11,6	45,4	28,0	7,6	19,6
Minerai de manganèse	19,2	39,2	58,0	65,4	28,9	45,6
Zinc et minerai .....	177,8	200,6	184,7	179,7	103,5	130,9

Source : Banque centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi.

- (a) Voir note (a) du tableau précédent.

**Exportations de l'U.E.B.L. vers le Congo Belge et le Ruanda-Urundi**  
(en millions de francs)

N° de la classification (a)	DÉSIGNATION (b)	1956	1957	1958	1959
0	Produits alimentaires .....	448,4	465,9	461,4	430,4
1	Boissons et tabacs .....	12,6	13,4	13,4	12,7
2	Matières brutes non comestibles, carburants non compris .....	76,2	78,1	68,1	53,6
3	Combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes .....	117,2	37,2	21,9	45,0
4	Huiles et graisses d'origine animale ou végétale .....	16,1	11,9	9,0	4,8
5	Produits chimiques .....	383,0	467,1	407,3	381,0
6	Autres produits manufacturés .....	3 201,6	3 362,6	2 306,7	1 802,6
7	Machines et matériel de transport .....	2 195,4	2 014,3	2 141,5	1 354,3
8	Articles manufacturés divers .....	584,5	514,4	483,6	419,6
9	Marchandises diverses, n. d. a. ....	31,1	30,2	34,1	30,6
01	Viandes et produits à base de viande .....	73,5	68,3	68,0	70,4
02	Produits laitiers, œufs et miel .....	34,8	36,1	51,9	35,0
03	Poissons et produits à base de poisson .....	55,8	49,0	51,3	44,7
04	Céréales et produits à base de céréales .....	107,4	130,9	110,4	94,4
05	Fruits et légumes .....	84,8	82,2	83,5	77,9
06	Sucre et préparations à base de sucre .....	52,9	57,0	51,7	53,7
07	Café, thé, cacao, épices et produits dérivés	9,9	18,3	16,6	18,5
26	Fibres textiles .....	62,5	64,3	59,7	42,4
51	Éléments chimiques et composés .....	55,5	38,9	43,3	44,0
53	Produits pour teinture, tannage et colorants	52,0	54,4	37,6	27,9
54	Produits médicaux et pharmaceutiques.	136,6	167,6	158,2	139,1
55	Huiles essentielles, produits de parfumerie et d'entretien .....	16,6	16,4	16,4	18,0
56	Engrais manufacturés .....	19,5	36,6	39,0	32,7
59	Explosifs, matières et produits chimiques divers .....	99,1	150,6	110,2	113,2
61	Cuirs, articles en cuir, n.d.a. et fourrures apprêtées .....	11,4	8,7	8,6	7,0
62	Caoutchouc manufacturé, n.d.a. ....	142,9	140,3	108,0	106,7
63	Articles en bois et en liège (sauf meubles) .	16,0	13,7	12,2	20,1
64	Papier, carton et articles en papier, carton ou pâte de bois .....	138,4	155,2	98,2	97,4
65	Filés, tissus, articles textiles façonnés et produits connexes (autres que vêtements et chaussures) .....	446,5	442,9	345,7	341,5
66	Articles minéraux non métalliques, manufacturés, n. d. a. ....	255,7	205,3	177,8	132,4
812	Appareils sanitaires et accessoires de plomberie, de chauffage et d'éclairage .....	38,4	36,6	29,0	20,4
82	Meubles et articles d'ameublement .....	71,2	47,7	33,6	28,4
84	Vêtements .....	125,1	122,4	109,9	101,0
85	Chaussures .....	58,8	44,9	47,0	23,5
861	Appareils et instruments scientifiques, médicaux, d'optique, de mesure et de contrôle .....	56,8	46,0	51,4	48,5

(a) Classification-type du commerce international (C.T.C.I.); le premier chiffre pour les sections, le deuxième pour les divisions, le troisième pour les positions.

(b) Désignations parfois abrégées; pour la désignation complète, voir le *Bulletin mensuel du commerce extérieur de l'U.E.B.L.* (Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique).

**Exportations de l'U.E.B.L. vers le Congo Belge et le Ruanda-Urundi (suite)**

(en millions de francs)

N° de la classification (a)	DÉSIGNATION (b)	1956	1957	1958	1959
681	Fer et acier .....	1 407,7	1 528,5	837,7	641,8
.04	dont : Poutrelles, cornières, profilés, barres, etc. ....	375,2	405,7	189,6	145,2
.05	Larges plats et tôles sans revêtement	331,0	338,0	254,1	125,2
.06	Feuillards avec ou sans revêtement .	25,7	23,1	16,0	14,5
.07	Tôles avec revêtement .....	220,8	312,8	128,0	191,0
.08	Rails pour voies ferrées .....	92,9	78,3	20,2	20,6
.11	Accessoires pour voies ferrées .....	126,5	107,9	47,7	42,9
.12	Fil machine et fils tréfilés .....	13,6	14,6	8,9	8,8
.13	Tubes et raccords d'acier, soudés ou étirés .....	190,0	215,8	149,1	78,2
.15	Moulages et pièces de forge non travaillés, n. d. a. ....	25,8	26,2	20,5	11,8
682	Cuivre .....	31,5	22,0	10,9	6,4
684	Aluminium .....	45,9	31,5	32,7	28,1
691	Armurerie .....	34,2	44,9	54,6	46,6
699	Articles manufacturés en métal, n.d.a. ....	637,2	739,4	602,6	
.01	dont :				
et 02	Eléments de construction finis .....	148,2	220,8	200,0	65,0
.03	Câbles, cordages, tresses, élingues,				
et 04	non isolés .....	15,0	47,9	29,3	18,7
.05	Treillis métallique, fils de clôture,				
et 06	grillages, etc. ....	42,4	35,9	29,6	25,1
.07	Clous, boulons, écrous, rondelles, rivets, etc. ....	93,7	69,8	49,9	36,2
.12	Outils à main, outils pour machines .	77,6	75,7	53,6	40,2
.13	Ustensiles de ménage .....	28,2	26,3	22,2	23,6
à 16					
.18	Articles de quincaillerie en métal ...	25,0	22,3	15,8	14,5
.21	Récipients métalliques .....	37,5	66,0	44,4	8,8
.29	Articles manufacturés en métal, n.d.a	155,2	161,1	146,9	110,9
711	Machines génératrices, non électriques ....	113,4	125,9	159,3	86,1
.01	dont : Chaudières à vapeur .....	35,3	41,0	30,8	12,1
.05	Moteurs à combustion interne, autres que d'avions .....	64,1	62,1	93,4	48,0
712	Machines et appareils agricoles .....	3,4	3,9	2,7	2,3
713	Tracteurs, à l'exception des tracteurs à vapeur .....	10,6	5,0	2,2	5,0
715	Machines pour le travail des métaux .....	46,5	38,6	18,1	14,3
716	Machines pour diverses industries .....	507,7	565,7	597,4	354,2
.01	dont : Pompes pour liquides .....	46,0	48,9	56,6	34,4
.03	Appareils de levage, manutention, extraction, etc. ....	74,5	121,4	94,1	90,9
.08	Machines textiles et accessoires ....	20,7	23,7	15,4	5,9
.13	Machines et appareils, n. d. a. ....	248,5	245,7	330,4	105,3
.15	Pièces détachées et accessoires pour machines .....	78,0	79,7	69,0	59,3
721	Machines et appareils électriques .....	871,1	670,7	590,8	394,3
.01	dont : Machines génératrices, transformateurs, etc. (c) .....	271,5	271,6	287,3	149,1
.04	Appareils pour radio et similaires ...	28,1	17,2	21,3	26,1
.05	Appareils pour télégraphie et téléphonie .....	57,4	40,0	41,0	14,5
.13	Câbles et fils électriques isolés .....	251,2	194,1	127,8	106,4
.19	Machines et appareils électr. n.d.a. (c)	186,9	68,5	55,1	58,6
731	Matériel roulant pour chemins de fer .....	270,0	318,9	486,2	286,7
732	Véhicules automobiles routiers .....	90,2	68,9	160,3	82,5
733	Autres véhicules routiers .....	125,0	104,0	68,4	59,2
735	Navires et bateaux .....	144,1	97,4	46,5	36,7

Source : Institut National de Statistique.

(c) La sous-section 721.01 comprend depuis 1957 un certain nombre de produits transférés de la sous-

**Importations en U.E.B.L. des principaux produits en provenance  
du Congo Belge et du Ruanda-Urundi (a)**

DÉSIGNATION	Quantité (en tonnes)			Valeur (en milliers de francs)		
	1957	1958	1959	1957	1958	1959
Maïs .....	6 688	7 488	8 225	21 081	18 919	26 454
Bananes .....	11 290	9 043	12 755	80 744	57 927	69 764
Café vert .....	9 773	11 404	11 973	354 705	418 019	358 978
Fèves de cacao.....	1 991	1 374	1 321	53 381	54 978	46 066
Tourteaux.....	7 522	5 738	6 600	28 609	17 749	27 736
Tabacs bruts .....	65	42	45	7 225	5 645	6 064
Peaux de bovins et simi- laires .....	333	219	198	9 243	6 357	7 133
Amandes de palmistes ..	12 463	23 516	17 844	84 566	168 681	161 330
Caoutchouc.....	10 821	8 832	8 069	330 199	221 816	240 910
Bois ronds bruts ou sim- plement équarris ....	25 736	19 799	22 587	55 809	41 469	43 454
Bois sciés de long ou sim- plement préparés ....	12 764	8 260	7 522	47 840	32 079	28 656
Coton brut (linters excl.)	15 917	13 284	16 995	561 677	416 220	484 324
Urena lobata, punga et abroma augusta .....	1 877	4 769	2 552	27 166	56 650	28 227
Déchets de métaux .....	14 900	4 091	389	52 717	11 014	7 067
Minerais de zinc.....	69 792	66 031	66 108	117 178	90 898	127 514
Minerais d'étain .....	14 301	10 386	8 855	1 122 071	778 307	721 697
Minerais de manganèse..	46 686	47 956	53 604	81 942	67 801	66 970
Minerais des métaux com- muns, n. d. a. ....	749	1 065	898	219 266	373 356	606 618
Ivoire brut .....	78	58	95	18 285	13 635	24 119
Copal .....	1 735	1 478	1 588	20 950	17 556	19 386
Huile de coton .....	3 301	2 918	2 261	56 676	39 713	29 765
Huile d'arachides .....	5 072	4 598	4 832	88 128	61 225	71 863
Huile de palme .....	36 215	34 086	39 201	441 876	389 926	438 329
Huile de palmiste .....	1 907	1 107	681	23 073	12 973	10 342
Bois de placage et contre- plaqués .....	2 658	1 905	666	14 343	11 778	3 504
Cuivre brut.....	158 738	156 082	161 108	5 013 815	4 327 213	5 157 873
Etain brut .....	2 330	2 414	2 001	244 491	250 936	221 743
Cadmium .....	38	64	75	6 112	8 572	9 256
Or brut .....	12	13	11	643 090	674 105	593 890
Autres métaux, n.d.a. ..	891	1 490	3 673	196 776	284 687	675 326

Source : Institut National de Statistique.

(a) D'après les rubriques de la classification-type du commerce international, sauf pour l'urena lobata..., le copal, le cadmium, l'or, les autres métaux n.d.a., pour lesquels il a été fait usage des rubriques du tarif douanier.

## Soldes de la balance des paiements du Congo Belge et du Ruanda-Urundi (a)

(en millions de francs)

ANNÉE	Transactions courantes		Capitaux à long terme		Solde global y compris erreurs et omissions	
	Balance générale	Avec l'U.E.B.L.	Balance générale	Avec l'U.E.B.L.	Balance générale	Avec l'U.E.B.L.
1951 .....	+ 1 361	— 1 266	+ 767	+ 716	+ 3 722	— 550
1952 .....	— 1 801	— 4 728	+ 3 224	+ 838	+ 1 931	— 3 890
1953 .....	— 1 668	— 7 967	+ 2 727	+ 734	+ 827	— 7 233
1954 .....	— 1 978	— 8 808	+ 2 189	+ 1 761	+ 42	— 7 067
1955 .....	— 2 039	— 10 539	+ 2 972	+ 3 040	+ 855	— 7 529
1956 .....	— 3 861	— 13 171	+ 3 703	+ 3 262	— 294	— 10 040
1957 .....	— 7 826	— 14 986	+ 441	+ 427	— 7 482	— 14 639
1958 .....	— 5 570	— 13 586	+ 5 286	+ 3 764	— 296	— 9 869
1959 .....	— 3 304	— 13 684	— 2 315	— 3 150	— 5 640	— 16 872

Source : Banque centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi.

(a) Non compris les mouvements de capitaux à court terme.

## Evolution des opérations sur marchandises (a) du Congo Belge et du Ruanda-Urundi à l'égard de l'U.E.B.L.

(en millions de francs)

ANNÉE	Recettes	Dépenses	Soldes
1951 .....	8 102	5 974	+ 2 128
1952 .....	6 826	7 620	— 794
1953 .....	4 218	6 990	— 2 772
1954 .....	5 207	6 771	— 1 564
1955 .....	6 061	7 244	— 1 183
1956 .....	6 615	7 514	— 899
1957 .....	5 621	8 037	— 2 416
1958 .....	4 667	7 000	— 2 333
1959 .....	5 205	5 700	— 495

Source : Banque centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi.

(a) Or non monétaire non compris.

**Balance des paiements du Congo Belge et du Ruanda-Urundi envers l'U.E.B.L.**  
(en millions de francs)

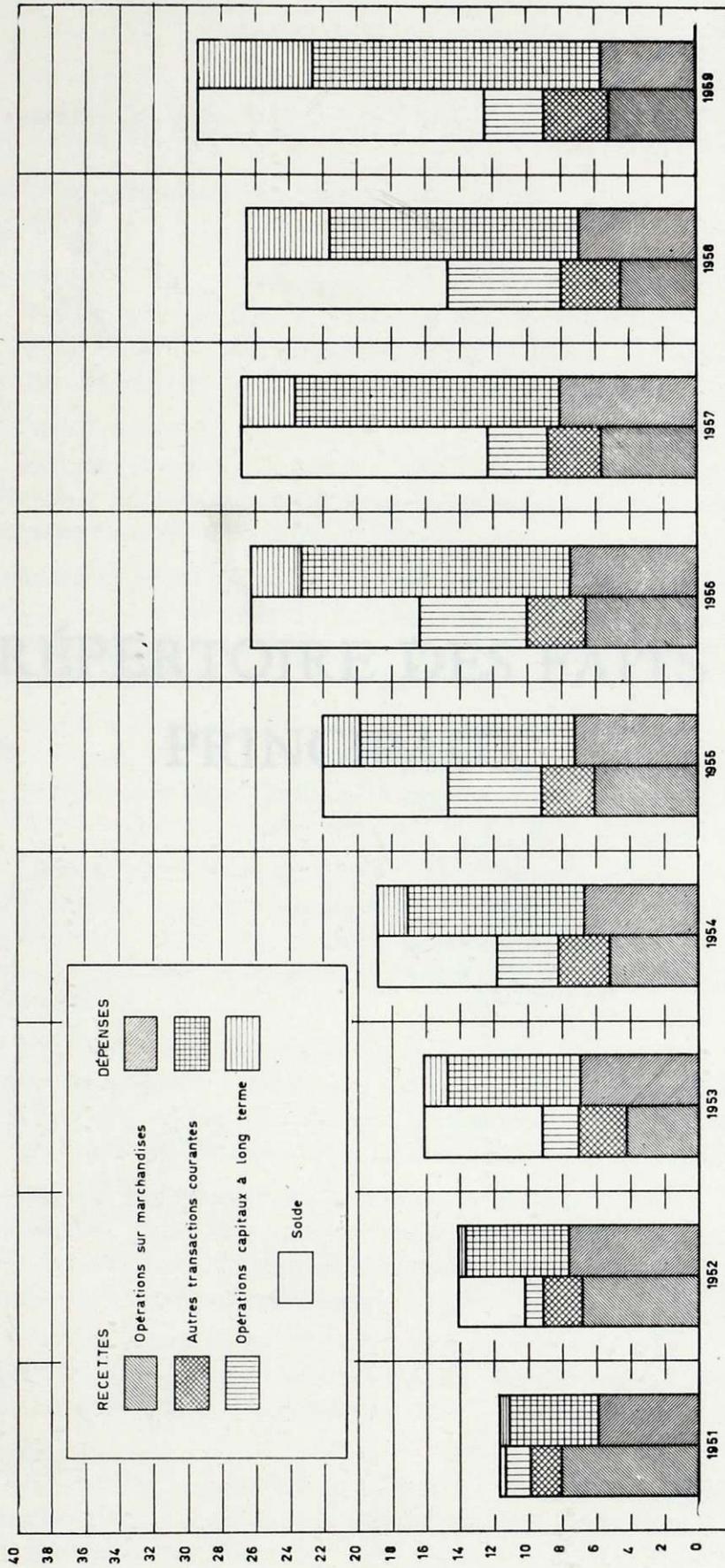
DÉSIGNATION	1958			1959		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
<b>A. Transactions courantes :</b>						
1. Opérations sur marchandises (f.o.b.) .....	4 667	7 000	- 2 333	5 205	5 700	- 495
2. Or non monétaire .....	592	—	+ 592	550	—	+ 550
3. Déplacements à l'étranger .....	168	1 599	- 1 431	153	1 442	- 1 289
4. Frets et assurances .....	89	4 041	- 3 952	79	4 262	- 4 183
5. Revenus des investissements .....	503	3 350	- 2 847	604	3 550	- 2 946
6. Transactions gouvernementales non comprises ailleurs.	679	1 648	- 969	715	1 314	- 599
7. Transactions diverses .....	972	2 362	- 1 390	910	2 778	- 1 868
8. Donations et fonds de migrants :						
a) privés .....	365	1 621	- 1 256	329	3 683	- 3 354
b) officiels .....				500	—	+ 500
9. Total des transactions courantes .....	<b>8 035</b>	<b>21 621</b>	<b>- 13 586</b>	<b>9 045</b>	<b>22 729</b>	<b>- 13 684</b>
<b>B. Mouvements de capitaux à long terme :</b>						
1. Capitaux privés .....	2 459	2 528	- 69	2 306	6 183	- 3 877
2. Capitaux officiels .....	4 253	420	+ 3 833	1 222	495	+ 727
3. Total .....	<b>6 712</b>	<b>2 948</b>	<b>+ 3 764</b>	<b>3 528</b>	<b>6 678</b>	<b>- 3 150</b>
<b>C. Solde final .....</b>	<b>14 747</b>	<b>24 569</b> (a)	<b>- 9 822</b>	<b>12 573</b>	<b>29 407</b>	<b>- 16 834</b>

Source : Banque centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi.

(a) Y compris un poste « erreurs et omissions » de 47 millions de francs en 1958 et de 38 en 1959.

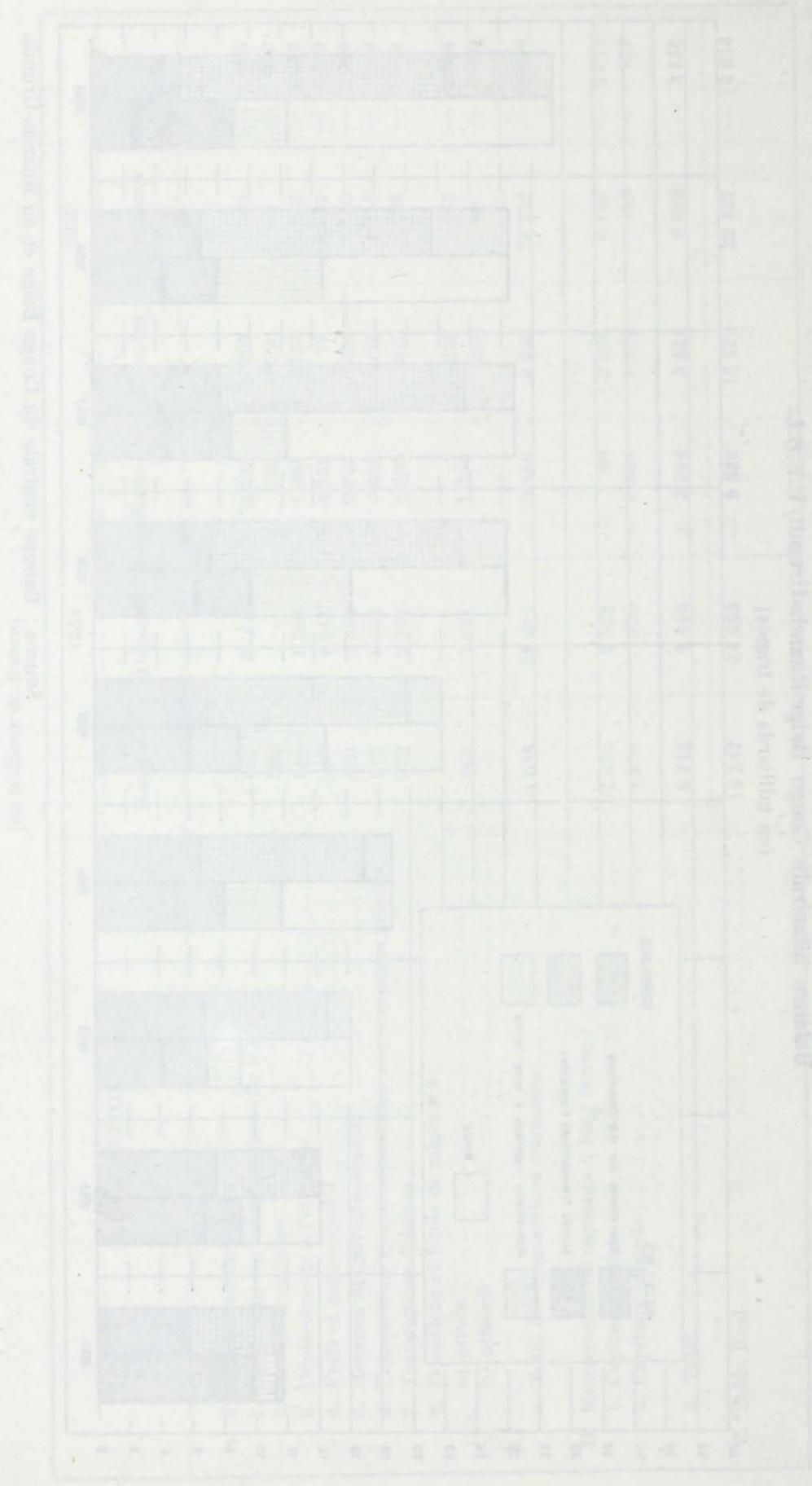
### Balance bilatérale Congo Belge-Ruanda-Urundi / U.E.B.L.

(en milliards de francs)



Source : Banque centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi.

Balance sheet presentation for Company of the International... (YU.S.S.R.)



Source: International... (YU.S.S.R.)  
 System of... (YU.S.S.R.)  
 (in millions of rubles)

## RÉPERTOIRE DES FAITS PRINCIPAUX

Accord monétaire européen (Voir Finances)

Agriculture

### AIDE FINANCIÈRE

Par décret royal du 17 juillet 1959 le Ministère de l'Agriculture a autorisé le 1<sup>er</sup> janvier 1960 la levée des engagements de l'Etat pour l'aide financière à l'Agriculture au montant de 250 millions de francs et pour la durée de 1960 à 1964.

### SUBVENTIONS DES PRIMES

L'arrêté royal du 23 janvier 1959 (le Ministère de l'Agriculture) fixe les subventions pour l'encouragement à la production de lait; celle-ci varient de 0,70 à 1,30 F par litre.

L'arrêté royal du 11 mars 1959 (le Ministère de l'Agriculture) fixe les subventions pour la production de viande.

## RÉPERTOIRE DES FAITS PRINCIPAUX

L'arrêté royal du 23 janvier 1959 (le Ministère de l'Agriculture) fixe les subventions pour l'encouragement à la production de lait; celle-ci varient de 0,70 à 1,30 F par litre.

L'arrêté royal du 11 mars 1959 (le Ministère de l'Agriculture) fixe les subventions pour la production de viande.

L'arrêté ministériel du 20 novembre 1959 (le Ministère de l'Agriculture) autorise le 1<sup>er</sup> décembre 1959 l'octroi aux planteurs de légumes de la région de l'Est de 200 N de jus de légumes déclaré au régime de l'Etat et de 200 N de jus de légumes déclaré au régime de l'Etat et de 200 N de jus de légumes déclaré au régime de l'Etat.

L'arrêté ministériel du 21 décembre 1959 (le Ministère de l'Agriculture) fixe le 24 décembre 1959 par 4,200 F par hectare de consommation de 200 N le subside accordé aux agriculteurs de l'arrondissement de la région du prix des grains de légumes.

L'arrêté royal du 20 décembre 1959 (le Ministère de l'Agriculture) fixe le 20 décembre 1959 les subventions pour l'encouragement à la production de viande.

### RECHERCHE

Par l'arrêté ministériel du 15 janvier 1960 (le Ministère de l'Agriculture) le 5 février 1960, est créée une Commission de Recherche scientifique pour la Pêche maritime.

RÉPERTOIRE DES FAITS  
PRINCIPAUX

## RÉPERTOIRE DES FAITS PRINCIPAUX

**Accord monétaire européen** (Voir Finances)

### **Agriculture**

#### **AIDE FINANCIÈRE**

Par l'arrêté royal du 17 juillet 1959 (« Moniteur belge » du 31 juillet 1959), la limite des engagements de l'Institut National de Crédit Agricole est accrue de 250 millions de francs et portée à 2 milliards.

#### **SUBVENTIONS ET PRIMES**

L'arrêté royal du 23 janvier 1959 (« Moniteur belge » du 4 février 1959) fixe les subsides pour l'encouragement à la consommation de lait; ceux-ci varient de 0,40 à 2,50 F par litre.

L'arrêté royal du 11 mars 1959 (« Moniteur belge » du 25 mars 1959) remet en vigueur le subside octroyé par l'État aux sociétés reconnues pour l'assurance mutuelle et la réassurance contre la mortalité du bétail dans les entreprises agricoles.

L'arrêté royal du 20 mars 1959 (« Moniteur belge » du 10 avril 1959) octroie aux sociétés d'élevage de bêtes bovines un subside de 100 francs par animal dont la formule antigénique sanguine aura été établie par un laboratoire agréé par le Ministre de l'Agriculture.

L'arrêté ministériel du 6 avril 1959 (« Moniteur belge » du 21 avril 1959) modifie la réglementation en matière de subside compensant la hausse du prix des céréales fourragères dans la région limonaise; le subside est ramené de 400 à 300 F pour les exploitations de 10 à 20 ha.

L'arrêté ministériel du 25 novembre 1959 (« Moniteur belge » du 27 novembre 1959) octroie aux planteurs de houblon un subside de 200 F par are de houblon déclaré au recensement du 15 mai 1959 et charge l'Institut National de Crédit Agricole de sa répartition.

L'arrêté ministériel du 21 décembre 1959 (« Moniteur belge » du 24 décembre 1959) fixe à 250 F par unité de consommation de 300 kg le subside accordé aux agriculteurs en compensation de la hausse du prix des graines fourragères.

L'arrêté royal du 30 décembre 1959 (« Moniteur belge » du 29 janvier 1960) accorde aux cultivateurs qui ont cultivé et récolté du lin, une prime de 2.000 F à l'hectare.

#### **RECHERCHE**

Par l'arrêté ministériel du 15 janvier 1959 (« Moniteur belge » du 5 février 1959), est créée une Commission de Recherche scientifique pour la Pêche maritime.

## RÉGLEMENTATION

L'arrêté ministériel du 26 mars 1959 (« Moniteur belge » du 8 avril 1959) établit une réglementation concernant l'exportation des asperges.

L'arrêté royal du 10 juin 1959 et l'arrêté ministériel d'exécution du 11 juin 1959 (« Moniteur belge » du 30 octobre 1959) établissent une nouvelle réglementation du commerce d'aliments pour le bétail.

L'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> septembre 1959 (« Moniteur belge » du 17 septembre 1959) fixe les conditions auxquelles doit satisfaire le witloof destiné à l'exportation.

## REMEMBREMENT

L'arrêté royal du 10 juillet 1959 (« Moniteur belge » du 20 juillet 1959) concerne le remembrement légal des biens ruraux. Il s'agit d'une réglementation relative à la Société nationale pour la Petite Propriété terrienne.

**Benelux** (Voir Commerce extérieur)

**Chômage** (Voir Prévoyance sociale)

**Commerce extérieur**

## PROMOTION DU COMMERCE EXTÉRIEUR

Le 6 août 1959 a été créée l'Association pour la Coordination du Financement à moyen Terme des Exportations belges, A.S.B.L., dénommée « Créditexport » (1). La nouvelle association a pour objet d'examiner les demandes de financement d'exportations payables à moyen terme, qui lui sont présentées et de donner un avis sur ces opérations; elle décide des interventions du pool de financement constitué en même temps par ouverture de lignes de crédit et mis à sa disposition jusqu'à concurrence de 2,75 milliards par le secteur public de crédit et de 2 milliards par les banques privées.

Sous la conduite du Ministre du Commerce extérieur, des voyages de prospection ont été entrepris en Italie (janvier), en France (avril) et dans la République fédérale d'Allemagne (octobre), tandis que des membres du Parlement se sont rendus au Venezuela (avril) et au Mexique (septembre-octobre).

Des représentants de l'industrie chimique et de l'industrie des fabrications métalliques ont entrepris un voyage en U.R.S.S. (septembre).

---

(1) Elle remplace l'ancien Comité consultatif de Coordination du Financement à moyen Terme des Exportations « Cofinex ».

## ACCORDS COMMERCIAUX ET DE PAIEMENT

### ACCORDS CONCLUS ENTRE BENELUX ET :

la *Finlande* : Le 1<sup>er</sup> janvier 1959, est entré en vigueur le protocole signé le 29 janvier 1959. Il reste valable jusqu'au 31 décembre 1959 et comporte l'organisation multilatérale du commerce et des paiements.

la *Hongrie* : L'accord commercial est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1959 et l'accord de paiement basé sur le principe du multilatéralisme, le 1<sup>er</sup> avril 1959. Ces accords avaient été signés à Budapest le 24 décembre 1958.

la *Pologne* : Le 1<sup>er</sup> janvier 1959 est entré en vigueur un accord commercial d'un an et le 1<sup>er</sup> mars 1959 un accord de paiement valable pour une durée illimitée.

le *Royaume-Uni* : L'accord commercial de 1958 a été prorogé de trois mois, le 1<sup>er</sup> janvier 1959. Le 30 avril 1959 a été paraphé un accord commercial valable jusqu'au 31 décembre 1959. En décembre 1959, a été conclu un accord en matière de contingents.

le *Honduras* : Le 30 janvier 1959, un accord commercial a été signé à Tegucigalpa.

la *Suède* : Le 1<sup>er</sup> mars 1959, l'accord commercial du 27 avril 1957 a été prorogé tacitement d'un an.

la *Tchécoslovaquie* : Le 18 mars 1959, a été signé, à Prague, un accord commercial assorti de listes contingentaires; il est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1959. Le 1<sup>er</sup> juillet 1959, est entré en vigueur un accord de paiement valable pour une durée illimitée.

l'*Autriche* : Le 1<sup>er</sup> avril 1959, l'accord commercial du 29 juin 1957 a été prorogé d'un an.

la *Suisse* : Le 1<sup>er</sup> avril 1959, l'accord commercial du 21 juin 1957 a été prorogé d'un an.

la *Norvège* : Le 1<sup>er</sup> mai 1959, l'accord commercial a été prorogé tacitement d'un an.

la *Turquie* : Le 11 mai 1959, un accord multilatéral a été conclu à Paris.

la *Yougoslavie* : Le 1<sup>er</sup> juillet 1959, l'accord commercial du 18 juin 1958 a été prorogé d'un an.

le *Maroc* : Le 1<sup>er</sup> juillet 1959, l'accord commercial du 5 août 1958 a été prorogé d'un an.

*Israël* : Le 1<sup>er</sup> septembre 1959, l'accord commercial du 29 août 1958 a été prorogé d'un an.

le *Portugal* : Le 1<sup>er</sup> octobre 1959, l'accord commercial du 25 mars 1957 a été prorogé tacitement d'un an.

la *Bulgarie* : Le 13 octobre 1959, un accord de commerce et de paiement a été paraphé à Sofia; il est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1960.

le *Danemark* : Le 1<sup>er</sup> décembre 1959, l'accord commercial du 28 décembre 1956 a été tacitement prorogé d'un an.

#### ACCORDS CONCLUS ENTRE L'U.E.B.L. ET

*l'Irlande* : La convention relative au bétail, pour 1959-1960, a été signée; elle proroge l'accord existant.

*l'Espagne* : L'accord commercial du 7 août 1956 a été prorogé jusqu'au 31 décembre 1959. Le 7 novembre, a été signée une convention pour le règlement de certains problèmes financiers découlant de l'abrogation de l'accord de paiement du 23 avril 1949.

*l'Australie* : L'accord commercial de 1936 est arrivé à expiration le 28 juin 1959.

le *Brésil* : Le 27 septembre 1959, l'accord de commerce et de paiement a été dénoncé; cette dénonciation a sorti ses effets à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1960.

la *République populaire d'Allemagne orientale* : L'arrangement commercial intervenu le 8 décembre 1958 entre l'Office économique belge et la Chambre du Commerce extérieur de la République populaire allemande a été prorogé d'un an à partir du 31 décembre 1959.

#### LICENCES D'IMPORTATION ET D'EXPORTATION

Deux arrêtés ministériels du 8 mai 1959 (« Moniteur belge » du 15 mai 1959) modifient l'arrêté ministériel du 11 septembre 1957. Le premier rétablit l'obligation de produire une licence, lors de l'importation de blanc de titane du Japon ou de Hong-kong; le second supprime cette obligation pour l'exportation de peaux brutes.

L'arrêté royal du 8 juin 1959 (« Moniteur belge » du 13 juin 1959) abroge l'arrêté royal du 17 septembre 1958; ainsi est supprimée l'obligation de produire une licence d'importation pour le beurre originaire ou en provenance du Grand-Duché de Luxembourg.

#### **Communauté Economique Européenne**

Le 23 novembre 1959, après un échange de vues sur le memorandum déposé par M. le Ministre Wigny, le Conseil de Ministres donne mandat à la Commission d'étudier des propositions pour une accélération du rythme de réalisation du Traité.

#### **Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier**

[Voir Industrie (charbonnages)]

#### **Coopération économique internationale**

Par l'arrêté royal du 25 avril 1959 (« Moniteur belge » du 6 mai 1959), est créé un Comité permanent pour la Coopération internationale. Ce Comité a pour tâche de coordonner les activités des divers départements ministériels dans le domaine de la coopération techni-

que, culturelle, sociale et économique de la Belgique avec les pays en voie de développement.

Par la loi du 19 juin 1959 (« Moniteur belge » du 20 juin 1959) la quote-part de 225 millions de dollars de la Belgique dans le Fonds Monétaire International est élevée à 337,5 millions de dollars, en accord avec la proposition du Conseil des Gouverneurs du Fonds. En même temps, la quote-part de la Belgique dans la Banque Internationale de Reconstruction et de Développement est portée de 225 à 450 millions de dollars.

Le 20 novembre 1959, a été créée à Stockholm la « European Free Trade Association » (Association européenne de libre-échange). Sept pays en font partie : le Royaume-Uni, la Norvège, la Suède, le Danemark, l'Autriche, la Suisse et le Portugal.

### **Distribution**

L'arrêté royal du 29 mai 1959 (« Moniteur belge » du 6 juin 1959) modifie l'arrêté royal du 23 décembre 1957 réglementant la vente à tempérament, en ce qui concerne le délai accordé pour le paiement intégral du prix; pour certaines catégories de produits (entre autres jouets, voyages, fourrures, réparations de véhicules, etc...) ce délai a été notablement prolongé.

En vertu de l'arrêté ministériel du 2 septembre 1959 (« Moniteur belge » du 16 septembre 1959) la vente de lait de laiterie dans les agglomérations de Gand et d'Anvers doit se faire en récipients remis aux consommateurs.

L'arrêté royal du 14 novembre 1959 (« Moniteur belge » du 28 décembre 1959) réglemente les moyens de stockage et le stockage de l'industrie des produits pétroliers. L'arrêté ministériel d'exécution du 23 décembre 1959 (« Moniteur belge » du 28 décembre 1959) impose, à chaque raffineur ou importateur de produits pétroliers pouvant être utilisés comme huiles combustibles, les obligations suivantes : disposer de moyens de stockage pour 10 000 m<sup>3</sup> de gas-oil et de fuel-oil léger et pour 10 000 m<sup>3</sup> de fuel-oils résiduels; avoir en permanence un stock de 5 000 t de gas-oil et de fuel-oil léger et de 5 000 t de fuel-oils résiduels.

### **Expansion économique** [Voir aussi Finances de l'Etat (Lois fiscales tendant à favoriser l'expansion économique)]

Par l'arrêté royal du 27 janvier 1959 (« Moniteur belge » du 4 février 1959), est institué un Fonds d'aide aux initiatives économiques régionales. Il a pour but de contribuer par des subsides ou des avances, au financement des initiatives promouvant l'expansion dans les régions spécialement touchées par des difficultés structurelles de caractère économique.

Par l'arrêté royal du 27 mars 1959 (« Moniteur belge » du 17 avril

1959) est instituée une Commission nationale consultative pour l'expansion économique des petites et moyennes entreprises. La tâche de cette commission comprend : l'étude des problèmes relatifs au développement de ces entreprises; la réalisation pratique des conclusions de cette étude; le classement systématique de toutes les activités appartenant à la sphère économique des petites et moyennes entreprises.

Par la loi du 24 mai 1959 (« Moniteur belge » du 6 juin 1959) est créé, au sein de la Caisse nationale de Crédit professionnel, un Fonds de garantie qui a pour objet de faciliter l'octroi de crédit professionnel aux personnes appartenant aux classes moyennes. Les modalités d'exécution de cette loi ont été fixées par l'arrêté royal du 12 septembre 1959 (« Moniteur belge » du 25 septembre 1959).

L'arrêté ministériel du 13 juillet 1959 (« Moniteur belge » du 27 juillet 1959) permet au Ministre des Affaires économiques d'agréer dans chaque province un Comité provincial d'expansion économique, ainsi que des Comités régionaux d'expansion économique dans les régions où les circonstances économiques sont telles que les Comités provinciaux ne peuvent agir avec toute l'efficacité nécessaire.

La loi du 17 juillet 1959 (« Moniteur belge » du 29 août 1959) instaure et coordonne des mesures en vue de favoriser l'expansion économique et la création d'industries nouvelles. Cette loi autorise l'octroi de bonifications d'intérêt à des organismes de crédit pour leur permettre d'accorder des prêts à des taux d'intérêt réduits. L'Etat peut accorder sa garantie au remboursement de ces prêts; il est aussi autorisé à mettre des immeubles à la disposition des entreprises industrielles ou artisanales. Un arrêté royal a été pris en exécution de cette loi, le 17 août 1959 (« Moniteur belge » du 29 août 1959).

En vertu de la loi du 18 juillet 1959 (« Moniteur belge » du 29 août 1959), une aide spéciale peut être accordée en vue de combattre les difficultés économiques et sociales de certaines régions dites de développement. Cette loi concerne à la fois l'octroi de bonifications d'intérêt, la concession de la garantie de l'Etat, l'octroi de subventions et d'exonérations fiscales. La construction de bâtiments industriels et l'aménagement de terrains industriels peuvent bénéficier des dispositions de la loi. Un arrêté royal du 18 août 1959 (« Moniteur belge » du 29 août 1959) est relatif à l'exécution de cette loi; l'arrêté royal du 27 novembre 1959 (« Moniteur belge » du 16 décembre 1959) désigne les quinze régions de développement.

L'arrêté royal du 17 août 1959 (« Moniteur belge » du 28 août 1959) met à la disposition du Ministre des Affaires économiques une somme de 20 millions de francs en vue du financement de travaux d'exploration du sous-sol de la province du Luxembourg.

Par l'arrêté royal du 14 octobre 1959 (« Moniteur belge » du 20 octobre 1959) il est créé un Bureau de Programmation économique. Ce Bureau étudie et propose au Comité ministériel de Coordination économique :

- les objectifs généraux de la politique économique, notamment en matière d'investissement, d'emploi, de prix et de salaires;
- un programme de développement économique et social établi, pour une ou plusieurs années, en vue d'atteindre les objectifs susdits; ce programme comprend les prévisions budgétaires y relatives; la politique des transports, celle de l'énergie et de l'emploi doivent y être intégrées;
- un plan d'investissements publics regroupant les principaux projets des différents services, administrations et pouvoirs publics;
- des prévisions quant aux investissements privés et des indications concernant les perspectives des différents secteurs de la vie économique.

#### **Emploi** (Voir aussi Expansion économique)

Par l'arrêté royal du 2 février 1959 (« Moniteur belge » du 5 février 1959), est fixée à 80 % l'intervention financière de l'Etat pour l'exécution de travaux avec l'aide de chômeurs par les communes et les administrations publiques. Le montant des travaux à exécuter ne peut pas dépasser le million de francs et la main-d'œuvre nécessaire doit, à concurrence de 80 %, être recrutée au bureau régional de placement.

#### **Euratom**

Le 18 février 1959, est entré en vigueur l'accord entre les Etats-Unis et l'Euratom.

#### **Finances de l'Etat**

##### **POLITIQUE ANTICYCLIQUE**

Par la loi du 19 juin 1959 (« Moniteur belge » du 20 juin 1959), est créé un Fonds permanent d'Egalisation des Budgets destiné à compenser les fluctuations affectant les résultats des budgets ordinaires de l'Etat au cours des phases successives des cycles économiques.

##### **EMPRUNTS**

Les pouvoirs publics et les institutions de droit public ont procédé, en 1959, à l'émission publique des emprunts repris ci-dessous :

DÉSIGNATION	Date d'émission	Montant nominal (en millions de francs)	Taux nominal d'intérêt (%)	Durée	Taux d'émission	Rendement moyen pour le souscripteur (%)
Etat belge 1959-1971 ..	19/1	8.194	4,75	12 ans	98,25	4,95
S. N. C. B. 1959-1969 .	16/3	700	4,75	10 ans	98,25	5,02
Fonds des Routes 1959-1971 .....	15/4	2.500	4,75	12 ans	98,25	4,95
Régie T.T. 1959-1970	12/5	1.500	4,75	11 ans	98,25	4,99
Etat belge 1959-1974 .	8/6	4.098	4,75	15 ans	98,25	5,06
Ville de Liège 1959- 1969 .....	6/7	400	5,—	10 ans	98,—	5,26
Etat belge 1959-1970 .	14/9	8.166	5,—	11 ans	99,—	5,06
Ville d'Anvers 1959- 1969 .....	19/10	750	5,—	10 ans	98,—	5,26
S.N.C.B. 1959-1969, II	16/11	2.000	5,—	10 ans	98,50	5,19
S.N.C.I. 1959-1969 ...	10/12	2.000	5,—	10 ans	98,50	5,23

## IMPÔTS

### IMPÔTS SUR LES REVENUS

La loi du 24 mars 1959 (« Moniteur belge » du 6 avril 1959) modifie les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus en matière de réclamations et de restitutions d'office.

La loi du 13 juillet 1959 (« Moniteur belge » du 27 juillet 1959) modifie certaines dispositions des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus en liaison avec la lutte contre la fraude fiscale.

L'arrêté royal du 14 octobre 1959 (« Moniteur belge » du 24 octobre 1959) modifie certaines dispositions des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus en ce qui concerne les retenues à effectuer sur les rémunérations des travailleurs rémunérés au pourboire.

Par l'arrêté royal du 12 novembre 1959 (« Moniteur belge » du 19 décembre 1959), la taxe professionnelle est réduite de 10 % pour les revenus nets inférieurs à 86 000 F.

### IMPÔTS SUR LA CIRCULATION JURIDIQUE DES BIENS

L'arrêté royal du 5 janvier 1959 (« Moniteur belge » du 11 janvier 1959) réduit d'un dixième le droit d'entrée sur une série de produits, notamment sur les articles de bonneterie.

L'arrêté royal du 8 janvier 1959 (« Moniteur belge » du 17 janvier 1959) prévoit l'exonération de la taxe de transmission sur les pièces et accessoires et sur les contrats d'entreprise exécutés dans le cadre d'un accord de rationalisation de la production.

L'arrêté royal du 4 mars 1959 (« Moniteur belge » du 8 mars 1959) abolit la taxe de transmission lors de l'achat et de l'importation de ciment brut en pierre (clinker) par les fabricants de ciment Portland qui utilisent ce produit uniquement pour une telle fabrication.

Par l'arrêté royal du 31 mars 1959 (« Moniteur belge » du 4 avril 1959), la taxe forfaitaire est portée de 10 à 12 % sur les gas-oils et de 5 à 12 % sur les fuel-oils. Cet arrêté étend l'application de la taxe forfaitaire de 12 % à toutes les huiles obtenues à partir des goudrons de houille quand ces huiles sont soumises à un droit d'accise.

L'arrêté royal du 6 mai 1959 (« Moniteur belge » du 11 mai 1959) prévoit, moyennant l'autorisation du Ministre des Finances, l'exemption totale ou partielle de la taxe de transmission sur l'achat ou l'importation en Belgique de matières auxiliaires (combustibles, électricité) utilisées par des industriels exportateurs.

L'arrêté royal du 8 mai 1959 (« Moniteur belge » du 11 mai 1959) modifie la liste des produits auxquels est appliquée une majoration de la taxe de transmission à l'importation.

La loi du 9 mai 1959 (« Moniteur belge » du 18 mai 1959) porte de 60 à 70 % le supplément à la taxe de circulation pour les véhicules mus à l'huile lourde et de 60 à 100 % pour les véhicules utilisant un hydrocarbure gazeux dérivé du pétrole.

L'arrêté royal du 29 mai 1959 (« Moniteur belge » du 1<sup>er</sup> juin 1959) exonère, dans certains cas et jusqu'au 30 juin 1960, de la taxe de transport, le transport fluvial de grains de céréales en vrac.

L'arrêté royal du 8 juin 1959 (« Moniteur belge » du 13 juin 1959) abroge le droit spécial à l'importation de beurre originaire ou en provenance du Grand-Duché de Luxembourg.

La loi du 19 juin 1959 (« Moniteur belge » du 20 juin 1959) relative au statut de la Banque Nationale supprime le droit de timbre de 1,44 pour mille sur la valeur moyenne des billets de banque en circulation au cours de l'année.

Les arrêtés royaux du 27 juin 1959 (« Moniteur belge » du 30 juin 1959) et du 24 décembre 1959 (« Moniteur belge » du 31 décembre 1959) prolongent une nouvelle fois et successivement, l'application de la réduction de 2 % de la taxe de transmission sur la vente de certaines espèces de papier.

L'arrêté royal du 16 octobre 1959 (« Moniteur belge » du 21 octobre 1959), rend applicable jusqu'au 31 décembre 1959, l'exonération de la taxe sur les contrats de transport pour le transport par rail et par trolleybus.

L'arrêté royal du 31 octobre 1959 (« Moniteur belge » du 3 novembre 1959) porte de 5 à 7,5 %, la taxe forfaitaire de transmission sur les engrais azotés.

L'arrêté royal du 26 novembre 1959 (« Moniteur belge » du 30 novembre 1959) étend aux huiles minérales moyennes, la taxe forfaitaire de 12 %.

Par l'arrêté royal du 30 décembre 1959 (« Moniteur belge » des 1-2 janvier 1960) la taxe de transmission sur l'énergie électrique est réduite de 5 à 3 %.

#### IMPÔTS DE CONSOMMATION

L'arrêté royal du 24 mars 1959 (« Moniteur belge » du 4 avril 1959) soumet à un droit d'accise de 100 F par hl, les huiles provenant de la distillation des goudrons de houille.

Par l'arrêté royal du 30 mars 1959 (« Moniteur belge » du 4 avril 1959) un droit d'accise de 10 F aux 100 kg est établi sur le mazout.

L'arrêté royal du 31 mars 1959 (« Moniteur belge » du 4 avril 1959) établit une réglementation complète de la perception du droit d'accise sur les huiles provenant de la distillation des goudrons de houille.

L'arrêté ministériel du 15 avril 1959 (« Moniteur belge » du 17 avril 1959) modifie le règlement et les barèmes relatifs à la perception du droit d'accise sur le tabac fabriqué.

La loi du 9 mai 1959 (« Moniteur belge » du 28 mai 1959) modifie le régime d'accise des huiles minérales fabriquées dans le pays ou importées et provenant du pétrole, du lignite, de la tourbe, etc...

L'arrêté royal du 26 novembre 1959 (« Moniteur belge » du 30 novembre 1959) établit un droit d'accise spécial de 0,75 F au litre sur l'huile légère et de 0,10 F au litre sur le gas-oil.

L'arrêté royal du 26 novembre 1959 (« Moniteur belge » du 19 décembre 1959) prévoit la perception d'un droit d'accise spécial de 0,75 F au litre sur le benzol et les produits analogues.

L'arrêté royal du 25 décembre 1959 (« Moniteur belge » du 9 janvier 1960) instaure un droit d'accise temporaire de 0,40 F au litre sur le gaz naturel liquide et les autres gaz liquides hydrocarbonés. Date d'entrée en vigueur : le 11 janvier 1960.

#### LOIS FISCALES TENDANT A FAVORISER L'EXPANSION ÉCONOMIQUE

La loi du 15 juillet 1959 (« Moniteur belge » du 28 juillet 1959) modifie temporairement le régime de taxation des plus-values réalisées, de 1959 à 1963, sur des immeubles, de l'outillage professionnel ou sur des participations et valeurs de portefeuille entrées depuis plus de cinq ans dans le patrimoine de l'entreprise. Le régime de taxation des plus-values « monétaires » demeure inchangé. Quant au reste, la loi prévoit l'exonération de la taxe professionnelle pour les 4/5 si le produit de la vente est réinvesti dans l'entreprise en

Belgique, au Congo Belge ou dans les territoires sous tutelle. L'exonération complète est accordée si l'investissement a lieu dans une région de développement.

La loi du 15 juillet 1959 (« Moniteur belge » du 28 juillet 1959) exonère de la taxe professionnelle, les revenus taxables des entreprises industrielles et artisanales, à concurrence de 30 % des investissements complémentaires en immeubles et outillages professionnels effectués en 1959 et 1960. Cette immunité s'applique par tiers à la période imposable pendant laquelle lesdits investissements complémentaires sont effectués et à chacune des deux périodes imposables suivantes.

La loi du 15 juillet 1959 (« Moniteur belge » du 28 juillet 1959), complétée par l'arrêté royal du 3 novembre 1959 (« Moniteur belge » des 12-13 novembre 1959), prévoit des avantages fiscaux pour les cas d'absorption, de fusion ou d'extension de sociétés et pour l'apport de branches d'activité, pour autant que ces opérations aient lieu entre le 1<sup>er</sup> mars 1959 et le 31 décembre 1961; leur but doit être d'améliorer la productivité, de lutter contre le chômage ou de rationaliser l'économie.

Les entreprises qui, avant le 31 décembre 1961, effectuent des investissements dans le cadre de la loi du 17 juillet 1959 (voir Expansion économique) sont exonérées pendant cinq ans de la contribution foncière sur les bâtiments y relatifs.

La loi du 18 juillet 1959 (voir Expansion économique) prévoit pour les régions de développement, les mêmes avantages fiscaux que la loi rappelée ci-dessus. Au 15 juillet 1959, les subventions octroyées en application de cette loi sont aussi exonérées de la taxe professionnelle et de l'impôt complémentaire personnel; elles sont cependant soustraites de la valeur des investissements pour le calcul des amortissements.

## Industrie

### INDUSTRIE CHARBONNIÈRE

#### MESURES BELGES

En vertu de l'arrêté ministériel du 6 février 1959 (« Moniteur belge » du 8 février 1959), il est interdit d'*extraire des terrils*, des matières pouvant servir de combustible ou de matière première dans les cimenteries. Les arrêtés ministériels du 6 mars 1959 (« Moniteur belge » des 9-10 mars 1959) et du 4 août 1959 (« Moniteur belge » du 12 août 1959) lèvent cette interdiction pour les schistes de charbonnage ne contenant pas plus de 10 % de matières combustibles, destinés aux cimenteries.

Le 9 février 1959 le Conseil national des Charbonnages approuve un *plan d'assainissement* des charbonnages. Celui-ci prévoit la fermeture de 8 puits des bassins du sud.

L'arrêté ministériel du 24 février 1959 (« Moniteur belge » du 26 février 1959) annule les *licences d'importation* de charbon originaire ou en provenance des pays de la C.E.C.A. qui ont été délivrées avant le 19 janvier 1959.

L'arrêté royal du 23 mars 1959 (« Moniteur belge » du 28 mars 1959) permet l'octroi aux *avances consenties par la Société nationale de Crédit à l'Industrie* d'une garantie supplémentaire allant jusqu'à 60 % de la valeur des stocks de charbon mis en nantissement.

La loi du 14 juillet 1959 (« Moniteur belge » du 24 juillet 1959) accorde, jusqu'à la fin décembre 1959, une *extension de pouvoirs* en matière de politique charbonnière au Ministre des Affaires économiques.

La loi du 16 juillet 1959 (« Moniteur belge » du 9 septembre 1959) porte approbation du traité, conclu entre la Belgique et la France, fixant de nouvelles *limites d'exploitation* entre les charbonnages situés de part et d'autre de la frontière, sous les communes de Bernissart (Belgique) et de Saint-Aybert (France).

L'arrêté ministériel du 4 septembre 1959 (« Moniteur belge » du 7 septembre 1959) annule les *licences d'exportation* de combustibles minéraux solides à destination de la République fédérale d'Allemagne.

L'arrêté royal du 29 septembre 1959 (« Moniteur belge » du 23 novembre 1959) modifie l'arrêté royal du 5 octobre 1955 autorisant *l'Etat à garantir les emprunts consentis par la C. E. C. A.* pour la construction ou l'agrandissement de centrales électriques minières.

Le même arrêté royal du 29 septembre 1959 modifie aussi l'arrêté royal du 5 octobre 1955 en ce qui concerne les *mines marginales*; il complète la liste des sociétés qui ont obtenu la garantie de l'Etat pour leurs avances récupérables.

*L'allocation complémentaire aux chômeurs partiels* de l'industrie charbonnière, arrivée à terme le 31 octobre 1959, a été prorogée jusqu'à la fin de l'année et, ensuite, remplacée, jusqu'au 30 septembre 1960, par une allocation dégressive.

Le 29 décembre 1959, les mines du Borinage ont décidé d'apporter leurs exploitations à une nouvelle société à créer : « *la Société des Charbonnages du Borinage* ». Celle-ci aurait cinq sièges d'exploitation.

En exécution de la décision du 23 décembre 1959 de la Haute Autorité, quatre arrêtés royaux ont été pris le 30 décembre 1959 (« Moniteur belge » du 31 décembre 1959) dans le cadre de la loi des pleins pouvoirs du 14 juillet 1959. Ils renforcent le contrôle du Ministère des Affaires économiques sur les importations et sur les exportations de charbon, permettent à la Haute Autorité de fixer le degré d'activité de chaque entreprise charbonnière et, au Ministre des Affaires économiques, de faire dépendre l'octroi de subsides aux mines belges, de certaines conditions.

#### MESURES DE LA C.E.C.A.

Le 18 mars 1959, la Haute Autorité a autorisé le Gouvernement belge à octroyer des *subventions* aux entreprises charbonnières au titre de l'année 1958. Ces subventions ne peuvent être accordées que pour une quantité maximum de 5,6 millions de tonnes. Le montant maximum est fixé à 687,31 millions de francs pour les subsides et 138,50 millions de francs pour les avances récupérables.

Une décision de la Haute Autorité, du 25 mars 1959, instaure un *subside spécial temporaire*, pour aider les travailleurs des charbonnages belges, réduits collectivement à un chômage partiel, à la suite des difficultés d'écoulement. Le Conseil de Ministres a prorogé l'octroi de ce subside temporaire, le 14 mai, le 12 octobre et le 15 décembre 1959.

Le 31 juillet 1959, le *plan de lutte contre la crise charbonnière* établi par la Haute Autorité a été précisé. Le Conseil de Ministres de la C.E.C.A. a autorisé le Gouvernement belge à accorder des subsides aux charbonnages belges, pour une production de 8 millions de tonnes et pour un montant maximum de 926 millions de francs, en 1959.

Le 15 décembre, le Conseil de Ministres de la C.E.C.A. a approuvé différentes mesures en faveur de la Belgique sur la base de l'article 37 du Traité.

En vertu de la décision prise le 23 décembre 1959 par la Haute Autorité, le Gouvernement belge est tenu de présenter avant le 1<sup>er</sup> mai 1960 un *nouveau plan d'assainissement* de l'industrie charbonnière comportant l'indication précise des fermetures à opérer pour porter, d'ici la fin de l'année 1963, de 5,5 à 9,5 millions de tonnes, la réduction de la capacité de production. Dans ce but, le Gouvernement doit, au cours de l'année 1960, prendre les mesures propres à limiter à 2 950 000 t, les livraisons à la Belgique, de combustibles solides provenant des pays de la Communauté. Simultanément, les importations de combustibles solides provenant des pays tiers sont limitées à 600 000 t. Inversement, des mesures doivent être prises pour limiter à un maximum de 1 945 000 t les livraisons de combustibles solides de la Belgique à destination des autres pays de la Communauté.

#### AUTRES INDUSTRIES

L'arrêté royal du 24 décembre 1959 (« Moniteur belge » du 19 février 1960) fixe le subside à l'*industrie de la préparation du lin*, à 2 500 F par unité-ouvrier.

**Investissements** (Voir Expansion économique, Finances)

#### Monnaie et crédit

##### MARCHÉ MONÉTAIRE

Le taux d'escompte de la Banque Nationale a été abaissé de 3,5 à 3,25 % le 8 janvier 1959. Le 24 décembre 1959 il a été relevé de 3,25 à 4 %.

La loi du 19 juin 1959 (« Moniteur belge » du 20 juin 1959) a modifié l'arrêté-loi du 18 mai 1945 portant création du Fonds des Rentes. Cette modification, qui complète la réforme du marché monétaire de novembre 1957, habilite désormais le Fonds des Rentes à régir le marché monétaire et le marché des effets de l'Etat à court terme. Ce Fonds aidera également le Trésor à pratiquer une politique de conjoncture en matière de finances publiques.

Le 17 novembre, une réforme de structure a modifié le marché du call money : les secteurs en et hors compensation ont été réunis et les banques ont été habilitées à inclure dans leurs moyens de trésorerie obligatoires des prêts consentis à tout participant au marché du call money garanti.

#### MARCHÉ DES CAPITAUX

La loi du 4 mai 1959 (« Moniteur belge » du 22 mai 1959) modifie le maximum légal des engagements de la Caisse nationale de Crédit Professionnel; celui-ci peut être relevé par tranches successives de 500 millions de francs jusqu'à un maximum de 7,5 milliards. En application de cette loi, l'arrêté royal du 27 juillet 1959 (« Moniteur belge » du 6 août 1959) porte le maximum de 5,5 à 6 milliards de francs.

L'arrêté royal du 9 mai 1959 (« Moniteur belge » du 22 mai 1959) relève le montant nominal des bons de caisse et obligations à émettre par la Société Nationale de Crédit à l'Industrie; ce montant est fixé à 35 milliards de francs.

#### Prévoyance sociale

Le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale a été scindé. Le dédoublement ainsi que la répartition des attributions entre le Ministère du Travail et le Ministère de la Prévoyance sociale ont été réglés par l'arrêté royal du 27 janvier 1959 (« Moniteur belge » du 29 janvier 1959).

#### SALARIÉS ET APPOINTÉS

La *pension de vieillesse des employés* est augmentée par la loi du 17 février 1959 (« Moniteur belge » du 22 février 1959); le minimum garanti de la pension de retraite oscille entre 43 600 F et 48 000 F pour les bénéficiaires mariés, entre 31 200 F et 38 350 F pour les bénéficiaires isolés masculins et entre 29 900 et 34 600 F pour les bénéficiaires isolés féminins. Le minimum garanti de la pension de survie oscille entre 21 800 et 24 000 F. L'arrêté royal du 26 juin 1959 (« Moniteur belge » du 16 juillet 1959) adapte le régime de la marine marchande à ces nouveaux taux.

En matière de *pension ouvrière*, l'arrêté royal du 9 mai 1959 (« Moniteur belge » du 18 mai 1959) charge la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite de la tenue des comptes individuels des travailleurs.

L'arrêté royal du 30 décembre 1959 (« Moniteur belge » du 8 jan-

vier 1960) porte à 9 % les cotisations pour les pensions ouvrières (4,5 % à charge de l'employeur et 4,5 % à charge du travailleur).

L'arrêté royal du 27 avril 1959 (« Moniteur belge » des 1<sup>er</sup>-2 mai 1959) accorde aux mineurs dont les prestations étaient insuffisantes pour recevoir la pension complète de mineur, une pension minimum de 36 000 F pour les mariés — lorsque leur épouse ne jouit pas d'une pension de retraite — et de 24 000 F pour les autres.

En matière *d'assurance-maladie*, l'arrêté royal du 30 décembre 1958 (« Moniteur belge » du 10 janvier 1959) relève le montant de l'indemnité d'invalidité; le montant de base de cette allocation a été porté de 100 à 106 F.

L'arrêté royal du 17 octobre 1959 (« Moniteur belge » du 24 octobre 1959) accorde une allocation de 800 F l'an aux membres du personnel des Ministères qui sont affiliés librement à une mutualité reconnue.

*L'assurance contre le chômage* a été modifiée le 5 janvier 1959 par l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 27 décembre 1958 (« Moniteur belge » du 1<sup>er</sup> janvier 1959) qui augmente d'environ 10 % les allocations de chômage. Les indemnités de séjour accordées à certaines catégories de chômeurs en réadaptation professionnelle ont aussi été relevées par l'arrêté ministériel du 12 janvier 1959 (« Moniteur belge » du 15 janvier 1959); elles ont été portées de 71 à 82 F par jour.

#### INDÉPENDANTS

En 1959, a été déposé un projet de loi prévoyant une modification du système des pensions pour indépendants. Il est devenu la loi du 28 mars 1960 (« Moniteur belge » du 4 avril 1960).

#### Prix

Les tarifs industriels d'électricité ont été notablement abaissés le 1<sup>er</sup> janvier 1959.

L'arrêté ministériel du 25 mars 1959 (« Moniteur belge » du 28 mars 1959) met la vente du pain au régime du prix normal.

L'arrêté ministériel du 8 avril 1959 (« Moniteur belge » du 11 avril 1959) fixe les prix des spécialités pharmaceutiques.

L'arrêté ministériel du 12 mai 1959 (« Moniteur belge » du 4 juin 1959) met la vente de poisson frais au régime du prix normal.

En vertu de l'arrêté ministériel du 8 octobre 1959 (« Moniteur belge » du 10 octobre 1959) toute hausse des prix imposés par les fabricants ou importateurs à la distribution ou établis par convention, doit désormais être annoncée au Service des Prix du Ministère des Affaires économiques.

L'arrêté ministériel du 9 octobre 1959 (« Moniteur belge » du 12 octobre 1959) régleme les prix des pommes de terre de consom-

mation. Il a été abrogé par un arrêté ministériel du 21 novembre 1959 (« Moniteur belge » du 9 décembre 1959) qui a remis les pommes de terre de consommation au régime du prix normal.

L'arrêté ministériel du 30 octobre 1959 (« Moniteur belge » du 2 novembre 1959) fixe à 7 F le litre, le prix maximum de vente au consommateur du lait de consommation.

*Prix des transports* (Voir Transport)

## **Transport**

### **TERRESTRE**

L'arrêté royal du 22 janvier 1959 (« Moniteur belge » du 11 février 1959) fixe les salaires, des travailleurs occupés dans les entreprises de transport de marchandises. Il est octroyé à ces travailleurs une indemnité de séjour de 225 F par 24 heures d'absence.

La S.N.C.B. a modifié, le 30 janvier 1959, divers *tarifs de transport de marchandises*. Les tarifs de certains envois express et à grande vitesse sont relevés; par contre, certains tarifs d'expéditions à petite vitesse, par wagons complets, sont réduits (« Moniteur belge » du 26 février 1959).

Le prix minimum du transport de personnes par autobus est porté de 3 F 50 à 4 F par arrêté ministériel du 10 mars 1959 (« Moniteur belge » des 16-17 mars 1959).

### **AÉRIEN**

Durant l'année 1959, ont été conclus divers accords relatifs à la navigation aérienne :

- le 20 juin 1959, a été signé avec le Japon, à Tokio, un accord concernant la navigation aérienne : la Belgique a obtenu la concession d'une ligne Bruxelles-Tokio;
- en août 1959, un accord concernant la navigation aérienne a été paraphé entre la Belgique et l'Afghanistan; la Sabena y reçoit le droit d'exploiter des lignes de navigation aérienne à destination de Kandahar;
- au cours du mois d'octobre 1959 un accord en matière de trafic aérien a été conclu, à Berne, entre la Belgique et la Suisse;
- le 11 décembre 1959, un accord concernant la navigation aérienne a été paraphé à Bruxelles, entre la Belgique et la République Arabe Unie.

### **MARITIME**

Les suppléments de fret prévus au barème de l'Office régulateur de la Navigation intérieure ont été modifiés, à partir du 1<sup>er</sup> mai 1959, par l'arrêté ministériel du 27 avril 1959 (« Moniteur belge » du 30 avril 1959). Le supplément s'élève à 25 % pour les bateaux d'un tonnage de 200 t et moins; il est de 10 % pour les bateaux de 201 à 250 t. A partir du 1<sup>er</sup> octobre, les barèmes des frets ont été relevés

pour tout contrat d'affrètement au voyage; l'augmentation est de 105 à 135 % selon le bureau d'affrètement à tour de rôle et les marchandises à transporter. Ces dispositions ont fait l'objet de l'arrêté ministériel du 30 septembre 1959 (« Moniteur belge » du 8 octobre 1959).

TAXE SUR LE TRANSPORT (Voir Finances)

## Travail

### FORMATION PROFESSIONNELLE

L'arrêté royal du 13 avril 1959 (« Moniteur belge » du 25 avril 1959) crée un Comité national de Formation et de Perfectionnement professionnels chargé, notamment, d'attribuer des bourses d'étude, d'organiser des cours et de fournir des avis au Ministre en matière de formation et de perfectionnement professionnels dans les métiers et négoes. Il autorise, en outre, le Ministre des Classes moyennes à agréer des comités régionaux et des secrétariats d'apprentissage.

### RELATIONS DU TRAVAIL

La législation sur le contrat d'emploi a été modifiée en ce qui concerne les contrats conclus pour une durée limitée ou pour une entreprise déterminée. Par la loi du 8 mai 1959 (« Moniteur belge » du 14 mai 1959), la possibilité de rompre le contrat, en cas de maladie ou d'accident de l'employé, a été restreinte; en même temps, le droit de l'employé à la rémunération, en cas d'absence, a été étendu.

Divers arrêtés royaux ont ratifié les décisions de diverses commissions paritaires instaurant dans leur secteur soit la semaine des cinq jours, soit celle des 45 heures.

MINISTÈRE DU TRAVAIL (Voir Prévoyance sociale)

TAXE SUR LE TRANSPORT (voir l'annexe)  
L'arrêté royal du 18 avril 1959 (Moniteur belge, du 25 avril 1959) crée un Comité national de Formation et de Perfectionnement professionnel chargé notamment d'étudier les conditions de formation des cours et de fournir des avis aux autorités compétentes et de perfectionnement professionnel dans les matières et matières. Il a été institué en vertu de l'article 10 de la loi du 15 mai 1959 (Moniteur belge, du 25 mai 1959) et a pour objet de veiller à l'adaptation de la formation professionnelle aux besoins de l'économie nationale.

### FORMATION PROFESSIONNELLE

L'arrêté royal du 18 avril 1959 (Moniteur belge, du 25 avril 1959) crée un Comité national de Formation et de Perfectionnement professionnel chargé notamment d'étudier les conditions de formation des cours et de fournir des avis aux autorités compétentes et de perfectionnement professionnel dans les matières et matières. Il a été institué en vertu de l'article 10 de la loi du 15 mai 1959 (Moniteur belge, du 25 mai 1959) et a pour objet de veiller à l'adaptation de la formation professionnelle aux besoins de l'économie nationale.

Par la loi du 8 mai 1959 (Moniteur belge, du 25 mai 1959), la possibilité de rompre le contrat en cas de maladie, de licenciement ou de cessation d'activité a été introduite. Par la loi du 8 mai 1959 (Moniteur belge, du 25 mai 1959), la possibilité de rompre le contrat en cas de maladie, de licenciement ou de cessation d'activité a été introduite.

Divers articles royaux ont ratifié les décisions de diverses commissions paritaires instaurant dans leur secteur soit la semaine des cinq jours, soit celle des 35 heures.

### MINISTÈRE DU TRAVAIL (voir l'annexe spéciale)

Le ministre du Travail a été institué en vertu de l'article 10 de la loi du 15 mai 1959 (Moniteur belge, du 25 mai 1959) et a pour objet de veiller à l'adaptation de la formation professionnelle aux besoins de l'économie nationale.

Le 11 décembre 1958, un accord a été conclu entre la Belgique et la Suisse concernant la navigation aérienne internationale. Ce traité a été ratifié par le Parlement belge le 15 mai 1959 (Moniteur belge, du 25 mai 1959).

### MARITIME

Le 11 décembre 1958, un accord a été conclu entre la Belgique et la Suisse concernant la navigation aérienne internationale. Ce traité a été ratifié par le Parlement belge le 15 mai 1959 (Moniteur belge, du 25 mai 1959).

# LISTE DES TABLEAUX STATISTIQUES <sup>(1)</sup>

AGRICULTURE.	Pages
Superficies cultivées. Recensements des 15 mai 1955, 1956, 1957, 1958 et 1959	23
Céréales. Superficies cultivées . . . . .	23
Plantes industrielles. Superficies cultivées . . . . .	24
Plantes racines et tuberculifères. Superficies cultivées . . . . .	24
Evolution des rendements de certaines cultures. Production moyenne par hectare	25
Production agricole . . . . .	25
Matériel agricole . . . . .	26
Cheptel . . . . .	26
Production nette de viande indigène . . . . .	26
Consommation de viande. . . . .	27
Solde d'importations et exportations de viande . . . . .	27
Beurre . . . . .	27
Importations et exportations de produits agricoles. . . . .	28
Importations et exportations de produits horticoles . . . . .	29
<b>ASSURANCES.</b>	
Assurances sur la vie. Primes encaissées et réserves mathématiques . . . . .	185
Assurances sur la vie. Valeurs représentatives . . . . .	185
Opérations de capitalisation . . . . .	186
Opérations de capitalisation. Valeurs représentatives. . . . .	186
Prêts hypothécaires . . . . .	187
Prêts hypothécaires par intervention. Valeurs représentatives . . . . .	187
Assurance obligatoire des transporteurs par véhicules automobiles . . . . .	188
Assurance obligatoire des transporteurs par véhicules automobiles. Valeurs repré- sentatives des réserves techniques . . . . .	189
<b>BENELUX.</b>	
Evolution du commerce extérieur de l'U.E.B.L. Valeur . . . . .	263
Evolution du commerce extérieur des Pays-Bas. Valeur . . . . .	263
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Répartition d'après le degré de trans- formation . . . . .	264
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Principaux produits manufacturés répartis par secteur industriel . . . . .	265

**CHÔMAGE** (Voir Emploi et chômage).

(1) Par ordre alphabétique des rubriques principales.  
Signification des signes employés dans les tableaux :  
.. Non disponible ;  
— Nul ou négligeable ;  
/ Moyenne.

## COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'U.E.B.L.

Commerce spécial (quantité et valeur) . . . . .	233
Indices du volume et de la valeur moyenne à l'importation et à l'exportation . . . . .	235
Exportations par secteur industriel . . . . .	236-237
Importations par secteur industriel . . . . .	238-239
Analyse de la balance commerciale suivant les sections et divisions de la Classification Type pour le Commerce International . . . . .	240
Solde d'importations et exportations de viande . . . . .	27
Beurre (importations) . . . . .	27
Importations et exportations de produits agricoles . . . . .	28
Importations et exportations de produits horticoles . . . . .	29
Importations et exportations de poissons, crustacés et mollusques . . . . .	30
Production nette, importations et exportations de gaz . . . . .	47
Solde du commerce extérieur de l'U.E.B.L. des principales formes d'énergie . . . . .	51
Commerce extérieur des produits sidérurgiques . . . . .	56
Commerce extérieur de métaux non ferreux. Valeur . . . . .	58
Commerce extérieur de métaux non ferreux. Quantité . . . . .	59
Commerce extérieur des principales fabrications métalliques. Valeur. . . . .	66-67
Commerce extérieur des principales fabrications métalliques. Quantité . . . . .	68-69
Commerce extérieur de nouveaux véhicules automobiles et de cycles avec ou sans moteur . . . . .	70
Importations des principales matières premières destinées à l'industrie chimique . . . . .	71
Commerce extérieur de produits chimiques. Valeur . . . . .	72
Commerce extérieur de produits chimiques. Quantité . . . . .	73
Commerce extérieur de l'industrie du papier . . . . .	76
Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes. Valeur . . . . .	78
Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes. Quantité . . . . .	79
Commerce extérieur des matières et produits textiles. Valeur . . . . .	84-85
Commerce extérieur des matières et produits textiles. Quantité . . . . .	86-87
Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes. Valeur . . . . .	92
Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes. Quantité . . . . .	93
Importations et exportations de diamants . . . . .	94
Commerce extérieur en peaux, cuirs et articles en cuir . . . . .	95
Commerce extérieur en tabacs et tabacs manufacturés . . . . .	97
Commerce extérieur en bois, liège et autres matières végétales, utilisées pour la broserie, la vannerie, etc., ainsi que leurs produits finis . . . . .	99
Evolution du commerce extérieur de l'U.E.B.L. (avec les Pays-Bas). Valeur. . . . .	263
Evolution du Commerce extérieur des Pays-Bas (avec l'U.E.B.L.). Valeur . . . . .	263
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Répartition d'après le degré de transformation . . . . .	264
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Principaux produits manufacturés répartis par secteur industriel . . . . .	265
Commerce entre l'U.E.B.L. et le Congo Belge et le Ruanda-Urundi . . . . .	269
Exportations du Congo Belge et du Ruanda-Urundi vers la Belgique . . . . .	269
Exportations de l'U.E.B.L. vers le Congo Belge et le Ruanda-Urundi . . . . .	270-271
Importations en U.E.B.L. des principaux produits en provenance du Congo Belge et du Ruanda-Urundi . . . . .	272
Soldes de la balance des paiements du Congo Belge et du Ruanda-Urundi . . . . .	273
Evolution des opérations sur marchandises du Congo Belge et du Ruanda-Urundi à l'égard de l'U.E.B.L. . . . .	273
Balance des paiements du Congo Belge et du Ruanda-Urundi envers l'U.E.B.L. . . . .	274
Exportations par pays de destination . . . . .	241
Principales exportations vers les Etats-Unis . . . . .	242

	Pages
Importations par pays de provenance . . . . .	243
Principales importations en provenance des Etats-Unis . . . . .	244
Importations, exportations et balance commerciale apparente par zone monétaire en 1958 et 1959 . . . . .	245
Evolution des échanges avec les pays de l'Organisation Européenne de Coopé- ration Economique . . . . .	247
Soldes de la balance commerciale par zone monétaire . . . . .	248
Balance des paiements internationaux de l'U.E.B.L. en 1957, 1958 et 1959 . . . . .	250-251-252

#### CONGO BELGE ET RUANDA-URUNDI.

Commerce entre l'U.E.B.L. et le Congo Belge et le Ruanda-Urundi . . . . .	269
Exportations du Congo Belge et du Ruanda-Urundi vers la Belgique . . . . .	269
Exportations de l'U.E.B.L. vers le Congo Belge et le Ruanda-Urundi . . . . .	270-271
Importations en U.E.B.L. des principaux produits en provenance du Congo Belge et du Ruanda-Urundi . . . . .	272
Soldes de la balance des paiements du Congo Belge et du Ruanda-Urundi . . . . .	273
Evolution des opérations sur marchandises du Congo Belge et du Ruanda-Urundi à l'égard de l'U.E.B.L. . . . .	273
Balance des paiements du Congo Belge et du Ruanda-Urundi envers l'U.E.B.L. . . . .	274

#### CONSOMMATION.

Consommation des produits industriels. . . . .	223
Consommation. Par catégorie de produits . . . . .	224
Ventes à la consommation. Indices par secteur et par catégorie d'articles . . . . .	225
Ventes à la consommation en 1959 . . . . .	226
Ventes à la consommation en 1959. Produits alimentaires . . . . .	226
Ventes à tempérament. Nombre de contrats et crédits annuels accordés par nature des marchandises . . . . .	227
Ventes à tempérament. Crédits annuels accordés . . . . .	228
Ventes à tempérament. Retards de paiement de trois termes échus et plus . . . . .	228

#### DISTRIBUTION.

Entreprises commerciales. Effectifs assujettis à la sécurité sociale . . . . .	119
Entreprises commerciales. Personnel assujetti à la sécurité sociale . . . . .	120
Cartes professionnelles pour étrangers . . . . .	121
Commerce ambulants. Répartition des commerçants ambulants suivant la nature du commerce . . . . .	122
Sociétés commerciales belges ayant leur principale exploitation en Belgique . . . . .	123
Immatriculations et radiations au Registre du Commerce . . . . .	124
Déclarations de faillite et concordats judiciaires . . . . .	124
Ventes à la consommation . . . . .	125
Indice du chiffre d'affaires des grossistes en alimentation générale à clientèle indépendante . . . . .	125
Caisse Nationale de Crédit Professionnel. Crédits accordés . . . . .	126
Recettes du Timbre et des taxes assimilées au Timbre . . . . .	126

#### EMPLOI ET CHÔMAGE.

Personnel assujetti à la sécurité sociale dans l'industrie au 30 juin . . . . .	11
Main-d'œuvre civile et main-d'œuvre salariée . . . . .	12
Ouvriers et heures-ouvriers dans certains secteurs . . . . .	13

	Pages
Nombre de journées perdues par suite de grèves . . . . .	15
Nombre de journées contrôlées, perdues par suite de chômage . . . . .	15
Répartition par province des chômeurs complets contrôlés . . . . .	17
Répartition des chômeurs complets par groupe d'âges et durée. En novembre 1956, 1957, 1958 et 1959 . . . . .	18

#### FINANCES DE L'ÉTAT.

Exécution des budgets de 1949 à 1959 par année civile . . . . .	139
Exécution des budgets de 1949 à 1959 par exercice . . . . .	140
Dépenses budgétaires par principaux chapitres et par année civile . . . . .	141
Dépenses budgétaires . . . . .	142
Recettes fiscales ordinaires nettes . . . . .	143
Recettes des droits d'accises et autres taxes assimilées . . . . .	144
Recettes du Timbre et des taxes assimilées au Timbre . . . . .	144
Recettes non fiscales au cours de l'année civile 1959 pour les exercices 1958 et 1959 . . . . .	145
Evolution de la situation de la Trésorerie . . . . .	145
Dette publique. Situation à fin d'année . . . . .	146
Evolution de la dette publique . . . . .	147

#### FINANCES PRIVÉES (Voir Monnaie et crédit).

#### FINANCES PROVINCIALES ET COMMUNALES.

Relations financières : Etat-Pouvoirs publics subordonnés . . . . .	148
Budgets provinciaux pour 1958 et 1959 . . . . .	149
Rendement des impositions provinciales d'après les budgets de 1953 à 1959 pour l'ensemble des provinces . . . . .	149
Répartition des dépenses provinciales. Exercices 1953 à 1959 . . . . .	150
Budgets et comptes communaux . . . . .	150
Budgets communaux pour 1958 et 1959 . . . . .	151
Versements à effectuer par le Trésor aux communes . . . . .	151
Additionnels communaux à la contribution foncière . . . . .	152
Crédits et subventions aux administrations régionales et locales . . . . .	152
Répartition des dépenses communales. Exercices 1952 à 1959 . . . . .	153
Bilans comparatifs au 31 décembre du Crédit Communal de Belgique . . . . .	154

#### INDUSTRIE

Evolution de l'activité industrielle . . . . .	33
Indices annuels et trimestriels de l'activité industrielle . . . . .	34-35
Evolution comparée des indices de production . . . . .	37
Evolution de l'activité industrielle d'après le degré de transformation des produits . . . . .	39
Production de charbon par bassin . . . . .	40
Balance charbonnière . . . . .	41
Main-d'œuvre et rendement dans les mines de houille . . . . .	42
Résultats comptables de l'exploitation des mines de houille de 1957 à 1959 . . . . .	43
Situation économique globale de l'industrie charbonnière . . . . .	44
Consommation intérieure brute de combustibles solides par les principaux secteurs . . . . .	45
Energie électrique disponible . . . . .	46
Production nette, importations et exportations de gaz . . . . .	47
Distribution publique de gaz . . . . .	48
Production et consommation de produits pétroliers . . . . .	49
Consommation intérieure apparente brute d'énergie primaire . . . . .	50
Solde du commerce extérieur de l'U.E.B.L. des principales formes d'énergie . . . . .	51

	Pages
Evolution de la consommation intérieure brute d'énergie primaire . . . . .	52
Estimation de la consommation finale nette d'énergie selon les secteurs économiques et la forme de l'énergie mise en œuvre . . . . .	53
Production sidérurgique dans les pays de la C.E.C.A. . . . .	54
Consommation apparente d'acier brut dans les pays de la C.E.C.A. . . . .	55
Commerce extérieur des produits sidérurgiques . . . . .	56
Production de métaux non ferreux . . . . .	57
Commerce extérieur de métaux non ferreux. Valeur . . . . .	58
Commerce extérieur de métaux non ferreux. Quantité . . . . .	59
Industrie des fabrications métalliques. Commandes et expéditions . . . . .	61
Industrie des fabrications métalliques. Emploi . . . . .	63
Industrie des fabrications métalliques. Indice du volume des expéditions . . . . .	64
Industrie des fabrications métalliques. Valeur des commandes et des expéditions . . . . .	65
Commerce extérieur des principales fabrications métalliques. Valeur . . . . .	66-67
Commerce extérieur des principales fabrications métalliques. Quantité . . . . .	68-69
Commerce extérieur de nouveaux véhicules automobiles et de cycles avec ou sans moteur . . . . .	70
Importations des principales matières premières destinées à l'industrie chimique . . . . .	71
Commerce extérieur de produits chimiques. Valeur . . . . .	72
Commerce extérieur de produits chimiques. Quantité . . . . .	73
Production de quelques secteurs de l'industrie chimique . . . . .	74
Production de papier et de carton . . . . .	75
Commerce extérieur de l'industrie du papier . . . . .	76
Production de ciment. . . . .	77
Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes. Valeur . . . . .	78
Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes. Quantité . . . . .	79
Production de l'industrie de la terre cuite . . . . .	80
Production de chaux, calcaire et dérivés . . . . .	80
Production de l'industrie céramique . . . . .	81
Production textile. Filatures, tissage, préparation de la laine . . . . .	82
Stocks de tissus . . . . .	82
Commerce extérieur des matières et produits textiles. Valeur . . . . .	84-85
Commerce extérieur des matières et produits textiles. Quantité . . . . .	86-87
Production d'articles de bonneterie . . . . .	90
Activité des laiteries et fromageries . . . . .	91
Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes. Valeur . . . . .	92
Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes. Quantité . . . . .	93
Activité dans quelques branches de l'industrie alimentaire . . . . .	94
Importations et exportations de diamants . . . . .	94
Commerce extérieur en peaux, cuirs et articles en cuir . . . . .	95
Production de cuirs finis et de chaussures . . . . .	96
Industrie du tabac. Quantités mises en œuvre . . . . .	96
Commerce extérieur en tabacs et tabacs manufacturés . . . . .	97
Ventes de l'industrie transformatrice du bois . . . . .	98
Commerce extérieur en bois, liège et autres matières végétales, utilisées pour la broserie, la vannerie, etc., ainsi que leurs produits finis . . . . .	99
Evolution de la consommation estimée d'eau dans les principales industries . . . . .	100
Evolution de la consommation estimée d'eau dans les principales industries . . . . .	101

#### INVESTISSEMENTS.

Investissements dans l'ensemble de l'économie. Défense nationale exclue . . . . . 219-220

#### LUXEMBOURG (Grand-Duché de).

Indices de la production industrielle . . . . . 255

	Pages
Production sidérurgique . . . . .	256
Production agricole . . . . .	257
Indice du coût de la vie . . . . .	257
 <b>MONNAIE ET CRÉDIT.</b>	
Evolution du stock monétaire . . . . .	157
Bilans intégrés des organismes monétaires . . . . .	158-159
Origines des variations du stock monétaire . . . . .	160-161
Avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale de Belgique . . . . .	162
Crédits d'escomptes, d'avances et d'acceptations aux entreprises et particuliers . . . . .	163
Situation globale des banques . . . . .	164
Crédits consentis par les banques privées au secteur privé . . . . .	165
Réescompte du portefeuille commercial par les banques privées . . . . .	166
Marché de l'argent « on call ». Moyennes journalières . . . . .	167
Opérations de l'Institut de Réescompte et de Garantie. Moyennes journalières . . . . .	168
Crédits consentis au secteur privé par la Banque Nationale de Belgique . . . . .	169
Crédits consentis au secteur public par la Banque Nationale de Belgique . . . . .	170
Principales modalités de l'épargne privée . . . . .	171
Appels nets de capitaux en Belgique . . . . .	171
Emissions des sociétés industrielles et commerciales belges et congolaises. Répartition d'après le centre d'activité . . . . .	172
Emissions nettes d'actions et d'obligations des sociétés industrielles et commerciales belges . . . . .	173
Emissions du secteur public . . . . .	174
Bourse de Bruxelles. Volume des opérations . . . . .	176
Rendement de titres à revenu fixe cotés à la bourse de Bruxelles. . . . .	177
Emissions et rendement des emprunts d'Etat ou garantis par lui . . . . .	178
Opérations de portefeuille du Fonds des Rentes . . . . .	179
Evolution du montant des inscriptions hypothécaires . . . . .	180
Caisse Générale d'Epargne et de Retraite. Relevé général des placements . . . . .	180
Caisse Générale d'Epargne et de Retraite. Mouvement de l'épargne des particuliers . . . . .	181
Caisse Nationale de Crédit Professionnel . . . . .	182
 <b>PAYS-BAS.</b>	
Formation et utilisation du produit national . . . . .	258
Nombre de chômeurs . . . . .	258
Indices de la production et de l'emploi dans l'industrie . . . . .	259
Indices de la production par industrie . . . . .	259
Commerce extérieur . . . . .	260
Valeur des importations par pays de provenance . . . . .	261
Valeur des exportations par pays de destination . . . . .	261
Réserves de change . . . . .	262
Salaires et prix . . . . .	262
Consommation des particuliers . . . . .	262
Evolution du commerce extérieur de l'U.E.B.L. Valeur . . . . .	263
Evolution du commerce extérieur des Pays-Bas. Valeur . . . . .	263
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Répartition d'après le degré de transformation . . . . .	264
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Principaux produits manufacturés répartis par secteur industriel . . . . .	265
 <b>PÊCHE.</b>	
Arrivages de poissons. Quantité . . . . .	30
Arrivages de poissons. Valeur . . . . .	30
Importations et exportations de poissons, crustacés et mollusques . . . . .	30

	Pages
<b>POPULATION.</b>	
Naissances, décès, accroissement démographique et population totale . . . . .	7
Mouvement de la population en 1959 . . . . .	8
 <b>PRIX.</b>	
Indices des prix et des salaires dans quelques pays . . . . .	195
Evolution des prix de détail par groupe de produits . . . . .	196
Indices des prix de gros . . . . .	197
Indices partiels des prix de gros . . . . .	200
 <b>PRODUCTION (Voir Industrie, Agriculture).</b>	
 <b>REMUNÉRATIONS.</b>	
Evolution des indices des salaires conventionnels et des prix de détail . . . . .	203
Indices officiels des salaires normaux, du gain net et du coût du salaire en 1958 et 1959 . . . . .	204
Indices officiels des salaires horaires normaux en 1958 et 1959 d'après le degré de qualification et l'âge . . . . .	205
Montant total des rémunérations déclarées à la sécurité sociale . . . . .	206
Récapitulation des opérations de financement de la sécurité sociale . . . . .	206
 <b>REVENUS (Voir Monnaie et crédit, Rémunérations, Revenus des sociétés, Revenu national).</b>	
 <b>REVENU NATIONAL.</b>	
Revenu national belge de 1951 à 1959 . . . . .	XII
 <b>REVENUS DES SOCIÉTÉS.</b>	
Rendement des sociétés par actions belges et congolaises . . . . .	207
Rendement des sociétés par actions belges et congolaises d'après le lieu de leur exploitation . . . . .	208-209
Evolution des soldes bénéficiaires nets et des dividendes mis en paiement. Sociétés ayant leur principal siège d'exploitation en Belgique . . . . .	210-211
Evolution des rendements, de la dette obligataire et de l'autofinancement net. Sociétés ayant leur siège d'exploitation en Belgique . . . . .	212-213
Sociétés belges par actions en bénéfices. Bénéfices et dividendes annuels moyens de 1949 à 1959 des sociétés ayant leur siège d'exploitation en Belgique . . . . .	214
 <b>SALAIRES (Voir Rémunérations).</b>	
 <b>TOURISME.</b>	
Répartition des nuitées par pays de provenance . . . . .	129
Répartition des nuitées par région touristique et suivant le pays de résidence des touristes en 1959 . . . . .	130
Répartition des nuitées par saison . . . . .	130
Recettes et dépenses du tourisme et des voyageurs . . . . .	131
Prix moyens de pension . . . . .	131
	303

	Pages
Mouvement et recettes du trafic voyageurs, Société Nationale des Chemins de Fer Belges . . . . .	132
Mouvement du trafic voyageurs, Ligne maritime Ostende-Douvres . . . . .	132
Etablissements de vacances populaires . . . . .	133
Coefficient d'occupation dans les maisons et centres de vacances . . . . .	133

**TRANSPORTS.**

Société Nationale des Chemins de Fer Belges. Trafic global des marchandises par wagons complets . . . . .	106
Société Nationale des Chemins de Fer Belges. Trafic des marchandises par wagons complets : répartition du trafic suivant la nature des marchandises . . . . .	106
Société Nationale des Chemins de Fer Belges. Trafic des voyageurs . . . . .	107
Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux. Nombre de voyageurs . . . . .	107
Parc de véhicules routiers . . . . .	108
Transports fluviaux. Marchandises transportées. . . . .	108
Transports fluviaux. Répartition du trafic suivant la nature des marchandises . . . . .	109
Transports fluviaux. Trafic par bassin . . . . .	109
Situation de la flotte intérieure de bateaux de charge . . . . .	110
Nature de la flotte belge . . . . .	110
Marine marchande belge . . . . .	111
Port d'Anvers. Navigation maritime . . . . .	112
Port de Gand. Navigation maritime . . . . .	113
Ports de Bruges et de Zeebrugge. Navigation maritime . . . . .	114
Trafic commercial des aérodromes belges . . . . .	115
Trafic de la SABENA . . . . .	116

# LISTE DES GRAPHIQUES<sup>(1)</sup>

	Pages
<b>COMMERCE EXTÉRIEUR.</b>	
Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Valeur . . .	234
Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Indices de volume . . . . .	234
Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Importations et exportations par zone monétaire . . . . .	246
Solde des balances commerciales de l'U.E.B.L. avec la zone monétaire des pays membres de l'A.M.E. et la zone dollar . . . . .	249
 <b>CONGO BELGE ET RUANDA-URUNDI.</b>	
Balance bilatérale Congo Belge-Ruanda-Urundi / U.E.B.L. . . . .	275
 <b>EMPLOI ET CHÔMAGE.</b>	
Evolution comparée de la production, du personnel ouvrier et des heure-ouvriers prestées dans différentes industries . . . . .	14
Evolution du chômage. Journées perdues et contrôlées . . . . .	16
Réserve de la main-d'œuvre masculine . . . . .	17
 <b>FINANCES DE L'ÉTAT.</b>	
Dette publique . . . . .	146
 <b>INDUSTRIE.</b>	
Evolution de l'activité industrielle . . . . .	33
Comparaison internationale des indices de l'activité industrielle . . . . .	36
Evolution de la production et des prix industriels de 1949 à 1959 . . . . .	38
Balance charbonnière . . . . .	40
Balance du coke de four . . . . .	45
Sidérurgie. Production et personnel occupé. . . . .	55
Industrie des métaux non ferreux. Production et personnel occupé . . . . .	57
Industrie de métaux non ferreux. Produits bruts . . . . .	60
Industrie des fabrications métalliques. Commandes inscrites et expéditions totales en valeur . . . . .	62
Industrie des fabrications métalliques. Volume des expéditions totales et personnel occupé. . . . .	62
Industrie de l'azote. Production et personnel occupé . . . . .	74
Industrie du papier et du carton. Production et personnel occupé . . . . .	75
Industrie du ciment. Production et personnel occupé . . . . .	77
Industrie du verre. Production et personnel occupé . . . . .	81
Industrie textile. Filatures. Production et personnel occupé . . . . .	83
Industrie textile. Tissages. Production et personnel occupé . . . . .	83
Production textile. Coton . . . . .	88
Production textile. Laine . . . . .	88
Production textile. Lin . . . . .	89

(1) Par ordre alphabétique des rubriques principales.

	Pages
Production textile. Rayonne . . . . .	89
Bonneterie. Production et personnel occupé . . . . .	90

**MONNAIE ET CRÉDIT.**

Principaux déterminants de la tendance sur le marché monétaire . . . . .	168
Bourse de Bruxelles. Activité . . . . .	174
Indices des cours des actions aux bourses de Bruxelles et d'Anvers . . . . .	175
Versements et remboursements sur livrets particuliers à la Caisse d'Épargne . . . . .	182

**PRIX.**

Indices des prix de détail . . . . .	195
Indices des prix de gros . . . . .	198
Indices des prix de gros des produits industriels . . . . .	198
Indices des prix de gros des produits agricoles importés et indigènes . . . . .	199
Indices des prix de gros des produits industriels importés et indigènes . . . . .	199

**TRANSPORTS.**

Chemins de fer et navigation intérieure. Transport des marchandises . . . . .	105
Trafic maritime au port d'Anvers . . . . .	112
Trafic maritime au port de Gand . . . . .	113

# LISTE DES ABRÉVIATIONS

A.M.E.	Accord Monétaire Européen.
BENELUX	Union Economique Belgo-Néerlando-Luxembourgeoise.
B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail (O.N.U.).
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
B.R.T.	Bruto register ton.
C.C.P.	Compte Chèques postaux.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
C.G.E.R.	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
COBECHAR	Comptoir Belge des Charbons.
C.T.C.I.	Classification Type du Commerce International.
D.W.T.	Death Weight ton.
E.C.A.	Economic Cooperation Administration.
E.F.T.A.	Européan Free Trade Association (Association Européenne de Libre-échange).
E.R.P.	European Recovery Program.
EURATOM	Communauté Européenne de l'Energie Atomique.
EUROCHEMIC	Société Européenne pour le Traitement Chimique des Combustibles Irradiés
EXIMBANK	Export-Import Bank.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agricultural Organization (O.N.U.) (Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture).
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
F.N.A.M.I.	Fonds National d'Assurance Maladie-Invalidité.
F.N.R.O.M.	Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.
G.A.T.T.	General Agreement on Tariffs and Trade (Accord général sur les Tarifs douaniers et le Commerce).
I.A.T.A.	International Air Transport Association.
I.B.L.C.	Institut Belgo-Luxembourgeois du Change.
I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
I.R.E.S.	Institut de Recherches Economiques et Sociales (Louvain).
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
n.d.a.	non dénommé ailleurs.
N.R.T.	Netto register ton.
O.B.A.P.	Office Belge pour l'Accroissement de la Productivité
O.B.C.E.	Office Belge du Commerce Extérieur.
O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.

O.C.C.L.	Office Central des Contingents et Licences.
O.C.R.A.	Office Commercial du Ravitaillement.
O.E.C.E.	Organisation Européenne de Coopération Economique.
O.N.D.A.H.	Office National des Débouchés Agricoles et Horticoles.
O.N.P.C.	Office National du Placement et du Chômage.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
O.T.A.N.	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.
R.T.B.	Radiodiffusion-Télévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et Téléphones.
R.V.A.	Régie des Voies Aériennes.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de Fer Belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.C.V.	Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux.
S.T.I.B.	Société des Transports Intercommunaux de Bruxelles.
T.D.	Tarif douanier.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.	Union Européenne de Paiements.
U.R.S.S.	Union des Républiques Socialistes Soviétiques.
U.S.A.	United States of America.

# TABLE DES MATIÈRES

	Pages
<b>Avertissement</b> . . . . .	VII
<b>Considérations générales</b> . . . . .	IX
<b>Aperçu par secteur</b> . . . . .	XV
<b>Tableaux statistiques et graphiques</b> . . . . .	1

## PREMIÈRE PARTIE : POPULATION ET EMPLOI

I. — POPULATION . . . . .	5
II. — EMPLOI ET CHÔMAGE . . . . .	9
<i>Emploi</i> . . . . .	11
<i>Chômage</i> . . . . .	15

## DEUXIÈME PARTIE : PRODUCTION DE BIENS ET DE SERVICES

I. — AGRICULTURE ET PÊCHE . . . . .	21
<i>Agriculture</i> . . . . .	23
<i>Pêche</i> . . . . .	30
II. — INDUSTRIE . . . . .	31
<i>Activité industrielle générale</i> . . . . .	33
<i>Energie et activités connexes</i> . . . . .	40
— Combustibles solides . . . . .	40
— Electricité . . . . .	46
— Gaz de charbon . . . . .	47
— Pétroles . . . . .	49
— Bilan énergétique . . . . .	50
<i>Industrie des métaux</i> . . . . .	54
— Sidérurgie . . . . .	54
— Industrie des métaux non ferreux . . . . .	57
— Industrie des fabrications métalliques . . . . .	61
<i>Industrie chimique</i> . . . . .	71
<i>Industrie du papier</i> . . . . .	75
<i>Industrie de la construction, des matériaux de construction et secteurs connexes</i> . . . . .	77

	Pages
<i>Industrie textile</i> . . . . .	82
— Aperçu général . . . . .	82
— Aperçu par secteur . . . . .	88
<i>Industries alimentaires et fabrications connexes</i> . . . . .	91
<i>Industrie diamantaire</i> . . . . .	94
<i>Industries diverses</i> . . . . .	95
— Peaux, cuirs et chaussures . . . . .	95
— Industrie du tabac . . . . .	96
— Industrie transformatrice du bois . . . . .	98
<i>Approvisionnement en eau</i> . . . . .	100
<b>III. — TRANSPORTS</b> . . . . .	<b>103</b>
<i>Société Nationale des Chemins de Fer Belges</i> . . . . .	105
<i>Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux</i> . . . . .	107
<i>Transports routiers</i> . . . . .	108
<i>Navigation intérieure</i> . . . . .	108
<i>Transports maritimes</i> . . . . .	110
<i>Activités portuaires</i> . . . . .	112
— Port d'Anvers . . . . .	112
— Port de Gand . . . . .	113
— Ports de Bruges et de Zeebrugge . . . . .	114
<i>Navigation aérienne</i> . . . . .	115
<b>IV. — DISTRIBUTION</b> . . . . .	<b>117</b>
<b>V. — TOURISME</b> . . . . .	<b>127</b>
<b>TROISIÈME PARTIE : FINANCES, MONNAIE ET CRÉDIT</b>	
<b>I. — FINANCES PUBLIQUES</b> . . . . .	<b>137</b>
<i>Finances de l'Etat</i> . . . . .	139
<i>Finances provinciales et communales</i> . . . . .	148
<b>II. — MONNAIE ET CRÉDIT</b> . . . . .	<b>155</b>
<i>Stock monétaire et avoirs extérieurs nets</i> . . . . .	157
<i>Marché de l'argent</i> . . . . .	163
<i>Marché des capitaux</i> . . . . .	171
<b>III. — ASSURANCES</b> . . . . .	<b>183</b>

## QUATRIÈME PARTIE : PRIX ET REVENUS

I. — PRIX . . . . .	193
II. — REVENUS . . . . .	201
<i>Revenus du travail</i> . . . . .	203
<i>Revenus des sociétés</i> . . . . .	207
CINQUIÈME PARTIE : INVESTISSEMENTS ET CONSOMMATION	
I. — INVESTISSEMENTS . . . . .	217
II. — CONSOMMATION . . . . .	221
SIXIÈME PARTIE : RELATIONS ÉCONOMIQUES EXTÉRIEURES	
I. — COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEM- BOURGEOISE . . . . .	231
<i>Mouvement général</i> . . . . .	233
<i>Structure du commerce extérieur</i> . . . . .	236
<i>Répartition géographique du commerce spécial</i> . . . . .	241
<i>Balance commerciale</i> . . . . .	245
<i>Balance des paiements</i> . . . . .	250
II. — UNION ÉCONOMIQUE BELGO-NÉERLANDO-LUXEMBOURGEOISE (BE- NELUX) . . . . .	253
<i>Grand-Duché du Luxembourg</i> . . . . .	255
<i>Pays-Bas</i> . . . . .	258
<i>Echanges commerciaux entre l'U.E.B.L. et les Pays-Bas</i> . . . . .	263
III. — RELATIONS ÉCONOMIQUES DE LA BELGIQUE AVEC LE CONGO BELGE ET LE RUANDA-URUNDI . . . . .	267
<b>Répertoire des faits principaux</b> . . . . .	277
<i>Liste des tableaux statistiques</i> . . . . .	297
<i>Liste des graphiques</i> . . . . .	305
<i>Liste des abréviations</i> . . . . .	307
<i>Table des matières</i> . . . . .	309



Publications  
de la  
Direction générale  
des Etudes et de la Documentation  
du Ministère des Affaires économiques

---

*L'économie belge en 19...* Publication annuelle à partir de 1947. — Prix : 80,— F (1947); 100,— F (à partir de 1948). — Le volume relatif à l'année 1960 sortira de presse dans le courant du 4<sup>e</sup> trimestre de 1961.

... *Rapport relatif au problème des investissements.* Publication annuelle. — Prix : 10,— F (5<sup>e</sup> rapport, année 1949); 20,— F (à partir du 6<sup>e</sup> rapport, année 1950); pour les 10<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup> rapports (années 1954 et 1955), une seule publication (20,— F). — 15<sup>e</sup> rapport = 1959.

*Entreprises industrielles et commerciales en Belgique. Formalités à accomplir pour l'exercice d'activités. Régime fiscal et social. Aide à la création et à l'expansion.* 6<sup>e</sup> édition. Bruxelles, janvier 1961, 21 cm × 15 cm. — Prix : 28,— F.

*Bulletin mensuel de la Direction générale des Etudes et de la Documentation* (y compris une annexe de graphiques et tableaux statistiques). Bruxelles, 29 cm × 21 cm, (bilingue). — Abonnement annuel pour la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg : 100,— F (autres pays : 150,— F); le numéro : 10,— F (autres pays : 15,— F); le numéro spécial d'avril (aperçu général de l'économie belge pendant l'année antérieure) : 25,— F (tous pays).

*Le problème de l'énergie en Belgique. Besoins et approvisionnement pour la période de 1955 à 1975.* Bruxelles, février 1957, 29 cm × 21 cm, 86 p. — Prix : 40,— F. — (Annexe au *Bulletin mensuel de la Direction générale des Etudes et de la Documentation*, 1957, n<sup>o</sup> 2).

*Accroissements de la Bibliothèque centrale (Fonds Quetelet). Liste mensuelle.* Bruxelles, 29 cm × 21 cm, (bilingue). — Abonnement annuel pour la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg : 100,— F (autres pays : 150,— F); le numéro : 10,— F (autres pays : 15,— F).

Ces publications sont en vente au Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation, 24 rue du Luxembourg, 3<sup>e</sup> étage, Bruxelles 4 (compte chèques postaux n<sup>o</sup> 2630.40), et peuvent être consultées à la Bibliothèque centrale (Fonds Quetelet) du même Département.

Les publications non bilingues sont aussi éditées en langue néerlandaise.